

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 139-140

Octobre-Novembre 1996

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- **RETOUR EN FORCE DE L'UPK ET CONCLUSION D'UN CESSEZ-LE-FEU SOUS L'ÉGIDE AMÉRICAINE**
- **MASSACRE DE DIX PRISONNIERS KURDES À DIYARBAKIR**
- **AMNESTY LANCE UNE CAMPAGNE D'INFORMATION SUR LA TURQUIE**
- **TÉHÉRAN: SELON M. RAFSANJANI, DESCENDANTS DE LA RACE ARYENNE, ALLEMANDS ET IRANIENS DOIVENT MAINTENIR LEURS BONNES RELATIONS**
- **RECEVANT LE PREMIER MINISTRE TURC, M. KADDHAFI DEMANDE LA CRÉATION D'UN KURDISTAN INDÉPENDANT**
- **CRI D'ALARME DES DÉPUTÉS DU CHP SUR LA SITUATION DRAMATIQUE DE TUNCELI**
- **WASHINGTON: OUVERTURE D'UN INSTITUT KURDE**
- **PARIS: UNE EXPOSITION SUR LES RÉGUGIÉS KURDES IRAKIENS**
- **UN ACCIDENT RÉVÈLE LES LIENS ENTRE L'ÉTAT TURC ET LA MAFIA**
- **20^{ÈME} SEMINAIRE LINGUISTIQUE KURDE**
- **AINSI QUE**
- **LA REVUE DE PRESSE, EN BREF**

RETOUR EN FORCE DE L'UPK ET CONCLUSION D'UN CESSEZ-LE-FEU SOUS L'ÉGIDE AMÉRICAINE

TANDIS que la crise internationale suscitée par les affrontements entre les faction kurdes irakiennes et par l'incursion des chars irakiens à Erbil s'est atténuée dans la deuxième quinzaine de septembre, la situation au Kurdistan irakien a connu, à partir du 10 octobre, de rebondissements

spectaculaires se traduisant notamment par le retour en force de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani qui a repris une grande partie des territoires qu'elle contrôlait auparavant, y compris l'importante ville de Souleimanieh, la capitale régionale, sans toutefois la capitale régionale Erbil que reste aux

mains de PDK. Au terme des péripéties sanglantes et destructrices un accord de cessez-le-feu a été finalement conclu le 31 octobre à Ankara sous l'égide des États-Unis, instaurant un calme précaire dans une région meurtrie depuis mai 1994 par des affrontements fratricides.

Voici la chronique des faits marquants de cette période:

Le 21 septembre, à Washington, le président Clinton, dans une interview à la chaîne ABC, déclare que " *les États-Unis*

n'essaient pas de se débarrasser de Saddam Hussein mais il feront respecter la zone d'exclusion aérienne". Cette déclaration est perçue comme un message d'apaisement annonçant la fin, provisoire, de la crise avec Bagdad.

Le 23 septembre, à New York, rendant compte de la rencontre Christopher-Çiller, en marge des travaux de l'Assemblée générale de l'ONU, N. Burns, porte-parole du Département d'État, déclare que "les États-Unis et la Turquie sont tout à fait d'accord sur la nécessité de minimiser l'influence de Saddam Hussein sur le nord de l'Irak et de s'appuyer sur le PDK de Massoud Barzani et sur les Turcomans pour contrôler la région". Le même jour, à Paris, la France "réaffirme son attachement au dialogue entre les Kurdes et Bagdad et son attachement à la résolution des Nations Unies qui le prône".

Le 24 septembre, dans un communiqué à l'AFP, l'UPK affirme avoir repoussé plusieurs offensives du PDK dans le district de Qalat Diza longeant la frontière iranienne et fait état des affrontements dans cette zone depuis le 18 septembre qui auraient fait plus d'une centaine de morts.

Le 25 septembre, le secrétaire d'État-adjoint, Robert Pelletreau, déclare devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants que "les États-Unis ont invité le leader kurde M. Barzani à envoyer des représentants à Washington pour participer à des discussions sur la situation dans le nord de l'Irak. M. Barzani a accepté le principe de cette visite mais aucune date n'a pour l'instant été fixée". "La situation dans le nord de l'Irak reste fluide" a ajouté le responsable américain qui a rejeté les allégations selon lesquelles les États-Unis auraient pu faire plus pour éviter l'éruption des combats entre les deux factions kurdes. "De profondes rivalités existent entre ces deux factions qui rendent toute réconciliation difficile" a-t-il conclu.

Le 26 septembre, à Erbil, le PDK annonce

la formation d'un nouveau gouvernement régional kurde dirigée par Roj Nouri Shaweyess. Il s'agit d'un "cabinet de coalition de 16 postes ministériels répartis entre le PDK, les chrétiens et les communistes". Le 16 septembre, le Parlement kurde, après plusieurs mois d'interruption avait pu se réunir à Erbil avec la participation de 67 de ses 105 députés: 47 PDK, 17 UPK et 3 Assyriens. Le gouvernement se veut donc l'émanation du Parlement.

Le 1^{er} octobre, dans un communiqué à l'AFP, l'UPK fait état d'attaques du PDK contre ses position à l'est de Souleimanieh, près de la frontière de l'Iran. Le PDK "dément catégoriquement ces allégations qui visent à donner l'impression que la situation n'est pas stable au Kurdistan".

Le 2 octobre au Caire, le ministre irakien des Affaires étrangères déclare que "l'Irak refuse la création d'une zone de sécurité turque en territoire irakien" car "l'occupation de [son] territoire provoquerait une effusion de sang". "Nous considérons cela non seulement comme une erreur stratégique mais comme un crime" ajoute le ministre qui dit avoir longuement évoqué ce sujet avec son homologue turc, T. Çiler, la semaine précédente à New York.

Le 10 octobre, dans un communiqué à l'AFP, l'UPK affirme avoir chassé les forces du PDK de "42 villages et bourgades dans les régions stratégiques de Marga et du Mont-Asos, au sud-est de Qalat-Diza".

Le 12 octobre, l'UPK reprend Souleimanieh, pratiquement sans combat. Après avoir perdu des batailles aux alentours de cette ville importante, le PDK l'a évacuée "pour ne pas exposer la population civile". Barzani accuse l'Iran d'avoir aidé l'UPK et appelle "tous les pays du monde à aide le peuple kurde face à l'invasion brutale de l'Iran". De son côté Talabani affirme sur CNN que "la population de Souleimanieh s'est soulevée contre les forces de Barzani".

Au cours des affrontements qui ont suivi la prise par l'UPK de Souleimanieh pendant une huitaine de jours nombre de villes — Ranya, Degama, Koj Sandjak etc. — changent plusieurs fois de mains. La prise d'une ville par l'une des factions jette sur les routes de l'exode des milliers de familles considérées comme proches de la faction vaincue. Des atrocités sont commises contre les civils. Finalement les deux factions répondent à l'offre de médiation américano-britannique lancée le 18 octobre.

Le 20 octobre, le secrétaire d'État-adjoint Robert Pelletreau se rend à Ankara pour tenter de réunir les responsables des deux factions kurdes afin de parvenir à un cessez-le-feu.

Le 21 octobre, il rencontre à Silopi, ville kurde située près de la frontière turco-irakienne, M. Barzani qui lui donne son accord de principe pour un cessez-le-feu avec son rival, J. Talabani. M. Pelletreau met solennellement l'Iran et l'Irak en garde contre toute ingérence militaires dans la région.

Le 22 octobre, les délégations du PDK et de l'UPK se réunissent à Ankara sous l'égide de M. Pelletreau. Des diplomates britanniques et turcs assistent également à ces pourparlers qui débouchent sur la conclusion d'un cessez-le-feu signé le 23 octobre par les deux parties. Pour le consolider Washington appelle les deux délégations à se réunir à nouveau à Ankara la semaine suivante.

Le 30 octobre, à quelques jours de l'élection présidentielle américaine, R. Pelletreau réunit à Ankara les représentants du PDK et de l'UPK afin d'élaborer les modalités d'un *modus vivendi* entre eux.

Le 31 octobre, Mme. Çiller annonce qu'un "accord historique" a été conclu grâce aux efforts des diplomates américains, turcs et britanniques. Cependant, sur la longue liste des articles

sur lesquels un accord est annoncé, le PDK affirme ne s'être engagé que sur 5 points, à savoir:

semaine du Groupe de surveillance de la paix. Les discussions sur les questions de fond sont remises à " *un avenir proche*".

Accord conclu entre le PDK et l'UPK le 31 octobre à Ankara:

- 1° Les deux parties s'engagent à cesser le feu et à poursuivre des discussions.
- 2° Les services civils y compris les transports, la fourniture d'eau, d'électricité, du fuel, les fournitures médicales et la nourriture ne doivent pas être interrompus pour des raisons politiques. Les deux parties coopéreront dans le rétablissement des services civils, y compris l'eau, le tout-à-l'égout et l'électricité, dans tout le Kurdistan.
- 3° Les deux parties s'engagent à échanger les captifs, à libérer les prisonniers et à restituer les restes de ceux tués durant les combats.
- 4° Les deux parties s'engagent à cesser les attaques dans les médias les uns contre les autres.
- 5° La ligne de démarcation basée sur les lignes du cessez-le-feu le 23 octobre à minuit sera définie par la Force de surveillance de la paix qui sera composée des gardes des Nations-Unies, des partis du Kurdistan qui n'ont participé aux combats, des Turcomans et des Assyriens.

Concernant les autres points indiqués dans le communiqué final du 31 octobre, le PDK indique qu'il attendra le retour de sa délégation et " le résultat de discussion de ces points par le Parlement, le gouvernement régional, les partis alliés et les comités de notre parti".

Le 15 novembre, les délégations du PDK et de l'UPK se rencontrent à nouveau à Ankara, sous la co-présidence des États-Unis, de la Grande Bretagne et de Turquie. Les questions de fond-partages des revenus des douanes, calendrier électoral, le devenir du camp d'Atrush, où vivent plus de 10.000 Kurdes de Turquie, etc., ne sont pas abordées. Le seul progrès enregistré est, selon le communiqué de la co-présidence, l' " *engagement des deux parties de renforcer et de rendre permanent le cessez-le-feu*". Tous les participants à la réunion se sont félicités du "rétablissement des services civils, y compris l'électricité et la libre circulation des denrées alimentaires dans toute la région". Les deux parties conviennent de " *la réunion dans une*

Le 27 novembre, le Comité de surveillance du cessez-le-feu du Kurdistan irakien s'est réuni à Ankara pour discuter des modalités de la mise en place de la Force de maintien

de la paix qui doit s'interposer entre les positions des factions kurdes rivales. Une nouvelle réunion est prévue pour janvier 1997 afin de concrétiser les propositions avancées. La Turquie demande la coopération des partis kurdes irakiens pour la fermeture du camp d'Atrush, qui, selon Ankara, serait devenu " *un repaire du PKK*".

Le 28 novembre, le bureau d'Ankara du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) annonce que son organisation a préparé " *une notice informant les réfugiés turcs du camp d'Atrush que le HCR et le gouvernement turc fourniront toute l'assistance nécessaire pour leur retour à leurs foyers*". Le gouvernement turc a annoncé que " *tous les citoyens turcs à Atrush peuvent retourner en sécurité et sans crainte de récrimination ou de poursuites légales*". Cependant, les réfugiés refusent tout rapatriement forcé et affirment ne pas croire aux promesses du gouvernement turc dont ils ont dû fuir la persécution. En tout cas, le HCR, à la demande de Washington et d'Ankara, se prépare à retirer courant janvier sa protection au camp de réfugiés d'Atrush.

MASSACRE DE DIX PRISONNIERS KURDES À DIYARBAKIR

DIX prisonniers politiques kurdes ont été tués et une vingtaine d'autres grièvement blessés le mardi 24 septembre dans la prison de haute sécurité de Diyarbakir. Selon certains témoins, l'émeute a commencé vers 15 h, lors de la visite des familles aux prisonniers. Des éléments présentés par les autorités comme des " *repentis*" auraient d'abord agressé verbalement ces prisonniers, puis les auraient attaqués à coups de barres de fer et battus à mort. Selon d'autres témoins, dont la section locale de l'Association

turque des droits de l'homme (IHD), une vingtaine de véhicules chargés de membres de JITEM (Service d'action et d'intelligence de la gendarmerie) auraient été vus vers 10h du matin dans la cour de la prison. Ce sont ces gendarmes armés de barres de fer qui auraient lancé vers 15h l'attaque meurtrière contre les prisonniers désarmés et perpétré le massacre. Pour Mahmut Sakar, vice-président de l'Association turque des droits de l'homme et président de sa section de Diyarbakir, " *sans aucun doute, il s'agit d'un massacre organisé par l'État au moment même où le*

président Demirel séjournait à Diyarbakir. Excédé par les incessants mouvements de protestation et de grèves de la faim de ces prisonniers politiques déterminés, le gouvernement cherchait depuis plusieurs mois à éparpiller ces prisonniers à travers le pays et à briser leur résistance à tout prix.

Les avocats s'attendent à ce que ce scénario d'émeutes suivi de répression meurtrière et de dispersion des prisonniers se répète dans les mois à venir dans d'autres prisons turques. Les prisonniers tués sur le coup sont : Edip Döneci, Nihat Çakmak, Erkan Perisan, Ridvan Bulut, Hakki Tekin, Ahmet Çelik, M. Sabri Gümüş, Cemal Çan et Aydin Demir. Deux autres prisonniers sont morts à l'hôpital des suites de leurs blessures.

De son côté, le PKK, réagissant à la mort de ses militants, rappelle, dans une déclaration citée par le quotidien *Özgür Politika* du 26 septembre, que "dans un souci d'humanité et à la demande des organisations de la société civile, il avait il y a quelques jours remis à leurs familles les soldats turcs qu'il détenait tandis que l'Etat s'en prend, pour la deuxième fois en 6 mois, à des prisonniers de guerre kurdes sans défense en violation de toutes les lois de la guerre et de toutes les conventions internationales" et menace l'armée turque de "représailles".

Le massacre de Diyarbakir a suscité de nombreuses protestations. Parmi elles, celle d'un prisonnier kurde qui s'est immolé par le feu dans la prison Bayrambasa d'Istanbul. Il est décédé le 9 octobre à l'hôpital de la Faculté de médecine d'Istanbul où il avait été transféré.

Par ailleurs, les corps de 30 hommes abattus collectivement ont été trouvés à Yüksekova à l'intérieur du territoire kurde de Turquie à la frontière de l'Iran. Les victimes avaient les poings liés et avaient été manifestement passés par les armes. Selon le quotidien *Özgür Politika* du 22 octobre 1996, il s'agirait des hommes de l'Union patriotique du Kurdistan de J.Talabani empruntant le territoire iranien

pour prendre à revers les forces du PDK de M. Barzani. Le détachement est entré par erreur (la frontière irakienne est quelques kilomètres au Sud) sur le territoire turc. Ses 30 hommes ont été fusillés sur place par l'armée turque, sans

autre forme de procès, affirme ce quotidien qui cite par ailleurs une déclaration du ministre iranien des Affaires étrangères, A. E. Velayeti, confirmant cette tuerie.

AMNESTY LANCE UNE CAMPAGNE D'INFORMATION SUR LA TURQUIE

LE Secrétariat international d'Amnesty, avec ses sections à travers le monde, a lancé, le mardi 1er octobre, une campagne, de plusieurs mois, de sensibilisation sur la situation alarmante des droits de l'homme en Turquie.

"Trop c'est trop", a déclaré à propos des violations des droits de l'Homme en Turquie le secrétaire général d'Amnesty International Pierre Sané, qui participait au lancement à Istanbul de cette campagne mondiale, intitulée "Pas de sécurité sans droits de l'Homme". "Aujourd'hui, nous disons que trop c'est trop, il est temps de mettre un terme à des décennies de pratique endémique de la torture, aux restrictions à la liberté d'expression et au récent phénomène des disparitions et des exécutions extrajudiciaires", a déclaré M. Sané dans une conférence de presse. Il a accusé les gouvernements turcs successifs d'avoir manqué de courage pour abolir "les mauvaises lois et les mauvaises pratiques" qui nuisent aux droits de l'Homme, et pour n'avoir pas traduit en justice les soldats et policiers ayant torturé ou tué des civils.

"Il est temps pour les gouvernements turcs de cesser d'arguer qu'il était nécessaire de violer les droits de l'Homme pour préserver la sécurité nationale", a-t-il dit. "Il est temps de cesser de rejeter la responsabilité de tels abus sur le conflit dans le Sud-Est", a-t-il poursuivi. M. Sané a affirmé que les

violations des droits de l'Homme, en augmentation depuis 1990 selon lui, étaient répandues dans toute la Turquie et non limitées au seul sud-est. La campagne d'Amnesty vise à "améliorer la situation des droits de l'Homme en Turquie" et à "rendre service à la Turquie et non à lui nuire", a souligné M. Sané, qui a également reproché aux gouvernements étrangers d'exercer "très peu de pressions sur la Turquie" dans le domaine des droits de l'Homme, "même s'ils savent ce qui se passe" dans ce pays. Il a expliqué cette attitude par la position stratégique de la Turquie, "alliée vitale de l'Occident".

La campagne d'Amnesty comprend notamment l'envoi au gouvernement turc de messages par télécopie et de cartes postales par les membres d'Amnesty à travers le monde pour appeler les autorités, les responsables de l'armée et de la police, à "mettre un terme aux violations".

Dans plusieurs pays, notamment aux Etats-Unis, au Canada, en Malaisie, en Slovaquie, dans la bande de Gaza et en Pologne, Amnesty organisera des conférences de presse, des séminaires et des manifestations sur ce thème. Les membres d'Amnesty visiteront les représentations diplomatiques de la Turquie pour exposer aux diplomates leurs préoccupations à propos de la situation des droits de l'Homme dans ce pays.

Dans son rapport intitulé "Turquie, quelle sécurité ?" Amnesty rappelle aussi que les

groupes armés d'opposition, qui sont tenus de respecter les principes fondamentaux du droit humanitaire, se sont eux aussi livrés à des actions violentes. Selon Amnesty, qui s'appuie sur diverses sources, "les combattants du PKK ont tué au moins 400 prisonniers et civils entre 1993 et 1995. La plupart des victimes avaient rejoint le système des protecteurs de village armés par le gouvernement".

Cette impartialité n'empêche pas l'organisation humanitaire d'être vivement critiquée par Ankara. Le jour même le ministère turc des Affaires étrangères a accusé Amnesty International d'"encourager le terrorisme" en publiant un rapport sur des violations des droits de l'Homme en Turquie. Le rapport d'Amnesty International est "partial" et contient des "arrières-pensées", a affirmé le ministère dans un communiqué.

"Amnesty International s'est abstenu en particulier de qualifier le PKK d'"organisation terroriste". "Ce rapport, qui tente de montrer le PKK comme une partie belligérante, encourage le terrorisme", ajoute le communiqué.

Toujours au cours de cette journée du 1^{er} octobre, les forces de sécurité ont imputé au PKK le meurtre atroce de 4 instituteurs dans la province de Diyarbakir. Les médias turcs ont réservé leur "une" à cette tuerie et des funérailles nationales en présence de Mme. Çiller et de plusieurs ministres ont été organisées pour les victimes. Le PKK, qui généralement revendique ses actions même les plus sanglantes, a nié toute responsabilité dans la tuerie des instituteurs et l'a imputée aux forces de sécurité "qui ont commis cette tuerie comme une contre-offensive à la campagne d'Amnesty". De fait, les autorités turques interdisent aux ONG de mener une enquête indépendante sur cette tuerie.

La campagne d'Amnesty n'a cependant guère tempéré l'ardeur de la machine répressive turque. Ainsi, la Cour de Sûreté

de l'État d'Istanbul a ratifié le verdict condamnant à un an et huit mois le romancier Yachar Kemal et l'éditeur, Erdal Öz, pour son article "Ciel noir sur la Turquie" paru dans ouvrage collectif intitulé "La liberté de pensée". La condamnation a été prononcée en vertu de l'article 312 du Code pénal turc pour "incitation à la haine raciale". L'article 312 est de plus en plus utilisé par les juges turcs en violation du droit à l'expression garanti par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme. L'écrivain et son éditeur restent en sursis pour une durée de 5 ans. Se sentant menacé par des militants d'extrême droite, Yachar Kemal a décidé, le 16 novembre, de quitter la Turquie et de s'établir en Suède pour une durée indéterminée.

Par ailleurs, le 2^{ème} Tribunal correctionnel d'Istanbul a banni de parution le journal pro-kurde *Ronahî*, un des rares périodiques en langue turque couvrant la situation dans le Kurdistan.

De même, le traducteur Ertugrul Kürkcü, et l'éditrice, Ayse Nur Zarakoglu, du rapport "Transfert des armes et violations des droits de la guerre en Turquie" publié par l'organisation américaine Human Rights Watch HRW ont été déférés à la Cour de Sûreté de l'État d'Istanbul. Ce rapport dénonçant notamment "l'utilisation massive des armes américaines et européennes par les forces armées turques contre les civils kurdes" a été traduit en turc, en mai 1996, par la maison d'édition Belge dont Mme. Zarakoglu est directrice. Ils sont tous deux poursuivis en vertu de l'article 159/1 du Code pénal turc pour "diffamation et dénonciation de la sécurité de l'État et des forces militaires". HRW a protesté avec force contre "la persécution des individus en Turquie à la suite des recherches et rapports établis par une organisation non gouvernementale basée aux États-Unis. Les intéressés poursuivis par la justice turque n'ont aucun rapport institutionnel avec HRW, ils n'ont ni fait des recherches ni écrit le rapport en question". Le directeur en charge du programme

d'interdiction d'armes au sein du HRW, M. Joost Hilterman, a déclaré: "Au lieu de poursuivre des messagers, le gouvernement turc devrait punir les responsables des violations au sein des forces de sécurité" et d'ajouter que "les pays fournisseurs d'armes, qui sont massivement utilisées par les forces de sécurité turques dans le conflit du Sud-Est, doivent reconnaître leur responsabilité et arrêter leurs ventes d'équipements militaires, y compris les hélicoptères".

Le 18 octobre, le musicien et porte-parole de l'association "Plate-forme de la liberté d'expression", Sanar Yurdatapan, connu pour son action courageuse en faveur des droits de l'homme et fils d'un général, a été arrêté par la police turque. S. Yurdatapan est inculpé d'"aide à une organisation illégale" par les autorités turques en vertu de l'article 169 du Code pénal parce qu'un film turc utilisant une musique de sa composition a été diffusée par la télévision pro-kurde *Med-TV*. A la suite d'une vaste campagne d'opinion M. Yurdatapan a finalement été remis en liberté le 11 novembre. Il doit comparaître en prévenu libre devant la Cour de sûreté de l'État d'Istanbul.

Le 19 octobre, 3 habitants de Batman, cité pétrolière kurde, ont été tués par des "inconnus". Cette ville qui avec Silvan et Diyarbakir, est l'un des principaux théâtres des "meurtres mystérieux" d'intellectuels, syndicalistes et militants nationalistes kurdes, semblait depuis quelques mois avoir trouvé un certain répit. L'assassinat de 3 civils kurdes, Sebahattin Demir, 28 ans, Ihsan Mehmetoglu, 30 ans, et Eyüp Tas, 35 ans, connus et appréciés pour leur patriotisme kurde a suscité de vives inquiétudes au sein de la population sur la relance de "la guerre de l'ombre" visant à éliminer les élites kurdes et qui depuis 1992 a fait près de 4000 morts. Les auteurs de ces "meurtres mystérieux" n'ont été pas arrêtés; et quand ils sont identifiés par les témoins et dénoncés, les tribunaux turcs s'abstiennent de les poursuivre. Après le triple assassinat du 19 novembre, le préfet de Batman, Salih Serman, connu

pour ses opinions d'extrême droite, s'est contenté de ce commentaire sans appel: " Nous disposons de documents établissant les liens de ces 3 individus avec le PKK ". A l'heure d'une justice sommaire nul besoin donc d'intenter un procès et d'examiner les " documents " du préfet. Le verdict est prononcé par le préfet et exécuté par " les escadrons de la mort "

Début novembre, l'organisation humanitaire américaine *Physicians for Human Rights* a publié une étude intitulée " *Torture en Turquie et ses involontaires complices* ". Cette étude, basée sur deux années de recherches et de missions d'étude sur place, comprend des entretiens avec les personnes victimes de la torture et des organisations locales ainsi qu'avec les médecins détachés du ministère de la Santé dans les prisons, affirme que: " *dans les quinze dernières années, de nombreuses organisations internationales et turques de droits de l'homme ont fourni des rapports et documents prouvant la pratique de la torture en Turquie. Mais, malgré le fait que la Constitution turque interdise la torture (article 17), la police et les forces de sécurité recourent systématiquement et d'une façon routinière à la torture durant la période de la garde-à-vue, celle-ci est rendue possible par d'autres lois, celles qui limitent les droits à des procès équitables et la liberté d'expression, ainsi que par l'échec du gouvernement de poursuivre et de punir les responsables. De plus, la coercition gouvernementale à l'encontre des médecins a permis aux autorités turques de nier que la torture est systématiquement pratiquée en Turquie* ". A cet égard, le sondage réalisé auprès des médecins turcs en charge de la santé des prisonniers est révélateur: 96% des médecins sondés répondent que " *la torture est un problème en Turquie* " tandis que 60% affirment que " *presque toute personne arrêtée est torturée* ". La région la plus affectée par ce fléau est le Sud-Est kurde. Dans les dix provinces kurdes sous le régime des lois d'urgence, les citoyens kurdes victimes de la torture évitent même tout contact avec les établissements sanitaires étatiques, de peur des représailles. La présence

des policiers dans les bureaux où les médecins examinent les prisonniers torturés empêche ceux-ci d'exercer leur fonction dûment. L'organisation humanitaire note que " *dans certains cas ils trouvent des traces physiques, mais ne mentionnent pas qu'elles sont dues à la pratique de la torture. Dans d'autres cas, ils sont empêchés de rapporter par des menaces directes de représailles* ". En outre, " *le Droit turc (article 169 du Code pénal turc et article 7/2 de la loi anti-terreur) empêche les médecins de fournir des soins*

médicaux à des militants suspects, bien que les médecins soient tenus par les normes internationales de l'éthique médicale de fournir des soins à toute personne en besoin, sans distinction de race, de religion, d'origine ethnique et d'affiliation politique ". L'organisation humanitaire conclut que les pressions exercées par les autorités turques sur les médecins, les empêchant ainsi de rapporter la pratique de la torture dans les prisons, font de ceux-ci " *des complices involontaires* ".

TÉHÉRAN: SELON M. RAFSANJANI, DESCENDANTS DE LA RACE ARYENNE, ALLEMANDS ET IRANIENS DOIVENT MAINTENIR LEURS BONNES RELATIONS

LA mise en cause par la justice allemande des plus hautes autorités iraniennes dans l'assassinat en septembre 1992 à Berlin du leader kurde iranien, Dr. Sadegh Charafkandi et de trois de ses collaborateurs, continue d'empoisonner les relations germano-iraniennes. L'une des manifestations les plus importantes de cette crise a été la procession de plusieurs centaines de religieux et d'étudiants en théologie dans la ville sainte de Qom pour protester contre les accusations du parquet fédéral allemand. Selon ces manifestants religieux, en accusant de complicité de meurtre l'ayatollah Khamenei, guide suprême de la République islamique et le président Rafsanjani, " *les procureurs allemands ont insulté l'islam et doivent être punis* ". Ils auraient même, selon des informations de presse non confirmées par le gouvernement iranien, adopté une résolution comparant " *les insultes des procureurs* " aux " *Versets sataniques* " de Salman Rushdie et demand qu'ils soient condamnés à la même peine (de mort) à moins qu'ils ne présentent leurs excuses.

Le vice-président du Parlement iranien s'est également montré menaçant et

affirmé que l'avenir des relations germano-iraniennes dépendait du verdict du procès de Berlin.

Réagissant à ces menaces, le ministre allemand de la justice, Edzand Schmidt-Jortzing, a déclaré que " *l'Allemagne ne tolérerait pas des pressions politiques extérieures et des menaces* ". " *Je rejette fermement ces menaces et les insultes contre les procureurs* " a-t-il ajouté, prenant la défense du " *parquet fédéral qui a agi dans le cadre strict de la loi* ". C'est dans ce cadre que le parquet avait en mars dernier lancé un mandat d'arrêt international contre le ministre iranien des renseignements Ali Fallahian qu'il accuse d'avoir ordonné personnellement l'assassinat des 4 Kurdes avant d'inculper à la mi-novembre l'ayatollah Khamenei et le président Rafsanjani de " *complicité de meurtre* ".

Cependant, le chancelier Kohl a fait parvenir au président iranien une lettre, dont la teneur a été rendu publique le 21 novembre, dans laquelle il affirme notamment que " *l'Allemagne n'a pas l'intention de blesser les sentiments religieux du peuple iraniens et de ses leaders spirituels* " et demande la protection des

biens allemands et des 500 citoyens allemands en Iran.

Cette missive semble avoir apaisé quelque peu les dirigeants iraniens. L'ayatollah Khamenei a accusé " *les États-Unis et Israël d'être les ennemis principaux de l'Iran. Là où il y a un signe d'animosité il procède de ces deux ennemis. Quiconque d'autre entre dans cette arène est considérée comme secondaire et périphérique* " a-t-il déclaré doctement sans citer l'Allemagne par son nom.

Le 22 novembre, au cours de la traditionnelle prière de vendredi à l'Université de Téhéran, le président Rafsanjani, dans un sermon retransmis en direct à la radio a longuement évoqué ce sujet. Extraits: " *Nous croyons encore que la politique du gouvernement allemand n'a rien à voir avec l'action de la Cour. Nous ne devrions pas oublier que le gouvernement allemand est sous la pression des agents des États-Unis et d'Israël. Les agents de Satan travaillent dur pour transformer la coopération en conflit. La Justice allemande, consciemment ou inconsciemment, est tombée sous des influences extérieures, spécialement celles des États-Unis et du régime sioniste. Les peuples iranien et allemand, qui tous deux descendent de la race aryenne, ont des relations historiques d'amitié. Voilà pourquoi c'est étrange qu'une Cour puisse jouer avec cette amitié de longue date. Mais il n'y a pas de doute que l'Iran et l'Allemagne sont déterminés de continuer leurs relations cordiales et il y a des signes clairs que la plupart des responsables du gouvernement allemands ne sont pas favorables à permettre aux débats de la Cour de gâcher nos relations* ".

En son temps le Chah d'Iran se faisait appeler *Aryamehr*, " lumière des Aryens ". C'est la première fois que l'un des ses successeurs islamistes se prévaut aussi de la " race aryenne " qui selon lui serait l'ancêtre commun des Iraniens et des Allemands; et cela pour plaider en faveur du maintien de " bonnes relations " entre l'Iran et l'Allemagne, son premier partenaire économique occidental.

Son appel semble être entendu par les dirigeants allemands. Répondant à plusieurs députés, dont l'influent Wilfried Penner, président de la Commission des affaires intérieures du Bundestag, demandant " *la fin de l'indéfendable dialogue critique* " avec Téhéran et la rupture des relations diplomatiques avec un État dont les plus hauts dirigeants sont mis en cause par la justice allemande dans le meurtre de quatre opposants sur le sol allemand, le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a estimé qu'une telle attitude serait de courte vue. " *Une nation aussi importante ne peut tout simplement pas être isolée. Nous devons attendre les conclusions du procès Mykonos et*

faire alors une nouvelle évaluation. Seulement quatre nations n'ont pas de relations diplomatiques avec l'Iran. Devons-nous nous isoler en Europe? Qu'est-ce que cela va apporter? " a déclaré M. Kinkel dans une interview au journal allemand *Neue Osnabruecker Zeitung* dont les extraits sont cités par une dépêche de *Reuter*.

A Téhéran et à Bonn on attend le verdict de la Cour de Berlin qui doit intervenir fin janvier. On verra si la justice allemande gardera jusqu'au bout son indépendance, refusant de se plier, comme son homologue autrichienne dans le procès des assassins du Dr. Ghassemloo, devant les exigences de la raison d'État.

RECEVANT LE PREMIER MINISTRE TURC, M. KADDHAFI DEMANDE LA CRÉATION D'UN KURDISTAN INDÉPENDANT

LA visite tumultueuse de N. Erdogan en Libye risque d'avoir des conséquences durables sur la vie politique turque. " *Déconseillée* " par le ministre turc des Affaires étrangères, très critiquée par Washington qui n'a pas encore digéré le voyage en Iran du Premier ministre turc et le contrat gazier de \$ 23 milliard qui a été conclue à cette occasion, cette visite n'a même pas eu l'heur de plaire à Kaddhafi. Recevant le 5 octobre N. Erdogan sous sa tente, quelque part près de Cyrte, avec 1, 5 h de retard, le leader libyen s'est permis de lui infliger en public, au cours du dîner officiel, une véritable leçon sur la question kurde. Extraits: " *Je suis contre le fait qu'on critique les Turcs, mais les Kurdes ont aussi le droit naturel d'être indépendants en Turquie, en Irak, en Iran, partout. Faire la guerre à des nations qui revendiquent leur indépendance n'aboutit à rien. La Turquie a essayé cela dans le passé. Comme les Kurdes, les Arabes ont dû entrer en guerre et ils ont obtenu leur indépendance. Nous sommes cotre la terreur, quelle vienne des Kurdes ou*

de l'Iran. Moi, je veux parler de la nation kurde. Le Kurdistan, la nation kurde, doit trouver sa place sous le soleil du Moyen-Orient. Les Kurdes sont aussi une nation musulmane et ce sont les frères des Turcs, des Arabes et des Persans (...) La Turquie doit chercher son avenir et sa sécurité non dans l'OTAN et les bases américaines, ou en martyrisant les Kurdes, mais dans sa noblesse et dans son passé. Les véritables alliés des Turcs devraient être ses voisins; les Arabes, les Kurdes auxquels les lient une longue histoire. "

Dans sa réponse, le Premier ministre turc, qualifié par ailleurs par Kaddhafi de " *commandant de l'Islam* ", s'est contenté de déclarer qu'en Turquie " *Il n'y a pas de problème kurde, il y a un problème de terreur (...)* L'Occident veut diviser la Turquie et pour cela se sert des droits de l'homme et prétend que nous opprimons les Kurdes "

Venu en Libye officiellement pour obtenir le paiement des créances des

entrepreneurs turcs (environ \$ 380 millions), le Premier ministre turc est reparti économiquement bredouille et avec un lourd fardeau diplomatique. En rappelant que depuis 1974 la Libye avait offert à la Turquie \$ 14 milliards de contrats, Kaddhafi a sans doute voulu signifier qu'Ankara a été largement payé et ne devait pas réclamer autre chose.

Quelques jours après le camouflet lybien, le président turc S. Demirel, en visite en Italie, les 8 et 9 octobre, a été critiqué pour la politique répressive de son pays envers les Kurdes. Dans un communiqué, le vice-Premier ministre italien, Walter Veltroni, a exprimé "ses préoccupations sur la situation des droits de l'homme qui inquiète et émeut l'opinion publique et le Parlement en Italie". Il a ajouté "Rome est convaincu qu'une bonne volonté et une vision à long terme des parties concernées rendront possibles les définitions des solutions équitables respectant les droits de tous quelles que soient les controverses". Et de conclure: "appartenir à la famille européenne veut dire avant tout partager l'héritage civil, moral et politique des valeurs européennes". De son côté, le ministre italien des Affaires étrangères a demandé la reconnaissance d'une large autonomie pour les Kurdes en Turquie. Tout ce que S. Demirel a trouvé à dire en réponse aux préoccupations de ses hôtes est que: "des groupes de pressions en Europe travaillent contre la Turquie qui est un pays démocratique unitaire, sans danger, libéral et libre".

Pendant que le président turc présentait la Turquie comme une oasis de paix, les forces armées turques, ayant fait une incursion au Kurdistan d'Irak, annonçaient le bilan des victimes des affrontements avec les maquisards du PKK de la seule journée du mardi 8 octobre: 64 militants du PKK et 11 soldats tués. Ces affrontements engagés depuis le 5 octobre auraient, en 4 jours, fait environ 300 victimes des deux côtés selon l'agence semi-officielle Anatolie.

Un mois plus tard, lors de sa visite

officielle à Bonn, le président turc a eu droit aux mêmes critiques sur la question kurde et la situation des droits de l'homme.

Tout en exprimant leur soutien à la Turquie et à son entrée dans l'Union européenne, le Chancelier Kohl, le président Herzog et M. Klaus Kinkel, ministre des Affaires étrangères, ont souligné la nécessité de trouver rapidement une solution au problème kurde et de mettre un terme aux violations des droits de l'homme qui entachent l'image de l'État turc à l'étranger. "L'Europe n'a pas vocation à être un club chrétien; nous sommes pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne mais pour cela la Turquie doit faire des pas déterminés pour le règlement politique du problème kurde et sur la question des droits de l'homme" a notamment déclaré le président allemand. Son homologue turc lui a répondu: "la Turquie est un pays unitaire menacé par un terrorisme encouragé de l'extérieur. La terreur n'a rien à voir avec des droits socio-culturels innocents. Personne ne peut accepter la partition de la Turquie. La violation des

droits de l'homme est un crime dans notre pays et à ce titre sanctionné par les lois".

Si les visites à Rome et à Bonn de M. Demirel n'ont pas suscité de débat particulier en Turquie, celle de M. Erbakan en Lybie, suivie d'un voyage au Nigéria, autre pays considéré comme "peu fréquentable" par les alliés occidentaux de la Turquie, a donné lieu à une véritable levée de boucliers de la presse et des partis de l'opposition. Ceux-ci, prenant à parti "ce Premier ministre qui chamboule la politique extérieure du pays et nuit gravement à l'image de la Turquie" ont déposé une motion de censure.

Celle-ci a été soumise au vote le mercredi 16 octobre au Parlement qui l'a repoussée par 275 voix contre 256. L'échec de ce vote contre la politique étrangère du gouvernement peut s'expliquer par le manque de projet politique alternatif des autres partis de l'échiquier politique turc, d'autant plus que l'ensemble de ces partis se sont déjà essayés au pouvoir sans apporter les remèdes promis à une société en panne.

CRI D'ALARME DES DÉPUTÉS DU CHP SUR LA SITUATION DRAMATIQUE DE TUNCELI

QUATRE députés du CHP (Parti républicain du peuple), de retour d'une mission d'information dans la province kurde de Tunceli (Dersim) ont, le 25 octobre, donné une conférence de presse au cours de laquelle ils ont lancé un appel au secours face au sort dramatique de la population. Pour ces députés, dont l'ancien ministre des droits de l'homme, Algan Hacaloglu: "ce qui se passe à Tunceli est une honte pour l'humanité" et "le Parlement doit intervenir d'urgence. L'opposition de l'État suscite le rejet de celui-ci par la population. Face aux pratiques injustes de l'État, la population perd sa

résistance vitale. Aujourd'hui alors qu'il y a abondance de nourriture dans le pays, à Tunceli les denrées alimentaires sont vendues par tickets de rationnement comme dans la période de disette des années 1940. 287 des 417 villages de Tunceli ont été évacués par l'État, 242 écoles sont fermées, les maisons, les étables, les greniers sont détruits et en grande partie brûlés. Les pâturages sont fermés, les citoyens interdits d'accès aux terres dont ils sont propriétaires. Leurs récoltes sont détruites; leurs ruches, leurs noiseraies, leurs bois et leurs jardins leur sont confisqués. L'État n'offre aucune indemnisation, pas même les moyens d'émigrer et d'aller vivre dans l'Ouest du pays qu'il donnait aux

habitants de cette province lors de la révolte de Dersim de 1938. L'État cherche à rayer Tunceli de la carte. L'embargo alimentaire est appliqué par une circulaire officielle du préfet de Tunceli et cet embargo porte gravement atteinte au droit de la population à la santé". Le sous-préfet d'Ovacik, Yücel Yavuz, cité par le quotidien *Hürriyet* du 25 octobre, confirme officiellement l'existence d'un embargo alimentaire dans cette province. Pour lui ce "contrôle de la vente des denrées alimentaires est pratiqué pour empêcher le PKK de contraindre les citoyens à lui donner de la nourriture".

En conclusion de leur intervention, les 4 députés ont demandé que l'État cesse de traiter les habitants de cette province comme des criminels potentiels, que l'on mette un terme à leur persécution et à leur détresse et que l'on autorise leur retour immédiat dans leurs villages.

Ces souhaits risquent malheureusement de rester des vœux pieux. On en est au point où les tribunaux refusent même d'enregistrer les plaintes des habitants dont les maisons ont été brûlées. Prétextes avancés: la Justice n'est pas en mesure d'identifier les auteurs de ces actes! Selon le quotidien *Hürriyet* du 26 octobre, 444 paysans dont les villages ont été détruits et brûlés par l'armée dans le district d'Ovacik ont déposé une plainte collective auprès du procureur de cette ville. Le maire d'un de ces villages, Gazi Gündogan du village de Sahverdi, rapporte ainsi son témoignage: "Ma maison a été brûlée par les forces de sécurité qui ont mené les 4 et 5 octobre 1994 des opérations dans notre village. Nous avons porté plainte. Le sous-préfet adjoint d'Ovacik, Sebahattin Toprak, nous a répondu: "Comme il ne nous a pas été possible d'établir l'identité du ou des auteurs de ces actes, en vertu de la loi sur les poursuites contre les fonctionnaires, nous ne pouvons pas ouvrir une information judiciaire".

La ville d'Ovacik, chef-lieu de ce district particulièrement touché par la répression

de l'armée, connaît des conditions d'hygiène insupportables. Son seul équipement de santé, un dispensaire, est occupé par l'armée qui l'a entouré de barbelés et l'a déclaré zone militaire interdite d'accès aux civils. L'unique médecin du dispensaire, Mustafa Abohusoglu, se débat désespérément dans

une ville ployée sous le poids des paysans déplacés, sans pharmacie, sans dentiste, sans centre d'hébergement alors que le rude hiver kurde se dessine à l'horizon. Selon lui, la plupart des enfants souffrent des maladies dues à la malnutrition et à des conditions de vie et d'hygiène dramatiques.

WASHINGTON: OUVERTURE D'UN INSTITUT KURDE

LES Kurdes ressentent depuis longtemps la nécessité d'avoir une présence culturelle régulière dans la capitale américaine. C'est désormais chose faite. Le 14 novembre l'Institut kurde de Washington a ouvert ses portes. Des intellectuels kurdes venant de divers États d'Amérique, du Canada et d'Europe ainsi que de nombreux Américains, journalistes, responsables des ONG, universitaires, membres du Congrès ont assisté à l'inauguration de cet institut qui se donne pour vocation de servir d'ambassade culturelle au service des Kurdes et du public américain.

Outre un service de documentation et la diffusion régulière d'informations sur la situation des droits de l'homme au Kurdistan, l'Institut kurde envisage de mettre en place des cours de kurde, d'organiser des conférences et des expositions dans les universités américaines et de faire du *lobbying* au Congrès pour la cause kurde. Alors que les États persécutant les Kurdes dépensent des sommes considérables pour développer des lobbies en leur faveur et désinformer le Congrès et le public américains sur les Kurdes, que d'autres communautés (Juifs, Grecs, Arméniens) disposent depuis longtemps à Washington de puissants outils de *lobbying*, l'Institut kurde

s'efforcera de répondre au besoin d'une action similaire en faveur des Kurdes.

Présidé par le neuro-chirurgien kurde, Dr. Najmaldin O. Karim, membre du conseil d'administration de l'Institut kurde de Paris et président du *Kurdish National Congress of America*, l'Institut kurde de Washington est un organisme indépendant de toute affiliation politique. Il est dirigé par un *Board of directors* (conseil d'administration) de 12 personnalités kurdes originaires d'Irak, d'Iran et de Turquie. Son directeur exécutif est Mike Amitay, ami de longue date de la cause kurde, qui pour remplir ses nouvelles fonctions a démissionné de son poste à la Commission Helsinki du Congrès américain et qui préside aussi une coalition de 17 ONG américaines de droits de l'homme.

Voici les coordonnées de cet Institut:

WASHINGTON KURDISH INSTITUTE
605G Street, S.W.,
Washington, D.C. 20024 / U.S.A.
Tél. : 202-484 01 40
Fax : 202-484 01 42
Site internet: www.clark.net/kurd
E.mail: wki.kurd.org

PARIS : UNE EXPOSITION SUR LES RÉFUGIÉS KURDES IRAKIENS

A l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, la France, en juillet 1989, avait décidé d'accueillir environ 350 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie à la suite de bombardements aux armes chimiques de leurs villages par l'aviation irakienne au cours de l'été 1988. En avril 1989, Mme Mitterrand avait visité les trois principaux camps turcs regroupant ces réfugiés. Très émue par les témoignages de ces réfugiés et par leurs conditions de vie confinées à l'internement, elle avait décidé de lancer une campagne internationale pour l'accueil de ces réfugiés kurdes dans les pays occidentaux.

Après la France qui a accueilli en un environ un millier de réfugiés kurdes, les États-Unis et le Canada ont reçu près de 5000 de ces réfugiés. D'autres pays occidentaux ont accueilli des contingents plus limités. Après la Guerre du Golfe la création d'une zone protégée dans le Kurdistan irakien, les Kurdes des camps de réfugiés de Turquie ont regagné leur pays.

L'opinion française a découvert par les médias le grand dénuement matériel et la dignité de ces réfugiés arrivant à bord d'un avion spécial à Clermont-Ferrand avec chacun pour tout bagage un petit colis de 2 kg d'effets personnels. Issus du milieu rural ces réfugiés ont d'abord été installés dans le camp militaire de Bourg Lastic en Auvergne avant d'être répartis entre plusieurs localités du Centre et du Sud-ouest de la France : Vic-le-Comte, Saint-

Florine, Clermont-Ferrand, Corent, Auzon, Avrant, Peyrelevade, Mainsat et à Castillon dans l'Ariège.

Que sont devenus ces réfugiés kurdes 6 ans plus tard ? Où en sont-ils dans leurs efforts d'intégration à la société française?

La photographe américaine Krista Boggs (soutenue par la Fondation France-Libertés, le CCFD et l'Institut kurde) est allée vivre pendant plusieurs semaines avec eux, partager leur vie quotidienne, leur loisirs. Une quarantaine de ses photographies viennent d'être exposées à l'Institut kurde. Cette exposition inaugurée le 24 octobre par Mme. Mitterrand, en présence de la Photographe et de plusieurs centaines d'invités, a duré jusqu'au 16 novembre et reçu un large écho.

Le regard de la photographe américaine extérieur fait ressortir un tableau riche en nuances et en contrastes. Dans leur ensemble, ces réfugiés ont refait leur vie et sont heureux d'être en France. Les plus âgés gardent la nostalgie du pays natal et disent qu'ils vont retourner vivre "dès que la situation sera meilleure". Ils suivent au jour le jour les nouvelles du Kurdistan. Les moins de 30 ans considèrent que leur vie et leur avenir est ici, apprennent des métiers et déploient des efforts pour s'intégrer. Certains, grâce à des stages de formation et de reconversion, sont devenus infirmiers, aides-soignants, éducateurs, charpentiers, en raison de la

crise économique, ont encore du mal à trouver un emploi régulier et assurent leur subsistance grâce à des travaux saisonniers ou intérimaires.

Les femmes font un effort particulier d'adaptation. Nombre d'entre elles ont passé leur permis, acheté une voiture, trouvé un travail qui les rend autonomes. On assiste même çà et là à des mariages mixtes.

Les enfants s'intègrent assez bien. La tendance dominante de ces fils et filles des familles éprouvées est de faire de bonnes études pour s'en sortir, pour aider leurs proches et leur peuple. On compte déjà une douzaine de bacheliers dont quelques uns poursuivent des études universitaires. L'équilibre entre le désir d'intégration et l'attachement aux traditions s'établit selon les modalités différentes selon les origines familiales et les individus. A l'extérieur, chacun s'efforce de s'habiller et de se comporter comme les voisins français du même milieu social. A la maison, traditions et coutumes reprennent leurs droits. On se reçoit beaucoup pour de longues veillées dans des intérieurs à la kurde; on sert une cuisine kurde accompagnée souvent de desserts français. Là où ils le peuvent, même lorsqu'ils habitent une HLM, les Kurdes louent un terrain pour se livrer à la joie de cultiver un jardin et d'élever quelques volailles. Le pain et le yaourt faits maison sont davantage prisés de même que l'achat d'un mouton ou d'un veau entier plutôt qu'une pièce de viande achetée chez le boucher.

Autre trait dominant dans la communauté particulière de ces réfugiés kurdes irakiens: Reconnaissants envers leur pays d'accueil ils s'appliquent à en respecter scrupuleusement les lois au point où aucun acte de délinquance n'y a été signalé à ce jour.

UN ACCIDENT RÉVÈLE LES LIENS ENTRE L'ÉTAT TURC ET LA MAFIA

UN accident de la circulation survenu le 4 novembre à Susurluk, sur la route d'Izmir-Istanbul, a jeté une lumière crue sur la forte imbrication entre la mafia, la police, une partie de l'appareil de l'État et la classe politique. La Mercedes SEL du député Sedat Bucak, du parti de Mme. Çiller, circulant à 200 km à l'heure, est allée s'écraser violemment contre un camion qui la précédait. Bilan: 3 morts et un blessé, le député Bucak. Les 3 morts sont un important chef de police, Hüseyin Kocadag, ex-directeur général-adjoint de la sûreté générale d'Istanbul, un chef très recherché par Interpol de la mafia d'extrême droite, Abdullah Çatli, et sa maîtresse. A. Çatli fut, en 1978, vice-président des Foyers de l'idéal (mouvement de jeunesse du Colonel A. Türk). Il a été jugé par contumace pour le massacre à Ankara de 7 membres du Parti ouvrier de Turquie (POT). Passible de la peine de mort pour ce crime, il est également recherché pour son rôle dans l'assassinat du journaliste libéral Abdi İpekçi et pour l'organisation de l'évasion de prison et la fuite en Europe de Mehmet Ali Ağca, extrémiste poursuivi pour le meurtre d'İpekçi qui attendra plus tard à la vie du Pape. Il est également poursuivi par la justice helvétique pour trafic de drogue. Au moment de l'accident, il était porteur d'une carte de "chef de police" au nom de Mehmet Özbay et d'un vrai passeport vert de service réservé aux hauts fonctionnaires de l'État et dispensé, comme les passeports diplomatiques, de visa.

Les enquêteurs ont trouvé dans la voiture accidentée un véritable arsenal: 5 revolvers de gros calibre, 2 mitraillettes et 2 silencieuses et des munitions en abondance. Selon les quotidiens *Hürriyet*

et *Milliyet* du 5 novembre qui donnent tous ces détails, on a également trouvé dans la Mercedes un laissez-passer spécial et une plaque d'immatriculation au nom de M. Gurkan, vice-président de l'Assemblée nationale turque, ainsi qu'une mallette blanche bourrée de billets récupérée par des agents dépêchés d'Ankara.

Les deux autres protagonistes de cette affaire sont également des personnages très influents. Le commissaire H. Kocadag, qui conduisait la voiture, avait beaucoup fait parler de lui lorsqu'il était l'adjoint de Necdet Menzir, le tout puissant chef de la police d'Istanbul et l'un des personnages-clé des relations entre la mafia et la police turque. Impliqué dans la répression meurtrière des manifestations populaires dans le quartier Gazi d'Istanbul, en mars 1995, et dénoncé par un gros bonnet de la drogue, Alaettin Çakıcı, il avait été muté à la direction de l'académie de police.

Quant au député Sedat Bucak, il incarne les pires dérives du pouvoir turc au Kurdistan. Chef d'une tribu nombreuse mais pauvre dans le district de Siverek, cet homme s'est vu confier par l'État la mission d'assurer l'ordre et la sécurité dans toute la plaine située entre Diyarbakir et Urfa. Dirigeant une véritable armée privée de dix mille hommes, équipés et financés par l'État, il fait la loi dans sa région, menaçant, faisant enlever et disparaître tous ceux qu'il considère comme "dangereux pour la sécurité de l'État" ou simplement pour ses propres intérêts. Ce seigneur de la guerre a bâti en quelques années une fortune considérable grâce au racket, aux contrats juteux avec l'État et au trafic de drogue. Au cours des derniers mois ce député très spécial, qui fut aussi l'un des principaux témoins à charge dans

le procès de Leyla Zana et de ses amis, cherchait à placer une partie de sa fortune dans les sites touristiques de la côte égéenne, notamment autour de Kusadası et d'Izmir.

Le quotidien *Hürriyet* du 5 novembre, dans un article intitulé "L'État connaissait ces relations sales" révèle à ses lecteurs un rapport du MIT (service des renseignements turcs) relevant les agissements récents du chef mafiosi A. Çatli. On y apprend ainsi que ce dernier a rencontré, le 24 août 1996, à l'hôtel Sheraton d'Ankara "Une délégation du Brunei" qu'il avait, le 25 mai dernier, organisé l'enlèvement du propriétaire d'une chaîne de télévision locale, Yaprak TV, séquestré celui-ci dans une maison appartenant au député Bucak avant de le faire libérer contre le paiement d'une rançon de 4 millions de deutsche marks. Ce rapport contient même un relevé des appels téléphoniques de Çatli à ses amis de la police et au personnel politique. Le MIT justifie son inaction par les "hautes protections policières d'A. Çatli, porteur d'une carte d'identité de police et d'un passeport de service au nom de Mehmet Özbay ainsi que de plusieurs autres identités". La conclusion du rapport du MIT est éclairante: "La Direction générale de la Sûreté a formé une équipe criminelle spéciale, en apparence pour des activités contre le PKK et Dev-Sol. Ce groupe qui se livre à des crimes comme menaces, confiscation des biens d'autrui, racket, trafic de stupéfiants et meurtres, est généralement formé d'anciens *ülküçü* (membres des Foyers de l'idéal d'extrême droite) (...) La Direction générale de la Sûreté leur a donné des cartes d'identité de police et des "passeports verts. Le groupe en question, sous l'apparence d'activités contre les terroristes se déplacent entre l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, la Hongrie et l'Azerbaïdjan et fait du trafic de drogue. Des policiers du Bureau des opérations spéciales de la Direction Générale de la Sûreté collaborent avec ce groupe et assurent leur sécurité". Le rapport donne l'identité des 6 membres les plus en vue de ce groupe.

Ce que ce rapport ne dit pas c'est que "cette équipe" n'est pas le seul groupe formé de mafiosi et de policiers qui, sous le couvert commode de lutte contre le terrorisme, sévissent en Turquie. Rien qu'au cours de l'année 1996 une demi-douzaine de ces groupes ont, à l'occasion de meurtres et de règlements de comptes, défrayé la chronique. Ainsi le gang de Yuksekova, formé de policiers d'équipes spéciales de protecteurs de villages et d'officiers de la gendarmerie est impliqué dans 16 meurtres, des raptus contre rançon, d'extorsion de fonds et de trafic de drogue. Opérant dans la Province de Hakkari, à la jonction des frontières turco-irano-irakienne, ce gang est allé jusqu'à transporter carrément dans des chars de l'armée d'importantes quantités d'héroïne venant d'Iran. Le gang des Soylemez, formé de 7 officiers, 5 policiers et 11 criminels de droit commun a connu une certaine publicité il y a 2 mois à l'occasion d'une série de meurtres dans l'Ouest du pays et en raison de sa rivalité avec les hommes du député Bucak. Des groupes similaires formés généralement d'une trentaine de membres ont été identifiés à Ankara, Adana, Kocaeli et Kiziltepe.

Pour Bulent Ecevit, président du Parti de la Gauche démocratique, le constat est sans appel: "L'État est livré aux organisations criminelles; des fonctionnaires occupant des postes sensibles au sein des forces de sécurité travaillent main dans la main avec ces organisations criminelles et la mafia au point où même les avertissements des services des renseignements de l'État sont ignorés" (Milliyet du 6 novembre). Deniz Baykal, chef du CHP, parle lui d'un "État spécial au sein de l'État qui pourrait et tel un cancer anéantir l'État". De son côté, Dogu Perinçek, président du Parti ouvrier, qui avait le premier, dans le numéro du 22 septembre de sa revue Aydinlik, révélé des extraits du rapport du MIT sur la coopération police-mafia a indiqué dans une conférence de presse donnée le 7 novembre que: "ces groupes criminels reçoivent leurs ordres directement du ministre de l'Intérieur Mehmet Agar et qu'ils

sont sur le plan opérationnel dirigé par Korkut Eken, conseiller du directeur général de la Sûreté nationale". Selon lui "le député Bucak est le bras droit de Mme. Çiller pour les basses besognes et le commissaire Kocadag, qui dispose d'une fortune de 100 millions de dollars, est le bras droit du ministre de l'Intérieur M. Agar. Mme. Çiller est tenue informée de ces opérations qui se sont développées depuis son accession au pouvoir, qu'elle est de ce fait "la mère des coupables". Sans s'attaquer au coeur de cette organisation criminelle, une série de meurtres de personnalités démocratiques et d'hommes d'affaires libéraux ne pourrait être élucidée". M. Perinçek qui a affirmé qu'il avait écrit au président de l'Assemblée nationale pour lui transmettre les rapports accablants du MIT sur cette organisation criminelle mise en place par Mme. Çiller et M. Agar en lui demandant d'engager des poursuites contre ces deux personnalités, pour constitution de bande armée criminelle et attentant à l'autorité de l'État, conformément à l'article 100 de la Constitution.

Le ministre de l'Intérieur, ancien chef de la police d'Istanbul, dans l'unique commentaire fait sur cette affaire a déclaré avec aplomb qu'"en fait le commissaire Kocadag conduisait le chef mafieux Çatli à Istanbul où il devait le mettre en état d'arrestation"! L'une des raisons invoquées par la presse sur ce ministre gêné et silencieux: ses propres liens avec la mafia turque. L'un des chefs de celle-ci, Huseyin Balbasin, actuellement détenu au Pays-Bas pour trafic de drogue, l'a à plusieurs reprises dénoncé comme l'un de ses complices, allant jusqu'à donner une liste de propriétés qu'il avait achetées en Angleterre et ailleurs pour Agar, sa femme et ses maîtresses en échange de sa protection. De son côté D. Perinçek affirme dans le *Hürriyet* du 8 novembre que ce ministre Agar possède 18 appartements à Istanbul. Il déclare détenir des documents prouvant que sur ordre du couple Çiller, Agar, le mafiosi Çatli et ses hommes ont mené de nombreuses actions

criminelles à l'étranger et cite notamment l'attentat contre le mouvement arménien en France contre une prime d'un million de dollars, la tentative d'assassinat du président azéri H. Aliev, le détournement médiatique en Mer Noire du paquebot Avrasya et une série de meurtres dont il nomme les victimes. Il précise que A. Çatli a rencontré à plusieurs reprises le ministre Agar, qu'il a également dîné avec Mme. Çiller et que l'époux de celle-ci, en liaison avec ce groupe mafiosi, mettait en place une filière internationale de trafic de matières nucléaires. L'affaire devient donc une affaire Çiller-Agar.

Finalement, le 8 novembre, le ministre de l'Intérieur Mehmet Agar a dû présenter sa démission. Officiellement c'est pour "mieux se consacrer à sa fille malade et à sa famille" que cet ancien directeur de la police promu député, puis ministre par Mme. Çiller, démissionne.

Dès la démission de M. Agar, Mme. Çiller a nommé au poste du ministre de l'Intérieur une certaine Mme. Meral Aksener. Fondée de pouvoir de l'une des multiples sociétés de la famille Çiller, cette jeune femme a été élue députée d'Istanbul en décembre 1995 sur la liste Çiller pour bénéficier de l'immunité parlementaire qui en Turquie ne sert plus qu'à protéger les affairistes douteux des poursuites judiciaires. Depuis son élection, son seul acte public connu est une conférence de presse donnée le 6 septembre dernier où elle a menacé de mort les directeurs de journaux s'en prenant à Mme. Çiller et dévoilant ses affaires douteuses en ces termes: "Nous avertissons les dirigeants de ces médias. N'oublions pas que vous suscitez l'indignation des militants épris du Parti de la Juste Voie (le DYP de Mme. Çiller). Nous aurons du mal à retenir nos jeunes fanatiques de Çiller. Nous vous répondrons avec la plus grande fermeté et vous ferons taire, vous et vos semblables. Ceci est notre dernier avertissement". A la suite de vives réactions de la presse à ces menaces, des responsables du DYP avaient reconnu que cette déclaration guerrière de Mme.

Aksener avait été rédigée par l'omniprésent époux de Mme. Çiller. L'accession au poste redoutable du ministre de l'Intérieur d'un tel personnage inquiète beaucoup les journalistes qui avaient ces derniers mois trouvé une certaine marge de liberté pour dénoncer la corruption et réclamer un "État propre". Même le quotidien à grand tirage *Hürriyet*, qui a servi tous les régimes et qui pendant des années a chanté les louanges de Mme. Çiller, se sent visé. Son directeur, E. Özkök, écrit dans son éditorial du 9 novembre: "Que justifie la nomination au poste de ministre de l'Intérieur d'une politicienne irresponsable au point de faire pleuvoir des menaces de mort sur un patron de presse? Veut-on lui dire: "Tu as maintenant le pouvoir légal en mains; vas-y, met à exécution tes menaces"? Voient-ils rouge à ce point? Leurs sentiments de vengeance se sont-ils déchaînés à ce point? Êtes-vous si emplis de colère et de rancune contre la presse? Pour avoir révélé l'affaire de la ferme de Kusadasi (de Mme. Çiller)? Ou pour avoir évoqué l'affaire des fonds secrets? Ou bien pour avoir mis en lumière les scandales Iski, Ilksan, Civançate (Ndt. Il s'agit d'affaires de corruption dans lesquelles Mme. Çiller est impliquée). Ou alors pour avoir informé l'opinion publique des liaisons dangereuses révélées au grand jour par l'accident de Susurluk? Que se passe-t-il? Où donc va la Turquie? Quelle inquiétude conduit-elle le pouvoir à nommer ministre de l'Intérieur une politicienne pitoyable et prête à tout au point de lire des déclarations écrites par Monsieur Ozer (Çiller)? A l'évidence, c'est pour excuser "des instructions rédigées ailleurs".

A l'évidence derrière l'inquiétude du pouvoir il y a des objectifs noirs, même très noirs. Nous verrons ensemble ou bien seulement certains d'entre nous le verront (...). Notre sécurité est confiée à une personne qui a fait sa carrière sur des menaces de mort (...). La démission de Mehmet Agar ne règle aucun problème. Les deux principaux acteurs des rapports l'incriminant sont Çiller et son mari. Le Parlement doit absolument enquêter sur cette affaire. Cela revêt une importance vitale pour la pérennité de la

République turque comme un État de droit et comme une démocratie. Cela concerne notre sécurité collective et notre destin commun (...). Le dossier de Susurluk ne se ferme pas, c'est maintenant que s'ouvre "le dossier des relations dangereuses". Que Dieu nous protège tous".

En Turquie, l'imbrication de la mafia et de la classe politique, même si elle s'est beaucoup aggravée au cours des dernières années, n'est pas un phénomène nouveau. L'un des plus célèbres et médiatiques parrains de cette mafia, Inci Baba, se vantait à la télévision de son amitié avec le président Demirel, qu'il avait "protégé" et financièrement soutenu après le coup d'État militaire de 1980. Il a d'ailleurs accompagné le président turc dans plusieurs de ses voyages officiels à l'étranger, y compris à Washington. A sa mort, Demirel a songé un moment lui édifier un mausolée dans sa ville d'Urfa avant d'être persuadé par ses conseillers diplomatiques que cela risquait d'être exploité à l'étranger et nuire à la réputation du pays.

Cependant l'affaire de Susurluk sur l'interpénétration de la mafia et de l'État turc a ébranlé même les piliers de l'establishment médiatique turc, comme le très nationaliste et conformiste Oktay Eksi, président de l'Union des journalistes de Turquie, qui ne parviennent pas à dissimuler leur indignation face à cette dérive mafieuse avérée. Extraits de l'éditorial de M. Eksi publié dans le *Hürriyet* du 8 novembre: "Des meurtres se succèdent. D'abord on a assassiné le commandant à la retraite Cem Ersever qui, comme on le sait, avait rendu des services très utiles dans le Sud-Est (lire Kurdistan turc). Ce meurtre a été suivi de celui d'une femme qui avait une liaison avec lui et de l'un de ses amis qui connaissait bien sa vie. Les auteurs (de ces crimes) n'ont pas été trouvés. Ils n'ont peut-être d'ailleurs pas été recherchés. Puis les assassinats de Behçet Cantürk, Mahmut Sahin, Savas Buldan, Haci Karay, Mehmet Ayyildiz, Medet Serhat, Faik Candan, Yener Kaya, Nesim Malki, Veli Sözdinler, Tarik

Ümit, Asker Simitko, Lazim Esmaeli, Mehmet Orhan et Omer Lutfi Topal (Ndt. Il s'agit pour l'essentiel d'hommes d'affaires et d'avocats kurdes se trouvant sur la liste rouge des personnes à éliminer à Istanbul et à Ankara établie par le gouvernement Çiller). Tous ces assassinats ont été organisés par des professionnels et leurs auteurs restent non identifiés. Plus encore: le gang des Soylemez, le gang de Kocaeli, le gang d'Ankara, le gang de Yuksekova, le gang de Van... Ou bien on n'arrive pas à trouver les auteurs ou on ne juge pas approprié d'arrêter ceux de ces auteurs identifiés. D'ailleurs ceux dont l'arrestation s'avère comme obligatoire disparaissent de la circulation. On apprend que les gardes du corps du vice-Premier ministre (Mme. Çiller) sont les plus proches amis d'un parrain du milieu (du monde souterrain de la mafia) personne n'y prête attention. Trois policiers arrêtés comme auteurs d'un meurtre sont tranquillement remis en liberté. Le directeur de la Sûreté de la plus grande ville de Turquie (Ndt. Istanbul) affirme qu'il a été muté par "la mafia des jeux" sans que personne ne considère une accusation aussi grave comme une dénonciation. C'est le vice-Premier ministre (Mme. Çiller) elle-même qui déclare que l'État est sinistré. Et le leader de l'opposition, en le corroborant et en annonçant- pour la centième fois sans en débattre publiquement- qu'il a "entre les mains des dossiers et des informations" croit accomplir son devoir. Un tel pays et un tel État ne peuvent exister. Si vous dites qu'ils le peuvent et pensez qu'on peut gouverner ce pays en l'état, sachez que vous ne faites que vos leurrer".

Tandis que dans le même numéro de *Hürriyet*, son directeur établit le constat de "la désagrégation de l'académie de police de Çiller" dont les ténors devenus ministres, députés et chefs de bandes rivales de la mafia tirant à hue et à dia, Yalçın Dogan, rédacteur en chef de l'autre grand quotidien populaire *Milliyet* se penche, dans son éditorial du 8 novembre, sur les agissements du tristement célèbre "Bureau de la guerre spéciale": "En 1974, alors

qu'Ecevit était Premier ministre, le chef d'état-major des armées de l'époque, le général Semih Sancar demande de crédits sur " les fonds secrets pour un besoin urgent ". Lorsqu'Ecevit lui demande qui va utiliser ces fonds, le général répond: " le Bureau de la guerre spéciale ". Ecevit affirme que jusqu'à ce jour il n'avait même pas entendu parler du nom de Bureau et quand il demande qui finance ce Bureau on lui répond: " l'Amérique ". Et à la question où se trouve ce bureau qui n'existe sur aucun document officiel on lui répond " dans le même immeuble que la mission d'aide militaire américaine " (Cf. Ecevit, Karsi Anilar " Contre Mémoires ", pp. 36-37). En découvrant avec indignation dans le même véhicule un criminel présumé, un policier et un député, la Turquie trouve à nouveau à son agenda les relations " mafia-classe politique-police " et ce triangle est évoqué comme " un État dans l'État ".

Or ce qui correspond vraiment à ce concept est le Bureau de la guerre spéciale constaté il y a des années par Ecevit. Le Bureau de la guerre spéciale est une organisation qui

" mène avec des méthodes de guérilla à l'intérieur et à l'extérieur du pays des opérations dont la conduite par les forces de sécurité de l'État présenteront des inconvénients ". Avec le temps ces affaires sont tombées dans le domaine public. Ceux qui y sont employés sont généralement des " individus qui en raison d'un crime commis sont pris au collet par l'État ". L'État leur confie du travail à la pièce. C'est à la suite de ce processus que l'État se retrouve avec les débris de la mafia. Ce processus fonctionne d'une manière accélérée et multiforme. C'est ainsi qu'on en arrive au triangle " mafia-police-classe politique ". Mais ces affaires ne sont jamais débattues au conseil des ministres! Jamais débattus au Conseil de Sécurité nationale! Parfois, les Premiers ministres eux-mêmes ne sont pas au courant. Mais en tête de ceux qui sont au fait de ces affaires se trouve incontestablement Mehmet Agar. Agar en sait beaucoup au sujet de nombre de personnes considérées comme " défenseur de l'État "; ses arrières sont fort solides. Dans ses relations officielles il a d'abord la confiance de l'armée, de la gendarmerie et de la police".

également épuisée. Cette carte portant les noms en kurde des lieux géographiques, villes montagnes et fleuves, a eu un vif succès et donné lieu à des éditions pirates. En 1991, année de l'exode kurde en Irak, plusieurs chaînes de télévision l'ont largement utilisée et pour cette raison le journal japonais *Asahi* l'a qualifiée de " carte de l'année ". Une carte qui reste cependant interdite en Turquie et en Iran.

AINSI QUE ...

• L'ÉTAT D'URGENCE RECONDUIT DANS LES PROVINCES KURDES.

Sur " la recommandation du Conseil de sécurité nationale " le Parlement turc a, le 28 novembre, voté la prolongation de 4 mois de l'état d'urgence dans 9 provinces kurdes. En raison d'une décroissance " dans les incidents terroristes " au cours des derniers mois l'état d'urgence peut être levé dans la province de Mardin a affirmé le ministre turc de la défense, Turhan Tayan devant les députés turcs. " Notre objectif est de nous débarrasser du terrorisme et de lever alors l'état d'urgence dans l'ensemble de la région du Sud-Est " a-t-il ajouté. Les neuf provinces kurdes en question sont, depuis 1979, soumises d'abord à l'état de siège, puis depuis 1987 à l'état d'urgence qui sous une appellation différente confère à l'armée et à la police de très vastes pouvoirs discrétionnaires et suspend l'exercice de la plupart des libertés publiques.

• LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE POUR LA PAIX.

Un groupe d'intellectuels et de politiciens turcs et kurdes de diverses tendances a lancé, le 8 octobre, à Istanbul une campagne pour la paix dans les provinces kurdes de Turquie. Baptisée " *Un million de signatures pour la paix* ", elle vise à " réunir ceux qui sont contre la poursuite de la guerre, a déclaré le porte-parole de la campagne, l'avocat Esber Yagmurdereli, dans une conférence de presse à Istanbul. " Pour assurer nos libertés nous avons besoin de la démocratie,

LE 20ÈME SÉMINAIRE LINGUISTIQUE KURDE

DEPUIS sa création en 1983 l'Institut kurde attache une importance particulière aux travaux sur la langue kurde. Ces activités ont assez rapidement pris le rythme régulier de la tenue de deux séminaires linguistiques par an. Chaque séminaire dure une semaine pendant laquelle une vingtaine de linguistes, écrivains et journalistes kurdes venus de plusieurs pays d'Europe travaillent sur les divers problèmes de terminologies et de grammaire kurdes. Les résultats de chaque séminaire sont publiés dans un magazine illustré, *Kurmançî*, édité par l'Institut kurde pour le public kurdophone et les kurdologues. La vingtième de ces réunions

s'est tenue du 13 au 19 octobre dans la petite île de Biskops Arnö, en Suède. Pour fêter l'événement, la Fédération des associations kurdes de Suède a organisé une soirée afin de permettre à ses membres de rencontrer les participants du séminaire. Ceux-ci, constatant que plusieurs numéros du magazine *Kurmançî* sont épuisés et qu'il y a une réelle demande en ce sens, ont décidé la publication des 20 premiers numéros en un volume complété d'un index en kurde, en anglais, en français et en turc. Il a également été décidé une réédition de la Carte du Kurdistan, élaborée lors des séminaires de Barcelone avec le soutien de la Généralité de Catalogne, qui est

et pour obtenir la démocratie nous avons besoin de la paix", a-t-il expliqué. Une fois atteint l'objectif d'un million de signatures, celles-ci seront présentées au Parlement turc. Parmi les premiers signataires figurent plusieurs intellectuels, artistes, écrivains et politiciens appartenant de tendances diverses. " Nous ne visons pas l'unanimité d'opinion " a déclaré l'avocat Yagmurdereli. " Il n'est pas question de trouver une raison comme pour vouloir la paix, ce qui est important c'est de rassembler les gens autour de la paix " a-t-il poursuivi. Le député d'Istanbul du Parti de Républicain du Peuple (CHP, social-démocrate), M. Ercan Karakas a déclaré que la Turquie ne pourrait résoudre aucune de ses questions économiques ou sociales sans établir la paix. " Le conflit consomme une bonne partie du budget ", a-t-il poursuivi.

• LA GUERRE ENTRAVE L'INSTRUCTION DES ENFANTS KURDES.

Plus de 2000 écoles ont dû fermer leurs portes aux écoliers kurdes en raison de la guerre et de l'insécurité régnante cette année dans le Sud-Est kurde de la Turquie, selon le quotidien *Turkish Daily News* du 21 novembre. Pris entre deux feux, celui des forces de sécurité et celui du PKK, les instituteurs sont peu disposés, surtout ceux originaires de l'Ouest turc, à venir travailler dans les régions kurdes. 25% du corps enseignant existant semblent peu enthousiastes à prolonger leurs contrats malgré le fait que leurs salaires sont deux fois supérieurs à ceux touchés par leurs collègues dans l'Ouest du pays. D'autres encore ont quitté la fonction publique pour se trouver un travail dans le privé dans des zones non affectées par la guerre.

Par ailleurs, 1500 postes supplémentaires doivent être créés dans les régions kurdes pour parvenir aux besoins éducationnels de la région. Mais même sur ce dossier, domaine qui normalement relève par excellence du ministère de l'Éducation, ce sont les forces de sécurité qui suggèrent " leurs " solutions. Ainsi, elles proposent

que les écoliers kurdes soient regroupés dans les grandes villes, mieux contrôlables que les villages, dans des pensionnats où ils seront soumis à un intense lavage de cerveaux nationaliste comme les foyers de Janissaires de l'époque ottomane.

• AVERTISSEMENT À LA TURQUIE DE M. LUPRECHT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL-ADJOINT DU CONSEIL DE L'EUROPE.

Alors que les dirigeants turcs réagissent vivement aux condamnations répétées de la Turquie par la Cour européenne des droits de l'homme, le ministre turc des Affaires étrangères qualifie de " politique " les arrêts de cette Cour tandis que son collègue de la Justice exprime publiquement qu'il " ne fait pas confiance aux décisions de la Cour européenne ", l'éventualité de la non reconnaissance par l'État turc de cette juridiction est de plus en plus évoquée. Dans une interview accordée au quotidien turc *Milliyet* du 26 octobre, M. Peter Luprecht, secrétaire général-adjoint du Conseil de l'Europe, dont la Cour est l'un des organes, avertit Ankara: " Au plan juridique, comme tout État la Turquie a le droit de ne pas reconnaître la compétence de la Cour et de la Commission européennes des droits de l'homme. Cependant si elle se retire des mécanismes des droits de l'homme elle sera obligée de quitter également le Conseil de l'Europe. Et cela aura pour conséquence la rupture de la Turquie d'avec l'Europe. Il me paraît exclu qu'aucun gouvernement turc responsable recoure à une telle voie ".

La Turquie cherche-elle son avenir du côté de l'Iran, de l'Irak et de la Libye ? s'interroge M. Luprecht qui prend la défense des juges européens qui ont récemment condamné Ankara pour la destruction de villages kurdes : " Les juges qui statuent sur ces affaires sont indépendants, ils ne font pas de politique, ils appliquent le Droit. La Cour ne vise pas à nuire à la Turquie, à la punir, à la faire souffrir. Elle cherche à aider la Turquie à atteindre les normes européennes ".

Rappelant que la Turquie est de plus en plus souvent condamnée pour ses violations de la Convention européenne des droits de l'homme, le secrétaire général-adjoint du Conseil de l'Europe incite la Turquie à réformer rapidement ses lois: " Un État qui est sur le même sujet, par exemple à propos de la torture et de la garde-à-vue prolongée, plusieurs fois condamnée ne saurait se contenter de payer des dédommagements et de poursuivre les mêmes violations. Après un certain temps, la Cour va demander non pas des indemnités mais des amendements concrets des lois ".

Toujours à Strasbourg, estimant que son pays n'est plus défendable, l'avocat de la Turquie, Bakir Caglar, a démissionné de son poste à la Commission européenne des droits de l'homme. B. Caglar, qui était professeur de droit constitutionnel en Turquie, a servi pendant quatre ans comme avocat de son pays à cet organe du Conseil de l'Europe. Confirmant la déclaration récente du Président du Conseil de l'Europe que " la Turquie est actuellement une bonne cliente de la Commission et de la Cour européennes des droits de l'Europe ", B. Caglar a déclaré: " Je pense que défendre la Turquie est impossible dans ces conditions, c'est pourquoi j'ai démissionné ". Il a, par ailleurs, affirmé que la Commission européenne des droits de l'homme examine à l'heure actuelle 112 cas, dont 61 concernent la guerre du Kurdistan, déposés contre la Turquie pour violation des droits de l'homme et destruction de villages.

• LE COMITÉ POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES DÉCERNE SON PRIX CETTE ANNÉE À UN JOURNALISTE KURDE EN PRISON.

Le journaliste Ocak Isik Yurtcu, ancien rédacteur en chef du quotidien pro-kurde aujourd'hui interdit *Özgür Gündem*, a été désigné pour recevoir le prestigieux prix du " journalisme courageux " par le Comité pour la protection des journalistes, basé à New York. M. Yurtcu sert actuellement

une peine 15 ans dans la prison de Sakarya à la suite des articles couvrant la guerre du Kurdistan.

La cérémonie des remises des Prix a eu lieu le 26 novembre à l'Hôtel Waldorf Astoria de New York, en présence d'environ 900 invités de marque et des célébrités du monde des médias dont les présentateurs-vedette Peter Jennings, Dan Rother et Tom Brokaw. Outre le journaliste kurde Isik, les journalistes indien Y. Jameel, mexicain J. J. Blancornelas et palestinien D. Kuttab ont été distingués par le jury présidé par Mme. Kati Morton, qui a notamment déclaré: " *Nous espérons que ces prix décernés aux États-Unis à nos collègues enverra un signal à ceux qui partout dans le monde sont opposés à la presse*". En absence de Yurtçu, Terry Anderson, journaliste d'Associated Press, qui a été détenu pendant 7 ans comme otage par le Hezbollah libanais, a présenté le lauréat en ces mots: " *Nul dans le monde n'a été condamné à des peines aussi lourdes pour les écrits des autres. Depuis 3 ans, la Turquie a emprisonné plus de journalistes que tout autre pays du monde*". Puis T. Anderson a lu le message envoyé par Yurtçu de sa prison de Sakarya.

• ATTENTAT-SUCIDES À ADANA ET SIVAS: 10 MORTS DONT 6 POLICIERS.

En une semaine deux attentat-sucides à la bombe ont été commis en Turquie. Le premier, commis le 25 octobre, par une jeune fille kurde, Leyla Kaplan, au siège de la direction de la force de police rapide d'Adana. Portant sur elle une charge explosive de 3 kg de TNT, elle est entrée dans la cour de l'immeuble policier sous prétexte de chercher quelqu'un. Puis elle s'est précipitée vers un attroupement de policiers en faisant exploser sa bombe. Bilan: 5 morts, dont 3 policiers et 15 blessés. La jeune fille, originaire de la petite ville kurde de Kiziltepe, avait comme de centaines de milliers d'autres Kurdes émigré avec sa famille vers la grande métropole méditerranéenne d'Adana. Par ailleurs, un deuxième attentat-suicide a été commis

dans la ville kurde de Sivas, le mardi 29 octobre, lors d'une parade militaire célébrant la fête nationale turque. Une jeune fille portant une charge explosive sur elle, a été interpellée par la police, elle a alors mis à feu sa bombe tuant 3 policiers et blessant 9 autres. Le PKK a revendiqué les deux attentats et qualifié leurs auteurs de " *héroïnes*" comme il l'avait fait de l'auteur d'un autre attentat-suicide commis par une jeune femme à Tunceli en juin dernier.

Par ailleurs, un groupe de maquisards du PKK a attaqué, le mardi 29 octobre, jour de fête de la République turque, une patrouille de l'armée, dans la province de Diyarbakir, tuant 14 soldats.

L'organisation américaine *Human Rights Watch* a condamné, le jeudi 21 novembre, les attentats-sucides perpétrés ces derniers mois contre des cibles turques, par les guérilleros du PKK, toutes femmes, en déclarant: " *S'en prendre aux civils et aux non-combattants, dans les attaques contre des cibles ennemies, constitue une sérieuse violation du Droit coutumier de la guerre. Les interdictions concernant ce genre d'attaques proviennent du fait que s'en prendre aux non-combattants et aux civils met sérieusement en danger la protection qui devrait être apportée à ces groupes en vertu du Droit international humanitaire*". Par ailleurs, l'organisation humanitaire américaine exprime son inquiétude à la suite des déclarations du leader du PKK, A. Öcalan, à la Télévision kurde Med TV qui a affirmé: " *Ces femmes (les guérilleros des attentats-suicide) nous ont laissé un testament dans leurs lettres. Je pense à cela intensément. Tout ce qui est nécessaire sera fait... Ces femmes étaient de simples combattantes du PKK. Elles ont démontré que si vous êtes déterminées sur quelque chose vous pouvez le faire*". HRW espère que cette déclaration ne se traduira pas par des actes de cette nature et appelle le leader du PKK, qui avait annoncé en décembre 1994 que son organisation se soumettrait aux conventions de Genève, à renoncer à des tactiques comme les attentats-sucides.

• UN NOUVEAU REBONDISSEMENT DANS L'AFFAIRE DES " MEURTRES MYSTÉRIEUX " À HAKKARI.

Les conclusions d'une mission d'enquête conduite par trois parlementaires du Parti Républicain du Peuple (CHP) dans la région de Hakkari au moins de mars dernier connaissent un nouveau rebondissement. Le rapport qui avait été communiqué il y a six mois au Président de la République, au Premier ministre, et aux ministères chargés de sécurité (Intérieur et Défense) n'a pas connu de suite et a été classé. Devant la multiplication de " *meurtres mystérieux*", les députés du CHP ont cru nécessaire de rouvrir ce dossier. Le rapport mettait, en son temps, expressément en cause le chef de la gendarmerie locale, le major Emin Yurdakul. De nouveaux éléments d'enquête font croire qu'une bande dirigée par un repent du PKK dont le nom serait Kahraman Bilgiç, alias Havargot, serait derrière ces " *meurtres mystérieux*". Celui-ci disposerait d'un salaire et d'une carte d'officier que la gendarmerie locale a mis à sa disposition, lui permettant d'opérer et de " *nettoyer*" tous les " *suspects*", d'extorquer des fonds, en toute impunité. Les députés dans une déclaration rapportée par le journal *Milliyet* du 1^{er} octobre, disent notamment: " *Il y a un grand cas d'irresponsabilité dans l'affaire de Yüksekova (localité dépendante de Hakkari). Si la lumière avait été faite sur cet incident, nous aurions fait le nécessaire pour punir ceux qui ont négligé leurs responsabilités*" et que " *si le rapport avait été pris au sérieux par les autorités, nombre d'assassinats auraient pu être évités. Mais toute la vérité est évidente à l'heure actuelle*". Ils se préparent par ailleurs à porter plainte contre ceux qui ont dissimulé leur rapport et n'ont pas fait leur travail " *y compris le ministre de l'Intérieur de l'époque*". Le rapport avait à l'époque mis en colère l'état-major des armées qui dénonçait les députés " *pour avoir utilisé un certain nombre d'expressions injurieuses à l'égard du procureur de la République d'Ankara*". Par ailleurs, un officier,

Hüseyin Ögüz, qui avait donné certaines informations aux membres de la délégation a été dégradé et expulsé de l'armée.

• DÉBAT SUR " LA MORT SUSPECTE " DU PRÉSIDENT ÖZAL.

Plus de 3 ans après sa disparition, l'ancien président Özal continue de hanter les esprits. Les circonstances de sa mort et de l'élimination, les uns après les autres, des colombes civiles et militaires qui l'entouraient alimentent régulièrement le débat. Cette fois-ci, c'est une bande vidéo d'une rencontre entre le chef du PKK, A. Occalan, et le leader kurde irakien Jalal Talabani qui a relancé le débat. Dans sa fuite précipitée du 31 août, Talabani a laissé dans sa résidence d'Erbil ses archives et documents aux mains du PDK. Le journaliste G. Civaoglu, célèbre et influent en Turquie, est entré en possession d'une copie de cette vidéo et en publie de larges extraits dans le *Milliyet* du 1^{er} novembre. On y prend connaissance de la thèse connue de ces deux chefs kurdes, que la mort du président Özal, le 17 avril 1993, en pleine période de cessez-le-feu et à la veille de l'annonce prévue de son plan d'un règlement politique du problème kurde n'est pas naturelle. Deux jours avant cette disparition, au cours d'un dîner à Tachkent, en présence de Hikmet Çetin, ministre des Affaires étrangères, et de plusieurs députés et journalistes, il avait déclaré que " deux problèmes barrent la route de l'ouverture de la Turquie vers l'Occident: Chypre et la question kurde. Je suis décidé à les régler quels qu'en soient les risques ".

Il aurait alors évoqué une esquisse de solution, comprenant notamment une série de mesures économiques, une télévision et des écoles en kurde, une amnistie graduelle " pour faire descendre les jeunes des montagnes ". " *J'en ai parlé aux militaires et en ai convaincu beaucoup. Il reste le général Gures; je vais lui en reparler* " aurait-il ajouté avant d'évoquer la possibilité d'introduire ces réformes par des décrets ayant force de loi en cas de

difficultés au Parlement. Dans le *Milliyet* du 2 novembre, les témoins de ce dîner, y compris H. Çetin, confirment pour l'essentiel la teneur des propos d'Özal. Le journaliste Cengiz Çandar, très proche du président disparu, et qui a servi d'intermédiaire dans certains contacts de celui-ci avec les dirigeants kurdes, affirme de son côté que tout au long du voyage de retour, Özal a discuté avec lui de ses idées pour le règlement du problème kurde.

La suite de l'histoire est connue. Le 17 avril le président Özal a eu une crise cardiaque. Alors qu'il avait déjà subi plusieurs opérations lourdes nécessitant un suivi, il n'y a aucun médecin au palais présidentiel ni même d'ambulance. Selon la version officielle, à 10h52 la présidence appelle l'hôpital universitaire de Hacetepe et à 11h 15 Özal est admis au service des urgences de cet hôpital. De là, on ne sait pour quelle raison, il est transporté à l'hôpital militaire de Gulhane où il est décédé à 14h 30.

Son fils, à plusieurs reprises, a déclaré que son père était " un martyr sacrifié au nom de l'unité de la nation ". Son frère Yusuf, député, a affirmé que le président se disait " menacé ", que " les circonstances de sa mort soudaine doivent absolument être élucidées pour établir si elle était naturelle ou non ". Plusieurs commentateurs parlent d'un possible empoisonnement au cyanure; mais le directeur de l'hôpital militaire où il

est décédé, le général Omer Sarlak, affirme que " son visage et son corps ne portaient pas les signes d'un empoisonnement ". Quelques jours après la mort d'Özal, le général Esref Bitlis, commandant suprême de la gendarmerie et un partisan connu d'un règlement politique de la question kurde, disparaissait à son tour dans un mystérieux accident d'avion militaire à Ankara. L'enquête de la firme américaine ayant construit l'avion établissait qu'il n'y a avait pas eu de panne technique mais une explosion. Sabotage ou accident? La version officielle d'un accident dû au givrage du moteur, annoncée à peine 3 h après le drame, n'a pas convaincu grand monde et l'armée n'a autorisé aucune enquête indépendante sur cette affaire. Le chef des faucons, le général Gures, a assumé l'essentiel du pouvoir en prenant soin de mettre dans la vitrine de son régime la médiatique Mme. Çiller, comme Premier ministre.

Ces deux disparitions suivies d'une série d'autres morts de colombes conduisent à nouveau les commentateurs à s'interroger: comment se fait-il que dans ce pays même un président de la République et un commandant de la gendarmerie puissent se sentir menacés pour exprimer leurs idées sur un problème fondamental du pays? De qui ont-ils donc eu peur et qui contrôle notre drôle d'État? Questions lancinantes que les Turcs auront encore à se poser pendant longtemps.

LA REVUE DE PRESSE, EN BREF

ANKARA ET WASHINGTON POURSUIVENT DES BUTS DIVERGENTS DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 19 septembre 1996), p.1-2.

PLUS DE 65.000 RÉFUGIÉS KURDES EN IRAN, SELON LE CROISSANT-ROUGE IRANIEN. (*A.F.P.*, 20 septembre 1996), p.2.

BARZANI MINIMISE SES LIENS AVEC

BAGDAD. — L'allié kurde de Saddam Hussein a rencontré en Turquie un envoyé américain. — "Le leader du PDK n'est pas le Pétain kurde", pour le directeur de l'Institut kurde de Paris, Barzani reste un dirigeant crédible. (*Libération.*, 20 septembre 1996), p.3-4.

L'UNION EUROPÉEN COUPE SES AIDES À LA TURQUIE en raison de la détérioration de la situation des droits de

l'homme dans ce pays. (*Libération*, 20 septembre 1996), p.3-4.

LA TURQUIE A "ABANDONNÉ SON PROJET DE CRÉER UNE ZONE DE SÉCURITÉ" dans le Kurdistan irakien selon M. Barzani. (*A.F.P.*, 20 septembre 1996), p.5.

NOUVELLE RENCONTRE ENTRE KURDES ET AMÉRICAINS DÉBUT OCTOBRE, SELON PDK. (*A.F.P.*, 20 septembre 1996), p.6.

ARRESTATIONS ET EXÉCUTIONS SYSTÉMATIQUES DES OPPOSANTS AU PDK SELON L'UPK. (*A.F.P.*, 20 septembre 1996), p.7.

ONZE RÉFUGIÉS ONT ÉTÉ TUÉS ET 35 AU MOINS BLESSÉS LORS DU BOMBARDEMENT DU CAMP DE SERAN-BAND, DANS LE NORD-OUEST DE L'IRAN, a indiqué à Genève le Haut commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés. (*A.F.P.*, 20 septembre 1996), p.7.

ISRAËL MET EN GARDE SES RESSORTISSANTS CONTRE DES VISITES AU KURDISTAN. (*A.F.P.*, 24 septembre 1996), p.8.

MORTS MYSTÉRIEUSES À DIYABAKIR: Les corps de neuf personnes, tuées par balles après avoir été torturées, ont été découverts en une semaine au bord de routes aux environs de Diyarbakir. — Ces personnes, dont une femme, avaient disparu il y a environ un mois dans le centre de Diyarbakir, Silvan, Bismil et Çinar. (*A.F.P.*, 20 septembre 1996), p.8.

LES TURCOMANS D'IRAK VEULENT RÉUNIR UN CONGRÈS GÉNÉRAL EN OCTOBRE À ANKARA. (*A.F.P.*, 20 septembre 1996), p.9.

BAGDAD POURSUIT L'APPROVISIONNEMENT EN CARBURANT DU KURDISTAN IRAKIEN. (*A.F.P.*, 20 septembre 1996), p.10.

M. ERBAKAN OPPOSÉ À UNE OPÉRATION AMÉRICAINE CONTRE

L'IRAK. (*A.F.P.*, 20 septembre 1996), p.11.

L'IRAK: LEU JEU DE BALANCIER DE MASSOUD BARZANI. — Le chef kurde promet de contenir Saddam Hussein. (*Le Figaro*, 20 septembre 1996), p.12.

TRENTE-SEPT REBELLES DU PKK ET TROIS MILICIENS PRO-GOUVERNEMENTAUX ONT ÉTÉ TUÉS LORS D'OPÉRATIONS MILITAIRES et de combats dans l'est et le sud-est de la Turquie. (*A.F.P.*, 21 septembre 1996), p.13.

LES ÉTATS-UNIS N'ESSAIENT PAS RENVERSER SADDAM HUSSEIN, DÉCLARE BILL CLINTON. (*A.F.P.*, 21 septembre 1996), p.13.

LE CHEF KURDE JALAL TALABANI A DÉCLARE QU'IL EXIGEAIT POUR SE RÉCONCILIER AVEC SON RIVAL MASSOUD BARZANI, QUI L'A ÉVINCÉ DU NORD DE L'IRAK que ce dernier rompe ses relations avec le régime de M. Saddam Hussein. (*A.F.P.*, 21 septembre 1996), p.14.

UNE POLITIQUE KURDE. (*International Herald Tribune*, 21-22 septembre 1996), p.15.

KURDISTAN IRAKIEN: LA TURQUIE ET LES ÉTATS-UNIS DIVISÉS. — Pas de zone tampon au Kurdistan irakien. — Le directeur de la CIA affirme que le régime irakien se renforce. (*Midi Libre; Libération; Le Monde* 21 septembre 1996), p.15.

LE PARLEMENT EUROPÉEN BLOQUE UNE PARTIE DE L'AIDE À LA TURQUIE. — Le revirement de l'Assemblée des Quinze est motivé par le non-respect des droits de l'homme par Ankara. (*Le Monde*, 21 septembre 1996), p.16.

VIVRE AVEC SADDAM HUSSEIN. (*Le Monde*, 21 septembre 1996), p.16-17.

KURDISTAN: LA FUIITE OU LA PEUR. — Coupables, aux yeux de Bagdad, d'œuvrer

pour le Grand Satan. (*Le Point*, 21 septembre 1996), p.17.

LA TRAHISON: L'ALLIANCE DE BARZANI AVEC LE DIABLE. (*The Observer*, 22 septembre 1996), p.18-20.

LES ÉTATS-UNIS ET LA TURQUIE "SONT TOUT À FAIT D'ACCORD SUR LA NÉCESSITE DE MINIMISER L'INFLUENCE DE SADDAM HUSSEIN SUR LE NORD DE L'IRAK" et de s'appuyer sur le PDK. (*A.F.P.*, 23 septembre 1996), p.21.

TURQUIE : L'ARMÉE ENCEPTE UN IMPORTANT GROUPE DE REBELLES KURDES, selon l'agence Anatolie. (*A.F.P.*, 23 septembre 1996), p.22.

LA FRANCE RÉAFFIRME SON ATTACHEMENT AU DIALOGUE ENTRE LES KURDES ET BAGDAD. (*A.F.P.*, 23 septembre 1996), p.22.

ESPÉRANT ÉRADIQUER LES SÉPARATISTES KURDES, LA TURQUIE SE TOURNE VERS SADDAM. (*International Herald Tribune*, 23 septembre 1996), p.23.

SITUATION POLITIQUE EN TURQUIE. - Résolution du Parlement européen sur la situation politique en Turquie. (*Parlement européen*, 19 septembre 1996), p.24-27.

LA PITEUSE ÉQUIPÉE IRAKIENNE DE LA CIA. — Le fiasco du plan secret pour renverser Saddam entame le crédit de l'agence. (*Libération*, 23 septembre 1996), p.27-28.

KURDISTAN: L'UPK AFFIRME AVOIR REPOUSSE PLUSIEURS OFFENSIVES DU PDK. (*A.F.P.*, 24 septembre 1996), p.29.

LA TURQUIE, QUI CHERCHE TOUJOURS UN MOYEN DE PROTÉGER SA FRONTIÈRE AVEC L'IRAK DES INFILTRATIONS DES REBELLES DU PKK, A LANCÉ UNE

VASTE OPÉRATION CONTRE CEUX-CI DANS L'EST DE SON TERRITOIRE OÙ ILS N'ONT JAMAIS CESSÉ D'ÊTRE ACTIFS. (*A.F.P.*, 24 septembre 1996), p.30.

M. BARZANI VEUT DES ASSURANCES DE WASHINGTON SUR LA SÉCURITÉ DES KURDES. (*A.F.P.*, 24 septembre 1996), p.31.

LES RÉGIONS KURDES INTERDITES AUX RESPONSABLES IRAKIENS. (*A.F.P.*, 24 septembre 1996), p.32.

LES ÉTATS-UNIS S'ATTENDAIT À D'AUTRES DÉFIS IRAKIENS. (*International Herald Tribune*, 24 septembre 1996), p.33.

TAREK AZIZ: " LA VRAIE MENACE POUR LE GOLFE C'EST L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS ". (*Le Figaro*, 24 septembre 1996), p.34-36.

LES FORCES TURQUES ATTAQUENT LES KURDES. — Une offensive aérienne et terrestre lancée dans les montagnes de l'est. — Vaste offensive contre les rebelles du PKK. (*International Herald Tribune*, 24 septembre; *Le Figaro*; *La voix du Nord*, 25 septembre 1996), p.37.

CIA: DES SANCTIONS ET UNE PRÉSENCE MILITAIRE NÉCESSAIRES FACE À L'IRAK. (*A.F.P.*, 25 septembre 1996), p.38.

POURSUITE DE L'OPÉRATION DE L'ARMÉE CONTRE LE PKK DANS L'EST DU PAYS. (*A.F.P.*, 25 septembre 1996), p.38.

LOURDES PEINES DE PRISON REQUISES CONTRE DES DIRIGEANTS D'UN PARTI PRO-KURDE. (*A.F.P.*, 25 septembre 1996), p.39.

LES ÉTATS-UNIS APPELLENT BARZANI À DES DISCUSSIONS À WASHINGTON. (*A.F.P.*, 25 septembre 1996), p.40.

LA FRANCE CHERCHE À TIRER DES AVANTAGES ÉCONOMIQUES DE SA POLITIQUE ARABE. (*Le Monde*, 25 septembre 1996), p.41-42.

LES KURDES TRANSPORTÉS PAR AVION AUX ÉTATS-UNIS. (*International Herald Tribune*, 26 septembre 1996), p.42.

TURQUIE: RÉVOLTE DE DÉTENUS. — Neuf détenus ont été tués et plusieurs autres blessés dans la prison de Diyarbakir. (*Le Monde*; *Le Figaro*, 26 septembre 1996), p.42.

SUÈDE: LA PISTE SUD-AFRICAINE, DERNIÈRE " RÉVÉLATION " SUR UN ASSASSINAT NON ÉLUCIDÉ. — Jugé à Pretoria, le policier de Kock multiplie les révélations. (*A.F.P.* 26 septembre; *Libération*, 27 septembre 1996), p.43-44, 45.

LE PDK ANNONCE UN NOUVEAU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 26 septembre 1996), p.44.

LES KURDES IRAKIENS SORTIS VAINQUEURS DU COMBAT, FORMENT UN CABINET DE 16 MEMBRES AU NORD. (*International Herald Tribune*, 27 septembre 1996), p.45.

REGAIN DE TENSION DANS LES PRISONS TURQUES. — Douze morts dans la prison de Diyarbakir, selon des sources diverses. (*Le Monde*, 25 septembre 1996), p.46.

WASHINGTON LÂCHE LES KURDES. — États-Unis ont annoncé qu'ils ne protégeraient plus la zone de sécurité créée dans le nord de l'Irak pour défendre les populations kurdes. (*L'Humanité*; *Sud Ouest*, 27 septembre 1996), p.46.

TURQUIE: TROIS ÉTRANGERS, UN COUPLE POLONAIS ET UN IRANIEN, QUI ÉTAIENT DÉTENUS DEPUIS PLUSIEURS JOURS DANS LE SUD DE LA TURQUIE PAR LE PKK ONT ÉTÉ RELÂCHÉS. (*A.F.P.*, 27 septembre 1996), p.47.

ÉVACUATION DE KURDES D'IRAK EST UNE OPÉRATION " COMPLIQUÉE " SELON WASHINGTON. (*A.F.P.*, 27 septembre 1996), p.47.

LA POLITIQUE AMÉRICAINE ENVERS L'IRAK EST UN ÉCHEC ET NON PAS " UN DEMI-SUCCÈS ". (*International Herald Tribune*, 28-29 septembre 1996), p.48.

TURQUIE: 60 REBELLES KURDES ET DEUX MEMBRES DES FORCES DE L'ORDRE TUÉS, SELON ANKARA. (*A.F.P.*, 27 septembre; *Le Figaro*; *La Voix du Nord*; *L'Humanité*, 28 septembre 1996), p.49.

KURDISTAN SOUS L'ŒIL DE SATAN. — D'exode en tragédie, de lutte de clans en combat fratricide, le peuple kurde redoute le crépuscule du Kurdistan libre. Saddam Hussein entame discrètement sa reconquête. L'Occident, craignant l'éclatement de l'Irak, demeure passive. — MÊME LES FIDÈLES DE BARZANI REDOUTENT LA POIGNE DE BAGDAD. — Les naufragés de la CIA. — TALABANI, RETRANCHÉ À LA FRONTIÈRE IRANIENNE, PRÉPARE DÉJÀ LA REVANCHE. (*Le Point*, 28 septembre 1996), p.50-53.

RENCONTRE DU COORDINATEUR DES ACTIVITÉS HUMANITAIRES DE L'ONU AVEC BARZANI. (*A.F.P.*, 30 septembre 1996), p.54.

ARTS: " QUE SONT DEVENUS LES RÉFUGIÉS KURDES IRAKIENS EN FRANCE EN 1989 ? " Photographies de Krista BOGGS, exposées à l'Institut kurde de Paris, du 25 octobre au 16 novembre 1996. (*Pariscope*, 25 septembre 1996), p.55.

IRAK: FORTE HAUSSE DU DOLLAR À CAUSE DE L'OUVERTURE SUR LE KURDISTAN. (*A.F.P.*, 30 septembre 1996), p.55.

LE MALHEUR KURDE. — Ces blessures ouvertes au Proche Orient. — " Barzaniland " contre " Talabaniland ". — FIASCO

AMÉRICAIN AU PROCHE-ORIENT. — Une nécessaire autocritique. (*Le Monde Diplomatique*, octobre 1996), p.56-62.

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE: " Trop c'est trop ", selon Amnesty. (*A.F.P.*, 1er octobre 1996), p.63.

L'UPK FAIT ÉTAT D'ATTAQUES CONTRE " SES POSITIONS " PRÈS DE SOULEIMANIYEH. (*A.F.P.*, 1er octobre 1996), p.64.

ANKARA ACCUSE AMNESTY INTERNATIONAL D'ENCOURAGER LE TERRORISME. (*A.F.P.*, 1er octobre; *Le Figaro*, 2 octobre, 1996), p.64-65, 67.

TURQUIE: TROIS ÉTRANGERS, DEUX POLONAIS ET UN IRANIEN, qui avaient été relâchés après plusieurs jours de détention dans l'est de la Turquie par le PKK, ont été arrêtés par la justice turque. (*A.F.P.*, 1er octobre 1996), p.65.

LES ORGANISATIONS DES DROITS DE L'HOMME DÉNONCENT ANKARA ET LES MAQUISARDS. (*International Herald Tribune*, 2 octobre 1996), p.66.

LA TURQUIE, NOUVEL ACCROC DANS LA " PAX AMERICANA ". — Les processus de paix chancelle, Saddam Hussein inflige à Washington un nouveau camouflet... Et voici qu'à Ankara, Necmettin Erbakan fait preuve d'un activisme voyageur qui contraste avec son étiquette d'islamiste " modéré ". (*Libération*, 2 octobre 1996), p.67.

LE LEADER TURC ENVISAGE UNE NOUVELLE TOURNÉE " MUSULMANE ". (*International Herald Tribune*, 2 octobre 1996), p.68.

UNE ZONE DE SÉCURITÉ TURQUE PROVOQUERAIT UNE " EFFUSION DE SANG " SELON BAGDAD. (*A.F.P.*, 2 octobre 1996), p.68-69.

37 REBELLES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE EN UNE SEMAINE. (*A.F.P.*, 3 octobre 1996), p.69.

IPI (INSTITUT INTERNATIONAL DE LA PRESSE) PROTESTE CONTRE LA FERMETURE D'UNE TÉLÉVISION KURDE À BRUXELLES. (*A.F.P.*, 3 octobre 1996), p.70.

AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE LA TURQUIE. (*Le Monde*, 3 octobre 1996), p.70.

LES ETATS-UNIS ONT DÉTRUIT DES DÉPÔTS IRAKIENS DE GAZ INNERVANTES. (*International Herald Tribune*, 4 octobre 1996), p.71.

REPRISE DE GRÈVES DE LA FAIM DANS LES PRISONS TURQUES. — Près de 80 détenus ont entamé une grève de la faim dans des prisons du Sud-Est. (*Le Figaro; Libération*, 4 octobre; *A.F.P.*, 5 octobre 1996), p.72.

32 REBELLES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE. (*A.F.P.*, 4 octobre 1996), p.72-73.

KURDISTAN IRAKIEN: UNE DÉLÉGATION DU PARTI DÉMOCRATIQUE DU KURDISTAN (PDK), formation qui contrôle le nord de l'Irak depuis septembre, se rendra à Washington à une date non précisée pour discuter de la situation dans cette région, a annoncé le parti kurde. (*A.F.P.*, 4 octobre 1996), p.73.

DEUX BLESSÉS DANS UNE VIOLENCE MANIFESTATION PRO-KURDE À ISTANBUL. (*A.F.P.*, 6 octobre 1996), p.74.

QUINZE REBELLES KURDES TUÉS DANS LA RÉGION DE SIVAS. (*A.F.P.*, 6 octobre 1996), p.74.

IRAN: UN AGENT DES SERVICES SECRETS TURCS QUI S'APPRÊTAIT À " LANCER UNE OPÉRATION DE PROPAGANDE " destinée à altérer les relations turco-iraniennes a été arrêté à Oroumieh, dans le nord-ouest de l'Iran, annonce l'agence iranienne IRNA. (*A.F.P.*, 6 octobre 1996), p.75.

LA TURQUIE " A VU QUI SONT SES ENNEMIS " SELON MME. ÇILLER. — Le colonel Kadhafi " a commis une grave erreur historique. La Turquie a vu qui sont ses ennemis et ses amis ", a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères T. ÇILLER. (*A.F.P.*, 7 octobre 1996), p.76.

TAREK AZIZ: LE NORD (KURDISTAN) EST CONDAMNÉ AU CHAOS S'IL NE REVIENT PAS AU POUVOIR CENTRAL. (*A.F.P.*, 7 octobre 1996), p.77.

LES PROPOS PEU DIPLOMATIQUES TENUS PENDANT LE WEEK-END PAR LE DIRIGEANT LIBYEN, Mouammar Kadhafi, devant le Premier ministre turc Necmettin Erbakan ont déclenché un tollé en Turquie, où M. Erbakan est violemment pris à partie pour s'y être exposé sans réagir. — M. Kadhafi s'était livré à une attaque en règle contre la Turquie pour sa politique vis-à-vis d'Israël et des Kurdes et s'était prononcé pour un État indépendant kurde, lors d'une conférence de presse conjointe à Syrte en Libye. (*A.F.P.*, 7 octobre 1996), p.78.

QUATRE MILITAIRES TURCS TUÉS PAR DES MILITANTS DU PKK. (*A.F.P.*, 6 octobre 1996), p.79.

LA TURQUIE RAPPELLE SON AMBASSADEUR EN LIBYE. (*International Herald Tribune*, 8 octobre 1996), p.79.

LES ETATS-UNIS INQUIETS DU VOYAGE DU PREMIER MINISTRE TURC EN LIBYE. (*A.F.P.*, 8 octobre 1996), p.80.

43 REBELLES KURDES TUÉS DANS LA RÉGION DE SIVAS, selon Ankara. (*A.F.P.*, 8 octobre 1996), p.81.

64 KURDES TUÉS DANS UN BOMBARDEMENT TURC EN IRAN, SELON LA TÉLÉVISION TURQUE. (*A.F.P.*, 8 octobre 1996), p.81-82.

TURQUIE: LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE DE LA PAIX DANS L'EST ET LE SUD-EST ANATOLIEN, où fait

rage une guerre entre l'État turc et les rebelles kurdes, a été annoncée à Istanbul par un groupe d'intellectuels et de politiciens de diverses tendances. (*A.F.P.*, 8 octobre 1996), p.82.

MOTION DE CENSURE CONTRE LE LEADER TURC. — La tirade de Kadhafi mobilise l'opposition. (*International Herald Tribune*, 9 octobre 1996), p.83.

L'IRAK VEUT AVOIR SON MOT À DIRE DANS LE RECRUTEMENT DE L'ONU AU KURDISTAN. (*A.F.P.*, 9 octobre 1996), p.84-85.

UN MILLIER DE RÉFUGIÉS KURDES IRAKIENS SUPPLÉMENTAIRES EN IRAN. (*A.F.P.*, 9 octobre 1996), p.85.

ANKARA DÉMENT QU'UN ESPION TURC ÉTAIT CHARGÉ DE NUIRE AUX RELATIONS AVEC TÉHÉRAN. (*A.F.P.*, 9 octobre 1996), p.86.

COMBATS À DIYARBAKIR: 191 rebelles séparatistes kurdes et 11 soldats turcs ont été tués au cours de quatre jours de combats selon le gouvernement turc. (*Courrier Picard.*, 9 octobre 1996), p.86.

L'UPK (UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN) AFFIRME AVOIR RECONQUIS DES VILLAGES AU PDK. (*A.F.P.*, 10 octobre 1996), p.87.

L'ÉVACUATION DE KURDES D'IRAK RETARDÉE POUR DES RAISONS DE SÉCURITÉ. (*A.F.P.*, 10 octobre 1996), p.87.

LA SITUATION DANS LE KURDISTAN IRAKIEN EST UN " MAL TOLÉRABLE " POUR LES ETATS-UNIS. — La liberté de mouvement de l'armée irakienne continuera d'obéir à certaines lignes rouges. (*Le Monde*, 10 octobre 1996), p.88.

LE MINISTRE IRAKIEN DE L'INFORMATION DÉMIS DE SES FONCTIONS. (*A.F.P.*, 10 octobre 1996), p.90.

PEINE CAPITALE REQUISE POUR AVOIR JETÉ LE DRAPEAU TURC À TERRE. (*A.F.P.*, 11 octobre 1996), p.90.

TURQUIE: LA FIN DE LA COALITION ? — Des jours difficiles attendent la coalition islamo-conservatrice turque après la désastreuse visite en Libye du Premier ministre, qui a donné à l'opposition l'occasion de tenter de renverser son gouvernement. (*Le Quotidien de Paris*, 11 octobre 1996), p.92.

POUR CONTRECARRER LE DICTATEUR IRAKIEN, ATTAQUEZ SES COLOSSALES SOURCES FINANCIÈRES. (*International Herald Tribune*, 14 octobre 1996), p.93.

LES KURDES SOUTENUS PAR L'IRAN REPENNENT LA VILLE IRAKIENNE. (*A.F.P.*, 14 octobre 1996), p.94.

IRAK: RETOUR DES KURDES DE L'UPK À SOULEIMANIEH. — Pratiquement sans combat, ils ont repris la ville, évacuée il y a un mois, à la faction adverse, le PDK. (*Libération*, 14 octobre 1996), p.95.

DEUX KURDES RISQUENT LA MORT À ANKARA. — Les accusés sont jugés pour avoir remplacé un drapeau turc par celui du PKK. (*Libération*, 12-13 octobre 1996), p.96.

DÉCÈS DE DÉTENUS KURDES. — Reprise des grèves de la faim dans les prisons turques. (*L'Humanité*, 4 octobre; *L'Humanité* 15 octobre 1996), p.96.

UPK-PDK: ÉTERNELS RIVAUX. — Les deux principaux partis kurdes irakiens, l'UPK de M. Jalal Talabani et le PDK de M. Massoud Barzani, contrôlent depuis 1991 le nord de l'Irak que leurs combats meurtriers ont laissé exsangue. (*Le Quotidien de Paris*, 12-13 octobre 1996), p.97.

OFFENSIVE D'UNE FACTION KURDE SUR ERBIL. (*L'Humanité*, 15 octobre 1996), p.97.

LES COMBATS ENTRE FACTIONS

RIVALES REPENNENT DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. — Le PDK a perdu le contrôle de la ville de Souleimaniyé. (*Le Monde*, 15 octobre 1996), p.98.

DÉFIANT, L'IRAK REMET EN PLACE SES LIAISONS AÉRIENNES. (*International Herald Tribune*, 16 octobre 1996), p.100.

L'ENVOYÉ AMÉRICAIN RENCONTRERA LES KURDES IRAKIENS RIVAUX. — Médiation américaine chez les Kurdes. (*International Herald Tribune*, 17 octobre; *Le Quotidien de Paris*, 21 octobre 1996), p.101, 106.

LE LEADER KURDE POURRAIT REDEMANDER L'AIDE DE SADDAM. (*International Herald Tribune*, 18 octobre 1996), p.101.

LE GOUVERNEMENT TURC OBTIENT LA CONFIANCE DU PARLEMENT. (*Le Monde*, 18 octobre 1996), p.102.

EN PENSANT À LEYLA... (*Le Populaire du Centre*, 18 octobre 1996), p.103.

UNE VILLE STRATÉGIQUE TOMBE EN IRAK, LA FACTION KURDE SOUTENUE PAR SADDAM LANCE UNE OFFENSIVE. (*International Herald Tribune*, 19-20 octobre 1996), p.104.

LES KURDES SOUTENUS PAR L'IRAK REGAGNENT DU TERRAIN. (*International Herald Tribune*; *Le Figaro*; *Libération*, 21 octobre 1996), p.104, 107.

L'IRAK ENGLOUTI PAR LES CRIMES. (*International Herald Tribune*, 21 octobre 1996), p.105-106.

LE DIPLOMATE AMÉRICAIN RENCONTRE LE LEADER KURDE EN VUE D'ÉTABLIR UN ACCORD. (*International Herald Tribune*, 22 octobre 1996), p.107.

IRAN ET IRAK JETTENT DE L'HUILE SUR LE FEU KURDE. — Le soutien de

Bagdad et Téhéran aux factions décuple les moyens et durcit les combats. (*Libération*, 23 octobre 1996), p.108-109.

LA TURQUIE ACCUSÉE À STRASBOURG D'AVOIR VIOLÉ LA LIBERTÉ DE LA PRESSE. (*Correspondance de la Presse*, 23 octobre 1996), p.109.

LES KURDES TENTENT DE SE METTRE D'ACCORD SUR UN CESSEZ-LE-FEU. (*International Herald Tribune*, 24 octobre 1996), p.110.

ÉVACUER CES KURDES-LÀ. (*Le Monde*, 24 octobre 1996), p.110.

LES FACTIONS KURDES TIENNENT DES NÉGOCIATIONS DIRECTES. — Cessez-le feu entre factions kurdes. — Des réfugiés kurdes évacués. (*International Herald Tribune*; *Le Quotidien de Paris*; *La Croix*, 25 octobre 1996), p.111.

PERMETTRE À L'IRAK DE VENDRE SON PÉTROLE ET D'ACHETER DE LA NOURRITURE, DÉCLARE CHIRAC. (*International Herald Tribune*, 25 octobre 1996), p.112.

LE PARLEMENT EUROPÉEN SANCTIONNE LA TURQUIE. (*Gamk*, 26-27 octobre 1996), p.113.

POINT SUR LA SITUATION EN TURQUIE. (*Gamk*, 28-29 octobre 1996), p.113.

LA JUSTICE EST UN PRISME POUR UN DISSIDENT KURDE. (*The Washington Post*, 29 octobre 1996), p.114.

LES " MÈRES DU SAMEDI " DÉNONCENT LA MULTIPLICATION DES CAS DE DISPARITION EN TURQUIE. — Amnesty International a enregistré 135 disparus dans ce pays depuis 1991. (*Le Monde*, 29 octobre 1996), p.115.

RENCONTRE EN TURQUIE DES FACTIONS KURDES D'IRAK. (*Libération*, 31 octobre 1996), p.115.

LA TURQUIE ENFIN SANCTIONNÉE. (*Le Peuple Breton*, novembre 1996), p.116-117.

LES DIVISIONS OCCIDENTALES PROFITENT À TÉHÉRAN. (*International Herald Tribune*, 1er novembre 1996), p.117.

L'AVOCAT D'ANKARA À LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME DÉMISSIONNE. (*International Herald Tribune*, 1er novembre 1996), p.117.

POINT SUR LA SITUATION EN TURQUIE: — Attentats-suicides à Adana et Sivas. — Cri d'alarme de 4 députés du CHP sur la situation dramatique de Tunceli. — Avertissement à la Turquie de M. Luprecht, secrétaire général-adjoint du Conseil de l'Europe. (*Gamk*, 1^{er} novembre 1996), p.118-119.

DES PRÉVUES SOLIDES CONFIRMENT LE LIEN D'IRAN AVEC LE TERRORISME MOYEN-ORIENTAL. (*International Herald Tribune*, 2-3 novembre 1996), p.119.

DÉBAT AU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME. — Sénateur Sarbanes: " Pas d'armes pour la Turquie tant qu'elle ne change pas de comportement ". (*Turkish Daily News*, 2 novembre 1996), p.120.

PREMIER MINISTRE ERBAKAN: " NOUS METTONS FIN À L'ÉTAT D'URGENCE À MARDIN. (*Turkish Daily News*, 2 novembre 1996), p.121.

DES MEMBRES DU CONGRÈS AMÉRICAIN RECOMMANDENT " LE PARLEMENT KURDE " À CLINTON. — LES ETATS-UNIS NE SONT PAS PRESSÉS POUR ÉVACUER LE PERSONNEL DES ONG DU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 2 novembre 1996), p.122.

DANS UNE LETTRE ENVOYÉE À GHALI, ÇILLER NIE LES

ACCUSATIONS IRAKIENNES. (*Turkish Daily News*, 2 novembre 1996), p.123.

LES ÉDITEURS DU TDN (*Turkish Daily News*) SONT ACQUITTÉS. (*Turkish Daily News*, 2 novembre 1996), p.123.

LES KURDES RETOURNENT POUR METTRE EN PLACE LEUR ACCORD. (*Turkish Daily News*, 2 novembre 1996), p.124.

UN " AMI " CONVAINCU DE BARZANI. (*Turkish Daily News*, 3 novembre 1996), p.125.

LE CULTE DU DRAPEAU TURC. (*Gamk*, 4-5 novembre 1996), p.125.

L'IRAK DÉCLARE QUE LES ETATS-UNIS N'ONT PAS ATTAQUÉ LES SITES DE RADARS. — Les Kurdes en danger. (*International Herald Tribune*, 4 novembre 1996), p.126.

LE PDK JETTE LE DOUTE SUR LE PROCESSUS DE PAIX DU NORD DE L'IRAK. — Demirel demande à l'Allemagne à d'adopter une attitude plus ferme sur le terrorisme. (*Turkish Daily News*, 4 novembre 1996), p.127-128.

LE MINISTRE DU PÉTROLE IRANIEN EN TURQUIE POUR DES NÉGOCIATIONS. — Les Kurdes irakiens rivaux discutent sur les détails d'un cessez-le-feu difficile à mettre en place. (*Turkish Daily News*, 5 novembre 1996), p.128.

LE PDK A FAIT CE QUI ÉTAIT PRÉVU. — Un colonel de l'armée turque déclare qu'il y a des camps du PKK en Iran et en Arménie. (*Turkish Daily News*, 4 novembre 1996), p.129.

LES ETATS-UNIS MÉCONTENTES DU CONTRAT GAZIER TURCO-IRANIEN. (*Turkish Daily News*, 6 novembre 1996), p.130.

" L'ACCIDENT DE CIRCULATION " RÉVÈLE LES RELATIONS ENTRE ÉTAT

ET LA MAFIA. (*Turkish Daily News*, 4 novembre 1996), p.131-132.

" LA SOLUTION (DU SCANDALE DE SUSURLUK) EST DANS LES DÉPENSES" déclare l'ancien officier du MIT (services secrets turques), Mahir Kaynak. (*Turkish Daily News*, 4 novembre 1996), p.133.

LA TURQUIE ET L'IRAN SE PRÉPARENT À CONCRÉTISER LEUR ACCORD GAZIER. (*Turkish Daily News*, 4 novembre 1996), p.134.

LE CRIME INTERNATIONAL ORGANISÉ SOUS LA COMMANDE DU ÇILLER ET AGAR, déclare M. Dogu Perinçek, chef du parti de travail. — ÇILLER nie les liens de l'État avec la mafia. (*Turkish Daily News*, 4 novembre; *Turkish Daily News*, 7 novembre 1996), p.134, 138.

LA GAUCHE ATTAQUE LE GOUVERNEMENT SUR LE MYSTÉRIEUX ACCIDENT DE LA ROUTE. (*Turkish Daily News*, 6 novembre 1996), p.135.

UNE FLEUR KURDE FLEURIT À OTTAWA. (*The Ottawa X press*, 7 novembre 1996), p.136.

GARDER UN ŒIL TRÈS VIGILANT SUR SADDAM. (*International Herald Tribune*, 7 novembre 1996), p.137.

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU PARLEMENT BRITANNIQUE INFORMÉE DU CAS DE KANI YILMAZ. (*Turkish Daily News*, 7 novembre 1996), p.139.

LES SUPER-COBRAS SONT DÉMODÉS, DIT UN EXPERT. (*Turkish Daily News*, 7 novembre 1996), p.140.

SCANDALE EN TURQUIE : LA MAFIA, C'EST L'ÉTAT. — Trafic de drogue et meurtre. — Une réalité terrible. (*L'Humanité*, 8 novembre 1996), p.141.

L'IRAK SOUHAITE QUE LA FRANCE S'ENGAGE PLUS RÉSOLUMENT À SES CÔTÉS. — Des députés français se sont rendus à Bagdad. (*Le Monde*, 8 novembre 1996), p.142.

POURSUITE DE GRÈVE DE LA FAIM dans les prisons turques. (*Turkish Daily News*, 8 novembre 1996), p.143.

DES DÉPUTÉS DU CHP PRÉSENTENT LEUR RAPPORT SUR L'ATTAQUE D'UN VILLAGE D'ERZURUM. (*Turkish Daily News*, 8 novembre 1996), p.143.

DEMIREL: " OUVRIR UNE ENQUÊTE SANS PORTER DES COUPS À L'ÉTAT. (*Turkish Daily News*, 8 novembre 1996), p.144.

SI LA TURQUIE ANNULE L'ACHAT DES FREGATES, ELLE PERDRAIT 30 MILLIONS DE DOLLARS. (*Turkish Daily News*, 8 novembre 1996), p.145.

EST-CE QUE LA POLICE SE TROUVERA EN MEILLEURE POSTURE APRÈS LE DÉPART D'AGAR. — ÇILLER ne pourra pas sauver sa tête cette fois-ci, affirme ANAP. (*Turkish Daily News*, 9 novembre 1996), p.146.

AGAR S'EN VA, UNE APPRENTIE PREND SA PLACE. — Rebondissement dans le cas de Göktepe. (*Turkish Daily News*, 9 novembre 1996), p.147-148.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR TURC A DÛ DÉMISSIONNER. — La corruption des cercles politique est avérée. (*Le Monde*, 10-11 novembre 1996), p.148-149.

LE DIALOGUE AVEC L'EUROPE N'A PAS AMÉLIORÉ LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN IRAN. — Rechauffement des relations entre Paris et Téhéran. (*Le Monde*, 10-11 novembre 1996), p.149-150.

LES ETATS-UNIS DOIVENT AIDER LES KURDES QUI ONT FAIT CONFIANCE

AUX AMÉRICAINS. (*The Christian Science Monitor*, 8 novembre 1996), p.151.

DÉBAT SUR " LA MORT SUSPECTE " DU PRÉSIDENT ÖZAL. (*Gamk*, 18-19 novembre 1996), p.152.

CONDAMNATION DES ATTENTATS-SUICIDES DU PKK PAR HUMAN RIGHTS WATCH/HELSINKI. (*Reuter*, 21 novembre 1996), p.153.

L'ALLEMAGNE ADOPTE UN PROFILE BAS VIS-À-VIS DE TÉHÉRAN DANS L'AFFAIRE DE L'ASSASSINAT DE TROIS KURDES. (*Reuter*, 21 novembre 1996), p.154.

TURQUIE: LA MAFIA AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LE " TERRORISME ARMÉNIEN ". (*Gamk*, 21 novembre 1996), p.155.

LA POLICE BELGE A FAIT UNE DÉCENTE DANS UNE STATION BALNÉAIRE SUSPECTÉ D'ÊTRE UN CAMPS D'ENTRAÎNEMENT DU PKK. (*Reuter*, 22 novembre 1996), p.156.

LE PRÉSIDENT IRANIEN A ESSAYÉ DE DÉSAMORCER LA CRISE AVEC L'ALLEMAGNE SUR L'ASSASSINAT DES DIRIGEANTS KURDES EN 1992. (*United Press International*, 22 novembre 1996), p.157-158.

LE PREMIER MINISTRE TURC N'A PAS RÉPONDU FAVORABLEMENT À LA LETTRE ADRESSÉE PAR LE CHEF DE L'OPPOSITION YILMAZ. (*Reuter*, 22 novembre 1996), p.158-159.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EST SOUS PRESSIONS AMÉRICAINES ET ISRAËLIENNES déclare le président iranien Rafsanjani. — LE MINISTRE ALLEMAND DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A DÉMENTI L'IDÉE DE ROMPRE LES RELATIONS AVEC L'IRAN. (*Reuter*, 22 novembre 1996), p.159-160, 161.

YACHAR KEMAL, L'AUTEUR LE PLUS CONNU DE TURQUIE SE RÉFUGIE EN SUÈDE POUR 6 MOIS. (*Reuter*, 23 novembre 1996), p.162.

IRAN: DES CENTAINES D'ÉTUDIANTS EN THÉOLOGIE ONT MANIFESTÉ MERCREDI DANS LA VILLE SAINTE DE QOM. (*Associated Press*, 23 novembre 1996), p.163-164.

L'ACCORD ONUISIEN DE " PÉTROLE CONTRE NOURRITURE " avec l'Irak va vers aboutissement et va aider en partie les Kurdes du Nord. (*Associated Press*, 23 novembre 1996), p.165.-166

LEYLA ZANA, CITOYENNE D'HONNEUR DE ROME. — Le ministère de la justice turc a interdit à un groupe d'avocats italiens de rencontrer une députée kurde dans sa prison. (*Gamk*, 25-26 novembre; *Reuter*, 22 novembre 1996), p.167.

L'IRAK ET LES ETATS-UNIS SE METTENT D'ACCORD SUR " LE PÉTROLE CONTRE NOURRITURE ". (*International Herald Tribune*, 26 novembre 1996), p.168.

LE RÉDACTEUR OCAK ISIK YURTÇU A REÇU LE PRIX DU " JOURNALISTE COURAGEUX " (*Reuter*, 26 novembre 1996), p.169.

L'OPPOSITION TURQUE ACCUSE LE GOUVERNEMENT. (*United Press International*, 26 novembre 1996), p.170.

LE VICE-PREMIER MINISTRE TANSU ÇILLER A DÉFENDU UN GANGSTER RENOMMÉ RECHERCHÉ PAR LA POLICE. (*Reuter*, 26 novembre 1996), p.171.

AU MOINS 8000 RÉFUGIÉS KURDES SONT RENTRÉS D'IRAN CES DERNIERS JOURS. (*United Press International*, 26 novembre 1996), p.172-173.

SIX REBELLES KURDES ET SIX

MEMBRES DES FORCES DE SÉCURITÉS TUÉS EN TURQUIE. (*Reuter*, 27 novembre 1996), p.173.

Y-AURA-T-IL VRAIMENT UNE LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ ? (*Turkish Daily News*, 12 novembre 1996), p.174.

ÇILLER: " LA TURQUIE ET LA JORDANIE PEUVENT COOPÉRER SUR LES QUESTIONS DE DÉFENSE. (*Turkish Daily News*, 27 novembre 1996), p.174.

LE SECRET NON-RÉVÉLÉ. (Les histoires de la mafia en Turquie). (*Turkish Daily News*, 12 novembre 1996), p.175-176.

LA QUESTION KURDE DÉBATTUE À LA TÉLÉVISION. (*Turkish Daily News*, 15 novembre 1996), p.176.

LES LOIS FONT OBSTRUCTION À L'INVESTIGATION SUR LES RELATIONS ÉTAT-MAFIA. (*Turkish Daily News*, 18 novembre 1996), p.177-178.

LA MISSION DE TAREK AZIZ: DÉFONCER LES PORTES. (*Turkish Daily News*, 13 novembre 1996), p.179.

LE MILITANT DES DROITS DE L'HOMME SANAR YURDATAPAN A ÉTÉ LIBÉRÉ. (*Turkish Daily News*, 13 novembre 1996), p.180.

LA COMMISSION PARLEMENTAIRE APPROUVE LES 671 TRILLIONS DE LIVRES TURQUES DU BUDGET DE LA DÉFENSE. — ÇILLER ne présentera pas le budget de son ministère. (*Turkish Daily News*, 14 novembre 1996), p.181.

L'IRAKIEN AZZIZ S'EN VA AVEC DU VAGUE À L'ÂME. (*Turkish Daily News*, 12 novembre 1996), p.182.

LES FORCES DE SÉCURITÉ TUENT 30 MAQUISARDS DANS LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 21 novembre 1996), p.182.

POURQUOI LE PARLEMENT EUROPÉEN EST EN RAGE CONTRE LA TURQUIE ? (*Turkish Daily News*, 14 novembre 1996), p.183-185.

ÇILLER DONNE DES VERSIONS DIFFÉRENTES SUR LA SÉCURITÉ. (*Turkish Daily News*, 14 novembre 1996), p.185.

LES RÉVÉLATIONS DE MESUT YILMAZ, LE POLITICIEN NE S'ATTAENT PAS À CE QUE L'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SOIT CONCLUANTE. (*Turkish Daily News*, 16 novembre 1996), p.186.

LES KURDES D'IRAK CONSOLIDENT LE Cessez-le-feu, MAIS ÉCHOUENT D'ALLER PLUS LOIN DANS LA PAIX. (*Turkish Daily News*, 16 novembre 1996), p.187-188.

L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME DÉNONCE LES MEURTRES MYSTÉRIEUX. (*Turkish Daily News*, 18 novembre 1996), p.188.

UNE RÉINVESTIGATION DANS L'ÉMEUTE DE LA PRISON DE DIYARBAKIR. (*Turkish Daily News*, 19 novembre 1996), p.188.

L'ATTITUDE ANTI-PRESSE DU GOUVERNEMENT PROVOQUE DES RÉACTIONS DE LA PART DES ASSOCIATIONS DE JOURNALISTES. (*Turkish Daily News*, 21 novembre 1996), p.189.

DES TÉMOINS DANS LE PROCÈS DU HADER. (*Turkish Daily News*, 23 novembre 1996), p.189.

LE DÉPUTÉ SEDAT BUCAK A PARLÉ, MAIS PAS ASSEZ. (*Turkish Daily News*, 22 novembre 1996), p.190-191.

WASHINGTON EXPRIME DE NOUVEAU SON SOUTIEN AU TRACÉ DE L'OLÉODUC TURCO-AZERI.

(*Turkish Daily News*, 22 novembre 1996), p.192.

DE NOUVELLES ARMES AMÉRICAINES À LA BASE D'INCIRLIK D'UN MONTANT DE 10 MILLIONS DE DOLLARS. (*Turkish Daily News*, 22 novembre 1996), p.192.

LE ROMANCIER YACHAR KEMAL DÉMENT AVOIR DEMANDÉ L'ASILE. — Y. Kemal déclare à la presse suédoise qu'il n'a pas demandé l'asile. (*Turkish Daily News*, 22 novembre; *Turkish Daily News*, 24 novembre 1996), p.193.

SILENCE ET " SILENCIEUX " DANS LE TRIANGLE DIABOLIQUE. — Une cassette vidéo révèle de nouvelles allégations. Est-ce que la Turquie est le paradis du crime international organisé ? (*Turkish Daily News*, 23 novembre 1996), p.194-196.

LA COMMISSION HELSINKI DEMANDE À CHRISTOPHOER DE DÉCLINER L'INVITATION DE LA TURQUIE POUR LE SOMMET DE L'OSCE. (*Turkish Daily News*, 27 novembre 1996), p.197.

ÇILLER DÉFEND LE TERRORISTE ABDULLAH ÇATLI. — " Nous rendons hommage à ceux qui ont tiré pour nous " (éditorial d'Ilnour Çevik). (*Turkish Daily News*, 27 novembre 1996), p.198.

L'IRAK A ACCEPTÉ L'APPLICATION DE LA FORMULE " PÉTROLE CONTRE NOURRITURE. (*Le Monde*, 27 novembre 1996), p.200.

LA CANDIDATURE D'ANKARA POUR UN PROCHAIN SOMMET DE L'OSCE

CRITIQUÉE AU CONGRÈS. (*Gamk*, 28 novembre 1996), p.200.

L'ALLEMAGNE S'EFFORCE DE MAINTENIR SES RELATIONS AVEC L'IRAN MALGRÉ LE PROCÈS D'ASSASSINAT (DE DIRIGEANTS KURDES EN 1992). (*International Herald Tribune*, 28 novembre 1996), p.201.

L'UNHCR (HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS-UNIES POUR LES RÉFUGIÉS) PRÊT POUR ÉVACUER LES RÉFUGIÉS KURDES EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 28 novembre 1996), p.202.

LE MAFIEUX TUÉ TRAVAILLAIT POUR L'ÉTAT TURC. (*A.F.P.*, 28 novembre 1996), p.203.

PROLONGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE. (*A.F.P.*, 28 novembre 1996), p.204.

INCENDIES DANS DES ÎLES GRECQUES: ATHÈNES INTERROGE ANKARA. (*A.F.P.*, 28 novembre 1996), p.205.

LE COMITÉ DE SURVEILLANCE DU CESSER-LE-FEU DU NORD DE L'IRAK SE RÉUNIT. (*A.F.P.*, 28 novembre 1996), p.202.

DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES CRAIGNENT POUR L'AVENIR DE LEUR PROGRAMME HUMANITAIRE DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. (*Le Monde*, 29 novembre 1996), p.206.

LE MINISTRE DES AFFAIRES

ÉTRANGÈRES DANOIS EXIGE DE LA TURQUIE LA LISTE ROUGE DE DANOIS INDÉSIRABLES ". (*A.F.P.*, 29 novembre 1996), p.207, 208.

AMNESTY INTERNATIONAL INQUIET PAR " L'AMÉNAGEMENT MÉDICAL " DE LA TORTURE. (*A.F.P.*, 30 novembre 1996), p.209.

LE PARLEMENT PROLONGE L'ÉTAT D'URGENCE EN EXCLUANT MARDIN. (*Turkish Daily News*, 29 novembre 1996), p.210-211.

LES ETATS-UNIS ET LA TURQUIE SONT À LA RECHERCHE D'UN ARRANGEMENT POUR REMPLACER L'OPÉRATION PROVIDE COMFORT. (*Turkish Daily News*, 30 novembre 1996), p.212.

L'UNHCR AIDE LES KURDES DE TURQUIE DU CAMP D'ATRUSH (KURDISTAN IRAKIEN) À RENTRER CHEZ EUX. (*Turkish Daily News*, 29 novembre 1996), p.213.

57 REBELLES KURDES ET UN SOLDAT TURC TUÉS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*A.F.P.*, 30 novembre 1996), p.213.

LES ALÉVIS : TOLÉRANTS NON TOLÉRÉS. — Dans un pays qui supporte mal les différences, ses traditions laïques et libérales désignent la minorité chiite des Alévis aux persécutions. — YACHAR KEMAL : Entre livres et procès. — DES AVOCATS : Derrière les barreaux. (*Amnesty International*, n° 119, Octobre 1996), p.214-216.

Revue de Presse



FRS0219 4 I 0615 /AFP-OP44

Turquie-USA-Irak prev

Ankara et Washington poursuivent des buts divergents dans le nord de l'Irak

par Hervé COUTURIER

ANKARA, 19 sept (AFP) - L'alliance sans faille de 1991 entre la Turquie et les Etats-Unis face à Bagdad a volé en éclats avec la nouvelle crise irakienne, Ankara et Washington poursuivant désormais des buts diamétralement opposés dans le nord de l'Irak.

"Les Turcs ont un ordre du jour différent (de celui des Etats-Unis), c'est certain", observe un diplomate occidental à Ankara. "Ils ont vu dans la nouvelle situation dans le nord de l'Irak une occasion de faire prévaloir leurs vues auprès des Etats-Unis et tentent de la saisir", ajoute-t-il.

Le principal désaccord entre les deux pays porte sur l'attitude qu'ils souhaitent voir adopter aux Kurdes d'Irak vis-à-vis de Saddam Hussein, la Turquie préconisant un rapprochement alors que les Etats-Unis s'y opposent.

Ankara et Washington divergent également sur l'esprit de l'opération Provide Comfort de protection des Kurdes d'Irak, le rôle des ONG et la mise en oeuvre de l'accord "pétrole contre nourriture".

Les Etats-Unis ont exprimé clairement à Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui s'est rendu maître de tout le nord de l'Irak grâce à son alliance avec Bagdad, leur souhait de le voir se distancier de Saddam Hussein.

M. Barzani a affirmé mercredi à l'émissaire américain Robert Pelletreau que son alliance avec le président irakien était temporaire et qu'il n'avait aucune intention d'ouvrir un dialogue politique avec lui.

Or l'ouverture d'un tel dialogue est précisément ce qu'Ankara préconise. La Turquie, aux prises à la rébellion séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ne veut pas que les Kurdes d'Irak avancent vers davantage d'autonomie, de peur que cela ne mène à la création d'un Etat kurde indépendant.

Cette préoccupation est à la base des soupçons que la Turquie nourrit de longue date vis-à-vis des organisations internationales, privées ou relevant de l'ONU.

Elles sont régulièrement accusées en Turquie d'outrepasser leur rôle humanitaire et de fournir aux Kurdes formation et encouragements en vue d'obtenir de plus en plus d'autonomie et, à terme, un Etat.

C'est pour mieux contrôler toutes les activités liées à l'opération Provide Comfort que la Turquie insistait pour que son Centre de coordination militaire (MCC), basé à Zakho (nord de l'Irak), soit déplacé en Turquie.

Maintenant qu'il l'a été (à Incirlik et Silopi), pour des raisons de sécurité à cause de la crise irakienne, la Turquie veut qu'il reste sur son territoire alors que les Etats-Unis souhaitent son retour dans le nord de l'Irak si l'opération Provide Comfort doit continuer.

Le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller a indiqué qu'à l'avenir la Turquie ne laissera pas les ONG étrangères se réinstaller dans le nord de l'Irak et que leurs activités humanitaires seront reprises par

le Croissant-rouge turc.

Autre source de désaccord avec Washington, la Turquie, qui affirme avoir perdu 27 milliards de dollars en échanges commerciaux avec l'Irak depuis l'imposition de l'embargo contre ce pays, veut la mise en oeuvre de l'accord "pétrole contre nourriture" qui doit lui rapporter 500 millions de dollars, alors que les Etats-Unis s'y opposent pour l'instant.

Enfin, même si elle affirme que Washington ne l'a pas demandé, la Turquie a exclu l'utilisation de sa base d'Incirlik par les Etats-Unis pour frapper l'Irak, invoquant ses "intérêts actuels". Cela aussi contraste avec 1991, lorsque la base avait été largement utilisée par les alliés pour des attaques contre des cibles irakiennes.

hc/nev eaf

FRS0220 4 I 0233 SUI /AFP-OP52

Kurdes-Irak-Iran

Plus de 65.000 réfugiés kurdes en Iran, selon le Croissant-rouge iranien

GENEVE, 20 sept (AFP) - Le Croissant-rouge iranien a dénombré 65.889 réfugiés kurdes venus d'Irak qui sont actuellement hébergés dans cinq camps, a annoncé vendredi à Genève la Fédération internationale des sociétés de la Croix-rouge et du Croissant-rouge.

Ces camps se trouvent dans les provinces iraniennes du Kurdistan, de Kermanshah et de l'Azerbaïdjan occidental.

Le Croissant-rouge iranien assiste en outre des réfugiés qui restent en dehors des camps.

D'autre part, quelque 150.000 réfugiés kurdes se trouvent du côté irakien de la frontière, selon le Croissant-rouge iranien.

La situation dans toute la région "demeure volatile", selon un responsable de la Fédération.

Des dizaines de milliers de Kurdes ont fui au début du mois la région d'Erbil et de Souleimanieh dans le nord de l'Irak, après que le contrôle de cette région est passé aux mains d'une organisation kurde soudainement alliée au régime de Bagdad.

La Fédération rappelle qu'en coopération avec le Croissant-rouge irakien, elle fournit en Irak une aide alimentaire à 350.000 personnes et une assistance en médicaments à 22 hôpitaux. "En Irak, quatre millions de personnes sont menacées par le manque d'aliments et par un système de santé qui est au bord de l'effondrement", souligne la Fédération.

sr/bds eaf

AFP /AA1234/201110

SEP 96

Libération - 20 septembre 1996

Barzani minimise ses liens avec Bagdad

L'allié kurde de Saddam Hussein a rencontré en Turquie un envoyé américain.

L Istanbul de notre correspondant
 e président du Parti
 démocratique du Kur-
 distan d'Irak (PDKI)
 Massoud Barzani, qui
 s'est assuré le contrôle de l'en-
 semble de l'entité kurde d'Irak
 du nord avec l'aide des troupes
 de Bagdad, tient à rassurer Wa-
 shington. A l'occasion d'une
 rencontre à Ankara avec Ro-
 bert Pelletreau, sous-secrétaire
 d'Etat adjoint pour le Moyen-
 Orient, il a réaffirmé n'avoir
 conclu «aucun accord poli-
 tique» avec Saddam Hussein et
 n'avoir aucune intention de le
 faire. L'émissaire américain, de
 son côté, lui a demandé de faire
 la paix avec son rival kurde,
 Jalal Talabani, chef de l'Union
 patriotique du Kurdistan
 (UPK), vaincu et actuellement
 réfugié en Iran. Le leader kurde
 a également accepté de garantir
 «la sécurité des employés étran-
 gers des ONG, ainsi que leur li-
 berté de mouvement, de recruté-
 ment et de mise en œuvre des
 projets», qui est la condition
 posée par les Occidentaux
 pour la poursuite de l'opéra-
 tion de protection aérienne et
 d'assistance «Provide Com-
 forts». Il rencontrera samedi
 une délégation de l'UE en Irak
 du nord. Ses porte-parole ont



Hier à Ankara, Massoud Barzani (à droite) et Tansu Ciller, le ministre turc des Affaires étrangères. Ciller, le ministre turc des Affaires étrangères, après avoir rencontré les responsables militaires et ceux des services de renseignements turcs. Elle lui a demandé «de combattre le Parti des travailleurs du Kurdistan» (PKK, installe en Irak du nord et en lutte armée contre le régime turc depuis douze ans) et d'accorder un rôle plus important dans la gestion locale aux

L'UE coupe ses aides à la Turquie

Le Parlement européen a décidé, hier, à une écrasante majorité, de suspendre toute aide financière à la Turquie. Les eurodéputés ont voté une résolution extrêmement critique à l'égard d'Ankara: «Depuis l'ins-titution de l'Union douanière (entrée en vigueur le 1^{er} janvier, ndlr), la situation en matière de droits de l'homme en Turquie s'est visiblement détériorée et nul progrès notable n'est enregistré en matière de démocratisation, alors que les tensions extérieures, telles que les provocations en mer Egée et à Chypre et l'agression dans le nord de l'Irak, se sont multipliées.» Le Parlement dénonce le maintien en détention de Leyla Zana et de trois autres anciens députés d'origine kurde: du DER, le refus du gouvernement turc de chercher un «réglement pacifique au conflit du Kurdistan» et surtout «l'assassinat brutal de deux jeunes Chypriotes non armés qui a été perpétré de sang-froid (...) par des forces paramilitaires turques» (en août). Les eurodéputés, qui ont donné leur «avis conforme» à l'accord d'Union douanière le 13 décembre 1995, ont le vif sentiment de s'être fait rouler dans la farine. Car ce traité, qui fait entrer la Turquie dans le Marché unique européen, a été vendu tant par la Commission que par les Quinze, comme un barrage contre les islamistes et les secteurs les plus réactionnaires de l'Etat turc. Neuf mois

«turcomènes», ces citoyens d'Irak d'origine turque qui forment à peu près un huitième de la population du territoire contrôlé par PDKI. L'aide humanitaire, économique, voire militaire d'Ankara dépendra essentiellement de ces deux conditions.

Le leader kurde risque cependant d'avoir beaucoup de mal à satisfaire ces exigences contradictoires. «Massoud Barzani veut avant tout renouer les relations kurdo-américaines et Washington veut s'en servir pour isoler Saddam Hussein alors que celui-ci l'utilise pour remettre un pied au nord Irak. La priorité d'Ankara est en revanche la lutte contre le PKK mais jusqu'ici le PDKI a publiquement refusé de s'y associer», résume un spécialiste kurde. Dans cette équation à plusieurs inconnues, il ne faut pas non plus sous-estimer le rôle de l'Iran, où s'est réfugié Jalal Talabani.

«Vous êtes descendus dans le puits suspendus avec la corde usée de l'Irak et vous vous apprêtez aujourd'hui à y redescendre à l'aide d'une corde encore plus usée, celle des Etats-Unis», a déclaré Radio-Téhéran en guise d'avertissement ●

MUSA AKDEMIR

Libération - 20 septembre 1996

«Le leader du PDK n'est pas le Pétain kurde»

Pour le directeur de l'Institut kurde de Paris, Barzani reste un dirigeant crédible.

Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, répond aux questions de *Libération*. **Que veut obtenir Massoud Barzani en rencontrant le sous-secrétaire d'Etat américain pour le Moyen-Orient, et bientôt les Européens ?**

Avant tout, il cherche à démontrer que sa coopération avec Bagdad était forcée et très limitée. Pour cela, il a envoyé une lettre à Bill Clinton pour lui réaffirmer qu'il souhaitait non seulement la poursuite de l'opération «Provide Comfort» et de la collaboration avec les Occidentaux, mais surtout qu'il comptait plus que jamais sur eux pour assurer la survie et la protection de la population kurde. Le risque d'une intervention de Bagdad au Kurdistan irakien reste toujours aussi réel et il a bien insisté sur ce point. Pour lui, il est aussi urgent de mettre en place dans ce territoire une administration qui ait les moyens de fonctionner et qui soit politiquement reconnue. En d'autres termes, arriver à ce que la

«La responsabilité des deux leaders kurdes est écrasante dans le conflit, mais celle de la communauté internationale ne l'est pas moins.» **Kendal Nezan**

«zone protégée kurde» bénéficie d'un statut juridique clair, au moins pour un temps déterminé. Massoud Barzani répète aux Américains: vous voulez maintenir l'intégrité territoriale de l'Irak, alors dites-nous ce que nous devons faire en attendant un changement de régime à Bagdad. Il propose ainsi un projet fédéral. Les Américains semblent intéressés. Les autorités turques y sont en revanche hostiles et n'accepteraient qu'une autonomie très limitée, craignant tout ce qui pourrait apparaître comme une *chaouche* d'Etat kurde. Il y a encore quelques mois, Ankara rejetait même l'éventualité d'une autonomie minimum pour les Kurdes irakiens, et Washington suivait les Kurdes irakiens, et Wa-à besoin des Occidentaux pour faire face à Bagdad. Sans cela, Saddam ne fera de lui qu'une boucheée. **Ses adversaires accusent Massoud d'être devenu une marionnette de Bagdad. Le leader du PDKI, fils de Mustafa Barzani, le défunt: chef historique du mouvement kurde irakien, est-il encore crédible?**

Plus de 8 000 personnes de sa famille proche ou de sa tribu ont été déportées et massacrées par Saddam Hussein. S'il y a quelqu'un de personnellement éprouvé par la dictature et susceptible de nourrir une profonde aversion pour «le boucher de Bagdad», c'est bien lui. Certains craignent qu'il se transforme en un «Pétain kurde». Je crois qu'il faut lui accorder le bénéfice du doute et le juger sur ses actes. Dans sa victoire, il a su se montrer conciliant et magnanime. Ni lors de la prise de Suleimanieh, le fief de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani, ni après, il n'y a eu de massacres ou d'exécutions sommaires. Il a déjà promis des élections avant la fin de l'année. Une amnistie générale a été proclamée, il a lancé un appel à l'union nationale et à la paix. Le Parlement s'est à nouveau réuni avec 69 députés sur 105 et a décidé d'envoyer une délégation en Iran pour demander à Talabani de revenir, à condition qu'il renonce à la lutte armée. Ainsi, il cherche à se donner les moyens de devenir un leader crédible pour l'ensemble des Kurdes irakiens et aussi un homme d'Etat, y compris dans sa pratique contestable de la *Realpolitik*. Par pragmatisme et au nom de l'intérêt général, il se montre capable de dépasser les rancunes qu'il peut nourrir envers les uns ou les autres. Il bénéficie encore, de par son nom et son passé, d'une légitimité historique. Saura-t-il redonner confiance et espoir à une population déçue par l'irresponsabilité comme par l'incapacité politique de ses dirigeants et consternée par les événements récents ?

Quelles sont les raisons du conflit ?

La guerre civile a commencé il y a deux ans pour des questions mineures d'affrontement locaux entre milices. Mais une fois entrés dans cette logique de confrontation, les deux leaders, Barzani d'un côté, Talabani de l'autre, ont oublié l'intérêt national kurde, se comportant de plus en plus comme des chefs de factions soucieux de l'intérêt de leurs clientèles. Le premier a reçu un soutien actif de Téhéran qui, après une incursion en juillet au Kurdistan irakien contre ses propres Kurdes, lui aurait laissé une importante quantité d'armes lourdes. De son côté, Barzani a d'abord

plus tard, les islamistes sont au pouvoir et la Turquie n'a guère fait de progrès dans ses relations avec ses voisins ou en matière de droits de l'homme. Le Parlement européen va donc bloquer la tranche 1997 (53 millions d'euros, 1 euro vaut 6,45 F) du programme spécial d'aide à l'économie turque: (375 millions d'euros sur la période 1996-2000). Les députés demandent, en outre, à la Commission de «bloquer, avec effet immédiat, tous les crédits prévus dans le cadre du programme MEDA pour la réalisation de projets en Turquie, à l'exception de ce qui concerne la promotion de la démocratie et des droits de l'homme». Dur pour les Turcs qui espéraient enfin voir la couleur de cet argent après la levée, le 23 juillet, du veto grec sur ce programme MEDA d'aide aux pays méditerranéens. Pour Ankara, la semaine s'achève donc aussi mal qu'elle avait débuté. Lundi, la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg a, en effet, condamné la Turquie pour l'incendie d'un village kurde en novembre 1992, en représailles à une action du PKK. C'était la première fois que cette Cour épinglait la Turquie pour ses actions militaires dans le Kurdistan. ●

JEAN QUATREMER
(à Strasbourg)

cherché l'aide de la Turquie, puis il a fini par s'allier à Bagdad. Pour se justifier de cette alliance diabolique et choquante, il affirme que personne en Occident n'a voulu entendre sa voix quand il a demandé de l'aide pour faire face à ses rivaux aidés par l'Iran et qu'il n'avait guère d'autre choix que de faire appel à une aide ponctuelle de Bagdad même si cette demande le révoltait. C'est la *Realpolitik* à la manière kurde, ce qui personnellement me consterne. La responsabilité des deux leaders est écrasante dans ce gâchis, mais celle de la communauté internationale et des pays engagés dans «Provide Comfort» ne l'est pas moins. Après la guerre du Golfe, ils ont

créé cette zone protégée, grande comme sept fois le Liban, peuplée de quelque 4 millions de personnes, sans lui donner ni un statut clair, ni les moyens de s'administrer, ni de tourner économiquement. L'action humanitaire ne peut suppléer à une absence de politique, surtout pendant cinq ans, et ce qui s'est passé au Kurdistan irakien serait plus ou moins arrivé dans n'importe quel autre pays émergent d'une guerre dévastatrice, de 30 ans de dictature et dépourvu d'une administration digne de ce nom. ●

Recueilli par
MARC SEMO

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0881 4 I 0300 IRK /AFP-SK34
Irak-Turquie-Kurdes

Ankara a abandonné le projet de zone de sécurité, selon M. Barzani

SALAHEDDINE (Irak), 20 sept (AFP) - La Turquie a "abandonné son projet de créer une zone de sécurité" dans le Kurdistan irakien, a affirmé vendredi le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) Massoud Barzani. Lors d'une conférence de presse tenue dans son fief de Salaheddine, dans le nord de l'Irak, à son retour d'Ankara, M. Barzani a indiqué que l'abandon du projet turc, qui avait suscité de vives réactions en Irak et dans le monde arabe, lui a été signalé par le ministre turc des Affaires étrangères, Tansu Ciller, qu'il a rencontrée.

M. Barzani, dont la formation a pris le contrôle total du nord de l'Irak avec l'aide de Bagdad, s'était également entretenu à Ankara avec le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, Robert Pelletreau, qu'il a rassuré sur ses relations avec le régime irakien de Saddam Hussein.

Vendredi, il a réaffirmé que le PDK n'avait "aucun accord politique avec Bagdad". "Nous avons des problèmes avec Bagdad mais nous sommes d'accord pour défendre l'intégrité territoriale de l'Irak", a ajouté M. Barzani.

"Nos relations avec les pays occidentaux et les Etats-Unis se réchauffent après de premières incompréhensions", a poursuivi le chef du PDK.

Il a affirmé qu'il avait demandé "dix fois" l'aide de Washington dans son conflit avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), la formation kurde irakienne rivale, dirigée par Jalal Talabani, en août dernier, soutenu selon lui par l'Iran, avant de faire appel à Bagdad.

Le nouvel homme fort du Kurdistan irakien a précisé que d'autres rencontres étaient prévues avec les Américains mais il n'a rien révélé d'autre sur ses discussions avec M. Pelletreau.

jpc/elf/mm tf
AFP /AA1234/201843 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0555 4 I 0282 IRK /AFP-QU36

Irak-Kurdes-USA

Nouvelle rencontre entre Kurdes et Américains début octobre, selon le PDK

ERBIL (Irak), 20 sept (AFP) - Une nouvelle rencontre aura lieu début octobre entre responsables américains et Kurdes irakiens, a indiqué vendredi à l'AFP le porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

M. Barzani, dont la formation a pris récemment le contrôle du nord de l'Irak avec l'aide de Bagdad, a rencontré mercredi à Ankara le secrétaire adjoint au département d'Etat américain pour le Proche-Orient Robert Pelletreau.

"Une nouvelle réunion, à un niveau élevé, aura lieu au début du mois prochain afin de compléter les discussions sur toutes les questions" intéressant les deux parties, a déclaré le porte-parole du PDK, Sami Abdel Rahman. Il n'a pas précisé le lieu de cette prochaine rencontre, ni sa date exacte.

M. Abdel Rahman a indiqué que les deux parties discuteront notamment d'un retour dans le Kurdistan irakien du Centre de coordination militaire allié (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne), qui supervise depuis 1991 les opérations de protection des Kurdes irakiens contre Bagdad, ainsi que des organisations humanitaires américaines.

Ces organismes avaient quitté la région à la suite des derniers combats entre factions kurdes rivales.

Le porte-parole a qualifié de "positive" et "fructueuse" la dernière rencontre entre MM. Barzani et Pelletreau et réaffirmé que le PDK n'avait pas d'accord politique avec l'Irak.

Selon un haut responsable américain, les Etats-Unis considèrent que la rencontre d'Ankara avait montré le désir de M. Barzani de "prendre ses distances" vis-à-vis du régime irakien.

na-elf/tm/lmt tf
AFP /AA1234/201557 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0437 4 I 0222 CHY /AFP-PY91
Irak-Kurdes

Arrestations et exécutions systématiques des opposants au PDK selon l'UPK

NICOSIE, 20 sept (AFP) - L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a affirmé vendredi que des dizaines de ses partisans avaient été exécutés dans le cadre d'une campagne visant à éliminer toute opposition politique au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui a pris le contrôle de la quasi-totalité du Kurdistan irakien.

Dans un communiqué parvenu à l'AFP à Nicosie, le bureau des relations internationales de l'UPK évalue à "plusieurs centaines, peut-être des milliers, le nombre d'opposants arrêtés". "Certains ont déjà été exécutés" affirme-t-il.

Au nombre des personnes toujours détenues, précise l'UPK de Jalal Talabani, figurent l'ancien Premier ministre du gouvernement autonome Fouad Ma'soum ainsi que plusieurs députés.

L'UPK indique qu'ont été pillés le siège du gouvernement autonome, les hôpitaux, les imprimeries, les universités, les stations de télévision et de radio lui appartenant ainsi que plusieurs dizaines de maisons laissées par les cadres de son parti.

Le communiqué appelle enfin l'ONU et les organisations des droits de l'homme à envoyer sans délai des observateurs dans la région pour "arrêter cette campagne brutale de vengeance, car le sort de centaines de détenus est à craindre".

nab/hel/nev tf
AFP /AA1234/201353 SEP 96

FRS0399 4 I 0190 SUI /AFP-PR37
Iran-Kurdes-HCR

Onze morts dans le bombardement du camp de Seiran-Band en Iran, selon le HCR

GENEVE, 20 sept (AFP) - Onze réfugiés ont été tués et 35 au moins blessés mercredi lors du bombardement du camp de Seiran-Band, dans le nord-ouest de l'Iran, a indiqué vendredi à Genève le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Selon sa porte-parole, Christiane Berthiaume, faisant état d'informations reçues par ses délégués en Iran, "46 personnes ont évacuées vers des hôpitaux dont sept sont morts durant le transport et quatre après leur arrivée".

L'agence officielle iranienne IRNA avait fait état mercredi du bombardement de ce camp, à une vingtaine de km de la ville de Baneh dans le Kurdistan iranien, donnant alors un bilan de quatre réfugiés kurdes tués, dont trois enfants, et dix blessés.

Le HCR est en négociation avec les autorités de Téhéran pour réinstaller à un endroit plus éloigné de la frontière avec l'Irak, les milliers de réfugiés kurdes, pris de panique mercredi en raison des tirs d'artillerie venant du côté irakien et par la riposte iranienne, a indiqué la porte-parole.

gl/amc eaf
AFP /AA1234/201317 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS1086 4 I 0196 ISR /AFP-RV25
Israël-Kurdistan

Israël met en garde ses ressortissants contre des visites au Kurdistan

JERUSALEM, 24 sept (AFP) - Un haut responsable israélien de la sécurité a mis en garde mardi les Israéliens contre des visites dans le Kurdistan irakien.

Dans un communiqué, le général Yigal Pressler, conseiller du Premier ministre Benjamin Netanyahu en matière de lutte anti-terroriste, a affirmé que de tels voyages étaient "strictement interdits" à cause de risques qu'ils comportent.

Le communiqué a été publié à la suite de l'annonce d'un voyage de cinq nouveaux immigrants du Kurdistan à Erbil, chef-lieu du nord de l'Irak, théâtre ces dernières semaines de combats entre des factions kurdes rivales.

Ces immigrants ont réussi à revenir sains et saufs en Israël, après l'entrée le 31 août à Erbil de forces alliées au régime de Bagdad.

Le général a menacé les contrevenants de poursuites judiciaires dans l'avenir.

Plusieurs familles kurdes d'origine juive --parfois assez lointaine-- ont immigré en Israël au cours des dernières années.

Israël et l'Irak n'ont aucune relation diplomatique et n'ont pas signé d'armistice après la guerre de 1948.

ms/tm/bir tf
AFP /AA1234/242227 SEP 96

A.F.P. A.F.P.
FRS0258 4 I 0245 TUR /AFP-OY96
Turquie-Kurdes

Morts mystérieuses aux environs de Diyarbakir

DIYARBAKIR (Turquie), 20 sept (AFP) - Les corps de neuf personnes, tuées par balles après avoir été torturées, ont été découverts en une semaine au bord de routes aux environs de Diyarbakir, chef lieu du sud-est à majorité kurde, a-t-on appris vendredi de journalistes locaux.

Ces personnes, dont une femme, avaient disparu il y a environ un mois dans le centre de Diyarbakir et à Silvan, Bismil et Cinar, dans la même province, selon les mêmes sources.

Parmi elles, trois seulement ont pu être identifiées, car leurs corps ont été partiellement brûlés.

Cinq corps ont été découverts samedi dernier au bord de la route reliant Bismil à Silvan. Les autres corps ont été trouvés un par un les jours suivants à Silvan et dans le village de Soganli.

Des activistes des droits de l'Homme à Diyarbakir ont affirmé que ces personnes avaient été enlevées à leurs domiciles par des équipes de la police anti-terroriste en civil.

Les victimes pourraient être des personnes proches du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), selon ces journalistes locaux.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat indépendant kurde dans l'est et le sud-est anatoliens. Au moins 22.000 personnes -rebelles, militaires et civils- ont été tuées depuis cette date.

Les assassinats ont semé l'inquiétude à Diyarbakir, d'après les journalistes.

KG/hc/pp eaf
AFP /AA1234/201147 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0563 4 I 0519 TUR /AFP-QV31
Turquie-Irak-Turcomans

Les Turcomans d'Irak veulent réunir un congrès général

ANKARA, 20 sept (AFP) - Les Turcomans d'Irak prévoient de réunir un congrès général en octobre à Ankara en vue d'assurer l'union et la cohésion de cette communauté turcophone d'Irak, a-t-on appris vendredi à Ankara.

Les Turcomans (Irakiens d'origine turque) constituent le troisième groupe ethnique en Irak, après les Arabes et les Kurdes, et sont éparpillés en 16 partis, associations et organisations en Turquie, en Irak et en Europe.

Le congrès général, dont les préparatifs ont déjà commencé, vise également à "déterminer les politiques à court et long terme" des Turcomans d'Irak dans les perspectives d'une future solution dans le nord de l'Irak, a-t-on indiqué de source turcomane à Ankara. Ce futur congrès sera le troisième depuis 1993, les deux précédents ayant eu lieu à Ankara et à Istanbul, a-t-on ajouté.

"Notre principe est de soutenir et défendre l'intégrité territoriale de l'Irak. Mais en cas de système fédéral dans l'avenir, les Turcomans ont le droit de former leur propres provinces dans le cadre du fédéralisme à Mossoul et à Kirkouk", a précisé cette source, parlant sous couvert de l'anonymat.

Elle a accusé le régime du Parti Baas au pouvoir en Irak de mener depuis 1975 une politique "d'arabisation" dans les régions où vivent les Turcomans, notamment dans la région de Kirkouk, pour "modifier la structure démographique". Selon elle, des colons arabes ont été installés dans de nouveaux quartiers dans les banlieues de Kirkouk, et des membres de la communauté turcomane ont été chassés vers les zones sud de l'Irak.

"Une idée de fédération unilatérale entre Bagdad et Kurdes d'Irak est préjudiciable et entraînerait l'éclatement de ce pays. En cas de fédéralisme, une future fédération doit être basée sur la représentation de tous les groupes ethniques d'Irak, sur un pied d'égalité", a poursuivi cette source.

Les Turcomans, dont le nombre varie entre 1 et 3,5 millions selon les sources, vivent principalement dans les régions d'Erbil, Mossoul, Kirkouk et Telafer, dans le nord de l'Irak, et de Salaheddin, Hanekin et Diyala, plus au sud, selon des représentants turcomans à Ankara.

Mercredi, le ministre des Affaires étrangères turc Tansu Ciller avait exprimé avec force au dirigeant kurde irakien Massoud Barzani, qui contrôle désormais l'ensemble du nord de l'Irak, le souhait de la Turquie de voir les Turcomans d'Irak jouer un rôle efficace dans tout futur processus dans la région.

Elle avait appelé la communauté internationale à "ne plus négliger les Turcomans", en redemandant leur protection par la force multinationale alliée de l'opération "Provide Comfort" d'aide et de protection des Kurdes d'Irak, dont le QG se trouve sur la base d'Incirlik en Turquie.

A l'exception de ceux d'Erbil, ils habitent généralement dans des zones situées hors de la région surveillée par la force multinationale d'Incirlik.

La Turquie a des liens culturels, historiques et linguistiques avec les Turcomans d'Irak, appelés également Turkmènes d'Irak.

CE/hc/jj tf
AFP /AA1234/201601 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0171 4 I 0400 IRK /AFP-OC45
Irak-Kurdes

Bagdad poursuit l'approvisionnement en carburant du kurdistan irakien de l'envoyé spécial de l'AFP Salim YASSINE

BAGDAD, 20 sept (AFP) - L'Irak a annoncé vendredi qu'il poursuivait l'approvisionnement en carburant du nord du pays, contrôlé désormais par le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani.

Le directeur de la compagnie irakienne de transport de carburants et de ses dérivés, Abdel Hamid al-Ghazzaoui, a déclaré au quotidien as-Saoura, (organe du parti Baas) que sa compagnie "a détaché une grande partie de sa flotte pour assurer les besoins de la population du nord de l'Irak en carburant et ses dérivés".

"Nous sommes prêts à tout faire pour aider nos frères dans le nord à assurer leurs besoins, notamment après la levée du blocus de ces régions" par Bagdad, a-t-il dit.

Il a ajouté que sa compagnie pouvait consacrer à cet effet une flotte de 50 camions-citernes et de 2.500 autres poids-lourds destinés au transport de dérivés ainsi que des bonbonnes de gaz.

Le pouvoir central irakien a commencé à approvisionner le Kurdistan irakien en carburant quelques jours après la prise du contrôle du nord de l'Irak par les troupes de M. Barzani qui a vaincu son rival Jalal Talabani (UPK, allié à l'Iran), grâce à l'assistance militaire irakienne.

Bagdad avait annoncé le 13 septembre l'envoi de 50 camions-citernes, chargés de deux millions de litres d'essence, gazole et kérosène, dans le nord du pays, dans une volonté évidente de normaliser les relations avec cette partie de son territoire.

Le pouvoir central irakien, expulsé du nord du pays depuis 1991 après la création par les puissances occidentales d'une zone de protection pour les kurdes, imposait auparavant un blocus de cette zone, n'autorisant pas la libre circulation des marchandises et des personnes avec le reste de l'Irak.

La situation a changé depuis début septembre, selon le récit de voyageurs s'étant rendus récemment au Kurdistan, à partir de Bagdad.

"Les marchandises et les personnes entrent librement au Kurdistan et vice-versa et les produits en provenance de Bagdad se trouvent dans les villes de Souleimanieh, Erbil et Dohouk. D'autre part, des productions du nord de l'Irak, notamment agricoles, ainsi que des produits entrés au Kurdistan via la Turquie se trouvent sur les marchés de Bagdad", ajoutent les mêmes sources.

sy/ht/hel tf
AFP /AA1234/200954 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0181 4 I 0471 TUR /AFP-OF36
Turquie-USA-Irak

M. Erbakan opposé à une opération américaine contre l'Irak

ANKARA, 20 sept (AFP) - Le Premier ministre (islamiste) turc Necmettin Erbakan est opposé à une nouvelle opération américaine contre l'Irak, estimant qu'une attaque contre ce pays pourrait "aggraver la situation" dans la région, selon des déclarations du chef du gouvernement reproduites par la presse turque vendredi.

M. Erbakan a ainsi rompu pour la première fois le silence qu'il observait depuis le début de la nouvelle crise irakienne, le 31 août.

"Les Etats-Unis poursuivent le renforcement de leurs forces et peuvent frapper à tout moment. Une attaque américaine peut aggraver la situation", a déclaré M. Erbakan lors d'un déjeuner avec des journalistes.

"Les Etats-Unis ne savent pas ce qu'il faut faire. Ils ne semblent pas avoir décidé d'une attitude à propos de l'Irak et du nord de l'Irak. Ils n'ont pas de projet de solution net et clair, débarrassé de toute contradiction. Le problème procède de ce fait", a ajouté M. Erbakan.

M. Erbakan avait observé un mutisme total jusqu'à présent sur l'affaire irakienne, laissant son adjoint, Mme Tansu Ciller, également ministre des Affaires étrangères, gérer la crise.

"Rester silencieux est parfois la meilleure attitude (...) Le ministère des Affaires étrangères a bien suivi l'affaire et fait les déclarations nécessaires", a précisé M. Erbakan, interrogé sur son mutisme.

"Les Etats-Unis se disent en faveur de l'intégrité territoriale de l'Irak (...) Nous sommes en faveur à la fois de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Irak. Un Etat doit également être souverain sur son territoire", a ajouté le Premier ministre turc.

Il faisait allusion à la zone d'exclusion imposée aux troupes de Bagdad au nord du 36ème parallèle dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort" d'aide et de protection des Kurdes d'Irak contre Bagdad, menée depuis la base d'Incirlik en Turquie.

"Une solution imposée de l'extérieur dans le nord de l'Irak rend difficile la situation. Une future solution ne doit exclure personne et n'est pas possible sans consulter l'Irak", a-t-il dit.

A propos du projet turc de déclarer une zone de sécurité dans le nord de l'Irak, M. Erbakan a déclaré : "l'appellation de ce projet n'est pas importante. Ce qui est important, c'est la présence des terroristes (dans le nord de l'Irak) qui font trois morts par jour en moyenne dans les rangs de l'armée" au cours d'attaques en provenance de la région.

Au début de la crise irakienne, Ankara avait fait état de rassemblements de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans la zone frontalière en territoire irakien et annoncé son intention de créer une zone de sécurité sur le sol irakien pour empêcher leurs infiltrations.

CE/hc/bds t.f.
AFP /AA1234/201016 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Le Figaro - 20 septembre 1996

Le chef kurde promet de contenir Saddam Hussein

Le leader du PDK ne peut pas plus s'aliéner Washington qu'il ne peut s'opposer au maître de Bagdad.

Irak : le jeu de balancier de Massoud Barzani

Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) rallié à Bagdad, s'est engagé à aider à contenir Saddam Hussein hors du nord de l'Irak, lors de ses conversations à Ankara avec le secrétaire d'État adjoint américain pour le Proche-Orient, Robert Pelletreau. « Il a accepté d'aider à contenir Saddam Hussein hors du nord de l'Irak et a affirmé que son alliance avec lui avait été de circonstance », déclare-t-on de source diplomatique. Selon le directeur de la CIA, John Deutch, qui témoignait devant la commission du Sénat : « M. Barzani a demandé de façon urgente notre aide afin d'assurer qu'il ne tombe pas trop sous la dépendance de Saddam Hussein. » L'Irak a mis en garde hier le leader du PDK contre toute alliance avec les États-Unis qui « n'intervient que lorsqu'ils y voient un intérêt ». (AFP)

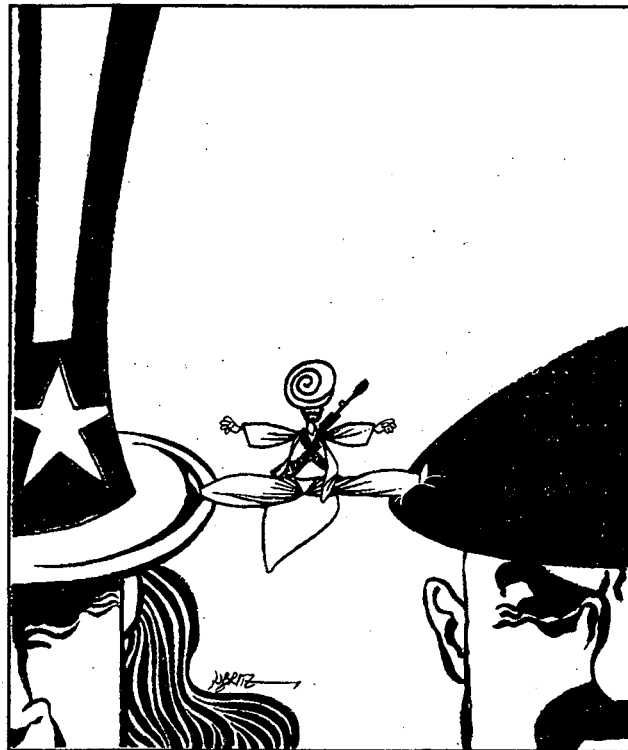
BAGDAD :
de notre envoyé spécial,
Claude LORIEUX

Le sous-secrétaire d'État américain Robert Pelletreau n'avait pas encore chapitré Massoud Barzani que la presse irakienne dénonçait déjà « les intentions malveillantes » de la Maison-Blanche. Le journal *al Joumhourriya* décrivait l'entrevue du ministre de Bill Clinton avec le leader du « Parti démocratique du Kurdistan » (PDK), à Ankara, comme une manœuvre risquant de « compromettre ce que les Kurdes d'Irak viennent de gagner en rentrant dans le sein de la nation irakienne ».

Pour Bagdad, en reprenant contact avec le vainqueur d'une guerre civile kurde, qui a fait au moins 3 000 morts en trois ans, l'émissaire de Washington tente de regagner le terrain perdu au cours des dernières semaines.

Une personnalité officielle s'indigne que Warren Christopher, le « patron » de Robert Pelletreau, ose demander à Massoud Barzani, le chef du PDK, de ne se lier ni à Téhéran ni à Bagdad. « Le Secrétaire d'État parle de Barzani comme s'il ignorait qu'il était irakien. Il ne sait même pas la géographie. Allez vous étonner que les États-Unis aillent de fiasco en fiasco ! »

Massoud Barzani est le fils de Moustapha Barzani - le « gé-



néral » qui guerroya longtemps contre Bagdad avant d'aller mourir aux États-Unis, trahi par le chah d'Iran. Avec son allure de petit commerçant du bazar, il n'a pas le charisme de son père, dont les portraits ornent encore les murs du Kurdistan. Mais il a hérité de son autorité de chef féodal dans une société rurale et traditionnaliste. Saddam Hussein s'en méfie moins que de l'autre leader kurde, Jalal Talabani, plus occidentalisé et, comme les dernières semaines l'ont confirmé, très proche de Téhéran. C'est Talabani, avec sa silhouette arrondie de notaire de province, qui fit capoter le compromis irako-kurde négocié fin 1991, par Barzani.

Des compromis déconcertants

Le soutien que l'armée irakienne apporta au PDK pour la reconquête d'Irbil ne doit pas faire illusion. Le fils du « général » est capable de compromis déconcertants, mais ses « états de service » sont ceux d'un « résistant » et non d'un « collaborateur ». Les tueurs de Saddam Hussein assassinèrent plusieurs membres de sa famille, et en ratèrent bien d'autres.

Mais son fief se trouve au Kurdistan irakien, et il doit d'au-

tant plus s'en accommoder que la Turquie et l'Iran ne traitent pas mieux « leurs » Kurdes que ne le fait Bagdad.

Depuis que ses « peshmergas » (combattants) ont unifié le nord de l'Irak, Barzani tente de reprendre ses distances vis-à-vis de Saddam. Les journalistes irakiens et étrangers qui, dimanche dernier, quittèrent Bagdad à trois heures et demie du matin pour Irbil à bord de deux autocars affrétés par le ministère de l'Information en furent pour leur fatigue : les « peshmergas » interdirent à ce cortège sans doute un peu trop officiel, l'entrée de la capitale de la région kurde.

Un observateur étranger estime même que « le PDK est désormais presque dur dans ses rapports avec Bagdad ». C'est peut-être qu'on lui a trop reproché d'avoir gagné en s'alliant au « bourreau des Kurdes ». (Un représentant du PDK s'est d'ailleurs réjoui de la rencontre avec Robert Pelletreau, en regrettant « la décision hâtive du département d'État d'arrêter son programme humanitaire, et de replier sur la Turquie Les organisations non gouvernementales (ONG) américaines et leur personnel local sur la base de craintes injustifiées et exagérées concernant la présence irakienne au Nord ».

Massoud Barzani doit gérer une situation bien fragile tant sur le plan humanitaire que sécuritaire, et, à plus long terme politique. Son pays kurde est de longue date le terrain de manœuvre des puissances régionales. Son rival et ancien allié, Jalal Talabani a, certes, abandonné Suleymanieh sans se battre, mais cela ne l'empêche pas d'agiter le spectre d'une nouvelle « guerre civile » kurde, dont on dit peut-être un peu vite à Bagdad qu'il n'a plus les moyens.

Saddam Hussein n'est pas homme à s'arrêter en cours de route. Officiellement, il respecte les formes. Une personnalité irakienne rappelle que « quand le président décida de retirer l'administration de la région kurde en 1991, il s'engagea à ne pas l'y ramener avant d'y être convié par la population locale ». Barzani n'est pas prêt à lui lancer cet appel. Il vient au contraire de réorganiser son gouvernement, en nommant des ministres de son parti, le PDK.

Va et vient au Nord

Les vainqueurs d'Irbil et de Suleymanieh se préoccupent de la quasi-liberté de passage retrouvée entre l'Irak et la zone kurde. Les résidents de Bagdad peuvent désormais se rendre directement dans les villes kurdes. Beaucoup de Kurdes en profitent pour aller voir leurs familles restées dans les montagnes du nord. Des Arabes aussi, pour changer d'air ou faire du commerce. « Ce va et vient angoisse les responsables kurdes, car tous les Arabes qui montent au nord ne sont pas des touristes qui vont voir leur grand-mère, ironise un observateur étranger. Les services de sécurité irakien ont repris pied au Kurdistan depuis le 31 août. »

Massoud Barzani a donc de bonnes raisons de se méfier de Saddam Hussein. On le voit mal tourner le dos à l'Amérique, comme on imagine difficilement Washington défendant bec et ongles un Jalal Talabani qui s'est jeté dans les bras de l'Irak.

Un accord irako-kurde n'est pas impossible. Mais pas sans garanties. En attendant, prît un expert, le chef du PDK « jouera sur les deux tableaux », l'Irak et l'Amérique. La partie Barzani-Hussein ne fait que commencer.

A. L. G.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P.

A.F.P.

FRS0370 4 I 0248 TUR /AFP-WH69

Turquie-Kurdes

37 rebelles kurdes tués par l'armée turque

ANKARA, 21 sept (AFP) - Trente-sept rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et trois miliciens pro-gouvernementaux ont été tués lors d'opérations militaires et de combats dans l'est et le sud-est de la Turquie, a annoncé samedi la préfecture de Diyarbakir.

Cinq "terroristes", selon la terminologie officielle pour désigner les maquisards kurdes, ont été capturés et deux autres se sont rendus aux forces de l'ordre turques lors de ces opérations, ajoute le document cité par l'agence Anatolie.

Ces opérations se sont déroulées depuis jeudi dans les régions de Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde), Sirnak (frontière avec la Syrie et l'Irak), Hakkari (extrême sud-est du pays) ainsi que Van, Elazig et Tunceli (est), selon le communiqué.

Un bilan diffusé cette semaine par l'agence Anatolie faisait état de 254 rebelles du PKK et 35 soldats tués depuis début septembre lors d'opérations militaires et combats dans les zones frontalières de la Turquie avec l'Irak et l'Iran.

En août, 291 maquisards kurdes avaient été tués par l'armée, selon les autorités.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, frontalier avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée d'Ankara ont fait plus de 22.000 morts en douze ans.

CE/es tf

AFP /AA1234/211522

SEP 96

A.F.P.

A.F.P.

FRS0076 4 I 0216 USA /AFP-UN34

USA-Irak-Clinton lead

Les Etats-Unis n'essaient pas de renverser Saddam Hussein, déclare Bill Clinton

WASHINGTON, 21 sept (AFP) - Les Etats-Unis n'essaient pas de renverser le président irakien Saddam Hussein, mais feront respecter la zone d'exclusion aérienne, a déclaré vendredi le président américain Bill Clinton.

Les Etats-Unis "n'essaient pas de se débarrasser" de Saddam Hussein, a déclaré M. Clinton dans une interview enregistrée accordée à la chaîne ABC.

De grands quotidiens américains ont affirmé ce mois-ci l'existence d'un plan secret américain visant à renverser Saddam Hussein. Selon la presse, l'attaque irakienne contre les zones kurdes au nord du pays a ruiné ce plan.

Les Etats-Unis et leurs alliés interdisent à l'aviation irakienne d'opérer au nord du 36è parallèle et au sud du 33è parallèle.

Des hélicoptères irakiens qui accompagnaient un hélicoptère de l'ONU ont évité de pénétrer dans la zone d'interdiction aérienne récemment élargie par Washington, a indiqué vendredi à New York le chef de la Commission onusienne chargée du désarmement irakien (UNSCOM) Rolf Ekeus.

"C'est vraiment significatif, cela prouve une reconnaissance de facto de la nouvelle zone d'interdiction de vol en Irak", a affirmé M. Ekeus.

sb-jz-uh/ab

tpm

AFP /AA1234/210559

SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0225 4 I 0442 EAU /AFP-VM86
Irak-Kurdes-USA

M. Talabani : pas de réconciliation avec Barzani s'il ne rompt pas avec Bagdad

DUBAI, 21 sept (AFP) - Le chef kurde Jalal Talabani a déclaré samedi qu'il exigeait pour se réconcilier avec son rival Massoud Barzani, qui l'a évincé du nord de l'Irak, que ce dernier rompe ses relations avec le régime de M. Saddam Hussein.

"La réconciliation avec Barzani est impossible tant qu'il gravite dans l'orbite de Saddam Hussein", a déclaré M. Talabani dans une interview réalisée par téléphone par le quotidien arabe al-Hayat, paraissant à Londres.

"Nous ne pouvons envisager aucune négociation avec lui s'il ne rompt pas clairement ses relations avec ce bourreau et s'il ne se repent pas de sa trahison", a-t-il ajouté.

Interrogé sur l'appel des Etats-Unis à la reprise du dialogue interkurde, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) répond : "Nous ne refusons pas la médiation américaine, mais nous estimons que son succès dépend de l'annonce par Barzani de l'arrêt de toute relation avec le régime de Bagdad et son acceptation de la tenue d'élections libres au Kurdistan, sous supervision de l'ONU".

M. Barzani avait demandé l'aide de l'armée irakienne pour déloger l'UPK d'Erbil, principale ville du Kurdistan, le 31 août dernier. L'armée irakienne s'est ensuite retirée du nord de l'Irak, alors que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Barzani prenait le contrôle de toute la région.

M. Talabani a par ailleurs accusé la Turquie d'avoir "trempé dans le complot" contre l'UPK. Le Premier ministre turc Necmettin Erbakan "est impliqué dans le complot de Saddam-Barzani-Turquie contre l'UPK pour l'occupation d'Erbil et mettre fin à l'expérience démocratique kurde", a affirmé M. Talabani.

Selon lui, "cet accord tripartite stipule certainement une coopération pour l'élimination du Parti des Travailleurs du Kurdistan" (PKK, séparatiste turc).

M. Talabani a affirmé que les dirigeants et les combattants de l'UPK se trouvaient toujours dans le nord de l'Irak et qu'ils se préparaient à reprendre la lutte armée. "L'UPK s'emploie à réorganiser ses forces armées et se prépare à mener des attaques militaires avec une nouvelle tactique", a-t-il affirmé.

Il a une nouvelle fois catégoriquement démenti avoir reçu un quelconque appui militaire de l'Iran, où, selon des sources informées dans ce pays, il se serait réfugié.

"Nous n'avons pas demandé d'aide militaire à l'Iran, car nous refusons de faire du Kurdistan le théâtre d'une guerre irako-iranienne par procuration et car nous sommes soucieux de préserver nos relations avec l'Europe et les Etats-Unis", a-t-il expliqué.

at-ht/jhd tf

AFP /AA1234/211155 SEP 96

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

SATURDAY-SUNDAY, SEPTEMBER 21-22, 1996

A Kurdish Policy

The Bush administration encouraged the Kurds to break from Saddam Hussein and provided protection and relief for a "safe haven" in northern Iraq. The Clinton administration added its assurances that the Iraqi leader could not strike with impunity.

But these Kurdish claims on American constancy have been poorly met. A stunned Clinton administration let Saddam Hussein strike politically and then militarily into the Iraqi Kurdish heartland, and let slip the best — the immediate — moment for a tough military response. Now, with Iraq calling for a pause and Arab and European allies falling back, reprisal becomes all the harder.

The United States, surveying the wreckage, has started up a new Kurdish initiative intended to strengthen Washington's hand in vying with Baghdad on this issue. But this is a long-term project that suffers from the current low American credibility and from the lack of an intelligent strategy. Implicitly acknowledging its disabilities, the administration brushes past the vexing Kurdish question in northern Iraq and locates higher American strategic stakes in southern Iraq. American and allied protection in the north, and relief, hang by a thread.

In fact, there must be an American policy, not a default, toward the

Kurds, especially those in Iraq, Iran and Turkey. It no longer serves to deal with the Kurds by evasion and improvisation. Their neglect is not only unjust but costly. No governments are ready to move over and make a new seat at the table for a Kurdish nation. The extension of humane treatment, consultation and, possibly, autonomy within existing nations is another matter.

If the necessary coherence is not yet evident, there is not the scantest doubt about what must be the American priority. It is to save by physical removal and resettlement the several thousand Kurds and other Iraqis in the north who bet their lives on American protection. One group consists of Kurdish nationalists and Iraqi oppositionists, or those who survived capture and death in Saddam Hussein's roundup.

A second group worked not for the CIA or other official U.S. agencies but for the American private humanitarian agencies distributing the American aid. All are threatened by Saddam Hussein's intelligence goons and their Kurdish collaborators.

The State Department ought to be as energetic in rescuing the second group as the first. At stake are what shreds of American honor remain in the American-promised "safe haven."

—THE WASHINGTON POST.

MIDI LIBRE - 21 septembre 1996

KURDISTAN IRAKIEN

La Turquie et les USA divisés

■ L'alliance sans faille que maintiennent depuis de nombreuses années la Turquie et les Etats-Unis se fissure progressivement à mesure que se précisent leurs divergences sur le traitement de la question kurde. Le principal désaccord entre les deux pays porte sur l'attitude qu'ils souhaitent voir adopter aux Kurdes d'Irak vis-à-vis de Saddam Hussein, la Turquie préconisant un rapprochement alors que les Etats-Unis s'y opposent.

Hier, les diplomates américains avaient marqué un point en obtenant de Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) la rupture de son alliance avec le régime de Bagdad.

En réaction, le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller indiquait hier qu'à l'avenir la Turquie ne laissera pas les ONG étrangères se réinstaller dans le nord de l'Irak et que leurs activités humanitaires seront reprises par le Croissant-rouge turc.

Dans la même journée d'hier, la Turquie a exclu l'emploi de sa base d'Incirlik par les Etats-Unis pour frapper l'Irak, alors qu'elle avait été largement utilisée par les alliés en 1991 pour des attaques contre des cibles irakiennes.

Enfin, le Premier Ministre turc, M.Erbakan excluait hier toute nouvelle opération américaine contre l'Irak, estimant qu'une attaque contre ce pays pourrait « aggraver la situation » dans la région.

Libération - 21/22 septembre 1996

Pas de zone tampon au Kurdistan irakien

La Turquie a « abandonné son projet de créer une zone de sécurité » dans le Kurdistan irakien, a affirmé vendredi Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Barzani a indiqué que l'abandon du projet turc, qui avait suscité de vives réactions en Irak et dans le monde arabe, lui a été signalé par le ministre turc des Affaires étrangères, Tansu Ciller.

Le Monde - 21 septembre 1996

Le directeur de la CIA affirme que le régime irakien se renforce

WASHINGTON. Saddam Hussein est plus fort qu'avant la dernière intervention des Etats-Unis, et son nouvel allié, le dirigeant kurde du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, demande de nouveau, « de façon urgente », la protection et l'aide des Etats-Unis, afin de ne pas être trop dépendant de Bagdad, a déclaré, jeudi 19 septembre devant la commission du renseignement du Sénat, John Deutch, le directeur de la CIA. Il a qualifié l'évolution de la situation de « très mauvaise » et affirmé que le dirigeant irakien « continuerait à défier » les Etats-Unis et ses alliés. — (AP)

LE MONDE / SAMEDI 21 SEPTEMBRE 1996

Le Parlement européen bloque une partie de l'aide à la Turquie

Le revirement de l'Assemblée des Quinze est motivé par le non-respect des droits de l'homme par Ankara

Le Parlement européen a toujours entretenu des relations difficiles avec la Turquie. Cette fois, l'Assemblée des Quinze a choisi de manifester

clairement son hostilité à l'égard du régime d'Ankara. Les eurodéputés ont décidé, jeudi 19 septembre, de geler l'aide communautaire

pour l'année prochaine, au titre des mesures devant accompagner l'ouverture du marché turc aux produits de l'Union.

STRASBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

La décision du Parlement européen de bloquer l'aide financière à la Turquie a été adoptée à une large majorité : 319 voix pour, 23 contre et 20 abstentions. Une poignée de chrétiens-démocrates allemands et quelques élus de Forza Italia se sont opposés à cette volte-face de l'hémicycle, tandis que les représentants du RPR choisissaient de rester neutres.

Le 13 décembre 1995, l'Assemblée de Strasbourg ratifiait massivement le traité d'union douanière entre la Turquie et les Quinze, grâce aux socialistes qui, malgré quelques réticences et beaucoup de gesticulations, s'étaient ralliés au « oui » sous la conduite de leur présidente britannique, Pauline Green.

A l'époque, ils avaient joué la carte de Tansu Ciller, alors premier ministre, pour tenter faire barrage, à l'occasion des élections législatives, au parti islamique et à son chef, Necmettin Erbakan. Aujourd'hui, ce dernier est à la tête

du gouvernement turc, au sein duquel M^{me} Ciller détient le portefeuille de ministre des affaires étrangères.

« Nous nous sommes trompés pour ne pas dire qu'on nous a trompés », a déclaré Gérard Caudron (PS) au cours du débat. Cette réflexion est significative de l'état d'esprit des socialistes, qui font comme s'ils voulaient faire payer à M^{me} Ciller le prix de sa « trahison ». De leur côté, les démocrates-chrétiens, toujours soucieux de ne pas compromettre leur alliance de fait avec le groupe socialiste, ont suivi majoritairement le mouvement pour ne pas déplaire à leur partenaire.

PAS D'AMÉLIORATION SENSIBLE

Dans l'exposé des motifs, le Parlement fait valoir le non-respect des droits de l'homme, le retard dans la démocratisation du régime turc, la question chypriote et le problème kurde. Si les méthodes du gouvernement actuel n'ont pas enregistré des améliorations sensibles au cours de ces derniers mois, il est malgré tout difficile de

prétendre qu'elles soient plus brutales que celles pratiquées par les cabinets précédents. Sous le règne de M^{me} Ciller, les troupes turques avaient pénétré dans le nord de l'Irak pour pourchasser les partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le Parlement n'est pas le seul à avoir changé d'attitude. Lors de son intervention avant le vote, Hans Van den Broek, commissaire européen chargé des relations extérieures, a déploré la situation de la démocratie et des droits de l'homme en Turquie. « Les changements résultant des élections nationales, qui ont eu lieu à fin de 1995, ont eu une influence considérable, notamment un effet dilatoire au niveau du travail législatif et de l'avancée démocratique », a-t-il déclaré.

Même le conseil des ministres des Quinze traîne les pieds pour honorer ses engagements. Il n'a toujours pas adopté le règlement d'application devant permettre le déblocage de l'aide communautaire : 375 millions d'euros (2,4 milliards de francs) pour cinq ans.

Outre la Grèce, les pays nordiques et ceux du Benelux souhaitent que la clause sur le respect des droits de l'homme, qui doit conditionner l'octroi des fonds, contienne des dispositions très strictes, alors que la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne sont prêtes à faire preuve de souplesse.

Les crédits (22 millions d'euros) au titre de la première année d'application de l'accord douanier n'ont donc toujours pas été débloqués. Non seulement l'Assemblée a décidé de geler les fonds pour 1997 (53 millions d'euros), mais elle a annoncé son intention d'utiliser pleinement le dispositif procédural dont elle dispose pour empêcher Ankara de bénéficier des autres sources de l'aide communautaire.

Les eurodéputés visent notamment le soutien que pourrait obtenir la Turquie à travers le programme de coopération avec les pays tiers riverains de la Méditerranée, qui est assorti d'une enveloppe globale de 3,5 milliards d'euros d'ici à l'an 2000.

Marcel Scotto

LE MONDE / SAMEDI 21 SEPTEMBRE 1996

Vivre avec Saddam Hussein

COMMENT « vivre avec Saddam Hussein » ? Cinq ans et demi après la guerre du Golfe, l'Amérique affronte toujours le même dilemme. Comment neutraliser le dictateur irakien, faute de pouvoir l'éliminer ? Comment l'affaiblir sans lui faire une nouvelle guerre ? Garrotter son régime sans disloquer son pays ?

L'Amérique peut-elle protéger ses intérêts, notamment pétroliers, sans attiser l'hostilité populaire arabe à son égard ? Frapper l'Irak sans embarrasser, voire déstabiliser ses propres alliés dans la région, ni trop conforter au passage l'ennemi iranien ? Châtier Saddam Hussein sans aggraver les souffrances de son peuple ? Pas plus que George Bush naguère, Bill Clinton n'apporte une réponse claire à ses questions. Face à son

« ennemi favori », sa marge de manœuvre est étroite, sa stratégie ondoyante.

Rescapé de deux guerres puis de deux séries de représailles – dont la première en juin 1993 – et de mille complots, Saddam Hussein reste obstinément semblable à lui-même, ni assagi ni repentant. Habile provocateur, il est fidèle aux mêmes méthodes, alternant menaces et reculs, concessions et défis. Il connaît de mieux en mieux les limites du jeu de l'Amérique, les contraintes qui la guident, les nécessaires prudenances qui réduisent, surtout en saison électorale, la capacité de réaction de son président. Et, d'abord, cette hantise des pertes humaines, cette règle sacro-sainte du « zero killed », qui conduit l'Amérique à ne pas exposer ses soldats.

Réfusant cette prise de risque, l'Amérique est réduite à ce que le stratège Edward Luttwak appelle une attitude « posthéroïque ». Autrement dit, à riposter par des demi-mesures laissant l'adversaire largement impuni. Ce que Bill Clinton reconnaît lui-même en qualifiant de « limitée » son aptitude à influencer sur les événements d'Irak. Ces précautions guerrières s'apparentent à une démonstration de faiblesse qui illustre et aggrave à la fois le dilemme initial de l'Amérique. Car, pas plus qu'elle ne gêne la progression d'une armée, une bordée de missiles contre des positions antiaériennes ne peut tenir lieu de politique. Elle n'est qu'un nouvel avatar de cette « guerre inachevée », héritage de la présidence Bush, qui oblige Bill Clinton à doser au mieux puissance et rete-

nue, à moduler le langage de la force, celui que Saddam Hussein comprend mieux que tout, à renforcer l'isolement diplomatique et économique imposé à l'Irak par des actions militaires sporadiques.

VAINQUEUR AUX POINTS

De ce nouvel épisode d'un affrontement si personnalisé qu'il prend l'allure d'un duel à distance Saddam Hussein sort vainqueur aux points. Son prestige et son autorité sont affermis. Le ralliement du PDK de Massoud Barzani lui a permis de reprendre le contrôle du Kurdistan. Les réseaux mis en place en zone kurde par la CIA ont été démantelés, nombre de leurs agents sacrifiés. Reconstituée et rajeunie, l'armée irakienne, quoiqu'amaigrée de moitié par rapport à 1991, demeure la mieux équipée de

la région. La réduction de son espace aérien ne gênera pas cette machine de guerre, dont la puissance est, pour l'essentiel, terrestre.

L'alliance nouée contre Bagdad il y a six ans s'est effilochée. Au point que le Koweït lui-même - comble d'ingratitude - a hésité avant d'accueillir sur son sol des renforts américains. Le gel de l'accord « pétrole contre nourriture », qui devait permettre à Bagdad d'exporter du brut pour acheter des vivres et des médicaments, ne tourmente guère Saddam Hussein, qui ne l'avait accepté que du bout des lèvres, car il faisait fi, selon lui, de la souveraineté de l'Irak.

La « perte » du Kurdistan impose à Bill Clinton un premier recentrage stratégique. Il s'agit de réaffirmer que les Etats-Unis ont bien, dans la région, pour double souci prioritaire de préserver leur approvisionnement pétrolier et les frontières de leurs alliés du Golfe. Là réside - et pas dans les mon-

tagnes kurdes - un « intérêt vital » de l'Amérique, qu'il faut protéger. L'opération « Provide Comfort », qui n'apporte plus aucun « réconfort » à ses prétendus bénéficiaires, devra être remise à plat, Washington ayant décidé de ne plus fournir d'aide directe aux populations civiles.

A moyen terme, cette nouvelle épreuve de force devrait amener l'Amérique à s'interroger sur la validité de sa stratégie régionale du « double enguement » (« *dual containment* ») qui l'oblige à combattre avec une même force l'Irak et l'Irak. Plus les Etats-Unis affaiblissent le régime de Bagdad, plus ils consolident la République islamique, au grand dam des régimes arabes pro-occidentaux, qui voient en elle la pire menace.

L'Amérique, pensent certains de ses amis, n'aurait-elle pas intérêt à choisir entre ses deux ennemis, voire à jouer l'un contre l'autre, au gré des rapports de forces et des dangers du moment ? Dans l'im-

médiat, en tout cas jusqu'à l'échéance présidentielle du 5 novembre, Bill Clinton s'en tiendra à sa ligne de conduite qui ne lui permet ni de relâcher la pression maintenue sur l'Irak ni de lui imposer une *pax americana*, du moins aussi longtemps que Saddam Hussein restera le maître à Bagdad.

DÉFIANCES ET ARRIÈRE-PENSÉES

L'Europe, qui, dans cette crise, a pris ses distances avec Washington, et qui entretient un « dialogue critique » avec l'Irak, ne propose pas une vraie politique de rechange. Lorsque la France refuse d'applaudir l'Amérique, lorsqu'elle plaide pour la « réintégration » de l'Irak dans la communauté internationale, en faisant valoir que les sanctions aggravent les malheurs du peuple sans incommoder ses dirigeants, n'est-ce pas surtout un bénéfice espéré de ses hommes d'affaires qui se bousculent à Bagdad, dans l'attente du moment propice ?

« Nous n'avons jamais diabolisé Saddam Hussein. Il risque d'ailleurs de rester en place encore longtemps », observe un diplomate français. L'Europe est d'autant moins complaisante envers la politique des Etats-Unis dans le Golfe qu'elle les soupçonne d'hypocrisie, notamment en Iran. Exemple à l'appui, souvent cité : on trouve à Téhéran, malgré l'embargo américain, tous les produits « made in USA », acheminés en contrebande vers l'Iran par l'entremise de filiales et *via* Dubai, plate-forme de ce commerce illicite qui procure à l'émirat un tiers de ses ressources en devises.

Ces défiances et ces arrière-pensées entre anciens alliés confirment que la guerre du Golfe appartient à une ère révolue. Aujourd'hui, l'Amérique et l'Europe sont contraintes de continuer à « vivre avec Saddam ». Mais chacune le fait à sa manière.

Jean-Pierre Langellier

Le Point - 21 septembre 1996

KURDISTAN LA FUITE OU LA PEUR

Le gouverneur a beau se démenier comme un diable, supplier les humanitaires de demeurer au Kurdistan irakien, inviter à sa table une petite foule d'expatriés et d'employés kurdes, le cœur n'y est plus. Et lorsqu'on évoque devant lui le départ - en une nuit - des Kurdes travaillant pour la coalition américano-franco-britannique en Irak, Abdoul Aziz Tayeb, corpulent maître de la ville de Dahuk, se fâche ouvertement. Lui préfère parler de fuite éhontée...

Revers inattendu de sanglantes rivalités interkurdes, la ruée vers la frontière des employés locaux du NCC (le centre de coordination allié) a généré une véritable psychose dans l'enclave autonome kurde d'Irak. Avec femmes, enfants et peu de bagages, plus de deux mille Kurdes ont pris le chemin de l'exode vers la Turquie. Et l'avant-garde de ce ba-

*Complices
aux yeux
de Bagdad,
ils ont
peur
du Grand
Satan.*

taillon de partants, coupables aux yeux de Bagdad d'œuvrer pour le Grand Satan, a déjà posé pied sur le territoire américain. Des déserteurs et des cadres du Conseil national irakien, l'éphémère opposition à Saddam Hussein que la CIA a portée à bout de bras, se seraient glissés dans la cohorte des privilégiés.

Car le jugement irakien est sans appel : les employés des ONG (organisations non gouvernementales) ne méritent pas la récente amnistie. Sibyllin message, à l'aune des canons en vigueur sur les bords du Tigre : ceux-là risquent la potence. Le personnel des Nations unies craint la même sentence. « Dès que les Irakiens reviendront ici, ils nous passeront la corde autour du cou », frémit Ahmed, jeune interprète.

« Mauvais augures », pestent les centurions de Massoud Barzani, qui tentent de rassurer les volontaires occidentaux. Car l'enjeu pour le nouvel homme fort du Kurdistan est capi-

tal. Voir les expatriés quitter son fief représente un intolérable affront. D'autant que les experts onusiens prédisent une disette hivernale pour 650 000 des 4 millions de Kurdes irakiens. Reste que nombre d'humanitaires, après quelques atermoiements, expriment le désir de rester en terre kurde. Comme cette blonde américaine qui s'accroche à son oasis démunie de Shaqlawa telle une mère Courage éreintée au milieu de fidèles apeurés. ■

OLIVIER WEBER (AU KURDISTAN)

LE CHIFFRE

44 millions de dollars (220 millions de francs), c'est le prix des seules frappes de missiles de croisière américains pour détruire quelques batteries anti-aériennes dans le sud de l'Irak. A un million de dollars pièce, les spécialistes disent pourtant que les missiles de croisière américains ne sont pas chers, si on les compare au prix d'un chasseur bombardier F16 abattu. Sans compter le coût politique de la perte d'un équipage, ou de sa capture. Depuis les frappes des missiles Tomahawk des premiers jours, les dépenses du Pentagone pour la nouvelle opération américaine dans le Golfe s'alourdissent avec une belle régularité : entre les navires de guerre, les vols de reconnaissance, l'acheminement des avions furtifs, et sans compter les 3 500 soldats qui viennent d'arriver au Koweït sur ordre de Clinton, le montant s'élève à environ 5 millions de dollars par jour. ■

The Observer - 22 septembre 1996

Betrayal: Barzanis Pact with the devil



Last week the Kurdish leader was asking the West for protection after his lethal invitation to Saddam to enter Irbil. Here, leading Iraqi dissident Kanan Makiya blames deaf ears in Washington for the former rebel's devastating treachery

I MET Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), in northern Iraq in October 1991, seven months after the end of the Gulf War. Leaving him, I felt, as I later wrote, that Iraqis could not do better than have someone like this preside over the reconstruction of a post-Saddam Iraq. Barzani told me then that the 'pain was so deep' between his group and the Saddam Hussein government, and even between his own and some of the other Iraqi opposition groups, that it would be 'very difficult to cure it. But if we adopt the path of forgiveness, and try to open a new page, we will be living for the next generation. For our children there must be forgiveness, otherwise we are going to dive into a sea of blood.

He meant it. Or so I believed. Barzani had the reputation of being a straightforward, even simple, man. In his early fifties, he is a relatively young but conservative leader, steeped in his family and tribal background. He is the son of Mulla Mustafa Barzani, the leader of the Kurdish struggle for national independence against the Iraqi regime in the Sixties and Seventies, who died in exile in Washington in 1979. Massoud saw three of his brothers killed by Saddam.

He was, I thought, someone who believed in Kurdish codes of honour, loyalty, and respect. Above all, he seemed a man of his word, who was constantly and painfully aware of his people's legacy of suffering. So impressed was I by him, that as one of the original members of the Iraqi National Congress (INC), a coalition of Iraqi opposition groups, I wanted to nominate him to be our head. The founding meeting of the INC, attended by some 170 delegates, was held in October 1992, in Salahuddin, which was part of the northern Iraqi territory that had come under allied protection following the war and was mainly inhabited by Kurds. If there was one man the Kurdish parliament would agree on to be their leader, he would most likely be Barzani.

Just after the Gulf War, there had been a revolution in Iraqi politics on the 20 per cent of Iraqi soil occupied by the Kurds. Internationally observed elections were held in which most of the Kurds, amounting to 20 per cent of the Iraqi people, took part; a

working parliament met in Irbil. Those who wanted a new and different Iraq, I believed, had to build on that Kurdish experience, using northern Iraq as a base from which to bring about the country's transformation.

All the INC delegates were aware that the Barzani name had come to stand for struggle against the dictatorship in Baghdad. And so it seemed right that he would lead the transition to a dramatically new Iraqi nation. On Friday 30 August 1996, the same Massoud Barzani invited Saddam back into Irbil, the seat of the Kurdish parliament since 1992. His men turned their guns against their own former comrades in the Iraqi opposition. They hit from the north while Saddam stormed into Irbil from the south with 450 tanks and some 40,000 Republican Guards. The KDP worked closely with the Iraqi *mukhabarat*, the secret police, who used the information the KDP provided to conduct house-to-house searches in Irbil. The *mukhabarat* penetrated deep into Iraqi Kurdistan, blowing up the TV, radio, and military installations of the Iraqi opposition and arresting every Arab they could get their hands on who had taken refuge in the previously protected northern region. (Many of them were not working for the opposition.)

As I write, several hundred members of the INC are surrounded by KDP guerrillas in Salahuddin while Barzani decides what to do with his former comrades. His forces, augmented by Iraqi soldiers dressed as Kurds and plainclothes police, took Koysinjaq on 8 September, followed by Sulaymaniyah, the last major bastion of the Iraqi opposition to Saddam in northern Iraq, while the Kurdish opposition forces have fled to bases in the mountains on the Iranian border and thousands of Kurds are seeking refuge in Iran. During the KDP's occupation of Irbil, the building that once housed the Kurdish parliament has become the headquarters of the Saddam's secret police.

A FIVE-YEAR experiment in autonomy and self-rule has thus come tumbling down. An historic opportunity for the people of Iraqi Kurdistan and for all Iraqis has been wasted. Those who hoped to change the regime in Baghdad and to do so on lib-

erāi-democratic principles have suffered a devastating blow. That is the meaning of what has been going on in northern Iraq since early September, and that remains its central meaning, no matter how many cruise missiles hit Saddam's largely ineffective air defence system, a system which has been irrelevant to his control over the country for the past five years.

How could I have been so wrong about Barzani? Why did the Iraqi opposition reach such an impasse? One way of thinking about what went wrong is that of 'senior administration officials' of the Clinton Administration who, the *New York Times* reports, say they have 'done all they could, but were undermined by the Kurds' competing tribal, political and economic interests, by their ancient hatreds'. No doubt the Kurdish leaders have a lot to answer for.

In the years before the May 1992 elections in Iraqi Kurdistan, the eight parties that formed the Iraqi Kurdistan Front had presented a united opposition to Saddam. The two largest parties, in particular, Barzani's KDP and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) — today bitter enemies — cooperated very closely during the Iraqi uprising that followed the Gulf War and during the first few years of autonomous rule. Their alliance made possible the elections of 1992, and the formation of both a parliament and the Council of Ministers that administered the safe haven.

W HEN I crossed the Turkish-Iraqi border in 1991 just after the Gulf War, I had to deal with the security guards of one Kurdish organisation after another to move around northern Iraq. When I next crossed the border in October 1992, I was met by uniformed police of the new Kurdish administration, which combined members of different factions in the same police forces, security services, and administrative offices. Armed Kurdish guerrillas had been banned in the cities by an act of parliament, and many people told me that for the first time they felt they were physically secure.

By the time of my next visit, in May 1994, that had changed. It happened to coincide with the first armed hostilities between the KDP and the PUK, and like many others in the INC, I tried to mediate be-



'I thought Barzani believed in honour . . . His name had come to stand for the struggle against the dictatorship in Baghdad . . . How could I have been so wrong?'

tween the two. For four weeks I travelled around the country arranging the release of KDP prisoners held by the PUK, and PUK prisoners held by the KDP. Shortly after the original outbreak of fighting, Talabani's PUK took effective control of Irbil with its population of one million. The conflict between the two organisations has been growing nastier ever since.

The tensions between the two main Kurdish factions date back to Talabani's split from Mulla Mustafa Barzani's KDP during the 1970s. The hostility between them was not so much ideological as historical, sociological, and, increasingly, personal.

Talabani is a skillful urban politician with strong connections to the Kurdish intelligentsia, particularly in Sulaymaniyah. Barzani's organisation, on the other hand, is based on the rural mountain clans.

Each group came to depend more and more on alliances with neighbouring countries. The KDP first made an alliance with Turkey, then with Iran, and now with Baghdad. The PUK first made an alliance with Iran in 1995. Each claims it needed to make these alliances if it was to have the supplies, trade, physical security, and diplomatic support it required to survive. It is clear

that Barzani used his position as Turkey's principal ally in northern Iraq to weaken the power of Talabani, who, for his part, said the KDP's monopoly of customs duties along the Iraqi-Turkish border put his own group at a disadvantage.

In making his alliance with Turkey, Barzani agreed to help curb the influence of the Kurdish Workers Party (PKK), the organisation of the Kurdish guerrillas in Turkey which, after the Gulf War, began maintaining bases in northern Iraq from where they launched terrorist attacks into Turkey. But the task of controlling the Turkish Kurds was beyond the KDP. By early 1995 the PKK was hitting back, killing KDP members. Barzani was forced to negotiate a truce with the PKK, which greatly upset the Turkish government, causing it to withdraw its support.

MEANWHILE, the various Kurdish security forces were no longer working together. Iraqi undercover agents became active again. In the summer of 1995 a bomb went off in Salahuddin killing 26 members of the Iraqi National Congress. Following several unsuccessful mediation efforts by the Congress, the PUK

turned to Iran to intervene in its dispute with the KDP.

With the KDP weakened following the break-up of its alliance with Turkey, the PUK, beginning on 17 August this year, started a military campaign, with Iranian backing, that succeeded in taking over significant amounts of territory. Feeling that he was squeezed, and having repeatedly, and futilely, appealed to the US for support (as had the PUK before him), Barzani, in a letter dated 22 August, made his devil's pact with Saddam, inviting him into Irbil.

Contrary to the statements of the anonymous officials cited in the *New York Times*, the US, which with the help of British and French aircraft, was still conducting overflights of the safe-haven region, had been largely absent while all this was going on. At the State Department and White House, the main preoccupation was with the Arab-Israeli 'peace process'. Iraq could wait.

American neglect of the situation in the north and particularly the increasingly ugly conflict between Barzani and Talabani are both part of the collapse of the post Gulf War arrangements by which the US sought to merely contain Saddam instead of actively trying to overthrow him. All the important issues in the current conflict go back to the unfinished business of the Gulf War, and the obsession with containment.

The Kurdish safe haven region in northern Iraq had two years of peaceful cooperation among different Kurdish factions, but it was never a workable political unit. Its parliament and ministries could never be more than a transitional arrangement, but a transition to what? Time passed. No one with any authority in Washington wanted to talk either about the future of Iraq or about establishing a secure and economically workable entity in the north. Good intentions expressed in Washington and London and the work of relief agencies, could not turn a region of four million people into either a Kurdish country or the beginnings of a new Iraq.

Having set up the Kurdish entity, the allied coalition never gave it either the economic or the political support it needed to survive. As the parliament's ability to deliver services and organise a more productive economy dwindled, and as the allied

coalition that had fought the Gulf War began to fall apart, power reverted to the militias of Barzani and Talabani. They, at least, had the guns with which to scramble for whatever financial resources and scraps of territory they could take over.

Nor did the Western allies give adequate support to the efforts of the opposition forces, both Kurd and Arab, to use northern Iraq as a base from which to bring about the downfall of Saddam.

In March 1995, for example, approximately 1,000 of Saddam's soldiers defected to the Iraqi National Congress. The men were thin, hungry, and cold; they had not had a decent meal in weeks. But the US, which has since sent 44 cruise missiles, each costing \$1million, into southern Iraq, decided it could not afford \$250,000 to provide the soldiers with food and blankets for a year. They might have been kept as a potential force, but were soon dispersed.

SADDAM moved into this deteriorating situation with the military audacity he has displayed in all his showdowns with the West. Not that he is any stronger militarily than he was before the Gulf War. The very effective sanctions have seen to that. His new-found strength is derived from the shambles of containment.

And this time, the political strategy and timing of the Iraqi President were shrewdly calculated. He now could say he was, after all, merely intervening inside his own territory to help his Kurdish friends in the KDP. And they could say they invited him in only to curb and contain Iranian influence in northern Iraq, something the US and its allies would surely approve of.

What the tragedy now unfolding shows is that the Iraqi opposition still lacks the very element that Saddam's terror has so successfully created for him: a commitment to a whole that is larger than the sum of its parts, a commitment, in other words, to a convincing idea of Iraq.

Kanan Makiya is author of 'Republic of Fear' (under the pseudonym Samir al-Khallil), and 'The Monument'. A full version of this article appears in the forthcoming issue of *The New York Review of Books*, available this week.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0792 4 I 0562 USA /AFP-JS45

Turquie-Irak-USA

Washington rassuré sur les intentions d'Ankara dans le nord de l'Irak

NEW YORK, 23 sept (AFP) - Les Etats-Unis et la Turquie "sont tout à fait d'accord sur la nécessité de minimiser l'influence de Saddam Hussein sur le nord de l'Irak" et de s'appuyer sur le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et sur les Turcomans pour contrôler la région, a indiqué lundi le porte-parole du département d'Etat Nicholas Burns.

Il rendait compte d'un entretien de 40 minutes lundi entre le secrétaire d'Etat Warren Christopher et le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

Il a souligné que Mme Ciller avait rassuré M. Christopher sur les relations de la Turquie avec le régime irakien, après une récente interview controversée dans le New York Times.

Dans cette interview, dont Mme Ciller a ensuite démenti la teneur, elle indiquait qu'Ankara avait donné son feu vert à Bagdad pour imposer son autorité sur l'opposition kurde dans le nord de l'Irak.

"Nous avons envoyé une délégation à Saddam (Hussein) pour lui dire que s'il peut imposer une autorité centrale là-bas, OK", avait déclaré Mme Ciller au quotidien.

Cet article avait "provoqué une certaine inquiétude à Washington", a reconnu M. Burns, mais le chef de la diplomatie turque "a dissipé tout malentendu" sur les relations d'Ankara avec Bagdad au cours de sa rencontre avec M. Christopher.

Les deux pays "entendent assurer la stabilité dans le nord de l'Irak sans Saddam Hussein", a expliqué M. Burns.

Washington, a-t-il ajouté, "continuera de soutenir" la création par la Turquie, "à titre temporaire", d'une zone de sécurité à sa frontière avec l'Irak pour éviter toute incursion kurde.

Cette décision avait été prise par Ankara à la suite de l'offensive menée par l'armée irakienne et son allié du PDK dans le Kurdistan irakien (nord) à la fin août.

En revanche, M. Christopher et Mme Ciller n'ont pu se mettre d'accord sur une reprise prochaine de l'opération Provide Comfort d'aide aux Kurdes irakiens, souhaitée par Ankara, ni sur la mise en oeuvre de l'accord "pétrole contre nourriture" entre l'ONU et Bagdad.

Ankara souhaite la reprise rapide des ventes de pétrole irakien pour que Bagdad puisse reprendre ses échanges commerciaux avec la Turquie alors que pour Washington, la nouvelle donne dans le nord de l'Irak oblige à revoir le dispositif pour appliquer sur place cet accord.

Washington et Ankara doivent "avoir des discussions supplémentaires" sur une reprise éventuelle de Provide Comfort, a précisé M. Burns.

Avant l'entretien avec M. Christopher, Mme Ciller avait une nouvelle fois démenti les propos cités par le New York Times, les qualifiant de "malentendu".

"Nous sommes inquiets pour la sécurité de nos frontières, nous voulons stopper l'afflux de réfugiés à travers nos frontières. Mais nous ne pouvons pas demander à Saddam Hussein de le faire à notre place parce que nous avons toujours respecté les résolutions de l'ONU", avait-elle déclaré aux journalistes.

Elle avait réaffirmé que la Turquie "ne renoncerait pas" à créer une zone de sécurité pour se protéger des attaques du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes en Turquie). "C'est une zone de danger temporaire", avait-elle précisé.

avz/lb/jj

tf

AFP /AA1234/231945

SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0629 4 I 0170 FRA /AFP-IS77
Turquie-Kurdes

L'armée encercle un important groupe de rebelles kurdes, selon Anatolie

ANKARA, 23 sept (AFP) - Des milliers de soldats turcs, soutenus par l'aviation, ont encerclé lundi un important groupe de rebelles séparatistes kurdes dans une forêt de l'est de la Turquie, selon l'agence turque Anatolie.

L'aviation militaire et les hélicoptères de l'armée turque pilonnaient cette zone dans la région de Tunceli, où quelque 250 membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) étaient soupçonnés de se cacher.

Selon un responsable militaire cité par l'agence Anatolie, l'armée envisageait de pénétrer mardi dans cette forêt pour débusquer les rebelles.

Tunceli, située à 1.000 km au sud-est de Istanbul, avait également été au printemps dernier le théâtre de combats importants entre l'armée turque et le PKK.

Plus de 22.000 personnes ont été tués depuis 1984 lorsque le PKK a lancé une campagne armée pour la création d'un Etat indépendant.

ue/es/mm

tf

AFP /AA1234/231729 SEP 96

A.F.P. A.F.P.
FRS0675 4 I 0177 FRA /AFP-JA12
France-Kurdistan

La France réaffirme son attachement au dialogue entre les Kurdes et Bagdad

23 sept (AFP) - La France a réaffirmé, lundi, son attachement au dialogue entre les Kurdes et Bagdad et son attachement à la résolution 688 des Nations-unies qui le prône.

Le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, Yves Doutriaux, qui a donné cette indication, a souligné que "cette résolution, d'origine française, appelle à un large dialogue entre les Kurdes d'une part et le gouvernement irakien d'autre part en vue de garantir les droits des populations".

"Cette disposition s'impose non seulement à l'Irak mais aussi à la communauté internationale toute entière", a ajouté le porte-parole.

La semaine passée, à la suite de la rencontre à Ankara du secrétaire d'Etat adjoint, Robert Pelletreau, avec Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) rallié à Bagdad, des sources diplomatiques américaines à Ankara avaient indiqué que M. Pelletreau demanderait à l'avenir à M. Barzani de mettre fin à sa coopération avec Bagdad.

ej/mst

AFP /AA1234/231805 SEP 96

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, SEPTEMBER 23, 1996

EUROPE

Hoping to Cut Off Kurd Separatists, Turkey Looks to Saddam

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Determined to crack down on Turkish Kurds who are waging a guerrilla war from camps in northern Iraq, Turkey is urging President Saddam Hussein of Iraq to impose his authority there.

This Turkish policy, which Foreign Minister Tansu Ciller described in an interview here, marks a departure from the policy of the United States, which seeks to limit Mr. Saddam's power.

Mrs. Ciller insisted that Turkey, a U.S. ally in the North Atlantic Treaty Organization, would continue to allow American planes enforcing the flight-exclusion zone in northern Iraq to operate from a base in Turkey. But the emerging policy differences suggest that relations between the two countries may be entering a new and possibly difficult phase in the wake of recent power shifts in northern Iraq.

Mr. Saddam's last attempt to assert authority in northern Iraq, which came three weeks ago when he sent troops there to support a local Kurdish faction's takeover of the region, led the United States to launch cruise missile attacks on military installations in southern Iraq.

Mrs. Ciller did not say whether Turkey wanted Mr. Saddam to send his own troops into northern Iraq to crush Turkish Kurds who are fighting a separatist war from bases there. No other force in Iraq, however, including Mr. Saddam's new Kurdish allies, appears to have the military power to conduct such an operation.

If Mr. Saddam's army or another powerful military force were to launch a major strike against Turkish separatist guerrillas in Iraq, the guerrillas would probably be forced to flee either into Turkey, where they would have to face the Turkish Army, or into Syria, where their leaders are based.

Mrs. Ciller said that if the Iraqi Army or some other force could chase the separatist guerrillas out of northern Iraq, Turkey would drop its plan to create a "security zone" inside Iraq.

"We have the problem that a terrorist group, the PKK, is operating from camps in northern Iraq," she said, referring to the separatist Kurdistan Workers Party. "An average of three Turkish soldiers are being killed every day by these terrorists. That is something we cannot tolerate, and to stop this infiltration, we proposed establishing a security zone in the border area."

"We have sent a delegation to Saddam to tell him that if he can impose central authority there, O.K.," she said

in the interview. "We are still talking to him, and we are interested to see what he can do or is prepared to do. If he can establish a degree of rule there that puts an end to terrorist infiltration, that would be fine with us. If not, we will take measures to see that terrorists do not continue to operate on our borders. We defend the territorial integrity of Iraq, but the lack of authority there has been tragic for us."

Mrs. Ciller's remarks were greeted with dismay by senior Clinton administration officials, who said they did not reflect what Turkey had told the United States in recent meetings. "I'm a little surprised by those statements," a senior State Department official said. "This does not accord with the discussions the United States has had with Turkey. Perhaps it is Turkey's way of signaling to the United States that it has alternatives."

The official added that if it were true that Turkey was inviting Mr. Saddam to re-establish control over northern Iraq, it would "not be a welcome development" and would "make our cooperation with the Turks more difficult."

Defense Secretary William Perry met with Mrs. Ciller during his recent swing through the region, and she did not tell him of Turkey's intention to urge Mr. Hussein to reassert his authority over northern Iraq. Secretary of State Warren Christopher is to meet with her this week when they both attend the United Nations General Assembly.

On Thursday, the new Turkish prime minister, Necmettin Erbakan, broke three weeks of silence on the Iraqi crisis by asserting that he would be very happy if Kurds in northern Iraq were to reach an accord with Mr. Saddam.

"If this happens, the area would be cleared of the PKK," Mr. Erbakan told reporters in Ankara. "It would be great."

■ Greece Faults U.S. Position

Greece criticized the State Department over the weekend by asserting that it had no right to question a European Union decision to block aid to Turkey for human-rights abuses. The Associated Press reported from Athens.

"The EU exercises its own foreign policy, which is based on principles which tries to apply it correctly," the Greek Foreign Ministry said. "The U.S. does not have the right either directly or indirectly to decide on the contents of this policy."

The statement came in reply to a remark by the State Department's spokesman, Nicholas Burns, who said that the United States hoped the EU Parliament's decision would not signal a change in the relationship between Turkey and the EU.

6. Situation politique en Turquie

B4-0986, 0987, 0988, 0989, 0990 et 0991/96

Résolution sur la situation politique en Turquie

Le Parlement européen,

- vu ses résolutions antérieures concernant la Turquie,

- A. considérant plus particulièrement sa résolution du 13 décembre 1995 sur la situation des droits de l'homme en Turquie⁽¹⁾ - adoptée en liaison avec SON avis conforme sur l'union douanière UE - Turquie - qui énonçait ce que l'on souhaite fermement obtenir de l'établissement des nouvelles relations contractuelles entre l'Union européenne et la Turquie: la réalisation des améliorations promises par l'ancien premier ministre Tansu Ciller en matière de démocratisation et de droits de l'homme, la réalisation de progrès dans l'affaire chypriote et un règlement pacifique du problème kurde,
- B. considérant le récent arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Turquie,
- C. considérant que, depuis l'institution de l'Union douanière, la situation en matière de droits de l'homme en Turquie s'est visiblement détériorée et que nul progrès notable n'est enregistré en matière de démocratisation, alors que les tensions extérieures telles que provocations en mer Égée et à Chypre et agression dans le nord de l'Irak, se sont multipliées,
- D. déplorant quo, malgré les appels qu'il a lancés et les appels venus du monde entier, Leyla Zana, prix Sakharov, et trois autres anciens députés d'origine kurde du DEP soient toujours incarcérés,
- E. profondément préoccupé par les opérations militaires récemment menées par les forces turques en Turquie orientale et par leur refus de rechercher les voies d'un règlement pacifique au conflit du Kurdistan,
- F. considérant qu'en signant plusieurs accords internationaux, dont la Convention des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, la Turquie s'est engagée à garantir les droits de l'homme et le pluralisme démocratique,
- G. considérant que les négociations sur l'adhésion de Chypre débuteront six mois après l'achèvement de la Conférence intergouvernementale,
- H. atterré devant l'assassinat brutal de deux jeunes Chypriotes non armés, qui a été perpétré de sang froid à la ligne de démarcation avec la partie occupée de l'île, par des soldats turcs appuyés par des forces paramilitaires turques,
- I. déplorant les nombreux incidents dans la zone neutre qui ont fait plusieurs victimes des deux côtés de la ligne de démarcation,
- J. inquiet du projet des autorités turques de créer une zone de sécurité dans le nord de l'Irak en violation des accords internationaux;

(1) JO C 17 du 22.1.1996, p. 46.

1. engage instamment le gouvernement turc à expliquer clairement à l'Union européenne quelle est son attitude dans les quatre domaines - droits de l'homme, démocratisation, question chypriote et problème kurde - que le Parlement a mentionnés dans sa résolution précitée du 13 décembre 1995, à laquelle il liait fondamentalement son avis conforme sur l'union douanière;
2. attend du gouvernement turc qu'il confirme les obligations qui découlent pour lui de la signature de l'accord d'union douanière;
3. déclare que les violations des droits de l'homme qui continuent d'être perpétrées en Turquie contreviennent à la lettre et à l'esprit dudit accord et sont inconciliables avec les instruments spécifiques d'aide financière et le programme MEDA;
4. décide donc de commencer la procédure d'inscription dans la réserve des crédits afférents au règlement financier CE-Turquie;
5. invite, pour la même raison, la Commission à bloquer, avec effet immédiat, tous les crédits prévus dans le cadre du programme MEDA pour la réalisation de projets en Turquie, à l'exception de ce qui concerne la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de la société civile, et cela jusqu'à ce que les questions en suspens aient été éclaircies et que des améliorations aient été réalisées dans les domaines précités;
6. condamne avec force les assassinats de Anastasios Isaak et Solomon Solomon par des soldats et des paramilitaires turcs et exige l'arrestation et la condamnation de tous ceux qui ont participé à ces assassinats;
7. demande au gouvernement turc d'accepter et d'appliquer les résolutions de l'ONU qui demandent notamment le retrait des forces militaires d'occupation et une solution juste et viable du problème chypriote, et en appelle au gouvernement de Chypre et aux dirigeants de la communauté chypriote turque pour qu'ils poursuivent la recherche d'une solution pacifique au problème de l'île conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU;
8. estime plus que jamais nécessaire d'ouvrir les négociations sur l'adhésion de Chypre à l'Union européenne six mois après l'achèvement de la Conférence intergouvernementale, de façon à désamorcer une situation explosive, et souligne que la sécurité des deux communautés de Chypre doit primer sur toute autre considération;
9. dénonce avec la plus grande détermination, voyant là une violation grave du droit international, l'intention de la Turquie de créer une zone de sécurité au nord de l'Irak et invite le Conseil à amener la Turquie à renoncer à ce projet;
10. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil européen, au Conseil, à la Commission, au Secrétaire général des Nations unies ainsi qu'aux gouvernements turc, chypriote et irakien.

7. Situation in Iraq

B4-0993, 1018, 1026, 1044 and 1064/96

Resolution on the situation in the Kurdish security zone in northern Iraq

The European Parliament,

- having regard to its resolutions on the situation in Iraq, particularly those concerning the situation in Iraqi Kurdistan,
 - A. regretting that the negotiations conducted under the auspices of the United States between the rival Kurdish factions of Massoud Barzani's Kurdish Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), which share power in Iraqi Kurdistan, were unsuccessful,
 - B. whereas recently Iraqi ground forces entered the protection zone in order to give support to one of the Kurdish factions which resulted in that faction taking over control in a large part of that zone,
 - C. whereas the US aimed to destroy a major part of the Iraqi air defence system while at the same time declaring that it would enforce a wider no-fly zone over part of Iraq,
 - D. whereas the Iraqi armed forces' incursion into the Kurdish area has given rise to a serious refugee problem in the region,
 - E. whereas the US action, launched unilaterally and without consultation with the European Union, has failed to halt the advance of Iraqi troops alongside the KDP activists,
 - F. whereas, according to several accounts, Saddam Hussein's men have apparently executed 96 dissidents or deserters; whereas a veritable man-hunt is under way in the area, where opponents of the Iraqi regime are being hounded down,
 - G. recalling the appalling suffering inflicted on the Kurdish people of Iraq by the Iraqi dictatorship of Saddam Hussein over many years, including the effects of the use of chemical weapons at Halabja, the destruction of Kurdish villages, the enforced flight of Kurds in the aftermath of the Gulf War, and other flagrant infringements of human rights,
 - H. whereas the crisis is very serious and could spread to the entire region, jeopardizing a Middle East peace process which is already undermined,
 - I. noting that once again the European Union proved unable to reach a common position with regard to a major international crisis,
 - J. concerned by the fact the Turkey is envisaging the creation of a security zone in northern Iraq,
1. Condemns the Iraqi incursion into the Kurdish area and calls on the Council to hold an immediate meeting in order to work out a common response to Saddam Hussein's repeated violations of United Nations resolutions;
 2. Calls upon the Council and the Commission to take any initiative deemed appropriate in order to:
 - reach a common EU position on measures taken or to be taken in order to make Iraq respect all relevant UN Security Council resolutions;
 - contribute to international efforts to supply aid to the refugees following the Iraqi incursion into the Kurdish area;
 - take the initiative to mediate between the rival Kurdish parties, the PUK and KDP;

3. Calls for the full withdrawal of all Iraqi forces, including intelligence units, from the protected area;
4. Regrets that the EU is unable to have a major impact on the way the international community reacts to the Iraqi Government's actions because its Member States fail to agree a common position;
5. Calls on the Council to insist on close consultations on the measures to be taken in the days ahead with a view to resolving the present crisis in northern Iraq and calls for that process initially to involve the United States and later to be widened to include all countries which have supported the various United Nations resolutions on Iraq;
6. Calls on neighbouring countries not to take unilateral action in response to the Iraqi incursion;
7. Deeply regrets that the Kurdish factions have not been able to reach agreement on assuming authority in the autonomous region of Iraqi Kurdistan and deplores both the involvement of Iranian forces in the internal struggle, at the behest of the PUK, and of Iraqi forces of Saddam Hussein, at the behest of the KDP;
8. Calls for the Iraqi Government to respect the conditions which would allow the rapid implementation of UN Resolution 986 on food for oil in order to provide relief for the Iraqi people suffering the greatest hardship and most affected by the impact of the international embargo;
9. Instructs its President to forward this resolution to the Council, the Commission, the governments of the United States, Russia, and the Arab countries, and the Secretary-General of the United Nations.

Libération - 23 septembre 1996

La piteuse équipée irakienne de la CIA

Le fiasco du plan secret pour renverser Saddam entame le crédit de l'agence.

Washington
de notre correspondant

L'offensive irakienne dans le nord de l'Irak a balayé ce que la presse américaine a présenté comme «la plus importante opération secrète montée par la CIA depuis la guerre d'Afghanistan». «Un désastre qui nous a entraînés au bord de la guerre, comme jadis au Viêt-nam ou à Cuba», estime Ralph McGehee, un ancien de la CIA (Central Intelligence Agency), auteur de *Deadly Deceit*, un livre critique sur le sujet, et qui dirige aujourd'hui la banque de données CIA Base. Pourtant, ce fiasco, assure-t-il, «n'aura pas de conséquences autres qu'un nouveau renforcement de l'organisation et des opérations clandestines, qui restent sa pre-

mière préoccupation». «La crédibilité de la CIA a été sérieusement entamée», reconnaît Michael Eisenstadt, de l'Institut sur la politique du Moyen-Orient à Washington. «Cinq années d'efforts et 100 millions de dollars ont été dépensés en vain, poursuit-il. Nous avons donné l'impression d'avoir laissé tomber ceux qui nous ont fait confiance. A court terme, nos options ont été réduites et nous avons perdu une filière précieuse de renseignements sur un régime très opaque...»

C'est au mois de janvier dernier que Bill Clinton a signé l'«opinion présidentielle» autorisant la CIA à intensifier ses efforts pour renverser Saddam. L'opération secrète avait été avali-

sée par Bush en mai 1991, en même temps qu'il imposait à l'aviation irakienne une «zone d'interdiction aérienne» au nord du pays. Il s'agissait, estime John Prados, auteur du livre *The President's Secret Wars*, d'une décision «moins militaire que politique». «Après le scandale qui avait entouré le soutien aux contras du Nicaragua (ventes d'armes à l'Iran, ndlr) et compte tenu de la législation qui interdit de comploter pour l'assassinat d'ennemis, Bush était obligé de trouver une manière d'agir qui n'implique pas totalement les Etats-Unis, tout en faisant quelque chose pour en finir avec Saddam. C'était une opération de type nouveau, plus adaptée aux conflits localisés de l'après-

«Nous n'avons donné ni aux Kurdes, ni aux autres opposants les moyens militaires de combattre l'armée irakienne.»
John Prados, spécialiste de la CIA

guerre froide», estime Prados. George Bush ne donnera donc son feu vert qu'à un «programme minimum». «Nous n'avons donné ni aux Kurdes ni aux autres opposants les moyens militaires de vraiment combattre l'armée irakienne», affirme Prados. «Cette opération a été une goutte d'eau par rapport à l'Afghanistan, confirme McGehee, 20 millions de dollars par an, contre 790 millions.» Le Congrès national irakien

(CNI), formé en juin 1992, a été le premier vecteur de cette opération. Dirigé par un ex-banquier jordanien, Ahmed Chalabi (condamné à trente ans de prison à Amman pour faillite frauduleuse), il regroupait les deux factions kurdes (le PDK de Barzani et l'UPK de Talabani), des représentants de minorités ethniques (turkmènes) ou religieuses (chiïtes du Sud), et des partis laïcs (communistes) ou islamistes (Dawa). Installé à Erbil, le CNI disposait bientôt de moyens de propagande radio et télé, d'une infrastructure logistique et d'une existence politique.

En arrivant à la Maison Blanche début 1993, Bill Clinton constata que les millions de dollars dépensés depuis 1991 n'avaient pas servi à grand-chose d'autre qu'à la collecte de renseignements. Tenté de supprimer l'opération, il dut battre en retraite devant le lobby pro kurde de Washington, et son propre directeur de la CIA, John Deutch. A la mi-1994, en réponse à de nouvelles critiques de la Maison Blanche, la CIA entreprit de renforcer l'action en Irak, dépêchant sur place une équipe de 25 anciens de l'Afghanistan, emmenés par un certain «Bob» («le genre de fonceurs que l'agence aime recruter», dit McGehee). Installés à Salahuddin et Zakho, Bob et ses hommes travaillaient, sous couvert de l'opération humanitaire «Provide Comfort», en liaison étroite avec le PDK. Bob parvint à convaincre les opposants de se lancer à l'attaque des forces irakiennes, leur promettant une couverture aérienne alliée et une rébellion militaire simultanée à Bagdad. En mars 1995, l'UPK

de Talabani attaquait deux divisions irakiennes et subissait un échec cuisant. Le PDK n'avait pas bougé, et l'aviation alliée n'était pas intervenue. Aujourd'hui, les responsables de la CIA et de l'administration accusent Bob d'avoir agi en «tête brûlée». L'affirmation fait sourire tous ceux qui connaissent la CIA de l'intérieur. «Il est impensable que la Maison Blanche n'ait pas été au courant, explique Prados. Depuis l'affaire Iran-contras, toute opération clandestine de plus de 25 000 dollars doit être approuvée au plus haut niveau, et le Congrès informé.»

L'espoir d'un putsch à Bagdad reposait sur une autre organisation, le Wafaq (Alliance nationale irakienne), fondée en 1991 par un ex-ministre de l'Information de Saddam, Omar Ali Tikriti, et relancée en 1995, sous la protection du roi Hussein de Jordanie. Dominée par des Arabes sunnites, comptant plusieurs officiers irakiens transfuges, l'Alliance avait l'avantage d'être plus acceptable par les alliés arabes des Etats-Unis, qui ont peu de sympathies pour les Kurdes. C'est pour autoriser la CIA à fournir des armes et des équipements destinés à l'Alliance que Clinton entérina en jan-

vier 1996 l'escalade des actions clandestines contre Saddam. Des embryons d'unités armées, composées de déserteurs irakiens, commandées par des officiers transfuges, commencèrent à se rassembler et à recevoir armes et matériel. Un émetteur radio, la Voix de l'Irak libre, installé en Arabie Saoudite, diffusa, à partir de mars, des appels à la révolte contre Saddam et des avions sans pilote déversèrent des tracts sur les villes irakiennes. Des comploteurs furent recrutés dans les rangs de l'armée et des attentats commis, jusque dans un des palais de Saddam. Plus de 20 millions de dollars furent acheminés vers la Jordanie et le Kurdistan, via des sociétés écrans de Washington. Mais, le 26 juin, les mukhabarat, la police secrète de Saddam, ont commencé à arrêter les comploteurs un par un. Les réseaux de l'Alliance avaient été infiltrés dès le départ, tandis que les Kurdes du PDK, al-

liés de la CIA, jouaient déjà un double jeu. Plusieurs dizaines d'officiers irakiens furent exécutés, des centaines d'autres soldats arrêtés. Le 30 août, les hommes de la CIA fuyaient précipitamment vers la Turquie devant l'avance des blindés de Saddam, avec lequel le PDK s'était allié. Seuls quelques Kurdes, qui avaient servi de garde rapprochée aux agents américains, étaient exfiltrés. Plusieurs centaines de militants du Congrès national et de déserteurs recrutés par l'Alliance étaient abandonnés à leur sort, arrêtés ou exécutés. D'autres sont toujours coincés dans la zone kurde désormais contrôlée par le PDK. Mais «la partie est loin d'être finie, y compris dans le Nord», met en garde Michael Eisenstadt. D'ailleurs, les Américains ont déjà repris contact avec le nouveau maître du Kurdistan, Massoud Barzani... ●

PATRICK SABATIER



Diyarbakir (Turquie) le 16 septembre, les Américains évacuent des Kurdes ayant travaillé pour eux.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0474 4 I 0399 CHY /AFP-OI98

Irak-Kurdes

L'UPK affirme avoir repoussé plusieurs offensives du PDK

NICOSIE, 24 sept (AFP) - L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a affirmé mardi que ses combattants dans le nord-est irakien avaient repoussé ces derniers jours trois attaques de son rival le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui a pris le contrôle de la région.

Dans un communiqué parvenu à l'AFP à Nicosie, l'UPK (de Jalal Talabani) affirme avoir tué 129 membres du PDK (de Massoud barzani) les 18 et 22 septembre.

Une offensive de 1.000 hommes armés du PDK appuyés par l'artillerie contre Sone, près de Qalat Diza frontalière de l'Iran, a été repoussée dimanche affirme le communiqué. 25 assaillants ont été tués et deux autres capturés. Des officiers irakiens déguisés en combattants kurdes ont supervisé l'attaque et les tirs de l'artillerie, affirme-t-on de même source.

Les duels d'artillerie se poursuivent dans cette région, a ajouté le communiqué de l'UPK qui rapporte que 104 autres membres du PDK ont été tués mercredi dernier, dans une précédente offensive du Parti visant à contrôler les routes d'accès au camp de réfugiés de Sairan-Ban.

Le communiqué fait également état d'une troisième offensive repoussée jeudi dernier contre Shanekhne, au nord est de Souleimanieh, sans donner d'autres détails.

L'UPK affirme enfin que "des contingents de forces de sécurité irakiennes avec des centaines de collaborateurs kurdes" se sont dirigés vers les régions frontalières de l'Iran, où le PDK fait face aux dernières poches de résistance de l'UPK dans les montagnes.

Le communiqué cite enfin l'arrivée la semaine dernière à Souleimanieh, d'un responsable des services de sécurité irakiens, le lieutenant Muhsen, escorté par des éléments relevant de Nachirvan Barzani, neveu du chef du PDK et qui dirige les services de renseignements du Parti.

Le PDK avait fait état jeudi dernier de bombardements effectués par l'UPK "aux obus de 120mm et 155 mm contre la région située entre la frontière iranienne et Qalaat Diza", à 200 km au nord de Souleimanieh. Selon le PDK, "l'artillerie lourde (utilisée par l'UPK) est iranienne et se trouve en territoire iranien".

Les forces du PDK avaient pris le 9 septembre la ville de Souleimanieh, bastion de l'UPK, au terme d'une progression qui lui a permis en dix jours de contrôler l'ensemble des zones kurdes du nord de l'Irak.

ea/hel/lmt tf

AFP /AA1234/241459

SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0447 3 I 0529 TUR /AFP-OD28

Turquie-Kurdes prev CORR

REVOICI AVEC RECTIFICATION AU 11EME PARA (460 tués au lieu d'un millier)

Opération d'envergure de l'armée contre le PKK en Turquie
Par Ceyhun ERGUVEN

ANKARA, 24 sept (AFP) - La Turquie, qui cherche toujours un moyen de protéger sa frontière avec l'Irak des infiltrations des rebelles du PKK, a lancé une vaste opération contre ceux-ci dans l'est de son territoire où ils n'ont jamais cessé d'être actifs.

Des milliers de soldats turcs, soutenus par l'aviation, mènent depuis la semaine dernière une opération contre les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et en ont encerclé lundi un groupe important dans une forêt près de Hozat dans la province de Tunceli (est), selon les autorités.

Tunceli est une région montagneuse dont les grottes servent d'abris aux rebelles. L'armée y avait déjà mené une grande opération de ce genre l'année dernière.

De sources locales, on a indiqué que l'opération de l'armée se poursuivait mardi matin dans la région de Hozat, où près de 250 rebelles du PKK ont été encerclés près de la forêt de Kinzir.

Des avions de combat et hélicoptères pilonnaient des objectifs dans cette zone, avant que les troupes n'y pénètrent pour débusquer les rebelles.

Aucun bilan n'avait été fourni en fin de matinée par les autorités qui se contentaient d'indiquer que les opérations se poursuivraient jusqu'à ce que "la région soit nettoyée des terroristes" (rebelles du PKK).

Parallèlement, la Turquie cherche toujours le moyen d'empêcher les infiltrations des rebelles depuis le nord de l'Irak frontalier, utilisé par le PKK comme base arrière, et depuis l'Iran, qu'elle accuse d'accueillir des camps du PKK sur son sol, ce que Téhéran dément.

Ankara n'a pas encore mis à exécution son projet très controversé de créer une zone de sécurité dans le nord de l'Irak, où des rassemblements de maquisards du PKK avaient été signalés par l'armée début septembre, au commencement de la nouvelle crise irakienne.

La Turquie tente également d'obtenir une collaboration de Téhéran contre le PKK, dont les activités, selon Ankara, en provenance du territoire iranien se sont accrues dans la région de Van, à la frontière avec l'Iran.

"Les opérations se poursuivent dans l'ensemble de la région" dans l'est et le sud-est de la Turquie, a déclaré mardi le chef de l'état-major général de l'armée turque, le général Ismail Hakki Karadayi, interrogé par la presse à Erzurum (est).

"460 terroristes ont été tués depuis le 15 août, 96 ont été capturés et 33 se sont rendus (...) C'est une perte considérable" pour le PKK et "il n'est pas possible qu'il le supporte longtemps", a-t-il ajouté, cité par l'agence Anatolie.

Le général Karadayi, ainsi que d'autres commandants de l'armée turque, est depuis lundi en tournée dans l'est et le sud-est de la Turquie.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, frontalier avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Cette rébellion et les opérations de repréailles de l'armée d'Ankara ont fait près de 22.500 morts en douze ans.

CE/hc/stb tf

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0388 4 I 0519 EAU /AFP-NQ62

Irak-Kurdes-USA

M. Barzani veut des assurances de Washington sur la sécurité des Kurdes

DUBAI, 24 sept (AFP) - Le chef kurde Massoud Barzani a accusé mardi les Etats-Unis d'avoir trahi les Kurdes d'Irak à deux reprises et indiqué qu'il allait exiger des "assurances" de Washington sur leur protection.

Dans une interview publiée par le quotidien émirati al-Ittihad, M. Barzani a par ailleurs affirmé qu'il n'avait pas encore engagé de dialogue politique avec le pouvoir central de Saddam Hussein, qui l'a aidé militairement à prendre le contrôle d'Erbil, principale ville du Kurdistan d'Irak.

"Nous comprenons que les Américains n'aient pas été satisfaits de notre décision d'avoir recours à l'appui de l'armée irakienne à Erbil, mais après les avoir informés de la situation, ils ont maintenant une vision plus claire (...) il y a une volonté de perpétuer les relations et de les ramener à leur état antérieur", a déclaré M. Barzani.

Le chef kurde s'est rendu la semaine dernière à Ankara où il s'est entretenu avec le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient Robert Pelletreau, à qui il aurait affirmé qu'il reprendrait désormais ses distances avec Bagdad.

"Les Etats-Unis assument directement la responsabilité des catastrophes et des épreuves subies par le peuple kurde. C'est pourquoi nous demanderons à l'avenir à l'administration américaine de nous donner des assurances claires que cette trahison ne se répètera pas et que le peuple kurde sera protégé par des actes et non seulement en paroles", a-t-il ajouté.

"Nous avons une expérience amère avec les Etats-Unis, et en particulier leur ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger, qui avait parrainé l'accord d'Alger en 1975 et c'est une expérience que nous n'oublierons jamais", a expliqué M. Barzani.

Cet accord signé entre l'Iran et l'Irak s'est traduit par l'arrêt de l'aide logistique de l'Iran et du soutien clandestin de la CIA américaine aux Kurdes irakiens.

"Nous avons également eu une expérience amère en 1991 au cours de l'insurrection (kurde), car une deuxième fois les Américains n'ont pas eu une attitude positive et ont laissé des centaines de milliers de Kurdes fuir vers les montagnes", a ajouté M. Barzani. La répression par l'armée irakienne de l'insurrection kurde après la guerre du Golfe avait provoqué un exode en masse des civils, avant que les alliés instaurent une zone de sécurité dans le nord de l'Irak pour permettre leur retour.

M. Barzani a par ailleurs affirmé qu'il n'avait "pas encore engagé de dialogue avec le pouvoir" central irakien. "Si nous engageons un dialogue, cela dépendra de la disposition du pouvoir à réagir favorablement à la question des droits du peuple kurde et à la question de la démocratie", a-t-il affirmé.

Il a cependant reconnu que "la dernière opération a sûrement contribué à éliminer beaucoup d'obstacles dans les relations" entre les Kurdes et Bagdad.

Le journal irakien Babel, dirigé par le fils du président Saddam Hussein, a estimé mardi qu'il ne fallait pas faire confiance au chef kurde, sans toutefois le nommer.

at/jhd/cho tf

AFP /AA1234/241315 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0228 4 I 0578 IRK /AFP-MO77

Irak-Kurdes prev

Les régions kurdes interdites aux responsables irakiens (PHOTOS)
par l'envoyé spécial de l'AFP Salim YASSINE

FAYDA (Irak), 24 sept (AFP) - "Déguerpissez immédiatement avant que ne commencent les interrogatoires": l'accueil des Kurdes qui gardent l'entrée de leur territoire, à 500 km au nord de Bagdad, est moins que courtois pour les responsables irakiens qui accompagnent des journalistes.

Sous un portrait géant de Moustapha Barzani (père de Massoud, chef du Parti démocratique du Kurdistan) qui avait levé l'étendard de la révolte kurde, les membres du PDK fouillent méticuleusement biens et personnes qui viennent des régions sous contrôle du pouvoir central irakien.

Pistolet à la ceinture, un imposant peshmerga (combattant kurde) crasseux voit rouge lorsqu'il découvre qu'un des accompagnateurs des journalistes est réserviste de l'armée irakienne.

"Comment oses-tu venir jusqu'ici", lui lance-t-il. "Les journalistes sont les bienvenus s'ils viennent de la Turquie", distante de 60 kilomètres, explique-t-il.

Pourtant, c'est grâce aux chars irakiens que les forces de M. Barzani ont pris le contrôle du nord de l'Irak au cours des dernières semaines, refoulant leurs adversaires de l'Union patriotique du Kurdistan et leur chef Jalal Talabani, jusqu'à la frontière iranienne.

Mais depuis, les interventions américaines qui ont intimé au PDK de prendre ses distances avec Bagdad semblent avoir porté leurs fruits, et la lune de miel est pour le moins interrompue entre les barzanistes et le régime irakien.

Cependant les Kurdes, manquant de tout dans la "zone de protection" taillée à leur mesure dans le nord de l'Irak par les Occidentaux, accueillent avec avidité les marchandises irakiennes et notamment le carburant que Bagdad a décidé, dans un souci de normalisation, de mettre à leur disposition.

Sous le vombrissement incessant des F16 américains qui surveillent le respect par Bagdad d'une zone d'exclusion aérienne au nord du 36ème parallèle, le ballet des poids-lourds est important entre les deux zones, mais le trafic qui remonte vers le nord est plus intense. Les véhicules transportent notamment des matériaux de construction de la cimenterie de Mossoul, située à 100 kilomètres.

"C'est un marché très lucratif pour les peshmergas qui prennent des taxes sur tout ce qui entre", lance un chauffeur irakien, avant de se diriger vers la chaîne de montagnes qui abrite Dohouk, première ville kurde distante de trois km.

L'accueil est tout autre pour les Kurdes au poste de contrôle irakien en rase campagne, à deux kilomètres de là.

"Le Conseil du commandement de la révolution (CCR-instance suprême de commandement) a décrété une amnistie générale. Nos frères kurdes sont les bienvenus. Nous sommes deux peuples dans un même pays. Les Américains ne réussiront pas à nous diviser", affirme un officier irakien.

En grappes humaines dans des camionnettes, les habitants du nord se rendent dans les régions du centre de l'Irak en toute liberté pour la première fois depuis cinq ans pour visiter de la famille, se faire soigner ou à la recherche de travail.

Après la prise de contrôle du nord par le PDK, le pouvoir central a levé le blocus qu'il imposait aux régions du nord dont il avait été chassé par l'opération "Provide Comfort", menée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, avec l'accord de la Turquie pour protéger les Kurdes en 1991.

sy/at/jhd/amc eaf

AFP /AA1234/241114 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Officials Exhausting Means of Restraint

By Thomas W. Lippman
Washington Post Service

WASHINGTON — President Saddam Hussein's periodic challenges to the United States will continue indefinitely, and Washington is running out of military and diplomatic tools to use in restraining him, according to assessments of the most recent confrontation by senior Clinton administration officials.

The lesson of last month's thrust-and-parry episode in Kurdish northern Iraq, officials said, is that so long as Mr. Saddam keeps his troops inside Iraq's recognized borders, and there is no large-scale humanitarian crisis, Iraq's neighbors and other U.S. allies have little appetite for any military campaign large enough to prevent the Iraqi ruler from tweaking the West almost at will.

In their eyes, his Aug. 31 thrust into Kurdish territory to support one of two battling Kurdish factions, the event that triggered the crisis, was an internal Iraqi matter.

"We just assume now that this rash will break out once a year or so," a State Department analyst said.

For the short term, President Bill Clinton's decision to use additional force if Mr. Saddam refuses to comply with U.S. demands remains in effect. The U.S. warplanes sent to the Gulf over the past three weeks will stay there for some time, senior officials said.

The United States has beefed up its military presence in the region from 23,000 troops to 33,000, dispatched sophisticated warplanes to Bahrain and Kuwait and moved a second aircraft carrier battle group to nearby waters.

After a two-day cruise missile barrage against air defense sites in southern Iraq earlier this month, those forces were on the verge of a more powerful, "more destructive" military strike last week until Mr. Saddam stopped shooting missiles at patrolling U.S. aircraft and otherwise backed down, senior officials said.



John Moore/The Associated Press

Government ministers saluting during the playing of the Iraqi national anthem at the opening of the Babylon Festival. The two-week fete was organized to commemorate the splendor of the ancient city Babylon.

While many people at the White House and State Department were privately taken aback by Defense Secretary William Perry's warning of a "disproportionate" response, believing that his wording was impolitic, that was an accurate description of what was contemplated.

While the cruise missile attack was comparatively narrow, a second attack probably would have been more widespread, though still constrained by the desire to avoid U.S. military or Iraqi civilian casualties. Those strikes would have been intended "to remove any

What Mr. Clinton's senior foreign-policy and national-security advisers learned over the past three weeks, they said, is that many forms of retaliation against Mr. Saddam are not available, because they have already been used:

foolish ambiguity in Saddam Hussein's mind" about U.S. determination. Each time Mr. Saddam challenges United Nations Security Council resolutions or restrictions imposed on him by the United States and its allies, "it gets more and more difficult to respond," a senior State Department official said.

In addition, officials said, U.S. allies and members of the anti-Saddam coalition except Britain will not support or participate in military action other than an all-out campaign to oust Mr. Saddam. For different reasons, Turkey, Russia, France, Egypt and Saudi Arabia all opposed further U.S. strikes.

The State Department spokesman, Nicholas Burns, and other officials said Washington was prepared to take military action unilaterally if Mr. Saddam appeared to be mounting any threat southward to Kuwait or Saudi Arabia and their rich oil fields.

■ Barzani Snubs Turks

Massoud Barzani, leader of the Baghdad-allied Iraqi Kurds, has turned down a request by Turkey to fight separatist Turkish Kurds based in northern Iraq, a newspaper reported Monday, Agence France-Presse reported from Ankara.

"The Kurdistan Workers Party is Turkey's problem and we cannot solve this problem on behalf of Turkey," Mr. Barzani told an Istanbul newspaper, Cumhuriyet.

U.S. Expects More Iraqi Challenges

Le Figaro - 24 septembre 1996

Le vice-premier ministre de Saddam Hussein au « Figaro » **Tarek Aziz : « La vraie menace pour le Golfe c'est l'Iran et les États-Unis »**

Pour le chef de la diplomatie irakienne, la crise entre Washington et Bagdad est loin d'être terminée. Selon lui, les États-Unis ont commis depuis cinq ans la double erreur de croire que la population irakienne voulait un changement de régime et de présenter l'Irak comme une menace pour ses voisins.

Les États-Unis font tout pour retarder la résolution « pétrole contre nourriture »

Le soixantaine bonhomme, le visage barré d'une petite moustache grisonnante, Tarek Aziz, chef de la diplomatie irakienne depuis 1981 et vice-premier ministre du régime de Bagdad, est un fidèle parmi les fidèles de Saddam Hussein. A l'instar du président irakien, il fut l'un des premiers militants du parti Baas, au pouvoir depuis 1968. Il est l'homme des missions difficiles et l'incontournable messager en période de crise.

LE FIGARO. - Répondant à l'appel du chef kurde Masoud Barzani menacé par son rival Jalal Talabani soutenu par l'Iran, l'armée de Bagdad entra le 31 août en Irak du Nord provoquant, trois jours

- Vous n'envisagez donc pas dans les prochaines semaines de recommencer à tirer sur les avions américains survolant les fameuses zones ?

PROPOS RECUEILLIS A BAGDAD PAR CLAUDE LORIEUX

plus tard le tir de 27 missiles américains contre son territoire. Cette crise, la plus grave sans doute depuis la « guerre du Golfe », est-elle terminée ?

Tarek AZIZ. - Elle n'est pas encore terminée. D'abord comment pourrait-on dire qu'elle est, sur le plan technique, finie alors que les États-Unis continuent d'envoyer des soldats dans le Golfe. Ensuite, parce que nos avions n'ont toujours pas le droit de survoler certaines parties du territoire national. L'épisode que nous vivons est la prolongation de la crise générale provoquée par le maintien des sanctions qui nous frappent depuis cinq ans et demi, en dépit de nos efforts pour appliquer les résolutions du Conseil de sécurité. La crise connaît des hauts et des bas. Mais elle ne disparaît pas.

- La désescalade est pourtant évidente. L'ambassadeur Roif Ekeus, chef de la Commission de désarmement, notait vendredi avec satisfaction que les hélicoptères irakiens qui escortaient un appareil de l'ONU, avaient rebroussé chemin à l'approche de la « zone d'interdiction aérienne ».

- Ce comportement ne signifie pas que nous considérons cette zone comme légitime. Mais le « Conseil de commandement de la Révolution » a décidé le 13 septembre de cesser de riposter militairement. C'est une décision sérieuse. Nous prenons les mesures d'accompagnement qui s'imposent.

- Nous avons décidé d'interrompre ces actions sur le conseil de plusieurs pays dont la Russie, qui voulaient du calme

pour résoudre politiquement plusieurs problèmes, y compris celui des « zones ». Il leur faut du temps. L'ordre de suspendre nos ripostes aux survols américains restera donc en vigueur pendant une période raisonnable.

- L'initiative diplomatique de la Russie a donc peu de chances d'aboutir avant les élections américaines du 5 novembre ?

- C'est mon avis. Il faut du temps.

- Faudra-t-il attendre l'an prochain et la nouvelle administration américaine ?

- Pas nécessairement l'an prochain. Mais la fin de la « foire américaine » sans doute.

- En attendant vous avez repris pied au Kurdistan, retrouvé la solidarité des Arabes et divisé le Conseil de sécurité. Bagdad rafle la mise, avec assez peu de pertes.

- Je n'ai pas envie de parler de gagnants et de perdants, mais plutôt de tirer une importante leçon de cette crise. La politique des États-Unis envers l'Irak depuis cinq ans et demi se solde finalement par un échec, parce qu'elle repose sur des principes erronés. Washington présentait le peuple irakien, et d'abord les Kurdes et les Chiites, comme les victimes de

leur propre gouvernement. Les Américains croyaient donc un changement de régime possible à Bagdad. Tout cela était faux, mais tant qu'ils l'ont cru, ils n'avaient pas de raison de changer de stratégie. Cette illusion vient de se dissiper avec les événements du Nord et en particulier l'effondrement des réseaux et des groupes qu'y maintenait la CIA. Les États-Unis ont fait une seconde erreur. Ils ont présenté l'Irak à ses voisins du Golfe comme une menace. Ils justifiaient ainsi les sanctions contre nous, et le maintien d'une présence militaire américaine massive. On voit aujourd'hui que la vraie menace pour les États du Golfe, y compris l'Arabie Saoudite, ne vient pas de l'Irak mais de la présence américaine, qui a fait naître des réactions hostiles au sein de la population. Les peuples et les gouvernements du Golfe ont finalement pris conscience qu'ils étaient, comme l'Irak, victimes de la politique égoïste et arrogante de l'Amérique. Et quand la dernière crise est survenue, les gens ont commencé à dire : « Trop c'est trop. »

– Vu tout ce qu'il a gagné dans cette affaire, le président Saddam Hussein devrait envoyer une gerbe de fleurs au président Iranien Rafsandjani, qui, en intervenant au Kurdistan d'Irak, a précipité les événements...

– D'une certaine façon peut-être. Mais il ne les mérite pas. Les Iraniens imaginaient eux aussi que les Irakiens étaient trop faibles pour réagir. Ils ont cru avoir enfin l'occasion de s'emparer du nord de l'Irak, et, en partant de cette base, de conquérir tout l'Irak, et en particulier le sud. Leurs intentions étaient mauvaises. Leurs calculs étaient mauvais. S'il faut leur donner un bouquet qu'on le leur donne, mais sans mes compliments !

– Les Iraniens eux-mêmes devraient envoyer des roses à Saddam Hussein. Beaucoup d'experts s'attendaient à une frappe américaine sur l'Irak « bastion du terrorisme », en octobre. C'est l'Irak qui fut frappé. Bagdad a détourné le feu.

– Pour le moment c'est vrai. Mais ce serait mal connaître les Américains. Qui peut affirmer qu'ils n'auront pas besoin d'une autre crise avant le 5 novembre. Ils pourraient monter quelque chose contre l'Iran ou contre l'Irak.

– Vous aviez à peine repris pied en Irak du Nord, que le sous-secrétaire d'État américain Robert Pelletreau rencontra votre « allié » Massoud Barzani à Ankara. Êtes-vous inquiet ?



Tarek Aziz : « L'ordre de suspendre nos ripostes aux survols américains restera en vigueur pendant une période raisonnable. » (Photo M. Attar/Syigma.)

– Nous avons eu à la fin de 1991 des discussions avec Massoud Barzani et son rival Jalal Talabani. Ils ont reconnu qu'ils avaient, dans le passé, servi de cartes dans le jeu des puissances occidentales, des États-Unis en particulier. J' imagine aisément la conversation Barzani-Pelletreau, l'autre jour à Ankara. Barzani dit à l'Américain : « Vous n'aimez pas le gouvernement de Bagdad. C'est connu. Mais que pouvez-vous nous offrir ? Un Kurdistan indépendant ? » Pelletreau répond : « Ah non. Pas question ! » « Alors qu'espérez-vous de nous ? » reprend Barzani. Réponse de Pelletreau : « Rien. Restez comme vous êtes. » Mais les Kurdes ont déjà attendu plusieurs années que le gouvernement change à Bag-

dad. Et rien n'est venu. Il ne leur reste plus qu'à se retourner vers Bagdad, qui vient de les protéger d'une invasion irakienne et qui peut apporter une solution à leurs problèmes.

– Saddam Hussein est fort et Barzani est faible. Le chef kurde a intérêt à garder le contact avec les États-Unis.

– Pas de commentaire pour le moment. Sinon pour dire que si j'étais kurde, je m'inquiérais d'avoir pour partenaire les Américains : ils n'ont pas de politique cohérente sur ce dossier.

– Barzani a regretté que, devant l'avance de votre armée, les États-Unis aient évacué leurs organisations humanitaires officielles et leurs « ONG » (organisations non gouvernementales). Admet-

triez-vous qu'elles reviennent au Kurdistan ?

– Il est maintenant clair que ces « ONG » servaient de couverture aux activités de la CIA. Elles sont parties avec les officiers de la CIA. C'est normal. C'étaient leurs patrons.

– Il y avait aussi des organisations humanitaires non américaines, françaises et norvégiennes par exemple.

– S'il s'agissait d'« ONG » authentiques, et par conséquent sans lien avec la CIA, elles n'avaient pas de raison de s'en aller.

– Partir c'était donc avouer des liens avec la CIA ?

– Je n'ai pas à juger les motivations de chaque membre d'une organisation humanitaire travaillant en Irak du Nord.

A la différence de Washington et Londres, Paris nous écoute et nous parle

Vous me demandez si je condamne la présence d'« ONG » dans cette région. Voici ma réponse : quand une « ONG » vient à Bagdad et offre d'aider le peuple irakien dans le nord ou ailleurs, nous discutons ses projets et s'ils sont bons pour notre peuple, nous disons oui. De telles « ONG » travaillent ainsi à Bassora, dans le sud ou à Erbil, dans le nord. J'ajouterais que quand la résolution 986 - « pétrole contre nourriture » - sera appliquée, elle satisfera les principaux besoins humanitaires de la population, et avec plus d'efficacité que les succursales de la CIA. Mais pour le moment les États-Unis font tout pour retarder la mise en route de la 986.

- Saddam Hussein est-il prêt à accorder aux Kurdes une autonomie réelle ou simplement un trompe-l'œil ?

- Une véritable autonomie. C'est ce dont nous étions convenus lors des négociations de 1991. Mais il ne faut pas confondre une vraie autonomie et l'indépendance.

- Vos services de sécurité sont suffisamment entreprenants pour contrôler le Kurdistan en sous-main et ne laisser qu'une façade d'autonomie.

- Si l'administration autonome et Bagdad coopèrent de bonne foi, ce genre de problèmes peut être réglé. Quand les chefs kurdes ont soulevé cette question en 1991, je leur ai rappelé que même dans un État fédéral comme les États-Unis - et l'Irak n'est pas un État fédéral - la sécurité de l'ensemble du pays est la responsabilité du pouvoir central. Notez par ailleurs qu'il existe à Bagdad des ministres, des secrétaires d'État, des généraux et un membre du « Conseil de commandement de la Révolution », qui sont kurdes.

- Barzani pourra-t-il conserver son armée dans le cadre de l'autonomie ?

- Cette force est composée de volontaires (médecins, ingénieurs, instituteurs, etc.) et de combattants professionnels. Nous proposons que les premiers reprennent leur ancien

métier, et que les seconds servent dans la « Garde des frontières » ou la police de leur région.

- Encore faut-il que vous rendiez aux Kurdes confiance dans l'État irakien. Ils n'ont pas oublié les villages rasés, la répression de 1988, l'exode d'avril 1991, et les centres de torture découverts ensuite au départ de l'armée gouvernementale.

- Je vais vous citer deux faits qui contredisent tout cela. Comment l'armée irakienne aurait-elle pu aider les Kurdes de Barzani à prendre Erbil en 24 heures si elle s'était heurtée à une vive résistance populaire ? Elle n'a eu que quatre morts et quelques blessés. Et s'ils craignaient que les agents secrets irakiens les assassinent chez eux à Erbil ou à Suleymanieh, les Kurdes viendraient-ils, comme actuellement, faire du commerce à Bagdad ?

- Saddam Hussein peut-il promettre aux Kurdes qu'il n'exercera pas de représailles contre l'ex-province sécessionniste ?

- Nous avons déclaré une amnistie sans limite de durée.

- Êtes-vous « satisfait » du rôle de Paris dans cette crise ?

- Il existe une zone d'accord. Les Français ont fugé qu'aucune résolution du Conseil de sécurité n'interdisait à Bagdad d'envoyer ses troupes à Erbil, d'autant que cette intervention n'a provoqué aucune crise humanitaire grave. Contrairement à Washington, Paris estime qu'une solution au problème kurde passe par le dialogue entre Bagdad et les leaders du Nord. Il existe une zone de désaccord au moins provisoire : la France participe toujours à la « zone d'exclusion aérienne », qui constitue une violation de notre souveraineté. Mais l'essentiel c'est qu'à la différence de Washington et de Londres, Paris nous écoute et nous parle.

- On accuse la France de ménager cyniquement Bagdad pour obtenir en retour de juteux contrats...

- Suivez la démarche amé-

ricaine dans la dernière crise. Ils ont d'abord accusé l'Irak de persécuter les Kurdes. Puis, quand nous avons fait valoir que nous ne violions aucune résolution de l'ONU, William Perry, le secrétaire à la Défense a dit que l'essentiel n'était pas le sort d'Erbil, mais les intérêts américains dans le Golfe, et en fin de compte le pétrole. De quel droit les États-Unis reprocheraient-ils à la France de veiller elle aussi à ses intérêts ?

- Accepterez-vous, une fois l'embargo levé, de signer des contrats avec des entreprises américaines ?

- Nous ne donnons pas de bonbons aux pays pour les récompenser. Les rapports entre États doivent être conduits rationnellement. Quand un conflit, entre deux nations prend fin, rien ne leur interdit de renouer des relations. Malgré une guerre très meurtrière, les États-Unis et le Vietnam entretiennent aujourd'hui des relations normales. La France changea d'attitude vis-à-vis de Bagdad, ouvrant la voie aux efforts des entreprises françaises pour retourner en Irak. Si l'administration américaine adoptait une attitude nouvelle à notre égard, pourquoi les entreprises américaines ne chercheraient-elles pas, elles aussi, à revenir. Mais cela ne veut pas dire que Bagdad soit prêt à donner un gros cadeau aux États-Unis pour leur faire changer d'attitude.

- Vous reprochez au Koweït d'accueillir quelques milliers de soldats américains. Mais vous les avez tout de même envahis et annexés ; puis, en 1994 encore, menacés en organisant des grandes manœuvres sur leur frontière !

- Si vous visitez d'autres capitales de la région, on vous dira, comme moi, que les Koweïtiens ont dépassé les limites, par exemple en se félicitant officiellement du prolongement des sanctions contre l'Irak.

- Les réticences du Koweït n'ont pas empêché les ministres du « Conseil de coopération du Golfe » - le club des monarchies pétrolières - de se montrer compréhensifs à l'égard de Bagdad.

- C'était positif. Ces pays ne considèrent plus l'Irak comme une menace. La menace aujourd'hui, c'est l'Iran et les États-Unis. Beaucoup d'experts américains prévoient que les réactions anti-américaines vont se multiplier dans la région. Pour une fois je suis d'accord avec eux.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, SEPTEMBER 25, 1996

Turkish Forces Battle Kurds

Air and Land Offensive Waged in Eastern Mountains

Compiled by Our Staff From Dispatches

TUNCELI, Turkey — Turkish security forces, including mountain commandos, pressed an air and land offensive Tuesday against separatist Kurdish rebels in the eastern mountains.

Military officials said troops backed by helicopter and rebels from the Kurdish Workers Party were engaged in heavy fighting at several points in the rugged province of Tunceli.

The state-run Anatolian News Agency said troops launched a major attack on positions near the Iraqi border in the morning.

The Turkish military said that about 20,000 soldiers, backed by aircraft dropping bombs and U.S.-made Super Cobra helicopters, began to close in Monday on 250 rebels it claimed were cornered in a forest in the mountains of Tunceli Province.

About 15 rebels have been killed in Tunceli in the last two days, security officials said. There was no word on military casualties.

Authorities said that their attack would continue until there were no more "terrorists" in the region, using their customary terminology for referring to the Kurdish Workers Party rebels.

Turkey's top military commander, General Ismail Hakkı Karadayı, told reporters Tuesday in Erzurum, eastern Turkey, that operations were continuing throughout the east and southeast of the country.

"One thousand terrorists have been killed since Aug. 15," said General Karadayı, who has been touring the area since Monday, together with other Turkish Army commanders.

The rebels had suffered "a considerable loss," he said, adding, "They will not be able to bear it for long."

The anti-rebel push is also aimed at denying the guerrillas food and ammunition supplies before the winter sets in. (Reuters, AFP)

■ Turkey to Keep Iraq Security Zone

In a meeting with the U.S. secretary of state, Warren Christopher, Foreign Minister Tansu Ciller denied that Turkey might cancel a security zone it has declared in northern Iraq if Baghdad acted against Turkish Kurds there. The New York Times reported from New York.

She said there had been a "misunderstanding" in a New York Times interview with her published Saturday.

"We are not ready to cancel the security zone because we fear the influx of refugees, and the PKK has stationed themselves right next to our borders," she said at an interview in New York, referring to the Kurdish Workers Party.

Mrs. Ciller had told The Times that Turkey would be prepared to drop the security zone if President Saddam Hussein of Iraq was ready to "put an end to terrorist infiltration" and "impose central authority there." She had said Turkey was having talks with Iraq.

On Monday, however, Mrs. Ciller said, "We want to stop the influx of refugees through our borders, but we cannot ask Saddam to do that for us because we have always respected the UN resolutions."

Turkey is also interested in resuming a commercial relationship with Iraq and pumping Iraqi oil.

LE FIGARO - 25 septembre 1996

TURQUIE

Vaste offensive contre les rebelles du PKK

□ Les forces de sécurité turques ont poursuivi hier la vaste offensive contre les séparatistes kurdes du PKK commencée la semaine dernière. Lundi, 20 000 soldats, appuyés par des hélicoptères et par l'aviation ont attaqué un groupe de 250 rebelles kurdes. Selon l'armée, 15 séparatistes ont été tués lors de ces affrontements et un millier depuis la mi-août. Le bilan des pertes gouvernementales n'a pas été communiqué. Cette opération intervient alors que la Turquie cherche à protéger sa frontière avec l'Irak des infiltrations des rebelles du PKK.

LA VOIX DU NORD - 25 septembre 1996

TURQUIE

Kurdes.- La Turquie, qui cherche toujours un moyen de protéger sa frontière avec l'Irak des infiltrations des rebelles kurdes du PKK, a lancé une vaste opération contre ceux-ci dans l'est de son territoire, où ils n'ont jamais cessé d'être actifs. Des milliers de soldats, soutenus par l'aviation, mènent depuis la semaine dernière une opération contre le PKK et ont encerclé un groupe de 250 personnes dans une forêt, près de Hozat, dans la province de Tunceli.

FRS1169 4 I 0272 USA /AFP-CE67

USA-Irak-Kurdes

CIA: des sanctions et une présence militaire nécessaires face à l'Irak

WASHINGTON, 25 sept (AFP) - Le maintien de sanctions économiques contre Bagdad et le déploiement d'une présence militaire permanente dans le Golfe sont les seuls moyens de contenir les ambitions de Saddam Hussein dans le Golfe, a estimé mercredi le directeur de la CIA, John Deutch.

"Une combinaison de sanctions économiques et le maintien d'une présence militaire permanente dans la région sont vitales pour contrôler" Saddam Hussein, a déclaré M. Deutch devant la commission du renseignement de la Chambre des représentants.

"Nous pensons que Saddam Hussein va continuer à défier la capacité de la coalition alliée" au cours des prochains mois, a ajouté le directeur de l'Agence centrale de renseignement (CIA).

Répondant à la question d'un président républicain de la commission, Larry Combest (Texas), M. Deutch a estimé que la position du président irakien s'était "renforcée politiquement" depuis l'entrée de ses troupes dans le Kurdistan irakien fin août.

En revanche, les actions militaires menées par les Etats-Unis ont "réduit sa capacité militaire à menacer ses voisins", notamment l'Arabie saoudite et le Koweït, a indiqué M. Deutch.

Les troupes de Bagdad sont intervenues fin août dans le nord de l'Irak échappant à leur contrôle depuis mars 1991 pour aider le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) à évincer ses rivaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Les Etats-Unis ont riposté en envoyant deux salves de missiles de croisière sur des cibles militaires irakiennes au sud de l'Irak.

pa/ft/mmr tf
AFP /AA1234/252351 SEP 96

FRS0488 4 I 0198 TUR /AFP-VX83

Turquie-Kurdes

Poursuite de l'opération de l'armée contre le PKK dans l'est

TUNCELI (Turquie), 25 sept (AFP) - L'armée turque poursuivait mercredi une vaste opération dans la province de Tunceli (est) contre un groupe de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), encerclés dans la zone de la forêt de Kinzir, a-t-on appris de sources locales.

Cette opération avait été lancée la semaine dernière et renforcée depuis lundi avec le soutien de l'aviation qui a bombardé la zone avant l'entrée des troupes dans la forêt à la poursuite des rebelles kurdes.

Des soldats turcs ont pénétré dans la forêt depuis mardi et 10 maquisards kurdes ont été tués lors des premiers accrochages armés d'après un bilan communiqué par les autorités, a-t-on indiqué de mêmes sources.

D'autres informations, qui n'étaient pas officiellement confirmées en fin de matinée mercredi, faisaient état d'un bilan allant jusqu'à 60 tués dans les rangs du PKK.

Tunceli est une région montagneuse dont les grottes servent d'abris aux rebelles. L'armée y avait déjà mené une grande opération de ce genre l'année dernière pour déloger les maquisards kurdes.

STR-CE/hc/mr T.F
AFP /AA1234/251440 SEP 96

A.F.P. A.F.P.
FRS0397 4 I 0489 TUR /AFP-VG51
Turquie-Kurdes lead

Lourdes peines de prison requises contre des dirigeants d'un parti pro-kurde

ANKARA, 25 sept (AFP) - Des peines de prison allant jusqu'à 22 ans et demi ont été requises contre les dirigeants du Parti de la Démocratie du Peuple (Hadep, pro-kurde) dans un procès qui s'est ouvert mercredi devant la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara (DGM).

Ce procès a été intenté par la DGM à l'issue du congrès général du Hadep, tenu le 23 juin à Ankara, lors duquel le drapeau turc avait été jeté à terre et remplacé par l'emblème du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste, en rébellion armée contre Ankara), et un portrait sur tissu du chef du PKK, Abdullah Ocalan.

Une enquête avait été immédiatement ouverte à propos de ce congrès dans le cadre des lois sur "l'outrage au drapeau turc", la "propagande séparatiste" et l'"aide à l'organisation séparatiste" (PKK). Des dirigeants du Hadep, dont son chef Murat Bozlak, avaient été arrêtés.

Le Hadep, qui avait succédé à une autre formation pro-kurde, le Parti de la Démocratie (DEP), dissous en juin 1994 pour séparatisme, a été accusé d'être "la branche politique de l'organisation terroriste PKK" et d'avoir "développé des politiques dans le cadre des stratégies et objectifs du PKK", selon l'acte d'accusation.

Des peines de prison allant jusqu'à 22 ans et demi ont été requises contre 23 dirigeants du Hadep, dont M. Bozlak ainsi que les vice-présidents et le secrétaire général du parti, d'après l'article 168-1 du code pénal turc qui sanctionne le crime de "former une bande armée illégale".

Pour 17 autres dirigeants, des peines de prison allant jusqu'à 17 ans ont été demandées d'après l'article 168-2 du code pénal qui sanctionne le crime "d'appartenance à une bande armée", selon l'acte d'accusation.

Une peine allant jusqu'à 3 ans a été requise contre l'ex-député kurde du DEP, Sirri Sakik, d'après l'article 8-1 de la loi antiterroriste pour "propagande séparatiste".

M. Sakik, qui était présent dans la salle du congrès, s'était désolidarisé du jet du drapeau et avait déclaré à une chaîne de télévision privée: "Ceux qui veulent que leur drapeau soit respecté doivent respecter le drapeau des autres".

L'expression "drapeau des autres" a entraîné son arrestation en juin parce qu'elle donnait l'impression qu'il considérait le drapeau turc comme un drapeau étranger.

M. Sakik faisait partie d'un groupe de huit députés du DEP qui avaient été expulsés du parlement en mars 1994 pour leurs liens présumés avec le PKK, poursuivis en justice et condamnés.

La Cour de cassation avait confirmé en octobre 1995 une peine de 3,5 ans de prison prononcée contre lui. Ayant déjà purgé près du tiers de sa peine au moment de sa condamnation, il avait été libéré.

Quatre de ses collègues sont toujours détenus et purgent une peine de 15 ans de prison pour "création et appartenance à bande illégale" (PKK).

CE/hc/ob eaf

AFP /AA1234/251317 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0873 4 I 0401 USA /AFP-AG57
USA-Irak-Kurdes

Les Etats-Unis appellent Barzani à des discussions à Washington

WASHINGTON, 25 sept (AFP) - Les Etats-Unis ont invité le leader kurde Massoud Barzani à envoyer des représentants à Washington pour participer à des discussions sur la situation dans le nord de l'Irak, a indiqué mercredi un responsable américain.

Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a accepté le principe de cette visite mais aucune date n'a pour l'instant été fixée, a précisé Robert Pelletreau, secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, devant la commission des Relations internationales de la Chambre des représentants.

M. Pelletreau, qui a rencontré Barzani à Ankara au début du mois, a indiqué qu'il était également en contact avec le chef kurde de la faction rivale, Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, appuyé par l'Iran) mais, a-t-il ajouté, aucune rencontre n'était prévue avec lui.

"Lors de ma rencontre avec M. Barzani, je l'ai invité à envoyer une délégation aux Etats-Unis et il va le faire mais aucune date n'a encore été décidée", a déclaré M. Pelletreau.

Massoud Barzani ne fera pas partie de la délégation du PDK, a-t-il ajouté.

A l'appel du PDK, l'armée irakienne était intervenue pour déloger l'UPK d'Erbil, principale ville du Kurdistan, le 31 août. L'armée irakienne s'est ensuite retirée du nord de l'Irak, alors que le parti de Massoud Barzani prenait le contrôle de toute la région.

Toutefois, M. Barzani a clairement signifié que son alliance avec Saddam Hussein n'avait été que de circonstance et qu'il était en faveur d'un engagement prolongé des Etats-Unis dans le nord de l'Irak, a souligné M. Pelletreau.

Selon le diplomate américain, M. Barzani l'a assuré que ses forces étaient "en train de consolider leur contrôle sur le nord de l'Irak sans l'aide de Bagdad" et qu'il souhaitait la reprise de l'aide humanitaire américaine et la poursuite de la surveillance de la zone d'exclusion aérienne au nord du 36ème parallèle.

M. Pelletreau a indiqué que "la situation dans le nord de l'Irak restait fluide", rejetant des allégations selon lesquelles les Etats-Unis auraient pu faire plus pour éviter l'éruption de combats entre les deux factions kurdes irakiennes rivales.

"De profondes rivalités" existent entre les deux factions qui rendent toute réconciliation difficile, a estimé le diplomate.

cml-ft/lb/sg tf

AFP /AA1234/251840 SEP 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

LE MONDE / MERCREDI 25 SEPTEMBRE 1996

PROCHE-ORIENT

La France cherche à rentabiliser sur le plan économique les distances qu'elle a prises avec la politique américaine au Proche-Orient. Des instructions en ce sens ont été données aux conseillers commerciaux en poste dans la région.

● **BENYAMIN NÉTANYAHOU** a entamé, mardi 24 septembre, à Londres une tournée qui le mènera ensuite à Paris et à Bonn. Au-delà des poignées de main qui émailleront ce voyage, les divergences de vues persistent entre les pays membres de l'UE - notamment la France - et le gouverne-

ment israélien sur la continuation du processus de paix. ● **LA VISITE À PARIS** de M. Nétanyahou a divisé la communauté juive, le premier ministre ayant préféré participer à un dîner offert par le Likoud de France plutôt que d'assister à la réception organisée par le Conseil consultatif des institutions juives de France, hôte traditionnel de telles manifestations.

La France cherche à tirer des avantages économiques de sa politique arabe

Le premier ministre israélien devait entamer, mardi 24 septembre, une tournée européenne qui le conduira successivement à Londres, à Paris et à Bonn. M. Nétanyahou prendra acte des divergences qui l'opposent à ses interlocuteurs sur le processus de paix au Proche-Orient

LA FRANCE est décidée à tirer un profit économique de la perte de crédit américaine dans le monde arabe. Les conseillers commerciaux en poste dans les capitales du Proche-Orient ont reçu pour instruction de mettre en avant la politique arabe de la France - à laquelle on oppose celle des Etats-Unis - pour promouvoir les entreprises françaises. D'autre part, comme prévu (*Le Monde* du 3 juillet), Paris aura dans les prochains jours un conseiller commercial en Irak. Il prendra officiellement ses fonctions le 1^{er} octobre.

ENTENTE

« Nous avons retrouvé une position flatteuse en Irak », assure de son côté un homme d'affaires français qui fait la navette entre Paris et Bagdad. C'est notamment vrai en matière pétrolière. Des responsables de Total séjourneront dans la capitale irakienne ; dès leur retour, une équipe d'Elf fera le voyage. Les milieux pétroliers français ne doutent plus que, dès la levée de l'embargo, les dirigeants d'Elf et de Total signeront les contrats pour l'exploitation de deux gisements géants dans le sud de l'Irak, en négociation depuis quatre ans. « Tout est pratiquement bouclé », assure un consultant sous couvert d'anonymat.

Autre indice de l'entente franco-irakienne : il serait acquis, selon d'autres sources, que les compagnies françaises achèteront du brut irakien, dans le cadre de l'accord « pétrole contre nourriture », alors même que la formule de prix



à laquelle seraient parvenus les experts sollicités par l'ONU et ceux de Bagdad avantagerait les compagnies de raffinage américaines.

Au-delà de l'Irak, Paris entend pousser ses intérêts économiques dans toute la zone proche-orientale en mettant à profit les ratés d'une diplomatie américaine jugée trop partielle, qu'il s'agisse du dossier irakien ou du soutien à Israël. Les responsables français ne se

a dépassé 6 milliards de francs en 1995. Quoiqu'en diminution d'une année sur l'autre, c'est le huitième par son importance.

C'est donc sur des pays plus indépendants de Washington que les responsables français entendent faire porter leurs efforts. En tête de liste figure la Jordanie, le soixante-quinzième pays-client de l'Hexagone ! A Paris on estime que le roi Hussein, échaudé par les émeutes de la faim qui ont éclaté, cet été, dans certaines villes du royaume hachémite, souhaite prendre quelque distance vis-à-vis d'un allié américain décevant. « Les Jordaniens réalisent, affirment-on à Paris, qu'ils se sont mis entre les mains des Américains. Ils veulent s'en libérer. »

Alors que l'Egypte avait reçu des Etats-Unis 2,3 milliards de dollars pour avoir conclu les accords de Camp David en 1978, le royaume hachémite lorsqu'il a signé, en 1994, la paix avec Israël n'a obtenu en tout et pour tout de Washington que l'effacement de 700 millions de dollars de dettes, rappelé-t-on à Paris. Le ressentiment du roi, « partagé par son entourage », serait d'autant plus vif que les dividendes économiques du traité de paix avec l'Etat juif s'avèrent dérisoires. La Jordanie n'exporte guère que du ciment vers Israël alors qu'une zone de libre-

font pas d'illusion sur l'Arabie saoudite, allié inconditionnel de Washington et, selon eux, obstacle principal à une levée de l'embargo irakien. « Qu'il s'agisse des gisements de pétrole ou des fournitures d'armement, les Saoudiens ont choisi de jouer la carte américaine, et elle seule », note un haut fonctionnaire non sans regret. Et pour cause : le déficit commercial français vis-à-vis de l'Arabie saoudite

Le Monde - 25 septembre 1996

échange devait prévaloir entre les deux pays.

Autre « pays-cible » vers lequel la France souhaite « faire entendre sa petite musique » et en tirer des profits économiques : l'Égypte. Certes, Paris dégage, chaque année, des excédents dans ses échanges avec l'Égypte - de l'ordre de 4 milliards de francs -, mais ce solde positif doit beaucoup aux exportations de blé et de viande. Dans le secteur des produits industriels, la France reste à la traîne des États-Unis.

Les pouvoirs publics français lorgnent aussi du côté de la Syrie. Le pays a quelque peu libéralisé son économie et les entreprises françaises y travaillent davantage que leurs homologues américaines. Pourtant, Paris est convaincu que les prises de position françaises sur le dossier israélo-arabe sont de nature à doper les échanges. Le principal obstacle réside dans le règlement du contentieux financier entre Paris et Damas. Il porte sur près de 1,5 milliard de francs dus par la Syrie à des entreprises françaises. La visite de Jacques Chirac, à la fin octobre, à Damas, dans le cadre d'une tournée au Proche-Orient, permettra, espère-t-on à Paris, de mettre un point final au litige.

Jean-Pierre Tuquoil

Bagdad est satisfait de l'attitude de Paris

L'IRAK a décidé d'interrompre les tirs sur des avions américains qui survolent les deux zones d'exclusion aérienne, « sur le conseil de plusieurs pays, dont la Russie, qui voulaient du calme pour résoudre politiquement plusieurs problèmes, y compris celui des « zones », déclare le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, dans un entretien publié, mardi 24 septembre, par *Le Figaro*.

« L'ordre de suspendre nos ripostes aux survols américains restera donc en vigueur pendant une période raisonnable », ajoute Tarek Aziz, qui estime que la récente crise au Kurdistan n'est que « la prolongation de la crise générale provoquée par le maintien des sanctions » imposées à l'Irak en août 1990. Il souligne que la France, « à la différence de Washington et Londres, (...) nous écoute

et nous parle », alors même qu'elle continue de participer à la surveillance des zones d'exclusion aérienne au nord et au sud de Bagdad.

LA TURQUIE INQUIÈTE

Le président américain Bill Clinton s'est déclaré « satisfait », lundi, de l'évolution de la situation après la récente crise en Irak, estimant qu'elle évoluait « raisonnablement bien ». Inquiète pour « la sécurité à [ses] frontières » et soucieuse de « stopper l'afflux de réfugiés », la Turquie, a déclaré Tansu Ciller, ministre des affaires étrangères, n'est pas « disposée à supprimer la zone de sécurité parce qu'elle craint un afflux de réfugiés et de [militants armés du] PKK (le parti des travailleurs kurdes) tout à côté de la frontière ».

Elle a d'autre part démenti avoir déclaré au *New York Times* que son pays avait envoyé une délégation à Saddam Hussein pour lui dire qu'il approuve le rétablissement de son autorité dans le nord de l'Irak. « Nous n'avons jamais demandé au gouvernement irakien d'envoyer ses troupes dans la zone d'exclusion aérienne, a-t-elle déclaré. Nous ne l'avons même pas proposé. » - (AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 26, 1996

U.S. Considers Airlift of Kurds

WASHINGTON (Reuters) — The United States said Wednesday that it was considering evacuating thousands more Kurds from northern Iraq because it believed they were at risk.

The U.S. State Department deputy spokesman, Glyn Davies, said the Kurds who could be airlifted worked for private voluntary organizations that

helped maintain the U.S.-led "safe haven" in northern Iraq. He said a decision had not been made, but "it is our inclination to do this if we can."

The United States recently evacuated to the Pacific island of Guam via Turkey 2,100 Kurds who were working directly for the U.S. government in northern Iraq.

Le Figaro
26 septembre 1996

TURQUIE

Révolte de détenus

■ Une révolte de détenus kurdes a fait mardi onze morts et plusieurs blessés à la prison de haute sécurité de Diyarbakir (sud-est), selon un responsable de l'hôpital. La mort de huit détenus membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été annoncée avant que les forces de sécurité mettent fin aux troubles. Les prisonniers protestaient contre l'absence d'amélioration de leurs conditions de détention.

Le Monde - 26 septembre 1996

EUROPE

■ TURQUIE : neuf détenus ont été tués et plusieurs autres blessés, mardi 24 septembre, lors d'une émeute dans la prison de Diyarbakir (sud-est). Les protestataires, des militants kurdes membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), accusaient le gouvernement turc de ne pas avoir amélioré leurs conditions de détention malgré une grève observée en juillet à l'échelle nationale. Leur révolte a éclaté alors que l'armée conduit, depuis quarante-huit heures, une vaste opération contre un maquis du PKK. - (AFP, Reuter.)

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Suède-Palme-Afsud prev

La piste sud-africaine, dernière "révélation" sur un assassinat non élucidé

par Bernard MEIXNER

STOCKHOLM, 26 sept (AFP) - L'assassinat en février 1986 du Premier ministre suédois Olof Palme, dans lequel l'Afrique du sud serait impliquée, selon un ancien chef de la police secrète de ce pays, n'a toujours pas été élucidé, aucune des pistes suivies par les enquêteurs n'ayant abouti.

La commission policière de 14 membres, qui tente en vain de démêler tous les indices, a indiqué jeudi ne pas avoir connaissance d'une implication dans ce meurtre de l'ancien régime d'apartheid en Afrique du sud.

Cette nouvelle piste a été lancée par l'ancien chef de la police secrète sud-africaine, le colonel Eugene De Kock, jugé à Prétoria pour 89 chefs d'inculpation.

"Nous n'avons jamais entendu parler de cela", a déclaré à l'AFP l'inspecteur principal Tuve Johansson.

Le colonel De Kock a affirmé pendant son procès au juge Johan van der Merwe que l'espion sud-africain Craig Williamson, était impliqué dans le projet d'assassinat de M. Palme qui avait pour nom de code Opération Longreach, selon l'agence nationale sud-africaine SAPA.

L'ancien chef de la police secrète sud-africaine a déjà fait une série de révélations fracassantes sur les activités de la redoutable unité de police "anti-terroriste" sous le régime d'apartheid, n'hésitant pas à mettre en cause plusieurs anciens dirigeants du pays.

A Stockholm, la "piste sud-africaine" suscitait comme les précédentes un certain scepticisme et l'agence nationale suédoise TT n'avait publié aucune réaction jeudi après-midi.

La majorité des Suédois, 85 % selon un sondage réalisé en février pour le 10ème anniversaire de l'assassinat, estime que l'affaire Palme ne sera peut-être jamais éclaircie.

Après avoir amassé 17.500 indices au cours de dix ans d'enquête, qualifiée de "fiasco" par les médias et des commissions spéciales chargées d'examiner le travail de la police, les enquêteurs n'ont toujours pas retrouvé l'arme du crime et le mobile du meurtre n'a jamais été établi.

La police a encore quelque 200 renseignements à étudier et "puis ce sera fini", avait déclaré récemment avec amertume le commissaire Hans Oelvelbro, depuis huit ans chef de la commission d'enquête.

M. Palme a été tué par balles à l'âge de 59 ans dans une rue de Stockholm, alors qu'il regagnait à pied, tard le soir du 28 février 1986, avec son épouse Lisbet mais sans gardes du corps, son domicile après avoir vu un film dans une salle de cinéma voisine.

Le crime, commis six mois après que le parti social-démocrate dirigé par M. Palme eut à nouveau remporté les élections générales en Suède, avait traumatisé le pays.

Au début de l'enquête, conduite par le médiatique Hans Holmer, baptisé le "super-flic" par la presse, les policiers avaient privilégié une "piste kurde". Un gigantesque coup de filet eut lieu parmi les sympathisants en Suède du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), mais rapidement les enquêteurs conclurent à une "fausse piste", entraînant la démission retentissante d'Holmer en mars 1987.

L'affaire connut un rebondissement spectaculaire à la fin de 1988 avec l'interpellation d'un Suédois de 41 ans, Christer Pettersson, fortement soupçonné d'être l'auteur du crime.

Alcoolique et drogué, cet homme fut reconnu coupable et condamné à la prison à vie par un tribunal en juillet 1989, avant d'être innocenté en

appel en novembre, et libéré faute de preuves suffisantes.

Aujourd'hui, c'est la "piste de la police" qui est la favorite des médias et de certains détectives privés. Cette hypothèse envisage l'implication de policiers suédois dans l'assassinat du chef social-démocrate.

Palme, soupçonné de "vendre la Suède" à Moscou, se serait fait des ennemis jurés parmi les policiers (et les militaires), dont des sympathisants d'extrême-droite.

Les trois commissions parlementaires mises sur pied, la dernière en décembre 1994, pour passer au crible toute l'enquête de la police, n'ont pas plus apporté de résultat tangible. Son dernier président, Sigvard Marjasin, accusé d'autoritarisme et d'entraver le travail de ses membres a dû démissionner et a été remplacé le 15 août par Lars-Eric Ericsson, un préfet régional et ancien secrétaire d'Etat dans les années 1970.

BM/sg tf

AFP /AA1234/261712 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P. A.F.P.
FRS0565 3 I 0219 TUR /AFP-GR92
Irak-Kurdes lead

Le PDK annonce un nouveau gouvernement régional dans le nord de l'Irak

ANKARA, 26 sept (AFP) - Un nouveau gouvernement régional kurde pour le nord de l'Irak, dirigé par M. Roj Nouri Shawyess, doit être formé ce jeudi à Erbil, a annoncé le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) dans un communiqué reçu à Ankara.

"La nouvelle administration inclura des représentants de tous les peuples vivant dans le nord de l'Irak", ajoute le communiqué.

Ce cabinet de coalition "comprendra 16 postes ministériels répartis entre le PDK, les Chrétiens assyriens, les Turcomans, les islamistes et les communistes", précise le texte.

L'assemblée nationale kurde a tenu une réunion le 16 septembre, à laquelle 67 parlementaires sur 105 ont participé. Parmi eux, 47 membres du PDK, 17 membres de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) et trois Assyriens "qui ont exercé leur droit à former un nouveau gouvernement régional".

L'assemblée a désigné M. Roj Nouri Shawyess, un ingénieur membre du bureau politique du PDK, comme premier ministre régional, indique encore le communiqué.

Au début du mois, le PDK s'est rendu maître militairement de l'ensemble du nord de l'Irak, avec l'aide des troupes de Bagdad, en éliminant l'UPK rivale.

HC/sg tf

AFP /AA1234/261541 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, SEPTEMBER 27, 1996

Iraqi Kurds Victorious in Combat Form 16-Member Regime in North

Agence France-Presse

ANKARA — The Kurdistan Democratic Party announced the formation of a government in northern Iraq on Thursday, nearly four weeks after it routed the rival Patriotic Union of Kurdistan from the region.

The new cabinet, with headquarters in the city of Arbil, comprises 16 members representing all the people living in the area, the Party said in a statement received in Ankara.

The Kurdish Parliament named Roj Nuri Shawyess, a founding member of the party's political bureau, as the regional prime minister, according to the statement.

The Kurdistan Democratic Party seized control of northern Iraq this month after driving out its rivals with help from Baghdad. Iraq lost control of the region after the Gulf War in 1991.

The party promised to "provide peace and security for the people, dissolve armed militia and form a unified defense force, improve public services, living conditions, ensure good neighborly relations with regional powers, respect human rights and enforce the rule of law."

Its leader, Massoud Barzani, has said that his alliance with President Saddam Hussein of Iraq was limited and that he planned to maintain autonomy over Iraqi Kurdistan.

But the opposition Iraqi Broadcasting Corp., which is based in London, said Thursday that Mr. Saddam's security forces had returned to Kurdish areas and had set up offices.



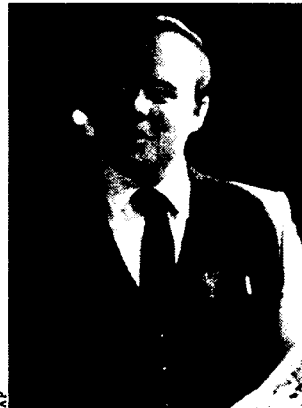
V E N D R E D I 2 7 S E P T E M B R E 1 9 9 6

Une piste sud-africaine pour l'assassinat d'Olof Palme

Jugé à Pretoria, le policier De Kock multiplie les révélations.

Le meurtre du Premier ministre suédois Olof Palme, abattu alors qu'il sortait d'un cinéma à Stockholm le 28 février 1986, aurait été commandité par les services secrets sud-africains. C'est ce qu'a allégué hier devant la Cour suprême de Pretoria le colonel Eugene De Kock, un ex-policier chargé des opérations clandestines et des escadrons de la mort du régime d'apartheid.

Poursuivi pour 89 chefs d'inculpation dans un procès fleuve ouvert il y a dix-huit mois, De Kock a réveillé les audiences toute la semaine dernière par une série de révélations fracassantes sur les opérations d'élimination d'opposants au régime blanc, mettant en cause les plus hauts responsables de l'ancien gouvernement. Hier, dans une déclaration laconique, le colonel a une nouvelle fois fait sensation. Il affirme en effet qu'un de ses anciens collègues, Craig Williamson, un espion international à la solde de l'Afrique du Sud, était impliqué dans l'assassinat d'Olof Palme. Eugene De Kock a laissé entendre que l'élimination du politicien suédois faisait partie d'un plan d'action baptisé «Opération Longreach» («Opération Longue Portée») destiné à faire taire les opposants au régime d'apartheid. A l'époque, Palme avait en effet pris la tête du mouvement in-



L'espion Craig Williamson, selon De Kock impliqué dans l'affaire.

ternational contre l'apartheid et la Suède aidait généreusement le Congrès national africain de Nelson Mandela. Si le mobile de cette piste sud-africaine peut paraître plausible, De Kock est en revanche resté mystérieux sur les preuves qu'il détiendrait.

Quel crédit faut-il accorder à ces spectaculaires révélations? «Nous n'avons jamais entendu parler de la piste sud-africaine», a prudemment déclaré à l'AFP Tuve Johansson, inspecteur principal suédois. Après avoir amassé 17 500 indices le long des dix ans d'une investigation qualifiée de «fiasco» par les médias et les commissions gouvernementales, les enquêteurs n'ont jamais retrouvé l'arme du crime, ni établi le mobile du meurtre. En 1989, l'affaire avait

pourtant connu un rebondissement avec l'interpellation d'un Suédois de 41 ans, Christer Pettersson, soupçonné d'être l'auteur du crime. Condamné à la prison à vie, il avait été relâché quatre mois plus tard, faute de preuves.

Depuis, les investigations sont enlisées. La police suédoise a encore quelque 200 renseignements à étudier, «et puis ce sera fini», a récemment déclaré avec amertume le commissaire Hans Oelvbö, qui dirige la commission d'enquête depuis huit ans. Faute de certitudes à Stockholm, c'est la «piste de la police» qui est actuellement la favorite des médias et de certains détectives privés. Cette hypothèse envisage l'implication de policiers suédois dans l'assassinat.

Les révélations de Eugene De Kock pourraient aujourd'hui ouvrir une nouvelle piste, peut-être une des plus sérieuses. De Kock est bien placé pour impliquer Craig Williamson puisqu'il a mené avec lui, selon son témoignage, d'autres opérations, comme l'attentat à la bombe contre le siège de l'ANC à Londres. A cette occasion, Williamson fut son commanditaire et De Kock plaça lui-même l'engin explosif. Le colonel a affirmé qu'il était disposé à fournir plus d'informations à l'accusation ●

JEAN-PHILIPPE CEPPI

Le Monde - 25 septembre 1996

Regain de tension dans les prisons turques

ISTANBUL

de notre correspondante

La tension demeure élevée dans plusieurs prisons de Turquie après les émeutes et l'incendie qui ont causé la mort de neuf à douze prisonniers - selon diverses sources - à la prison de Diyarbakir, mardi 24 septembre. L'Association turque des droits de l'homme, accusant le gouvernement de « massacre », a demandé la démission du ministre de la justice, Sevket Kazan qui, s'étant rendu sur les lieux, a annoncé qu'une trentaine de soldats, policiers et gardiens avaient également été blessés au cours des affrontements.

Les circonstances exactes de ces événements ne sont pas connues. Selon une version, les prisonniers, reprenant les revendications qui, en août, avaient mené douze grévistes de la faim à la mort, avaient voulu protester contre leurs conditions de détention. Plusieurs quotidiens nationaux affirment de leur côté que les prisonniers - pour la plupart détenus ou condamnés pour leur affiliation au PKK - avaient attaqué leurs gardiens et mis le feu à leurs matelas pour empêcher le transfert de plusieurs de leurs codétenus vers la prison de Gaziantep. Une troisième version fait état d'un conflit entre prisonniers pro-PKK et « repentis ». Le quotidien pro-kurde *Demokrasi* affirme pour sa part qu'il s'agit d'une attaque planifiée par le gouverne-

ment contre les prisonniers. Pendant ce temps, les forces armées poursuivent depuis lundi une vaste opération contre le PKK dans la province de Tunceli, où près de 20 000 hommes, appuyés par les bombardements de l'aviation, ont été déployés pour encercler un groupe de 250 combattants du PKK. La province de Tunceli a, à plusieurs reprises, été le théâtre d'offensives similaires, mais elles ont rarement été couronnées de succès, les montagnes escarpées et difficilement accessibles offrant refuge aux combattants du PKK.

Militants kurdes et forces de sécurité se sont affrontés dans plusieurs régions du Sud-Est anatolien au cours des derniers jours. Selon les sources officielles, 47 militants auraient été abattus en trois jours dans la zone sous état d'urgence. Le chef de l'état-major des forces armées avait déclaré récemment que 1 000 militants du PKK avaient trouvé la mort depuis le 15 août, mais l'Agence anatolienne, semi-officielle, avait rectifié ce chiffre, annonçant un bilan de 460 morts parmi les combattants kurdes.

Mais c'est avant tout la mort de nombreux soldats qui a retenu l'attention de l'opinion publique au cours des dernières semaines. Tansu Ciller, ministre des affaires étrangères, avait elle-même reconnu les lourdes pertes humaines subies par l'armée, défendant la nécessité de l'établissement d'une zone de sécurité au nord

de l'Irak. Elle avait affirmé qu'en moyenne trois soldats meurent chaque jour dans ce conflit.

De nombreux combats ont effectivement eu lieu dans les régions frontalières, notamment près de la frontière iranienne, mais la présence d'effectifs importants du PKK dans la province de Tunceli - loin de toute frontière - prouve que le mouvement maintient également des bases importantes sur le territoire turc.

Si les gouvernements changent en Turquie, la politique à l'égard des Kurdes demeure constante. Ainsi s'est ouvert, mercredi 25 septembre à la Cour de sûreté de l'Etat à Ankara, le procès de 41 membres du parti pro-kurde Hadev (Parti de la démocratie du peuple), considéré par les autorités comme l'aile politique du PKK. Lors du congrès du Hadev, le 23 juin, un homme masqué avait détaché l'immense drapeau turc déployé dans la salle, pour le remplacer par celui du PKK et par un portrait de son dirigeant, Abdullah Ocalan. L'incident avait causé de violentes réactions dans la presse. Celle-ci avait notamment critiqué un dirigeant du parti, Murat Bozlak, de n'avoir pas immédiatement interrompu son discours pour s'en prendre au provocateur. Arrêté depuis, celui-ci risque vingt-deux ans d'emprisonnement en tant que « dirigeant d'un groupe armé ».

Nicole Pope

L'HUMANITE - 27 septembre 1996

GOLFE. Les Etats-Unis ont annoncé mercredi qu'ils ne protégeraient plus la « zone de sécurité » créée dans le nord de l'Irak après la guerre du Golfe pour défendre les populations kurdes. Chargé de la question irakienne au département d'Etat, Robert Pelletreau a déclaré : « Aucun engagement ne nous contraint de les protéger contre leur propre erreur de jugement si une faction invite Saddam Hussein dans la zone. »

SUD OUEST - 27 septembre 1996

Washington lâche les Kurdes

■ Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils ne protégeraient plus la zone de sécurité créée dans le nord de l'Irak, après la guerre du Golfe, pour défendre les populations kurdes.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

Trois étrangers détenus par le PKK relâchés

ANKARA, 27 sept (AFP) - Trois étrangers, un couple polonais et un Iranien, qui étaient détenus depuis plusieurs jours dans l'est de la Turquie par des militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ont été relâchés vendredi matin, a-t-on appris de source proche des services de sécurité à Ankara.

Ils ont été remis en liberté vers 09h30 (06h30 GMT) près du village de Dallitepe, dans la région de Bingol, non loin du lieu où ils avaient été capturés, selon la même source.

Ils étaient interrogés dans l'après-midi par la gendarmerie de Bingol, a-t-on indiqué de même source, sans autre précision.

Ces étrangers avaient été emmenés par un groupe de militants armés du PKK qui avaient stoppé leur véhicule, dans la nuit du 23 au 24 septembre, sur la route entre Elazig et Bingol (est), près du village de Bilaloglu, selon la même source, qui a requis l'anonymat.

La branche militaire du PKK, l'ARGK, citée vendredi par le quotidien turc pro-kurde "Demokrasi", avait identifié les trois touristes comme étant l'Iranien Djemal Karim et le couple polonais Krzysztof Nadez-Mrozowski et Magdalena Gtovarka.

Le PKK, en rébellion armée contre Ankara, n'avait pas enlevé de touristes étrangers en Turquie depuis 1993.

Son chef, Abdullah Ocalan, n'avait cependant pas cessé depuis de menacer le tourisme en Turquie.

CE/hc/sg

tf

AFP /AA1234/271611

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Irak-Kurdes

Evacuation de Kurdes d'Irak: une opération "compliquée", selon Washington

WASHINGTON, 27 sept (AFP) - Une décision concernant l'évacuation du nord de l'Irak de quelque 4.000 Kurdes ayant travaillé pour des organisations humanitaires ne sera pas prise avant la semaine prochaine, en raison de la nature "compliquée" d'une telle opération, a indiqué jeudi un porte-parole du département d'Etat.

"Nous sommes en discussion avec les Turcs et avec des organisations non-gouvernementales et humanitaires pour savoir comment cela pourrait se passer au cas où nous déciderions de le faire", a déclaré Glyn Davies.

Les Etats-Unis ont procédé au début du mois à l'évacuation vers l'île de Guam, dans le Pacifique, de quelque 2.100 Kurdes qui avaient collaboré à des degrés divers à l'opération humanitaire des Alliés, Provide Comfort, ou avaient travaillé comme agents de renseignement pour le compte de Washington.

"Ce processus est beaucoup plus compliqué", a estimé M. Davies.

Selon le porte-parole, les Kurdes employés par les organisations non-gouvernementales sont dispersés dans tout le nord de l'Irak, ce qui complique la tâche pour identifier les familles susceptibles d'être évacuées vers les Etats-Unis.

cml-ft/vg

eaf.tmf

AFP /AA1234/270145

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

U.S. Policy Toward Iraq Is a Mess, Not an 'Unqualified Success'

By Jim Hoagland

WASHINGTON — The lameness the Clinton administration has displayed in letting Saddam Hussein strengthen himself in Iraq and gain new political acceptance from his neighbors threatens now to spread to the Arab-Israeli conflict, and beyond.

The White House refuses to admit that its own failures to match means and goals in Iraq and in Israel at vital turning points contributed to a policy vacuum that spawned violence and resort to military force.

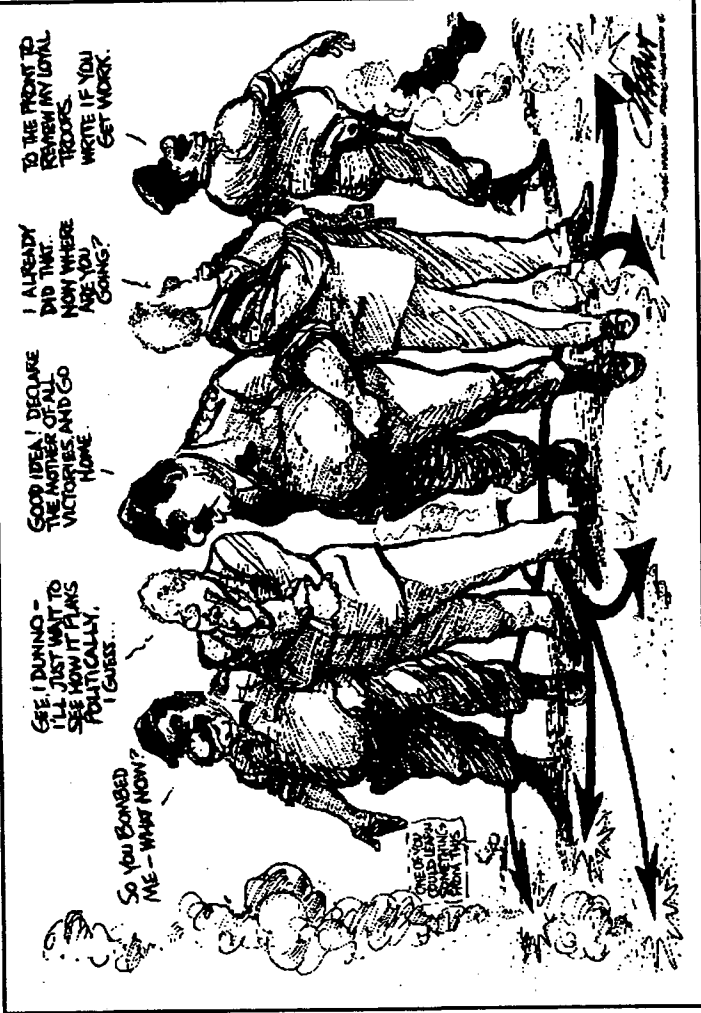
The defeat in May of an Israeli Labor government that actively sought a long-term peace settlement with the Arabs knocked the pins out from under the prudent supporting role the Clinton administration had played in the Middle East.

But, as in Iraq, the White House did not adjust to the change and lost the levers needed to achieve its declared goals.

The operational errors in two related crises depend on judgment calls that can be debated by experts. But they are linked by a much more serious and broader failure that if pursued will undermine President Bill Clinton's foreign policy as a whole.

That failure is the administration's growing inability to tell itself the truth.

Admissions of error and policy changes are rare animals in the Washington political bestiary. They become nearly extinct in a presidential election campaign. The end of a presidential term also sees policymakers who will move on to new jobs or careers doggedly



defending their historical record rather than focusing on the future national interest.

That explains in part why the Middle East policymakers of the Clinton administration could repeat the serious misjudgment of Mr. Saddam's intentions made by George Bush's team, and seemingly not even be aware they were doing so. They saw only what was convenient to see.

Last March, as a Saddam-penetrated CIA operation based in Amman, Jordan, was coming apart and the Kurdish factions were moving again to war footing — events reported at the time in this column — the State Department's Northern Gulf Affairs office was concluding in a classified internal analysis that its policy toward Iraq was "an unqualified success."

A major part of the success, policymakers at State and the National Security Council told each other, was that Iraq had been kept off the president's desk in an election year. Their definition of success was for them to keep Mr. Saddam "in his box" and let the president concentrate on more important matters, like re-election.

But without presidential involvement the lower levels lost control over policy toward Iraq by the end of August. They were unable to get \$2 million freed to pay for cease-fire monitors to defuse the Kurdish struggles and to bolster the sagging Iraqi National Congress, an opposition group Vice President Al Gore and National Security Adviser Anthony Lake met with, and promised to support, in April 1993.

Mr. Saddam, who had been secretly dealing with the Kurdish leader Massoud Barzani for months and probably receiving through him reports on Washington's complacency, struck with a boldness that an inattentive and poorly briefed President Clinton could not begin to match.

The most damaging part of Mr. Clinton's too-little, too-soon response was the way in which he reached the decision to fire two-score missiles into Iraq's southern desert as punishment for Mr. Saddam's military retaking of the north.

Strategy briefings were conducted on the campaign trail in hurried circumstances. Mr. Clinton did not return to Washington for a face-to-face meet-

ing in the White House with his principal cabinet officers to discuss the use of force or the difficult strategic problems of keeping the multinational coalition on Iraq solidly together. He left the impression of a partially engaged president who checked off the least ambitious, least risky box on a decision list prepared by Mr. Lake.

Since then pretense has been a chief component of the Clinton policy toward Iraq. The State Department's top Middle East expert, Assistant Secretary of State Robert Pelletreau, is treating Mr. Barzani as a wayward ward to be forgiven instead of isolating him as a partner of Mr. Saddam's who betrayed U.S. interests. Mr. Pelletreau is also reportedly

proposing to send a handful of U.S. military officers back into the north soon as part of a coalition monitoring group, to underscore that normalcy is returning.

"They could do nothing there, and would simply be targets for Saddam's secret police, who now run the show," says another official, who strongly opposes the idea.

Self-induced blindness has made U.S. policy on Iraq a mess, not an "unqualified success." That will be true for Mr. Clinton's approach to the Middle East, and other world crises, unless the president and his aides start telling themselves and the nation the truth, as unpretty as it may be.

The Washington Post.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

60 rebelles kurdes et deux membres des forces de l'ordre tués, selon Ankara

ANKARA, 27 sept (AFP) - Soixante rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), un soldat turc et un milicien pro-gouvernemental ont été tués lors d'opérations militaires dans le sud-est de la Turquie, a annoncé vendredi la super-préfecture de Diyarbakir.

Un communiqué de cette préfecture indique que 26 rebelles du PKK ont été tués dans la région de Semdinli, dans la province de Hakkari, près de la frontière avec l'Irak, et 34 autres dans la région de Sirkak, frontalière de l'Irak et de la Syrie. Il ne précise pas la date des opérations.

Près de cinq tonnes de vivres, stockées dans des grottes de montagne, des produits pharmaceutiques, du matériel médical, des armes et munitions ont été saisis et détruits lors de ces opérations.

Sept autres rebelles du PKK, dont un d'origine syrienne, ont été capturés, selon le communiqué.

L'armée turque a accentué ses opérations dans l'est et le sud-est de la Turquie contre les militants kurdes, avant l'arrivée de l'hiver qui ralentit les activités militaires.

Mardi, le chef d'état-major général des armées turques, le général Ismail Hakki Karadayi, avait affirmé qu'un millier de rebelles du PKK avaient été tués depuis le 15 août.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour réclamer la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, frontalier avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait près de 22.500 morts en douze ans.

CE/sg

tf

AFP /AA1234/271511

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Le Figaro - 28/29 septembre 1996

60 rebelles kurdes tués par l'armée

□ Soixante rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un soldat turc et un milicien pro-gouvernemental ont été tués lors d'opérations dans le sud-est de la Turquie. Près de 5 tonnes de vivres, stockées dans des grottes de montagne, des produits pharmaceutiques, du matériel médical, des armes et des munitions ont été saisis et détruits.

La Voix du Nord - 28 septembre 1996

TURQUIE

Kurdes. - L'armée turque a tué 60 rebelles kurdes au cours d'une série d'affrontements hier, dans des provinces qui bordent les frontières avec l'Irak et l'Iran. L'armée turque a entamé depuis quelques jours une vaste offensive pour détruire les bases arrières du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avant le début de la période hivernale.

l'Humanité - 28 septembre 1996

TURQUIE. Soixante membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), un soldat turc et un milicien progouvernemental ont été tués lors d'opérations militaires dans le sud-est de la Turquie.

Kurdistan Sous l'œil de Satan

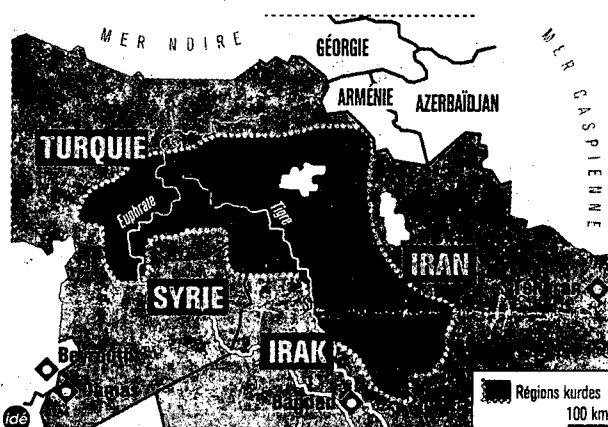
D'exode en tragédie, de lutte de clans en combat fratricide, le peuple kurde redoute le crépuscule du Kurdistan libre. Saddam Hussein entame discrètement sa reconquête. L'Occident, craignant l'éclatement de l'Irak, demeure passif.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL AU
KURDISTAN **OLIVIER WEBER**

La montagne jaune a brûlé de tous ses versants. A l'adret, le blé s'est envolé en fumée. A l'ubac, les maigres forêts se sont consumées. Aussi loin que porte son regard, Razim, jeune enseignant de son état, au salaire si dérisoire – 30 francs par mois – qu'il a préféré opter pour d'épisodiques travaux de cordonnerie, soupire face à ce désastre. Il croyait en avoir fini depuis belle lurette avec ce genre d'apocalyptique spectacle. Le désespoir est d'autant plus grand que le mal, cette fois-ci, ne vient plus de la plaine, derrière lui, en contrebas, aux mains des Irakiens, mais des compagnons d'armes d'hier, plongés dans un combat fratricide pour le pouvoir – et les trésors de guerre. Les tombes des peshmergas, les maquisards kurdes dont le nom signifie « combattants de la mort », ceux de Massoud Barzani et de Jalal Talabani, parsèment un sous-bois. Qui sont les amis, qui sont les maudits ? Coiffure en brousse, chaussures trouées retenues par deux bouts de ficelle, quatre bouches à nourrir depuis que l'un de ses proches est mort au combat, Razim ne sait plus à quel ennemi se vouer.

Dans le vent d'automne, le cordonnier peste contre un

double crime. Si le grain se meurt, sur les flancs des montagnes de Qala Diza, le peuple kurde, abonné depuis toujours à la liste des peuples sans Etat, sera bientôt promis au sort des affamés. Et si la forêt flambe, où se cacheront demain les maquisards ? Oui, Razim laisse s'épancher sa colère. Il a un frère dans chaque camp, l'un chez les « Jaunes » victorieux de Massoud Barzani, qui se repèrent à la couleur de leur drapeau, l'autre chez les « Verts » en déroute de Jalal Talabani... Comme si le peuple kurde, d'exode en tragédie, était enchaîné à une fatalité historique, éternel ennemi de lui-même et condamné, faute d'unité, à des poussières de souveraineté. Comme si le vieux rêve d'un « Kurdistan libre » mille fois caressé et honni par les voisins succombait sous les coups de querelles byzantines.



L'angoisse et la révolte de Razim sont grandement partagées au Kurdistan d'Irak, peuplé de quatre millions d'âmes, affranchi de sa vassalité vis-à-vis de Bagdad depuis 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, et protégé par les avions de la coalition américano-franco-britannique. Aux quatre coins de l'enclave, des crêtes frontalières aux villes grouillantes de la plaine, le constat est le même : le grand vainqueur du dernier combat des chefs est certes Massoud Barzani, intronisé nouvel homme fort du Kurdistan depuis que son rival Talabani et ses combattants de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) ont déguerpi. Mais un



Partisans de Barzani

homme au jacobinisme meurtrier attend son heure, Saddam Hussein. Même les fidèles de Barzani au sein du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), galvanisés pourtant par le succès de leur conquête, redoutent la poigne de Bagdad, tribut du soutien d'hier.

Une indescriptible panique

Et que dire de la passivité de l'Occident, en proie à l'usure de la pitié, alors que s'entre-déchirent les roitelets kurdes ? Déjà, la France a offert son blanc-seing de facto à la lente et subtile reconquête du Kurdistan par Bagdad. Et la Turquie, soumise à l'insurrection de ses propres Kurdes, ne voit pas d'un mauvais œil le retour à l'ordre dans cette contrée à ses portes.

Une indescriptible panique habite

ainsi les chaumières kurdes. Oui, la soldatesque irakienne, vous lance-t-on à tout va, tentera de reprendre pied au Kurdistan, après l'appui offert par ses chars lors de la prise d'Arbil, capitale kurde à l'orée de la plaine, où les soldats d'Alexandre le Grand livrèrent bataille contre les Perses et où les Ottomans laissèrent une citadelle. Déjà, selon la vox populi, des moukhabarats, les agents des services secrets irakiens, patrouilleraient dans Arbil.

Alors Razim veut fuir vers l'Iran, vers Panjwin et ses montagnes pelées où se perdit Dos Passos dans les an-

nées 20, au lendemain d'une rébellion kurde. Ce bourg frontalier, royaume de la contrebande, a éteint ses feux. Meurtri par tous les fléaux qui ont blessé les Kurdes, comme le rappelle ce forgeron à l'enclume délaissée, faute de clients. Pylônes électriques décapités par les obus de la guerre Iran-Irak. Maisons dynamitées par les sbires de Saddam Hussein, qui anéantirent 4 000 villages. Champs de mines de tout côté qui envoient ad patres nombre d'âmes juvéniles. Et puis maintenant le silence de la route. Nul camion à l'horizon. La peur des vendettas propres aux lendemains de ▶

Même les fidèles de Barzani redoutent la poigne de Bagdad.

victoire et qui s'attardent sur la montagne voisine. « Onze morts chez Talabani, trois chez les nôtres », annonce sans états d'âme Jamal Mahamat, nouveau seigneur de la guerre qui expédie ses hommes au front le matin et les recueille le soir au cimetière. Seuls quelques chevaux s'apprentent à franchir la frontière par les crêtes, bâtés d'un chargement mystérieux. Panjwin où veut se réfugier Razim résume à lui seul tout le drame kurde.

A quelques encablures, trois cents réfugiés attendent dans un no man's land d'infortune, en territoire iranien, entre un ruisseau et une ligne de pasdarans, les Gardiens de la révolution. La nuit est fraîche, le sol dur comme la pierre, les dents claquent jusqu'au petit matin, et les pasdarans dans leur casemate se montrent intraitables. Mais pour rien au monde ces candidats à l'exil ne retourneraient en arrière. La peur d'une revanche irakienne les hante. Le combat des chefs les désespère. Et tous regrettent cette perte de sympathie pour les Kurdes

sur la scène d'Occident, tandis que le potentat Saddam compte les points sur les rives du Tigre.

Que d'embrassades réjouies pourtant, sur les plateaux qui surplombent Arbil! Dans son fief de Saleheddine, ancienne station estivale d'où l'on peut guetter au loin toute incursion irakienne, le nouvel homme fort du Kurdistan savoure sa victoire. Jamais Massoud Barzani, 50 ans tout rond, n'a été aussi sûr de lui, aussi triomphant, lui, le combattant timide, un peu gauche, fils de son père surtout, le général Mostapha Barzani, grand héros de la cause kurde, excellent guerrier mais improbable diplomate, affairé à jouer sur les rivalités des puissances voisines et mort en exil à Washington en 1979.

Né en 1946 dans l'éphémère république de Mahabad, en Iran, dont le chef, Qazi Mohammed, un juge au visage ascétique et au teint jaunâtre, tombera sous les coups des soldats du chah, Massoud Barzani grandit dans les maquis. Lorsque son père

meurt, il reprend le flambeau à la tête d'une armée de gueux. S'il n'a pas hérité le charisme de son père, surnommé « le général rouge » après un séjour à Moscou, successivement aidé par la CIA, le Mossad israélien et la Savak du chah d'Iran, il en a pris les travers, prompt à jouer les puissances de la région - URSS, Iran, Irak - les unes contre les autres. Sempiternel dilemme de la question kurde: une tradition guerrière redoutable, mais une propension au clanisme.

Face à lui trône Talabani, « l'oncle Jalal », diplômé en droit, tout en rondeurs. Souple dans la palabre, inflexible au combat, surtout fratricide, l'homme est matois et calculateur, roi de la supplique lors de ses escales à Damas, Téhéran ou Ankara. Mais désormais son ennemi Barzani peut régner sans partage sur tout le Kurdistan. En turban rouge et blanc, uniforme de maquisard, visage rose et boutonneux, « Kak Massoud » - Frère Massoud - pérore au milieu de ses notables en veston. Joue-t-il un jeu dan-

Les naufragés de la CIA

Sur un flanc de colline pelé, le casino Al Qimma accueille de bien étranges clients. Ce ne sont pas les fusils et pistolets arborés qui intriguent, mais plutôt l'atmosphère de conspiration flottant sur ces lieux pourtant paisibles, quelque part au nord de l'Irak. Valises bouclées, regards inquiets, voitures prêtes à filer vers d'autres collines. Les clients du casino jouent avec leur vie. Ils ont les tueurs irakiens à leurs trousses.

Dans ce casino délabré se sont réfugiés les 220 rescapés du CNI - le Congrès national irakien, opposition à Saddam Hussein - avec femmes et enfants, soit 288 personnes au total. La presse les croyait partis. Mais ils trépigent de peur, de rage. Ils n'avaient pas encore pu franchir en milieu de semaine la frontière turque, faute de viatique américain. Lâchés par Washington, le mentor d'hier...

Ex-militaires à 80%, mais aussi enseignants, médecins, fonctionnaires, ils ont de 19 à 61 ans, sont sous la tutelle d'un comité politique de 12 membres, et disposent encore de quelques liasses de billets. Leur chef, Jamel - son nom de code - 42 ans, ancien lieutenant-colonel à Kerbala, carrure de lutteur, moustaches tombantes sur un visage à la géographie anxieuse, implore le secours américain. Mais nul contact pour l'heure. « Si on reste trop longtemps ici, on crèvera tous », soupire-t-il au milieu de ses hommes, qui évoquent de mystérieux agents surpris dans les rues de la ville voisine. Si Jamel se refuse à rappeler les engagements de la CIA, ses lieutenants confirment le soutien de la

centrale de Langley. Aux abords du casino, des patrouilles sont organisées. « Si on est pris, on se suicide en groupe », assure Jawad, ex-étudiant à Bagdad, qui se promène grenade en poche. 28 d'entre eux ont déjà péri dans des attentats ou des empoisonnements, et plus d'une centaine ont été arrêtés au cours de la prise d'Arbil par des agents bien renseignés - et sans doute exécutés.

Pourtant, le chef du CNI était tout sourire lorsqu'il recevait en 1992 à l'hôtel Al Khadraa, sur les collines de Saleheddine fleurant bon l'eucalyptus et l'olivier, quelques visiteurs face à une table bien garnie. On complotait, on rêvait à voix haute de la chute du raïs Saddam Hussein, on dépensait allègrement les dollars généreusement légués par la CIA. Les outils de la fronde? Des tracts distribués clandestinement jusqu'à Bagdad, un journal, *Al Mutamar* - Le Congrès -, une radio à 250 000 dollars et un studio de télévision. Quatre ans plus tard, c'est la débâcle.

Dans ce bâtiment ouvert à tous vents, il règne désormais comme une atmosphère d'apocalypse. La conspiration a tourné court. Et les cinq agents de la CIA qui traînaient dans les parages ont pris la poudre d'escampette. A Washington, on parle de l'un des plus grands fiascos de la centrale américaine. Le lieutenant Ali, lui, n'a plus envie de comploter, du moins en terre de Mésopotamie. Il espère un visa syrien. Aux mirages de la félonie il préfère les certitudes de l'exil. Loin, bien loin même des promesses américaines. ■ O. W.



Kurdes à la frontière turque



Jalal Talabani avec des réfugiés kurdes le 13 septembre

Massoud Barzani dans son bureau le 20 septembre

gereux, à pactiser avec le diable, Saddam Hussein, dont les agents ont assassiné trois de ses frères et massacré huit mille membres de sa tribu ? « *Le soutien était provisoire, tranche-t-il, souverain, dans le salon d'un hôtel qui tient lieu de quartier général. Je n'ai pas signé d'accord avec Saddam.* » Et lorsque l'on évoque la présence d'agents irakiens à Arbil, il hausse le ton : « *Montrez-les-moi et je les fais jeter en prison tout de suite!* »

Désormais, Barzani a les mains libres. Son rival Talabani ? Il daignerait le recevoir, mais sans armes et sans milice. Autant dire, en pays kurde, la mort à petit feu... Mais déjà, Barzani gère son royaume. Dans la plaine, à Arbil, il nomme gouverneur le vieux François Hariri, de confession chrétienne, ancien compagnon de maquis de son père, qui rend hommage au nouveau cacique : « *Enfin, après tant d'années, le Kurdistan est uni.* »

Uni, mais à quel prix ! Déjà, Massoud a placé un autre fidèle à la tête du « gouvernement » : le docteur Rosh Nuri Shawes, intronisé « Premier ministre » dans un Parlement transformé en camp retranché. « *On a demandé l'aide des Américains lorsque les Iraniens nous ont attaqués, révèle-t-il. Ils nous ont lâchés. Nous sommes obligés de nous tourner vers Saddam pour faire le ménage.* »

Voilà donc le Kurdistan de Barzani à l'œuvre. Ses percepteurs collectent la taxe à l'électricité – 50 dinars par maison et par mois, soit 10 francs. Plus lucratif, le trafic aux frontières permet aux gabelous kurdes de prélever un beau tribut sur les camions turcs, qui pénètrent en Irak

chargés de nourriture et repartent avec des citernes emplies de pétrole, au mépris de l'embargo onusien. Enorme pactole : les hommes de Barzani récolteraient ainsi plusieurs centaines de milliers de dollars par mois. Une fortune de guerre suffisante pour payer les combattants et récompenser les notables méritants. Tel fut d'ailleurs l'enjeu du combat des chefs dès 1994. Talabani accusa son ennemi de garder pour lui ce butin, placé en partie sur un compte en Suisse. Tandis que Barzani soupçonnait son rival d'avoir puisé dans les coffres de la banque centrale 14 millions de dollars.

Le dernier réduit de la résistance

Sur son piton rocheux de Zahlé, dernier réduit de la résistance à 2 000 mètres d'altitude, Jalal Talabani, bedonnant dans son large pantalon, entouré de plusieurs milliers de combattants, maudit le nouveau maître du Kurdistan et crie à la trahison. « *Il s'est allié avec le pire ennemi des Kurdes, Saddam Hussein. Quand il s'apercevra de son erreur, il sera trop tard pour les Kurdes* », maugrée-t-il dans un abri en construction, sous un toit de plastique. Fini, le luxe de sa résidence de Qala Chulan, ancienne école de cadets. Il redevient, à 63 ans, un simple combattant. La coalition alliée ? Elle a failli à sa mission, fermant les yeux sur la reconquête irakienne, fût-elle provisoire. La France ? Vendue à Bagdad. Ce nid d'aigle de Zahlé, ce fut son premier maquis, lorsqu'il lança « son » insurrection en 1977. L'Iran lui apporte son soutien. Déjà, « l'oncle Jalal » pense à la revanche. Les Irakiens attaqueront. Les Iraniens riposteront...

En contrebas, les frères ennemis ne sont pas en reste. Six mille hommes ont pris position sur les plateaux, commandés par Jamal Barzani, frère de Massoud. Malgré les promesses de guerre, malgré le retour des agents de Bagdad dans les villes kurdes, avant-garde redoutée des chars irakiens, le combat des chefs est loin d'être fini. Et une peur panique se lit sur une foule de visages. Déjà, le prix des passeports s'envole. 200 dollars pour un viatique mal façonné ; 2 000 pour un document neuf. Et plus pour obtenir la liberté vers l'Occident.

Dans la montagne, Razim maudit ces seigneurs de la guerre. Peu lui importe lequel a remporté une victoire. Ce qu'il redoute, c'est le crépuscule du « Kurdistan libre ». A trop jouer aux soldats de plomb, ses maîtres risquent de subir de nouveaux déluges d'acier. ■

Talabani, retranché à la frontière iranienne, prépare déjà la revanche.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-ONU-Kurdes CORR.

NOUVELLE VERSION (corrigeant au 3ème paragraphe la date de la prise d'Erbil par le PDK: 31 août et non 31 mai):

Rencontre du coordinateur des activités humanitaires de l'ONU avec Barzani.

BAGDAD, 30 sept (AFP) - Le coordinateur des activités humanitaires des Nations unies en Irak, M. Gualtieri Fulcheri, a rencontré le chef kurde Massoud Barzani qui a demandé l'application rapide de l'accord "pétrole contre nourriture", a-t-on appris lundi de source kurde à Bagdad.

M. Fulcheri qui a achevé une visite d'inspection de deux jours à Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien, s'est entretenu à Salaheddine (30 km au nord d'Erbil) avec M. Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Erbil est tombée le 31 août au mains du PDK qui en a délogé avec le soutien des troupes irakiennes ses rivaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Selon des sources proches du PDK à Bagdad, M. Barzani a demandé à M. Fulcheri l'application rapide par l'ONU de l'accord "pétrole contre nourriture", qui autorise Bagdad à vendre du brut à hauteur de 2 milliards de dollars par semestre pour acheter des vivres et des médicaments pour sa population qui souffre de l'embargo imposé après l'invasion du Koweït en 1990.

L'accord a été suspendu le 1er septembre après l'intervention des troupes irakiennes dans le Kurdistan.

Le sous-secrétaire de l'ONU aux affaires humanitaires, Yasushi Akashi, a déclaré lundi à Genève que cet accord pourrait entrer en application fin décembre.

Le département des affaires humanitaires de l'ONU (DAH) avait lancé vendredi de Genève un appel pour aider les populations en Irak jusqu'à l'application de l'accord.

Selon le DAH, la situation humanitaire en Irak s'est encore détériorée avec le récent conflit dans le Kurdistan et 40 millions de dollars sont nécessaires pour faire face à la crise dans les trois prochains mois.

Les hostilités dans le nord ont exacerbé une situation déjà mauvaise, avec 20.000 déplacés et 39.000 réfugiés en Iran. Les écoles, les hôpitaux, les infrastructures sanitaires et les bâtiments gouvernementaux ont été pillés.

L'ONU a évalué les besoins humanitaires de l'Irak pour l'année à 380 millions de dollars mais n'a reçu que 12 millions de contributions tandis que 17 autres millions allaient à des ONG et programmes bilatéraux.

fch-hj/sb/lmt tf
AFP /AA1234/301655 SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

29 septembre 1996

Irak

Le parti démocratique du Kurdistan (PDK irakien de Massoud Barzani) a annoncé la libération de 12 responsables de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), la formation rivale dirigée par Jalal Talabani.

Selon ce document du PDK, reçu à Ankara, ces responsables «avaient été faits prisonniers» lors de la prise d'Erbil, le 31 août par les forces de Barzani, appuyées par les troupes de Bagdad.

LIBERATION - 30 septembre 1996

Immolations à Istanbul

Trois détenus kurdes membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) se sont immolés par le feu samedi dans la prison de Bayrampasa, à Istanbul, pour protester contre la mort de onze kurdes dans la prison de Diyarbakir (sud-est).

PARISCOPE
une semaine de paris

ARTS

**EXPOSITIONS
NOUVELLES**

ARTO (Serguei). Peintures. Du 23 octobre au 6 novembre. Espace 56, Tour Montparnasse, 33, avenue du Maine (15^e). 01.45.38.52.56.

AUTOUR DE BOURDELLE. Paris et les artistes polonais 1900-1918. Du 23 octobre au 19 janvier. Musée Bourdelle. (Voir rubrique musées).

BEAUGE (Guillaume). Peintures. Du 29 octobre au 23 novembre. Galerie Peinture Fraiche, 29, rue de Bourgogne (7^e). 01.45.51.00.85.

BOGGS (Krista), «Que sont devenus les réfugiés kurdes irakiens accueillis en France en 1989?». Photographies. Du 25 octobre au 16 novembre. Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette (10^e). 01.48.24.64.64. Tlj/sf Dim de 12h à 19h.

BREZNAY (Joseph). Peintures. Du 29 octobre au 24 novembre. Galerie «Le Cheval de Sable», 77, rue François Mitterrand (13^e). Tous les jours de 14h à 18h30.

CATERINA (Dario). Dessins, peintures et sculptures. Du 25 octobre au 30 novembre. Galerie Artmica, 31, rue de

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Eco.-changes

Irak: forte hausse du dollar à cause de l'ouverture sur le Kurdistan

BAGDAD, 30 sept (AFP) - Le dollar a connu une forte hausse en début de semaine à Bagdad à cause de la reprise des transactions commerciales avec le Kurdistan d'Irak, a-t-on appris lundi auprès des bureaux de change.

Le dollar s'échangeait lundi pour 1.600 dinars, contre une moyenne de 1.250 IQD la semaine dernière, soit une augmentation de 21%, a-t-on précisé de même source.

La hausse du dollar a entraîné une augmentation des prix des produits de consommation de près de 20% à Bagdad, a-t-on en outre constaté.

"Le commerce avec le Kurdistan nécessite une augmentation des importations, ce qui a occasionné une hausse de la demande sur le dollar", a indiqué un changeur.

Le ministre irakien du Commerce Mohammad Mahdi Saleh avait indiqué la semaine dernière que les restrictions au commerce avec le Kurdistan, imposées depuis 1991, avaient été levées.

Le président Saddam Hussein avait ordonné début septembre la levée du blocus économique imposées aux régions kurdes qui échappaient à son contrôle après que son allié kurde Massoud Barzani eut pris le contrôle de ces zones, évinçant les forces rivales de Jalal Talabani.

fch-mch/hel/smb

AFP /AA1234/301540

SEP 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

LE MONDE DIPLOMATIQUE

OCTOBRE 1996

CES BLESSURES OUVERTES AU PROCHE-ORIENT

Le malheur kurde

De sanglantes scènes d'émeutes, l'armée israélienne pénétrant dans les régions autonomes en violation des accords d'Oslo, des membres du gouvernement palestinien rossés par la police, des dizaines de morts : jamais depuis l'Intifada, la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem n'avaient connu un tel embrasement. Trois ans après la poignée de mains entre Itzhak Rabin et M. Yasser Arafat, la fragile paix entre Israël et ses voisins arabes est menacée par l'intransigeance et la rigidité du gouvernement de M. Benyamin Nétanyahou.

C'est une grave menace pour l'ordre régional difficilement mis en place par les Etats-Unis au lendemain de la guerre du Golfe. D'autant que, dans le Kurdistan de Turquie, l'armée d'Ankara a également engagé une importante opération militaire, et que la récente crise au Kurdistan irakien s'est traduite par un succès pour Bagdad. En effet, grâce à son alliance avec le Parti démocratique du Kurdistan de M. Massoud Barzani, le gouvernement de M. Saddam Hussein a repris pied dans le Nord. Comme le malheur palestinien, le malheur kurde se poursuit...

Par KENDAL NEZAN *

L'INTERVENTION, le 31 août dernier, de l'armée irakienne à Erbil signe l'échec dramatique de l'expérience d'auto-administration kurde et celui, non moins retentissant, de la politique américaine à l'égard des Kurdes irakiens. L'image consternante du chef kurde Massoud Barzani, appelant à l'aide le bourreau de son peuple, tandis que son rival, M. Jalal Talabani, s'alliait avec l'Iran, autre bête noire de Washington, au lendemain même d'une ultime tentative de médiation du secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Robert Pelletreau, illustre d'une manière saisissante ce double fiasco.

Survenue en pleine campagne électorale américaine, l'incursion de l'armée irakienne dans le nord du pays a suscité une riposte des Etats-Unis, mais ni la quarantaine de missiles lancés sur quel-

ques sites militaires dans le Sud ni l'extension de la zone d'exclusion aérienne du 32° au 33° parallèle n'ont pu modifier la situation sur le terrain.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), soutenu par Bagdad, a chassé en une semaine les forces de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani de ses fiefs d'Erbil et de Souleimanieh et pris le contrôle de l'ensemble de la « zone de protection » kurde. Le fragile Congrès national irakien, mis en place et financé par Washington en vue de regrouper les diverses formations de l'opposition pro-occidentale au régime du président Saddam Hussein, a volé en éclats. Le Pentagone a dû évacuer en urgence, via la Turquie, environ 2 500 personnes ayant collaboré avec les divers organismes militaires et civils américains.

* Président de l'Institut kurde de Paris.

CES BLESSURES TOUJOURS OUVERTES DE LA GUERRE DU GOLFE

Le malheur kurde

Dans cette nouvelle épreuve de force, Washington se retrouve singulièrement isolé. Même ses obligés régionaux, comme la Turquie et l'Arabie saoudite, refusent de coopérer, tandis que la France et la Russie critiquent l'action américaine. La coalition alliée, forgée lors de la guerre du Golfe pour libérer le Koweït, semble de plus en plus réduite à son axe anglo-saxon, tandis que le maître de Bagdad fait la démonstration qu'on l'a un peu trop vite enterré, qu'il dispose toujours d'une armée puissante et que le temps travaille pour lui.

En créant, en avril 1991, à travers la résolution 688 de l'ONU adoptée à l'initiative de la France, une zone de protection dans le nord de l'Irak et en décidant d'en garantir la sécurité par des patrouilles aériennes communes au nord du 36^e parallèle, les trois pays occidentaux - Etats-Unis, France et Grande-Bretagne - alliés dans l'opération « Provide Comfort » avaient permis aux deux millions de civils kurdes réfugiés en Iran et en Turquie de regagner leurs foyers.

Cette opération humanitaire n'a cependant pas été accompagnée d'une volonté politique de donner à la population naufragée les moyens financiers de s'administrer, de remettre en marche son économie, de reconstruire son pays dévasté - le dictateur irakien y avait rasé 4 500 villages et une vingtaine de villes, détruit le cheptel et l'agriculture. Soucieux de ne pas heurter leur important allié turc - viscéralement hostile à toute forme de vie collective kurde organisée, même hors de ses frontières -, sensibles aux critiques des pays arabes qui craignent le démantèlement de l'Irak, les alliés ont abandonné à leur sort les quatre millions de Kurdes de cette zone protégée vaste comme sept fois le Liban.

Rescapés de trente années de guerres, les Kurdes irakiens devaient se débrouiller tout seuls dans leur zone, une enclave sans débouché maritime, entourée d'Etats hostiles, soumise à l'embargo international contre l'Irak qui leur interdit d'importer le moindre équipement technique et de concevoir le moindre projet de développement. Cet isolement fut accentué par un blocus interne, décrété en octobre 1991 : Bagdad a retiré tous ses fonctionnaires des provinces kurdes et interdit l'entrée dans celles-ci de l'essence, du fuel et des produits pétroliers.

Ainsi, lors de leur retrait du Kurdistan, les troupes irakiennes avaient emporté le disque-système du central téléphonique de Dohuk. Pour rétablir le

téléphone dans cette ville de 400 000 habitants, une organisation non gouvernementale (ONG) française a essayé en vain, pendant des mois, d'acheter cette pièce coûtant environ 20 000 francs. Impossible, en raison de l'embargo visant l'Irak... De même, les agences de l'ONU ont rejeté la proposition d'installer une petite raffinerie au Kurdistan, où nombre de puits sont prêts à être exploités : elle aurait coûté le quart du budget annuel consacré par l'ONU à l'achat du fuel à Bagdad et permis aux Kurdes d'être autosuffisants sur le plan énergétique. A quoi s'ajoute le résultat pervers de l'exorbitant taux de change du dollar imposé par Bagdad : chaque fois que les agences de l'ONU dépensent 100 dollars en Irak, 96 allaient en fait dans les caisses du régime et seulement 4 vers les Kurdes.

Dans ce contexte et avec l'aide d'ONG occidentales, les Kurdes ont néanmoins pu reconstruire la majorité de leurs villages détruits, redémarrer l'agriculture, rouvrir leurs écoles et assurer même le fonctionnement de trois universités. Réunis depuis 1988 au sein d'un Front uni, les huit partis politiques en activité se sont entendus sur une loi électorale, et des élections libres ont permis la mise en place, en mai 1992, d'un Parlement et d'un gouvernement régional. Arrivé en tête avec 45,2 % des voix et 51 sièges sur 100, le PDK de Barzani céda un siège à l'UPK, qui en avait obtenu 49, de sorte que les deux principaux partis du pays soient à égalité au Parlement. Et M. Talabani se félicitait de « l'unité indestructible du peuple kurde », jurant qu'il n'y aurait plus jamais de conflit fratricide. Les six autres formations du Front, n'ayant pu franchir la barre des 5 %, n'étaient pas représentées au Parlement.

Soucieux de rassurer les Etats voisins, le Parlement kurde s'était prononcé en faveur d'un fédéralisme respectant l'intégrité territoriale de l'Irak. Non content, on le sait (1), de poursuivre sa « sale guerre » contre la guérilla kurde en territoire turc, le gouvernement d'Ankara n'avait pas hésité, à plusieurs reprises, à faire franchir à son armée la frontière irakienne afin d'en détruire les « bases arrière ». Pour ôter à la Turquie tout prétexte d'intervention, les milices kurdes irakiennes avaient délogé par la force, à partir d'octobre 1992, les bases du PKK situées sur son territoire.

Malgré des efforts menés pendant près de deux ans, aucun Etat occidental n'a soutenu les nouvelles autorités kurdes. La Turquie poursuivait ses ingérences et 35 000 soldats défer-

laient, le 20 mars 1995, sur la zone dite de « protection » pour multiplier, un mois et demi durant, destructions et massacres...

Faute de moyens, la jeune administration kurde n'a pas pu mettre sur pied une force de police autonome, ni même payer régulièrement les fonctionnaires assurant les services de base. Les milices des partis, héritées de la période de guérilla, se sont vu confier la tâche d'assurer l'ordre public. Face au développement de la délinquance dans un pays où sévit la misère, où le chômage touche plus de la moitié de la population active, face aux groupes armés islamistes recrutés avec l'argent iranien, face aussi aux menées déstabilisatrices de Bagdad et des Etats voisins, les milices des deux partis kurdes de la coalition ont rapidement augmenté leurs effectifs en se présentant comme le « bras armé » d'un gouvernement n'ayant aucune autorité réelle sur elles. En fait, elles dépendaient de MM. Barzani et Talabani.

Or ceux-ci ne faisaient pas partie du gouvernement : les Etats voisins ou les pays occidentaux, qui ne veulent pas reconnaître notre gouvernement, expliquaient-ils en substance, ne nous recevraient pas si nous avions des fonctions officielles. Cette logique et les habitudes du passé ont fait que chacun a canalisé vers son parti les rares aides obtenues grâce à ses contacts à l'étranger.

De plus, les Etats-Unis, qui, dès mai 1991, avaient décidé, par une directive présidentielle confidentielle, de mener des actions de harcèlement du régime irakien, acceptaient volontiers de donner de l'argent pour la formation et l'équipement des milices et des groupes armés de l'opposition irakienne et kurde. Selon toute vraisemblance, les Américains ont dû verser aux deux chefs kurdes une partie des 100 millions de dollars que la CIA aurait dépensés en Irak via le Congrès national irakien basé à Londres et l'Accord national, dont le siège est à Amman (2). Ce programme, qui représentait 10 % de l'effort américain visant à « humilier, harceler et affaiblir Saddam Hussein », a eu pour effet pervers de contribuer au financement d'importantes milices, au point que la Turquie craignait, bien à tort, l'émergence d'une armée kurde.

Dans une société fragmentée, dévastée, émergeant de trois décennies de dictature, sans véritable culture de compromis ni corps intermédiaires, le phénomène des milices finit par conduire à la guerre civile, d'autant plus vite que l'administration chargée



ANNE DELASSUS

JEUNE VEUVE D'ERBIL
Une identité sans cesse menacée

de gérer la misère, mais dépourvue de moyens, perdait sa crédibilité aux yeux de la population. L'échec étant généralement orphelin, chaque parti rejeta sur l'autre la responsabilité de cette situation, l'accusant de favoritisme ou de détournement de fonds, et les vieux démons de la discorde reprirent du service.

A la suite des premiers affrontements survenus en mai 1994, les dirigeants des deux partis semblaient encore disposés à enterrer la hache de guerre, se contentant de déplorer des « dérapages ». Le Parlement fut à nouveau réuni et les deux chefs rivaux présentèrent leurs excuses au peuple et au Parlement pour n'avoir pas pu empêcher les affrontements fratricides. Les délégations des deux partis vinrent ensuite en France, où, grâce au soutien discret de l'Elysée, elles menèrent pendant une semaine des discussions sur toutes les questions en litige. L'accord conclu à l'issue de ces pourparlers prévoyait notamment la dissolution des milices, la mise en place d'une force de police autonome sous l'autorité du gouvernement et la

reconnaissance des institutions kurdes par la communauté internationale, en particulier par les Etats assurant l'opération « Provide Comfort ».

Informé de cette entente, la Turquie a déclenché une véritable tempête diplomatique et médiatique contre un prétendu danger de création d'un Etat kurde. Pour ne pas mécontenter Ankara, les Etats-Unis et leurs alliés n'ont pas soutenu cet important accord, qui aurait pu empêcher la guerre civile. Au cours d'un entretien à l'Elysée, le 19 septembre 1994, le président François Mitterrand nous confiait sur un ton désabusé : « *Les Turcs disent que les Kurdes irakiens veulent créer un Etat, et Washington ne veut pas leur faire de la peine. Les aspirations des Kurdes me semblent légitimes, mais dans cette affaire ni nos alliés ni même mon gouvernement ne me suivraient. Ils ne réalisent pas les risques du pourrissement de la situation.* »

Ce pourrissement a conduit en décembre 1994 à la reprise des hostilités. L'UPK de Talabani s'est alors

emparé d'Erbil, siège du Parlement et du gouvernement kurdes, paralysant de fait ces deux institutions. Au printemps de 1995, devant l'aggravation de la situation, le département d'Etat américain a chargé l'un de ses fonctionnaires d'une mission de médiation entre les factions kurdes, mission qui a abouti à la conclusion d'un cessez-le-feu en août à Drogheda, en Irlande. Le texte prévoyait notamment l'évacuation des forces de l'UPK d'Erbil et la gestion par une commission indépendante des « droits de douane » perçus à la frontière turco-irakienne contrôlée par le PDK. Sa mise en œuvre nécessitait pour la rétribution des moniteurs la somme dérisoire de 3 millions de dollars – le prix de trois missiles Cruise ! –, que Washington n'a jamais débloquée, laissant ainsi les chefs kurdes douter du sérieux de la médiation. Engagé, de son côté, dans une lutte d'influence avec les Etats-Unis dans cette région stratégique, l'Iran a également proposé publiquement de jouer les intermédiaires, tout en tentant, de concert avec la Syrie, de faire échouer la « paix américaine ».

« Barzaniland » contre « Talabaniland »

La logique de confrontation militaire et les particularismes régionaux ont conduit à la partition de fait du Kurdistan irakien entre, au nord, un « Barzaniland » longeant les frontières turques et, au sud d'Erbil, un « Talabaniland » adossé à l'Iran. La géographie a décidé des alliances. Empêtrés, depuis lors, dans cet engrenage destructeur, les dirigeants kurdes se sont comportés de plus en plus en chefs de faction soucieux de leur clientèle.

Après avoir cherché à s'allier à la Turquie, ne serait-ce que pour assurer l'approvisionnement en électricité de son territoire, M. Massoud Barzani a dû y renoncer devant le prix exorbitant d'une telle alliance : en échange, Ankara exigeait une extension de la lutte contre le PKK. Il a alors noué des relations « commerciales » avec Bagdad, qui a accepté de lui fournir, moyennant paiement en dollars, électricité et fuel. Convaincu que, malgré leur rhétorique enflammée contre le maître de Bagdad, les Etats-Unis laisseraient celui-ci en place et qu'ils n'hésiteraient pas, le moment venu, à sacrifier, comme en 1975 (3), les Kurdes sur l'autel de leurs intérêts, M. Barzani s'est engagé dans un « dialogue politique » avec Bagdad. Ce « dialogue » a fini par l'amener, fin août, à ce qu'il considère lui-même comme un « geste désespéré » consistant à lancer un « appel à l'aide face à l'offensive des forces de l'UPK soutenues par l'Iran ».

Quant à M. Talabani, qui avait déjà essayé, en plein exode kurde, en 1991, cet impossible dialogue avec le président Saddam Hussein, ponctué d'embrassades télévisées, il a dû – « pour nourrir sa population et avoir une porte de sortie vers le monde extérieur » – se rapprocher de l'Iran, aux conditions de Téhéran, évidemment. Outre les dithyrambes d'usage à la gloire de l'ayatollah Khomeiny et de la République islamique, il a dû ouvrir son territoire à la brigade Al Badr de l'opposition chiite irakienne et aux gardiens de la révolution. Dernier épisode : fin juillet, une force de 3 000 pasdarans commandés par M. Sahraroudi, l'un des assassins du dirigeant kurde iranien Abdulraman Ghassemlou (4), est entré dans le Kurdistan irakien.

Après avoir été accueillis à Suleimanih; les pasdarans ont traversé sur plus d'une centaine de kilomètres le territoire contrôlé par M. Talabani pour

aller bombarder les camps de Kurdes iraniens installés près de Koy-Sanjak. M. Barzani leur ayant interdit de transiter par son territoire, M. Sahraroudi lui a promis un « châtiment exemplaire ».

Deux semaines plus tard, le 17 août 1996, l'artillerie à longue portée irakienne a soumis à un pilonnage intensif les localités de Choman et de Hajomran, sur la route stratégique Hamilton, tandis que l'UPK passait à l'offensive sur plusieurs fronts. La trêve était rompue à la surprise des Etats-Unis, qui avaient cette fois-ci chargé leur secrétaire d'Etat adjoint, M. Robert Pelletreau, de ramener à la raison les deux chefs kurdes. Se disant encerclé par la coalition des forces de l'UPK et de l'Iran, M. Barzani a d'abord sollicité l'aide urgente des Etats-Unis, puis face au refus de Washington, il a écrit le 22 août dernier à M. Saddam Hussein pour demander son aide « pour contrer l'invasion de l'Iran et de ses alliés de l'UPK ».

La guerre civile, qui sévissait de façon intermittente dans le Kurdistan irakien depuis mai 1994 et qui avait déjà fait plus de deux mille morts, ne pouvait alors que reprendre sur une grande échelle. Elle s'est conclue provisoirement par la victoire du PDK. Grâce à son alliance avec Bagdad, celui-ci a pu se rendre maître de l'ensemble des trois provinces formant le territoire autonome kurde. L'Iran n'est pas venu au secours de M. Talabani, préférant sans doute voir celui-ci à genoux pour mieux lui imposer ses conditions.

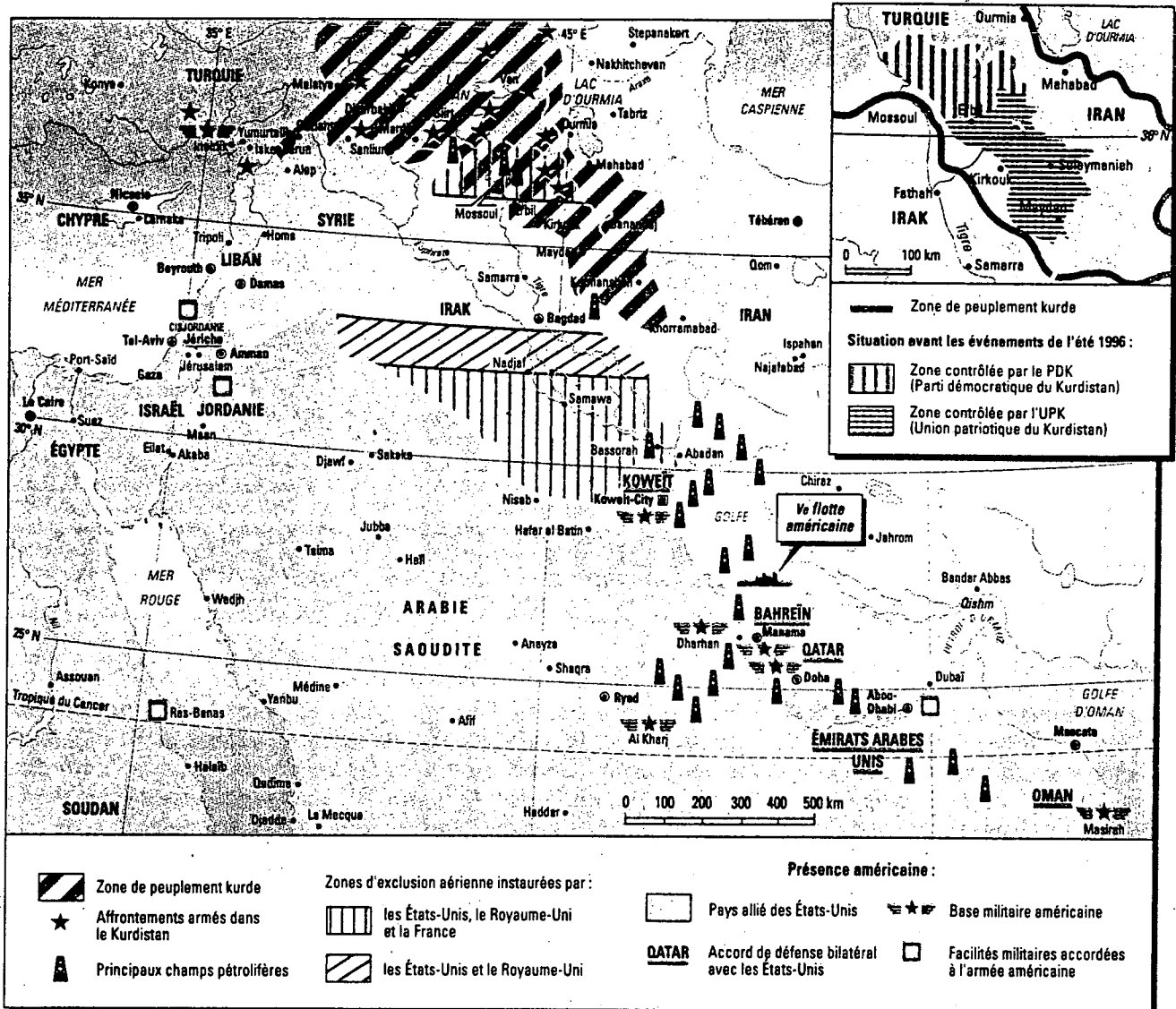
Fort de son succès et cherchant à réparer les dégâts, M. Massoud Barzani a promis l'organisation « avant la fin de 1996 » d'élections générales, l'amnistie à tous ceux qui ont été impliqués dans la guerre civile, M. Jalal Talabani compris, et la liberté pour tous les partis

(1) Lire Kendal Nezan, « Dernier quart d'heure pour l'armée turque », et Jean-François Perouse, « Terre brûlée au Kurdistan », dans « Conflits fin de siècle », *Manière de voir*, n° 29, février 1996.

(2) Cf. *The Washington Post*, 16 septembre 1996.

(3) Signé le 6 mars 1975 par l'Irak et l'Iran, encouragés par les Etats-Unis, l'accord d'Alger mettait fin au différend frontalier entre les deux pays et entraînait l'arrêt de toute aide iranienne à la rébellion kurde en Irak, qui s'effondrait en quelques semaines.

(4) Secrétaire général du Parti démocratique kurde d'Iran, le docteur Abdoul Rahman Ghassemlou fut assassiné le 13 août 1989, à Vienne (Autriche), par des agents du régime iranien.



UNE RÉGION VITALE POUR WASHINGTON

PHILIPPE REKACEWICZ

de s'organiser, à condition de ne pas former de milices armées. Il a affirmé aussi son indépendance à l'égard de Bagdad, « malgré une alliance provisoire pour une opération limitée », et déclaré ne vouloir s'associer avec l'Irak que dans le cadre d'une fédération. Il a écrit au président William Clinton une lettre en ce sens, demandé la poursuite de la protection américaine et alliée contre les attaques irakiennes – confirmée par des garanties écrites – et la fourniture d'armes lourdes lui permettant d'assurer son indépendance face à Bagdad. Répondant à sa demande, Washington a dépêché M. Robert Pelletreau pour le rencontrer, le 18 septembre 1996, en Turquie.

Par ailleurs, à Ankara, M. Barzani s'est engagé à garantir la sécurité de l'oléoduc et des routes commerciales traversant son territoire et à assurer une large protection de la minorité turcomane à l'administration régionale. « Je demande, a-t-il ajouté, la reconnaissance par la Turquie et par

les alliés d'un Etat fédéral kurde. »

Entre-temps, pour marquer la normalisation progressive, le Parlement kurde s'est réuni à Erbil en présence de soixante-neuf députés. Il a chargé l'ancien vice-premier ministre, M. Roznouri Shawesh (PDK), de former un nouveau cabinet, jusque-là dirigé par un membre de l'UPK. Une délégation s'est rendue en Iran pour y rencontrer M. Talabani et le persuader de renoncer à se lancer dans des actions de guérilla et de revenir au Kurdistan. Ces initiatives auront du mal à redonner aux Kurdes irakiens confiance et espoir dans leur avenir.

Lasse de trente années de guerres, suivies de cinq années d'incertitudes, la population kurde semble sans illusions sur ses dirigeants discrédités et sur les pays occidentaux. Elle paraît résignée à s'abandonner à ceux qui pourraient lui apporter paix et nourriture, à défaut d'une liberté rêvée mais inaccessible. Le malheur kurde est loin d'être fini.

KENDAL NEZAN.

Fiasco américain au Proche-Orient

Par
WILLIAM
B. QUANDT *

On peut désormais raisonnablement se demander si les Kurdes pourront jamais accorder crédit aux promesses des puissances extérieures. Après leur avoir assuré pendant cinq ans un « havre de sécurité » dans le nord de l'Irak, les Etats-Unis sont en train de les abandonner à la merci de M. Saddam Hussein et des Etats voisins.

Cela a comme un air de déjà-vu. Déjà, en 1975, M. Henry Kissinger, alors secrétaire d'Etat, et le shah d'Iran - après avoir poussé les Kurdes à se dresser contre le régime de Bagdad pour éviter que la Syrie ne dispose d'un puissant allié contre l'Egypte - avaient mis fin à leur soutien de façon abrupte. En 1990, le président George Bush exhorta le peuple irakien à se soulever contre le président Saddam Hussein, mais, lorsqu'il s'y risqua en mars 1991, personne ne vint au secours des millions de réfugiés qui fuyaient vers la Turquie et vers l'Iran. Cette fois, la tragédie pourrait suivre un cours plus lent et peut-être moins violent, mais il est facile d'en prévoir la fin : le régime brutal de Bagdad regagnera le contrôle des zones kurdes.

En quelques années, nous sommes passés, au Proche-Orient, de la vision d'une *pax americana* à l'effondrement des deux piliers de la politique américaine dans la région : le « processus de paix » arabo-israélien et la stratégie dite du « double endiguement » (de l'Irak et de l'Iran) (1). L'instauration d'une *pax americana* n'a jamais été un objectif réaliste. Les Etats-Unis ne sont pas faits pour le rôle de puissance impériale, qui n'intéresse pas l'opinion publique américaine. Le Congrès ne veut pas régler la facture d'une politique étrangère ambitieuse. Quant à l'establishment politique, il garde encore le souvenir du traumatisme de la guerre du Vietnam : nul n'accepte le sacrifice de vies américaines tant que la sécurité des Etats-Unis n'est pas directement menacée.

* Ancien membre du Conseil national de sécurité, professeur à l'Université de Virginie, auteur, notamment, de *Peace Process. American Policy and the Arab-Israeli Conflict*, The Brookings Institution, Washington, DC, 1993.



ERRÓ. - « Tempête du désert » (détail, 1991)

Comme si M. Nétanyahou souhaitait la paix

L'HYPOTHÈSE d'une offensive sur Bagdad, au printemps 1991, n'a jamais eu beaucoup de partisans. Mais il y eut, pendant un temps, une alliance solide avec des puissances régionales décidées à coopérer pour contenir l'Irak, protéger les Kurdes et à promouvoir un règlement de paix arabo-israélien global. Que s'est-il passé depuis ?

La responsabilité de la situation actuelle n'incombe pas uniquement à Washington. La plupart des changements qui se sont produits dans la région, mettant à mal la coalition des forces hostiles au président Saddam Hussein et favorables à la paix, procèdent de causes internes aux pays de la zone. Le glissement de la Turquie vers une attitude plus accommodante envers l'Irak, la ligne dure d'Israël sur la question de la paix et l'hésitation de l'Arabie saoudite à coopérer trop ouvertement avec les actions militaires américaines représentent autant d'évolutions qui reflètent des changements dans les sociétés de ces pays. Il n'empêche : un engagement américain plus déterminé pour faire avancer la paix, au cours des années cruciales 1992-1995, aurait pu permettre de maintenir au pouvoir le Parti travailliste israélien et de conforter la confiance des régimes arabes modérés.

Reste que, pour le moment, il n'y a guère à attendre des Etats-Unis. La politique étrangère, particulièrement en année électorale, est gérée de façon à éviter les controverses et à apparaître « forte », tout en prenant un minimum de risques. Ainsi Washington se comporte à l'égard de M. Benyamin Nétanyahou, le premier ministre israélien, comme s'il était intéressé à la paix. Et reste silencieux face aux plans d'extension des colonies de peuplement juives, préférant mettre bruyamment l'accent sur le thème, plus facile, du « terrorisme ».

En ce qui concerne M. Saddam Hussein, les Etats-Unis semblent vouloir se contenter de lui donner une petite claque, plutôt que d'entreprendre une action qui l'empêcherait de brutaliser son propre peuple. Des voix, certes, s'élèvent pour critiquer l'attitude du président William Clinton et appeler à des mesures plus énergiques, notamment à ces actions qui viseraient la garde républicaine sur laquelle s'appuie le pouvoir de M. Saddam Hussein. Cela aurait sans doute plus d'effet que quelques bombardements dans le sud du pays. Mais une telle réponse risquerait de faire plus de victimes, notamment américaines, et les anciens alliés de la campagne « Tempête du désert » ne manifestent plus le même désir de coopération avec les Etats-Unis pour des actions de ce type.

Les actions que le président Clinton est prêt à entreprendre ne changeront donc pas grand-chose sur le terrain. Cela ne signifie pas, bien sûr, qu'il n'y aura pas d'autres bombardements ni d'autres attaques de missiles de croisière. Mais tout cela aura en fin de compte peu d'effet, sinon d'accroître l'hostilité de maints pays arabes envers la politique américaine. Si M. Saddam Hussein est suffisam-

ment intelligent, il pourra éviter de nouvelles pressions en laissant le président américain crier victoire dans ses actions dans le sud de l'Irak, tandis que lui-même fera repasser le Nord sous sa coupe.

Comment les Etats-Unis pourraient-ils revitaliser leur leadership dans la région ? Il faudrait, en premier lieu, qu'ils frappent effectivement l'appareil répressif de M. Saddam Hussein tout en réaffirmant clairement aux Irakiens, par des gestes politiques, que l'intégrité de leur pays n'est pas en cause. Deuxièmement, ils devraient ouvrir discrètement un dialogue avec l'Iran sur des questions de sécurité régionale. Troisièmement, ils devraient s'efforcer sérieusement de relancer les négociations de paix arabo-israéliennes, en insistant davantage sur le contenu des questions en suspens. Une telle politique serait de nature à redonner une crédibilité à l'administration que M. Clinton mettra en place en cas de réélection.

Pour être efficace, une nouvelle orientation exigera une bonne dose de réalisme. Le gouvernement américain devra reconnaître, par exemple, qu'il n'est pas possible d'ignorer indéfiniment l'Iran et que ce pays n'est pas à l'origine de tous les troubles dans la région. Il lui faudra tenir à M. Benyamin Nétanyahou un langage de fermeté, notamment sur les colonies et sur la nécessité d'aller de l'avant sur l'évacuation de Hébron. Et, en cas de résistance, probable, du premier ministre israélien, il sera nécessaire d'exercer sur lui de réelles pressions. Pour ce qui est de la Turquie, qui va faire face à une situation économique difficile si les sanctions contre l'Irak sont maintenues, il est urgent de la convaincre qu'elle a des raisons substantielles de coopérer avec l'Ouest et de tisser des relations plus étroites avec l'économie européenne. Quant à l'Arabie saoudite, il faut cesser de la traiter avec tant de déférence au seul motif qu'elle possède du pétrole.

Autant de changements d'approche qui doivent chercher à recentrer la politique américaine sur les deux grands dossiers où se situe l'intérêt des Etats-Unis : la paix entre les Arabes et Israël d'une part, la sécurité dans le Golfe d'autre part.

Autant de changements d'approche qui doivent chercher à recentrer la politique américaine sur les deux grands dossiers où se situe l'intérêt des Etats-Unis : la paix entre les Arabes et Israël d'une part, la sécurité dans le Golfe d'autre part.

Une nécessaire autocritique

MAIS cette révision politique est peu probable, et Washington va vraisemblablement continuer à suivre la ligne consistant à imputer entièrement aux Kurdes eux-mêmes la responsabilité de l'échec de la politique américaine en Irak, à l'instar de M. Nicolas Burns, porte-parole du département d'Etat : « Pendant cinq ans, nous avons donné toutes leurs chances aux Kurdes. Mais ils ont échoué et n'ont pas saisi l'occasion historique qui s'offrait ainsi au peuple kurde (2). » Sans un minimum d'autocritique, ceux qui conçoivent la politique américaine risquent de ne pas tirer les leçons des récents événements et donc de ne pas réussir à se repositionner pour affronter les nouvelles réalités du Proche-Orient. Voilà qui réduirait à peu de chose la prétendue victoire de l'opération « Tempête du désert ».

(1) Lire Alain Gresh, « Du Proche-Orient au Golfe, les étranges ingrédients de la politique américaine », *Le Monde diplomatique*, juillet 1996.

(2) *International Herald Tribune*, 12 septembre 1996.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Droits lead

Violations des droits de l'Homme en Turquie : "trop c'est trop", selon Amnesty

ISTANBUL, 1er oct (AFP) - "Trop c'est trop", a déclaré mardi à propos des violations des droits de l'Homme en Turquie le secrétaire général d'Amnesty International Pierre Sané, qui participait au lancement à Istanbul d'une campagne mondiale sur ce pays, intitulée "Pas de sécurité sans droits de l'Homme".

"Aujourd'hui, nous disons que trop c'est trop, il est temps de mettre un terme à des décennies de pratique endémique de la torture, aux restrictions à la liberté d'expression et au récent phénomène des disparitions et des exécutions extrajudiciaires", a déclaré M. Sané dans une conférence de presse.

M. Sané a accusé les gouvernements turcs successifs d'avoir manqué de courage pour abolir "les mauvaises lois et les mauvaises pratiques" qui nuisent aux droits de l'Homme, et pour n'avoir pas traduit en justice les soldats et policiers ayant torturé ou tué des civils.

"Il est temps pour les gouvernements turcs de cesser d'arguer qu'il était nécessaire de violer les droits de l'Homme pour préserver la sécurité nationale", a-t-il dit.

"Il est temps de cesser de rejeter la responsabilité de tels abus sur le conflit dans le sud-est", a-t-il poursuivi, dans une allusion au conflit armé entre l'Etat turc et les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui a fait près de 22.500 morts depuis 1984.

M. Sané a affirmé que les violations des droits de l'Homme, en augmentation depuis 1990 selon lui, étaient répandues dans toute la Turquie et non limitées au seul sud-est.

La campagne d'Amnesty vise à "améliorer la situation des droits de l'Homme en Turquie" et à "rendre service à la Turquie et non à lui nuire", a souligné M. Sané.

M. Sané a également reproché aux gouvernements étrangers d'exercer "très peu de pressions sur la Turquie" dans le domaine des droits de l'Homme, "même s'ils savent ce qui se passe" dans ce pays.

Il a expliqué cette attitude par la position stratégique de la Turquie, "alliée vitale de l'Occident".

La campagne d'Amnesty comprend notamment l'envoi au gouvernement turc de messages par télécopie et de cartes postales par les membres d'Amnesty à travers le monde pour appeler les autorités, les responsables de l'armée et de la police, à "mettre un terme aux violations".

Dans plusieurs pays, notamment aux Etats-Unis, au Canada, en Malaisie, Slovénie, dans la bande de Gaza et en Pologne, Amnesty organisera des conférences de presse, des séminaires et des manifestations sur ce thème. Les membres d'Amnesty visiteront les représentations diplomatiques de la Turquie pour exposer aux diplomates leurs préoccupations à propos de la situation des droits de l'Homme dans ce pays.

KG/hc/bds eaf

AFP /AA1234/011507 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

L'UPK fait état d'attaques contre "ses positions" près de Souleimaniyeh

NICOSIE, 1er oct (AFP) - L'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) a affirmé que des miliciens de son rival, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), avaient attaqué mardi, avec l'aide d'officiers de Bagdad, "ses positions" à l'est de Souleimaniyeh, près de la frontière avec l'Iran.

Dans un communiqué parvenu à l'AFP, l'UPK de Jalal Talabani, dont les forces ont été chassées en septembre du Kurdistan, a affirmé que "ses positions à Mawat, à l'est de Souleymanieh, ont été attaquées dans la matinée à l'artillerie et aux roquettes katioucha, par des miliciens de Barzani, appuyés par des officiers irakiens".

Malgré sa défaite, l'UPK affirme disposer de poches de résistance au Kurdistan, notamment dans les zones frontalières de l'Iran, où M. Talabani a trouvé refuge.

Dans son communiqué, l'UPK indique que les "assaillants ont été repoussés et ont abandonné 15 corps, dont ceux de trois officiers des services de renseignement irakiens". Ces officiers sont Khalil Thahir, Simko Hazmid et Ayoub Namiq, selon le texte.

En septembre, Téhéran a fait état à plusieurs reprises d'attaques menées par les forces du PDK et de militaires du président irakien Saddam Hussein contre des réfugiés rassemblés près de la frontière irano-irakienne.

Cependant, le PDK a démenti dans un communiqué parvenu mardi à l'AFP que de "violents combats" aient lieu dans cette région, rejetant comme des "allégations" les informations publiées à cet effet par l'UPK et son allié l'Iran.

"Le PDK dément catégoriquement ces allégations qui visent à donner l'impression que la situation n'est pas stable et que les combats se poursuivent" dans le Kurdistan que contrôle le mouvement de M. Barzani, a indiqué le communiqué.

raf/tm/mm

tf

AFP /AA1234/012207

OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-droits

Ankara accuse Amnesty International d'encourager le terrorisme

ANKARA, 1er oct (AFP) - Le ministère turc des Affaires étrangères a accusé mardi Amnesty International d'"encourager le terrorisme" en publiant un rapport sur des violations des droits de l'Homme en Turquie dans le cadre d'une campagne mondiale lancée le même jour à Istanbul sur ce thème.

Le rapport d'Amnesty International est "partial" et contient des "arrières-pensées", a affirmé le ministère dans un communiqué.

"Amnesty International s'est abstenu en particulier de qualifier le PKK (ndlr: le Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes de Turquie) d'organisation terroriste". "Ce rapport, qui tente de montrer le PKK comme une partie belligérante, encourage le terrorisme", ajoute le communiqué.

Le rapport, intitulé "Turquie, quelle sécurité?", fait notamment état d'une multiplication des violations des droits fondamentaux en Turquie

depuis le début des années 90.

L'organisation met l'accent dans ce rapport sur des "exécutions extrajudiciaires" et des "disparitions" qui ont commencé à avoir lieu depuis 1990 notamment dans les villes du sud-est de la Turquie, théâtre traditionnel de la rébellion du PKK.

Dans son communiqué, le ministre des Affaires étrangères affirme que son rapport fait perdre à Amnesty International sa crédibilité et son prestige.

"Notre pays mène la lutte contre l'organisation terroriste séparatiste, le PKK, dans le cadre de la démocratie et du respect des droits de l'Homme et du principe de la supériorité de la loi", a-t-il encore affirmé.

KG/hc/mmr tf

AFP /AA1234/011740 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

Arrestation de trois étrangers relâchés par le PKK

ANKARA, 1er oct (AFP) - Trois étrangers, deux Polonais et un Iranien, qui avaient été relâchés vendredi dernier après plusieurs jours de détention dans l'est de la Turquie par des militants du PKK, ont été arrêtés par la justice turque, a-t-on appris mardi de source proche des services de sécurité à Ankara.

La justice a décidé dimanche de les mettre en état d'arrestation à Bingol, les accusant "d'aide" au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984.

Des notes rédigées par des maquisards du PKK et des croquis ont été saisis sur ces étrangers. Ils doivent comparaître prochainement devant la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir, selon la même source.

Après leur libération vendredi matin près du village de Dallitepe dans la région de Bingol (est), ces étrangers avaient été interrogés par la gendarmerie de cette province.

Les Polonais, Magdalena Glowacka et Tomasz Nalecz-Mrozowski, et l'Iranien Djemal Karim, avaient été emmenés par un groupe de militants armés du PKK qui avaient stoppé leur véhicule, dans la nuit du 23 au 24 septembre, sur la route entre Elazig et Bingol (est), près du village de Bilaloglu, selon une source proche des services de sécurité à Ankara.

Cette source, qui avait voulu garder l'anonymat, avait déclaré ne pas pouvoir préciser s'il s'agissait d'un enlèvement ou d'une visite volontaire de ces étrangers chez les rebelles kurdes.

CE/hc/mr EAF

AFP /AA1234/011505 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, OCTOBER 2, 1996



Turkish Army commandos hunting Tuesday for Kurdish rebels near the southeastern city of Tunceli. Reuters

Rights Group Assails Ankara and Rebels

Reuters

ISTANBUL — Amnesty International began a worldwide campaign Tuesday to publicize human rights abuses in Turkey and issued a report condemning extrajudicial killings, torture and disappearances.

It also accused rebels of the Kurdish Workers Party and leftist urban guerrillas of rights abuses.

"This is a campaign for Turkey," said the head of Amnesty International, Pierre Sane. "This is a campaign to ensure that the necessary safeguards will be put in place to protect the rights of people in detention."

The European Parliament threatened last month to withhold hundreds of millions of dollars in

European Union aid to Turkey, complaining that Ankara had not carried out commitments to improve its rights record.

Mr. Sane said the London-based human rights group would pressure international organizations in an effort to expose Turkey's failure to prevent torture, extrajudicial killings and the recent phenomenon of suspects "disappearing" in detention.

Turkish Foreign Ministry officials were not immediately available to comment on the report.

"What concerns us most," Mr. Sane said, "is the increase in the number of disappearances, the number of extrajudicial executions."

More than 100 people, mostly Kur-

dish villagers, have "disappeared" in police custody since 1993 as part of the conflict between Kurdish rebels and the security forces in southeast Turkey, the report said.

The report said that more than 1,000 civilians suspected of pro-rebel activity had been killed by the security forces or shadowy death squads in the last five years "in an unprecedented wave of extrajudicial killings."

It says the guerrillas have killed at least 400 prisoners and civilians from 1993 to 1995 in a campaign against a pro-state Kurdish village militia.

"It is a bitter irony," Amnesty International said, that "most victims of its deliberate and arbitrary killings have been Kurdish villagers."

France Soir - 1^{er} octobre 1996

Poissy :
clandestins
interpellés

Interpellations hier à Poissy (Yvelines) dans le foyer ADEF (Association pour le développement des foyers). Sur les 600 résidents, une

trentaine, Sénégalais, Soma-liens et Kurdes, en situation irrégulière, ont été placés en garde à vue.

Libération - 2 octobre 1996

La Turquie, nouvel accroc dans la «pax americana»

PAR JACQUES AMALRIC

La pax americana, un peu vite considérée comme acquise au Proche-Orient voilà quelques mois, a du plomb dans l'aile. Non seulement à cause des provocations de Benyamin Netanhayou, tout à fait imperméable aux impératifs stratégiques de son ancienne patrie d'adoption et aux intérêts électoraux de Bill Clinton. Non seulement du fait de Saddam Hussein, qui vient, par Kurdes interposés, d'infliger un cuisant camouflet à la Maison Blanche. Un troisième acteur important de cette région du monde – pour ne rien dire du président égyptien qui vient de refuser de déférer à la convocation du président américain – commence, lui aussi, à donner la migraine aux experts de Washington, même s'ils évitent pour l'instant de donner trop de publicité aux infractions au code de bonne conduite que multiplie Necmettin Erbakan, le premier chef du gouvernement turc à se réclamer de l'islamisme depuis la révolution d'Atatürk.

Ce vieux routier de la scène politique turque est un habile homme. Il avait même la réputation de ne pas être très regardant sur les principes et c'est bien pourquoi les Etats-Unis ne s'inquièrent pas outre mesure de son accession au pouvoir, en juillet dernier. N'avait-il pas été contraint, pour ce faire, de s'allier avec son ennemie, la centriste laïque Tansu Ciller, elle même décidément très souple dans ses convictions? Et pendant la campagne électorale, Erbakan n'avait-il pas pris soin de laisser au vestiaire ses anciennes diatribes contre l'Otan, contre l'Union européenne et contre la guerre du Golfe, qu'il qualifiait volontiers naguère d'«agression sioniste»?

Deux mois après son entrée en fonction, Erbakan est de plus en plus sous sur-

veillance. Certes, il n'a rien fait pour torpiller l'accord de sécurité signé par Ankara et Jérusalem, quelques mois avant qu'il ne réussisse à se forger une majorité parlementaire hétéroclite. Il a même laissé Tansu Ciller, qui est en charge du ministère des Affaires étrangères, élargir cette coopération. Les Etats-Unis n'en ont pas moins commencé à froncer les sourcils lorsque Necmettin Erbakan a fait le voyage de Téhéran, pour y négocier un contrat gazier et lorsqu'il a manifesté, par un mutisme absolu, son approbation de la repri-

Le processus de paix chancelle, Saddam Hussein inflige à Washington un nouveau camouflet... Et voici qu'à Ankara, Necmettin Erbakan fait preuve d'un activisme voyageur qui contraste avec son étiquette d'islamiste «modéré».

se de contrôle du Kurdistan irakien par Saddam Hussein. Et ils viennent de lui adresser un avertissement sans frais lorsqu'ils ont appris que cet islamiste «modéré» serait bientôt à Tripoli, lui demandant explicitement de ne pas normaliser les relations de la Turquie avec Khadafi. Sous couvert de rétablir de bonnes relations entre la Turquie et les pays musulmans, Erbakan a une fâcheuse tendance, commence-t-on à grogner à Washington, à

courtiser surtout les pires ennemis des Etats-Unis. D'autant plus qu'il voulait faire suivre son escale de Tripoli d'un déplacement à Khartoum, autre capitale «terroriste» selon la classification américaine. Ce n'est qu'au dernier moment, sous la pression de Tansu Ciller, qu'il y aurait renoncé.

L'activisme voyageur d'Erbakan contraste avec le profil relativement bas qu'il a adopté sur la scène intérieure. Les contraintes économiques et financières l'ont obligé à reporter aux calendes grecques les promesses du candidat, à l'exception d'une augmentation massive des fonctionnaires. Cet attentisme, pondéré par une infiltration moins visible des réseaux judiciaires, des médias et du secteur de l'enseignement, est mal vécu par la base islamiste du Refah. Elle supporte mal la cohabitation avec les centristes de Tansu Ciller et la modération gouvernementale qui en découle mais une scission du Refah paraît actuellement improbable car Erbakan, en bon autocrate, tient bien son parti en main. Son but, à ce stade, n'est certainement pas de rompre avec l'Union européenne (il pense, manifestement, qu'elle en prendra elle-même la responsabilité) ou avec l'Otan (les militaires turcs ne le permettraient pas). Ce n'est pas non plus d'imposer l'islamisme par une épreuve de force mais de le banaliser, de briser le tabou de son exclusion de la vie publique, de l'imposer peu à peu comme force politique légitime. Sans qu'on puisse encore répondre à la question essentielle que l'on se pose depuis la crise algérienne: l'intégrisme islamique est-il soluble dans un processus démocratique ou ne peut-il, à terme, qu'en venir à bout après l'avoir utilisé pour conquérir le pouvoir? ●

Le Figaro - 2 octobre 1996

TURQUIE

Le rapport d'Amnesty International

□ Amnesty International a lancé hier, lors d'une conférence de presse, sa campagne

sur la Turquie. Dans un rapport intitulé « Turquie, quelle sécurité ? » et proposé à la vente des journaux, l'organisation stigmatise les autorités turques qui « justifient les pouvoirs exorbitants conférés aux forces de sécurité et les violations des droits de l'homme par la lutte contre

l'opposition armée, essentiellement les Kurdes du PKK ». Amnesty dénonce ainsi « l'utilisation de la loi antiterroriste pour poursuivre et emprisonner des écrivains, des éditeurs et des hommes politiques » pour délit d'opinion.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, OCTOBER 2, 1996

Turkish Leader Set to Go On Another 'Muslim' Tour

Stops in Libya and Nigeria Stir Criticism

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Pressing his campaign to forge a worldwide alliance of Muslim nations and evidently unconcerned about foreign and domestic criticism, Prime Minister Necmettin Erbakan is planning to depart Wednesday on a trip that will take him to Libya and Nigeria.

According to press reports here, Mr. Erbakan is making the trip against the advice of his own Foreign Ministry. Turkey has been governed since June by an uneasy coalition between Mr. Erbakan's pro-Islamic Welfare Party and the Western-oriented True Path Party headed by Foreign Minister Tansu Ciller.

In August, Mr. Erbakan visited Iran as part of his first foreign trip since taking office and signed a multibillion-dollar oil transport agreement with Iranian leaders. Although the agreement had been under negotiation for several years and had been endorsed by previous Turkish leaders, it was taken by some in the West as an alarming signal that Turkey was beginning to reorient its foreign policy eastward.

Mr. Erbakan's trip to Libya, a Muslim country, and Nigeria, which is substantially Muslim, will deepen Western con-

cerns.

The United States has declared Libya a terrorist state, and it is under international sanctions for failing to turn over two suspects in the 1989 bombing of a Pan Am jet over Lockerbie, Scotland. Nigeria's military rulers have jailed the winner of the country's last presidential election and attracted worldwide criticism after executing nine opposition figures last year.

Libya owes an estimated \$350 million to several Turkish construction firms, and Mr. Erbakan is hoping that his visit will encourage payment of the bill. An official Turkish delegation traveled to Libya last month seeking payment of the debt, but the Libyan leader, Moammar Gadhafi, refused to pay it and even denounced "the slaughter of Kurds in Turkey" in a speech at which the Turkish officials were present.

In addition to Libya and Nigeria, Mr. Erbakan is also planning to visit Egypt on his trip. On his last trip, he traveled to Pakistan, Singapore, Indonesia and Malaysia as well as Iran.

The leader of Turkey's largest opposition party, former Prime Minister Mesut Yilmaz, asserted this week that a "gaping chasm" had opened between Turkey's traditionally pro-Western foreign policy and the policy being pursued by Mr. Erbakan. He called Mr.

Erbakan's travel plans "contrary to the national interest."

"A party that won only 21 percent of the vote has no right to change the course of Turkish foreign policy," Mr. Yilmaz said, referring to the Welfare Party's showing in last December's election.

"There is no consensus in Turkey for such a change."

As Mr. Erbakan prepared to depart this week, aides confirmed that he has invited the speaker of the Sudanese Parliament, Hasan Turabi, to attend a convention of the Welfare Party scheduled for Oct. 13.

Like Libya, Sudan is on the U.S. State Department's list of governments that support terrorism.

At a briefing in Washington on Monday, the State Department spokesman, Nicholas Burns, warned Mr. Erbakan to be "quite careful" when dealing with regimes such as those that rule Libya and Sudan.

"We certainly would have concern about any country normalizing relations with Sudan and Libya," Mr. Burns said.

"Sudan is a state sponsor of terrorism," he added. "Libya is responsible for the murder of hundreds of Americans on Pan Am Flight 103, December 1989. And we haven't forgotten that."

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Turquie

Une zone de sécurité turque provoquerait une "effusion de sang" selon Bagdad

LE CAIRE, 2 oct (AFP) - L'Irak refuse la création d'une "zone de sécurité" turque en territoire irakien, car l'occupation de son territoire "provoquerait une effusion de sang", selon le ministre irakien des Affaires étrangères.

"J'ai informé le ministre turc des Affaires étrangères (Mme Tansu Ciller) de notre rejet catégorique de toute tentative turque d'occuper un seul pouce de notre territoire", a affirmé M. Mohamed Saïd al-Sahhaf, dans un entretien publié mercredi par le journal arabe Al Hayat.

"Je lui ai dit que cela provoquerait une effusion de sang entre les deux pays, qui sont voisins et amis, et n'ont pas besoin de ceci", a-t-il ajouté.

"J'ai eu un échange de vues approfondi avec Mme Ciller à ce sujet et je lui ai prouvé que ce projet était une grave erreur", a indiqué le ministre irakien, qui a rencontré Mme Ciller la semaine dernière à New York, en

marge de l'assemblée générale des Nations-Unies.

"Quant à la lutte contre le terrorisme (évoquée par la Turquie pour justifier l'idée de la zone de sécurité dans la nord de l'Irak), elle ne peut se faire par l'occupation de l'Irak", a-t-il poursuivi.

La Turquie a envisagé de créer une "zone de sécurité" le long de sa frontière avec l'Irak, pour se protéger des séparatistes kurdes turcs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui trouvent refuge dans le Kurdistan irakien.

"Nous ne sommes pas disposés à accepter une zone de sécurité (turque dans le nord de l'Irak) et nous considérons cela non seulement comme une erreur stratégique, mais un crime", a insisté le ministre irakien.

M. Sahhaf a par ailleurs accusé l'Iran d'avoir été "largement impliqué dans le nord de l'Irak" et d'y avoir dépêché "des milliers de para-militaires". "Nous espérons que la direction iranienne réalisera qu'il est temps d'adopter une politique sincère de normalisation avec l'Irak", a-t-il ajouté.

Le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani a pris début septembre le contrôle du Kurdistan irakien avec l'aide de l'armée irakienne. Il en a délogé son principal rival, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, qui était appuyé par l'Iran.

ms/sk/sl/pub

AFP /AA1234/021222 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

37 rebelles kurdes tués par l'armée turque en une semaine

ANKARA, 3 oct (AFP) - Trente-sept rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués en une semaine lors d'opérations militaires dans différentes zones dans l'est et le sud-est de la Turquie, a annoncé jeudi la super-préfecture de Diyarbakir.

Un communiqué de cette préfecture indique que ces opérations se sont déroulées dans les régions de Siirt (sud-est), de Van (est), à la frontière avec l'Iran, de Hakkari, à la frontière avec l'Irak et l'Iran, de Sirnak, à la frontière avec la Syrie et l'Irak et de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde.

Selon le document, cité par l'agence Anatolie, 17 de ces rebelles ont été tués jeudi lors d'opérations dans les zones frontalières avec l'Irak.

CE/lmt tf

AFP /AA1234/031645 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

KURDISTAN **Le sale business** **du PKK**

La police belge vient de démanteler un réseau kurde de trafic de drogue et de main-d'œuvre. Selon les quotidiens *Asharq al-Awsat* et *le Soir*, l'enquête menée simultanément à Bruxelles, Londres et Amsterdam a démontré que l'argent atterrissait sur des comptes du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, à l'étranger.

Courrier international
3/9 octobre 1996

LES ECHOS - 3 octobre 1996

Grève de la faim illimitée **dans une prison turque**

Une centaine de détenus d'extrême gauche d'une prison turque ont lancé une grève de la faim illimitée pour protester contre la mort, la semaine dernière, de 11 prisonniers membres du PKK. Une grève de la faim de 69 jours avait déjà conduit à la mort de 12 détenus au mois de juillet.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Belgique-kurdes-presse

L'IPI proteste contre la fermeture d'une télévision kurde à Bruxelles

VIENNE, 3 oct (AFP) - L'Institut national de la presse (IPI) a protesté jeudi, dans une lettre ouverte adressée au Premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, contre la fermeture d'un bureau de la télévision kurde MED-TV à Bruxelles.

"Le 18 septembre 1996, la police belge a fait une descente dans la station de télévision MED-TV, titulaire d'une licence et émettant en kurde, a confisqué des objets divers, notamment des ordinateurs et des archives, et a fermé le bureau, l'obligeant à cesser d'émettre", a affirmé l'IPI, basé à Vienne.

Tous les occupants du bâtiment ont été interrogés pendant plusieurs heures par la police, a ajouté l'IPI.

clp/jpc/lmt ef

AFP /AA1234/031807 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Le Monde - 3 octobre 1996

Amnesty International dénonce la torture en Turquie

ISTANBUL

de notre correspondante

Torture systématique, disparitions, exécutions extrajudiciaires : le rapport publié, mardi 1^{er} octobre, par Amnesty International (AI) sur la situation en Turquie se lit comme un véritable catalogue de violations des droits de l'homme. Plus de 1000 civils, souvent des Kurdes, ont été tués dans des circonstances mystérieuses par des groupes vraisemblablement affiliés aux forces de sécurité, une centaine de prisonniers ont disparu en cours de détention entre 1993 et 1995, et le conflit qui fait rage dans le Sud-Est anatolien a fait plus de 20 000 victimes depuis 1984.

Mettant en avant « l'inquiétude et l'impatience grandissantes face aux promesses non tenues des gouvernements turcs successifs », le secrétaire général de l'organisation, Pierre Sané, a donné le signal de départ d'une campagne qui va mobiliser les membres d'Amnesty dans le monde entier pendant plusieurs mois. Il a précisé que l'offensive n'était pas dirigée « contre la Turquie », mais qu'elle était au contraire « pour les droits de l'homme pour tous en Turquie ». Le gouvernement turc, qui avait refusé de recevoir la délégation de l'organisation, a immédiatement protesté de son innocence dans un communiqué du ministère des affaires étrangères, accusant le rapport d'être « partial et tendancieux ».

Regrettant que trop souvent po-

liticiens et forces de sécurité justifient leurs actions en les attribuant au « problème du Sud-Est », Amnesty International souligne qu'« il n'y a pas de sécurité », pour le pays et pour les citoyens turcs, « sans droits de l'homme ».

A ce titre, l'organisation condamne également les abus commis par les combattants kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui, selon elle, a tué au moins 400 combattants « repentis » et civils entre 1993 et 1995. Mardi, quatre instituteurs, exécutés dans la province de Diyarbakir, sont venus s'ajouter à une liste d'au moins 90 membres du personnel enseignant victimes du PKK.

LES ENFANTS AUSSI

Le rapport souligne que la torture n'est pas limitée aux personnes suspectées d'être membres du PKK ou de groupes d'extrême gauche, mais touche aussi des enfants et de jeunes adultes. Döne Talun, douze ans, soupçonnée d'avoir volé du pain, a ainsi été détenue pendant cinq jours et torturée au siège de la police d'Ankara. Membre de la délégation d'Amnesty International et ancien commissaire de police, M. Arie Zwanenburg affirme avoir découvert des méthodes policières datant des années 30 et basées sur la nécessité d'obtenir les aveux des suspects, ce qui, explique-t-il, « ouvre la porte à la torture ».

Nicole Pope

L'Alsace - 3 octobre 1996

TURQUIE. Une centaine de détenus d'extrême-gauche de la prison de Canakkale (nord-ouest) a lancé mardi une grève de la faim illimitée pour protester contre la mort la semaine dernière, de onze prisonniers membres du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan).

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, OCTOBER 4, 1996

U.S. Pounded Iraqi Depot That Stored Nerve Gas

By Philip Shenon
New York Times Service

NEW YORK — American intelligence reports show that the United States conducted an extensive bombing campaign during the Gulf War against a sprawling ammunition depot in southern Iraq that was later determined to have then contained chemical weapons.

The Pentagon has previously acknowledged the possibility that some U.S. soldiers might have been exposed to Iraqi chemical or biological agents when U.S. combat engineers blew up part of the Kamisiyah ammunition depot in March 1991, after the Gulf War ended.

But the air strikes raise the possibility that such agents wafted over thousands of U.S. troops in Saudi Arabia, where they were then preparing for the ground invasion of Iraq, several weeks before the engineers' operation.

Both the Pentagon and the United

Nations, which is responsible for weapons inspections in Iraq, say they have no evidence that air strikes on the depot resulted in the release of chemical weapons.

But many chemical agents dissipate quickly, which means there may have been no trace of them by the time inspectors arrived at the depot, months after the bombing.

Much of the rest of the depot was destroyed after the war by the engineers, many of whom have since complained of debilitating ailments that they link to exposure to chemical or biological agents there.

Their symptoms, including chronic fatigue, digestive ailments and joint pain, are considered typical of the so-called Gulf War syndrome reported by thousands of U.S. soldiers.

The Pentagon announced last June, more than five years after the war, that it was investigating the possibility that the combat engineers might have been exposed to nerve gas when they blew up the complex.

Pentagon officials said this week that as a result of those explosions, clouds of chemical agents may have wafted over more than 15,000 American troops, more than three times an earlier estimate.

A senior Pentagon official said Wednesday that the belated appreciation of what occurred at Kamisiyah had caused the Defense Department to reconsider its entire approach to looking for evidence of Gulf War syndrome.

The official said the events at Kam-

isiyah had made the Pentagon more vigilant in its examination of clues that might corroborate the claims of many veterans that they were made ill by chemicals during the war.

"Kamisiyah is a watershed in the search for information," he said. "Kamisiyah is the first time we have been able to place American troops in the presence of chemical weapons. This changes the way we think about this subject."

At the time of its announcement last June about the combat engineers, the Defense Department did not disclose that the same depot had also been bombed repeatedly during the air war.

Government intelligence documents on the air strikes there, which had been made public last year, were suddenly withdrawn from public inspection last February.

One intelligence report, dated Feb. 3, 1991, the 18th day of the air war against Iraq, says 37 storage buildings at the Kamisiyah depot were destroyed in the air attacks, along with about 10,000 tons of ammunition.

The document describes the depot as a primary target for U.S. bombers and says the air strikes there accounted for "the most extensive hit to ammunition storage structures thus far" in the war.

The United Nations and the Pentagon say that all available evidence shows that nerve gas at Kamisiyah was stored only in a single bunker and in a dirt pit on the outskirts of the huge depot. Neither, they say, was damaged in the air war.

Reprise de grèves de la faim dans les prisons turques

Près de 80 détenus, dont une vingtaine de femmes, observent depuis mercredi soir une grève de la faim illimitée dans deux prisons de la province d'Erzurum, à l'est de la Turquie. Ces détenus, membres présumés d'organisations d'extrême gauche, protestent contre l'attitude des autorités, qui, selon eux, n'ont pas respecté la promesse faite fin juillet d'améliorer leurs conditions de détention. Cet accord avait été obtenu après une grève de la faim totale de soixante-neuf jours, au cours de laquelle douze détenus sont morts.

La semaine dernière, 2 000 à 3 000 prisonniers politiques ont observé une grève de la faim d'«avertissement» de trois jours, et mardi une centaine de détenus d'extrême gauche de la prison de Canakkale (nord-ouest) ont lancé une grève de la faim illimitée pour protester contre la mort, le 24 septembre, de onze prisonniers membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Les autorités ont entamé mercredi soir des négociations avec les protestataires pour obtenir la fin de cette action. (D'après AFP)

Libération - 4 octobre 1996

Le Figaro - 4 octobre 1996

TURQUIE

Grève de la faim dans les prisons

□ Près de 80 détenus accusés d'actes terroristes ont lancé mercredi soir une grève de la faim illimitée dans deux prisons du sud-est de la Turquie, pour protester contre leurs conditions de détention. Ce mouvement intervient deux semaines après l'émeute qui a causé la mort de 11 prisonniers membres du PKK (séparatistes kurdes).

l'Humanité - 4 octobre 1996

TURQUIE. Trente-sept membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués en une semaine lors d'opérations militaires dans différentes zones dans l'est et le sud-est de la Turquie.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-prisons

Reprise des grèves de la faim dans une dizaine de prisons turques

ANKARA, 5 oct (AFP) - De nouvelles grèves de la faim ont été déclenchées depuis plusieurs jours par des détenus accusés d'actes de terrorisme dans une dizaine de prisons turques, révèle samedi le quotidien turc pro-kurde "Demokrasi".

Près d'un millier de détenus membres d'organisations d'extrême-gauche et du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) participent à ces grèves de la faim, lancées pour un temps limité à quelques jours ou illimité ou bien observées par rotation.

Ces actions, ont été lancées dans les prison de Konya (centre), d'Ordu (nord, sur la mer Noire), Kayseri (centre), de Ceyhan (sud), de Batman (sud-est), de Siirt (sud-est), de Bursa (nord-ouest), de Buca (ouest) et de Diyarbakir (sud-est), selon le quotidien.

Elles visent à protester contre les affrontements le 24 septembre dans la prison de Diyarbakir, où 11 membres du PKK, en rébellion armée contre Ankara, avaient été tués par les forces de l'ordre, et le non-respect, selon eux, des engagements pris par les autorités fin juillet pour obtenir la fin d'une grève de la faim totale qui durait depuis 69 jours, faisant 12 morts parmi les prisonniers membres d'organisations d'extrême-gauche.

Certains détenus boycotteront pendant une semaine leurs procès et refuseront de se rendre aux tribunaux, selon la même source.

Ces nouvelle grèves viennent s'ajouter à celles observées par des détenus des prisons de Nevşehir (centre), d'Erzurum (est) et de Canakkale (nord-ouest, sur les Dardanelles).

Elles avaient été précédées, il y a une dizaine de jours, par une grève de la faim "d'avertissement" de trois jours, observée par 2.000 à 3.000 détenus dans les prisons turques.

Par ailleurs, un détenu âgé de 16 ans, membre présumé du PKK, a tenté de s'immoler par le feu, jeudi dans la prison de Buca, pour protester contre les affrontements de la prison de Diyarbakir, selon "Demokrasi".

Il a été hospitalisé avec des brûlures aux bras et au dos. Un autre détenu, qui tentait d'éteindre le feu, a été également blessé.

Quatre autres détenus kurdes membres du PKK se sont immolés par le feu depuis le 28 septembre à Istanbul et à Batman, toujours pour protester contre les affrontements de la prison de Diyarbakir.

CE/fa

AFP /AA1234/051416

OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

32 rebelles kurdes tués par l'armée turque

ANKARA, 4 oct (AFP) - Trente-deux rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires jeudi dans le sud-est de la Turquie, a annoncé vendredi la super-préfecture de Diyarbakir.

Ces opérations se sont déroulées dans les régions de Tunceli, de Diyarbakir, de Hakkari, à la frontière avec l'Irak et l'Iran, et de Sirnak, à la frontière avec l'Irak et la Syrie, selon un communiqué de cette

préfecture, chargée de la coordiantion de la lutte contre le PKK.

Les meurtriers de quatre enseignants assassinés après avoir été enlevés dans la nuit de lundi à mardi par des maquisards du PKK dans le village de Hantepe dans la région de Diyarbakir, figurent parmi les "terroristes tués" (rebelles du PKK), selon le communiqué cité par l'agence Anatolie.

Jeudi, un autre communiqué de cette préfecture avait annoncé que 37 autres maquisards kurdes avaient été tués en une semaine lors d'opérations militaires dans l'est et le sud-est de la Turquie.

CE/jj tf
AFP /AA1234/041523 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes-USA

Une délégation du PDK se rendra à Washington

DUBAI, 4 oct (AFP) - Une délégation du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), formation qui contrôle le nord de l'Irak depuis septembre, se rendra à Washington à une date non précisée pour discuter de la situation dans cette région, a annoncé vendredi le parti kurde.

La visite a été décidée au cours d'une réunion qui a regroupé vendredi à Londres le secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis pour le Proche-Orient Robert Pelletreau avec MM. Mohsen Dizai, représentant personnel du chef du PDK Massoud Barzani, et Hochyar Zibari, responsable des affaires étrangères du parti, a indiqué le formation kurde dans un communiqué reçu à Dubaï.

"La réunion s'est tenue à la demande de la partie américaine pour poursuivre les discussions qui ont eu lieu le 18 septembre à Ankara", entre MM. Pelletreau et Barzani, "au sujet des derniers développements dans le Kurdistan irakien où le PDK a étendu entièrement son contrôle", selon le communiqué.

Le bureau du PDK à Londres, contacté au téléphone depuis les Emirats arabes Unis, s'est refusé à préciser la date des discussions de Washington.

Washington veut convaincre le PDK de ne pas se rapprocher du gouvernement du président irakien Saddam Hussein qui l'a aidé militairement à évincer la formation kurde rivale, l'Union Patriotique du Kurdistan de M. Jalal Talabani.

M. Barzani maintient le flou sur sa position à l'égard de Bagdad. D'un coté, il dément tout accord ou toute négociation avec le gouvernement irakien et dit avoir toujours besoin de la protection des Etats-Unis, de la Grande Bretagne et de la France, et, de l'autre, il affirme qu'il "ne se considère plus l'ennemi" de M. Saddam Hussein.

Le représentant de l'Irak au siège de l'ONU à Genève, M. Barzan al-Takriti, avait affirmé la semaine dernière que Bagdad et le PDK étaient parvenus à un projet d'accord pour étendre le contrôle du gouvernement sur le nord de l'Irak qui lui échappe depuis 1991.

M. Takriti, demi-frère de M. Saddam Hussein, a également laissé entendre que M. Barzani mettrait au courant Bagdad du contenu des discussions entre son parti et Washington.

mch/elf/mmr tf
AFP /AA1234/042036 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Prisons

Deux blessés dans une violente manifestation à Istanbul

ISTANBUL, 6 oct (AFP) - Deux personnes ont été blessées dimanche à Istanbul lors d'une manifestation pro-kurde pour protester contre la mort de 11 prisonniers, membres du PKK, tués par les forces de l'ordre le 24 septembre dernier dans la prison de Diyarbakir, selon divers témoignages.

La police a dispersé à coups de matraques un rassemblement de plusieurs centaines de personnes, organisé par le parti pro-kurde de la Démocratie du Peuple (HADEP) sur la place de Taksim au centre européen d'Istanbul, selon les mêmes sources.

Après la dispersion, plusieurs manifestants scandant des slogans pro-kurdes ont lancé des pierres contre des banques et des cafés sur la place de Taksim.

Plusieurs dirigeants locaux du HADEP ont été placés en garde à vue, a indiqué le parti pro-kurde dans un communiqué.

Un nouveau mouvement de grèves de la faim est suivi depuis plusieurs jours par des prisonniers du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, en lutte armée séparatiste contre Ankara) et ceux de groupes armés d'extrême-gauche dans une dizaine de prisons.

Les détenus entendent ainsi protester contre les affrontements dans la prison de Diyarbakir.

Une précédente grève de la faim des détenus qui avait duré 69 jours s'était achevée fin juillet dernier et avait fait 12 morts parmi les prisonniers membres d'organisations d'extrême-gauche.

KG/bir tf

AFP /AA1234/061705 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

Quinze rebelles kurdes tués dans la région de Sivas

ANKARA, 6 oct (AFP) - Quinze rebelles kurdes ont été tués lors d'opérations de représailles de l'armée turque dans la région de Sivas (centre-est), déclenchées après l'embuscade rebelle ayant fait samedi 4 morts et 17 blessés dans les rangs des forces de sécurité, a rapporté l'agence Anatolie.

Un haut responsable local du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) se trouve parmi les rebelles tués près d'un village de Divrigi (province de Sivas), selon l'agence qui cite des sources officielles.

Les opérations, soutenues par des chasseurs-bombardiers F-16 et des hélicoptères d'assaut Cobra, se poursuivaient dimanche, selon la même source.

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait près de 22.500 morts en douze ans.

KG/bir tf

AFP /AA1234/061419 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Iran-Turquie lead

Arrestation d'un espion turc en Iran, selon IRNA

TEHERAN, 6 oct (AFP) - Un agent des services secrets turc qui s'apprêtait à "lancer une opération de propagande" destinée à altérer les relations turco-iraniennes a été arrêté à Oroumieh, dans le nord-ouest de l'Iran, a annoncé dimanche l'agence officielle iranienne IRNA.

Cet agent était entré illégalement en Iran déguisé en touriste, affirme IRNA en se référant aux services de renseignement iraniens à Oroumieh, chef-lieu de la province de l'Azerbaïdjan occidental, proche de la frontière turque.

L'agence ne précise ni son identité ni la date de son arrestation.

Il a avoué vouloir prendre des photos de certains sites, non identifiés, en Iran pour les présenter comme des bases du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), formation séparatiste kurde turque en lutte armée avec Ankara, a affirmé IRNA.

Selon l'agence, cet homme, qui se préparait à "lancer une nouvelle campagne de propagande contre l'Iran", avait avec lui "un grand nombre de brochures et de tracts relatifs au PKK". Il devait également recevoir l'appui de trois membres de l'ambassade de Turquie à Téhéran, a-t-elle ajouté.

Il serait lié aux milieux politiques turcs opposés au rapprochement entre Ankara et Téhéran qui se manifeste depuis l'arrivée à la tête du gouvernement turc de l'islamiste Necmettin Erbakan.

Ces milieux "laïcs" chercheraient à monter des opérations de "propagande psychologique" pour "influencer le gouvernement turc et l'amener à penser que l'Iran soutient le PKK, de manière à empêcher le resserrement des liens entre les deux pays", selon IRNA.

Téhéran a toujours démenti les accusations d'officiels ou de journaux turcs selon lesquels l'Iran apporterait un soutien logistique au PKK.

Le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller avait, lors d'une rencontre le mois dernier à Ankara avec son homologue iranien Ali Akbar Velayati, demandé que l'Iran prenne des mesures pour que le PKK cesse d'utiliser son territoire comme base arrière.

M. Velayati avait promis l'aide de Téhéran mais soulevé, en retour, le problème des incursions turques en territoire iranien. L'Iran avait dénoncé en juin la participation d'hélicoptères turcs à une opération anti-PKK dans le nord-ouest de l'Iran, qui avait fait six morts parmi des civils iraniens.

Une commission d'enquête turque s'était rendue sur les lieux en août mais n'avait trouvé aucune preuve de présence du PKK en Iran, selon Téhéran.

Il s'agit de la seconde affaire d'espionnage entre les deux pays depuis le mois d'avril. A l'époque, quatre diplomates iraniens accusés de terrorisme avait été expulsés par Ankara, provoquant le rappel en Turquie de quatre diplomates turcs accusés d'espionnage par l'Iran.

Les relations entre la république islamique et son voisin laïc se sont sensiblement améliorées avec l'arrivée de M. Erbakan à la tête du gouvernement turc en juin.

Cette amélioration s'est concrétisée par la visite en août de M. Erbakan à Téhéran. Ce dernier avait alors signé un important contrat gazier avec l'Iran, malgré l'adoption par Washington de mesures de représailles contre les investissements étrangers dans le secteur pétrolier et gazier iranien.

M. Erbakan et ses interlocuteurs iraniens avaient également convenu de coopérer davantage pour faire face au problème kurde.

mb/cro/tp

tf

AFP /AA1234/061424

OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Libye

La Turquie "a vu qui sont ses ennemis", selon Mme Ciller

ANKARA, 7 oct (AFP) - Le colonel Kadhafi "a commis une grave erreur historique. La Turquie a vu qui sont ses ennemis et ses amis", a déclaré lundi le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller, en réaction aux propos du numéro un libyen devant le premier ministre turc Necmettin Erbakan.

Mouammar Kadhafi s'était livré à une attaque en règle contre la Turquie pour sa politique vis-à-vis d'Israël et des Kurdes et s'était prononcé pour un Etat kurde indépendant, lors d'une conférence de presse avec M. Erbakan à Syrte (Libye), dans la nuit de samedi à dimanche.

Il avait également qualifié la Turquie de "pays sous occupation occidentale depuis la fin de la première guerre mondiale", selon les journaux turcs.

Ses propos ont déclenché un tollé en Turquie.

"Pendant 400 ans dans le passé, nous avons rendu service aux habitants de territoires incluant la Libye, sans problèmes. C'est ça, l'histoire de la Turquie" a déclaré à la presse Mme Ciller, citée par l'agence Anatolie.

"Tout le monde doit comprendre la grandeur de la Turquie et connaître ses propres limites et sa propre histoire", a-t-elle ajouté, dans une allusion au fait que la Libye faisait partie de l'Empire ottoman.

Le colonel Kadhafi, dans un hommage au Parti islamiste de la Prospérité (Refah) de M. Erbakan, avait loué sa volonté de retour vers le passé ottoman de la Turquie.

"Le Refah est le seul parti turc qui veuille rattacher le passé de la Turquie à son présent, j'encourage tous les citoyens turcs à rejoindre le Refah", avait-il dit.

Mme Ciller a aussi accusé la Libye, l'Iran et la Syrie de "prendre parti contre la Turquie dans sa lutte ultime contre le PKK". Le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), est en rébellion armée contre Ankara depuis 12 ans afin de créer un Etat indépendant dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde.

"Les déclarations de Kadhafi sont suffisantes pour dresser la Turquie contre lui", a déclaré Mme Ciller.

"La politique étrangère suivie par la Turquie pendant l'ère républicaine est fondée sur des bases solides et ne changera pas", a-t-elle encore affirmé.

KG/hc/jj tf

AFP /AA1234/071625 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Libération - 7 octobre 1996

Kadhafi sermonne le Premier ministre turc

Le Premier ministre turc, Necmettin Erbakan, islamiste, en visite en Libye malgré l'ire de Washington, a subi hier une attaque en règle de l'imprévisible colonel Mouammar Kadhafi sur l'appartenance de son pays à l'Otan et la coopération militaire avec Israël. «Nous ne sommes pas satisfaits de la politique étrangère de la Turquie, qui soutient l'occupation israélienne», a déclaré le leader libyen soulignant que «les seuls vrais alliés des Turcs sont les Arabes». Il a aussi critiqué durement la répression antikurde menée par les autori-

tes turques: «Les Kurdes méritent l'indépendance et la nation kurde doit avoir sa place.» Embarrassé, le Premier ministre turc, dont la visite en Libye a été critiquée par les Etats-Unis et les partis laïcs turcs, a défendu la Libye vis-à-vis de l'Occident, qualifiant d'«allégations tendancieuses» les accusations de soutien au terrorisme avancées notamment par les Etats-Unis contre Tripoli. Selon un responsable libyen, la Libye et la Turquie comptent porter leurs échanges commerciaux de 700 millions de dollars à près de 2 milliards. La quasi-totalité des exportations libyennes vers la Turquie est constituée de pétrole et de produits dérivés. (D'après AFP)

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes-USA

Tarek Aziz: le nord condamné au chaos s'il ne revient pas au pouvoir central

BAGDAD, 7 oct (AFP) - Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a affirmé lundi que le nord kurde du pays était condamné au chaos et à l'effusion de sang s'il ne revenait pas sous le contrôle du pouvoir central.

Lors d'un discours prononcé au nom du président Saddam Hussein devant un congrès d'émigrés irakiens, qui se tient à Bagdad, M. Aziz s'est par ailleurs déchaîné contre les Etats-Unis, les accusant de vouloir maintenir l'embargo contre l'Irak en dépit de l'opposition de la communauté internationale.

Le vice-Premier ministre a souligné que le nord kurde du pays faisait partie intégrante de l'Irak. "Sans l'Irak, sans l'Etat irakien et sans la direction irakienne, le sort du nord est le chaos, l'effusion de sang, la destruction et la soumission aux étrangers et à leurs manipulations", a-t-il dit.

Les forces irakiennes avaient effectué une incursion le 31 août dernier dans le nord pour aider la formation du chef kurde Massoud Barzani à évincer ses rivaux kurdes de la ville d'Erbil, chef-lieu du Kurdistan.

M. Barzani, qui contrôle désormais tout le nord de l'Irak, maintient le flou sur sa position à l'égard de Bagdad alors que Washington tente de le convaincre de ne pas se rapprocher du pouvoir central.

M. Aziz s'est déchaîné contre les Etats-Unis, qui "n'ont pas hésité à commettre un nouveau crime en lançant des missiles contre l'Irak", a-t-il dit dans une référence aux missiles de croisière tirés à deux reprises début septembre par les Etats-Unis après l'incursion de l'armée irakienne dans le nord.

"Mais cette agression a eu un écho important dans le monde, car elle a dévoilé aux yeux des Arabes et des autres pays les mensonges des Etats-Unis qui affirment vouloir appliquer les résolutions internationales", a-t-il ajouté.

"Il est désormais clair pour le monde entier que l'embargo n'est plus maintenu par une décision internationale mais par une décision imposée par les Etats-Unis au Conseil de sécurité", a poursuivi M. Aziz.

"Ce pays qui fait fi des résolutions, des conventions internationales et des valeurs humaines s'emploie à porter atteinte à l'Irak par tous les moyens, afin de préserver ses intérêts illégaux dans la région et maintenir son emprise sur ses richesses", a-t-il ajouté.

Le congrès, qui rassemble environ 300 délégués venus des Etats-Unis, du Canada, de Grande-Bretagne, de France et d'autres pays européens, est organisé par le ministère des Affaires étrangères.

Il s'agit du troisième congrès depuis 1989. Les congrès précédents avaient notamment décidé des dons en médicaments et en produits médicaux à l'Irak, l'organisation de campagnes dans les médias à l'étranger en faveur de l'Irak. Les Irakiens à l'étranger sont estimés à plus d'un million de personnes par les autorités.

fch-at/tm/pub tf
AFP /AA1234/071247 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Libye prév

Tollé en Turquie après les propos sulfureux de Mouammar Kadhafi
par Kadri GURSEL)

ANKARA, 7 oct (AFP) - Les propos peu diplomatiques tenus pendant le week-end par le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi devant le premier ministre turc Necmettin Erbakan ont déclenché un tollé en Turquie, où M. Erbakan est violemment pris à partie pour s'y être exposé sans réagir.

M. Khadafi s'était livré à une attaque en règle contre la Turquie pour sa politique vis-à-vis d'Israël et des Kurdes et s'était prononcé pour un Etat indépendant kurde, lors d'une conférence de presse conjointe à Syrte (Libye) dans la nuit de samedi à dimanche.

Il avait également qualifié la Turquie de "pays sous occupation occidentale depuis la fin de la première guerre mondiale", selon les journaux turcs.

Ceux-ci font leurs gros titres lundi de la "nuit de la honte", selon l'expression du quotidien à grand tirage Sabah, et rendent responsables l'inexpérimenté M. Erbakan, chef du parti islamiste de la Prospérité (Refah), d'une monumentale perte de face pour leur pays.

"La nation demandera des comptes", clame ainsi en "une" Hurriyet, autre quotidien à grande circulation. "Erbakan n'a eu aucune réaction contre les propos de l'arrogant libyen, se contentant de regarder le plafond lorsqu'il parlait", tempête le journal.

Hurriyet accuse M. Erbakan de n'avoir pas répondu aux propos de M. Kadhafi, ce qui constitue "une humiliation et un scandale sans précédent dans l'histoire de la Turquie".

Sabah est encore plus acerbe: "Un bédouin va-nu-pieds a lancé des insultes contre la Turquie devant le premier ministre Erbakan et la délégation turque, hôtes de son pays".

Le journal publie la photo du ministre d'Etat Abdullah Gul (Refah), porte-parole du gouvernement et membre de la délégation turque, l'air accablé, la tête entre les mains, après la conférence de presse. "C'est un très mauvais coup, comment allons-nous expliquer cela au peuple?" (turc), a-t-il dit, selon Sabah.

Milliyet, sous la manchette "Désastre libyen", rapporte que M. Erbakan a essuyé un cinglant échec en tentant de persuader le colonel Kadhafi de qualifier d'"organisation terroriste", dans le communiqué final, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), contre lequel Ankara lutte depuis 12 ans.

Les discussions sur ce communiqué ont duré des heures, retardant le départ de M. Erbakan pour le Nigéria, où il s'est rendu lundi.

Les tenors des partis d'opposition sont également furieux. "Si un dictateur terroriste tente de donner des conseils à l'Etat turc, la cause en est la légèreté d'Erbakan", a déclaré le chef du Parti de la Mère Patrie (ANAP), Mesut Yilmaz.

Le leader du Parti Républicain du Peuple (CHP, centre-gauche) Deniz Baykal, a déclaré qu'il demanderait "comptes de ces propos" auprès de M. Erbakan "qui les a mérités" selon lui "en allant en Libye".

M. Erbakan avait causé une controverse en Turquie en annonçant sa visite en Libye, malgré l'opposition du ministère des Affaires étrangères.

"Etablir la politique étrangère sur la fraternité religieuse n'est qu'un rêve", écrit en guise de conclusion un chroniqueur de Milliyet, Altan Oymen.

KG/hc/ob eaf

AFP /AA1234/071231

OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes lead

Quatre militaires turcs tués par des militants du PKK

ANKARA, 6 oct (AFP) - Quatre militaires turcs ont été tués et 17 autres blessés samedi dans une embuscade dressée par des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans la région de Sivas (centre-est), selon un nouveau bilan publié par les médias turcs.

Des renforts ont été dépêchés sur place et les maquisards du PKK ont eu de nombreux tués, dont le nombre n'était pas connu dans la soirée, selon ces mêmes sources.

Au moins 70 rebelles du PKK ont été tués lors d'opérations militaires et combats depuis le 1er octobre, selon les bilans annoncés par les autorités.

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait près de 22.500 morts en douze ans.

CE/fcc

tpm

AFP /AA1234/060147

OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, OCTOBER 8,

Turkey Recalls Its Envoy From Libya

By Kelly Couturier
Washington Post Service

ANKARA — An already controversial trip by Prime Minister Necmettin Erbakan to Libya has turned into a political nightmare after Libya's leader, Moammar Gadhafi, advocated a homeland for the Kurdish people, prompting Turkey to recall its ambassador.

As Mr. Erbakan, Turkey's first Islamic prime minister, went to Nigeria on Monday, the third leg of his current African visit, an opposition leader called for the prime minister's resignation; a censure motion against Mr. Erbakan's government reportedly was submitted in Parliament: the Foreign Ministry announced it was recalling the Turkish ambassador in Tripoli, and the press exploded with outrage as a result of Colonel Gadhafi's remarks during a joint press conference with Mr. Erbakan on Sunday.

"The state of Kurdistan should take its place in the spectrum of nations under the Middle Eastern sun," Colonel Gadhafi was quoted as saying Sunday at

the press conference, referring to Turkey's 12-year armed conflict with separatists of the Kurdish Workers Party. "Turkey should not fight against people seeking their independence."

Mr. Erbakan, apparently shocked and embarrassed by Colonel Gadhafi's remarks uttered in front of dozens of Turkish journalists, replied: "We don't have a Kurdish problem. We have a terrorism problem."

Despite wide differences between Mr. Erbakan's pro-Islamic Welfare Party and the rest of Turkey's secular political and military establishment, all agree that Turkey's territorial integrity must never be threatened by the Kurdish struggle for autonomy and that the Kurdish Workers Party is a terrorist group that must be vanquished by military means.

Newspapers on Monday published pictures of Mr. Erbakan looking flustered and of his adviser, State Minister Abdullah Gul, with his head in his hands after the press conference. The conservative Sabah newspaper decried the "insults heaped on Turkey" by Colonel Gadhafi, whom it referred to as a

"barefoot Bedouin."

After describing Colonel Gadhafi's remarks as "lunatic blathering," Mr. Gul was quoted in the press as saying: "This is a very bad blow. How will we explain it to the people?"

The Welfare Party had a hard enough time last week explaining why it was undertaking the Libyan visit at all, with opposition leaders lambasting Mr. Erbakan for trying to steer Turkey away from its traditional Western-leaning foreign policy, and Welfare's secular coalition partner, the center-right True Path Party, erupting with indignation over the trip.

Interior Minister Mehmet Agar, of the True Path Party, threatened to resign over the trip, citing earlier remarks by Colonel Gadhafi that were critical of Turkey's Kurdish policy.

While billed as a mission to enhance trade ties and to collect a \$365 million debt from Libya, Mr. Erbakan's trip was seen by many as part of an effort to move Turkey closer to the Islamic world.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Turquie-Libye

Les Etats-Unis inquiets du voyage de premier ministre turc en Libye

WASHINGTON, 8 oct (AFP) - Washington a exprimé lundi son inquiétude à la suite de la visite du premier ministre turc en Libye ce week-end, tout en estimant que les déclarations critiques du leader libyen envers Ankara témoignaient du fait qu'on ne pouvait lui faire confiance.

Le porte-parole du département d'Etat Nicholas Burns a estimé "très troublante" la position affichée ce week-end par le premier ministre turc Necmettin Erbakan, qui a semblé défendre le régime du colonel Mouammar Kadhafi.

"Il serait vraiment surprenant que le premier ministre d'un pays allié, membre de l'OTAN, puisse défendre un terroriste comme Mouammar Kadhafi," a déclaré M. Burns qui a affirmé attendre la transcription du discours prononcé par le premier ministre.

Le département d'Etat a mis la Turquie en garde contre l'établissement de relations commerciales avec la Libye, pays soumis à des sanctions de l'ONU pour son refus de livrer à la justice américaine ou britannique deux hommes soupçonnés de participation à l'attentat contre un Boeing 747 de la Pan Am au dessus de Lockerbie (Ecosse) en 1988.

Lors de sa visite à Tripoli, M. Erbakan avait qualifié de "fausses accusations" les affirmations américaines selon lesquelles Tripoli soutient le terrorisme.

Lundi soir, Washington se félicitait toutefois d'un apparent retournement de situation après le rappel pour consultations de l'ambassadeur de Turquie à Tripoli après les attaques du dirigeant libyen contre la politique d'Ankara envers les Kurdes et Israël.

Le gouvernement turc se rend peut-être compte à présent à quel point Khadafi "est peu fiable", a dit M. Burns. "On ne peut pas lui faire confiance et on ne peut pas travailler avec lui. Et plus tôt les gens comprendront cela, mieux ils s'en porteront," a-t-il ajouté.

Les propos du colonel Kadhafi ont déclenché une levée de boucliers en Turquie.

cml-fc/uh/fcc

tpm

AFP /AA1234/080017

OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Le procès d'une vaste escroquerie aux Assedic

Le procès en correctionnelle de 76 Turcs, dont 31 femmes, accusés d'avoir escroqué 10 millions de F aux Assedic, s'est ouvert hier lundi au palais de justice de Sens.

Une quarantaine de prévenus, dont une dizaine de femmes, la tête couverte d'un fichu, siègent aux bancs des prévenus, à côté de l'estrade où ont pris place les magistrats. Le procès doit durer quatre jours.

Les prévenus sont accusés d'avoir détourné entre 10.000 et 100.000 F, selon les cas. Une partie de ces sommes aurait servi à financer deux organisations d'extrême-gauche, Devrimci-Sol et le Parti com-

muniste kurde (PKK).

Selon l'accusation, ces faux chômeurs achetaient à un compatriote turc, Talip Kaya, 38 ans, un certificat de travail, six fiches de paie et une lettre de licenciement, autant de faux documents qu'ils remettaient à l'ANPE afin de bénéficier des indemnités des ASSEDIC.

L'escroquerie aurait fonctionné pendant trois ans, à la fin des années 1980. Les enquêteurs ont mis au jour deux circuits distincts de fraude : l'un dirigé par un ressortissant turc, Erol Dur-sun, 32 ans, et dont faisait partie Talip Kaya, l'autre passant par un cabinet de gestion financière parisien, le cabinet Borel.

TURQUIE

Tension avec la Libye

□ Ankara a rappelé, hier, pour consultations, son ambassadeur à Tripoli, après les attaques du président libyen Mouammar Kadhafi contre la politique turque vis-à-vis des Kurdes et d'Israël. Kadhafi avait tenu ces propos peu diplomatiques le week-end dernier devant le premier ministre turc Necmettin Erbakan, en visite à Tripoli.

Paris Normandie - 8 octobre 1996

Le Figaro - 8 octobre 1996

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes

43 rebelles kurdes tués dans la région de Sivas, selon Ankara

ANKARA, 8 oct (AFP) - Quarante-trois rebelles kurdes ont été tués lors d'opérations de l'armée turque dans la région de Sivas (centre-est), lancées après qu'une embuscade rebelle qui avait fait 4 morts et 17 blessés samedi parmi les forces de sécurité, selon un nouveau bilan annoncé mardi par le gouvernorat de Sivas.

Les corps de 43 militants armés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), dont quatre femmes, ont été retrouvés lors d'opérations de recherche dans les zones d'opération, a indiqué le gouverneur par intérim de Sivas Mustafa Unlusoy.

"L'organisation séparatiste avait augmenté ses activités ces derniers jours mais ces opérations lui ont porté un coup sévère dans la région de Sivas", a-t-il dit.

Les opérations militaires, soutenues par des chasseurs-bombardiers F-16 et des hélicoptères d'assaut Cobra, se poursuivaient mardi en fin de matinée dans les zones des villages de Maltepe et de Gedikbasi, dans la région de Divrigi (province de Sivas), selon la même source.

Elles avaient été lancées samedi contre un groupe de maquisards du PKK, qui avaient tiré sur un groupe de militaires qui revenaient d'une opération.

Un haut responsable local du PKK est parmi les rebelles tués, avaient annoncé dimanche les autorités locales.

La rébellion du PKK s'est développée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait près de 22.500 morts en douze ans.

CE/hc/csa tf

AFP /AA1234/081231 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes 2e lead

64 Kurdes tués dans un bombardement turc en Irak, selon la télévision

ANKARA, 8 oct (AFP) - L'aviation turque a bombardé un camp de séparatistes kurdes de Turquie dans le nord de l'Irak, tuant 64 personnes, a annoncé mardi la télévision d'Etat turque TRT, citant des responsables militaires.

La télévision n'a pas précisé quand le bombardement avait eu lieu.

"Soixante-quatre rebelles de l'organisation terroriste (du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK) ont été tués dans l'opération menée par l'aviation contre le camp de Zap (20 km au sud de la frontière turque) et 27 autres ont été blessés", a déclaré la télévision.

Le bilan de ce bombardement porte à 255 le nombre de militants du PKK tués au cours des quatre derniers jours dans des opérations militaires menées par l'armée turque, selon les sources gouvernementales turques.

118 rebelles du PKK et onze soldats turcs ont été tués lors d'une offensive de l'armée turque près de Cukurca, dans le sud-est de la Turquie à la frontière avec l'Irak, selon un communiqué rendu public mardi par le gouvernorat du sud-est de la Turquie.

Selon ce communiqué, 30 autres membres du PKK ont été tués lors

d'affrontements avec les forces de sécurité dans d'autres provinces du sud-est, notamment celles de Sirkak, Van, Bitlis, Mus et Bingol.

Mardi également, le gouvernement turc avait annoncé la mort de 43 autres membres du PKK, tués depuis samedi lors d'opérations militaires dans la province orientale de Sivas, à la suite d'une embuscade tendue par le PKK.

Plus de 22.500 personnes ont été tuées dans le conflit qui oppose depuis 1984 les forces gouvernementales turques et le PKK.

ue/mr/phv t.f

AFP /AA1234/082036 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes lead

Lancement d'une campagne pour la paix dans le sud-est

ISTANBUL, 8 oct (AFP) - Une campagne pour la paix dans l'est et le sud-est anatoliens, où fait rage une guerre entre l'Etat turc et les rebelles kurdes, a été lancée mardi à Istanbul par un groupe d'intellectuels et de politiciens de diverses tendances.

Baptisée "Un million de signatures pour la paix", elle vise à "réunir ceux qui sont contre la poursuite de la guerre", a déclaré le porte-parole de la campagne, l'avocat Esber Yagmurdereli, dans une conférence de presse à Istanbul.

"Pour assurer nos libertés nous avons besoin de la démocratie, et pour obtenir la démocratie nous avons besoin de la paix", a-t-il expliqué.

Une fois atteint l'objectif d'un million de signatures, celles-ci seront présentées au Parlement turc, selon lui.

La rébellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), déclenchée en 1984 dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde a fait au moins 22.500 morts, rebelles, militaires, civils.

Environ 3.000 villages et hameaux dans l'est et le sud-est anatoliens ont été évacués et 3 millions de personnes ont été déplacées à cause du conflit, selon les chiffres des milieux pro-kurdes.

Parmi les premiers signataires figurent plusieurs intellectuels, artistes, écrivains et politiciens appartenant aux tendances pro-kurdes, gauches, droites, alévis (secte musulmane hétérodoxe) et islamistes.

"Nous ne visons pas d'unanimité d'opinion" a déclaré l'avocat Yagmurdereli. "Il n'est pas question de trouver une raison commune pour vouloir la paix, ce qui est important c'est de rassembler les gens autour de la paix" a-t-il poursuivi.

Le député d'Istanbul du Parti Républicain du Peuple (CHP, social-démocrate), M. Ercan Karakas a déclaré que la Turquie ne pourrait résoudre aucune de ses questions économiques ou sociales sans établir la paix. "Le conflit consomme une bonne partie du budget", a-t-il poursuivi.

KG/csa eaf

AFP /AA1234/081623 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
WEDNESDAY, OCTOBER 9, 1996

Leader of Turkey Faces Censure Vote

Gadhafi Tirade Mobilizes Opposition

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The stunning public confrontation between Turkey and Libya continued to shake the pro-Islamic government of Prime Minister Necmettin Erbakan on Tuesday, and he could face a parliamentary vote of confidence soon.

The left-leaning Republican People's Party filed a request for a parliamentary vote of censure against Mr. Erbakan, equivalent to a no-confidence vote. The ruling coalition has five more votes than the 276 it needs to survive, but some deputies from the pro-Western True Path Party, Mr. Erbakan's coalition partner, are openly unhappy with the government and could defect.

Mr. Erbakan braved strong domestic and international criticism last week by setting off on a trip to Libya, where he hoped to strengthen Turkey's ties to the Libyan leader, Moammar Gadhafi. But instead of welcoming Mr. Erbakan, one of the few world leaders who has extended a friendly hand to him, Colonel Gadhafi launched into a fierce anti-Turkish tirade at a joint news conference held in a tent near Tripoli.

Because Mr. Erbakan sat silently and refused to disassociate himself from Colonel Gadhafi's remarks, leading politicians are calling for his resignation.

Turkish politicians were quick to denounce both Colonel Gadhafi and Mr. Erbakan.

"Anyone who talks with a madman is a madman himself," said the principal opposition leader, former Prime Minister Mesut Yilmaz. "Mr. Erbakan should return to Turkey without wasting any time. He should go straight from the airport to Cankaya and submit his resignation." Cankaya is the presidential palace.

One opposition deputy, Fikri Saglar, said Mr. Erbakan would "look like a traitor" for failing to challenge Colonel Gadhafi's as-

sertions.

Another deputy, Kamuran Inan, said Mr. Erbakan had "buried his 30-year political career in the Libyan sands."

"No one can recover from that," Mr. Inan said.

Even many of Mr. Erbakan's supporters were outraged by the Libyan statements. One of his closest aides, Abdullah Gul, an influential member of Parliament and cabinet minister who was part of the delegation visiting Libya, described Colonel Gadhafi's comments as "lunatic nonsense."

Turkey has recalled its ambassador in Libya as a sign of protest, and if Mr. Erbakan seeks to remain in office, as seems likely, he may have to face a parliamentary vote of confidence.

In his monologue Sunday, Colonel Gadhafi described Turkey as a nation that had forgotten Islam and was "under occupation" by Western powers, evidently a reference to its membership in NATO. He also denounced Turkey's ties to Israel and its military campaign against Kurdish separatists.

"Turkey's foreign policy is wrong from A to Z," Colonel Gadhafi asserted, according to reports published in Istanbul.

"Kurdistan should be established," Colonel Gadhafi said. "I am talking about the Kurdish nation. This nation should have its place in the Middle Eastern sun."

According to reporters who were present, Mr. Erbakan listened to the monologue quietly, staring at the ceiling. Colonel Gadhafi refused to take questions, and the two leaders left the tent together.

Colonel Gadhafi's criticism of Turkey's foreign policy struck sensitive nerves in a country where national pride is strong and regard for Arabs has never been high.

The mass-circulation newspaper Sabah ran a huge banner headline reading "Night of Shame."

Mr. Erbakan's three-nation trip, which concluded Tues-

day in Nigeria, has been ill-starred. He was eager to visit Egypt, but President Hosni Mubarak was reluctant to invite him because of his public gestures of support for the Muslim Brotherhood, which seeks to overthrow the Egyptian government and turn the country into an Islamic republic.

Mr. Mubarak finally agreed to issue the invitation, but kept Mr. Erbakan's plane waiting in Ankara for several hours.

■ Turks Kill 118 Kurds

Turkey said its security forces killed 118 Kurdish guerrillas Tuesday in clashes that spilled over the mountainous border into northern Iraq, Reuters reported from Diyarbakir, Turkey.

Libération - 9 octobre 1996

Motion de censure contre le gouvernement turc

Le gouvernement du Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan est menacé après le fiasco diplomatique sans précédent de sa visite en Libye. Une double motion de censure a été déposée à l'Assemblée et l'ambassadeur turc à Tripoli a été rappelé pour consultation pour protester contre les propos tenus pendant le week-end par Kadhafi contre l'ancrage à l'ouest de la Turquie et sa politique kurde. Erbakan avait écouté sans réagir les appels du colonel à la création «d'un Etat kurde indépendant». Un vrai blasphème aux yeux des Turcs alors que perdure la «sale guerre» dans le Sud-Est anatolien contre les rebelles kurdes du PKK, dont 118 membres ont été tués hier. Le Premier ministre est la cible d'attaques féroces dans la presse, qui lui reproche son entêtement à visiter la Libye contre l'avis du ministère des Affaires étrangères. De leur côté, les chefs de l'opposition aiguisent leurs couteaux dans l'attente du retour d'Erbakan qui terminait mardi son périple africain par une visite au Nigeria. La bataille devant l'Assemblée s'annonce pour lui très difficile. Sa coalition avec le DYP (Parti de la juste voie, droite) de Tansu Ciller dispose d'à peine 5 sièges de majorité. (D'après AFP)

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

ONU-Irak-USA-Kurdes lead

L'Irak veut avoir son mot à dire dans le recrutement de l'ONU au Kurdistan

NEW YORK (Nations unies), 9 oct (AFP) - De nouveaux problèmes ont surgi dans l'application de l'arrangement "pétrole contre nourriture" entre l'ONU et Bagdad qui a exigé de l'organisation mondiale qu'elle licencie certains personnels locaux au Kurdistan irakien, a indiqué mercredi un responsable des Nations unies à New York.

"Oui, c'est vrai", l'Irak pense que l'ONU devrait recruter de nouveaux employés locaux pour la distribution de l'aide dans le nord, a déclaré Chinmaya Gharekhan, un des conseillers du secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, à la sortie du Conseil de sécurité.

"Il va falloir peut-être en passer par là" mais cela risque d'entraîner de "nouveaux retards" dans l'application de l'accord "pétrole contre nourriture", signé le 20 mai dernier et toujours pas appliqué, a dit M. Gharekhan. Le diplomate a également cité des problèmes de "sécurité" et de "liberté de mouvement" pour l'ONU dans les provinces à majorité kurde du nord de l'Irak où la situation sur le terrain a changé à la fin août.

Selon Mme Sylvana Foa, porte-parole du secrétaire général, l'ONU a 109 employés locaux dans ces régions. Les Nations unies veulent recruter au total 400 personnes localement pour l'arrangement "pétrole contre nourriture", a-t-elle indiqué. Selon elle, Bagdad veut avoir son mot à dire dans le recrutement de l'ONU au Kurdistan irakien.

Le 3 septembre dernier, juste après la première frappe américaine de missiles, consécutive à une opération militaire de Bagdad pour reprendre en mains le Kurdistan irakien, le président américain Bill Clinton avait déclaré que le plan "pétrole contre nourriture" ne serait pas appliqué tant que Washington n'aurait pas l'assurance que l'aide parvient bien "à ceux qui en ont besoin".

Depuis la signature de l'accord "pétrole contre nourriture", le Secrétariat de l'ONU s'est retrouvé à la merci des tensions entre l'Irak et les Etats-Unis sur le dossier "pétrole contre nourriture". Ces difficultés ont coïncidé avec la campagne présidentielle aux Etats-Unis.

Bagdad et Washington ont donné l'impression, parfois séparément, parfois au même moment, de ne plus vouloir l'application de cet arrangement "humanitaire", et des obstacles multiples se sont dressés ces derniers mois, selon des diplomates.

Outre la question des observateurs chargés de surveiller une répartition équitable de l'aide, de multiples problèmes financiers et administratifs restent à régler.

Les Etats-Unis soufflent le chaud et le froid sur ce dossier qui revêt des dimensions politiques, économiques et stratégiques. Il y a quelques jours, le Trésor fédéral américain a donné l'autorisation à l'ONU et à la Banque nationale de Paris (BNP) d'ouvrir un compte séquestre à New York pour gérer les fonds de l'arrangement "pétrole contre nourriture".

Dans le même temps, Washington a des réserves concernant le mécanisme de fixation des prix du pétrole qui n'a toujours pas été approuvé par le Comité des sanctions de l'ONU.

Selon diverses sources, l'administration Clinton a fait comprendre au Secrétariat de l'ONU qu'elle n'était pas favorable à la mise en oeuvre de l'arrangement "pétrole contre nourriture" avant l'élection présidentielle du 5 novembre aux Etats-Unis.

L'accord prévoit une reprise des exportations de pétrole irakien en

quantités limitées sous le contrôle des Nations unies qui superviserait également la distribution des vivres.

Mercredi, M. Gharekhan a affirmé que M. Boutros-Ghali souhaitait "plus que quiconque" l'application rapide de l'arrangement. Mais il faut "un minimum de conditions", a-t-il dit, et "nous essayons de bouger sur tous les fronts". Il a indiqué que l'ONU avait demandé des visas pour une équipe d'experts pétroliers qui doit se rendre en Irak pour vérifier l'état des installations.

Selon des diplomates, l'assouplissement de l'embargo n'est pas pour demain. La Commission spéciale de l'ONU chargée de surveiller les programmes d'armements de l'Irak (UNSCOM) s'apprête à remettre avant la fin de la semaine son rapport semestriel qui devrait, une fois encore, être négatif.

ras/mmr tf
AFP /AA1234/092358 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Iran-Irak-réfugiés

Un millier de réfugiés Kurdes irakiens supplémentaires en Iran

TEHERAN, 9 oct (AFP) - Un millier de nouveaux réfugiés kurdes irakiens viennent d'arriver en Iran pour échapper à la situation instable qui prévaut dans le nord de l'Irak, a rapporté mercredi l'agence officielle iranienne IRNA.

Ces personnes sont arrivées mardi par le poste frontière de Tchouman, dans la province du Kurdistan iranien, a ajouté IRNA en citant des responsables locaux. Les nouveaux réfugiés ont été immédiatement conduits vers le camp de Seiran-Band, en raison des "conditions inappropriées" régnant à Tchouman.

L'Iran affirme avoir accueilli quelque 60.000 réfugiés kurdes irakiens dans plusieurs camps des régions proches de la frontière avec l'Irak, dans les provinces iraniennes du Kurdistan, de l'Azerbaïdjan occidental et de Kermanschah. Les deux tiers des réfugiés se trouvent dans les camps de Seiran-Band et Bachmagh, tous deux dans le Kurdistan iranien.

La majeure partie des réfugiés est arrivée début septembre après que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), appuyé par l'armée irakienne, eut mis en déroute ses rivaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et pris le contrôle du Kurdistan irakien.

L'Iran a lancé à plusieurs reprises des appels à la solidarité internationale pour venir en aide aux réfugiés.

Selon IRNA, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies doit acheminer sur place quelque 2.200 tonnes de nourriture, principalement des céréales, de l'huile et du sucre.

L'ambassade de Grande-Bretagne à Téhéran a annoncé par ailleurs mercredi une aide d'urgence de 100.000 livres sterling (155.000 dollars) pour les réfugiés, qui sera distribuée sous forme de nourriture, de vêtements et d'abris par le Croissant rouge iranien.

mb-cro/sb/es tf

AFP /AA1234/091742 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Iran

Ankara dément qu'un espion était chargé de nuire aux relations avec Téhéran

TEHERAN, 9 oct (AFP) - L'ambassade de Turquie en Iran a estimé mercredi "sans fondement" les informations sur l'envoi d'un espion turc chargé de monter une opération de propagande pour altérer les relations turco-iraniennes.

L'agence officielle iranienne IRNA avait annoncé dimanche qu'un agent turc avait été arrêté à Oroumieh (nord-ouest de l'Iran), alors qu'il s'apprêtait à prendre des photos de certains sites, pour les présenter comme des bases en Iran du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), formation séparatiste kurde turque en lutte armée avec Ankara.

Cet homme avait avec lui "un grand nombre de brochures et de tracts relatifs au PKK" et devait recevoir l'appui de trois membres de l'ambassade de Turquie à Téhéran, selon l'agence iranienne

IRNA avait laissé entendre que cet agent était lié aux milieux politiques laïcs turcs, opposés à la politique de rapprochement avec l'Iran menée par le Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, en fonction depuis juin dernier.

L'ambassade de Turquie, dans un communiqué, déclare que "les affirmations selon lesquelles un espion a été envoyé en Iran pour porter atteinte aux relations turco-iraniennes et aurait pu, si nécessaire, coopérer avec l'ambassade de Turquie à Téhéran, sont dénuées de tout fondement et sans aucun sérieux".

Selon l'ambassade, les changements politiques à Ankara "n'affectent ni dans un sens ni dans l'autre la détermination de la Turquie à faire progresser ses relations avec l'Iran".

cro/ob t.f.

AFP /AA1234/091012 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

LE FIGARO
9 octobre 1996

Plus de 190 séparatistes kurdes tués

Plus de 190 séparatistes kurdes et onze soldats turcs ont été tués au cours de quatre jours d'affrontements dans le sud-est de la Turquie, a annoncé Ankara. Selon la télévision turque, 64 Kurdes ont péri hier à la suite de raids aériens de l'aviation turque dans le nord de l'Irak.

COURRIER PICARD - 9 octobre 1996

Combats

DIYARBAKIR. - 191 rebelles séparatistes kurdes et 11 soldats turcs ont été tués au cours de quatre jours d'affrontements dans le sud-est de la Turquie, selon des sources gouvernementales turques.

Le gouvernement turc avait annoncé hier également la mort de 43 autres membres du PKK, tués depuis samedi lors d'opérations militaires dans la province orientale de Sivas, à la suite d'une embuscade tendue par le PKK.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Irak-Kurdes

L'UPK affirme avoir reconquis des villages au PDK

NICOSIE, 10 oct (AFP) - L'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) a affirmé jeudi avoir reconquis des positions à son rival, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, allié de Bagdad), dans la région de Qalaat Diza, près de la frontière avec l'Iran.

Dans un communiqué parvenu à l'AFP à Nicosie, l'UPK affirme que ses miliciens avaient chassé mercredi les forces du PDK de "42 villages et bourgades" dans les régions stratégiques de Marga et du Mont-Asos, au sud et sud-est de Qalaat Diza.

Les combattants du PDK de Massoud Barzani ont "subi de lourdes pertes" et se sont repliés vers le lac Doukan et la ville de Ranya, ajoute le communiqué, qui fait état de la saisie par l'UPK d'armes et de munitions.

Selon le texte, le PDK avait déployé ses forces à Marga "en prélude à une attaque contre les bases de l'UPK" dans les régions frontalières avec l'Iran, où s'étaient repliés les miliciens de l'UPK de Jalal Talabani après leur défaite en septembre face aux troupes rivales.

En outre, ajoute le communiqué, l'UPK a repoussé mardi "une offensive des forces de Barzani dans la région de Shanekhse", au nord-est de Souleimanieh, également proche de la frontière avec l'Iran. "L'attaque, supervisée par Massoud Barzani, était soutenue par l'artillerie de l'armée irakienne", selon le texte.

Le PDK contrôle la quasi-totalité du Kurdistan irakien, après en avoir chassé les miliciens de l'UPK. Cependant, cette dernière formation affirme disposer de poches de résistance dans le nord de l'Irak, notamment dans les zones frontalières de l'Iran, où M. Talabani a trouvé refuge.

bsm-hc/tm/tp/lmt tf
AFP /AA1234/101545 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

USA-Kurdes-Irak

L'évacuation de Kurdes d'Irak retardée pour des raisons de sécurité

WASHINGTON, 10 oct (AFP) - L'évacuation de milliers de Kurdes qui participaient à l'aide humanitaire dans le nord de l'Irak a été retardée par les Etats-Unis pour des raisons de sécurité, écrit jeudi The New York Times.

Les Américains ont des difficultés faire le tri parmi les 3.000 à 7.000 réfugiés Kurdes, pour écarter ceux qui pourraient être liés à des groupes terroristes ou aux forces irakiennes, selon le journal qui cite un responsable du département d'Etat.

Les 2.100 Kurdes évacués en septembre n'avaient pas suscité d'inquiétude car ils étaient directement employés par les Américains dans le cadre de l'opération humanitaire montée dans la région après la guerre du Golfe.

Le premier groupe était "un gentil petit lot", a déclaré le responsable du département d'Etat, expliquant qu'il n'en allait pas de même du second.

fgf/pub/nev tf
AFP /AA1234/101112 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Le Monde - 10 octobre 1996

La situation dans le Kurdistan irakien est un « mal tolérable » pour les Etats-Unis

COMME chaque épisode de l'interminable conflit irako-américain, la crise du Kurdistan est retombée comme un soufflé. Pour faire place à de nouvelles escarmouches inter-kurdes, dont il est encore difficile de mesurer l'ampleur. Les Etats-Unis ont rapatrié l'un des deux porte-avions qui étaient dans le Golfe, le *Carl Vinson*, parce que, selon l'expression du secrétaire à la défense, William Perry, « l'Irak fait marche arrière par rapport aux actions menaçantes entreprises il y a un mois ».

Washington aurait ainsi décidé de faire son deuil de l'échec de son projet, qui prévoyait de transformer le Kurdistan en bastion de la lutte contre Saddam Hussein - si tant est qu'un tel projet structuré ait jamais existé. Mais, d'une certaine manière, l'administration américaine trouve aussi son compte, ou au moins un mal tolérable dans la situation actuelle dans le nord de l'Irak.

C'est en tout cas ce que pensent nombre d'opposants irakiens. Pourquoi, s'interroge Ahmad Bamarni, ancien « député » de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) au « parlement » kurde élu en 1992, les avions américains qui patrouillent au nord du 36^e parallèle n'ont-ils pas bombardé les premiers chars irakiens qui s'avançaient vers Erbil le 31 août, ce qui aurait eu pour effet, selon lui, de stopper net les quelque 450 chars et 40 000 soldats de la Garde républicaine qui volaient au secours du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani ? Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, Robert Pelletreau, avait pourtant, affirme-t-il, téléphoné à trois reprises à Jalal Talabani, chef de l'UPK, pour l'assurer que les Etats-Unis ne resteraient pas les bras croisés en cas d'intervention irakienne.

Pourquoi, demande-t-il encore, les Etats-Unis se sont-ils empressés de dire que leur action punitive contre l'Irak visait à défendre leurs intérêts stratégiques uniquement

au Sud, ce qui a eu pour conséquence de démobiliser les combattants de l'UPK qui n'ont plus résisté à la progression de leurs frères ennemis du PDK ? La réponse est peut-être à trouver d'abord dans le succès que Washington estime avoir remporté, par armée de Bagdad interposée, en évinçant l'Irak de l'Irak du Nord.

La liberté de mouvement de l'armée irakienne continuera d'obéir à certaines lignes rouges

L'Irak, dont le ministre des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, affirmait qu'il était le seul pays à pouvoir régler les querelles inter-kurdes, et dont le soutien à l'UPK devait servir de « levier » pour asseoir son influence en Irak et renforcer ses atouts régionaux, a manqué son but, fait remarquer Leïth Kouba, un opposant chiite indépendant. Cet échec ne déplaît, ajoute-t-il, ni aux Etats-Unis - pour qui, à tort ou à raison, Téhéran demeure le principal danger dans la région -, ni à leurs alliés occidentaux et régionaux. Exaspéré par les querelles inter-kurdes, Washington n'est sans doute pas non plus mécontent aujourd'hui de voir le Kurdistan contrôlé par une seule des deux factions kurdes.

Au demeurant, ajoute-t-il, l'accord qui a été conclu entre M. Barzani et Saddam Hussein s'apparente à une entente entre deux « parrains ». Le premier, « qui ne s'est jamais vraiment posé de questions sur qui gouverne l'Irak, ni sur l'instauration de la démocratie dans ce pays, et pour qui la seule chose qui ait jamais compté est le contrôle

du Kurdistan », ne se considère ni comme « un agent de Saddam Hussein, ni comme son ami. » Ce qu'il veut, c'est la stabilité du Kurdistan. C'est peut-être aussi l'objectif que se fixent désormais les Etats-Unis. Quant au président irakien, il aurait compris, estime M. Kouba, qu'il valait mieux laisser aux Kurdes une large autonomie au Kurdistan pourvu qu'elle ne soit pas dirigée contre lui.

Toutefois, l'un et l'autre jouent serré. M. Barzani peut difficilement poser ses conditions à une neutralité bienveillante réciproque avec Bagdad s'il ne s'appuie pas sur d'autres forces, principalement les Etats-Unis et la Turquie, fait valoir Raïd Fahmi, membre du Parti communiste irakien. D'où ses récents entretiens à Ankara, avec d'une part, le ministre turc des affaires étrangères, Tansu Ciller, et, d'autre part, avec M. Pelletreau. Il semble déjà assuré de la bienveillance des Turcs, mais les choses sont plus complexes avec l'administration américaine, avec laquelle de nouveaux entretiens sont prévus en octobre à Washington.

Si, souligne M. Fahmi, les Etats-Unis ont l'intention de maintenir la zone d'exclusion aérienne au nord du 36^e parallèle, la liberté de mouvement de l'armée irakienne dans cette zone continuera d'obéir à certaines lignes rouges.

Si cette zone est au contraire supprimée, l'équilibre des forces penchera inévitablement en faveur du président irakien, ne fût-ce que parce qu'il dispose d'un appareil d'Etat. Il ne faut pas oublier non plus que M. Hussein sait promettre une autonomie attrayante aux Kurdes, puis la vider de son contenu dans la pratique. L'histoire récente est là pour le rappeler : dans sa lettre, l'accord d'autonomie signé avec les Kurdes en 1970 était très satisfaisant, mais son application unilatérale par Bagdad en 1974 l'a transformé en désastre pour les Kurdes.

Les Etats-Unis étant en cam-

pagne présidentielle, il est peu vraisemblable qu'ils prennent une quelconque décision sur le Kurdistan avant la fin de l'année. Il est vrai qu'en laissant les troupes irakiennes intervenir dans le nord de l'Irak ils ont contribué à l'effondrement d'une opposition irakienne qu'ils tentaient de mettre sur pied, à la déroute d'agents de la CIA et à l'expression d'une opposition de plus en plus explicite régionale et occidentale à la diplomatie de la canonnière.

Mais, outre qu'ils ont mis l'Irak hors jeu dans le nord de l'Irak et l'ont dissuadé de quelque action que ce soit dans le Sud, ils ont saisi l'occasion pour étendre jusqu'au 33^e parallèle le périmètre de sécurité de leurs propres troupes en Arabie saoudite et au Koweït ainsi que celle des gisements de pétrole de ces deux pays. A leurs yeux, c'est la priorité.

Mouna Naïm

Deutsche und Türken in der Aula

Der Hochschulkooperation zwischen Bonn und Ankara fehlt der Schwung / Von Marco Finetti

Auf ihre internationalen Kontakte sind die deutschen Hochschulen seit jeher besonders stolz. Mitunter liegen diese Kontakte jedoch gerade dort im argen, wo man dies nicht erwartet. Die deutsch-türkische Hochschulkooperation etwa müßte eigentlich weitaus intensiver sein, als sie es nach einer jetzt veröffentlichten Untersuchung des Zentrums für Türkeistudien an der Universität-Gesamthochschule Essen ist.

Gerade einmal 47 der rund 300 Hochschulen hierzulande arbeiten danach in irgendeiner Weise mit Hochschulen in der Türkei zusammen. Auf türkischer Seite beteiligt sich sogar nur eine knappe Handvoll der insgesamt 53 Hochschulen an Kooperationen, und zwar hauptsächlich die Universitäten in den großen Städten des Landes. Die meisten Kontakte spielen sich außerdem nicht auf Hochschul-, sondern allenfalls auf Fachbereichsebene ab. Oft sind es freilich auch nur persönliche Bekanntschaften deutscher und türkischer Wissenschaftler, aus denen dann gemeinsame Projekte erwachsen. „Die Zusammenarbeit steht erst am Anfang“, konstatiert denn auch Faruk Sen, der Leiter des Zentrums für Türkeistudien.

Dabei gäbe es gerade für intensivere Kontakte zwischen deutschen und türkischen Hochschulen eine ganze Reihe von Anknüpfungspunkten. Schon zu Zeiten des Osmanischen Reiches existierten zwischen beiden Ländern enge geistige und kulturelle Beziehungen, besonders im Bildungswesen.

In den dreißiger Jahren waren es dann deutsche Emigranten wie der Wirtschaftswissenschaftler Fritz Neumark und der Mediziner Erich Frank, die in der Türkei Zuflucht vor Hitler fanden und entscheidenden Anteil am Aufbau der großen türkischen Universitäten hatten. Heute lehren in Istanbul, Ankara, Izmir und anderswo mehrere hundert türkische Professoren, die ihre wissenschaftliche Ausbildung in Deutschland erhielten. Und nicht zuletzt: An den deutschen Hochschulen studieren derzeit über 16 000 Türken und errichten – auch wenn drei Viertel von ihnen hier geboren und aufgewachsen sind – Brücken zwischen beiden Ländern und deren unterschiedlichen Kulturen.

Daß es um die wissenschaftliche Zusammenarbeit dennoch schlecht bestellt ist, hat auf beiden Seiten ganz unterschiedliche Gründe: Die türkischen Hochschulen stecken – mehr noch als die deutschen – schon seit Jahren in einer tiefen Strukturkrise. Finanziell fast völlig vom Staat abhängig und von diesem immer schlechter ausgestattet, fehlt ihnen für internationale Kontakte zumeist das Geld. Eine rigide staatliche Lenkung erschwert außerdem nicht nur auf diesem Gebiet die Eigeninitiativen. Als Folge einer regelrechten Bildungsexplosion seit den achtziger Jahren sind viele Hochschulen hoffnungslos überfüllt und zu

Lehranstalten mutiert, in denen es nur noch um Wissensvermittlung geht. Die Forschung – und damit der wichtigste Impuls für internationale Kooperation – liegt dagegen fast überall brach. Und schließlich: Die türkischen Wissenschaftler, die unter diesen Umständen überhaupt noch die Zusammenarbeit mit ausländischen Partnern suchen, favorisieren die USA, England oder Frankreich – und nicht Deutschland.

Auf deutscher Seite liegen die Probleme ganz woanders. Hier ist das Interesse an wissenschaftlichen Kontakten in die Türkei deutlich größer als umgekehrt, allen voran bei Geologen, Geographen und Agrarwissenschaftlern. Wie die Essener Studie nun zeigt, haben die meisten dabei offenbar jedoch nur ihre eigenen Interessen und Vorteile im Blick: „Den deutschen Wissenschaftlern geht es zumeist nur um die Realisierung einzelner kurzer Forschungsprojekte in der Türkei, nicht aber um eine längerfristige und gleichberechtigte Zusammenarbeit“, resümiert Faruk Sen. Auch der Austausch von Forschern und Studenten spielt für die deutsche Seite nur eine untergeordnete Rolle – für die türkische hat dagegen gerade er Vorrang. „Die türkischen Hochschulen und Wissenschaftler“, so Faruk Sen, „fühlen sich deshalb von den deutschen oft nicht ernst genommen.“

Außerhalb der Hochschulen hat die Studie schließlich eine Reihe bürokratischer Hürden sichtbar gemacht: In der Türkei wird die Zusammenarbeit vor allem durch rigide Einfuhrregelungen für Forschungsgeräte erschwert – und hierzulande durch die zuletzt deutlich verschärften Visabestimmungen für ausländische Wissenschaftler.

Diese Hürden abzubauen wäre ein erster wichtiger Schritt, um die deutsch-türkischen Hochschulkontakte zu verbessern, meinen die Autoren der Studie. Verstärkte Informationen über Kooperations- und Fördermöglichkeiten sollen außerdem Interesse an gemeinsamen Projekten wecken. Große Hoffnungen setzt das Zentrum für Türkeistudien hier auf die noch „jungen“ Hochschulen im Ruhrgebiet und in den türkischen Provinzstädten. Sie könnten auch beim Austausch von Wissenschaftlern und Studenten eine Vorreiterrolle übernehmen.

Am Ende hängt freilich wieder einmal fast alles am Geld. Gerade die deutschen Hochschulen könnten noch mehr Kapital flottmachen und etwa EU-Forschungsmittel für deutsch-türkische Kooperationen nutzen, schlagen die Autoren der Studie vor. „Vor allem aber brauchen wir einen zentralen Forschungsfond, aus dem gemeinsame Projekte finanziert werden“, fordert Faruk Sen – und hat dabei bereits ein erfolgreiches Vorbild im Blick: „Was zwischen Deutschland und Frankreich so gut funktioniert, müßte auch zwischen Deutschland und der Türkei möglich sein.“

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P. A.F.P.
FRS0441 4 I 0219 IRK /AFP-CA68
Irak-politique

Le ministre irakien de l'Information démis de ses fonctions

BAGDAD, 10 oct (AFP) - Le président Saddam Hussein a nommé un de ses conseillers, Hamed Youssef Hamadi, ministre de la Culture et de l'Information, à la place de Abdel Ghani Abdel Ghafour démis de ses fonctions.

"M. Hamed Youssef Hamadi a été nommé ministre de la Culture et de l'Information par décret présidentiel en remplacement de Abdel Ghani Abdel Ghafour", a rapporté l'agence officielle INA.

L'agence irakienne ne précise pas les raisons du départ de M. Abdel Ghafour.

M. Hamadi, qui est également député et président la commission Culture et de l'Information de l'Assemblée nationale, a déjà occupé le poste de ministre de la Culture et de l'Information, entre 1991 et janvier 1996. INA avait alors annoncé qu'il était démis et nommé conseiller présidentiel.

M. Hamadi avait été dépêché en Turquie en septembre dernier par Saddam Hussein, pour dissuader Ankara de créer une zone de sécurité sur le territoire irakien pour empêcher les infiltrations de séparatistes kurdes turcs.

M. Abdel Ghafour est membre du commandement du parti Baas au pouvoir et secrétaire du front patriotique, national et progressiste, qui regroupe ce parti et deux formations kurdes fidèles à Saddam Hussein.

fch-mch/hel tf
AFP /AA1234/101336 OCT 96

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes 2elead

Peine capitale requise pour avoir jeté le drapeau turc à terre

ANKARA, 11 oct (AFP) - La peine capitale a été requise contre deux personnes accusées d'avoir jeté à terre le drapeau turc et de l'avoir remplacé par l'emblème du PKK et un portrait de son chef Abdullah Ocalan lors du congrès d'un parti pro-kurde, a rapporté vendredi l'agence Anatolie.

Le parquet de la Cour de Sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara a intenté un procès contre ces deux personnes, Faysal Akcan et Giyasettin Mordeniz, aux termes de l'article 125 du code pénal turc qui sanctionne les "crimes contre l'Etat" et les rend passibles de la peine de mort.

Faysal Akcan est accusé d'avoir jeté le drapeau turc à terre et d'avoir accroché à sa place celui du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste, en rébellion armée contre Ankara), et un portrait sur tissu de son chef, lors du congrès du Parti de la Démocratie du Peuple (Hadep) le 23 juin dernier à Ankara. Selon l'acte d'accusation, Giyasettin Mordeniz est accusé d'avoir ordonné cet acte.

L'acte d'accusation réclame qu'ils soient punis de la peine de mort pour cet acte.

L'acte affirme également qu'Akcan et Mordeniz "sont membres du PKK, une bande armée créée pour établir un Kurdistan indépendant et unifié, basé sur

Le peuple irakien moribond

Rien ne justifie le maintien d'un embargo qui réduit la population à un état misérable.

Depuis le printemps de 1991, l'Irak semblait inerte : les commissions de contrôle de l'ONU le ratisaient en tous sens, à la recherche d'armes de destruction massive, et surtout avec la volonté d'entretenir un embargo qui ramène le pays à l'ère de subsistance. L'objectif était que le peuple irakien, lassé de souffrir, se ré-

sabie, l'Irakien devient une proie facile pour les maîtres chroniques ; le manque de médicaments et d'équipements pharmaceutiques (certains médicaments, dans les hôpitaux jadis très cotés, sont aujourd'hui effectués sans anesthésie !) accroît ses souffrances. Ce sont, bien sûr, les vieillards et les en-

fantés qui sont les plus concernés, ces derniers subissent tout le poids de la situation actuelle.

L'Etat irakien, malgré cela, existe encore ; il l'a prouvé à la fin août, en lançant une opération de va-et-vient en pays kurde et, bien renseigné par une population lassée de ses souffrances, en ramenant d'un seul coup de filet toute une « opposition » à la solde de la CIA. Il a ainsi fait la preuve d'une autorité que l'opinion occidentale, conditionnée depuis cinq ans, voudrait encore pouvoir lui dénier, malgré le suc-

cess électoral de l'automne dernier. Pour les Etats-Unis, et surtout pour le président Clinton qui, cherchant sa réélection, ne peut prêter le flanc à une critique de faiblesse, le coup a été rude. Une riposte militaire, appliquée sans l'approbation de la plupart des anciens membres de la coalition qui avait voulu libérer le Koweït, lui a permis de sauver la face. Mais il n'est pas admissible qu'il en ait profité pour mettre à nouveau son veto, en retardant l'application de la résolution 986, dite « pétrole contre nourriture », qui a été votée par le Conseil de sécurité pour alléger les tourments du peuple irakien.

La résolution 986

Tout est prêt pour que la résolution 986 puisse entrer en vigueur : les moyens d'évacuation du pétrole sont au point ; les acheteurs de pétrole, dont nombre d'Américains, d'ailleurs, se pressent aux portes de l'Irak. Les industries, en particulier pharmaceutiques et agroalimentaires, sont prêtes à répondre à la demande locale ; il est légitime, à cet égard, d'escamoter qu'une part prépondérante de ces marchés pourra être octroyée à nos entreprises. Et toutes ces données, qui paraissent très terre-à-terre, sont fondamentales pour mettre fin au supplice de la population irakienne, qui voit s'éloigner à chaque incident la planche de salut qu'on lui avait laissée espérer.

La date-butoir semble être maintenant celle de l'élection

américaine ; encore des semaines pendant lesquelles vont mourir des enfants malades, nés de mères anémiques. Quel sondage préélectoral peut justifier une telle position ? Quel « politiquement correct », asséné par certains de nos médias, a perverti le « monde libre », au point de considérer comme normale et légitime toute contrainte supplémentaire imposée à une population qui n'en peut plus ?

J'ai parfois le sentiment que c'est une force irrationnelle qui nous conduit, dès lors que l'on parle des rives de l'Euphrate, à une « solution correcte » de sinistre mémoire. Comment ne pas se sentir tenu de lutter contre ces courants que veut nous imposer un « nouvel ordre » du monde ?

Nous sommes à la fin de 1996. Le Koweït est libéré depuis cinq ans ; le peuple d'Irak, aujourd'hui moribond, demande à son tour le droit à la vie. Il est insupportable de ne pas le lui donner,

J.L.

* Président de l'Union des indépendants.

PAR LE GÉNÉRAL D'ARMÉE (CR) JEANNOU LACAZE *

volte contre ses dirigeants et les remplace.

On constate sur le terrain, et le dernier rapport publié par le bureau de coordination de l'ONU le traduit fort bien en statistiques, que la malnutrition, malgré les efforts d'organisation du gouvernement (aucune province n'a réellement connu de famine ; et si les rations sont maigres, elles sont efficacement réparties), est maintenant la règle. Avec 1 300 calories par jour en moyenne, chiffre à comparer avec 2 300 calories que le Programme alimentaire mondial (PAM) juge indispen-

der pour la survie. On constate sur le terrain, et le dernier rapport publié par le bureau de coordination de l'ONU le traduit fort bien en statistiques, que la malnutrition, malgré les efforts d'organisation du gouvernement (aucune province n'a réellement connu de famine ; et si les rations sont maigres, elles sont efficacement réparties), est maintenant la règle. Avec 1 300 calories par jour en moyenne, chiffre à comparer avec 2 300 calories que le Programme alimentaire mondial (PAM) juge indispen-

der pour la survie. On constate sur le terrain, et le dernier rapport publié par le bureau de coordination de l'ONU le traduit fort bien en statistiques, que la malnutrition, malgré les efforts d'organisation du gouvernement (aucune province n'a réellement connu de famine ; et si les rations sont maigres, elles sont efficacement réparties), est maintenant la règle. Avec 1 300 calories par jour en moyenne, chiffre à comparer avec 2 300 calories que le Programme alimentaire mondial (PAM) juge indispen-

LE QUOTIDIEN DE PARIS - 11 OCTOBRE 1996

Turquie: la fin de la coalition?

Des jours difficiles attendent la coalition islamo-conservatrice turque après la désastreuse visite en Libye du premier ministre Necmettin Erbakan, qui a donné à l'opposition l'occasion de tenter de renverser son gouvernement.

Deux motions de censure ont été déposées au parlement contre la politique étrangère du gouvernement, par le Parti républicain du Peuple (CHP, social-démocrate) de Deniz Baykal et celui de la Gauche démocratique (DSP, tendance nationaliste) de Bülent Ecevit.

Ces motions, qui devraient être examinées la semaine prochaine, sont la conséquence des attaques du numéro un libyen Mouammar Kadhafi contre la politique turque vis-à-vis des Kurdes, d'Israël, de l'Otan et des Etats-Unis.

En présence de M. Erbakan qui était resté muet, le colonel Kadhafi s'était prononcé pour un Etat indépendant kurde; tabou absolu pour Ankara qui depuis 12 ans combat les Kurdes séparatistes. Il avait aussi qualifié la Turquie de «pays sous occupation occidentale depuis la fin de la première guerre mondiale».

Ces déclarations ont provoqué un tollé en Turquie où

l'hostilité des milieux pro-laïcs vis-à-vis de M. Erbakan et de ses amis du Parti de la Prospérité (Refah, islamiste) est à son paroxysme.

On leur reproche de prendre le contre-pied de la diplomatie traditionnelle de la Turquie, axée sur l'ancrage à l'Occident.

Les Etats-Unis ont critiqué durement la position affichée en Libye par M. Erbakan, qui a semblé défendre le régime du colonel Kadhafi.

Washington souhaite «un dialogue en privé» avec le gouvernement turc pour lui demander de clarifier sa position sur «le terrorisme, la démocratie, la cohésion et la loyauté entre alliés», a déclaré le porte-parole du département d'Etat Nicholas Burns.

Motion de censure

Pendant sa visite à Tripoli, M. Erbakan avait qualifié de «fausses accusations» les affirmations américaines selon lesquelles Tripoli soutient le terrorisme. Il

avait exprimé sa conviction que «l'embargo injuste» imposé à la Libye «serait levé» prochainement.

«Le gouvernement qui a placé le pays dans une telle situation doit être renversé», a déclaré un député du DSP, Mumtaz Soysal, en présentant la motion de censure de son parti. «Une confusion totale, sans précédent» règne dans la politique étrangère de la coalition au pouvoir depuis fin juin, a ajouté M. Soysal.

M. Erbakan a justifié sa visite en Libye, estimant que les déclarations du colonel Kadhafi étaient «plutôt d'ordre philosophique».

Pour sa part, Mme Tansu Ciller, ministre des Affaires étrangères et chef du Parti de la juste Voie (DYP, droite) partenaire de M. Erbakan dans la coalition, même si elle a déploré les propos du colonel Kadhafi, a ménagé M. Erbakan.

Elle ne peut se permettre de mettre fin à la coalition car c'est sa seule protection contre la relance au parle-

ment d'enquêtes sur des accusations de corruption lorsqu'elle était au pouvoir. Mme Ciller fera donc tout pour éviter la chute du gouvernement.

Le Refah (160 sièges) et le DYP (121) comptent ensemble 281 députés sur 550 au parlement.

Pour qu'une motion de censure soit adoptée, elle doit être votée à la majorité absolue de 276 députés. Si l'opposition fait le plein de ses voix (269), il suffira que sept élus du DYP votent la censure pour que le gouvernement tombe, le Refah devant voter en bloc contre la motion.

Or il existe une opposition à M. Erbakan au sein du DYP et deux de ses députés au moins sont susceptibles de voter la censure, le ministre de l'Intérieur Mehmet Agar, qui s'était vivement opposé au voyage en Libye de M. Erbakan, et Mme Gencay Gurun, qui a appelé le DYP à sortir de la coalition.

V.Y

To Counter the Iraqi Dictator, Attack His Ample Cash Flow

NEW YORK — A few days ago came an intriguing article in Iraq's most influential newspaper, called Babel, criticizing the government for lifting restrictions and roadblocks on trade between northern Iraq and the rest of the country.

Why? Well, northern Iraq, when it was under U.S.-allied control, had de facto open borders with the world and you could buy anything there. The rest of Iraq was under UN economic embargo. So when Saddam Hussein's Kurds drove the pro-U.S. Kurds out of northern Iraq, and reintegrated it with the rest of the country, Iraqi traders went on a shopping spree.

Suddenly they could get all sorts of previously banned goods through northern Iraq. How did they buy them? By selling their Iraqi dinars for dollars on the black market. And

what happened to the dinar? It dropped 30 percent, going from 1,150 to the dollar to 1,550.

Babel's front-page editorial thundered that while the recovery of northern Iraq has great nationalist and political meaning "that Iraq's land is one," integrating it economically was a disaster.

Guess who owns Babel, Saddam Hussein's evil son Uday. Think about that. The United States is bemoaning Saddam's great victory in northern Iraq, while Saddam's son is running editorials complaining that this "victory" is costing a fortune and probably undermining his own monopoly on the smuggling of goods through northern Iraq for resale at exorbitant prices.

Which brings us to the point. The only way to hurt Saddam is

it up is if Iraq, with its capacity to pump 3 to 4 million barrels a day, were to comply with UN resolutions and get out from under the UN oil embargo.

That is why it is relatively easy for Saddam to manipulate the market. If he hints that Iraq will comply with the UN resolutions, he can send prices falling; if he hints that Iraq won't comply, he can send prices rising. And if he does it in a calculated way, he can make a fortune on oil futures.

Ironically, the best way to rob Saddam of that power is by going ahead with UN Resolution 986, which would allow him to sell \$2 billion worth of oil that could be used only to buy food and medicine for his people. That oil would certainly loosen the market.

No one knows that better than Saddam, which is why every time it seems as if 986 is going to happen, he does something to scuttle it.

He also doesn't want so much food flooding into Iraq under independent UN auspices. He prefers being embarrassed, because he and his supporters control most smuggling into Iraq, from which they reap much cash.

3. According to U.S. intelligence, Saddam has used \$2 billion of his covert income to

build 50 palaces for himself, his family and close supporters since the end of the Gulf War. One of the largest, near Lake Tharthar, is five times the size of the White House.

The next time the United States bombs Iraq, it should destroy them all. It would cost Saddam a fortune to rebuild them, and expose their existence to every Iraqi.

4. Many oil traders believe that Saddam is also earning a steady income by shipping oil on small boats from Umm Qasr to Iran, where it is sold on the market. U.S. divers should arrange for some "accidents" to happen to those ships.

The best way to trigger fighting in Saddam's family is by shrinking the pie they feast from. The only people in Saddam's family who have ever been killed are his two sons-in-law, who were murdered by Uday's forces in a dispute that originated over money.

Rumor has it that when Saddam got mad at Uday last year and decided to punish him, he did so by personally dousing Uday's collection of antique sports cars with gasoline and torching it.

Saddam really knows how to hurt a guy. So should we. Follow the money.

The New York Times.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, OCTOBER 14, 1996

Iran-Backed Kurds Retake Iraqi City

By John Lancaster
Washington Post Service

CAIRO — The balance of power in northern Iraq has undergone a dramatic shift for the second time in less than two months, as Kurdish forces linked to Iran recaptured a major city Sunday from a rival group supported by the Iraqi leader Saddam Hussein.

After three days of heavy fighting, the Iranian-backed Patriotic Union of Kurdistan recaptured As Sulaimaniya from the rival Kurdistan Democratic Party, according to a party statement. Last month, Kurdistan Democratic Party forces allied with Mr. Saddam's troops routed the Patriotic Union from most of northern Iraq in an episode that led to American missile strikes on Iraqi air defense sites in southern Iraq.

In an interview from Washington, a Kurdistan Democratic Party spokesman said that Iranian Revolutionary Guards

pounded border towns with heavy artillery and Katyusha rockets and, on Saturday night, accompanied Patriotic Union forces into As Sulaimaniya.

The spokesman, Hoshyar Zebari, said the Kurdistan Democratic Party leader, Massoud Barzani, had fallen back with his troops to defensive positions about 30 kilometers west of the city.

Although reports of direct Iranian involvement could not be independently confirmed, the renewed fighting has raised fears in the region of a wider conflict between Iran and Iraq, which remain bitter enemies following their eight-year war in the 1980s.

It also has raised concern in Washington and other Western capitals over whether Mr. Saddam would again seek to exploit the Kurdish civil war to strengthen his grip on the mountainous area and, if so, whether the United States can or should respond to such a move

with military force, as it did last month.

Since the 1991 Gulf War, the United States, France and Britain have enforced a flight ban over northern Iraq aimed at protecting the Kurdish population from Iraqi repression.

Since 1994, however, fighting between the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, led by Jalal Talabani, has undermined international support for the so-called Kurdish safe area. Last month, Mr. Saddam's forces briefly invaded the area to help the Kurdistan Democratic Party drive the Patriotic Union from Arbil, the administrative capital of northern Iraq. Kurdistan Democratic Party forces then moved on to recapture As Sulaimaniya, sending Patriotic Union fighters and thousands of their supporters fleeing into Iran.

Although Iraqi troops subsequently withdrew, the brief incursion has provided Baghdad with an opening for renewed police and military presence in northern Iraq. The U.S. missile strikes, moreover, were widely condemned by Arab countries, including several that had taken part in the U.S.-led coalition to drive Iraqi forces from Kuwait in 1991.

In Baghdad on Sunday, Mr. Saddam presided at a meeting of the Revolutionary Command Council, which afterward issued a statement calling on both sides to halt the fighting and invited them to Baghdad for discussions, according to the official Iraqi news agency, IRNA.

"We call on the parties which have resumed fighting to keep away the foreign powers and not deal with them," the statement said in an apparent reference to Iran. "We also call on them to start talks between themselves."

Mr. Barzani, meanwhile, called for international help against what he called "Iran's brutal invasion," the Turkish news agency Anatolian reported.

"Our people and country have been up against an invasion of Iranian forces in the Iranian border regions and in the Sulaimaniya region for the past three days," Anatolian quoted Mr. Barzani as telling Iraqi Kurdish radio.

Mr. Zebari, the Kurdistan Democratic Party spokesman in Washington, accused Iran of trying to scuttle scheduled talks between the State Department and a delegation of party leaders due to arrive shortly in the United States.

He said the latest offensive began Oct. 10, when Iranian Revolutionary Guards softened up the border area with artillery barrages in preparation for the assault on As Sulaimaniya.

"This will reignite the whole conflict, and unless it's checked you may see another Iran-Iraq war in the Kurdish mountains," he said.

The Patriotic Union of Kurdistan has denied that Iran is involved. In Ankara, a statement from the Patriotic Union received by Reuters said its forces took control of the Kurdish city at 4 A.M. in "a spontaneous uprising by the population of Sulaimaniya, Iraqi Kurdistan's largest city."

INTERNATIONAL Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

MONDAY, OCTOBER 14, 1996

To Help Kurds Now

The bulk of the suffering of the Iraqi people is the work of Saddam Hussein. His priority is power, and his own political choices have denied his citizens the major and sustained food-and-medicine-for-oil relief that the United Nations has offered. In northern Iraq the situation is particularly dicey. Since the dictator's Kurdish power play last month, U.S., European and especially some Iraqi aid providers have been in real danger, and many have had to flee. Nonetheless, some channels of aid to Kurds and others in the north remain open. One of the main channels is Unicef, which is scrupulously neutral politically and maintains a presence throughout Iraq. The UN child-support agency has its network on the ground and is in a position to deliver urgently needed supplies, in the north as well as the south, promptly.

This is the foundation on which the businessman and philanthropist Abe Pollin is now appealing to the Washington community. Chairman of Unicef's local advisory council, he is taking out a \$200,000 loan to cover projects that Unicef has designated for Washington sponsorship. The loan is

meant to be covered by private citizens and companies in Washington. The projects amount to a profile of Kurdish desperation: vaccination of children, therapeutic feeding for malnourished children, repair of water facilities in Erbil and As Sulaimaniya, and supplies for looted and shelled schools.

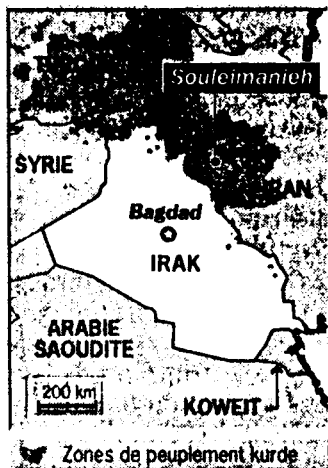
The sum being sought is small. It provides no permanent solution to the misery and vulnerability of the Kurds, not to speak of Iraq's other citizens. But it is timely. Unicef is seeking \$10 million in 90-day emergency funding from member governments, but the returns are slow as members wait to see how the political winds blow. This little package can make an immediate difference to people caught in suspension between the homes they have lost and the havens they have not yet found, and to people in distress in place. A contribution allows those whose sympathies were plucked by the Kurds' fate to make a concrete response. Contributions may go to the U.S. Committee for Unicef through Mr. Pollin at USAir Arena, 1 Harry S. Truman Dr., Landover, MD 20785.

—THE WASHINGTON POST.

Liberation - lundi, 14 octobre 1996 • Liberation - lundi, 14 octobre 1996

Irak: retour des Kurdes de l'UPK à Souleimanieh

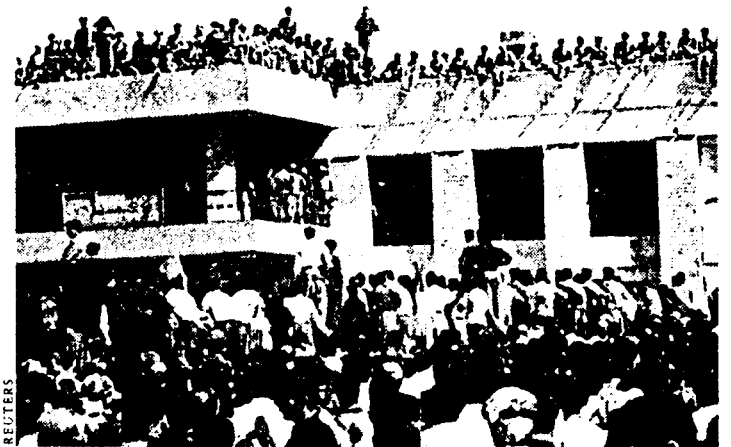
Pratiquement sans combat, ils ont repris la ville, évacuée il y a un mois, à la faction adverse, le PDK



La guerre interkurde en Irak du Nord a repris avec la reconquête samedi par les forces de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani de la ville de Souleimanieh. Un mois à peine après avoir évacué cette cité, qui était leur quartier général, devant l'avancée de leurs rivaux du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani aidés par Bagdad, Jalal Talabani, réfugié en Iran, est ainsi passé à la contre-offensive. Il affirme avoir aussi pris le contrôle du barrage de Dokan, dont la centrale hydroélectrique approvisionne l'ensemble du Kurdistan d'Irak. Le chef du PDK, Massoud Barzani, a accusé l'Iran d'avoir aidé l'UPK à prendre le contrôle de Souleimanieh et a exhorté «tous les pays du monde à aider notre peuple face à l'invasion brutale de l'Iran». D'après des responsables de l'ONU au Kurdistan et à Bagdad, Souleimanieh est tombée pratiquement sans combat. L'UPK a démenti avoir bénéficié d'un

quelconque appui étranger. «Il n'y a pas d'aide de l'Iran, ce n'est que la propagande de Saddam», a déclaré Jalal Talabani à la chaîne CNN, affirmant que «la population de Souleimanieh s'était soulevée contre les forces de Barzani». Les autorités de Bagdad, après une réunion conjointe du Conseil du commandement de la révolution et du parti Baas présidée par Saddam Hussein, ont appelé dimanche les factions kurdes rivales à «ne plus traiter avec les forces étrangères et à entamer le dialogue». Elles seraient prêtes «à parrainer une réunion regroupant toutes les parties» et le communiqué ne mentionne pas nommément l'Iran. Une prudence qui pourrait s'expliquer par le désir de Saddam de ne pas gâcher les cartes dont il dispose après avoir repris pied dans la «zone protégée kurde» en Irak du Nord en août dernier à la faveur du conflit interkurde, au grand dam de Washington.

La guerre entre l'UPK et le PDK, les deux factions dominantes de l'entité kurde sous protection de l'ONU créée après la guerre du Golfe en 1991, avait commencé il y a deux ans pour des questions mineures de territoire et de partage des droits de douane sur le trafic frontalier avec la Turquie. Elle dégénéra rapidement, enterrant pour longtemps le rêve presque centenaire d'un Etat kurde. «Les responsabilités de deux leaders kurdes sont écrasantes dans ce gâchis, mais celle de la commu-



Les forces du PDK dans Souleimanieh, le 10 septembre dernier.

nauté internationale ne l'est pas moins. Cette zone protégée kurde de grande comme sept fois le Liban, peuplée de 4 millions d'habitants, n'avait ni un statut clair ni les moyens de tourner économiquement», rappelait récemment à *Liberation* Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris. Soumise à un double embargo (celui de la communauté internationale contre l'Irak et celui de Bagdad contre les Kurdes), la zone protégée s'est trouvée divisée en deux parties. Au nord, la partie contrôlée par le PDK de Barzani, et, à l'est, adossée à la frontière iranienne, celle de Jalal Talabani. La situation géographique conditionna les alliances au fur et à mesure que s'aggravait la guerre civile malgré un accord de paix sous le parrainage de Washington signé en août 1995 entre le PDK et l'UPK. En juillet dernier, le conflit se réallumait. Talabani recevait l'appui des forces iraniennes, qu'il laissa passer sur

son territoire pour y attaquer les bases des Kurdes iraniens. Massoud Barzani, avec ce qu'il appelle lui-même «un geste de désespoir», se résignait à appeler à l'aide le boucher de Bagdad. Avec l'appui des chars irakiens il prit le contrôle d'Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak puis, dans une avancée éclair, fonça sur Souleimanieh. En représailles à ce sursaut de Saddam, l'administration américaine bombardait des bases militaires dans le sud de l'Irak.

Puis elle accepta le fait accompli, la prise de contrôle du PDK sur l'ensemble du Kurdistan irakien. Massoud Barzani réaffirmait son indépendance vis-à-vis de Bagdad et rencontrait en septembre à Ankara le sous-secrétaire d'Etat américain, Robert Pelletreau. Il lui rappelait alors qu'il comptait plus que jamais sur la communauté internationale pour assurer la protection des Kurdes irakiens ●

«Il n'y a pas d'aide de l'Iran, ce n'est que la propagande de Saddam Hussein.» Jalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan

M. S. avec AFP, Reuter

Liberation - 12/13 octobre 1996

Deux Kurdes risquent la mort à Ankara

Les accusés sont jugés pour avoir remplacé un drapeau turc par celui du PKK

Istanbul de notre correspondant

Une peine capitale a été requise par le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat (CSE) d'Ankara contre deux accusés kurdes «qui avaient jeté à terre le drapeau turc pour le remplacer par celui du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et un portrait de son président Abdullah Öcalan». Ces faits ont été commis lors du congrès le 23 juin à Ankara du Parti de la démocratie du peuple (HADEP). Les accusés, Faysal Akcan et Giyasettin Mordeniz, sont passibles de la peine de mort aux termes de l'article 125 du code pénal turc qui sanctionne les «crimes contre l'Etat».

L'acte d'accusation insiste sur les relations organiques entre le HADEP, le parti pro-kurde, légal, qui avait recueilli plus de 60% des votes dans le Sud-Est anatolien en décembre et le PKK, organisation politico-militaire, illégale, qui mène la lutte armée contre le pouvoir central depuis 1984. Le procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat a estimé que les accusés

«agissaient pour diviser l'unité de l'Etat et de la nation» et qu'ils avaient pour but «de fonder sur une partie du territoire turc un Etat nommé le Kurdistan indépendant et unifié».

Pour cette même affaire une trentaine de dirigeants du HADEP ont été arrêtés et écroués le 24 juin. Ils sont accusés de «faire de la propagande séparatiste» et risquent d'être condamnés à des peines de prison allant de 15 mois à 15 ans. La législation turque avait également été requise contre l'ensemble des dirigeants du Parti de la Démocratie (DEP), dissous en juin 1994, mais devant la pression de l'opinion publique turque et des gouvernements occidentaux, le chef d'accusation a été changé au dernier moment. Souvent requise dans les procès en rapport avec les organisations politiques kurdes, d'extrême-gauche ou islamistes qui prônent et voire qui pratiquent la violence, la peine capitale n'a pas été appliquée en Turquie depuis environ 15 ans.

MUSA ANDEMİR

L'Humanité - 15 octobre 1996

Décès de détenus kurdes

Un Kurde prisonnier à Istanbul qui avait tenté de s'immoler par le feu pour dénoncer la répression turque contre le Kurdistan a succombé la nuit dernière à ses blessures. Hamdullah Senguler est le deuxième détenu kurde à mourir dans ces circonstances. Vedat Aydemir est mort dans la nuit de mardi à mercredi. Un troisième prisonnier, Gulbahar Goker, serait dans un état critique. Il y a onze jours, ces trois détenus, membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), avaient tenté de s'immoler par le feu dans leur cellule pour protester contre la mort de onze des leurs lors d'une émeute dans la prison de haute sécurité de Diyarbakir, en septembre dernier.

L'Humanité - 4 octobre 1996

Turquie : reprise des grèves de la faim dans les prisons

Plus de 75 détenus de prisons de haute sécurité de la province d'Erzurum, dans le sud-est de la Turquie, ont entamé une grève de la faim illimitée pour protester contre leurs conditions de détention. Les détenus demandent au gouvernement de tenir les promesses faites en juillet dernier après la mort de 12 prisonniers grévistes de la faim. Quelque 80 autres détenus ont érigé des barricades à l'intérieur d'une prison dans la province de Canakkale, dans le sud-ouest du pays. Dans ce même centre de détention, les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui ont cessé de s'alimenter il y a cinq jours, ont décidé de poursuivre leur mouvement pour une durée illimitée. Vendredi dernier, trois détenus kurdes s'étaient immolés par le feu à Istanbul pour protester contre le décès de onze des leurs dans une prison du sud-est de la Turquie.

FEMMES KURDES ET ASILE POLITIQUE

Parce qu'elles osent se mêler des affaires des hommes, les femmes kurdes sont souvent victimes d'une répression féroce dans le Kurdistan turc... Mais lorsqu'elles choisissent l'exil, elles sont souvent déboutées de leur demande de droit d'asile car leur action n'est pas jugée assez politique !

Ainsi, les femmes kurdes qui demandent à être acceptées dans les pays occidentaux ne sont pas acceptées lorsqu'elles mettent en avant les violés par les militaires turcs car le viol n'est pas considéré comme un cas de violence exceptionnelle. Les militaires turcs eux savent ce qu'ils font : les femmes violées sont rejetées de leur propre réseau partisan parce que le viol est considéré comme un déshonneur. Il serait peut-être temps de remplacer Pasqua qui nous dirigeait par des femmes capables de comprendre la situation. (source : "Femmes, villes et développement". Ed. IUED).

SILENCE N° 209 - OCTOBRE 1996

UPK-PDK : éternels rivaux

Les deux principaux partis kurdes irakiens, l'UPK de M. Jalal Talabani et le PDK de M. Massoud Barzani, contrôlent depuis 1991 le nord de l'Irak que leurs combats meurtriers ont laissé exangue.

Le Quotidien de Paris - 14 octobre 1996

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a repris dimanche la ville de Souleimanieh, proche de l'Iran, après avoir été évacuée début septembre de tout le nord de l'Irak par ses adversaires du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui avaient reçu une aide ponctuelle des troupes du président Saddam Hussein.

A la faveur de l'insurrection kurde qui avait suivi la guerre du Golfe (1991), les deux partis avaient pris le contrôle du nord de l'Irak et instauré, en 1992, un «parlement» et un «gouvernement» kurdes, non reconnus internationalement, qu'ils se partageaient à égalité.

Mais des combats entre les deux formations rivales avaient éclaté en mai 1994, faisant plus de 2.000 morts et divisant le Kurdistan d'Irak en deux zones d'influence, l'UPK contrô-

lant surtout l'est, longeant l'Iran, et le PDK l'ouest, frontalier de la Turquie.

Une trêve conclue sous l'égide des Etats-Unis avait permis l'arrêt en août 1995 des affrontements, et un calme précaire a régné pendant un an.

La bataille avait cependant repris en août dernier et l'armée irakienne était pour la première fois intervenue aux côtés du PDK pour lui permettre de prendre Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien. La formation de M. Barzani avait ensuite étendu son contrôle à l'ensemble du nord de l'Irak.

Lutte pour le pouvoir

Plus que sur un programme politique ou sur une vision idéologique, les deux partis s'affrontent en raison de la lutte pour le pouvoir entre leurs deux dirigeants qui se vouent une haine tenace.

Le PDK, fondé en 1946 par

le dirigeant historique Moustapha Barzani, est le premier mouvement autonomiste kurde irakien et a mené la guérilla contre le pouvoir central depuis la monarchie, renversée en 1958.

Massoud Barzani a pris la tête du mouvement à la mort de son père en 1979.

M. Talabani qui était lui-même un dirigeant du PDK, s'était rebellé en 1966 contre Moustapha Barzani, mais n'a fondé qu'en 1977 l'UPK, fusion de plusieurs mouvements opposés à Barzani.

M. Talabani qui se posait en progressiste opposé au chef traditionnel, dont le pouvoir reposait sur les tribus, imputait notamment à Moustapha Barzani la défaite subie par la rébellion kurde contre Bagdad en 1975, lorsque l'Iran avait cessé son soutien aux Kurdes d'Irak. Il lui reprochait aussi ses liens

trop étroits avec l'Iran et la CIA américaine.

A partir de 1986, Jalal Talabani, réfugié à Damas, se rapproche du PDK, et les deux organisations forment en mai 1988 un «Front national kurde». Mais l'alliance vole rapidement en éclats.

En 1991, lors de négociations d'autonomie avec Bagdad, c'est M. Barzani qui était le plus enclin à accepter un statut d'autonomie, alors que son adversaire prônait la rupture avec Saddam Hussein.

Si les deux partis sont favorables à de bonnes relations avec l'Occident et notamment avec les Etats-Unis, chacun a noué plusieurs alliances tactiques avec des forces régionales. Le PDK jouit ainsi ainsi de meilleures relations avec la Turquie alors que l'UPK est accusée de faire le jeu de l'Iran.

Offensive d'une faction kurde sur Erbil

L'UNION patriotique du Kurdistan (UPK), la faction kurde soutenue, semble-t-il, pour l'instant, par l'Iran — malgré les dénégations de Téhéran — et les Etats-Unis, a repris hier de nouvelles localités dans le nord de l'Irak et son chef, Jalal Talabani, s'est fait fort de continuer sa progression si Bagdad n'intervenait pas.

Jalal Talabani, accusé par ses adversaires d'être aidé par l'Iran, reprend ainsi pied dans son bastion traditionnel dont il avait été chassé début septembre par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), appuyé par Bagdad. Les forces gouvernementales irakiennes ne semblent pas, cette fois, être intervenues dans les combats aux côtés du PDK de Massoud Barzani.

L'UPK, qui était entrée dimanche dans Souleimanieh, dans le nord-est de l'Irak, a pris le contrôle de la localité stratégique de Koysanjak ont indiqué des responsables de l'ONU. Les combats se poursuivent entre Koy-

sanjak et Erbil. « Les travailleurs humanitaires ont été avertis de ne pas se déplacer entre les deux localités », a déclaré le porte-parole de l'ONU.

« Nos forces sont à présent à 70 kilomètres au sud-est d'Erbil », principale ville du Kurdistan d'Irak, a affirmé le représentant de l'UPK à Ankara, Shazad Saïb. Toute la province de Souleimanieh et une grande partie de celles d'Erbil et de Kirkouk sont désormais sous contrôle de l'UPK, a-t-il ajouté.

Jalal Talabani a déclaré qu'il n'avait pas « pour le moment l'intention de reprendre Erbil, car elle est entourée de chars irakiens », dans une interview publiée hier par « al-Hayat ». Pour lui : « Barzani est fini politiquement, et sa fin militaire est très proche si (le président irakien) Saddam Hussein n'intervient pas », qui a cependant estimé « peu probable que Saddam se lance dans une intervention militaire hors des faubourgs d'Erbil ».

L'Humanité - 15 octobre 1996

Le Monde - mardi, 15 octobre 1996 • Le Monde - mardi, 15 octobre 1996

Les combats entre factions rivales reprennent dans le Kurdistan irakien

Le PDK a perdu le contrôle de la ville de Souleimaniyé

Un mois après l'offensive-éclair du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, soutenu par l'Irak, contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Tala-

bani, les combats ont repris dans le Kurdistan irakien. L'UPK a lancé une contre-attaque qui s'est soldée, dimanche 13 octobre, par la reprise de la ville de Souleimaniyé.

AMMAN

de notre correspondante
au Proche-Orient

Avec la même facilité que leurs rivaux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani voilà un mois, les combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani se sont emparés, dimanche 13 octobre, de la ville de Souleimaniyé, capitale de la province du même nom. Ce revers du PDK, qui contrôle quasiment tout le Kurdistan irakien, conquis en dix jours, est d'autant plus surprenant qu'il s'est produit sans véritables combats. Repliés depuis la perte de Souleimaniyé, le 9 septembre, le long de la frontière iranienne, les peshmergas de l'UPK faisaient état, depuis quelques jours, d'affrontements dans cette région, mais rien ne laissait prévoir un effondrement du PDK.

Celui-ci explique sa défaite par le soutien massif que donnaient à l'UPK les pasdarans iraniens. Ce soutien, réclamé par M. Talabani, n'est toutefois pas confirmé de source indépendante. En l'absence de témoignages dignes de foi, il ne faut pas exclure que l'UPK, un moment allié de l'Irak, ait bénéficié, pour son avance dans cette région frontalière avec l'Irak, de l'appui de l'artillerie de Téhéran. Voilà un mois, le PDK avait été soutenu dans son offensive foudroyante par l'artillerie irakienne. Toutefois, selon le témoignage de représentants de l'ONU, Souleimaniyé, qui est restée calme dans la journée de dimanche, a changé de mains sans avoir connu de combats. Le PDK, avec à sa tête M. Barzani venu soutenir le moral de ses troupes, s'est retiré de la ville deux heures avant l'entrée des forces de l'UPK.

Les combattants de l'UPK ont ensuite poursuivi leur progression, en s'emparant du barrage de Dokan et de la centrale électrique qui alimente cette région du Kurdistan, et notamment Erbil, « capitale » du Kurdistan autonome conquise avec l'armée de Bagdad par le PDK, le 31 août. Les choses sérieuses ont cependant commen-

cé au-delà de Dokan, et, dimanche soir, des sources des deux formations faisaient état de violents combats pour le contrôle de la passe montagneuse de l'Haybet Sultan, qui ouvre la voie vers la plaine de Koysanjak et vers Erbil.

Le gouvernement irakien, premier intéressé par ces développements qui pourraient à première vue remettre en cause les acquis de septembre - la victoire de ses alliés kurdes lui ont permis de reprendre pied au Kurdistan -, a réagi jusqu'à maintenant avec beaucoup de modération. Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion conjointe du Conseil de commandement de la révolution et du parti Baas au pouvoir, présidé par Saddam Hussein, Bagdad s'est contenté d'appeler le « parti qui a repris les combats à éloigner les forces étrangères, à ne plus traiter avec elles et à entamer le dialogue ».

MARGE DE MANCEUVRE

Sans mentionner l'Irak, dont les dernières interventions avaient été violemment dénoncées par Bagdad, l'Irak s'est déclaré prêt « à parrainer une réunion à Bagdad qui groupera toutes les parties, indépendamment de ce que nous pensons de l'une ou de l'autre, car le dialogue est la seule voie pour assurer la stabilité ». Peu avant son intervention à Erbil aux côtés du PDK, Bagdad avait ainsi traité de « traître à la solde de l'Irak » M. Talabani. Celui-ci semble aujourd'hui bénéficier d'un traitement identique à celui de son rival, M. Barzani.

Ce dernier, dont les proches s'apprêtent à se rendre à Washington pour poursuivre des discussions entamées à Ankara avec le secrétaire d'Etat adjoint américain, Robert Pellètréau, s'est-il voulu trop indépendant de Bagdad, à qui il devait sa victoire ? L'appel de M. Barzani « à tous les pays du monde à aider notre peuple face à l'invasion brutale iranienne » sera-t-il entendu par Bagdad ? Pour l'instant, l'armée irakienne, dont l'artillerie est posée non loin d'Erbil, ne semble

pas être intervenue, et il faudra attendre la progression des forces de l'UPK pour savoir si Bagdad est de nouveau prêt à combattre aux côtés du PDK. On voit mal l'Irak rester sans réaction devant des événements qui vont contre son intérêt, à moins d'imaginer qu'il en joue et qu'il espère profiter du nouveau chaos ainsi créé et de l'exaspération de ses voisins devant une situation incontrôlable pour tenter un retour encore plus net au Kurdistan.

L'Irak attend sans doute aussi, pour évaluer sa marge de manœuvre, la réaction de Washington. Après l'intervention de l'armée irakienne à Erbil, les Etats-Unis avaient répondu violemment par deux frappes de missiles sur des installations militaires au sud de l'Irak. Mais, si une aide franche iranienne à M. Talabani était avérée, Washington se trouverait alors confronté à la fois à l'Irak et à l'Iran, ses deux ennemis dans la région. La Turquie, qui avait plutôt bien accueilli la victoire de M. Barzani, attend aussi, semble-t-il, la suite des opérations pour se prononcer. Pour l'instant, ce nouveau développement, résultat de la lutte incessante des deux chefs kurdes pour le pouvoir, illustre une nouvelle fois l'incapacité de ces derniers, malgré la « protection » et l'« aide » étrangères, à construire ensemble une autonomie viable.

Françoise Chipaux

■ Dans une déclaration publiée, lundi 14 octobre, par le quotidien saoudien *Al Hayat*, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, affirme que son rival, Massoud Barzani, « est fini politiquement, et sa fin militaire est très proche si Saddam Hussein n'intervient pas ». Le chef de l'UPK a déclaré qu'il n'avait pas « pour le moment l'intention de reprendre la ville d'Erbil », qui est, selon lui, « entourée de chars irakiens ». M. Talabani a enfin affirmé que l'artillerie irakienne était brièvement entrée en action samedi, avant de s'arrêter. - (AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, OCTOBER 16, 1996

Eye on Election, U.S. Pushes Kurds to Talk

By Steven Erlanger
New York Times Service

WASHINGTON — Exasperated American officials, trying to forestall another confrontation with Saddam Hussein less than a month before the presidential election, are trying to push warring Kurdish factions into a cease-fire and back to the negotiating table after a new shift in the balance of power in northern Iraq.

The officials are warily monitoring a new flash of fighting in northern Iraq between the resurgent Patriotic Union of Kurdistan, which has some backing from Iran, and the weaker Kurdistan Democratic Party, which conquered key areas of the region last month with the help of the Iraqi Army, but is again in retreat.

The Americans said that they had seen little evidence of active involvement in the fighting this week by either Iraqi or Iranian soldiers, and little evidence that much in-

tense fighting had taken place at all. Washington's position is to urge restraint on both sides, to press for a cease-fire and to warn Baghdad and Tehran to keep out of the fighting.

Further instability in northern Iraq, said Nicholas Burns, the State Department spokesman, "could prompt others, in particular Iraq and Iran, to seek to intervene."

The Americans, who will talk in Washington this week with representatives of the Kurdistan Democratic Party, are urging both sides "to stop turning their guns on each other and provide some stability in northern Iraq," Mr. Burns said. "The Kurds are their own worst enemies here, and we're trying to convince them that a temporary advantage today can turn into a temporary disadvantage tomorrow."

At the end of August, the Iraqi Army moved soldiers and tanks back into an area of northern Iraq designated as a protected area for Kurds after the 1990 Gulf War. That intervention, in support of the

Kurdistan Democratic Party, brought U.S. missile strikes on southern Iraq and a unilateral decision by Washington — with London's support but Paris's opposition — to extend a "no fly" zone in southern Iraq to the outskirts of Baghdad.

Now, the Patriotic Union of Kurdistan has struck back to retake areas it lost in September. It captured Iraqi Kurdistan's second-largest city, As Sulaimaniya, on Sunday. But fighters of the Kurdistan Democratic Party were swarming toward Arbil to protect the region's main city from any further Patriotic Union gains.

Administration officials argued that their missile attacks demonstrated the all-elusive quality of "leadership" and hit Mr. Hussein where it hurt most, in his military's freedom of movement in the south, near Kuwait and Saudi Arabia.

But critics, including Republicans and many American allies, like France, said that the U.S. re-

sponse was a belated overreaction to the failure of its post-Gulf War policies in Iraq and had left Mr. Hussein stronger than before.

Judith Kipper, the director of the Middle East Forum of the Council on Foreign Relations, said that "the danger is to see this as a surrogate Iran-Iraq war, and it isn't — the Kurds have been killing each other for centuries. If we want to keep Saddam out and the Iranians out, we need to use everything at our disposal to get the Kurds into a deal."

She added: "What the White House doesn't want at any price is another flare-up in Iraq before the election."

Washington is talking to its allies, officials said, and considering options, such as finally paying for local peacekeeping forces in the region under the auspices of an Iraqi umbrella opposition group, the Iraqi National Congress. Washington originally proposed such a force, promised to pay for it but failed to finance it.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, OCTOBER 16, 1996

Kurdish Offensive Now Nearing Arbil

Timing of Attack Is Uncertain

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Kurdish rebels were reported to be on the outskirts of northern Iraq's capital on Tuesday, and there were conflicting reports whether they planned to try soon to retake the city, which they lost six weeks ago.

The Patriotic Union of Kurdistan was in control of areas 19 kilometers (12 miles) southwest of Arbil, a spokesman said.

The group, which is backed by Iran, began a counteroffensive last week to retake territory lost to the rival Kurdistan Democratic Party, which has been supported by Saddam Hussein's army.

President Saddam's involvement triggered U.S. missile attacks on air defense sites in southern Iraq.

Since Saturday, the rebels

have recaptured the region's second-largest city, As Sulaimaniya, along with several districts.

They moved closer to Arbil on Tuesday after overrunning Dibagah, a village 45 kilometers southwest of the regional capital, said a spokesman, Latif Rashid, at offices of the Patriotic Union of Kurdistan in London.

He said the group had no immediate intention of trying to seize Arbil.

A radio station operated by the group was broadcasting calls for the inhabitants of Arbil to revolt against the rivals' control, an Arab newspaper based in London reported.

But a senior official of the Patriotic Union on the front-line said that his forces had withdrawn to regroup for a two-pronged attack on Arbil.

Other officials said the group would not assault the city because of Iraqi tanks there. (AP, Reuters)

■ Turkish Contact

Foreign Minister Tansu Ciller of Turkey said Tuesday that her country was in contact with Iran about its alleged backing for the Patriotic Union of Kurdistan, Reuters reported from Ankara.

"We are in contact with Iran, dialogue is continuing," Mrs. Ciller said after meeting with President Süleyman Demirel.

The Kurdistan Democratic Party has accused Iran of sending troops, arms and ammunition into northern Iraq to help its rivals in fighting. Tehran denies the charges.

Senior members of the organization met Turkish foreign ministry officials on Monday. The delegation later left for Washington for talks there on Wednesday.

A senior member of the Patriotic Union rejected an offer by Baghdad to mediate an end to the Kurdish clashes. "We do not believe in Baghdad's policy, but we are asking for the continuation of U.S. mediation," Adnan Mufti said in Ankara.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, OCTOBER 16, 1996

INTERNATIONAL

Defiant, Iraq Rebuilt Air Defenses

It Took Only 2 Weeks, U.S. Aide Says

By Dana Priest
Washington Post Service

WASHINGTON — Iraq rebuilt a surface-to-air missile network in southern Iraq last month within two weeks after the United States launched more than \$50 million worth of cruise missiles to destroy it, a senior U.S. defense official has acknowledged.

"It is the same basic anti-aircraft missile system that was there the 30th of August 1996," before the U.S. missile attacks, the official said in a recent interview.

American warships and planes launched 44 cruise missiles against the Iraqi air defense system Sept. 2 and 3 in retaliation for President Saddam Hussein's offensive into Kurdish-held territory in northern Iraq.

Since the attack, the Iraqis have not used the surface-to-air missile radar, or their Soviet-made SA-2 and SA-3 missiles, in any threatening way. But it would take just "a flip of the switch" to turn on the targeting radar to create a military threat to U.S. and allied aircraft, the official said.

"If they turn the radar on to radiate, it poses a military threat," he said.

He added, however, that there was "no indication" on Iraq's part "of an intent to challenge" U.S. and allied aircraft that are patrolling a "no flight" zone in southern Iraq.

The condition of Iraq's air defense system has been a sore subject for the Clinton administration in its recent showdown with Baghdad, partly because of Republican criticisms that the United States spent a lot of money on the missile strikes but did only minimal damage.

The United States struck the air defense network in part to protect its planes patrolling the flight-exclusion zone, which was extended northward at the time of the cruise missile attacks to further constrict Mr. Saddam's military.

Two days after the missile strikes, the Clinton administration sent a message strongly warning President Saddam against rebuilding the fixed missile sites.

"We have warned Saddam Hussein that any attempt to repair those sites or to reinforce them will be taken very seriously, and he must understand the consequences of such an act," General John Shalikashvili, chairman of the

Joint Chiefs of Staff, told a television audience several days after the attack.

But the United States did not take any further action against Iraq despite of the rebuilding of the fixed air defense sites, and defense officials have said since then on many occasions that Iraq appeared to be acquiescing to U.S. demands.

For instance, the defense official said, Iraq did comply with the U.S. demand to remove the more lethal and stealthy mobile missile units from the expanded southern no-flight zone. The official also said the cruise missile strikes and a subsequent U.S. troop and equipment buildup in the Gulf region "worried" Mr. Saddam.

But the long-term military impact appears negligible, and the CIA director, John Deutch, told Congress that Mr. Saddam was stronger politically than he was before the attack because of his increased influence in the north and because the crisis exposed rifts that have opened in the international alliance against him.

The official said Iraq's air defense system was weaker than before because "we know where they are and we can get to them." He said the system was old and would be tough to maintain or repair with existing equipment inventory.



Falah Kheiber/Reuters

CELEBRATING — Uday Hussein attending a celebration in Iraq on Tuesday to mark the first anniversary of his father's seven-year presidential term.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, OCTOBER 17, 1996

U.S. Envoy to Meet Rival Iraqi Kurds

Reuters

WASHINGTON — The United States will start an intensive round of meetings Thursday with two warring Kurdish factions to try to establish a cease-fire in northern Iraq, the State Department said Wednesday.

The department's spokesman, Nicholas Burns, said officials from the Kurdish Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan would meet in Washington with the assistant secretary for Near Eastern affairs, Robert Pelletreau.

Mr. Pelletreau will then travel to northern Iraq over the weekend to hold separate meetings with the Kurdish Democratic leader Massoud Barzani and the Patriotic Union chief Jalal Talabani.

His aim will be to "convince them that it is in their immediate interest to move toward a cease-fire and not to allow Iran or Iraq the opportunity to inflame the situation further," Mr. Burns said.

He said the United States believed that by stopping the fighting the two sides "can restore stability to northern Iraq and hopefully keep Iran and Iraq out."

The Patriotic Union of Kurdistan has been recovering territory lost last month to Kurdish Democratic Party forces that were backed by Iraqi troops and tanks. That faction is now contending that Iran has sent units across the border to help the Patriotic Union.

In northern Iraq, meanwhile, a Patriotic Union force pushed north Wed-

nesday toward Arbil, the capital of Iraqi Kurdistan that it lost last month.

The unit was trying to cut the main road to the city, but it was unclear whether it would then press on to Arbil itself.

The commander of the force, Kosrat Rassoul, said his men wanted to storm the city, but Mr. Talabani said Tuesday that he would not attack Arbil because Iraqi tanks were dug in around the city. He said he did not want to bolster the alliance between the Kurdistan Democratic Party and President Saddam Hussein of Iraq.

He also said he would be keeping an eye on the talks in Washington.

In Tehran, meanwhile, Foreign Minister Ali Akbar Velayati said Iran was ready to try to mediate an end to the fighting.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, OCTOBER 18, 1996

Kurdish Chief May Request New Support From Saddam

Compiled by Our Staff From Dispatches

SALAH AD DIN, Iraq — Massoud Barzani, an Iraqi Kurdish leader, said Thursday he might ask Baghdad for help against the rival Patriotic Union of Kurdistan militia.

"If the Kurdish people are under hard pressure of the PUK, we will ask for help from Iraq," said Mr. Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party. "If Iran has the right to support the PUK, why shouldn't we have the right to demand support from Iraq?"

The Patriotic Union, led by Jalal Talabani, has won back much of the ground in northern Iraq it lost to Mr. Barzani's forces in fighting in August

and September. The Democratic Party accuses Mr. Talabani of receiving military support from Iran.

Iraqi troops and tanks helped Mr. Barzani capture the key city of Arbil in August, prompting U.S. missile attacks on military targets in southern Iraq.

Patriotic Union forces have closed in on Arbil in recent days. But there has been no major fighting in the area for nearly 24 hours, and residents of Arbil went about their business calmly Thursday.

"We are back to the old days. Everything is calm all over northern Iraq," said Poul Dahl, chief of United Nations security troops in the city. "There are only skirmishes."

Despite the skirmishes and a front line that changes day by day, "all roads are open and everyone can travel anywhere," said Shazad Saib, the Patriotic Union's representative in Ankara.

U.S. officials, meanwhile, said that they saw no evidence that Iraqi Republican Guard forces were moving north for fresh fighting, as the Patriotic Union has charged. "There is no movement," an official said in Washington. "We do not see it." (Reuters, AP)

LE MONDE / VENDREDI 18 OCTOBRE 1996

Le gouvernement turc obtient la confiance du Parlement

Une « victoire » pour la coalition au pouvoir

ISTANBUL

de notre correspondante

Le Parlement turc a repoussé, mercredi 16 octobre, par 275 voix contre 256, une motion de censure déposée par trois partis de l'opposition contre le gouvernement de Necmettin Erbakan, après le voyage désastreux du premier ministre en Libye. Les débats ont été particulièrement houleux, et, en dépit de cette « victoire », M. Erbakan peut s'attendre à des jours difficiles, notamment lors de la présentation du budget 1997.

Les choix de politique étrangère du gouvernement de coalition dirigé par le dirigeant du Parti de la prospérité (islamiste) demeurent cependant la principale pomme de discorde. L'insistance de M. Erbakan à visiter des pays musulmans, souvent « radicaux », crée la confusion au sein de la diplomatie turque, qui est traditionnellement tournée vers l'Occident. « Toute la ruse et l'habileté dont M. Erbakan a fait preuve au cours de trente ans de carrière politique semblent l'abandonner lorsqu'il se trouve en présence de ces dirigeants islamistes », estime un diplomate occidental.

Les sévères avertissements des Etats-Unis à la suite du fameux voyage en Libye ont inquiété l'opposition, mais les partis « laïcs », tout en prédisant la prise en main de la démocratie par les islamistes, se montrent incapables de surmonter leurs divergences. « La situation devrait inciter les partis à

serrer les rangs », estime un observateur européen.

C'est avant tout l'absence de solution de rechange qui maintient au pouvoir cette coalition entre Necmettin Erbakan, qui poursuit des rêves d'unité musulmane, et le Parti de la juste voie (conservateur) du ministre des affaires étrangères Tansu Ciller, qui tente de maintenir ses relations avec l'Occident. Depuis la rentrée, l'opposition et la presse centriste, déterminées à renverser le gouvernement de M. Erbakan, se sont engagées sur un terrain potentiellement dangereux. Au nom de la démocratie, certains politiciens invitent presque ouvertement l'armée à intervenir.

Mesut Yilmaz, du Parti de la mère patrie, avait par exemple indiqué que des préparatifs étaient en cours au sein de l'armée - démentis par l'état-major - avant de faire marche arrière pour annoncer qu'une intervention armée n'était pas, bien entendu, souhaitable. « Nous cherchons le compromis, vous cherchez la polarisation », a déploré le ministre islamiste Abdullah Gül, qui s'est exprimé au nom du gouvernement lors du débat de censure.

« Il est certain que les militaires veillent au grain », affirme un ambassadeur européen. Mais, comme pour plusieurs de ses collègues occidentaux et des observateurs, la possibilité d'un coup d'Etat lui paraît peu probable. « Les militaires savent qu'ils avaient commis une er-

reur en interdisant les partis politiques en 1980. D'autre part, les relations avec l'Europe, déjà tendues, seraient rompues et, de plus, les militaires ne savent pas vraiment comment résoudre la situation. »

L'échec de la motion de censure a peut-être contribué à prolonger la vie de la coalition. Les deux partenaires au sein du gouvernement ont fait front pour répondre à leurs critiques et sont parvenus à colmater les divisions qui existent au sein du Parti de la juste voie. « Le gouvernement de M. Erbakan n'est pas bon. Mais la vraie question est : est-il réellement beaucoup plus incompetent que les gouvernements précédents ? », explique un observateur qui s'inquiète de la confusion que provoquerait sa chute. Les partis d'opposition, conscients d'avoir gaspillé, dans leur empressement à déposer cette motion de censure sans être suffisamment préparés, une occasion importante de renverser la coalition, font aujourd'hui leur *mea culpa* et attendent qu'une autre opportunité se présente, dans quelques semaines ou quelques mois.

Au sein du parti de M. Erbakan, les attaques féroces de l'opposition ont pour l'instant fait taire les « dissidents » qui s'étaient récemment exprimés publiquement. Lors du congrès du parti, le 13 octobre, Necmettin Erbakan avait été réélu à l'unanimité à la tête du Refah. Au cours d'un discours important, qui marquait une première tentative de se présenter, non pas comme un militant religieux, mais comme un politicien du centre, le dirigeant islamiste avait abandonné toute rhétorique enflammée pour adopter un discours modéré, se posant même en défenseur des principes d'Atatürk. Il avait aussi affirmé qu'il visiterait prochainement des pays occidentaux. L'aile radicale du parti avait apparemment été muselée et, grâce à des consignes strictes, les slogans religieux et les appels à la charia étaient également absents pour la première fois lors d'une grande réunion du parti.

Les « laïcs » au sein de la société turque ne sont pas convaincus et s'inquiètent toujours de l'islamisation des institutions. Mais comme le notent les observateurs étrangers, la Turquie continue de se développer en dépit des péripéties politiques, et les lignes fondamentales de sa politique n'ont pas changé.

Nicole Pope

Les « laïcs » continuent de s'inquiéter de l'islamisation des institutions

Le Quotidien de Paris - 18 octobre 1996

L'UPK accuse l'Iran

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) a affirmé jeudi que des troupes irakiennes se dirigeaient vers les zones kurdes du nord afin de lancer une attaque contre ses positions. Aucune confirmation de source indépendante n'a pu être obtenue. Dans un communiqué daté de Souleimanieh (nord de l'Irak), l'UPK affirme que « des forces de la garde républicaine (unités d'élite) se dirigent de la région de Bagdad vers le nord et se préparent à lancer une attaque imminente contre les provinces d'Erbil et de Souleimanieh, » où l'UPK a repris pied la semaine dernière. L'UPK, qui avait été chassé de la quasitotalité du Kurdistan début septembre, a lancé la semaine dernière une offensive qui lui a permis de reconquérir une grande partie de ses positions antérieures, à l'exception d'Erbil.

LE POPULAIRE DU CENTRE — Vendredi 18 octobre 1996



MARCEL-VINCENT HOUILLOIN est président du comité d'organisation du Festival audiovisuel des cultures minorisées dont l'inauguration de la septième édition se déroulera ce soir, à 18 h, au Centre Jacques-Prévert, à Aix. Il explique « le pourquoi et le comment » de ce festival jusque-là boudé par le grand public...

Il y a quelques années, le Festival des cultures minorisées se déroulait en même temps que celui de Cannes. Pourquoi avez-vous changé la date ?...

— Nous voulions faire venir à Aix des professionnels du cinéma. Ils avançaient Cannes comme objection. Cette année, nous avons modifié notre date, mais, les personnalités contactées se sont tout de même désistées...

C'est difficile de mobiliser les foules sur les cultures minorisées ?...

— Je ne suis pas d'accord. Ces cultures nous concernent tous. Au départ, nous voulions trouver, à travers ce festival, un aspect éducatif. D'ailleurs, tout au long de l'année, nous projetons les films dans les facultés. On nous

accuse de faire du "régionalisme" : si, par régionalisme, on entend vouloir défendre la culture régionale alors je veux bien être traité de "régionaliste". Quoiqu'on en pense, la diversité fait la culture d'un pays.

Ne craignez-vous pas de servir la soupe aux indépendantistes mal intentionnés ?...

— Non. Nous faisons du militantisme c'est vrai, dans le bon sens du terme, mais pas de propagande. Dans les films que nous projetons, il n'y a aucune manipulation. En revanche, nous montrons qu'il n'est pas toujours facile d'efficher sa différence. Le film consacré à Leyla Zana en est la preuve. Symbole de courage civique, militante pour la reconnaissance de l'identité kurde, pour l'entente entre les peuples turc et kurde et pour la démocratisation de la Turquie, Leyla Zana, 35 ans, a été, en 1991, la première femme kurde élue député. Elle a été plusieurs fois torturée et, en 1994, déçue de son mandat parlementaire et condamnée à 15 ans de prison pour son action en faveur des Droits de l'Homme. Le rôle de ce festival est de montrer qu'il n'est pas toujours facile d'avoir,

dans un pays, une culture minoritaire.

C'est tout de même un festival pour intellos ?...

— Il est ressenti comme tel. Mais, c'est un a priori fâcheux. Ce soir, par exemple, le président du jury animera une conférence au Centre Prévert sur le cinéma de Marcel Pagnol. Demain, nous proposons une soirée traditionnelle avec bal populaire.

De quel budget disposez-vous ?...

— 60.000 F... Vous voyez, nous ne roulons pas sur l'or !

7 Festival audiovisuel des cultures minorisées d'Europe : vendredi (projections à 14 h 30; conférence de Guy Chapouillé sur Marcel Pagnol à 20 h 30), samedi (projections à 14 h 30; "veillée limousine" à 21 h) et dimanche (séance de clôture à 14 h 30), au Centre Jacques-Prévert, à Aix-sur-Vienne (55.70.77.00). Leyla Zana, un livre : "Ecrits de prison" (Editions Des Femmes-Antoinette Fouque). Le Parlement européen lui a décerné, en novembre 95, le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, OCTOBER 19-20, 1996

Strategic Town Falls in Iraq

Kurdish Faction Tied to Saddam Begins Offensive

Compiled by Our Staff From Dispatches

KOI SANJAQ, Iraq — The Kurdish faction backed by Iraq started a major offensive Friday, capturing this strategically important town six days after the faction lost it and halting a rival group's push toward Arbil, northern Iraq's regional capital.

The status of Arbil, a symbol of Kurdish autonomy hopes, could be key to peace negotiations.

Koi Sanjaq, 80 kilometers (50 miles) southeast of Arbil, is flanked by mountain ranges and traditionally has been a focus of battle.

The Kurdistan Democratic Party attacked the town before dawn and moved in at noon, ousting forces of the Patriotic Union of Kurdistan, which receives support from Iran.

The fighting involved mostly ground troops, with some artillery, a Demo-

cratic Party source said. There appeared to be few casualties despite hours of bombardment.

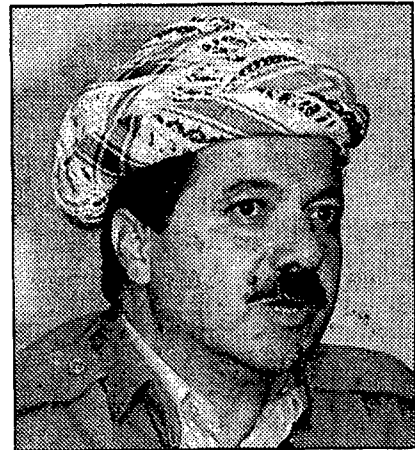
Retreating Patriotic Union forces poured fire toward the Democratic Party forces from the peak of nearby Heibet Sultan mountain.

Guerrillas cheered and waved yellow Democratic Party flags in the streets of Koi Sanjaq to the sound of martial music blaring from the group's radio station.

The United States, meanwhile, reiterated a warning to both Iraq and Iran to keep out of the fighting.

Washington, its northern Iraq policy damaged by the fighting, is trying to bring the warring Kurdish factions to negotiations.

A senior U.S. diplomat, Robert Pelletreau, is to meet the Democratic Party leader, Massoud Barzani, next week for



Massoud Barzani, leader of a Kurdish faction, denouncing his rivals.

talks on halting the conflict. The meeting is likely to be in Turkey.

On Thursday, Mr. Barzani threatened to call for help from President Saddam Hussein against the Patriotic Union's troops. (AP, Reuters, AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, OCTOBER 21, 1996

Iraqi-Backed Kurds Recapture Ground

By John Lancaster
Washington Post Service

DOKHAN, Kurdish-Controlled Northern Iraq — Advancing behind a hail of artillery and rocket fire, Kurdish fighters favored by Iraq appeared to have recaptured much of the ground they lost last week to a rival Kurdish group said to receive arms and support from Iran.

By Sunday afternoon, hundreds of heavily armed fighters from the Kurdistan Demo-

cratic Party were poised on a hill overlooking this strategic mountain town, situated at the apex of a broad valley north of Baghdad in the so-called Kurdish safe area protected by U.S., French and British warplanes.

Military commanders on the scene said some of their fighters had already advanced to the center of the city, site of a major hydroelectric dam that supplies power to much of northern Iraq.

A senior official of the

Kurdistan Democratic Party, led by Massoud Barzani, said Sunday night that Mr. Barzani's fighters had advanced to within a few miles of Sulaimaniyah, the second-largest city in northern Iraq and the last major stronghold of the rival Patriotic Union of Kurdistan led by Jalal Talabani.

United Nations military officials in northern Iraq said that they could not confirm the specific claims but that Mr. Barzani's group did appear to

have made significant advances in the last two days.

Only a week ago, Mr. Barzani's forces beat a hasty retreat from Sulaimaniyah and surrounding areas in the face of an unexpectedly punishing assault from Mr. Talabani's forces. News of the turnaround will be welcomed in Baghdad, which last month formed a tactical alliance with Mr. Barzani's group as a first step toward re-establishing government authority in the rebellious Kurdish area.

Since Mr. Talabani launched his offensive Oct. 10, the United States has warned Iran and Iraq to stay out of the fighting and ordered a senior diplomat, Robert Pelletreau, to the region in hopes of arranging a cease-fire.

IRAK Affrontement UPK-PDK au Kurdistan

□ Les forces du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) se sont affrontées hier pour la prise de Koysanjak, une ville stratégique du nord de l'Irak. L'UPK démentait en fin de journée l'information selon laquelle le PDK avait regagné Koysanjak.

Médiation américano-britannique

□ Londres a annoncé hier sa décision de participer aux entretiens prévus la semaine prochaine entre l'émissaire de Washington, Robert Pelletreau, et les chefs kurdes, Massoud Barzani et Jalal Talabani, afin de tenter de mettre un terme au conflit qui les oppose dans le nord de l'Irak.

LE FIGARO

Sans la liberté de blâmer, il n'est pas d'éloge flatteur.

19/20 octobre 1996

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, OCTOBER 21, 1996

'Like Wolves' / **Death of a Grandfather**

Crime Engulfs Iraq



The New York Times

Iraqis watching the TV show "Ministry of the Interior and Society," which broadcasts the Most Wanted list.

By Neil MacFarquhar
New York Times Service

BAGHDAD — The killers got caught because one of them did not mourn. After the 72-year-old man, who had been grandfather to an entire neighborhood, was found strangled with a wire and his jugular slit with a kitchen knife, thousands of people turned out to pay their respects. But when the last verses of the Koran had been read and the three-day wake ended, one of the steps taken by detectives was to sit down with family members to determine whether everyone who should have been there had shown up.

Relatives realized that a business administrator who sometimes helped out around the victim's appliance store had stayed away. The detectives found the 25-year-old man leaving the local passport office, a newly minted exit visa in his hands, and, concealed under

his sleeve, a jagged bullet wound inflicted by the struggling victim.

The victim's children said that the suspect and his cousin, a 30-year-old engineer who wept at the funeral, were so desperate for the \$400 each needed for a passport to start a new life outside Iraq that they killed their neighbor to steal his safe.

"He trusted us, his family trusted us," one of them confessed in court. "We thought we would get away with it because we were a family beyond suspicion."

At one time, the country's general prosperity combined with Islam's strong social mores meant that Iraqis lived with their front doors unlocked and their car keys dangling in the ignition. Murder was largely confined to the political echelons that used it as a debating tool.

But 16 years of living on a war footing is taking its toll. What started as a ripple of assaults after the 1980-88 war with Iran, when tens of thousands of veterans came home to no work, has become a wave of killing and theft. Iraqis say that murder for money is a symptom of the general desperation six years after international sanctions were imposed to punish Iraq for invading Kuwait.

"Criminals have discovered that death is something simple," said Abdel Razak Abd Wahad, Iraq's poet laureate. "They have become heartless, like groups of wolves who are hungry will do anything. We have too much killing, too much murder, too many thieves. Our lives have been destroyed. If we did not have an old civilization, if we did not know that life somehow goes on, we would

probably be cannibals by now."

Crime statistics are hard to come by in Iraq. Senior officials at the Ministry of Justice said they do not have exact figures on the prison population, the number of murders or violent thefts. They said that in the six years since the Gulf War the number of murders had gone up roughly 10 percent, with about 250 capital cases reaching the top appeals court each year, while thefts have gone up 12 percent.

IRAQIS and diplomats with long experience in Baghdad say they believe those figures are much too low, with the increase closer to 50 percent. They point out that before the war, the rare violent crime would bring any neighborhood to a standstill. Now, Iraqis shrug off such incidents and go on with their lives.

"You hear stories about brother killing brother in a dispute over a car," said Wamidh Nadhmi, a professor of political science at Baghdad University. "These kinds of things could not have been imagined before. The need for money is breaking the moral codes of Iraqi society."

Everyone from Iraq's top judge to the man on the street says the crime rate can actually be charted based on the exchange rate of the dinar. When the dinar falls and food becomes relatively more expensive, killings and robbery soar, according to the conventional wisdom. When the dinar rises, as it has for much of the last year because of optimistic projections that the country would again sell oil under UN supervision, crime rates also sink.

"Most of those convicted were just trying to fulfill their daily needs," said Judge Abd Majid Janabi, who is chief justice of the Court of Cassation, Iraq's highest court.

The judge said that in 1994 and 1995, Iraq put into effect a series of harsher penalties to try to reverse the

soaring crime rate. These included chopping off hands for theft, the traditional Islamic punishment, and an automatic death sentence for particularly violent robberies or any kind of murder. Some Iraqis argued that the laws actually increased the murder rate because those desperate enough to commit robbery figured they had less to lose by killing any potential witness.

There were also widespread objections to the Islamic punishment by international human-rights organizations and army doctors who were supposed to amputate the hands. Iraq's ruling Baath Party has long espoused a secular society, depicting states like Saudi Arabia that observe such Islamic customs as barbaric. Judge Janabi said that only eight or nine amputations were carried out before an amnesty was declared.

"The law remains on the books, but it is not applied," he said. "It is really to serve as a deterrent."

Hard-line religious scholars grumble that the crime rate would tumble if the practice was observed.

"Cutting off one hand is better than hearing about all these thousands of robberies," said Sheikh Abdullah Shekhri, the director of the sprawling Imam Azam Mosque.

Almost anything not nailed down seems up for grabs. Men who buy sacks of dirt from goldsmiths hoping to filter out salable gold dust said their dirt got stolen.

A German reporter recently emerged from a mosque to find that his shoes had been taken, a once inconceivable breach of custom. Iraqis who leave homes unattended for a few hours sometimes return to find the contents stripped and even the doors gone. Car theft has become the most common crime, with taxi drivers frequently killed for their vehicles.

IN response, the police have beefed up the "Most Wanted" segment on their weekly television program "The Ministry of the Interior and Society."

Iraqis sometimes accuse poorly paid police officers of being behind the crime wave. There have been reports of a shake-up inside the top echelon of the Interior Ministry this year, with the official in charge of security for Baghdad arrested for helping to run a car-smuggling ring.

But in general, the government tries to blame the United States for the problem because it promotes the economic sanctions.

Relatives of the slain appliance dealer said that at their trial, the two men accused of the killing said they planned it to coincide with the three hours each night when the neighborhood's electricity was shut off, a standard part of life under the sanctions throughout Iraq. The victim only opened the metal gates to his home because he knew the two men. He had even lent one of them the money for the car they used.

Neighbors later said that they heard the gunshot that went off during the initial struggle inside the house and also heard the loud crash when the two men dropped the safe while lugging it out the kitchen door. But no one emerged to investigate.

"Everyone sits in their houses and closes the door and doesn't care what happens to anyone else," said the victim's daughter. "It is a change, and it is shocking."

After persuading an ironmonger to cut open the safe, the men said, they changed the Iraqi dinars and gold jewelry inside for dollars.

"The dollar is the master of the situation," testified the 25-year-old, according to the victim's family members.

The judge shot back: "Yes, it is for people like you," and ultimately sentenced both men to be hanged.

Le Quotidien de Paris - 21 octobre 1996

Médiation américaine chez les Kurdes

Robert Pelletreau, secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, s'est rendu à Ankara pour des entretiens avec les dirigeants kurdes d'Irak afin de tenter d'obtenir une cessation des combats dans le Kurdistan irakien. Le responsable américain n'a donné aucune précision sur les rencontres qu'il doit avoir avec Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), et avec le rival de ce dernier, Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK). La rencontre entre MM. Talabani et Pelletreau doit avoir lieu aujourd'hui à Ankara. Selon M. Ismail, M. Pelletreau doit rencontrer M. Barzani à Silopi, près de la frontière irako-turque. Des représentants britanniques et turcs pourraient assister aux entretiens.

Kurdistan: le PDK regagne du terrain

Les partisans de Barzani menacent Souleimanieh.

L'UPK rivale dénonce

un soutien irakien.

La situation s'est à nouveau retournée dans le Kurdistan irakien, où le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani, désormais à l'offensive, a récupéré ces deux derniers jours une grande partie du terrain perdu au profit de ses rivaux de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani. Il pourrait, ces prochaines heures, tenter de reprendre la

ville de Souleimanieh.

Cette cité avait été conquise il y a un mois par le PDK puis reprise la semaine dernière par l'UPK, aidée peu ou prou par l'Iran. Le PDK, lui, bénéficie d'un soutien au moins logistique de Bagdad, ce qui lui avait permis en août de prendre le contrôle d'Erbil, la capitale de l'entité kurde au nord de l'Irak.

Robert Pelletreau, secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, est arrivé hier à Ankara pour des entretiens avec les dirigeants kurdes d'Irak, Barzani et Talabani afin de tenter d'obtenir une cessation des combats dans le Kurdistan irakien. «Les combats ne sont bons pour personne, j'espère

re pouvoir obtenir un cesse-le-feu», a-t-il déclaré en arrivant. «Nous entrerons à Souleimanieh dans quarante-huit heures», a affirmé la radio du PDK. L'UPK résiste de toutes ses forces, mais des familles ont continué à fuir pour le deuxième jour Souleimanieh, redoutant l'avance du PDK, et se sont rendues à la frontière iranienne.

De violents combats opposent les deux formations autour de la localité de Dokan, qui commande l'accès à la ville à 50 km au sud-est. «Le PDK pilonne Dokan avec l'artillerie de campagne, alors que les combattants de l'UPK retranchés dans la localité et les alentours ripostent par des tirs de mortiers», a affirmé un

représentant d'organisation humanitaire. Une centrale hydroélectrique qui alimente la majorité des villes kurdes se trouve près de Dokan. Selon la même source, le PDK tentait simultanément d'avancer vers Souleimanieh sur un deuxième axe, depuis la localité de Ranya, située à 70 km au nord-ouest de la ville et dont il s'était emparé samedi.

L'UPK a attribué la série de succès remportés depuis trois jours par le PDK «à l'implication massive aux côtés du PDK des unités irakiennes, y compris des commandos vêtus de costumes traditionnels kurdes, et aussi des transports de troupes et des chars» ●

(D'après AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, OCTOBER 22, 1996

U.S. Aide Meets Iraqi Kurd Chief In Bid for Truce

Reuters

SILOPI, Turkey — A senior U.S. diplomat met with the Kurdish warlord Massoud Barzani in Turkey on Monday for talks on ending Kurdish clashes that have damaged Washington's influence in northern Iraq.

The envoy, Robert Pelletreau, said Mr. Barzani looked positively on a U.S. proposal for a cease-fire with his rival, Jalal Talabani, to "permit stability in the area for establishing an end to the fighting."

Mr. Pelletreau, assistant secretary of state for Near Eastern affairs, warned against any military involvement by Iran or Iraq.

"The United States would regard that as a negative development that could have very negative consequences," he said after meeting with Mr. Barzani for more than three hours at a Turkish military base in the border town of Silopi.

Fighting between Mr. Barzani's Kurdistan Democratic Party and Mr. Talabani's Patriotic Union of Kurdistan has raised the profile of Saddam Hussein in northern Iraq and effectively ended the U.S. military, aid and intelligence presence in the Kurdish region.

Mr. Barzani tipped the balance in his favor in late August by joining with Iraqi troops and tanks to capture Arbil, Iraqi Kurdistan's former administrative center. This alliance led to U.S. missile strikes on military installations in south-

ern Iraq in reprisal, but Mr. Barzani has threatened to call on Baghdad for help again if pressed too hard in the field.

Mr. Pelletreau said he would have a better idea of how the U.S. peace bid was going after a meeting with Mr. Talabani set for Tuesday in Ankara.

■ French Join Sky Monitoring

French fighter pilots have joined U.S. and British warplanes in flying reconnaissance missions over southern Iraq for the first time, a U.S. Air Force spokesman said Monday, Agence France-Presse reported from Riyadh.

The French, who used to provide only escort for U.S. and British warplanes, have begun flying the missions from Saudi bases, as far north as the 32d parallel in southern Iraq, said the spokesman, Lieutenant Colonel Andrew Bourland.

Libération - lundi, 23 octobre 1996 • Libération - lundi, 23 octobre 1996

Iran et Irak jettent de l'huile sur le feu kurde

Le soutien de Bagdad et Téhéran aux factions décuple les moyens et durcit les combats.



Un groupe de peshmergas du PDK se prépare à partir au combat contre leurs rivaux de l'UPK, le 15 octobre près de Degala.

Erbil envoyé spécial

Les convois de peshmergas, les combattants kurdes du PDK (Parti démocratique du Kurdistan, de Massoud Barzani) continuent de monter au front en de longues colonnes de véhicules disparates. Les lignes sont désormais à quelques dizaines de kilomètres de Souleimanieh, le quartier général de leurs rivaux de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan, de Jalal Talabani), reconquis par ces derniers il y a dix jours. Taxis, voitures, camionnettes ou mêmes camions sont réquisitionnés dans les rues ou sur les routes, par des hommes en groupes de deux ou trois. Ils se rassemblent dans des stations-service désaffectées, devant d'anciens bâtiments de l'UPK ou à la porte des locaux du PDK, et partent ensuite vers l'est, accompagnés d'un tout-terrain équipé d'une mitrailleuse. Ce flot continu de chair à canon est alimenté par des appels incessants à la radio du PDK, qui alterne la diffusion de l'«hymne national» et des messages de mobilisation générale.

«Ceux qui sont payés par Saddam Hussein vont se battre, contre ceux qui sont financés par le régime iranien, mais ils ne savent pas pourquoi», glisse un instituteur que les retournements d'alliance et les volte-face de ces derniers mois ont rendu très amer. «Pour les Kurdes, la politique, c'est tuer son voisin; la démocratie, c'est voler son prochain. C'est normal qu'ils aillent se battre: les salaires ne sont plus payés depuis des mois, plus rien ne fonctionne, il faut bien vivre...» Depuis la précédente «campagne» contre l'UPK, en septembre, la solde d'un peshmerga est d'ailleurs passée de 1 000 à 1 500 dinars mensuels (moins de 500 F), ce qui n'est pas négligeable dans la détresse économique de la zone protégée kurde en Irak du Nord, avec ses quelque quatre millions d'habitants, créée par les alliés en 1991 après la guerre du Golfe. L'autre moteur de cet engagement à porter la Kalachnikov est le prétexte de l'«invasion» iranienne. «Renvoyez Talabani et les Pasdarans (Gardiens de la révolution islamique, corps de «volontaires» institué par Khomeiny) en Iran» est le mot d'ordre de cette armée de gueux, largement inspiré par la

propagande du PDK. Quelque 12 000 à 15 000 Pasdarans auraient aidé l'UPK à revenir, il y a dix jours, jusqu'aux portes d'Erbil. On assure qu'ils étaient partout, qu'ils ont violé des femmes, tué des enfants, bombardé des maisons, enlevé des opposants. Ce fier combattant en aurait lui-même arrêté quatre, le matin même de son entrée dans un bourg où les enfants crient et chantent en agitant des bouts de tissu jaune, la couleur du PDK... Malheureusement, on ne peut le voir, ils ne sont «plus là». Ailleurs, pas moins de dix d'entre eux auraient été tués, mais «leurs corps ont été emmenés». Barzani, lors d'une conférence de presse, jeudi, a exhibé les papiers d'identité de deux de ces envahisseurs tués dans un accrochage. Un combattant fait prisonnier par les peshmergas du PDK près de Raniya a reconnu en kurde, sous la menace des fusils, qu'il était un Gardien de la révolution venu d'Iran. C'est bien peu pour une invasion. En fait, dans les zones

reprises par l'UPK; la semaine dernière, personne n'a vu un seul de ces légionnaires de Téhéran. Les exilés du Parti démocratique du Kurdistan iranien, réfugiés entre Souleimanieh et Erbil depuis 1979, disposent d'informations précises sur les passages de la frontière. Fin juillet, c'est par là qu'étaient entrés plusieurs milliers de Pasdarans avec une lourde artillerie. Prévenus, ils avaient réussi à quitter leurs maisons avant qu'elles ne soient bombardées et que la moitié du camp ne soit détruite. Mais cette fois-ci, il n'y avait pas de combattants iraniens, même si le soutien logistique de Téhéran à l'UPK est certain. Repoussés au-delà de la frontière iranienne il y a un mois, fuyant sans artillerie, les combattants de Talabani sont revenus en force, bien équipés, et opposent encore une résistance farouche à l'avancée du PDK. Hier, leur leader se déclarait prêt cependant à accepter

«Ceux qui sont payés par Saddam vont se battre contre ceux qui sont financés par l'Iran, mais ils ne savent pas pourquoi.» Un instituteur

un cessez-le-feu «inconditionnel» avec son rival Barzani dont les troupes ne manquent pas de munitions.

Le déluge de feu, depuis le début de la contre-offensive, ne semble en effet pas venir des réserves personnelles du chef du PDK... Si aucun véhicule irakien n'est visible sur le front, plusieurs centaines de tanks et de blindés ont été remarqués; plusieurs fois, juste au sud du 36^e parallèle (la limite sud de l'entité kurde) et près de la route venant de la ville irakienne de Kirkouk. Le leader du PDK

avait garanti que l'accord, conclu fin août avec Saddam pour conquérir la capitale, était «limité», mais il avait prévenu qu'il pourrait, si nécessaire, faire de nouveau appel à Bagdad pour se défendre d'interventions extérieures. De chaque côté, les moyens sont décuplés, et c'est pourquoi, cette fois, les combats sont si durs. Talabani, furieux d'avoir perdu son fief, se refuse à essayer un second échec. Mais Barzani, pour défendre «l'intégrité territoriale de

l'Irak», a su trouver un allié, son ancien bourreau, qui n'attendait que cela. Les rencontres de Robert Pelletreau, le sous-secrétaire d'Etat américain pour le Moyen-Orient avec les deux leaders kurdes, séparément, qui ont commencé en Turquie n'arrangent rien à la situation militaire, chacun entendant conserver, voire renforcer, ses positions avant d'ouvrir de quelconques négociations ●

JEROME BASTION



23 octobre 1995 ----- Correspondance de la Presse -----

LA TURQUIE ACCUSEE A STRASBOURG D'AVOIR
VIOLE LA LIBERTE DE LA PRESSE

La plainte contre l'Etat turc des rédacteurs en chef et propriétaires d'un quotidien turc qui a dû cesser de paraître en 1994 après l'assassinat ou la disparition de journalistes, des attentats à la bombe et des poursuites judiciaires, a été déclarée recevable vendredi par la Commission européenne des droits de l'homme de Strasbourg. Les anciens responsables du quotidien "Ozgur Gundem" invoquent notamment l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit la liberté d'expression et de presse. Les rédacteurs en chef et propriétaires estiment que l'Etat turc est responsable des agressions visant le quotidien et ses journalistes et s'élèvent contre les poursuites judiciaires dont la publication faisait l'objet.

De son côté, le gouvernement turc prétend que le journal - qui avait commencé à paraître le 30 mai 1992 - faisait la propagande du parti séparatiste kurde P.K.K. et fait valoir que l'article 10 de la Convention autorise les Etats à imposer des restrictions à la liberté d'expression, notamment lorsqu'il s'agit de défendre "l'intégrité territoriale".

Les anciens responsables du journal ont exposé aux juristes des droits de l'homme de nombreux faits concernant des assassinats, disparitions, menaces de mort, poursuites judiciaires, saisies et amendes contre des journalistes ou d'autres employés du quotidien. En outre, ils ont fait valoir que le journal avait dû cesser sa publication après la destruction par des attentats à la bombe de ses trois principaux bureaux. Les requérants invoquent à ce sujet le premier protocole à la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit le droit au respect de ses biens.

Si aucun règlement à l'amiable n'est possible, la Commission européenne des droits de l'homme rendra un avis consultatif sur le fond de l'affaire et transmettra le dossier à la Cour européenne des droits de l'homme qui tranchera sans appel et en dernier recours.

Kurds Tentatively Agree to Cease-Fire

Iraqi-Backed Faction Admits Retreat as Fighting Continues

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — The two warring Kurdish factions of northern Iraq have agreed in principle to a cease-fire and will hold more talks in Ankara next week, a U.S. envoy said Wednesday.

"Each side has accepted the principle of a cease-fire provided that the other side does as well and provided that supporting fire from the forces of Tehran and Baghdad also ceases," Robert Pelletreau, U.S. assistant secretary of state, said in his departure statement after concluding talks here with two rival Iraqi Kurdish leaders.

It still was not clear, however, when the cease-fire would go into effect, and fighting was reported continuing despite promises of a halt.

The Kurdistan Democratic Party claimed Wednesday it was forced to retreat after its positions were attacked overnight by its Iranian-backed rivals,

hours after the Patriotic Union of Kurdistan leader, Jalal Talabani, declared himself ready for a cease-fire.

"Thousands of Iranian soldiers conducted quite a heavy assault on us last night," said the Kurdistan Democratic Party spokesman, Fahik Nerwayi. "If they want a genuine cease-fire, they have to keep the Iranians out."

An Associated Press photographer said that the strategic town of Kuysanjaq fell to Mr. Talabani's fighters Wednesday and that Kurdistan Democratic Party fighters were fleeing the area.

The Turkish news agency Anatolia reported Wednesday that Mr. Talabani's forces took back control of the key hydroelectric dam, Dokan. The dam, which is a strategic target for both Kurdish groups, lies 65 kilometers (40 miles) south of the second-largest Kurdish city, Sulaimaniyah.

No Patriotic Union of Kurdistan of-

ficial was immediately available for comment.

"The governments of Turkey, the United States and the United Kingdom now call on both sides to implement this cease-fire in place beginning immediately," Mr. Pelletreau said. "This means that each side will take defensive positions and not initiate firing or hostilities."

Mr. Pelletreau added that the ultimate goal was to maintain the cease-fire and strive to make it permanent.

He said further talks with the Iraqi Kurdish rival groups would take place in Ankara next week.

The Iraqi-backed Kurdistan Democratic Party leader, Massoud Barzani, and Mr. Talabani met separately with Mr. Pelletreau in Ankara on Monday and Tuesday.

The sporadic fighting between the factions worsened on Aug. 31, when Baghdad sent in tanks and troops to help Mr. Barzani take the main northern Iraqi city of Arbil, which had been in Patriotic Union of Kurdistan hands for almost two years.

Baghdad's involvement was met by U.S. cruise missile attacks, but despite an apparent respite brokered then by Mr. Pelletreau, the fighting continued although there was no sign that Iraqi troops were involved in the later clashes. Washington was forced to cancel aid, military and intelligence operations in the region when Mr. Barzani called on Iraq for help. (AP, Reuters)

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Evacuate Those Kurds

This past weekend the United States evacuated from northern Iraq about 600 members of two CIA-financed groups opposed to Saddam Hussein. The evacuation was not the first from the Kurdish zone. Two weeks after Saddam invaded northern Iraq, America brought out the Kurdish employees of its intelligence, military and relief agencies and their families, a group of about 2,100. But other endangered Kurds the State Department said it would protect, workers for American-financed relief groups, are still waiting. The new evacuees are in Turkey and will soon join the first group in Guam for future resettling in the United States.

Some European relief officials insist that an additional evacuation would hobble development work and pressure Europeans to bring out the workers they finance. They also say the threat is not as great as the American-paid workers contend. So far, the Clinton administration has agreed.

The relief workers and their families, about 4,500 people, were not direct employees of the U.S. government. Saddam, however, has never been particularly concerned about such fine distinctions. Relief officials report a new pattern of harassment targeting American-financed organizations.

Two weeks ago a driver for Concern for Kids was stabbed, beaten and burned, and last Thursday a driver for

the International Catholic Migration Commission was shot in the head. In an amnesty that Saddam extended to Kurds in September, he specifically excluded people "who spied for foreigners," which U.S. officials interpret as a threat to all employees of overseas groups.

Iraqi, Kurdish and even Iranian security officials have looted agencies, stolen personnel records and arrested and questioned staff members. The resumption of fighting between Kurdish groups last week raises the possibility of a new invasion by Iraqi troops, bringing more serious repression.

The Clinton administration says logistical headaches make an evacuation difficult. The group of relief workers in Guam now were on a single payroll and had been thoroughly vetted. The Kurds remaining work for a variety of organizations, some of which are based in Europe and receive American money there. There are no Americans on the ground to check the lists and to see if any of the Kurds are Iraqi agents or have backgrounds as terrorists.

The headaches of evacuating the Kurds are real but are vastly preferable to keeping the Kurds in Iraq as danger mounts. The background checks should be done when the Kurds are in Guam or somewhere else outside Iraq. Ensuring their safety must come first.

—THE NEW YORK TIMES.

THURSDAY, OCTOBER 24, 1996

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, OCTOBER 25, 1996

Kurdish Factions to Hold Direct Talks

Reuters

WASHINGTON — A senior U.S. envoy will lead direct talks in Turkey next week between rival Kurdish factions after helping arrange a cease-fire between them in northern Iraq, the State Department said Thursday.

The department spokesman, Nicholas Burns, said the cease-fire, agreed to on Wednesday by the Kurdish Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, appeared generally to be holding.

"There were some reports of sporadic fighting," Mr. Burns said, adding that that may have been a case of some of the forces "not getting the word."

"It appears now the cease-fire is taking hold," he said.

Witnesses said the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan traded shots near the town of Degala after the Patriotic Union launched an attack in mid-morning. But fighting halted in the afternoon.

Mr. Burns said Robert Pelletreau, assistant secretary of state for Near East-

ern Affairs, now visiting the Gulf, would return this weekend to Turkey and initiate talks between the two Kurdish groups in the middle of the week.

"Both will be represented at the table with him and with representatives of the governments of Turkey and the United Kingdom," Mr. Burns said. Britain and Turkey have helped bring the two feuding factions together.

"We have hopes that these talks might lead the KDP and the PUK to maintain the cease-fire and to decide together on some form of political reconciliation so that the situation in northern Iraq can be more stable and more peaceful," he said.

■ U.S. Peace Efforts

Steven Lee Myers of The New York Times reported earlier from Washington:

Since fighting between the two factions flared again Oct. 12, the United States has tried to achieve at least a temporary peace.

With Election Day approaching, the

administration worried that Iraq or even Iran could be drawn into the conflict in the "no-flight" zone created by the United States and its allies after the Gulf War in 1991 to protect the Kurds from President Saddam Hussein.

The intervention of 30,000 to 40,000 heavily armed Iraqi troops in August prompted the United States to launch two missile strikes at Iraq's air-defense forces in the south. With the new fighting, officials have warned Iraq not to intervene. Since Iraq's incursion, the United States has seen its military and relief efforts in northern Iraq collapse.

The United States has tried repeatedly to arrange cease-fires between the factions, including one only days before Iraqi forces swept into the north and helped seize the city of Arbil from the Patriotic Union. But its efforts have failed to establish a lasting agreement.

Mr. Pelletreau met separately in Turkey with Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party on Monday and Jalal Talabani of the Patriotic Union on Tuesday.

Le Quotidien de Paris - 24 octobre 1996

Irak : des réfugiés kurdes évacués

Quelque 600 réfugiés kurdes actuellement regroupés en Turquie devaient être évacués par avion mardi vers la base militaire américaine de l'île de Guam, dans le Pacifique. Ces réfugiés, opposants au régime de Saddam Hussein, avaient été évacués lundi du nord de l'Irak vers Silopi, en Turquie, avant d'être transportés vers la base de l'OTAN à Incirlik, dans le sud de ce pays. Washington avait décidé d'évacuer ces membres de l'opposition en raison des menaces que constitue pour eux la présence dans le nord de l'Irak d'agents irakiens. A la mi-septembre, quelque 2.100 personnes, essentiellement des Kurdes ayant travaillé pour des organisations américaines dans le nord de l'Irak et leurs familles, avaient été évacuées de la même manière. Parmi ces personnes, se trouvaient probablement des collaborateurs de la CIA, la Centrale américaine de renseignement. Washington étudie par ailleurs la possibilité d'évacuer environ 4.000 autres réfugiés kurdes ayant travaillé pour des organisations humanitaires internationales.

Le Quotidien de Paris - 25 octobre 1996

Cessez-le-feu entre factions kurdes

Les deux factions kurdes en conflit dans le nord de l'Irak ont affirmé jeudi respecter le cessez-le-feu entré en vigueur à minuit locale (21H00 GMT) à la suite d'une médiation américaine. Le ministère turc des Affaires étrangères avait annoncé que les deux factions kurdes avaient décrété un cessez-le-feu entré en vigueur mercredi à minuit heure locale. Le département d'Etat a confirmé que le PDK et l'UPK avaient accepté de faire respecter un cessez-le-feu.

La Croix - 25 octobre 1996

KURDES

Les deux factions kurdes en conflit dans le nord de l'Irak affirment respecter le cessez-le-feu instauré mercredi à 0 h à la suite d'une médiation américaine. Le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan devraient avoir prochainement des entretiens en Turquie.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, OCTOBER 25, 1996

Permit Iraq To Sell Its Oil And Buy Food, Chirac Urges

Compiled by Our Staff From Dispatches

AMMAN, Jordan — President Jacques Chirac of France, warning of a humanitarian disaster, appealed to the international community Thursday to make good on an agreement to allow Iraq to sell limited amounts of oil to buy food.

In a speech to the Jordanian Parliament, Mr. Chirac reiterated his differences with the United States over Iraq, which is facing widespread malnutrition and infant mortality due to a UN embargo in force since Iraq invaded Kuwait in 1990.

"France is alarmed at the humanitarian situation in Iraq," Mr. Chirac said, "and calls solemnly on the international community to apply at long last Resolution 986, which provides for the resumption of oil exports against the purchase of food and medicine to save innocent lives from tragedy."

In a reference to Washington, which is holding up a deal agreed on last May to implement the resolution, Mr. Chirac said: "The Iraqi people cannot be held responsible for decisions to which it was not party, nor can it be held hostage for stakes that are alien to it."

He added, "The way ahead is clear, and involves the implementation of all Security Council resolutions — but only those resolutions."



Jamal Nourallah/Agence France-Presse

Guards sharing jokes in Amman on Thursday as they awaited President Chirac's arrival at a ceremony.

He irritated his Israeli hosts during his visit, however, and some of his comments provoked resentment from European Union partners.

The trade commissioner for the European Union, Sir Leon Brittan, said Thursday that Europe cannot play an effective diplomatic role in the Middle East because it lacks unity, and criticized the unilateral French intervention there.

"If we work together and abstain from independent action," Sir Leon said, "we will be able to work with the United States in this region."

Sir Leon said "we do not have the conditions" for a concerted European role in the peace process, dominated by U.S. mediation, although he did not rule this out as a possibility in the future.

Foreign Secretary Malcolm Rifkind of Britain said Wednesday that France was not advancing peace by competing with the United States, but added that British support of the U.S.-led process depended on results.

Mr. Rifkind nonetheless backed Mr. Chirac's support for the creation of a Palestinian state, and said the burden for advancing the peace process rested with the Israelis.

Mr. Rifkind said Wednesday that France was not advancing peace by competing with the United States, but added that British support of the U.S.-led process depended on results.

Mr. Rifkind nonetheless backed Mr. Chirac's support for the creation of a Palestinian state, and said the burden for advancing the peace process rested with the Israelis.



SAMEDI-DIMANCHE, 26-27 OCTOBRE 1996
12° ANNEE, N° 3029

EUROPE-TURQUIE

Le Parlement européen sanctionne la Turquie

Les engagements de dernière minute du vice-premier ministre et ministre turc des affaires étrangères, Mme Tansu Ciller, à nettoyer les écuries d'Augias des violations des droits de l'homme en Turquie n'auront pas fait fléchir les députés européens ; ces derniers, il est vrai échaudés par les promesses non tenues de Mme Ciller à l'époque où elle était Premier ministre, ont décidé jeudi de bloquer des millions de dollars destinés à aider la Turquie à mettre en place l'Union douanière avec l'Union européenne, que le Parlement européen avait ratifiée en décembre dernier, après de longs attermoissements et des pressions de l'exécutif de Bruxelles. Depuis, le Parlement européen n'a rien vu venir quant aux progrès annoncés par Ankara, bien au contraire; et c'est pour sanctionner un bilan plutôt calamiteux en matière de droits de l'homme que les parlementaires européens ont décidé de suspendre le processus d'aide en première lecture du budget européen pour l'exercice 1997, en portant une attention accrue à la promotion des droits de l'homme en Turquie et aux organismes qui militent en ce sens. Que ce soit sur la démocratisation, sur le dossier kurde, son attitude agressive dans la mer Égée, aucune amélioration n'est visible; quant à la question chypriote, elle n'a connu aucune évolution, sinon vers le pire, comme venait en témoigner la mort de ce quatrième Chypriote grec tué par les forces turques déployées dans le nord de l'île, le jour même du vote du Parlement européen.

La coupe est pleine donc pour

les parlementaires européens, qui ont le sentiment de s'être faits flouer par Ankara, en cédant à son chantage à l'islamisme; en décembre 1995, Mme Ciller n'avait-elle pas présenté la ratification de l'Union douanière comme le meilleur garde-fou contre l'arrivée des islamistes au pouvoir en Turquie? Cela n'a pas empêché quelques jours plus tard le parti islamiste de la prospérité de devenir la première formation à l'Assemblée nationale turque à l'issue des élections législatives, propulsant son leader Necmettin Erbakan à la tête du gouvernement turc quelques mois plus tard, après une longue crise politique. Le nouveau premier ministre ne devrait d'ailleurs pas être mécontent de cette décision, lui qui a mené campagne contre l'Union douanière et plus généralement contre le rapprochement avec l'Europe, au nom de la solidarité traditionnelle avec les pays musulmans de la région. La Turquie a ainsi affiché la plus sereine indifférence en réaction au vote du Parlement européen, le ministère des affaires étrangères ne se disant pas impressionné "par ce genre de choses".

Une deuxième lecture du budget européen est prévue en décembre au Parlement européen mais on peut douter que la Turquie soit parvenue d'ici là à se mettre en conformité avec les critères européens en matière de droits de l'homme.



G.



LUNDI-MARDI, 28-29 OCTOBRE 1996
12° ANNEE, N° 3030

POINT SUR LA SITUATION EN TURQUIE

• LE PROCES DE HADEP REPORTÉ AU 22 NOVEMBRE

Les 17 dirigeants en détention du Parti pro-kurde HADEP ont comparu hier une nouvelle fois devant la Cour de Sûreté de l'État N° 1 d'Ankara. Après 11 libérations des cadres de ce parti le 25 septembre dernier deux autres ont suivi hier. Le cas du Président de HADEP et d'autres dirigeants du Comité directeur du Parti sera réexaminé le 22 novembre prochain.

• ARRESTATION D'UNE GRANDE FIGURE TURQUE DES DROITS DE L'HOMME

Le musicien et porte-parole de l'association "Plate-forme de la Liberté d'expression", Sanar Yurdatapan, connu pour son action courageuse en faveur des droits de l'homme et fils d'un général, a été arrêté par la police turque, le vendredi 18 octobre. S. Yurdatapan est inculpé d'"aide à une organisation illégale" par les autorités turques en vertu de l'article 169 du Code pénal turc pour avoir participé à une émission de la télévision pro-kurde Med-TV. Il a été transféré à la prison d'Ankara en attendant son jugement par la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara. L'organisation américaine Human Rights Watch a condamné cette arrestation en la qualifiant d'un "sérieux coup porté à la libre expression en Turquie en violation de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme dont la Turquie est signataire".

• L'ÉCRIVAIN YACHAR KEMAL ET SON ÉDITEUR EN SURSIS

La Cour de Sûreté de l'État d'Istanbul a ratifié, cette semaine, le verdict condamnant à un an et huit mois le

romancier Yachar Kemal et l'éditeur, Erdal Öz, pour son article "Ciel noir sur la Turquie" paru dans ouvrage collectif intitulé "La liberté de pensée". La condamnation a été prononcée en vertu de l'article 312 du Code pénal turc pour "incitation à la haine raciale". L'article 312 est de plus en plus utilisés par les juges turcs en violation du droit à l'expression garanti par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme. Le

directeur de Human Rights Watch, organisation qui a accordé à Yachar Kemal le Prix de Helmann-Hammett des droits de l'homme en mai dernier, a déclaré que "c'est à la fois triste et ridicule que Yachar Kemal et son éditeur ont été condamnés pour délit d'opinion". L'écrivain et son éditeur restent en sursis pour une durée de 5 ans.

• UN PRISONNIER KURDE S'IMMOLE PAR LE FEU

Protestant contre le massacre par les forces de sécurité turques de 11 de ses camarades, le 24 septembre dernier à la prison de Diyarbakir, un prisonnier kurde s'est immolé par le feu dans la Prison de Bayrampasa à Istanbul, selon le journal *Ozgür Politika* du 10 octobre. Après son transfert à l'hôpital de la faculté de Médecine d'Istanbul, il a succombé à la suite de ses blessures.

Justice Is a Prism for Kurdish Dissident

COLMAN MCCARTHY

In the name of justice, a U.S. District Court judge in Los Angeles recently sentenced a defendant to perform 400 hours of community service at the American Kurdish Information Network in Washington. Judge Dickran Tevrizian knew about the legally registered human rights organization because the offender before the court—Kani Xulam—is its founder and director.

In effect, the sentencing judge's message to Xulam was, go back to work, your crime was piddling.

Xulam, who is 36 and a 1990 graduate of the University of California at Santa Barbara, copped to the charge brought by Justice Department prosecutors: using a false name on a passport application in California in 1986 after entering the United States on a visitor's visa. "I deeply regret my misconduct," he told the judge.

Last April, and 10 years after the falsifying, Xulam was arrested at his office in Washington by about a dozen heavily armed federal agents who stormed in. Handcuffed behind his back, he was taken to the District of Columbia jail and placed in solitary confinement.

For the next month, Xulam—a Kurd born in Diyarbakir in the Kurdistan region of Turkey—would witness the U.S. justice system at its most venal and most just.

A peak moment came in the befriending by 20 members of Congress who wrote in July to the Immigration and Naturalization Service in support of Xulam's request for political asylum. The INS would like to send him back to Turkey, which has a government that, if Amnesty International, Human Rights Watch and the State Department's annual report on human rights violations are to be believed, is a killing and torture machine against Kurdish dissenters.

"It is our educated opinion," the 20 members of Congress wrote, "that should Mr. Xulam be returned to Turkey, he would be placed in serious danger. He has been an outspoken critic of Turkey's policy toward the Kurds. Others who have criticized the situation have been imprisoned and have often suffered torture. We believe that Mr. Xulam could expect similar persecution."

The support from Congress was earned. Xulam

and his two co-workers—one is Sister Patricia Krommer, a Catholic nun who belongs to the Sisters of St. Joseph—have been supplying Senate and House committees with what Rep. John Edward Porter (R-Ill.) calls "credible documentation" on the treatment of Kurds.

None of that meant much when Xulam was thrown into the D.C. jail, a roach-infested and chaotic lockup. After two weeks there, he spent the next 26 days being sent cross-country in shackles to prisons in Pennsylvania, Oklahoma, Oregon, Arizona, Nevada and, finally, Southern California, where the original falsification occurred.

After 40 days, a lower court decision to deny Xulam bail was overturned by the U.S. Court of Appeals for the District of Columbia Circuit in mid-May. Judges Patricia M. Wald and David S. Tatel wrote for the majority: "We cannot but conclude that a serious error has been made here. A first-time offender accused of a nonviolent crime with strong community ties and respected members of that community willing to supervise his release in any manner that the court finds necessary . . . is incarcerated pending trial, despite the fact that his entire lifestyle and mission strongly suggest that he will stay in place."

Xulam's lawyer, Peter Schey, of the Center for Human Rights and Constitutional Law in Los Angeles, believes that the efforts to deport Xulam are politically motivated: "The U.S. government is more concerned with its strategic relations with the undemocratic government in Turkey than with the human and democratic rights of the Kurdish minority in Turkey."

Xulam's application for asylum is pending. Little doubt exists that years and years in a jail cell, or worse, await him if returned to Turkey. Leyla Zana, a Kurdish member of Turkey's parliament, is serving a 15-year sentence on a treason charge. Her treasonous deed was to testify on human rights violations in Turkey before the U.S. Congress and the Carnegie Endowment for International Peace.

The judge in California who directed Kani Xulam to return to his job wrote in the sentencing order: "The court recommends that the defendant not be deported."

The Washington Post

TUESDAY, OCTOBER 29, 1996

Le Monde - mardi, 29 octobre 1996 • Le Monde - mardi, 29 octobre 1996

Les « mères du samedi » dénoncent la multiplication des cas de disparition en Turquie

Amnesty International a enregistré 135 disparus dans ce pays depuis 1991

Des mères de « disparus » venues de plusieurs pays se sont jointes, samedi 26 octobre à Istanbul, à une manifestation de femmes turques

étant dans le même cas qu'elles. Les disparitions sont un phénomène relativement récent en Turquie, où cent trente-cinq cas ont été relevés de-

puis 1991 par Amnesty International, qui a récemment lancé une campagne pour la défense des droits de l'homme dans le pays.

ISTANBUL

de notre correspondante

Assises devant les grilles du lycée Galatasaray sous une fine pluie automnale, des œillets rouges à la main, exposant dans un silence accusateur les photos de leurs proches dont elles sont sans nouvelles, les mères et les familles des personnes disparues en Turquie étaient fidèles à leur rendez-vous hebdomadaire, ce samedi 26 octobre, soutenues pour la soixante-quinzième semaine de leur action par des femmes venues d'Argentine, de Bosnie, du Liban et de Taïwan, ayant perdu leurs enfants, leurs époux, dans des circonstances similaires.

« Tant que mon mari n'est pas retrouvé, je poursuivrai mes recherches », dit Hatice Tekdag, une mère de sept enfants, dont l'époux, Ali, a été arrêté à ses côtés dans une rue de Diyarbakir, il y a deux ans. Cette même volonté de ne pas oublier, de forcer les autorités à s'expliquer, même si les chances de retrouver leurs proches vivants sont minces, se retrouve chez la Libanaise Wadad Halwani, qui cherche son époux depuis 1982, et chez Mirta Acuna de Baravalles, une des célèbres « mères de la place de Mai » en Argentine, dont la fille, enceinte, et le beau-fils avaient disparus en 1976. « Nous sommes ici pour soutenir ces mères (turques) et pour protester contre ceux, dans la politique et au sein du gouvernement, qui gardent le silence sur ce sujet », déclare M^{me} Baravalles.

Les disparitions sont un phénomène relativement récent en Tur-

quie, qui concerne le plus souvent des personnes réputées de gauche ou pro-kurdes. Elles sont venues s'ajouter, au début des années 90, à une liste déjà longue de violations des droits de l'homme, qui inclut la torture presque systématique des suspects, les exécutions extrajudiciaires et les évacuations de villages dans le Sud-Est anatolien. « Depuis 1991, nous avons enregistré au moins cent trente-cinq cas de disparition en Turquie », explique Carsten Jurgensen, un porte-parole d'Amnesty international (AI), qui a récemment lancé une campagne globale pour les droits de l'homme en Turquie. Malgré les promesses répétées des gouvernements successifs, les organisations internationales n'ont pas enregistré de progrès marqué ces derniers mois. Au contraire, la reprise des activités judiciaires, après la pause estivale, a donné lieu à plusieurs cas de violations flagrantes de la liberté d'expression qui ont choqué l'opinion.

« INSULTE À L'ÉTAT »

Alors que la Cour de cassation a confirmé la condamnation à vingt mois d'emprisonnement avec sursis infligée au célèbre romancier Yachar Kemal pour un article publié dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, un nouveau dossier – pour « insulte à l'Etat » – était ouvert contre l'éditorialiste Cetin Altan qui, avec plus de trois cents procès au cours d'une longue carrière journalistique, bat tous les records. Le musicien Senar Yurdataplan est actuellement détenu, arrêté pour « propagande séparatiste », notamment pour avoir composé

une pièce de musique diffusée sur la chaîne de télévision pro-kurde, MED-TV. Le journaliste Ragip Duran, qui travaille avec des médias français, attend quant à lui la décision de la cour d'appel, après avoir été condamné en première instance à dix mois de prison pour un article publié dans un quotidien pro-kurde.

Cette situation a poussé le Parlement européen à suspendre l'aide financière à Ankara prévue dans le cadre de l'accord d'union douanière entré en vigueur au début de l'année. Lors d'une conférence de presse impromptue, le ministre des affaires étrangères, M^{me} Tansu Ciller, a réagi à la dégradation des relations avec l'Europe en affirmant qu'Ankara entendait introduire rapidement des réformes afin « d'amener les droits de l'homme dans notre pays au niveau le plus élevé », notamment par une réduction de la période de détention préventive. Ces promesses, trop souvent entendues, ont été accueillies avec scepticisme. « Ce que nous voulons, c'est un dispositif, des réformes légales, une commission neutre qui empêche telle violation », souligne le représentant d'Amnesty international, « pour l'instant, rien de tel n'a été mis en place ».

Les violations des droits de l'homme font de plus en plus souvent l'objet d'éditoriaux indignés dans la presse turque. « Ne réagissons pas violemment contre le Parlement européen. Ce sont des sanctions et nous les avons méritées », écrivait Gungör Mengi, dans le quotidien *Sabah*. Deux des cinq juges de la Cour de cassation, qui a

examiné le dossier de Yachar Kemal, se sont opposés, par l'intermédiaire de la presse, à la décision prise par le tribunal. « Avoir des idées divergentes est le droit le plus naturel des écrivains et des penseurs », ont-ils déclaré.

ALIGNEMENTS MACABRES

Alors que, dans le Sud-Est anatolien, les forces gouvernementales poursuivent leurs opérations, exhibant régulièrement devant les caméras des alignements macabres de combattants kurdes tombés au cours des affrontements, une campagne, soutenue par des artistes, des hommes d'affaires et des intellectuels, est en cours, afin de récolter un million de signatures pour la paix.

Pour Hasan Karakoç – qui s'estime « privilégié » parce qu'il a fini par récupérer le corps de son frère, Ridvan, découvert sur un terrain vague dans la banlieue d'Istanbul en mars 1995 – et pour les « mères du samedi », qui expriment leur douleur avec dignité et entêtement face à la pression des autorités, il est déjà trop tard. Les réformes, lorsqu'elles seront introduites – si elles le sont –, ne ramèneront pas leurs proches. Mais de nombreux Turcs continuent d'espérer qu'il est encore temps de redresser la situation. « Tant que nous n'arrêterons pas la torture, tant que nous ne cesserons pas de condamner les opinions, nous n'arriverons à rien » a écrit le commentateur Mehmet Ali Birand. « Ceci n'a rien à voir avec l'Europe. C'est nous qui le voulons. »

Nicole Pope

Libération, 31 octobre 1996 / Libération, 31 octobre 1996

Rencontre en Turquie des factions kurdes d'Irak

Présidés par Robert Pelletreau, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, les premiers pourparlers directs depuis treize ans entre les factions kurdes rivales d'Irak ont commencé hier

à Ankara. Ces discussions, qui devraient durer jusqu'à jeudi soir entre le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani, visent à consolider le cessez-le-feu intervenu la semaine dernière dans le nord de l'Irak et à empêcher les interférences de Bagdad et de Téhéran.

Les détails d'un modus vivendi entre l'UPK et le PDK, dont l'affrontement a

déjà fait près de 2500 morts, s'annoncent difficiles. Notamment en raison de la volonté de l'UPK d'obtenir une « part » des revenus du commerce frontalier entre la Turquie et le nord de l'Irak (plus de 50 millions de dollars par an) recueillis par le PDK qui contrôle la zone frontalière, avec la Turquie. (D'après AFP).

► LEYLA ZANA : Écrits en prison

Préface de Claudia ROTH (députée au Parlement Européen)
Paris, Éditions Des Femmes ; collection Antoinette Fouque ; novembre 1995 ; 120 pages

La lecture de ces "Écrits de prison" est à conseiller à tous les militants désabusés ou découragés. Car, autant qu'un témoignage de la lutte d'une femme kurde pour la liberté de son peuple, il démontre l'importance capitale des pressions et de la solidarité internationale.

Au moment où elle écrit, en 1994 et 1995, Leyla a trente trois ans... mais déjà quatorze années de persécution, une expérience atroce de la torture, un mari (Meldi Zana) emprisonné, et

deux enfants réfugiés à l'étranger. Députée de Diyarbakir, elle a été arrêtée après avoir formulé, en turc et en kurde, des vœux de paix, de démocratie et de fraternité pour les deux peuples. Un crime sans nom ! Dans la lutte d'une rare violence que mène l'armée turque contre les séparatistes du PKK (3000 villages rasés, des millions de kurdes exilés...), l'État refuse même de saisir l'opportunité d'un dialogue avec l'opposition pacifique du DEP, le parti (dissous !) de Leyla Zana.

Face à cette situation, en constante détérioration depuis dix ans, les seules armes dont dispose Leyla sont sa voix et sa plume. Sa capacité exceptionnelle à nouer des relations durables et profondes avec tous qui, dans le monde, défendent la

démocratie et les droits des peuples fait aussi partie de ses atouts. Ses lettres sont adressées à Danielle et François Mitterrand, à la conférence mondiale de Pékin, à Gro Harlem Brundland, comme à ses enfants ou à l'inquisition turque... Un travail de relations internationales qu'elle sait payant : on a jamais autant parlé du problème kurde qu'aujourd'hui sur la scène européenne. On comprend qu'elle rêve parfois à un dénouement à la sud-africaine. C'est même sa force.

Malgré les morts et la prison, Leyla est vicéralement attachée à la vie. Elle reste optimiste... au moins pour les générations futures.

Anne Guerou

Le Peuple Breton novembre 1996

Peuples du Monde

La Turquie enfin sanctionnée

En décembre dernier, l'UDB avait pris l'initiative de manifestations publiques et d'interventions hostiles à un accord d'union douanière entre l'Union Européenne et la Turquie, en raison du non-respect des Droits de l'Homme et des droits des Kurdes par les autorités de ce pays. Seuls parmi les députés français au Parlement européen les communistes et les Verts avaient voté le 13 décembre contre le traité d'union douanière avec la Turquie (ainsi que 2 membres sur 9 de Radical et un socialiste sur 8).

Les faits viennent de donner raison à ceux qui s'étaient alors montrés critiques. Dans une résolution adoptée le 19 septembre dernier (par 319 voix contre 23, les députés français du R.P.R. s'étant abstenus), le Parlement européen rappelle les engagements non tenus par la Turquie depuis le vote du traité d'union douanière. "La situation en matière de droits de l'homme en Turquie s'est visiblement détériorée et que nul progrès notable n'est enregistré en matière de démocratisation, alors que les tensions extérieures telles que provocations en mer Égée et à Chypre et agression dans le Nord de l'Irak se sont multipliées" et que "malgré les appels qu'il (le Parlement européen) a lancés et les appels venus du monde entier, Leyla Zana, prix Sakharov, et trois autres anciens députés d'origine kurde du D.E.P. soient

toujours incarcérés" précise la résolution adoptée.

Par ailleurs, le Parlement européen est "profondément préoccupé par les opérations militaires récemment menées par les forces turques en Turquie orientale et par leur refus de rechercher les voies d'un règlement pacifique au conflit du Kurdistan" et "inquiet du projet des autorités turques de créer une zone de sécurité dans le Nord de l'Irak en violation des accords internationaux".

Le Parlement européen a instamment demandé à la Turquie d'expliquer clairement à l'Union européenne son attitude sur les quatre points (droits de l'homme, démocratisation, question chypriote et problème kurde), que le Parlement a mentionnés dans sa résolution du 13 décembre 1995, à laquelle il liait fondamentalement son avis conforme sur l'Union douanière.

En attendant que la Turquie réponde à cette injonction et respecte ses engagements, le Parlement européen va bloquer la tranche 1997 (environ 342 millions de francs) du programme spécial d'aide à l'économie turque (environ 2420 millions de francs sur la période 1996-2000). Les eurodéputés demandent également à la Commission européenne de "bloquer, avec effet immédiat, tous les crédits prévus dans le cadre du pro-

gramme MEDA pour la réalisation des projets en Turquie, à l'exception de ceux qui concerne la promotion de la démocratie et des droits de l'homme".

Un député européen parlant au nom des socialistes français a déclaré : "nous nous sommes trompés pour ne pas dire qu'on (les Turcs) nous a trompés". Que n'en sont-ils aperçus huit mois plus tôt !

Quand aux Turcs ils n'ont pas l'intention de changer d'attitude. "Je condamne fortement cette décision qui exprime une vision totalement erronée. Ceux qui attendent de nous d'agir selon des idées européennes erronées se trompent" a déclaré après le vote Mme Tansu Çiller, ex-Premier Ministre, aujourd'hui ministre des Affaires Étrangères dans le gouvernement dirigé par M. Erdogan, du parti islamiste Refah.

Par ailleurs, la Cour Européenne des Droits de l'homme a condamné la Turquie le 17 septembre dernier, pour la première fois, pour la destruction du village de Kelekci, dans la province de Diyarbakir en 1992-1993 par l'armée turque. La Cour a fait droit à sept plaignants kurdes du village, en considérant que l'incendie délibéré de leurs maisons constituait une "grave violation de leurs droits à la propriété et à la vie familiale" et elle a condamné la Turquie à indemniser les villageois pour le préjudice subi. La Cour européenne a, en outre, repro-

ché au gouvernement turc de faire obstacle au droit au recours individuel de ses ressortissants devant la juridiction européenne.

De façon plus générale, "Amnesty Internationale" en lançant le 1^{er} octobre une campagne de plusieurs mois sur la Turquie a déclaré : "On ne peut que dresser un sombre tableau de la situation des droits de l'homme en Turquie. Le recours à la torture et aux mauvais traitements y est depuis longtemps monnaie courante. Les "disparitions" et les exécutions extrajudiciaires sont de nouvelles formes de violations apparues dans les années 90. Les citoyens turcs ne jouissent pas d'une véritable "liberté

d'expressions". L'organisation internationale dénombre, pour la seule année 1995, plus de 35 "disparitions", 15 cas de mort en garde à vue à la suite de tortures et plus de 80 assassinats politiques. Elle a également rappelé aux groupes armés d'opposition (dont le P.K.K.) qu'ils sont également tenus de respecter les principes fondamentaux du droit humanitaire (selon A.I. "les combattants du P.K.K. ont tué au moins 400 prisonniers et civils entre 1993 et 1995").

Les violations des droits de l'homme par les forces turques viennent d'être illustrées une fois de plus par le massacre de 11 prisonniers politiques kurdes (une vingtaine ont été grièvement blessés) le 24 septembre dernier dans la

prison de haute sécurité de Diyarbakir, par des membres du service d'action et d'intelligence de la gendarmerie armés de barres de fer, alors que le président Demirel séjournait dans la ville. Depuis plusieurs mois le gouvernement cherchait à disperser ces prisonniers à travers le pays et à briser leur résistance. Dans le même temps, en une semaine les corps de neuf personnes, exécutées par balles après avoir torturées, ont été découverts dans les environs de Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc.

Y.J.

(Source : Bulletin du Comité International pour la Libération des Députés Kurdes emprisonnés en Turquie).

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, NOVEMBER 1, 1996

Western Division Bolsters Tehran

LONDON — Despite great internal difficulties and mounting pressures resulting from containment and unilateral economic sanctions by the United States, the general atmosphere in Tehran seems brighter now than for some while. This is the result of Iranian success in driving a wedge between the United States and its other Western allies.

Signs of this success are the recent decision on the part of the

By Mehrdad Khonsari

European Community to challenge the U.S. Congress over the passage of some of its legislation concerning Cuba, Iran and Libya, and the Iranian regime's ability at crucial times to play the Russian and Chinese cards against various U.S. pressures.

The faltering peace process in the Middle East, as well as Israel's failure in securing an agreement with Syria, have been a shot in the arm for the Iranian leadership, widening its options and reducing its isolation, particularly in Lebanon and the West Bank.

At the same time, thanks mainly to containment of Iran's former archenemy, Saddam Hussein, there has been a much needed, important boost to Iran's oil revenues, generated as a consequence of a sudden rise in the price of oil.

But these benefits are at best temporary and are not expected to last. It is important to bear in mind that the Iranian regime's main success in past years has been basically limited to retaining political power. It has not found a durable cure to any of the country's many ailments.

Thus, the general direction in which the Iranian leadership is headed, in the longer term, is toward continuing confrontation, complicated by greater internal challenges.

Contrary to conventional wisdom and proclamations coming out of Tehran, the sanctions imposed by the United States are likely to achieve their

stated objectives, albeit at a gradual pace.

Here, the United States is in an enviable position, given that it stands to lose virtually nothing while gradually driving Iran toward increasing economic hardship or agonizing acts of political compromise.

European and Japanese interests are substantially different, but the most they can hope to achieve under these prevailing conditions is nothing more than continued trade with Iran on a cash basis.

To encourage Tehran to abandon some of its unacceptable policies, it is essential that the West try to come together on a more united position.

It is important for all sides to appreciate the inadequacy of a sanctions policy that lacks a mechanism for dialogue, but also the futility of any "critical dialogue" that does not carry with it the potential for ultimate recourse to punitive action.

The writer, a former Iranian diplomat, is a senior research consultant at the Center for Arab and Iranian Studies in London. He contributed this comment to the International Herald Tribune.

Ankara's Rights Lawyer Quits

ANKARA — The lawyer defending Turkey in European human-rights courts said Thursday he had quit his post because Ankara's shaky human rights performance was becoming indefensible.

"Turkey always promises, but never fulfills," said the lawyer, Bakir Caglar.

"I thought defending Turkey is impossible in the current conditions, and resigned," he added.

Mr. Caglar, a constitutional law professor, had been the Turkish government's lawyer at the European Human Rights Commission, a juristical body of the Council of Europe, for four years. He resigned late last week.

Mr. Caglar said Turkey now faced 112 cases at the commission, including 61 applications from southeastern Turkey, where rights advocates say abuses are rife amid the battle between the army and guerrillas of the Kurdish Workers Party.

(Reuters)

VENDREDI, 1^{er} NOVEMBRE 1996
12^e ANNEE, N° 3033



POINT SUR LA SITUATION EN TURQUIE

ATTENTATS-SUICIDES À ADANA ET SIVAS: 10 MORTS DONT 6 POLICIERS

En une semaine, deux attentats-suicides à la bombe ont été commis en Turquie. Le premier, commis le 25 octobre, par une jeune fille kurde, Leyla Kaplan, au siège de la direction de la force de police rapide d'Adana. Portant sur elle une charge explosive de 3 kg de TNT, elle est entrée dans la cour de l'immeuble policier sous prétexte de chercher quelqu'un. Puis elle s'est précipitée vers un attroupement de policiers et fait 5 morts, dont 3 policiers et 15 blessés. La jeune fille, originaire de la localité kurde de Kiziltepe, avait comme des centaines de milliers d'autres Kurdes, émigré avec sa famille vers la grande métropole méditerranéenne d'Adana.

Par ailleurs, un deuxième attentat-suicide a été commis dans la ville kurde de Sivas, le mardi 29 octobre, lors d'un parade militaire célébrant la fête nationale turque. Une jeune fille portant une charge explosive sur elle, a été interpellée par la police, elle a alors mis à feu sa bombe tuant 3 policiers et blessant 9 autres. Le PKK a revendiqué les deux attentats et qualifié leurs auteurs d'"héroïnes" comme il l'avait fait de l'auteur d'un autre attentat-suicide commis par une jeune femme à Tunceli en juin dernier.

Enfin, un groupe de maquisards du PKK a attaqué, le mardi 29 octobre, jour de fête de la République kurde, une patrouille de l'armée, dans la province de Diyarbakir, tuant 14 soldats.

CRID'ALARME DE 4 DÉPUTÉS DU CHP SUR LA SITUATION DRAMATIQUE DE TUNCELI

Quatre députés du CHP (Parti républicain du peuple) de retour d'une mission d'information dans la province kurde de Tunceli (Dersim) ont donné une conférence de presse le 25 octobre au cours de laquelle ils ont lancé un appel au secours face au sort dramatique de la population. Pour ces députés, dont l'ancien ministre des droits de l'homme, Algan Hacaloglu, "ce qui se passe à Tunceli est une honte pour l'humanité" et "le Parlement doit intervenir d'urgence. La position de l'État suscite le rejet de celui-ci par la population. Face aux pratiques injustes de l'État, la population perd sa résistance vitale. Aujourd'hui alors qu'il y a abondance de nourriture dans le pays, à Tunceli les denrées alimentaires sont vendues par tickets de rationnement comme dans la période de disette des années 1940. 287 des 417 villages de Tunceli ont été évacués par l'État, 242 écoles sont fermées, les maisons, les étables, les greniers sont détruits et en grande partie brûlés. Les pâturages sont fermés, les citoyens interdits d'accès aux terres dont ils sont propriétaires. Leurs récoltes sont détruites; leurs ruches, leurs noiseraies, leurs bois et leurs jardins leur sont confisqués. L'État n'offre aucune indemnisation, pas même les moyens d'émigrer et d'aller vivre dans l'Ouest du pays qu'il donnait aux habitants de cette province lors de la révolte de Dersim de 1938. L'État cherche à rayer Tunceli de la carte. L'embargo alimentaire est appliqué par

une circulaire officielle du préfet de Tunceli et cet embargo porté gravement atteint au droit de la population à la santé". Le sous-préfet d'Ovacik, Yücel Yavuz, cité par le quotidien Hurriyet du 25 octobre, confirme officiellement l'existence d'un embargo alimentaire dans cette province. Pour lui ce "contrôle de la vente des denrées alimentaires est pratiqué pour empêcher le PKK de contraindre les citoyens à lui donner de la nourriture".

En conclusion de leur intervention, les quatre députés ont demandé que l'État cesse de traiter les habitants de cette province comme des criminels potentiels, que l'on mette un terme à leur persécution et à leur détresse et que l'on autorise leur retour immédiat dans leurs villages.

Ces souhaits risquent malheureusement de rester des vœux pieux. On en est au point où les tribunaux refusent même d'enregistrer les plaintes des habitants dont les maisons ont été brûlées. Prétextes avancés: la Justice n'est pas en mesure d'identifier les auteurs de ces actes ! Selon le quotidien Hurriyet du 26 octobre 444 paysans dont les villages ont été détruits et brûlés par l'armée dans le district d'Ovacik ont déposé une plainte collective auprès du procureur de cette ville. Le maire d'un de ces villages, Gazi Gündogan du village de Sahverdi, rapporte ainsi son témoignage: "Ma maison a été brûlée par les forces de sécurité qui ont mené les 4 et 5 octobre 1994 des opérations dans notre village. Nous avons porté plainte. Le sous-préfet adjoint d'Ovacik, Sebahattin Toprak, nous a répondu: "Comme il ne nous a pas été possible d'établir l'identité du ou des auteurs de ces actes, en vertu de la loi sur les jugements des fonctionnaires, nous ne pouvons pas ouvrir une information judiciaire".

La ville d'Ovacik, chef-lieu de ce district particulièrement touché par la répression de l'armée connaît des conditions d'hygiène insupportables. Son seul équipement de santé, un dispensaire, est occupé par l'armée qui l'a entouré de barbelés et l'a décrété zone militaire interdite d'accès aux civils. L'unique médecin du dispensaire, Mustafa Abohusoglu, se débat désespérément dans une ville ployée sous le poids des paysans déplacés, sans pharmacie, sans dentiste, sans centre d'hébergement alors que le rude hiver kurde se dessine à l'horizon. Selon lui, la plupart des enfants souffrent des maladies dues à la malnutrition et à des conditions de vie et d'hygiène dramatiques.

AVERTISSEMENT À LA TURQUIE DE M. LUPRECHT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL-ADJOINT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Alors que les dirigeants turcs réagissent vivement aux condamnations répétées de la Turquie par la Cour européenne des droits de l'homme, le ministre turc des Affaires étrangères qualifié de "politiques" les arrêts de cette Cour tandis que son collègue de la Justice exprime publiquement qu'il "ne fait pas confiance aux décisions de la Cour européenne", l'éventualité de la non reconnaissance par l'État turc de cette juridiction est de plus en plus évoquée. Dans une interview accordée au quotidien turc Milliyet du 26 octobre, M. Peter Luprecht, secrétaire général-adjoint du Conseil de l'Europe, dont la Cour est l'un des organes, avertit Ankara: "Au plan juridique, comme tout État la Turquie a le droit de ne pas reconnaître la compétence de la Cour et de la Commission européennes des droits de l'homme. Cependant si elle se retire des mécanismes des droits de l'homme elle sera obli-

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, NOVEMBER 2-3, 1996

Mounting Evidence Ties Iran to Mideast Terrorism

gée de quitter également le Conseil de l'Europe. Et cela aura pour conséquence la rupture de la Turquie d'avec l'Europe. Il me paraît exclu qu'aucun gouvernement turc responsable recoure à une telle voie". La Turquie cherche-t-elle son avenir du côté de l'Iran, de l'Irak et de la Libye ? s'interroge M. Luprecht qui prend la défense des juges européens qui ont récemment condamné Ankara pour la destruction de villages kurdes : "Les juges qui statuent sur ces affaires sont indépendants, ils ne font pas de politique, ils appliquent le Droit. La Cour ne vise pas à nuire à la Turquie, à la punir, à la faire souffrir. Elle cherche à aider la Turquie à atteindre les normes européennes". Rappelant que "la Turquie est actuellement une bonne cliente de la Commission et de la Cour", qu'elle est de plus en plus souvent condamnée pour ses violations de la Convention européenne des droits de l'homme, le secrétaire général-adjoint du Conseil de l'Europe incite la Turquie à réformer rapidement ses lois: "Un État qui est sur le même sujet, par exemple à propos de la torture et de la garde à vue prolongée, plusieurs fois condamnée ne saurait se contenter de payer des dédommagements et de poursuivre les mêmes violations. Après un certain temps, la Cour va demander non pas des indemnités mais des amendements concrets des lois".

By John Lancaster
Washington Post Service

RIYADH — Accusations of Iranian involvement in the June 25 bombing of a U.S. military housing complex in Saudi Arabia coincide with what Western diplomats and Arab officials call mounting evidence that the Iranian government is supporting terrorism against several pro-Western regimes in the Middle East.

Iranian intelligence agents in recent months have provided would-be terrorists with training, arms, money, explosives, logistical support such as false passports and, in one case, round-trip tickets between Damascus and Tehran on the Iranian national airline, these sources say.

Even before the bombing of Khobar Towers, a U.S. Air Force housing complex near Dhahran, in which 19 Americans died, pro-Western governments in Bahrain and Egypt had accused Iran of involvement in bombings and other terrorist incidents, including the attempted assassination in June 1995 of President Hosni Mubarak of Egypt in the Ethiopian capital, Addis Ababa.

Although Islam's two main branches, Sunni and Shiite, are often hostile toward each other, Iran's radical Shiite leaders are said to make little distinction between the two when it comes to backing extremists who share the same enemies as Iran — namely, Israel, the United States and moderate Arab governments with strong military and economic ties to the West.

Such individuals, whether from Saudi Arabia, Egypt, Bahrain or Algeria, are often united by their association with Hezbollah, an Iranian-

backed Lebanese political group whose military wing operates training camps in Lebanon's eastern Bekaa valley under the noses of Syrian troops.

"These are not allegations," Osama Baz, Mr. Mubarak's top political adviser, said of one such case in a recent interview. "These are solid facts."

Such accusations, however, are notoriously difficult to prove, and it remains to be seen whether Saudi investigators will establish a conclusive link between the Khobar bombing and the Iranian government. Autocratic governments in Egypt, Bahrain and Saudi Arabia face varying degrees of internal opposition; they would rather blame terrorism and unrest on foreign culprits than admit to home-grown problems.

Iranian officials have long acknowledged their support for Hezbollah's social service activities, such as medical care, but say they do not provide the group with arms. Iran has denied any support for violent extremists in Saudi Arabia, Egypt, Bahrain and elsewhere.

In interviews here this past week, Western diplomats said they would be surprised if Saudi investigators had turned up a "smoking gun" that leads directly to the Iranian government. If the past is any guide, one said, investigators are more likely to have uncovered evidence of "vague links" to Iran such as "people having been trained in Lebanon" — circumstantial evidence of Iranian involvement, perhaps, but not necessarily an ironclad case.

Since the Iranian revolution in 1979, Iran's radical Shiite leadership has made no secret of its hostility to Israel, the Middle East peace process and, in particular, American military and political influence in the region.

Turkish Daily News SATURDAY, NOVEMBER 2, 1996

European Parliament debates the fight against terrorism

Turkish Daily News

ANKARA- The European Parliament (EP) is discussing a comprehensive report on "terrorism and the fight against it" for the first time, the Anatolia news agency reported. A report and a draft bill prepared by Christian Democrat parliamentarian Viviane Reding from Luxembourg will be given over to the General Assembly after being discussed by the Interior and Public Freedom Commission.

The approval of the report and the draft bill at the EP has special importance for countries such as Turkey, Spain and England which are conducting their own fight against terrorism but cannot get concrete support from some members of the EU. Terrorism is defined in the draft bill as: "Acts of groups or individuals who resort to violence or threaten to do so against a country, its people or organizations, and cause terror in society by resorting to violence in the name of

separatism, religious fundamentalism, idealism or abstract concepts." The draft bill says terrorist acts limit basic human rights and liberties, disturb the peace in some regions, and impede democracy and legal rules. "Some EU member countries face terrorism and some of these countries have no support," the report said.

The draft bill asks the EU to compile methods of fighting against terrorism and organize the effort. "The EU, which has a democratic structure, shall not tolerate any efforts to try to achieve ideologies and targets through terrorism. The EU should not consider those committing such crimes as political criminals."

The draft bill proposes that no terrorist act or organization be considered to be an exception. "The strategy of considering some terrorist organizations as exceptions would spoil the fight against terrorism."

The draft bill, which emphasizes that

some terrorist acts and groups are financed and motivated by outside countries, calls for taking joint, diplomatic, political and economic decisions against countries that support terrorism.

The report and the draft bill which will probably be approved after being amended are important because they define terrorism and terrorist organizations, propose a joint struggle against terrorism and call for giving no political support to terrorist organizations active inside or outside the EU.

It is notable that while France, Britain and Spain urge the report's approval, and the United States is putting pressure, Belgian sources emphasize that EP decisions are only of an advisory nature. Spain, Turkey, France, Britain, Germany and the United States have been uneasy about Belgium's attitude in not arresting any terrorists or in setting them free immediately after arrest, and being soft towards terrorist organizations.

Sen. Sarbanes: No weapons until Turkey changes behavior

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Despite optimistic reports that appeared in Turkish press to the effect that Turkish arms orders would be released by the United States following the November 5 elections, a central figure of the U.S. Senate thinks otherwise. Senator Paul Sarbanes (D) of Maryland told TDN on Thursday that there wasn't too much hope of releasing the three decommissioned frigates and ten Super Cobra attack helicopters that Turkey paid for "until Turkey changes its behavior and ceases provocations."

U.S. Congress must approve the "notifications" sent by State Department's export licens-

ing office before a country can get delivery of the arms and weapons systems it ordered and paid for. Sarbanes, who is of Greek-American origin and one of the respected senior members of the U.S. Senate, blocked the approval of the notification on frigates and Super Cobras as a ranking member of the Senate Foreign Relations committee.

"What's the use of pouring weapons on to an already volatile situation?" Sarbanes asked, referring to the recently escalated tensions in Cyprus. "Why did they have to kill innocent people?" he said, referring to the three Greek Cypriots killed by Turkish Cypriots since August 11, in the aftermath of a series of tragic events that followed the attempt of 7,000 Greek bikers to cross

into the territory of Turkish Republic of Northern Cyprus (TRNC). A Turkish Cypriot soldier was also killed and another wounded when Greek Cypriot snipers shot at them to take revenge.

When TDN reminded Sarbanes the 7,000 bikers, Sarbanes said once the bikers were thwarted Turks could have stopped there and refrained from killing civilians. "What the United States intends to do in Cyprus? What is the U.S. initiative?" TDN asked.

"What is important is not what the United States is intending to do but what Turkey will do," Sarbanes shot back. Turkey must desist from similar "aggressive acts" in future if the weapons systems in question are to receive Congressional approval, Sarbanes told TDN.

SATURDAY, NOVEMBER 2, 1996

Prime Minister Erbakan: 'We are ending the emergency rule in Mardin'

Erbakan visits Mardin, says terrorism will soon be over and border gates will be opened to turn the region into a trade center 'in the midst of the Islamic world'

Turkish Daily News

MARDIN- Addressing a crowd in the Yalim district of the southeastern town of Mardin, where a by-election will be held on Nov. 3 to elect a new mayor, Welfare Party (RP) leader and Prime Minister Necmettin Erbakan announced that Mardin province would no longer be subject to the emergency rule.

Erbakan said that his party they attached great importance to the Southeast. He stressed that terrorism would be over in a short time and that a "migration in reverse" would begin to refill the villages in the region. "We will open the gates. This

region will become a trade center in the midst of the Islamic world," he said.

Erbakan referred to the fight against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the course of which a state of emergency has been in force in the Southeastern provinces for years.

"In the Southeast terrorism is coming to an end. Our sons, our innocent children, will not be murdered. We are scrapping the emergency rule in Mardin..." Erbakan said. "The State Security Board met yesterday and decided to end the emergency rule in Mardin. This way

our folks in the Southeast will also have all of their freedoms. They will not be upset by unnecessary restrictions. They will live in tranquility. I have come here in haste to give you the good news."

Erbakan said that a return to the villages would be assured, and that with the opening of the border gates the region would "turn into a powerful commercial center situated in the heart of the Islamic world."

During the rally Erbakan saw protest signs which spoke about the local people's problems and complained that municipal workers were not being paid. "I can see from here.

Everybody unkempt, abandoned. To be able to serve the people well a "person with faith" should be brought to the mayoral office, he said. But he also stressed that the government would fulfil its tasks one by one in the service of the people even if the RP candidates did not get elected.

Erbakan said that unemployment, "the region's biggest problem", would soon be resolved. Yalim would be chosen as the site of a "pilot project" in this regard, he said, summing up the plans to provide credit for cottage industries and livestock breeding.

US Congress recommends 'Kurdish Parliament' to Clinton

Twenty-four NGOs support Human Rights Foundation of Turkey

By Uğur Akinci

Turkish Daily News

WASHINGTON- While the Clinton Administration has already branded the "Kurdish Parliament in Exile" as a "PKK Parliament," some members of the U.S. Congress still try to lobby the White House on behalf of the "parliament." State Department always refers to the PKK as a "vicious terrorist organization." Over 20,000 people died since 1984 in the fighting between the PKK and the Turkish Government.

In a letter sent to President Clinton on October 6, a group of well-known activist members of the Congress — a majority of whom has put their signatures under many anti-Turkish resolutions in the past — the President was told to establish a dialogue with the "parliament", as "the body to resolve the Kurdish quarrel with the Turks by means other than the force of arms."

The letter was signed by representatives Porter, Andrews, Eshoo, Traficant, Torres, Brown Jr., Towns, Pallone, Maloney, Jacobs, Firse, Oberstar, and Lewis.

"Some of us recently met with two Kurdish parliamentarians who were on a

mission to our Capitol... We received them in our offices and found them to be sincere individuals. They were Mr. Remzi Kartal and Mr. George Aryo," the letter said.

Kartal is a former DEP deputy who escaped Turkey after his immunity was stripped on charges of treason. Aryo is introduced as "an Assyrian, a Christian and a native of Kurdistan who was at odds with the Turkish government because he had questioned the authorities about their intolerance of the religious and cultural needs of Assyrians living in Turkey."

The "Kurdish Parliament in exile" was an "elected body" which "represents almost one million Kurds" in Europe, the letter said.

"We should give them the chance" to find a "non-violent solution to the Kurdish question" by "recognizing the Kurdish Parliament in Exile," the congressmen told Clinton.

HR letter to Christopher

Twenty four U.S. non-governmental organizations concerned with human rights, on the other hand, sent a letter to Secretary of State Warren Christopher

on October 31 asking him to instruct the U.S. delegation to the Organization on Security and Cooperation in Europe (OSCE) to publicly protest Turkey for attempting "to restrict the Human Rights Foundation of Turkey (HRFT)."

"Trials of doctors and lawyers who run Foundation treatment centers for victims of torture will be conducted November 1 and 8, just as the OSCE meets in Vienna to review compliance with human rights commitments in 55 states, including Turkey," Christopher was told.

"Instead of seeking to eliminate torture and punish those responsible, the Turkish Government instead attacks those who expose human rights abuses," the NGOs alleged. "Rather than criminalize the Foundation, the Government should support efforts which serve all Turkey's citizens and advance democracy," the letter said.

The letter was circulated to Turkish Embassy in Washington and U.S. Embassy in Ankara, as well as all the related OSCE offices in Vienna, by Working Group of the Washington Coalition on Human Rights (WCHR), an informal network of almost one hundred NGOs which meets in Washington D.C. about 10 times a year.

US not in a hurry to evacuate NGO workers from northern Iraq

Burns: 'They're not in imminent danger'

By Uğur Akinci

Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. State Department made it clear on Thursday that it was not in a rush to get those who were working for various non-governmental organizations out of northern Iraq since they do not seem to be in any "imminent danger." American Council for Voluntary International Action says 4,000 Kurdish "humanitarian workers" are in such a danger and accuse the State Department with blocking their transfer to safety.

"We have kept the situation under review on a daily basis," department spokesman Nicholas Burns said. "We have not made the decision to evacuate them [to Guam via Turkey]."

No danger

"I saw some of the comments in the papers by some of the people in the non-governmental community assert that these people are under the threat of imminent persecution.

"We don't believe to be the case. We don't believe there is any evidence to support that claim," Burns said.

"Assistant Secretary of State Robert Pelletreau has received assurances from Massoud Barzani and Jalal Talabani, the Kurdish factional leaders, that the relief workers would be protected."

If the situation changes the State Department will also re-evaluate its stand, Burns said. Previously, 2,140 Iraqis working directly for the U.S. government has been airlifted to Guam through Turkey. At least 40 of these Iraqi Kurds have already arrived in the United States after being given asylum.

Turkish Daily News

SATURDAY, NOVEMBER 2, 1996

Çiller denies Iraqi accusations in letter to Ghali

Turkish Daily News

ANKARA- Foreign Minister Tansu Çiller denied the anti-Turkish accusations made by Iraqi Foreign Minister Muhammed el-Sahaf, in a letter she sent to U.N. Secretary-General Boutros Boutros-Ghali, the Anatolia news agency reported.

"It is surprising that Iraq accuses Turkey, in a region where Iraq cannot fulfill any of its obligations, which are in turn fulfilled by Turkey," Çiller wrote in the letter.

Noting that Baghdad's inefficiency in establishing authority in northern Iraq creates serious security problems for Turkey, Çiller emphasized that this situation was not Turkey's fault. She added that Turkey cannot be expected to sit tight until Iraq once again undertakes to fulfill its obligations.

Çiller underlined that Turkey's territorial integrity and security is under threat from the PKK which is based on Iraqi soil and carries out transboundary attacks, making use of the power vacuum in the region.

Çiller also listed Turkey's Iraqi policy since the Gulf War under five headings: protecting of Iraq's sovereignty, territorial integrity and unity; ensuring the full obedience of Baghdad to U.N. resolutions; respecting Iraq's right to determine their own future; meeting Iraqi civilians humanitarian needs; and eliminating the adverse effects of the Gulf War on Turkish economy.



TDN editors acquitted

Turkish Daily News

ANKARA- A criminal court on Friday acquitted Turkish Daily News Editor İlnur Çevik and Editor-at-Large Hayri Birler who were tried on charges of defaming the country's armed forces.

The General Staff had sued Çevik and Birler over a TDN report, published Feb. 9, on the results of an opinion survey, commissioned by the military, seeking to establish public's preferences regarding the ways out from the political deadlock that followed inconclusive general elections in December. TDN published an official denial from the General Staff that it had commissioned such a survey.

The legal action against the TDN editors had been interpreted as showing the General Staff's

anxiousness to dissociate itself with speculations of behind-the-scene manipulations to bar the way to power of the (Islamist) Welfare Party before it set up a coalition government with the conservative True Path Party of Tansu Çiller. Prison terms from one to six years were demanded against the TDN editors.

In Friday's hearing at Ankara's 2nd Criminal Court, Çevik and Birler denied any intent of insulting or defaming the armed forces, saying there was nothing which would justify the charges in the TDN report.

The court unanimously ruled for the acquittal of the two journalists when the prosecutor shared their arguments and said there were no grounds for their punishment.

Turkish Daily News

SATURDAY, NOVEMBER 2, 1996

SATURDAY, NOVEMBER 2, 1996

Turkish Daily News



U.S. Deputy State Secretary Robert Pelletreau giving a letter of thanks, from U.S. State Secretary Warren Christopher to Turkish Foreign Minister Tansu Çiller. TDN Ali Fuat Ulay

Kurds return to task of consolidating zone

Turkish Daily News

ANKARA- Having agreed to stop fighting and share power in northern Iraq, rival Kurdish groups on Friday turned their eyes towards the more difficult task of implementing the accords they reached in peace talks held here under Turkish, U.S. and British auspices.

Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani agreed to stop months of bloody strife in their Western-protected enclave and move towards an arrangement for sharing power

and border revenues. Another meeting is scheduled in Ankara on Nov. 15 for the discussion of details.

The broad accords ended the latest round of fighting which erupted when the KDP seized whole Kurdish region in a Baghdad-backed blitz. PUK launched a surprise counteroffensive last month to regain most of its lost territory.

The on-and-off fighting between the two sides claimed over 5,000 lives when they fell out over the sharing of revenues from oil trade to Turkey. U.S. Assistant Secretary of State Robert Pelletreau persuaded the two leaders to start peace talks last month.

Hosting the talks, Turkey secured the agreement of the Iraqi Kurdish parties to crack down on its own separatist Kurdish rebels and negotiated a high-profile role for the Iraqi Turkmens in the future administration of the area.

Turkish Foreign Minister Tansu Çiller on Friday accepted the delegations from the PUK, KDP, Turkmen Front, as well as U.S. envoy Pelletreau and Frank Baker, a British diplomat who was representing his country at the peace talks.

Çiller defined the agreement as a "historic turnaround" and she indicated that the participation of all the civil elements in a new temporary administration is necessary for maintaining peace.

"We feel that the fight against terrorism in the area is a must for the establishment of peace. The resistance against the terrorism will be a part of the peace process" Çiller said, reflecting Turkey's security concerns.

According to statements, all parties agreed to work against terrorist elements, like the Kurdistan Workers' Party (PKK) fighting a separatist war which has claimed over 20,000 lives in southeastern Turkey in 12 years. Çiller also stressed the importance of the agreed evacuation of a U.N. administered camp at Atrush, in the Kurdish area, which is believed to harbor PKK militants.

According to the agreement the participants will work for the immediate repatriation of Turkish citizens in the camp.

Pelletreau handed Çiller a letter from Secretary of State Warren Christopher which reportedly expressed thanks for Turkey's constructive role.

"We did not discuss as much as we need to, the aspects of political reconsideration such as the establishment of a local administration, such as working out the sharing of custom revenues. These things need to be discussed more in the future," Pelletreau said.

Both Pelletreau and Çiller paid tribute to the territorial integrity and the sovereignty of Iraq.

Pelletreau also indicated that the cease fire would establish the ground for the implementation of oil for food agreement. According to a U.N. resolution Iraq is allowed to sell oil and buy food and medicine worth \$ 2 billion for six months. Turkey says it has lost some \$ 27 billion because of the U.N. sanctions against Iraq.

British diplomat Frank Baker said that there were still some issues that needed to be discussed, but they have an agreement which provides ground for the establishment of peace in the region.

The head of the KDP delegation Sami Abdurraman and PUK delegation chief Muhammad Tofik Rahim indicated that they will take the required steps to ensure a lasting truce.

Qualified 'yes' from Barzani

KDP non-committal: "We state that we are not committed" a statement said

Turkish Daily News

ANKARA- Intense diplomacy, Turkish, American and British persuasion might have resulted Friday with a declaration by the two rival factions in northern Iraq that they have agreed to stop fighting and share power. But hours after the declaration was issued, the Kurdistan Democratic Party of Massoud Barzani announced a qualified "yes" to the Ankara declaration. A written statement of the KDP said the political bureau of the party met and evaluated the Ankara talks.

"Our delegation to Ankara talks had sent a draft proposed by the representatives of USA, UK and Turkey as the final statement on the afternoon of 31, 10, 1996. The political bureau (of the KDP) was due to forward its observations prior to the publication of the communique in question. The political bureau indeed met on the same evening and forwarded its notes to the delegation. The participants did not wait for our response and notes and issued the communique," the KDP statement complained.

The statement continued: "We state that we are not committed but to the indicated points in our response to our delegation which are the following: Pertaining to the final communique, the political bureau of our party states;

Firstly, we agree on the following:

1- Commitment to cease-fire and continuation of talks

2- Civilian services including the transport or provision of water, electricity, fuel, medical supplies and food shall not be disrupted for political reasons. Both parties shall cooperate in the restoration of civilian services, including water, sewage and electricity throughout Kurdistan Iraq.

3- Exchange of captives and release detainees and remains of those killed during fighting.

4- Cease media attacks against each other.

5- The demarcation line based on cease-fire lines on midnight 23, October 1996 to be defined by the Peace Monitoring Force that will supervise the cease-fire which shall be composed of the UN, the Kurdistan parties which did not participate in the fighting, the Turkomans and Assyrians.

Secondly, Deciding on other issues shall wait for the return of our delegation and the result of discussion of the issues in the Parliament, the regional government, the allied parties and our party committees."

At the end of the latest round of talks in Ankara Friday, the parties had announced their commitment to continue the talks in Ankara on Nov. 15. The KDP statement fell short of disclosing whether the party will attend the forthcoming Nov. 15 round of talks.

SUNDAY, NOVEMBER 3, 1996

Turkish Daily News

LE CULTE DU DRAPEAU TURC

Un projet de loi a été proposé, sur la demande expresse des militaires, au Parlement turc la semaine dernière. Ce projet de loi qui sera en toute probabilité ratifiée par le Parlement vise à institutionnaliser "le culte du drapeau turc". Le projet intervient après une série d'"incidents": en août dernier un Grec chypriote, qui avait tenté de descendre le drapeau turc, a été tué par les soldats turcs stationnant dans l'île; en juin dernier, suite à une provocation policière, le drapeau turc a été offensé par un jeune militant lors du congrès du parti pro-kurde HADEP. Mme. Ciller avait déclaré à l'époque que désormais "les mains qui toucheront au drapeau turc seront brisées". Le projet de loi stipule que: "toutes organisations étatiques, institutions d'éducatons, partis politiques, les bureaux des maires de villages et les voitures des fonctionnaires de l'État doivent en tout temps brandir le drapeau. Tous les vendredis les anciens drapeaux seront remplacés par des neufs. Ce "culte du drapeau" inquiète les milieux des droits de l'homme. M. Yavuz Önen, président de la Fondation turque des droits de l'homme, a déclaré à ce sujet: "C'est une oppression. En demandant aux gens d'arborer le drapeau à la maison, ils font des pressions sur eux et si ils s'y conforment pas ils seront taxés de mauvais compatriotes". L'éditorialiste Mehmet Ali Birand du quotidien turc Sabah a déclaré que "C'est une loi militaire. C'est une démonstration de force, une tentative de protéger le système".

HADEP

4-5 NOVEMBRE 1996

Iraq Says U.S. Didn't Attack Radar Site

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Iraq on Sunday denied a statement from the White House that a U.S. F-16 jet enforcing the flight-exclusion zone in southern Iraq had fired a missile at an Iraqi radar site.

"Such American allegations are baseless," the Foreign Ministry spokesman was quoted as saying by the Iraqi press agency. "No incident of any kind has occurred in Iraq's air space."

The spokesman said Iraq was still committed to a decision not to fire at U.S. and allied jets patrolling the two "no flight" zones in southern and northern Iraq. The decision was made in September after a confrontation with the United States because of Baghdad's backing of a Kurdish group in the north against a rival.

"Iraq is still committed to



Fahd Kheiber/Reuters

Iraqis lining up for food Sunday in Baghdad. Iraq is barred from selling oil for food.

its decision which gives opportunity for political action as a response to a proposal by friendly countries, particularly Russia and France, to handle the illegal and illegitimate two no-fly zones," the spokesman said.

The Pentagon said late Saturday that a U.S. Air Force F-

16 fired a missile at an Iraqi radar site after the jet was locked on electronically while in the no-flight zone over southern Iraq.

The incident occurred Saturday, the Pentagon said, adding that an investigation was under way. The White House, however, said it was

not clear whether the F-16 was locked on by the radar.

The no-flight zones were introduced after the 1991 Gulf War to protect Kurds and Muslim Shiites from reprisals by Saddam Hussein's army following ill-fated anti-government uprisings there.

(Reuters, AP)

Kurds in Danger

A macabre argument is going on between the private agencies that distribute official American relief to the Kurds in northern Iraq, and the U.S. State Department. The agencies say their 4,000 local employees are in imminent danger of being rolled up by Saddam Hussein's thugs and Kurdish collaborators — "going crazy" with fear is how one agency puts it. The department says not to worry, those Kurdish relief workers are not in great peril.

This is incomprehensible — and shameful. The small, religious-based agencies involved have been working there for some years. Unlike the CIA, which pulled all its people out of northern Iraq last month, the agencies remaining know well what is going on in the region. They have no good reason to exaggerate the threat. They have every good reason to protect their people and, beyond that, to ensure that the next group of local workers they recruit in the next crisis will be able to count on their assurances that the agencies will cover the risks.

Typically, one of these agencies, employing 85 Kurds, reports a pattern of harassment, surveillance, interrogations and armed threats culminating recently in the shooting and paralysis

of one employee. Iraqi agents are identifying and tracking down the employees, giving Saddam Hussein the ability to crack down at any moment. Such a moment might be prompted, it is feared, by a decision on the revival of the stalled UN proposal for Iraq to sell oil for food.

The State Department, having seen to the rescue of 2,000 Kurds who worked for the U.S. government distributing relief and of 800 others who were connected to the CIA, seems reluctant to consider offering American refuge to 4,000 more. It suspects some would be rotten apples. It would like to leave some in place to continue their work, and to protect them by diplomacy.

But the dangers to these Kurds are real. The American-assisted cease-fire being discussed between rival Kurdish groups does not so much protect the 4,000 as leave them out in the cold. After the Gulf War, the Kurds were promised a "safe haven" to be realized by an operation called "Provide Comfort." These slogans represented grave promises to a threatened people. In any argument about the exact degree of peril being faced by the 4,000, the benefit of the doubt should be theirs.

— THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

MONDAY, NOVEMBER 4, 1996

KDP casts doubt over N. Iraq peace process

Turkey is expected to seek clarification from Kurdish group over its surprise change in tack only hours after its negotiators agreed on key issues with the PUK.

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey is expected to seek clarification from the Kurdistan Democratic Party (KDP) of northern Iraq over its announcement that at this stage it is only prepared to accept five of the 22 articles in a "Joint Statement" released after its talks with its rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in Ankara last week.

Ankara reportedly wants a full explanation of the KDP position before the follow up talks between the two Kurdish factions slated for November 15 in Ankara.

Turkish officials are said to have been taken totally by surprise by this change in position by

the KDP given that the Joint Statement in question was released with the consent of senior negotiators from this group.

Unlike the KDP, the PUK, declared on Saturday said it endorsed the Joint Statement in question and indicated it was committed to all of its provisions.

"However in a move causing concern and suspicion the leadership of the KDP has declared its commitment to selected parts of the Ankara statement despite the fact that the KDP delegation to the talks agreed to its provisions in the presents of the three sponsors of the meeting" the PUK

statement said. "It is clear that the KDP does not want to end its monopoly of the revenues of the Kurdistan Region which has been confiscated by KDP for the last two and a half years, and nor does it support efforts to conduct free elections for the Parliament of the Iraqi Kurdistan region" the PUK said. The Joint Statement released on Friday after the Turkish, U.S., and British sponsored talks between senior KDP and PUK officials, indicated that the two warring Kurdish factions had agreed on a broad based political, economic, humanitarian, and military format for peace and security in northern Iraq. The Kurdish sides also agreed in the joint statement, which has come already to be referred to as the "Ankara statement," to address Turkish and U.S. security concerns.

Addressing Turkish concerns in this way both Kurdish factions had promised in writing to try and prevent the Kurdistan Workers Party (PKK) from operating in northern Iraq. Addressing U.S. concerns both sides had agreed to refrain from calling on outside help, meaning of course help from Iran and Iraq. But the KDP statement late Friday ensured that any joy there may have been in Ankara and Washington over having successfully gotten northern Iraq's fighting Kurdish faction to agree on modalities for a lasting reconciliation was short lived. More than this though the KDP statement, reflecting the views of this group's "Political Bureau," has now sent Turkish and U.S. officials wondering where the peace talks stand relative to what was agreed on and enshrined in the Ankara statement. The KDP statement appeared to be saying in effect the groups delegation in Ankara had acted without authorization in accepting the stipulations incorporated into the Joint Statement.

"Our delegation to the Ankara talks had sent a draft proposed by the representatives of the USA, UK and Turkey as the final statement on the afternoon of 31.10.1996" the KDP statement faxed to newspapers on Friday evening said.

"The Political Bureau was due to forward its observations prior to the publication of the communique in question. The Political Bureau indeed met on the same evening and forwarded its notes to the delegation. The Participants did not wait for our response and notes and issued the communique" it added. These remarks are being noted in Ankara as representing a division within the KDP seeing as it was Sami Abdurrahman, one of the most senior members of this group, that had done the negotiating in Ankara. The KDP said in its statement that it only accepted five of the 22 articles in the Ankara statement. It added that it was reserving its right to assess the remaining articles following the return of its delegation.

The articles the KDP accepted outright had to do with maintaining the ceasefire in the region, the supply of humanitarian materials, the exchange of prisoners and bodies, halting media attacks on the other group, and accepting the ceasefire demarcation line and the Peace Monitoring Force to be set up for this purpose. By naming these articles the KDP has in effect cast doubt on all the other articles including those concerning a broad based Temporary Local Administration (TLA), the holding of elections, cooperating against the PKK, and subscribing to the principles of transparency and equality in the collection and distribution of revenues.

MONDAY, NOVEMBER 4, 1996

Turkish Daily News

Demirel to urge firmer German move on terror

Turkish Daily News

ANKARA- President Süleyman Demirel flies to Bonn today to demand firmer German action against the clandestine separatist Kurdish Workers' Party (PKK) and to promote Turkey's bid for full membership in the European Union.

Despite Germany's declaration of the PKK as an illegal organization and declared the controversial Med-TV as the mouthpiece of the separatist gang, Turkey is increasingly worried with signs that Bonn may ease the ban on the activities of the PKK on its territory.

Turkey's former Chief of Staff, Kilis True Path Party deputy Doğan Güreş was

only one of the critics who yesterday declared that Germany, along with France, Belgium, Sweden and the United States were discreetly supporting the separatist gang while publicly trying to give the image that they are against it. "These countries provide every means to the terrorists. But for the means provided by the United States and Belgium could the Med-TV continue its broadcasts?" Güreş asked.

According to Turkish official sources, President Demirel will raise the PKK issue at his talks in Germany and urge the German leaders to take further firmer actions against the separatist gang and implement firmly the already declared moves against the gang.

Sources said the president will particularly express his worries regarding the PKK attacks in Germany against the offices and shops owned by Turkish nationals and ask Bonn to take tougher actions against the perpetrators of such crimes.

Another major issue the president will take up with the German leaders, sources said, is the

problems of Turkish nationals living in Germany. Although Turkey is considering some 1.6 million Turkish nationals living in Germany as "living bridges" between Turkey and Europe, fearing an influx of migrants from Turkey, Germany is cool to Turkey's bid for membership in the European Union.

Sources said President Demirel will stress at his talks in Bonn that Turkey believed the expanded European Union should definitely include Turkey. The visit of Demirel to Germany is the first since the 1988 visit to Bonn by former President Kenan Evren.

The last presidential visit to Turkey from Germany was the May 1986 visit of former German President Richard von Weizsäcker. Demirel last visited Germany twice in 1967 in his capacity as prime minister. The first of the visits in 1967 was in April for the funeral of late German President Konrad Adenauer and the second was in May for an official visit.

Demirel will return Ankara on Nov. 7.

TUESDAY, NOVEMBER 5, 1996

Turkish Daily News

Iranian oil minister in Turkey for talks

Turkish Daily News

ANKARA- Iranian Oil Minister Gholamreza Aghazadeh arrived in Turkey on Monday to hold talks on energy and other areas of cooperation between the two neighboring countries.

This visit follows the visit of Prime Minister Necmettin Erbakan to Tehran over the summer in which the two countries signed a major agreement for the supply of Iranian natural gas to Turkey.

Erbakan's visit had taken place just as Washington announced it would punish any company investing more than \$50 million in Iran's oil or gas industry.

As expected, Erbakan's visit raised eyebrows in Washington where officials felt it undermined their efforts to isolate Iran.

Turkish officials said, however, the natural gas deal, far from being a last minute affair, was the cul-

mination of many years of negotiations and was aimed at addressing Turkey's widening energy gap.

Aghazadeh's plane was diverted to Istanbul due to fog over Ankara's Esenboğa airport, where it was originally scheduled to land.

Aghazadeh was received by President Süleyman Demirel. The meeting which was scheduled to be held at the Presidential Residence, was held at the airport's VIP lounge due to the change in the schedule. A bilateral energy cooperation protocol is expected to be signed during Aghazadeh's visit, which will end on Wednesday. Iran and Turkey struck a 23-year, \$23-billion natural gas agreement in August under which Turkey would buy gas from a pipeline to be built from Tabriz to Ankara.

The minister and his accompanying delegation will also be received Prime Minister Necmettin Erbakan.

Rival Iraqi Kurds to thrash out cease-fire details

Turkish Daily News

ANKARA- The rival Iraqi Kurdish groups will meet again in Ankara at week's end to hammer out some technical details of their cease-fire agreement, Foreign Ministry spokesman Sermet Atacanlı said on Monday.

Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani last week agreed to the cease-fire during a meeting in Turkey's capital. The KDP later announced, however, that it did not recognize some items which were tabled during the discussions, including temporary local administration and the sharing of revenues.

When questioned about the KDP's griefs Atacanlı said only that Turkey felt the meeting had finished up successfully. "We think that it is important to understand the difficulty of this process," he said.

Authorities from the KDP, the PUK, Turkey, the United States, Britain and Turkmen representatives had agreed to establish a peace monitoring force to back up the cease-fire.

Local forces including Turkmens, neutral Kurdish Parties, Turkmens and Assyrians were to participate but the KDP has allegedly insisted on involvement of the U.N. as an additional watchdog. Atacanlı said that the

United Nations had no such mandate in northern Iraq and that technical details of the cease-fire would be discussed this week, including who would sponsor the peace force.

According to the final statement from the recent Ankara gathering the parties were in agreement on discouraging the activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), a militant group which has military bases in northern Iraq and has been fighting for self rule southeastern Turkey since 1984. The Atrus refugee camp, known to be inhabited by Turkish citizens but one which Turkey claims is under PKK control, was one site targeted for closure during the meeting.

Monday, November 4, 1996

The KDP did just what was expected

Did the news that Iraq's Kurdistan Democrat Party (KDP) refused to accept "some parts" the agreement its own delegation signed in Ankara last week come as a surprise to you? Those who understand nothing about delicate balances in the region and how Middle Eastern politics works could come to the conclusion that the Iraqi Kurds just did what was expected of them: Renege on their promises...

Actually for years those who held power in Turkey fell into the trap of thinking that Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan, was the most unreliable person and thus Barzani and his KDP should be favored. Nobody realized that Barzani is as capable of misleading Turkey and telling different things to different foreign leaders and governments... Thus Turkey helped Barzani. Turkey gave arms and other assistance to Barzani and his men. In the 1992 operation which Turkey launched against Kurdish separatist PKK militants in northern Iraq, Barzani was given 206 thousand dollars in compensation for the KDP losses during this campaign. There, PUK, which had also helped in the fight against the PKK was denied any help.

For years Barzani and Talabani have played a tight rope act in the region. They have to balance their policies with regards to the regional countries like Turkey, Iran, Iraq and Syria as well as Jordan and Israel while they also have to remember their big brothers in Washington, London and Paris...

Talabani always came under fire for his constant contacts with the PKK while Turkish officials tried to hide the fact that Barzani had as much contacts with the PKK as Talabani. Barzani even hosted PKK delegations at his official functions...

So no one is so clean in northern Iraq. In Ankara some had the misconception that they could twist the KDP delegation's hands during last week's talks and obtain concessions. Yet, soon after the KDP leadership said while they agree to the ceasefire terms they reject everything else... That "everything else" were the main concessions that Ankara had managed to gain out of the Iraqi Kurds like the references against the PKK and solid promises that the PKK hideout in the camp of Atrush would be evacuated...

The KDP leadership decided they could not afford to offend the PKK or Baghdad...

Yet, while all this was going on the KDP

was still leaking all kinds of slanders against the PUK and its leader Talabani. Some people even swallowed these leaks and fabrications and made them banner headlines in Turkey. Yet, facts are facts. The KDP is clearly objecting to give any concessions to the PKK until it gets something substantial in future talks provided these talks will ever happen.

It will be even a greater success to get the KDP delegation to the November 15 talks in Ankara...

But now some people must be having second thoughts on how they were misled by the KDP and how foolish they look today...

Turkish Daily News

Army colonel says there are PKK camps in Iran and Armenia

Numbers: There are six PKK camps in Iran and five in Armenia, the largest of these camps situated in the Iran's Dambak region, with both Iran and Armenia officials supporting the PKK rebels

By Metehan Demir

Turkish Daily News

İĞDIR/ANKARA- Despite earlier Iranian denials that there are no outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) training camps in their country, 5th Border Region's Regiment Commander Colonel Ismail Pekin responsible for Turkey's eastern border with Iran and Armenia said that there are a large number of PKK training camps both in Armenia and Iran, and that separatists use these countries a springboard for entering Turkey.

There are six PKK camps in Iran and five in Armenia, the largest base is situated in Iran's Dambak region, with both Iran and Armenia officials supporting the PKK rebels, said

Colonel Pekin. Pekin continued by calling on all terrorists - inside Turkey - to surrender to the security forces, saying that the military is in full control of the area.

The General Staff, took journalists from Ankara to the eastern

cities of Iğdır and Kars updating them on military activities against the PKK at the border region, and to cover a commemoration ceremony of the construction of a monument tomb for a soldier who lost his life during a clash with separatists near Bingöl last April.

Meaningful gesture from martyr's family

The residents of Bayatdoğuşalı village build the tomb for this martyr, to honor the soldier's family, who had donated the government's compensation of TL 1 billion, to build a school, and bring water to the village.

During the ceremony, the families meaningful gesture was awarded and honored with a medal of merit given by the general staff.

The father of the soldier said that they are always ready to give their lives for Turkey, and that they would never allow a few rebels to divide this country.

Editorial



By Ilnur Çevik

WEDNESDAY, NOVEMBER 6, 1996

Turkish Daily News

United States not happy with Turkish-Iran energy deal

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- United States, reacting to the visit of an Iranian delegation to Ankara to sign yet another energy deal, said such moves were not welcomed. Washington maintains a "dual containment" policy in the region which aims at isolating Iran and Iraq from world community and markets.

Prime Minister Erbakan signed a \$23 billion natural gas deal with Iran in August and triggered speculations in Washington that, by doing so, he might have also violated Sen. D'Amato's Iran-Libya Sanctions Act.

"The United States is not enthusiastic about this proposed contract," said Nicholas Burns, State Department spokesman. "We

have told the Turks that, when it's been briefed to us by the Turks." "Frankly, we have been waiting for a fuller explanation from the Turkish Government about this deal before we could make a decision about whether or not it violates the terms of the D'Amato legislation which is now the law of the land. It's now U.S. law," Burns continued.

"So we'll have to continue discussing this with the Turkish Government. We do not believe it's a good idea for any country to have normal relations with Iran. That's the American Government position," he said.

When asked if Washington clearly told Ankara not to go ahead with the deal, Burns said: "We certainly have given a very clear signal to the Turkish Government; yes."

Washington tries spin control on KDP-PUK discord

Turkish Daily News

WASHINGTON- What should Clinton Administration spokespersons do when one of the parties to a celebrated cease-fire agreement announces that the news of its wholesale acquiescence to terms of the agreement is a bit exaggerated? That's what Kurdish Democratic Party (KDP) did following the peace-talks with Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in Ankara, mediated by Assistant Secretary of State Robert Pelletreau. Washington's response, on the sensitive eve of a Presidential election, was to turn on the spigot of spin control.

"It's not surprising to see these kinds of public statements," said an unsurprised Nicholas Burns, State Department spokesman. He said, no matter what Barzani claimed, what mattered was the joint communique KDP signed with PUK.

"I would advise you to put your faith and

to pay most attention to the joint statement that was issued out of Ankara by the KDP, PUK, the Turkomans, the British Government, the Turkish Government and the United States. That's a joint statement that reflects the reality of what happened at the two days of meetings in Ankara," Burns said.

Burns was generous with praise of Pelletreau's efforts lest it goes unappreciated. "He created a cease-fire in northern Iraq," Burns said of Pelletreau. "He's created now a diplomatic process. There will be a second round of meetings in Ankara in mid-November. The situation now is far better than it was at the end of August and early September. I think Ambassador Bob Pelletreau deserves the gratitude of a lot of people, certainly here, and he has it for what he's done."

'Traffic Monster' reveals state- mafia relations

By Hakan Aslaneli and
Zafer F. Yörük
Turkish Daily News

ISTANBUL- The infamous "traffic monster" of Turkey, which we blame for tens of victims of traffic accidents on Turkey's highways daily, helped this time to reveal the alleged relationship between the top ranks of Turkey's state structure, the mafia and the right wing extremists dubbing themselves "Ülkücü" (Idealists) and formerly known as "Grey Wolves" associated with the Nationalist Movement Party (MHP) or the Grand Unity Party (BBP).

Following a road accident on Sunday afternoon near Susurluk, Balıkesir, a True Path Party (DYP) parliamentary deputy, a police chief and an extremist rightwing criminal who has been sought for 18 years by the security forces were found in the same car. The rightwing criminal, Abdullah Çatlı, and the former deputy security chairman of Istanbul, Hüseyin Kocadağ, died in the accident along with a little heralded woman, Gonca Uz, who is known for her affairs with characters from criminal underworld. The fourth person in the car, Sedat Bucak, a deputy form the government-partner True Path Party (DYP) of Tansu Çiller and the current head of a pro-government Kurdish clan in southeastern Turkey, survived the accident with a fractured skull and a broken leg.

In the boot of the wrecked Mercedes, five pistols of different types and sizes, two MP-5 machine guns, silencers for these weapons and two listening devices were found. Also in the wreckage, a green passport and a number of police ID cards were discovered.

An ID card in the name of Mehmet Özbay which had been alleged previously that the Ülkücü murderer Abdullah Çatlı was using was also found by the police. It is alleged that the green passport, normally given to top state officials, was also in Çatlı's possession.

It has been alleged that the only female victim of the accident, Gonca Uz, the girlfriend of Çatlı, but there has no official confirmation of this so far. It has also been learnt that Bucak, when being taken to Balıkesir hospital after the incident talked about a white bag containing TL 10 billion and that upon this being said members of the Bucak tribe who came to the incident scene took the bag away from the car.

Ağar tries to cover- up

The government has so far been silent over the incident but an official explanation is expected as the TDN goes to print. The undermining approach of the Minister of Interior, Mehmet Ağar, who has been the focus of the press on Monday only helped to raise more suspicions regarding the incident.

Ağar at first claimed that Abdullah Çatlı was not in the car. Following the proof that Çatlı was among the victims, he shifted his position to make another untrue claim — that Kocadağ and Bucak were taking Çatlı to Istanbul to hand over to security forces.

When he was asked whether or not there will be an investigation into the incident, Ağar said that this was an ordinary traffic accident and the local authorities would investigate it according to the traffic procedures. He claimed "there is nothing special" in the incident. But later on Monday, it was revealed that all the four victims of the incident had stayed in the same hotel in Kuşadası for three days before setting off for Istanbul. In light of the new information Ağar had to give up his earlier attempts to cover up and say that Bucak should speak.

The obvious attempts by the Minister of Interior to undermine the importance of the road accident which symbolizes the web of relations between the security forces, the Ülkücü mafia, the special forces and the paramilitary troops (village guards) in the southeast, raises the question as to what Ağar was attempting to cover up in his statements.

The possible answer to the question came from Doğu Perinçek, the leader of the leftwing Workers Party (IP), in a press conference on Monday when he claimed that the Minister of Interior and Deputy Prime Minister Tansu Çiller were at the head of a 700 strong conspirative organization consisting of the members of security forces, Intelligence Service (MIT), the Ülkücü mafia and the special forces.

Perinçek said that he had prepared a file containing the proof of his allegations and sent it to President Demirel and the Speaker of the Parliament during the Parliamentary investigation in June this year into the alleged misuse of funds by Mrs. Çiller.

Perinçek said that all the victims of Sunday's road accident were the members of this illegal organization. According to him, Çatlı was the leader of the Ülkücü mafia and the key person of Çiller's special crime ring.

Doing the State's dirty work?

Sunday's road accident is the fourth major incident which symbolizes the mafia- state relations in recent years. The first of these incidents is the "Civangate" scandal which began with the armed attack on the former manager of Emlakbank, Engin Civan, in 1994 over a matter of unpaid loans and services not rendered and continued with a series of trials and murders which concluded with the assassination of mafia boss Tevfik Ağansoy in September this year. The most important angle of this scandal was the alleged involvement of the family of the deceased President

Turgut Ozal in the affair.

The second incident was the assassination of Ağansoy. Ağansoy, who was the hitman of one of the right-wing mafia leaders, Alaattin Çakıcı, had made statements claiming the involvement of Ozal family in the Civangate scandal which led to a war of words between himself and Çakıcı. The duel was concluded in September this year in Bebek, Istanbul with Ağansoy's assassination but the hitman's death only to lead more scandalous question marks.

Two special protection officers of Deputy Prime Minister Çiller, who were with Ağansoy during the incident were also killed in the shooting. Their presence has not been explained.

The third incident is the discovery of the Söylemez Brothers mafia gang this summer. The gang was mainly made up of police and army officers. The head of the gang is helicopter officer Faysal Söylemez, and among the top officials whose involvement in the gang are the former deputy chief of Istanbul Police, Deniz Gökçetin, and the former head of Istanbul Security branch, Sedat Demir.

The traffic accident on Sunday is the fourth incident which "accidentally" brought together all of these former incidents. Abdullah Çatlı is one of the top names in the ultra right-wing terrorism of the "Ülkücü" militants of the 1970s; so were Alaattin Çakıcı and Tefik Ağansoy. All these three names were allegedly involved in MIT operations in the 1980s, including the raid on the camp of the Armenian guerilla group ASALA in Beirut in 1982.

It is even alleged that although officially "wanted," Çatlı was one of the organizers of the Special Forces formed to be deployed in the Kurdish conflict in southeastern Turkey. The Söylemez Brothers gang, on the other hand, were caught with plans to raid the headquarters of the Bucak clan in Siverek, Urfa, the head of which is the DYP member of parliament (MP) Sedat Bucak, the only survivor of Sunday's car crash. The blood feud between the Bucaks and the Söylemez gang is allegedly based on the control of arms and drugs trafficking in Turkey and particularly in the South East.

Super-prosecutor to clean up?

On a TV show on Monday, the former chairman of Istanbul Bar Association, the lawyer Turgut Kazan, pointed out the need for an investigation in depth into the incident. Kazan said that an ordinary investigation, which would include a prosecutor who is to be assigned by the Minister of Justice and to be assisted by the police, would not be trusted given the links between the mafia, politicians and the police force. In Tuesday's

newspapers, headlines drew attention to the parallels between Turkey's case and the Italian situation in recent years and the need for the emergence of a "Di Pietro" in Turkey.

A former top MIT officer, Professor Mahir Kaynak, ruled out in an interview with the TDN any optimism emerging from Sunday's controversial accident.

"There are not sufficient circumstances to go over this incident," he said. "No official investigation has been carried out into the secret illegal dealings within the state so far, although everyone in the street is talking about them. Only an accident, a coincidence, could bring these conspiracies onto the official agenda."

But I do not expect an investigation to go far enough because there are no independent powers able to do this. In Italy, Gladio collapsed with the intervention of the European Union, not of the Italians.

There are no such conditions in Turkey. If a super-prosecutor like di Pietro came forward in Turkey, tomorrow he would be dragged through Taksim Square as an enemy of the nation."

The victims are mourned

Gonca Uz's funeral was held on Monday in İzmir with the participation of her family. Hüseyin Kocadağ's body was brought to Istanbul on Monday, where official ceremonies were held at the Security Headquarters and the Alawite temple at Zincirlikuyu where his family and acquaintances took part. Kocadağ was buried in Ankara on Tuesday with an additional official ceremony.

Abdullah Çatlı's body was taken after the accident to his hometown of Nevşehir by a 100 car convoy. Çatlı's flag-draped coffin was accompanied by hundreds of rightists. The wreaths from the heads of the Ülkücü mafia, Cevdet Baydar, İbrahim Given and Kürşat Yılmaz, were noted in the funeral.

The recently caught Ülkücü hitman whose name was involved in the assassination attempt on the Pope by Mehmet Ali Ağca in 1981, also sent a wreath to the funeral.

The leader of the Greater Unity Party (BBP), Muhsin Yazıcıoğlu MP, was one of the participants at the funeral. Yazıcıoğlu said: "My friendship with Abdullah traces back 18 years from the Idealist Clubs."

"I do not know if a relationship between politicians and the mafia exists or not... But if there was such a relationship, I would be amazed," said Tourism Minister Bahattin Yücel on Tuesday at a press conference in Istanbul.

MONDAY, NOVEMBER 4, 1996

'The solution is in the slushfund spendings'

A former top MIT official, Professor Mahir Kaynak, commented on the questions arising from the recent road accident for the TDN. "As I have said many times before, some people are organizing to rescue the state," Kaynak said. "They organize illegally since they claim that they would protect the state in spite of the law. The victims of the road accident are all the men of this struggle."

When asked how the mystery in this accident could be solved, Kaynak said: "Find out about where the money from the slushfunds was spent and you will solve the mystery, because this money was neither spent in the MIT nor on the General Staff budget. It was given to somewhere outside these institutions."

Kaynak was then asked if other interests might be involved in such illegal official organizations apart from the ideal of protecting the state.

"The living standards of all these people are above those of normal state officials. It has been claimed that they are involved in drug trafficking, but it is also claimed that the income from these mafia dealings is used to finance the organization," he said.

Kaynak says he is not optimistic that the road accident will lead to an overall clean-up operation of the state.

"There are not sufficient circumstances to go over this incident," he said. "No official investigation has been carried out into the secret illegal dealings within the state so far, although everyone in the street is talking about it. Only an accident, a coincidence, could bring these conspiracies onto the official agenda. But I do not expect an investigation to go far enough because there are no independent powers able to do this. In Italy, Gladio collapsed with the intervention of the European Union, not of the Italians. There are no such conditions in Turkey. If a super-prosecutor like di Pietro came forward in Turkey, tomorrow he would be dragged through Taksim Square as an enemy of the nation."

We asked if mafia-state relations had these dimensions when he was in office in the 1960s and '70s, to which Kaynak replied: "No. There were the unofficial state organizations known as 'Counter-guerilla' of course, but the MIT as an institution was not involved in it. As in the past, the MIT is outside of these secret organizations today. The MIT is clean, but its cleanness originates from its inability. I want to draw attention to the fact that Doğu Perinçek, the person who has been making the allegations about a gang within the state led by Tansu Çiller, bases his allegations on the MIT reports."



A former top MIT official, Professor Mahir Kaynak

Turkey, Iran move to implement gas deal

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey and Iran on Tuesday signed a memorandum of understanding concerning the implementation principles of the \$23-billion agreement signed by the two countries in August and the construction details of the pipeline which from Tabriz to Ankara.

Turkey and Iran will start construction of the first stage of a natural gas pipeline to carry Iranian gas to Erzurum from Tabriz in 1998, Turkish Energy Minister Recai Kutan said on Tuesday.

Turkey will invite bids this month for building the pipeline which will carry natural gas from Iran under a 23-year agreement, Prime Minister Necmettin Erbakan recently said. "In the shortest possible time, the tender for the pipeline will be carried out," he told reporters after meeting Iranian Oil Minister Gholamreza Aghazadeh, who arrived in Turkey on Monday for a three-day visit.

The total length of the pipeline will be about 1,420 km (890 miles), of which 1,150 km (720 miles) will be in Turkey, according to preliminary studies. The amount of the gas will gradually increase from three billion cubic meters to 10 billion by 2005.

The gas deal requires each country to build the section of the pipeline which passes through its own territory. The Turkish section is estimated to cost some \$1 billion. "We are neighbors who have lived in peace and brotherhood across a common border for 400 years; we are determined to develop our relations to at least the current level of relations between Germany and France," Erbakan said when receiving the Iranian minister on his arrival. Meanwhile, Energy Minister Recai Kutan said that the gas deal would boost the mutual trading from the current \$950 million to \$2 billion.

Aghazadeh's visit follows the controversial trip to Iran by Turkey's Islamist leader in August during which he signed the gas deal just after the U.S. Congress endorsed a bill imposing sanctions against countries which sign energy deals with Iran and Libya — countries Washington accuses of supporting international terrorism. Erbakan and his aides dismissed the criticism at the time, saying the agreement crowned many years of negotiations and was aimed at covering Turkey's widening energy gap.

Erbakan said the natural gas would be provided first to the eastern cities of Ağrı, Kars, Erzurum, the principal southeastern city of Diyarbakır and finally to the central Anatolian city of Konya, his home constituency.

Turkish Daily News

MONDAY, NOVEMBER 4, 1996

International crime ring under the command of Çiller and Ağar

The chairman of the Workers Party (IP), Doğu Perinçek, spoke to the TDN on the road accident. Perinçek pointed out that he had previously prepared reports about Çiller's alleged criminal gang and sent them to the President and the Speaker of the Parliament. Perinçek said that he had mentioned in these reports the involvement of Abdullah Çatlı as a key person in the organization, and revealed the name that he bears on his fake ID cards, Mehmet Ozbay.

Referring to the discoveries in the wreckage of the car after the accident, Perinçek said: "The listening apparatus, weapons and silencers prove that we are facing a criminal organization. This illegal organization is linked with the plans of the USA to make Turkey an intervention force in

regions of crisis. This criminal ring was involved in a coup attempt in Azerbaijan against Haydar Aliiev, which was personally conducted by Abdullah Çatlı.

The US is trying to create a Turkey-Iran clash in Azerbaijan and Chechnya. But the primary region of crisis is for now northern Iraq. As the leading members of this organization, Abdullah Çatlı and Alaattin Çakıcı are involved in this issue. There is also the dimension of drug trafficking."

Perinçek claimed that the former Istanbul police chief and the present Istanbul DYP deputy, Necdet Menzir, and President Süleyman Demirel were against Çiller's alleged criminal organization and were fighting to reveal this organization to the press and public.

WEDNESDAY, NOVEMBER 6, 1996

Turkish Daily News

Left attacks government over mysterious road accident

CHP to table an investigation proposal about the mysterious traffic accident

DSP leader accuses security forces for cooperating with mafia

TDN Parliamentary Bureau

ANKARA- Referring Sunday's mysterious traffic accident involving a deputy from the True Path Party (DYP), a well-known police chief and a suspected criminal on Interpol's most-wanted list, the Republican People's Party (CHP) chairman Deniz Baykal said, the recent developments have shown the existence of a sovereign entity within the state.

Speaking at a CHP group meeting in the Parliament on Tuesday, Baykal stressed that recent incidents indicate that the state was gripped by underground organizations.

Baykal called for an investigation of the connection between the trio. He said, state officials were being controlled by criminal organizations contrary to general opinion.

The accident took place Sunday night in the Susurluk district of Balıkesir province, in western Turkey. Hüseyin Kocadağ, a former security chief and Abdullah Çatlı, a suspected "ultranationalist" criminal were killed while Sedat Bucak, a DYP deputy was seriously injured. Also killed in the accident was Çatlı's girlfriend.

Criticizing the attitudes of the Interior Minister and other government ministers over the incident, Baykal said the state failed to function in the most critical of

times.

"Does the state control such underground criminals, wanted by Interpol? What right do such people have to exist within an judicial framework? Does the state reach its objectives more easily by being involved with such criminal activities?" Baykal asked.

Baykal said the recent incidents were the indicators of a cancerous tumor within the state's structure. He said such secret connections were the only reason why terrorism in Turkey could not be eradicated.

The CHP leader said Turkey needed a more serious government to cope with such problems.

Urging the public to stand against the authorities' efforts to cover up the incident, Baykal also said that his party would table an investigation proposal over the incident.

Ecevit: 'The state is tied up'

Meanwhile Bülent Ecevit, the leader of the Democratic Left Party (DSP) said the dark conspiracies that decayed the state's structure had coincidentally been uncovered by such traffic accidents or murder attempts.

He said wrong doings by security forces

prevented such conspiracies from being revealed.

On Tuesday Ecevit, spoke at a press conference in the Parliament and said, people in the most sensitive positions in the security forces were highly involved in organized crime and were ignoring the warnings by the state's intelligence organization.

The DSP leader said the law had failed to use its instrument of deterrence and had been restricted during the last decade. He added that the state's control mechanism was deprived of its sovereign power, so it could not provide the necessary contribution in probing corruption cases.

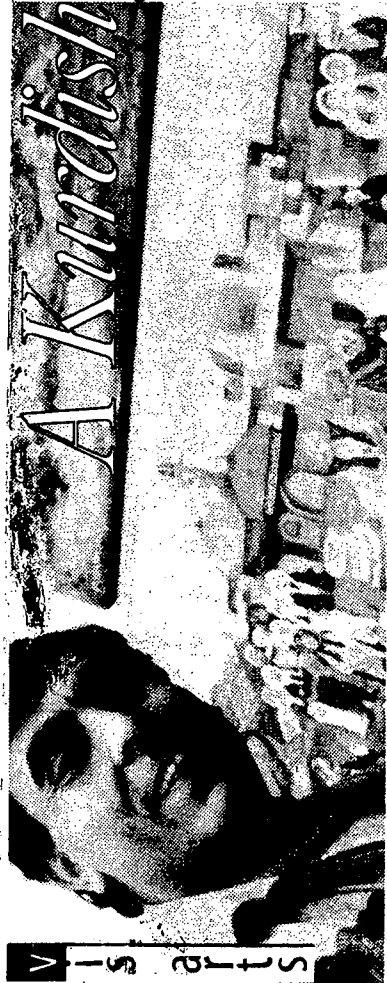
"The state is tied up by the conspiracies that are deteriorating itself," Ecevit said.

Ecevit also pointed out the feudal structure in the southeast which gained permanency with the help of the state was one of the elements that frustrated the people. "State bodies, criminal organizations, the mafia and the feudal structure all together wrap around the entire state and the community like a spider's web", he added.

He said that he was surprised by the neglectful attitude of the governing DYP members after the disclosure of the accident.

Thursday, November 7, 1996 the Ottawa X PRESS

Artist and refugee Mahmud Mohammed in Ottawa flower blooms in Ottawa



Artist and refugee Mahmud Mohammed in front of one of his more grand canvases.

by I.S. Warren

When Kurdish artist and refugee Mahmud Mohammed arrived in Ottawa three years ago, he immediately began to find out everything he could about Canadian art. What bowled him over was The Group of Seven.

"I thought: 'This is very interesting. It is nationalism and it shows a way to like Canada. Why don't we Kurdish artists unite and form a group like that?'"

This was born Narcissus. The Group of Three, a union of three Kurdish-Canadian artists named in honor of Kurdistan's abundant wild flower. The two other members of the group, Azad Khadr of London and T. Shwan of Toronto, are both older than Mohammed and have been in Canada longer. But since his arrival from a Turkish refugee camp, the 31-year-old Mohammed, a graduate horticulturalist as well as artist, has been a driving force in getting Kurdish art, and undeniably the yearning for a Kurdish nation, before the public.

Numbering almost 30 million and scattered from the Middle East to Europe and North America, the Kurds represent one of the largest ethnic groups in the world without a state of their own. Originally a nomadic people, they have occupied the mountains and foothills northeast of Mesopotamia since ancient times, but the region lies in an area claimed by Iran, Iraq, Turkey and the former Soviet Union.

Remarkably, the exhibition of 45 works which runs at Ottawa City Hall, Nov. 8-26, is the third public showing here, and Ottawa can lay claim

to having presented the first Kurdish Art Festival in Canada in 1995. Exhibitions have since been held in Toronto and Montreal, where the local Kurdish communities rallied round.

"People forget what is the difference between real art and commercial art," says Mohammed. "So I think the best thing is for artists to hold open exhibitions, it doesn't matter where; the library, the courthouse as long as people see it."

Outside, cold autumn rain is lashing and Ottawa streets are at their grayest and gloomiest. But inside Mohammed's small apartment, shared with a black and-white feline called simply 'boy-cat,' are vivid reminders of another, more colorful culture.

Paintings in oils and watercolors, from a tiny still-life of a rusted tea-pot he brought with him from Kurdish Iraq to a large mural depicting an autumn harvest festival, recall his disputed Middle Eastern homeland. Most of us have acquired our scanty knowledge of the Kurds from television news: flickering images of an ancient people fleeing the wrath of Saddam Hussein, uprooted families

huddled around a fire in the snowy mountains, crowded Turkish refugee camps, bombed-out villages.

What is most unexpected about the work of the Group of Three is the verve, joy and individuality when each artist summons up Kurdistan. A graduate of the University of Baghdad's academy of art, Khadr uses an abstract style and an impressionist's palette of heightened pinks, blues and vivid greens to depict landscapes, village men and women with surprising sensuality. His swirling female nudes are the most surprising feature of his work.

Shwan, the best known of the artists and no stranger to international exhibitions is also the most unique. Trained at the Academy of Fine Arts in Perugia, Italy, he works on tiles using mischievous abstract imagery that sometimes recalls the work of Paul Klee, often accompanied by a line of poetry such as: "the eyes of Kurdistan are stars glittering through the deep heavens."

"As for me, I have my own 'Oriental' style," laughs Mohammed, who uses oils and watercolors to depict village life and festivals. Much of his work has a playful, folkloric quality in a style that would superbly illustrate a book of Kurdish fairy tales.

Occasionally he is grimly realistic. His drawing "The Exiled" shows an elderly Kurdish man leading his daughter-in-law and grandson to safety at the Turkish-Iraqi border after Hussein's forces quashed the Kurdish Revolution in 1991. In memory of his own difficult trek to the border, Mohammed has a simple painting of a pair of shoes, in the style of Van Gogh. They are the shoes he bought on his arrival in Turkey and he won't ever forget them.

Turn the Heat Up High on Saddam

WASHINGTON — Rolf Ekeus and his courageous band of United Nations arms inspectors say it regularly and authoritatively: Saddam Hussein continues to hide missiles and chemical weapons in the Iraqi desert. Mr. Saddam continues to lie about Iraq's other weapons of mass destruction and obstructs with impunity UN efforts to find out the full truth.

There is no mystery about what Mr. Saddam is doing, and Mr. Ekeus is close to figuring out exactly how he does it. The mystery is why the world acts so unconcerned about this deadly race against the clock, which suddenly ticks in Mr. Saddam's favor as international support for sanctions against Iraq weakens.

Iraq is important. It is the one country that the international community, through UN resolutions, has explicitly forbidden to develop weapons of mass destruction and to repress its own population. If the American president and other world leaders cannot build on that consensus and get Iraq right, they are not likely to get anything important right.

Just as the dismemberment of Ethiopia showed the impotence of the League of Nations and doomed that organization, failure in Iraq will fatally compromise the United Nations' authority.

That failure now looms. It is predictable, and therefore preventable. But the world's responsible powers sit by in silence, apparently distracted by domestic elections, economic problems at home or Boris Yeltsin's heart bypass operation.

Buoyed by his humiliating defeat of the Central Intelligence Agency in northern Iraq in September, Mr. Saddam has now mounted a major push to

By Jim Hoagland

wriggle free from UN control. Washington's weak response to the CIA defeat has encouraged Baghdad in the belief that the world is wearying of confronting Mr. Saddam and can be outwaited.

The Iraqi dictator is backtracking on the oil-for-food deal negotiated between Iraq and the UN this summer. In what one UN diplomat privately describes as "show stoppers,"

Iraq now is demanding effective control over UN inspectors monitoring the oil-for-food agreement.

Iraq is now demanding effective control over UN inspectors who were to monitor distribution of food and medicine inside Iraq and over the funds generated by the limited oil sales the deal would allow.

The new Iraqi demands block badly needed relief for Iraq's suffering civilians. Mr. Saddam's political aims are for him more important than feeding his people: The oil sales were intended also to fund the UN Special Commission on weapons of mass destruction, which has become the most important lever of international control over Mr. Saddam's murderous ambitions.

Without the oil sales, the Special Commission will run out of operating money in January unless new sources of funding are found for its \$3 million monthly budget.

Moreover, throughout this year the Iraqi Army has ig-

nored, harassed and usually refused to cooperate with the Special Commission's inspectors, whose task is to discover and report if Iraq is living up to its promises to rid itself of atomic, biological and chemical weapons, and the missiles that could deliver those weapons of mass destruction to neighboring countries.

The Iraqi resistance to inspections blatantly violates the UN resolutions that establish the cease-fire that ended the Gulf War in 1991. The world community's response? Mild verbal reproof of Baghdad, and no action.

This unfolding crisis is laid out in spare, clear prose in an alarming report submitted to the UN Security Council in mid-October by Mr. Ekeus, the former Swedish diplomat who is the executive chairman of the Special Commission.

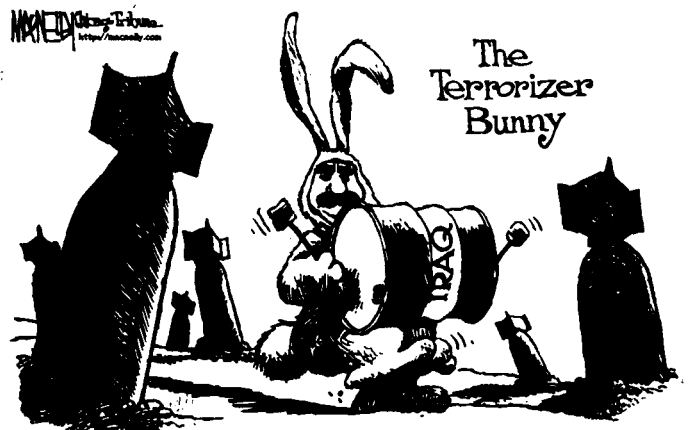
Over the past six months, Mr. Ekeus has focused the inspections on what he calls "the structure of evasion and concealment" the Iraqis have used to hide at least a dozen Scud missiles, an unknown number of crude chemical warheads and material for "a full-scale biological warfare program, including weaponization."

Mr. Ekeus's effort to penetrate Mr. Saddam's weapons concealment program has brought his inspectors eyeball to eyeball with special Iraqi Republican Guard units that run these illegal operations. They were recently seen moving what they said were "concrete pillars," but which, Mr. Ekeus noted, "by their dimensions and shape resembled Scud missiles." The "pillars" disappeared.

Mr. Ekeus's refusal to shade the truth about Iraq has been a vital factor in keeping UN economic sanctions in place and thereby keeping Mr. Saddam from significantly rebuilding a deadly arsenal of unconventional weapons.

Washington needs to reaffirm quickly and publicly its political and financial support for the Special Commission, and to promise that Iraqi interference with inspections will now be met with U.S.-led military reprisals. It is no longer the time to "contain" Mr. Saddam, but to confront him head-on over his attempt to undermine a valuable and effective UN agency that has kept his plans for mass murder in check.

The Washington Post.



Çiller dismisses 'state-mafia links'

Fishy: FM admits "some aspects that concern us" but vows a dedicated probe, tells people to be patient, warns against wild scenarios

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Commenting on the media focus on the speculated links between state's security services and the underground prompted by a fatal road accident in which a senior police official and a sought political murder suspect were killed along with a woman companion while a politician was injured in the same car, Deputy Prime Minister and Foreign Minister Tansu Çiller on Wednesday dismissed any such connection but vowed that the incident would be diligently investigated.

Later Wednesday she conferred with senior security chiefs, including Sönmez Köksal, the director of the National Intelligence Organization (MIT).

Çiller who leads the government-partner True Path Party (DYP) noted in a public statement in the Parliament that there were, however, "certain aspects that cause us concern."

She was referring to the odd combination of passengers in the wrecked car, namely Hüseyin



Interior Minister Mehmet Ağar has become the object of opposition attacks

Kocadağ, the former deputy police chief of Istanbul, Abdullah Çaltı, a right-wing extremist and a former "Grey Wolf" sought for 18 years in connection with the murder of seven leftist students in Ankara and a suspected accomplice in the 1983 assassination attempt against Pope John Paul II, Sedat Bucak, a DYP deputy from the southeast and the leader of a pro-government Kurdish clan and Gonca Uz, a former beauty queen and a socialite. an arsenal of pistols, submachine guns, ammunition and silencers as well as stolen

THURSDAY, NOVEMBER 7, 1996

Turkish Daily News

ID cards and fake license plates had been found in the wrecked car.

Media commentators, politicians and jurists were wondering aloud how a police chief supposedly to hunt for the terrorist suspect could travel arm in arm under suspicious circumstances in the company of a government deputy.

The incident, coming in the wake of a secret report allegedly drafted and leaked by MIT about a secret alliance of some security officials, drug barons and government officials, caused renewed opposition calls for a vast anti-corruption drive.

The conservative main opposition Motherland Party (ANAP) of Mesut Yılmaz and the left-wing Republican People's Party (CHP) separately tabled motions for a parliamentary inquiry into the alleged mafia links and censure motions against Interior Minister Mehmet Ağar accused by the press of trying to cover up suspected links and bar an investigation.

In her statement Wednesday, Çiller said everyone should not immediately write scenarios concerning the incident and called on the people to be patient and wait for the result of the official investigations which, she promised would be pursued diligently.

"The state hunts down the mafia, it does not cooperate with it... It is wrong and unjust to generalize (isolated incidents) and claim links between the police and the mafia. Many policemen have been martyred in trying to make the country more secure for the people," Çiller said.

Çiller who led the former right-left coalition, has been accused of directing a special security organization of her own, made up of active and retired security personnel as well as right wing extremists. The special body was accused of cooperating with crime barons in return for huge profits.

The report was made public by Doğu Perinçek, the leader of the Workers Party (IP) who sent copies to President Süleyman Demirel and Parliament Speaker Mustafa Kalemli.

MIT on Tuesday disowned the report in a brief statement.

UK Parliamentary Human Rights Group informed of Yilmaz's case

By Orya Sultan Halisdemir

Turkish Daily News

LONDON- As lawyers of Kani Yilmaz, alleged spokesman of the ERNK, the political wing of the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK), are waiting to hear the decision of House Lords, the British Parliamentary Human Rights Group met on Tuesday to debate the latest developments in his case.

The meeting of the group marked the second anniversary of the arrest of Yilmaz on his arrival to address the British Parliament in 1994.

The speakers at the meeting called for Yilmaz's release and charged that his jailing was a black mark for the human rights performance of the West, and particularly of Britain.

Yilmaz was arrested by the order of the Home Secretary Michael Howard on grounds of national security on Oct. 26 on his way to address the British Parliament upon an invitation from MPs. Later, on Nov. 10, 1994, the Home Secretary suspended deportation proceedings following a request from Germany for his extradition over Yilmaz's alleged involvement in a wave of bombing attacks against various German and Turkish targets.

The High Court had refused Yilmaz's appeal against the extradition on July 4 this year, ruling that although the attacks against Turkey and Germany could be politically motivated, they could not come within the definition of "offences of a political character" because they were not exclusively directed towards changing the policies of the requesting state alone.

The lawyers of Yilmaz have now appealed to the House of Lords, which also functions as the final court of appeal for civil and criminal cases. The Legal Committee of the House is considering the appeal to decide on its acceptability. The appeal is grounded on the legal point of whether the 1989 Extradition Act permits a dual purpose in its definition of a political offence; in this case that an offence can be of a political nature if it is directed at the German and Turkish states simultaneously. This is seen as an attempt by the lawyers to mark Yilmaz's offences as "political", in which case he would be able to apply for political asylum in Britain.

Mark Muller, Yilmaz's solicitor said in his speech that there was no evidence held by Germany against Yilmaz's involvement in criminal acts.

When asked when the decision of the

House of Lords was due, Muller said that if the Committee decides that the case deserves to be taken to the House of Lords, the decision should be heard around January or February.

Among the participants of the meeting were also Cynog Dafis, MP, John Austin-Walker, MP, Bruce Kent, the head of the International Peace Bureau, Lord Eric Avebury, Lord Ryman Hylton and writer Sheri Laizer.

Dafis said that the "West and particularly Britain should be supportive of those people suppressed by the Turkish state." He said that Yilmaz's case was important in terms that "it was representing the brutal oppression of the Kurds as a whole and Turkey's Kurds in particular."

Lord Hylton expressed in his speech that he was one of the people waiting to hear from Yilmaz in 1994 about the Kurdish problem in Turkey. "I was so disappointed by the arrest and amazed by the uniqueness of the event," he added.

Lord Hylton also charged that the closure of pro-Kurdish parties in Turkey — for separatism and alleged ties with PKK — was "a black mark on Turkey's democracy."

Austin-Walker, another MP critical of Turkey's human rights record and an opponent of Yilmaz's arrest, argued that "while membership to PKK and ERNK was criminal act in Germany it was not in Britain."

"The Belmarsh prison where Kani is staying is in my constituency and I often visit that prison. It is one of the top security prisons and the conditions are not very good. Despite the lack of evidences Yilma has been staying in prison for two years," Walker complained.

Lord Avebury who chaired the meeting said that the case of Yilmaz should be thought "under the light of the situation in Turkey's Southeast."

Sheri Laizer, a writer on Kurdish issues said in her speech that while there was a consensus in the West about the oppression of the Iraqi Kurds in Northern Iraq, "Turkey's Kurds were not seen as problematic." "The interests of the West require a distinction between the the Kurds of Iraq and Kurds of Turkey. The West is united against Saddam and are offering help to Iraqi Kurds but neglecting the Kurds from Turkey," she lamented.

Speakers at the meeting agreed that Yilmaz's arrest was a result of Turkey's pressures on Britain and Germany.

Super Cobras are out-dated, expert says

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

WASHINGTON- When the news of the rejection letter on Super Cobra helicopters that Turkey sent to Pentagon last week reached Washington, the first reaction of Turkish and American sources alike was to marvel at the exact timing of the said communication. Cobras are manufactured by Bell-Textron company in Dallas-Ft. Worth, Texas.

Turkey ordered 10 Super Cobra helicopters worth \$150 million in April 1995 for which it paid a downpayment. Since then the U.S. Congress, under the influence of ethnic lobbies, did not release the attack helicopters despite the Administration's desire to do so. In the said letter Turkey basically told the U.S. that it can keep its Super Cobras.

The principal foe in the U.S. Senate of the helicopter sale to Turkey, Sen. Paul Sarbanes (D) of Maryland, told TDN last week that the Super Cobras, as well as the three Knox-class decommissioned frigates, would not be delivered to Turkey unless Turkey "changes its behavior in Cyprus and stop killing innocent civilians."

Wrong timing

Various TDN sources all of whom wanted to stay anonymous said the timing could not be any worse since President Clinton would not hesitate to exercise his leadership on an uncooperative Congress on this issue once he wins a second term. Why? Because, since he would not have to worry about being elected for a third term — a prospect forbidden by law. Then he would not be held hostage to ethnic-lobby pressures, went the argument. One informed Turkish source, however, disagreed with such criticism. "Turkey has waited too long since April 1995," he said. "Perhaps that rejection letter should have been sent a long time ago."

Pentagon sources, like official Turkish sources in Washington, were mum on the TDN story reported by Metehan Demir on November 6. They neither denied nor confirmed the story, promising to look further into it.

Outdated machines

One TDN source privy to the ins and outs of this whole helicopter deal said Super Cobras are not the cutting-edge high-tech marvels that they are cracked up to be by the U.S. administration anyway. "These are the 1960s vintage old workhorses used by the U.S. Marine Corps, harking back to the Vietnam era," the source said. "Turkey has already purchased its AH-P and 'Whiskey' [i.e. 'W'] models, as well as the King Cobra model which has superior avionics and a modified tail section. Super Cobras are not even as good as King Cobras."

"Super Cobra is not a helicopter favored by U.S. forces. That's why they are phasing out of it and trying to market it to the Third World market," the

source said.

The U.S. forces are getting ready for year 2000 with a helicopter force consisting of the following array, TDN learned: WASH 60 and SH60 (Black Hawk) as transport helicopters; AH-64 Apache Long Bow and Commanche as attack helicopters.

Commanche is the top and newest helicopter currently under development, with first delivery expected around year 2006. "Congress voted for additional budget to have Commanche's initial operational capability ready by 2004," the source said. "That's why they are thinking to get rid of Cobras altogether and very soon," he added. Turkey was asked to pay about \$15 million per Super Cobra — about the same price tag that Commanche is expected to carry when it is ready for service.

Co-production candidates

Turkey is currently considering to co-produce its own helicopters but could not decide yet on any of the following models: 1) French-German Tiger; 2) King Cobra (Bell-Textron); 3) Apache Long Bow; 4) Commanche; 5) Italian Mangusta; 6) Russian Mi-28 International; 7) Russian Mi-35 Hind. A six-men Pre-Evaluation Group working on orders of the Turkish Defense Industry Undersecretariat (SSM) is expected to make its recommendation within the next three or four months for the first batch of 145 co-produced helicopters.

Turkey is said to be close to signing a similar co-production agreement for transport helicopters with the French Eurocopter company. Turkey has successfully completed a similar co-production arrangement with CASA of Spain for light transport airplanes but the contract has reportedly ran out. Turkish CASAs could've been sold to third countries but the SSM Executive Committee could not get together and vote on the export possibility due to "the current political instability in Turkey," one TDN source said.

U.S. bluff?

"The United States is bluffing," is how another TDN source interpreted the Congressional reluctance to let Turkey have the ten Super Cobras in question. "Right now there is over production in world defense industry and not enough demand. The Europeans have caught up with the Americans in avionics. And after the collapse of the Soviet Union, cheap alternatives have become available to U.S. products.

The American manufacturers are now desperate to sell their products in the face of a stiff competition. So they need to sell these helicopters to Turkey. This is the perfect time for Turkey to negotiate and get the best price and service for them," the source said.

THURSDAY, NOVEMBER 7, 1996

18 - L'HUMANITE/VENDREDI 8 NOVEMBRE 1996

Scandale en Turquie

La mafia, c'est l'Etat

La presse turque faisait hier ses gros titres de l'incroyable interpénétration entre la mafia de la drogue, l'extrême droite fasciste et l'Etat révélée des derniers jours : « La grande pourriture », titre « Milliyet ». « Mafia-Etat-Clan : le triangle diabolique » proclame « Yeni Yuzyil ». L'affaire fait suite à la découverte, dimanche, dans une mercedes blindée qui a percuté un camion près de Bursa, de trois morts et un blessé composant un étonnant quatuor : les trois morts sont un ancien militant de l'organisation fasciste des « Loups gris », reconverti dans la mafia, Abdullah Catli, un ex-directeur de la police d'Istanbul, Huseyin Kocadag, et son amie, ex-mannequin. Le blessé est Sedat Bucak, député du Parti de la Juste Voie (DYP) de M^{me} Tansu Ciller, laquelle est aujourd'hui vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Chef d'un clan kurde, Bucak commande, à Siverek (province d'Urfa), un millier de « gardiens de village », miliciens kurdes payés par l'Etat pour lutter contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Sept revolvers, des silencieux et des appareils d'écoute électronique ont été découverts dans la voiture.

« Il est impossible de comprendre comment une personne recherchée par toutes les polices peut se trouver dans la même voiture qu'un sous directeur de la police et un député », a déclaré Mesut Yilmaz, chef de l'ANAP, un parti de droite concurrent de celui de M^{me} Ciller.

Trafic de drogue et meurtre

L'assemblage de ce quatuor est d'autant plus insolite que Catli était recherché depuis dix-huit ans par l'Etat turc pour le meurtre de onze militants de gauche et par Interpol pour trafic de drogue. Son nom a également été cité dans la tentative d'assassinat contre le pape Jean-Paul II en 1982 : accusé d'avoir fourni l'arme, il avait été arrêté, puis relâché faute de preuve. Malgré cela, il portait une carte de police et un « passeport vert », délivré uniquement aux fonctionnaires d'Etat d'échelon élevé, qui dispense de demander des visas ! Lors de ses obsèques, le cercueil de ce hors-la-loi était enveloppé d'un drapeau turc, hommage que l'Etat ne rend qu'à ses bons serviteurs. Trois mille personnes, proches de l'extrême droite et des parains de la mafia, assistaient aux obsèques.

La présence d'éléments mafieux au sein de l'Etat avait été révélée en septembre dans un rapport attribué aux services de renseignement turcs (MIT). Publié le 22 septembre par l'hebdomadaire de gauche « Aydinlik », il faisait de Catli le « numéro un » d'une organisation clandestine créée au sein de la police pour lutter contre le PKK et l'extrême gauche. Cette organisation, sorte d'escadron de la mort, se composait d'anciens « Loups gris » et se livrait au trafic de drogue, au racket, au rapt et au meurtre. Elle avait des liens étroits avec le clan

kurde de M. Bucak, député du parti au pouvoir, et était dirigée par l'actuel ministre de l'Intérieur, Mehmet Agar, chef de la police avant les élections de 1995.

Une réalité terrible

M. Agar avait, à l'époque, déclaré « ces accusations sans fondement ». L'accident de dimanche les accredit au contraire. Des extraits du rapport — dont le MIT a tardivement nié l'existence mardi — ont été publiés mercredi par la presse. Il énumère les activités criminelles de l'organisation, notamment le trafic de drogue en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et en Azerbaïdjan. Elle est également accusée de collaborer avec la mafia kurde de la drogue. « Ces activités, menées sous la protection de l'Etat », dit le rapport, « sont un anneau d'une grande chaîne de meurtres et d'intérêts ». « Si on ne l'en empêche pas, il est possible que cette équipe puisse à l'avenir commettre des meurtres politiques », conclut le rapport.

Les partis, la presse et les télévisions privées ont appelé mercredi le gouvernement à aller jusqu'au bout de l'enquête. Le Parti républicain du peuple (social démocrate, actuellement dans l'opposition) a déposé une motion de censure contre le ministre de l'Intérieur. Elle dénonce le « triangle police-mafia-politique » et « les odeurs nauséabondes qui s'en dégagent ».

Ce scandale ne va pas arranger l'image de la Turquie au moment où M^{me} Ciller essaie de se faire passer pour blanche et pure auprès de l'Union européenne, qui lui a coupé les vivres pour n'avoir pas tenu ses promesses en matière de droits de l'homme. Le catalogue de bonnes intentions qu'elle a publié il y a quinze jours — et que Paris et Washington ont bruyamment applaudi — ne pèse pas lourd face à la terrible réalité.

FRANÇOISE
GERMAIN-ROBIN

L'Irak souhaite que la France s'engage plus résolument à ses côtés

Des députés français se sont rendus à Bagdad

LE VICE-PREMIER MINISTRE irakien, Tarek Aziz, a adressé au ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, et à son homologue russe, Evgueni Primakov, des lettres réclamant la présence d'experts français et russes au sein de la commission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (Unscorn).

L'objectif en est d'obtenir un meilleur équilibre entre ses membres, dont vingt-sept sont à l'heure actuelle américains ou britanniques. M. Aziz l'a dit à une délégation de parlementaires français de la majorité, qui a fait une visite en Irak du 31 octobre au 4 novembre. La délégation comprenait Roselyne Bachelot, député RPR du Maine et Loire, Daniel Garrigue, député RPR de Dordogne, Pierre Favre, député UDF de la Gironde, et Jacques Le Nay, député République et Liberté du Morbihan.

Le voyage, organisé par Michel Grimard, chef du Mouvement chrétien V^e République, visait, selon M^{me} Bachelot, à réintensifier le dialogue avec les autorités irakiennes pour sonder les points sur lesquels il est possible d'avancer après l'élection présidentielle américaine. M. Aziz en a exposé notamment trois : l'Unscorn, l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU, plus connue sous la formulation « pétrole contre nourriture », et les zones d'exclusion aériennes imposées à l'Irak au sud du 33^e parallèle et au nord du 36^e.

Sur l'Unscorn, précise M^{me} Bachelot, M. Aziz est quelque peu ambigu, dans la mesure où il préconise à la fois une réunion à Bagdad entre experts français et russes, en même temps qu'il souhaite que ces mêmes experts appartiennent à l'Unscorn, ce qui est plutôt antinomique.

Dans son dernier rapport devant le Conseil de sécurité de l'ONU, Rolf Ekeus, le chef de l'Unscorn, affirmait que cette dernière n'était pas encore en mesure d'affirmer avec certitude qu'elle était venue à bout du désarmement de l'Irak, Bagdad n'ayant toujours pas présenté un relevé satisfaisant sur le nombre de missiles prohibés, pas davantage que sur certains armements chimiques et bactériologiques.

Et lorsque, le 1^{er} novembre, le Conseil de sécurité a maintenu en l'état l'embargo économique international imposé à l'Irak en août 1991, le représentant français au Conseil, Alain Dejammet, a dit que les conclusions de l'Unscorn étaient claires, et qu'en dépit des résultats obtenus jusqu'à présent dans le domaine du désarmement, les Irakiens devaient encore communiquer certaines informations. Pour autant, M^{me} Bachelot approuve la nécessité d'un rééquilibrage de la composition de l'Unscorn.

Tout en prenant acte du fait que Paris a refusé de suivre les Etats-Unis lorsqu'en septembre ils ont étendu du 32^e au 33^e parallèle la zone d'exclusion aérienne imposée à Bagdad dans le sud de son territoire, le vice-premier ministre irakien a aussi déploré devant les parlementaires français que la France ne soit pas allée plus loin, explique Michel Grimard.

M. Aziz a notamment rappelé une recommandation faite à la fin de janvier par une délégation de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, conduite par l'ancien ministre des affaires étrangères, Jean-Bernard Raimond. Ce dernier avait suggéré, entre autres, que la France interrompe purement et simplement sa participation à la surveillance de la zone d'exclusion au sud du 32^e parallèle et plaide pour une autorisation de rétablissement par l'Irak de « quelques liaisons aériennes ». La reprise, si partielle fût-elle, du trafic aérien civil, a fait valoir M. Aziz, selon M. Grimard, faciliterait même l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU, non seulement pour l'acheminement des produits de première nécessité, mais aussi pour leur distribution à l'intérieur de l'Irak.

Prenant au mot le président de la République, Jacques Chirac, qui, le 24 octobre, devant les deux chambres réunies du Parlement jordanien, a « solennellement appelé la communauté internationale à appliquer enfin la résolution 986, qui prévoit la reprise d'exportations de pétrole contre l'achat de nourriture et de médicaments pour sauver des innocents du désastre », M. Aziz a aussi demandé aux parlementaires une action plus résolue de Paris

Il semble possible d'avancer sur trois dossiers : l'Unscorn, l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU, plus connue sous la formulation « pétrole contre nourriture », et les zones d'exclusion aériennes

pour la mise en application de cette résolution.

Il a contesté les accusations américaines rejetant sur Bagdad le retard dans l'application de cette résolution, à propos de laquelle un accord est intervenu entre l'Irak et les Nations unies il y a plus de cinq mois. M^{me} Bachelot revient d'Irak convaincue de la bonne volonté irakienne à ce sujet. Il faut, dit-elle, que les Etats-Unis disent clairement ce qu'ils veulent.

Sur le conflit interkurde, les responsables irakiens, dit encore le parlementaire, paraissent ne pas avoir franchement choisi leur camp. Alors que l'armée de Bagdad a apporté son soutien au Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, contre l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, le gouvernement irakien semble tout à fait disposé à engager le dialogue avec ce dernier pour régler les problèmes.

Tant M^{me} Bachelot que M. Grimard ont déploré la pauvreté de la présence française à la Foire industrielle de Bagdad. M^{me} Bachelot souhaiterait voir désigner à Paris un conseiller commercial à la section d'intérêt irakienne, pour aider les industriels français à préparer d'éventuels voyages à Bagdad. Elle a en tout cas adressé une note « très explicite » sur les conclusions du voyage au président de la République, au premier ministre, Alain Juppé, et à M. de Charette. De son côté, M. Garrigue, commissaire RPR des finances, évoquera l'Irak devant cette dernière.

Mouna Naïm.

Hunger strikes not over

The hunger strikes that first started five months ago in Bayrampaşa prison — then spread to Ankara Central Prison and all over Turkey, concluding with the deaths of 12 people — have come once again into the news in Aydın, Konya and Amasya

By Zeki Ayık

Turkish Daily News

ISTANBUL- Last July, despite the abolition of the "Mehmet Ağar declarations" on prison reform by the Welfare Party (RP) Justice Minister Şevket Kazan, 156 prisoners transformed their hunger strikes into a "death fast" on which 12 of them died. Intellectuals and artists intervened at the increasing number of deaths and achieved a reconciliation between the prisoners and the prison management. The "death fast" was over.

Or at least, so it seemed. Today, however, hunger strikes are continuing in Aydın, Amasya and Konya prisons for the same reasons as those of the summer, and are now entering their 43rd day. In Ankara too, the neglect of Justice Minister Şevket Kazan is also still continuing.

The Modern Lawyers Association chairman, Senal Sarıhan, says that the hunger strikes have been continuing in Aydın prison since September 27 and that the health of the prisoners is getting worse every day. Stating that the Justice

Ministry had not accepted their request for a meeting, Sarıhan said: "We are entering a period when to ask for rights in prisons has become equal with death."

Sarıhan also draws attention to the fact that some of the prisoners on the hunger strike now have already participated in hunger strikes before.

"The people starting the hunger strike in Aydın prison, had previously participated in other hunger strikes — this is why they are weak now," he says. "Deaths that normally happen after the 60th day of a hunger strike can happen on the 40th day this time. Although we have tried two times to reach the justice minister concerning this issue, he hasn't given any response."

Hunger strikes neglected until death happens

The behaviour of people in prison who are considered to be "activists" or "rebels" have become like a tradition that repeats twice a year. The existing problems are temporarily solved each time, but the rights of the prisoners are

Hunger striking inmates accept medical treatment

Turkish Daily News

ANKARA- As the hunger strike by 115 prisoners enters its 46th day, 13 inmates who are in critical condition have accepted medical treatment, the Anatolia news agency reported.

The hunger strikers are asking for improvements in prison conditions, access for ward representatives between wards, and the right to have visitors who are not close relatives.

taken back the next day.

The hunger strikes turn into death fasts and the deaths of the prisoners are like a reflection of the reality in Turkey's prisons.

Besides those who lose their life on hunger strike, there are also people whose brains are damaged.

Another point concerning the hunger strikes is that the awareness or lack of awareness of the press is determined according to the number of days. This limit, as seen previously, is 50 days.

The lack of awareness in the media to the hunger strikes in Aydın, Amasya and Konya influences very badly the psychological situation of the prisoners, who are now in the 40th day of their strike.

CHP deputies report on Erzincan village attack

Turkish Daily News

ANKARA- Republican People's Party (CHP) deputies Mustafa Yıldız (Erzincan) and Metin Arifoğlu (Artvin) issued their report on incidents in Erzincan and Erzurum which involved village guards. The two deputies said that even though they had been identified, no legal action had been taken concerning the people who attacked two hamlets, seized the inhabitants' money and gold, burned hay which was to be used as fodder, and torched the house in which villagers had been gathered. At a press conference in Parliament on Wednesday, Arifoğlu and Yıldız told journalists that on Oct. 11, 1996, six people came to Kilise, a hamlet in Tercan, Erzincan. They allegedly rounded up the villagers in a house, and threatened to kill them. Distributing the report they prepared following observations at the scene of the incident, the two deputies said that the people who attacked the hamlets were identified as: village guards Cengiz Polat, Cemal Gerçek; the sons of the dis-

trict official of Bardakçı village, Yavuz, Ahmet and Abdullah Gülmez; and an officer of a special police team, Hüseyin Yücel.

The report said that on the night of the attack a gendarmerie team was spending the night in another village 10 kilometers from Kilise and that the villagers had informed the team of the attack. However, the report read, the commander of the team did not heed the villagers claims, saying that he knew the attackers and that they were security officials. The report, based on the testimonies of people from Kilise, also said that the villagers, after being robbed of their money and gold, were rounded up in a house and locked inside by the attackers. When the house was set on fire, they managed escape through a secret door which opened to the barn.

It was noted in the report that Hüseyin Yücel from the special police force, worked as a guide to security forces, and that this piece of information was verified by the Subgovernor's Office in Cat.

Emphasizing that no legal action had been taken even though three weeks had passed since the incident, the report claimed that, even though the villagers had informed the authorities of the incident, the prosecutor's office in Cat had not taken the testimonies of the known attackers. In addition, it was revealed that innocent residents of neighboring hamlets and villages who had simply come to the hamlet afterward to express their condolences had been taken into custody. Noting that the attack on the village and the incidents following it had been termed a "village evacuation" operation, the report demanded that those involved in the attack be brought to trial without delay, that the state compensate the loss the villagers had suffered, and that fodder be provided for the villagers before winter-time. The CHP, the report read, will not let this issue go unattended.

CHP deputies had previously prepared two separate reports on unlawful incidents in Hakkari and Tunceli in which security forces were involved.

Friday, November 8, 1996

Turkish Daily News

Demirel: Probe links but go easy on state

Turkish Daily News

ANKARA- Arriving from Germany into the thick of a raging controversy over alleged police-politician-and mafia links exposed by a recent road accident, President Süleyman Demirel on Thursday said the investigation of the charges "should be taken as far as they would go," but the state should be spared from harm.

"The incident should be viewed within its limits. It is indeed very grave. Take it as far as it goes, be merciless in your judgements, but do not make a sweeping judgment for Turkey. Do not lose your belief in the country,"

He was referring to the public focus on a fatal accident in which a senior police official, a right-wing extremist sought for 18 years in connection with the murder of seven leftists and a woman companion were killed and a Kurdish politician from Foreign Minister Tansu Çiller's True Path Party (DYP) was seriously injured.

The incident caused a national outcry with opposition spokesman charging that it proved the allegations of state-mafia links contained in a secret report believed prepared and leaked by the National Intelligence Organization (MIT). The report, since then disowned by the security service, has been charging that a private security organization made up of intelli-



President Süleyman Demirel says the investigation into police-mafia links must go full-length without harming the state.

gence and police officials as well as crime barons were employed by Çiller and Interior Minister Mehmet Ağar.

The document, first made public by radical leftist politician Doğu Perinçek said huge sums from the proceeds of illegal drug sales and extortions were funding the organization.

Although pledging a diligent investigation and discounting any police involvement in such shady deals, Çiller did not extend her protection to Ağar, a former police chief and a past protege, who had recently been criticizing too close a cohabitation with the

Islamist senior government partners.

Ağar, on Thursday did not attend an important cabinet meeting, fanning speculations that his resignation was imminent.

Dismissing press claims that he had met with the controversial trio just before the deadly accident, Ağar said his record in the government service was unblemished.

By the time the Turkish Daily News went into print, the Interior Minister had not carried out his rumored intention to quit the government.

The three opposition parties in Parliament, the Motherland Party (ANAP), the Republican People's Party (CHP) and the Democratic Left Party (DSP) have tabled motions for inquiry into the alleged links between the mafia and the state. The CHP has also filed a censure motion against Ağar. Censure motions call for a confidence vote on the government.

DSP's Ecevit:

Probe calls for guts

Addressing his party's lawmakers, Democratic Left Party (DSP) Chairman Bülent Ecevit on Thursday said considerable courage was needed to fully expose the shady ties between the security forces, extreme nationalist militants and what he said was the institutions of a lingering feudal system. By the latter he appeared referring to the injured DYP deputy Sedat Bucak who is also the head of a pro-government Kurdish clan in the southeast.

Drawing attention to Deputy Prime Minister Tansu Çiller's public assurances that the government would take all appropriate measures, Ecevit said: "Çiller is in power for the past five years. These dark connections were not forged in the period of a single week." The leftist leader said Çiller had enjoyed intimate relations with the security forces during her premiership. He claimed that during the period Çiller had turned a deaf ear on shadowy relations concerning the security forces.

"Either she did not notice these links, which were visible to everyone, or she could not gather the courage to act against them," said the DSP chairman.

FRIDAY, NOVEMBER 8, 1996

If Turkey also cancels frigates, it loses 30 million dollars

Administration confirm TGS letter on Cobras

Turkish Daily News

WASHINGTON — In the aftermath of a letter sent by the Turkish General Staff to the Pentagon canceling the order for ten Super Cobra helicopters that Turkey ordered back in April 1995 and were never delivered, the Clinton Administration officials continued to express their disappointment with the timing of the rejection, just a few days shy of President Clinton's decisive electoral success.

One informed Administration official who asked to remain anonymous told TDN on Wednesday that if Turkey is also planning to cancel the order for three Knox-class decommissioned frigates it should think twice since it could end up losing the \$30 million already spent on the deal.

"The Cobras were to be provided as a commercial transaction, on a cash basis, within the FMS (Foreign military Sales) program, manufactured by Bell Textron in Texas at a cost of about \$150 million total.

Both the helicopters and frigates came under intense pressure of human rights and ethnic lobby groups who claimed Turkey would use these systems against innocent Kurds in the Southeast or in Cyprus and the Aegean against Greeks and Greek Cypriots. Sen. Sarbanes, the major Greek-American opponent of the trans-

action in the Senate, told TDN that no weapon systems would be sold to Turkey "until Turkey changes its behavior." "But the frigates is a different story," the official continued. "They are provided as excess defense articles. Until now Turkey has spent over \$30 million on training and temporary duty costs. That money is gone. Turkey won't be able to get it back."



Modern frigates like this German MEKO-200 class warship form the backbone of the Turkish Navy but Turkey is still in need of decommissioned U.S. warships.

Confirming Letter

"We are aware of the letter," the official said. "We have yet to discuss it with the Turkish side."

Is the Administration planning to send a reply to Ankara, TDN asked. "Why? I don't think so," the official said

Working on Frigates

But the official said Washington did not give up on the frigates. "We're working on the release of the frigates."

Sarbanes Factor

Although admitting that Sen. Sarbanes is a factor to be reckoned with at the Senate, the official disagreed with the emphasis some Turks place on the Greek-American senator's power to block the transaction indefinitely. "Now that the elections are over, Senator Sarbanes may recognize that it's not worth his political capital to block this sale any longer. He has already made his point to his Greek-American constituency. The White House might very well arrange a quiet release of these frigates."

Saturday, November 9, 1996

A3

Turkish Daily News

Will the departure of Mehmet Ağar help clean police force?

Interior Minister Mehmet Ağar has finally resigned. The long road that led to Ağar's resignation started when the interior minister objected to Prime Minister Necmettin Erbakan's visit to Libya and refused to sign the decree allowing this trip... But the real blow came when a True Path Party (DYP) deputy, a police official and a wanted mobster were involved in a traffic accident. The mobster was on the Interpol wanted list. The police chief was driving the car involved in the accident along with the deputy and the mobster was sitting in the rear seat with his girlfriend.

The police force came under bitter fire from the public as the newspapers charged the incident once again highlighted the relationship between the mob, the police force and some politicians.

Ağar reportedly told reporters that the police official and the parliamentarian were driving the mobster to a police station where he would be apprehended. However, this explanation was ridiculed not only by the press but even by Ağar's own party, the DYP... Ağar was asked if the mobster was really being driven to a police station, why would a wanted man be sitting in the back seat with his girlfriend and driver was the police official? Why was the deputy also sitting in the front and not accompanying the criminal at the back?

Ağar said his remarks about the incident were misunderstood but that was not enough to ease public anger.

Ağar is accused of having transformed the police force into an ultraright-wing organization with close ideological ties to the former Grey Wolves... He served as police chief for years and thus is seen as the architect of the revamped police organization which has slowly become a second army in Turkey. Ağar is also accused of allowing top police officials to forge close ties with mobsters and businessmen involved in illegal dealings...

Editorial



By İlnur Çevik

His forced resignation on Friday may be taken as an admission of guilt or at least neglect.

Ağar's resignation on its own does not mean much. To say the former police official who later went into politics to rise to the seat of interior minister may well be punished for his neglect. However, this will not turn the police force into a "clean" organization.

Corrupt police officials have to be weeded out of the force and the police has to win back its ailing respectability. This means serious reforms in the security system.

Now state authorities have to make sure that steps are taken to clean the good name of the police force and prevent the reoccurrence of incidents like the traffic accident...

Çiller can't save her neck this time, says ANAP

TDN Parliament Bureau

ANKARA- The police-mafia-politician triangle, revealed "accidentally" last Sunday continues to rock Ankara with True Path Party Chairwoman Tansu Çiller wanting to sacrifice Interior Minister Mehmet Ağar in order to save her own neck, according to the main opposition Motherland Party.

"Çiller is used to sacrificing someone close to her every time she is cornered. But to sacrifice Ağar will not cover-up the claims concerning Çiller," said ANAP Deputy Chairman Murat Başesgioğlu during a press conference at the Parliament. Pointing out Ağar refused to sign the decree that would have made Prime Minister Erbakan's recent African trip official, Başesgioğlu said there was therefore nothing strange with the Welfare Party (RP) demanding Ağar's resignation.

He also said the RP calling for Ağar's head was the reason Çiller was also doing so.

Başesgioğlu said if Ağar was to resign, then everything would have to come out into the open. He also predicted the RP and the DYP would support a censure motion to be discussed in Parliament next week if Ağar does not resign.

Referring to ANAP Chairman Mesut Yılmaz' claims that he has documents that will shed light on the whole matter, Başesgioğlu said Yılmaz would only submit them to a parliamentary enquiry.

"We are worried about what could happen to these documents if we hand them in.

We do not trust that the government would make the best use out of them," he said.

God, the state and the law; there is nothing I cannot account for," Ağar said defiantly, adding that he would back a possible parliamentary inquiry into the charges.

The resignation followed an hour long meeting between Ağar and DYP leader Tansu Çiller who is also the deputy prime minister and foreign minister. Çiller also met with National Intelligence Organization (MIT) director Sönmez Köksal before announcing the resignation.

After discussing the replacement with Prime Minister Necmettin Erbakan, Çiller said she sought Ağar's resignation, "first, because he has a sick daughter demanding his time and attention, and secondly because he has refused to sign a mandatory government decree for Erbakan's (much-criticized) Libya trip, an attitude which I cannot reconcile with my understanding of statecraft." Ağar, making no secret of his displeasure with Çiller's government alliance with the Islamists, had opposed Erbakan's visit to Tripoli during which Libyan leader Muammar Gaddafi angered the Turkish public through verbal support to separatist Kurdish rebels. Main opposition Motherland Party (ANAP) charged that by forcing the interior minister to resign, Çiller had in fact admitted government's responsibility (for the speculated links between the police, the mafia and corrupt politicians) arguing that Ağar's resignation would not absolve her from "political responsibility as the deputy prime minister and DYP leader."

Prime Minister Erbakan said he endorsed the appointment of Meral Akşener, a woman deputy from the DYP, to the vacated post.

Erbakan, who heads the (Islamist) Welfare Party (RP), told reporters that Çiller told him she sought Ağar's resignation because of "internal party matters."

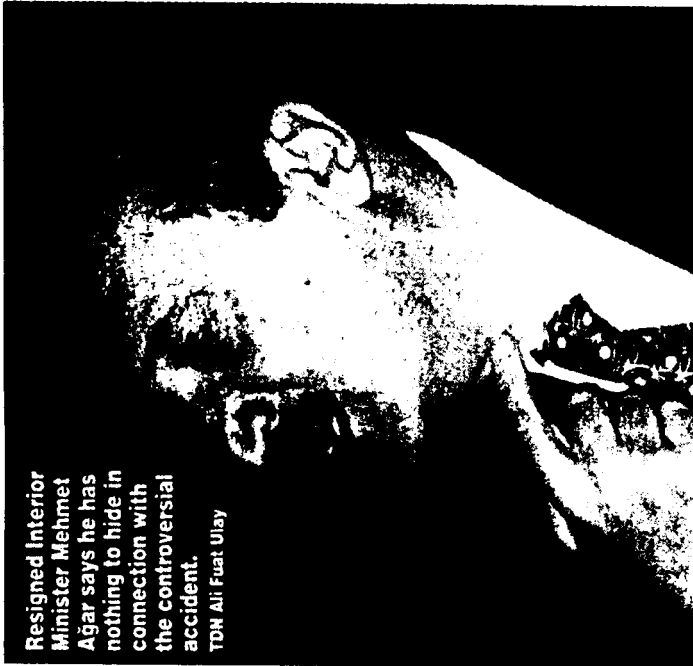
Çiller later notified President Süleyman Demirel of the reshuffle who has to approve appointments to cabinet posts. She said Demirel would make a statement which had not arrived as the TDN went into press. On his return from a state visit to Germany on Thursday, Demirel called for a thorough investigation of the allegations, but cautioned against harm to the state.

Both Erbakan and Çiller ruled out any link between the resignation of the interior minister and the controversies surrounding the fatal road accident.

Addressing reporters after his meeting with Erbakan, Çiller recalled that she herself had persuaded Ağar, a former police director general, to quit his post and join politics and praised his unrelenting combat against terrorism both as a bureaucrat and politician. She accused "certain shadowy quarters whom Ağar had struggled

Ağar out, novice takes post

Resigned Interior Minister Mehmet Ağar says he has nothing to hide in connection with the controversial accident.
TDN Ali Fuat Ulay



Contradiction: Çiller, Erbakan discount link between move and mafia connection controversies; Ağar says he quit to facilitate probe

Turkish Daily News

ANKARA- Smarting under a media campaign against alleged police links with the underground crime bosses, Mehmet Ağar on Friday resigned as the interior minister and was promptly replaced by Meral Akşener, a woman politician from the True Path Party (DYP), the junior partner in the Islamist-led coalition.

Addressing a press conference after the reshuffle, Ağar said he had resigned to enable a thorough investigation of a controversial car accident which captured the nation's attention for a whole week.

A senior police official, a sought right-wing terrorist suspect and a woman companion were killed and a Kurdish deputy from Çiller's party was injured in the same car. Pistols, submachine guns, silencers and ammunition were found in the wrecked Mercedes. Press reports claimed unknown men who arrived on the scene took away a bag, allegedly containing drugs or money from their sale, from the car which collided with a truck Monday night.

"The record of my service is there for all to see. I have nothing to fear except

Who is Meral Akşener?

T rue Path Party (DYP) Deputy for Istanbul Meral Akşener, was born in Gündoğdu, Izmit, in 1956. She studied literature at the University of Istanbul and at the University of Marmara. She subsequently went on to teach history at the University of Kocaeli. Akşener recently angered media organizations after appearing to threaten them for highlighting the corruption allegations against DYP leader Çiller. She was protested by all the independent press organizations for these remarks of hers and became the subject of angry commentaries. She will be Turkey's first minister for the interior.



Göktepe case moved again

Turkish Daily News

ANKARA- The Supreme Appeals Court has moved the trial of 48 police officers accused of beating to death Evrensel journalist Metin Göktepe, to Afyon, the Anatolia news agency reported. Following the first session of the trial on Oct. 18, Aydın Court appealed to the Supreme Appeals Court, asking that the trial be moved to another court for security reasons. Aydın Court claimed there were security problems due to the number of schools around the court house. The Supreme Appeals Court agreed and ordered that the trial be moved to Afyon. When the Council of State originally decided to bring the police officers to trial, the Supreme Appeals Court decided that the case be heard in Aydın, instead of Istanbul where the alleged murder occurred, due to security reasons. At that first session in Aydın, none of the accused attended.

The attorneys of Metin Göktepe's family demanded that the 11 police officers charged with murder be arrested. The court rejected the attorneys demand. The prosecutor is demanding a prison term of five to 15 years for 11 of the police officers on charges of "first degree murder" and prison terms of between three months and three years for the 37 officers charged with "abuse/misuse of their offices."

against all his life" of having started a campaign to undermine his career.

Ağar had come under critical media focus over a chain of mystery killings involving the underground celebrities suggesting a gangland war over hefty profits from money laundering, gambling and drug trafficking.

Coming against such a backdrop, Monday's car accident was seen by the public and the media as confirmation of a secret official report on shady links between corrupt politicians, right wing crime bosses and senior police officials.

Shortly before the accident, Doğu Perinçek, a socialist politician, made public a report which he said had been drafted by the National Intelligence Organization (MIT) and said it exposed the activities of a private security and intelligence outfit allegedly organized by Çiller and Ağar and had money dealings with the crime world.

The persons killed and injured in the accident fitted the information contained in the report although MIT denied having drafted it.

Le ministre de l'intérieur turc a dû démissionner

La corruption des cercles politiques est avérée

ISTANBUL

de notre correspondante

Le ministre de l'intérieur, Mehmet Agar, du Parti de la juste voie (DYP), a été forcé de démissionner, vendredi 8 novembre, à la suite d'une sombre affaire dévoilant les relations suspectes entre la police, la mafia et les cercles politiques. Une meurtrière collision routière, remontant à dimanche dernier, a révélé au grand jour ces liens secrets.

Dans la voiture accidentée, appartenant au député Sedat Bucak, seul survivant, se trouvaient également un haut responsable de la police, une jeune femme, ainsi qu'un gangster proche des milieux d'extrême droite, Abdullah Atli, recherché depuis dix-huit ans par la police turque et Interpol, soupçonné de trafic de drogue et de participation à des meurtres politiques. Le fugitif voyageait apparemment avec un passeport de service turc. Plusieurs armes ont également été découvertes dans le véhicule. Selon la presse turque, les trois hommes auraient passé la nuit à Izmir, dans l'hôtel où se trouvait Mehmet Agar, qui fut aussi l'ancien chef de la police.

Les affaires de corruption ne sont pas rares en Turquie, mais ce scandale met en lumière leurs colusions politiques. Plusieurs des grands noms du milieu, souvent cités lors des règlements de comptes qui font ici régulièrement des victimes, appartenaient durant les turbulentes et violentes années 70 à des organisations d'extrême droite.

DES LOIS ARCHAÏQUES

Ainsi plusieurs milliers de sympathisants ultranationalistes, les fameux « loups gris », ont participé aux funérailles d'Abdullah Atli, dont le cercueil avait été recouvert du drapeau national. Leur credo se résume à « la lutte contre le PKK qui justifie tous les moyens ». Il est partagé par de nombreux politiques conservateurs. Le ministre démissionnaire se vante ainsi volontiers de son inflexibilité à l'égard des militants séparatistes kurdes du PKK. Sedat Bucak, un chef de tribu qui dispose de sa propre armée, l'a mise au service du gouvernement.

Au cours des derniers mois, les médias turcs - avec l'aide de quelques politiciens courageux - ont

Dix-sept morts

dans un attentat du PKK

Dix-sept personnes, dont douze gardiens de village (militaires kurdes pro-gouvernementaux), ont été tuées, vendredi 8 novembre, près de Cuhurca, dans le sud-est du pays, lors d'un attentat commis par des rebelles kurdes. Un groupe de militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste et séparatiste) a attaqué au lance-roquettes et à l'arme automatique le minibus qui assurait la liaison entre les villages de Cigli et de Koprulu, dans une région proche de la frontière avec l'Irak. Les forces de l'ordre ont déclenché une opération d'envergure pour capturer les auteurs de l'attaque.

Par ailleurs, vingt-deux militants du PKK ont été tués lors d'opérations de l'armée turque dans diverses régions du Sud-Est anatolien. La rébellion du PKK, déclenchée en 1984 dans le but de créer un Etat indépendant, a déjà fait plus de vingt-deux mille cinq cents morts parmi les rebelles, les militaires et les civils. - (AFP)

dénoncé plusieurs gangs qui comptaient dans leurs rangs des membres des forces de sécurité ou des « gardiens de village », les milices kurdes progouvernementales, notamment dans le Sud-Est anatolien, qui, sous le couvert de la lutte contre le PKK, se livraient à

LE MONDE / DIMANCHE 10 - LUNDI 11 NOVEMBRE 1996

des activités allant du racket au meurtre, en passant par l'inévitable trafic de drogue. L'étendue du problème, profondément enraciné dans l'appareil étatique, rend peu probable dans l'immédiat un « grand nettoyage » à l'italienne. Des lois archaïques rendent très difficile l'ouverture de procès contre des fonctionnaires. Les députés bénéficient de leur immunité parlementaire, et les procureurs ouvrent leurs dossiers sur la base des informations fournies par la police. « Il ne va rien se passer », affirme, blasé, l'éditorialiste Mehmet Ali Birand : « Il faudrait une véritable volonté politique. Il n'y en a pas. »

Le vice-premier ministre, Tansu

Ciller, elle-même sujette à des accusations de corruption, a tenté, sans grand succès, de convaincre le public que le départ de Mehmet Agar était dû à la maladie de sa fille et à son opposition au récent voyage en Libye effectué par le premier ministre. « Cela n'a rien à voir avec les accusations portées par certains journaux », a également déclaré le premier ministre, Necmettin Erbakan, en annonçant la démission du ministre de l'intérieur et la désignation de sa remplaçante, Meral Aksener.

Les développements des derniers jours représentent néanmoins un premier succès pour la société civile, dans un pays où les politiciens doivent rarement

rendre des comptes à leurs électeurs. La population est de moins en moins tolérante à l'égard des abus de pouvoir commis par les politiciens et les hauts fonctionnaires qui représentent l'Etat, notamment ceux de la police. D'autant plus que les manifestations d'étudiants, comme celles qui ont eu lieu à Istanbul et à Ankara ces jours-ci, sont réprimées avec une brutalité toujours injustifiée.

Les coupables ne seront vraisemblablement pas punis, mais « ils savent que la situation a changé, que ça ne peut pas continuer », affirme ainsi l'éditorialiste Mehmet Ali Birand.

Nicole Pope

Le dialogue avec l'Europe n'a pas amélioré la situation des droits de l'homme en Iran

Réchauffement des relations entre Paris et Téhéran

Le vice-ministre iranien des affaires étrangères a achevé, vendredi 8 novembre, une visite de deux jours à Paris qui marque une amélioration des relations entre

les deux pays, après un froid de près de huit mois. L'Iran a montré quelques signes de modération en politique étrangère.

C'EST PEUT-ÊTRE la loi du genre, mais elle laisse une impression de malaise : le dialogue, si « critique » soit-il, que l'Union européenne (UE) entretient depuis 1993 avec l'Iran, n'a jamais été une entrave à des échanges économiques et commerciaux entre Téhéran et les grands pays de l'UE, échanges uniquement tributaires de la situation économique et financière de l'Iran. Et si, contrairement à la politique des sanctions pratiquée par les Etats-Unis, la méthode européenne a parfois permis d'amener Téhéran à faire preuve de souplesse, le dialogue « critique » n'a pas pour autant réussi à mettre radicalement fin aux dérives dont l'Iran est accusé, ou au moins fortement soupçonné, notamment en matière de respect des droits de l'homme.

« La situation actuelle fait beaucoup penser à la Chine des années 70, commente un intellectuel iranien. Parce qu'ils ont besoin de briser leur isolement diplomatique et économique, nos dirigeants font des gestes envers l'Occident, mais pour nous c'est en permanence la douche écossaise. En ce moment, les choses vont même de mal en pis », ajoute-t-il. En d'autres termes, la marge de manœuvre du régime iranien demeure grande, dans la mesure où il est assuré, une fois la colère de l'UE tombée sur telle ou telle question, de la continuité des contacts et des affaires.

UNE PRÉVENANCE CERTAINE

Après un froid de près de huit mois, au cours desquels le comité de suivi franco-iranien était en panne, dans un premier temps à cause de l'attitude de Téhéran quant aux attentats perpétrés en Israël, ensuite parce qu'un opposant iranien, Reza Mazlouman, a été assassiné dans la capitale française, les contacts ont repris entre Paris et Téhéran. Mahmoud Vaezi, vice-ministre iranien des affaires étrangères, chargé de ce suivi du côté iranien, a achevé, vendredi 8 novembre, une visite de deux jours à Paris, au cours de laquelle il a bénéficié d'une certaine prévenance.

M. Vaezi s'est non seulement entretenu avec son interlocuteur habituel, le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq, mais il a été aussi reçu par le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, le ministre de l'équipement et des transports, Bernard Pons, et le conseiller diplomatique du président de la République, Jean-David Lévitte ; sans oublier un entretien avec le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli - il est vrai que l'Iran accueille près de 1,5 million de réfugiés afghans et des milliers de réfugiés kurdes irakiens - et le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Valéry Giscard d'Estaing.

l'apais rouge ? « Non, mais un signal, après que l'Iran eut fait preuve d'une certaine bonne volonté », répond-on de source française. Bonne volonté au Liban d'abord, où, en avril, Téhéran a contribué au cessez-le-feu en calmant le Hezbollah dans la guerre qui l'opposait à Israël ; bonne volonté aussi lorsque l'Iran a signé le traité sur l'interdiction des essais nucléaires (CTBT) ; puis lorsqu'il a réglé, en août, le contentieux financier avec la France ; et plus récemment encore lorsqu'il a accepté de brider d'éventuelles velléités d'attentats terroristes en Israël de la part du Djihad islamique.

Surtout, ajoute-t-on de même source, l'Iran est aux yeux de la France et aussi des Européens un « facteur de stabilité en Asie centrale et dans la Caucase, ainsi que dans la lutte contre la drogue ». Et M. Vaezi lui-même, dans un entretien avec des journalistes, a parlé d'une identité de vues entre Paris et Téhéran à propos de l'Afghanistan, où « aucune solution militaire n'est possible. Les deux pays partagent aussi l'idée selon laquelle aucune ethnité ni groupe ne peut contrôler la situation tout seul, la solution ne pouvant être qu'un gouvernement de coalition groupant toutes les parties concernées », a-t-il ajouté.

Le discours tenu par l'Iran à propos du sort du pilote israélien, Ron Arad, disparu au Liban en 1986 - et

qui serait ou aurait été détenu par un groupe chiite pro-iranien -, est lui aussi étrangement modéré. MM. Lévitte et de Charette ont évoqué cette affaire avec M. Vaezi. Téhéran, dit-on de source iranienne à Paris, « ne voit pas cette affaire sous un angle politique et ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un ressortissant israélien [c'est-à-dire d'un pays ennemi] que nous ne ferons pas tout ce qui est en notre pouvoir »

ser de lourdes suspicions sur au moins certains responsables iraniens.

Pour la première fois, la justice allemande a lancé, cet été, un mandat d'arrêt international contre le ministre iranien du renseignement, Ali Fallahian. Il serait impliqué dans l'assassinat de trois dirigeants kurdes iraniens dans un restaurant de Berlin, le Mykonos, en 1992.

Des témoins au procès du Mykonos, ont mis en cause le sommet de l'Etat iranien. Selon l'un de ces derniers « le témoin C », un ancien des services de renseignement iraniens, d'après l'hebdomadaire alle-

Téhéran projette d'acheter dix Airbus et des satellites de télécommunications

L'Iran souhaite acquérir dix Airbus et projette d'acheter des satellites de télécommunications pour une valeur de 500 millions de dollars (près de 2,5 milliards de francs), a annoncé, vendredi 8 novembre à Paris, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, Mahmoud Vaezi. Selon lui, des discussions sont d'autre part en cours avec Elf pour « un grand projet de plus de 1 milliard de dollars » et les deux parties sont animées d'une « ferme volonté de parvenir à des résultats ». Une délégation d'Elf, a-t-il précisé, a fait une visite en Iran il y a trois semaines. « De grands projets économiques » sont aussi, à l'en croire, en négociation entre Téhéran et Paris. « Tout cela laisse présager un avenir florissant pour ce qui concerne nos relations économiques », a-t-il affirmé, précisant qu'au terme de sa visite en France, un échange de visites des ministres des deux pays chargés des affaires économiques a été décidé.

pour « informer » ou « user de son influence » à ce sujet. Pour autant, à ce jour, l'Iran, qui a aussi été saisi de cette affaire par l'Allemagne, affirme ne rien savoir de Ron Arad.

Mais sur l'affaire Salman Rushdie, le dialogue « critique » euro-iranien n'a pas beaucoup progressé, si l'on exclut un engagement uniquement verbal à ce jour des autorités iraniennes, de ne pas faire assassiner - ni encourager l'assassinat - de l'auteur des *Versets sataniques*, condamné à mort en 1989 en vertu d'un décret de l'imam Khomeiny. De source française, on avoue ne pas nourrir d'illusion quant à un engagement écrit iranien à ce sujet, en raison du tollé qu'un tel engagement pourrait soulever au sein du régime iranien.

Et puis, alors même que le dialogue « critique » porte aussi sur le respect des droits de l'homme et sur le terrorisme, de récents témoignages font état d'une dégradation de la situation des droits de l'homme à l'intérieur de l'Iran et imputent à Téhéran l'assassinat d'opposants iraniens dans différents pays européens. Les enquêtes sur ces meurtres, n'ont souvent pas abouti, ou alors, le régime iranien a été disculpé dans les procès qui ont pu se tenir, et ce, alors même de l'aveu de diplomates, que les cibles choisies, les méthodes d'action et l'organisation font pe-

mand *Der Spiegel*, le donneur d'ordre des attentats est le Guide de la République islamique lui-même, Ali Khamenei, et la décision est prise au sein d'un comité spécial formé de huit responsables triés sur le volet et compétent pour toutes les exécutions politiques à l'étranger. Toujours selon le « témoin C », ainsi qualifié pour camoufler sa véritable identité et qui a déposé à huis clos, le président de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, et le ministre des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, font partie de ce comité. L'ancien président, Abolhassan Baniadr, qui a lui aussi témoigné à ce procès, et qui affirme que l'ayatollah Khomeiny avait dépêché auprès de lui le « témoin C », lorsque ce dernier était encore en service, pour le convaincre de rentrer en Iran, confirme ces informations, que Téhéran dément formellement.

A l'intérieur du pays, selon le rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme de l'ONU, on assiste à une « nette détérioration » de la situation des droits de l'homme où « l'intolérance » va croissant, y compris de la part d'organismes gouvernementaux. De nombreux témoignages d'Iraniens attestent aussi de ce durcissement.

Mouna Naïm

US Must Rescue Kurds Who Trusted US Employers

By Bill Frelick

WE have painted ourselves into a corner in northern Iraq. More accurately, the US government has supplied the brushes the Kurds have used to paint themselves into that corner.

For decades, the international community recognized the need for refugees to cross borders to seek safety. Thus, in 1988, when Saddam Hussein unleashed chemical weapons on Kurds, tens of thousands fled into Turkey. In 1991, in the immediate aftermath of the Gulf war, Saddam crushed a Kurdish revolt and would-be refugees again fled to the Turkish border. But this time Turkish soldiers pushed them back. More than a quarter million were stranded on windswept mountains along the frontier.

Well-established principles of refugee protection dictated that Turkey keep its border open and provide at least temporary asylum, as had been demanded of Thailand in the 1970s when confronted with Cambodian and Vietnamese refugees or of Pakistan in the 1980s when Afghan refugees poured across its borders. But the Gulf war partners, led by the US, decided to take the pressure off Turkey and, in their view, to keep it on Iraq. In fact, they put pressure on civilians in Iraq who otherwise would have become refugees and put themselves and their families out of harm's way.

UN Security Council Resolution 688 transformed the victims into the threat and let Turkey off the hook. Refugees, said the Security Council, would "threaten international peace and security in the region." The US and allies carved out a security zone in northern Iraq and told the Kurds they would be protected there.

Political humanitarianism

The rhetoric of Operation Provide Comfort was humanitarian, and it did provide Kurds of northern Iraq relative safety from Iraq's central government for several years. But it was not politically neutral humanitarianism. It was intended to protect Turkey from Iraqi Kurdish refugees by preventing them from seeking asylum there. That precedent haunts us. Turkey is no more willing than it was in 1991 to open its borders to Iraqi Kurdish refugees. But there is no longer an alternative for their safety inside Iraq.

The infighting among the Kurds of northern Iraq, precipitated in no small part by their sense that the safe haven could not be maintained indefinitely, has allowed Iraqi government forces to penetrate the zone and contaminate its security.

We do not know the extent of the deals that Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), has struck with Saddam, or what deals his rival, Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), may have struck with other regional players. We do know that the US has evacuated its own employees and political oppositionists whom it had funded.

The total number of evacuees, at this writing, is less than 3,000. Many more people are vulnerable. Foremost are local Kurds who were hired by private humanitarian organizations. These are the people who dug the wells, distributed the medicines, and delivered the food for Operation Provide Comfort. They were the public face of the relief effort where it counted - in the field - and the

DAVE HERRING - STAFF



persons most visibly associated with US-funded humanitarian projects.

In recent weeks Iraqi agents have searched the offices of private American humanitarian organizations, looking for their personnel files; computers have been confiscated; local staff questioned and threatened. On Oct. 13, a local driver for Concern for Kids, an Atlanta-based charity, was dragged from a vehicle, beaten, stabbed, doused with gasoline, and torched. The "official" report of the incident called it a suicide attempt. Local authorities arrested the victim and threw him in jail, where he now remains.

This is not an isolated incident. Four days later, a driver for the International Catholic Migration Commission was shot in the head.

The State Department has suggested that the risk to Kurdish employees of American aid organizations is not great enough to warrant their evacuation. How many shootings and stabbings will it take before the critical mass is reached?

The biggest obstacle may, in fact, be the Justice Department, home of the FBI and the INS, the immigration service. They are reluctant to admit to the US refugees who have not been thoroughly screened. It

would be difficult, if not impossible, to turn any bad apples back to Iraq.

In the past, this wouldn't have been a problem. Large flows of refugees would congregate in camps in Thailand, Pakistan, or elsewhere. The US would help to maintain the camps, where most refugees would stay until it became safe to go home. The US would resettle those who would never be able to go home, oftentimes people associated with our government either directly or indirectly through involvement with private American organizations.

Only option short of arms

Today the people most in need of our help are cornered. Temporary refuge is no longer an option. We don't have the luxury of slow and cautious screening in Turkey or another neighboring country. Now the only option - short of a renewed US military intervention (a delusion more than an option) - is to evacuate the approximately 4,000 additional Kurdish employees who are most vulnerable.

US officials are uncomfortable bringing evacuees directly to US territory. But the US organizations that worked in northern Iraq can vouch for their employees. The Americans trusted their local staff with their lives. They can personally identify each name on their lists, if need be, at the Turkish border before each person leaves the country.

We wish any Iraqi Kurd who feared for his or her life could simply cross into Turkey. We wish the US were able to take the slow and deliberate approach in choosing those in need of US resettlement.

Perhaps, when this emergency has passed, we can work on the formidable job of reconstructing a refugee response regime that provides for temporary asylum and international burden-sharing. But time is rapidly running out. We painted ourselves into this corner in 1991. We owe it to those who trusted us, who worked with us, who are identified with us, and who have no place else to go, to get them out.

■ *Bill Frelick is a senior policy analyst at the US Committee for Refugees in Washington.*



DÉBAT SUR "LA MORT SUSPECTE" DU PRÉSIDENT OZAL

Plus de 3 ans après sa disparition, l'ancien président Ozal continue de hanter les esprits. Les circonstances de sa mort et de l'élimination, les uns après les autres, des colombes civiles et militaires qui l'entouraient alimentent régulièrement le débat. Cette fois-ci, c'est une bande vidéo d'une rencontre entre le chef du PKK, A. Occalan, et leader kurde irakien Jalal Talabani qui a relancé le débat. Dans sa fuite précipitée du 31 août, Talabani a laissé dans sa résidence d'Erbil ses archives et documents aux mains du PDK. Le journaliste G. Civaoglu, célèbre et influent en Turquie, est entré en possession d'une copie de cette vidéo et en publie de larges extraits dans le Milliyet du 1er novembre. On y prend connaissance de la thèse connue de ces deux chefs kurdes, que la mort du président Ozal, le 17 avril 1993, en pleine période de cessez-le-feu et à la veille de l'annonce prévue de son plan d'un règlement politique du problème kurde n'est pas naturelle. Deux jours avant cette disparition, au cours d'un dîner à Tachkent, en présence de Hikmet Çetin, ministre des Affaires étrangères, et de plusieurs députés et journalistes, il avait déclaré que "deux problèmes barrent la route de l'ouverture de la Turquie vers l'Occident: Chypre et la question kurde. Je suis décidé à les régler quels qu'en soient les risques". Il aurait alors évoqué une esquisse de solution, comprenant notamment une série de mesures économiques, une télévision et des écoles en kurde, une amnistie graduelle "pour faire descendre les jeunes des montagnes". "J'en ai parlé aux militaires et en ai convaincu beaucoup. Il reste le général Gures; je vais lui en reparler" aurait-il ajouté avant d'évoquer la possibilité d'introduire ces réformes par des décrets ayant force de loi en cas de difficultés

au Parlement. Dans le Milliyet du 2 novembre, les témoins de ce dîner, y compris H. Çetin, confirment pour l'essentiel la teneur des propos d'Ozal. Le journaliste Cengiz Çandar, très proche du président disparu, et qui a servi d'intermédiaire dans certains contacts de celui-ci avec les dirigeants kurdes, affirme de son côté que tout au long du voyage de retour, Ozal a discuté avec lui de ses idées pour le règlement du problème kurde.

La suite de l'histoire est connue. Le 17 avril le président Ozal a eu une crise cardiaque. Alors qu'il avait déjà subi plusieurs opérations lourdes nécessitant un suivi, il n'y a aucun médecin au palais présidentiel ni même d'ambulance. Selon la version officielle, à 10h52 la présidence appelle l'hôpital universitaire de Hacetepe et à 11h 15 Ozal est admis au service des urgences de cet hôpital. De là, on ne sait pour quelle raison, il est transporté à l'hôpital militaire de Gulhane où il est décédé à 14h 30.

Son fils, à plusieurs reprises, a déclaré que son père était "un martyr sacrifié au nom de l'unité de la nation". Son frère Yusuf, député, a affirmé que le président se disait "menacé", que "les circonstances de sa mort soudaine doivent absolument être élucidées pour établir si elle était naturelle ou non". Plusieurs commentateurs parlent d'un possible empoisonnement au cyanure; mais le directeur de l'hôpital militaire où il est décédé, le général Omer Sarlak, affirme que "son visage et son corps ne portaient pas les signes d'un empoisonnement". Quelques jours après la mort d'Ozal, le général Esref Bitlis, commandant suprême de la gendarmerie et un partisan connu d'un règlement politique de la question kurde, disparaissait à son tour dans un mystérieux accident d'avion mili-

taire à Ankara. L'enquête de la firme américaine ayant construit l'avion établissait qu'il n'y a avait pas eu de panne technique mais une explosion. Sabotage ou accident? La version officielle d'un accident dû au givrage du moteur, annoncée à peine 3 h après le drame, n'a pas convaincu grand monde et l'armée n'a autorisé aucune enquête indépendante sur cette affaire. Le chef des faucons, le général Gures, a assumé l'essentiel du pouvoir en prenant soin de mettre dans la vitrine de son régime la médiatique Mme. Çiller, comme Premier ministre.

Ces deux disparitions suivies d'une série d'autres morts de colombes conduisent à nouveau les commentateurs à s'interroger: comment se fait-il que dans ce pays même un président de la République et un commandant de la gendarmerie puissent se sentir menacés pour exprimer leurs idées sur un problème fondamental du pays? De qui ont-ils donc eu peur et qui contrôle ce drôle d'État? Questions lancinantes que les Turcs auront encore à se poser pendant longtemps.

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

U.S.-based rights monitor Human Rights Watch/Helsinki

ANKARA, Nov 21 (Reuter) - U.S.-based rights monitor Human Rights Watch/Helsinki on Thursday condemned a wave of suicide bombings by Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas in Turkey.

The human rights group also expressed concern at the ongoing trial of 41 members of the People's Democracy Party (HADEP), the only legal Kurdish political party in Turkey, on charges of links to the PKK.

Three female rebels in civilian clothes have killed themselves and around 20 people in separate human bomb attacks since July.

"The feigning of civilian or non-combatant status to attack an enemy is a serious violation of customary law," the rights group said in a statement.

Ten soldiers were killed in the first bombing in eastern Turkey on July 1. The suicide bombers struck twice in October, killing mostly policemen.

PKK leader Abdullah Ocalan had earlier warned of such attacks on the model of strikes by the Palestinian group Hamas. The rights group said it was concerned that statements this month by Ocalan on Kurdish Med-TV might imply more suicide attacks were planned.

"We call on General Secretary Ocalan, who in December 1994 announced that the PKK would abide by the Geneva Conventions, to renounce such tactics as suicide bombings," it said.

The suicide bombings marked a move away from classic guerrilla warfare tactics used by the PKK during its 12-year-old campaign for self rule in southeast Turkey. More than 21,000 people have died in the conflict.

The rights group also expressed concern about the trial of the HADEP members.

"Primary among these concerns are that individuals not be punished for exercising their right to free expression, and that testimony presented be given voluntarily, not under coercion through maltreatment or torture," the group said.

The accused in the HADEP case have not complained publicly of physical maltreatment. The next hearing of the trial is set for Friday in Ankara.

REUTER

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

Germany tried on Thursday to play down a row with Tehran over the 1992 killing of three Kurdish dissidents in Berlin

(recasts with govt spokesman remarks after meeting)

By Andrew Gray

BONN, Nov 21 (Reuter) - Germany tried on Thursday to play down a row with Tehran over the 1992 killing of three Kurdish dissidents in Berlin but its efforts were undermined by a cabinet minister who accused Iran of state-sponsored terrorism.

Foreign Minister Klaus Kinkel briefed the cabinet on relations with Iran, which have soured since prosecutors last week accused Tehran of ordering the murders, and ministers agreed to keep a "cool head," a government spokesman said.

The accusations at the trial of an Iranian and four Lebanese have provoked outrage in Iran. Protesters have rallied outside the German embassy in Tehran, pelting the compound with eggs and tomatoes and calling for the death of the prosecutors.

"It was emphasised again that the important thing for us in what is certainly a somewhat difficult phase of German-Iranian relations is a policy of keeping a cool head," government spokesman Peter Hausmann said after the cabinet meeting.

But his comments contrasted sharply with remarks by Development Minister Carl-Dieter Spranger.

"Iran's state terrorism against those who think differently has once again become visible as a result of this trial," he said in Thursday's edition of the Bild daily.

"The death threats against representatives of the German justice system are intolerable and show how the Tehran regime tramples on human rights," Spranger said. "This removes any basis for so-called critical dialogue."

Germany, Iran's biggest trade partner, has championed the "critical dialogue" as an alternative to Washington's strategy of trying to isolate Tehran through economic sanctions.

Hausmann said the policy was unchanged although Kinkel now preferred the term "exerting active influence" to "critical dialogue." He said Spranger was present at the cabinet meeting and did not voice any objections to the policy.

gamk

JEUDI, 21 NOVEMBRE 1996

TURQUIE

La mafia au service de la lutte contre le "terrorisme arménien"

Les ondes de choc de l'accident de voiture survenu le 4 novembre dernier à Susurluk, qui avait révélé la collusion entre les forces de police turques et la mafia (voir *GAMK* du 14 novembre 1996), se sont propagées à la sacro-sainte lutte anti-terroriste, au nom de laquelle Ankara prétend justifier ses multiples violations des droits de l'homme. Les "révélations" publiées dernièrement par le journal turc "Action" ont ainsi confirmé les premiers soupçons quant à une utilisation par les services turcs d'hommes de main et autres exécutants recrutés dans les milieux de la grande criminalité et de la mafia pour lutter contre le terrorisme, notamment arménien. Le journal turc, dont le quotidien "Zaman" cite aussi de larges extraits, affirme que l'une des victimes de l'accident de voiture, le chef mafieux Abdullah Catli, aurait été recruté par le gouvernement turc issu du coup d'État militaire de septembre 1980, en même temps que d'autres figures célèbres du grand banditisme turc, telles que Hussein Gicadagh, Aladin Cankci, et Oral Celenk, pour mener des opérations contre l'ASALA (*Armée secrète de libération de l'Arménie*), terme générique utilisé en Turquie pour désigner indifféremment toutes les mouvances du "terrorisme" arménien. C'est pourtant bien de l'ASALA proprement dit qu'il est fait mention dans l'article, selon lequel Catli aurait été le meurtrier de son leader Hagop Hagapian à Athènes; il aurait également été à l'origine de la tentative d'évasion de

prison de l'auteur de l'attentat contre le pape, Ali Akga, et on lui attribue aussi les meurtres de Behcet Canturk et Savash Bouldan, dirigeants présumés d'un prétendu réseau de trafic de drogue au sein du PKK. Cité par "Action", le journaliste turc Tuncar Gunay qui a mené l'enquête, a indiqué que Catli aurait quitté la Turquie après le coup d'État de 1980, après quoi il aurait été recruté par les services turcs pour diriger une structure visant à neutraliser l'ASALA, alors à ses débuts. D'après M. Gunay, un responsable bien connu de la police secrète turque, Hiram Asba, aurait figuré parmi les membres de cette cellule anti-arménienne, qui comptait également dans ses rangs le colonel Ilias Aydin, tenu pour responsable du meurtre du beau-frère du commandant de l'armée de l'air turque à Guzuldere; il aurait disparu après ce meurtre, mais on retrouvera sa trace en Californie, où il aurait été chargé de neutraliser l'ASALA. Il réside actuellement aux États-Unis, où il aurait été recruté par les services anti-drogue américains (DEA). Le journaliste turc cite plusieurs autres noms impliqués dans ces activités, certains étant liés à des opérations contre l'ASALA en Australie, d'autres à des opérations anti-arméniennes à travers le monde. A la lueur de ces révélations, on comprend mieux que le MIT ait préféré passer à l'offensive en accusant ceux qu'il avait utilisés comme exécuteurs de ses basses oeuvres.

G.

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

Belgian police have raided a holiday resort believed to be a training camp for members of the banned Kurdistan Workers Party (PKK)

(Adds Kurdish confederation statement)

BRUSSELS, Nov 22 (Reuter) - Belgian police have raided a holiday resort believed to be a training camp for members of the banned Kurdistan Workers Party (PKK), a Brussels public prosecutor's office spokesman said on Friday.

He said 36 people were detained after the raid on Thursday, including 18 minors from Germany. Most of them had been reported missing by their parents, he said.

Police found PKK propaganda and paramilitary clothes but arms were not discovered at the holiday barracks in Zutendaal, northeastern Belgium.

The spokesman said the minors were invited to a one-week cultural course but forced to stay for several months during which they were "indoctrinated."

Kon-Kurd, the Confederation of Kurdish Associations in Europe, said the young Kurds all took part in the camp voluntarily and with the approval of their parents.

"The programme of the camp is made up of courses and seminars on the culture, history and socio-economic situation of Kurdistan," it said.

In September, police raided houses of Kurds and Kurdish organisations allegedly linked to the PKK, including Kurdish-language satellite station Med-TV, which Belgian authorities suspect of laundering money for the PKK.

Med-TV, which has its offices in Belgium, denies the allegations.

Over 20,000 people have been killed in a 12-year conflict in southeast Turkey where government forces are battling Kurdistan PKK guerrillas fighting for autonomy or independence for the mainly Kurdish region.

REUTER

UPI — United Press International - UPI — United Press International - UPI — United Press

Iran's president tried Friday to defuse a wrangle with Germany stemming from a trial over the 1992 assassination

LONDON, Nov. 22 (UPI) -- Iran's president tried Friday to defuse a wrangle with Germany stemming from a trial over the 1992 assassination of four Iranian Kurds in a Berlin restaurant that prosecutors claim was ordered by Iran's president and spiritual leader.

President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, speaking at midday prayers in Tehran, the president, blamed the United States and Israel for the dispute, the state-run Islamic Republic News Agency said in a report monitored in London.

The president said Iran has not found evidence that Bonn agrees with its independent judiciary, which is trying the case against four men for shooting dead the Kurdish activists at a Berlin restaurant.

Germany's judiciary, "either consciously or unconsciously, has fallen under outside influence, especially that of the U.S. and the Zionist regime," Rafsanjani said.

"There is no doubt that Iran and Germany are determined to continue cordial ties," Rafsanjani said. "There are clear signs that most German government officials are not in favor of allowing the court's proceedings to spoil relations," he said.

"The Iranian and German people both hail from the Aryan race and have a historic ties of friendship," Rafsanjani said, "though it is strange that a court can play with this long friendship."

He also acknowledged a letter that German Chancellor Helmut Kohl sent him Thursday and said he would soon reply.

Kohl wrote Rafsanjani after demonstrations outside the German Embassy in Tehran and reports that Iranian clerics had sentenced the Bonn prosecutors to death by issuing a fatwa similar to that imposed on the British author Salman Rushdie in 1989.

In line with testimony by witnesses such as former Iranian President Abolhassan Bani Sadr, prosecutors have accused Rafsanjani and Iran's spiritual ruler, Ayatollah Ali Khamenei, of ordering the slayings of the four Iranian dissidents.

An alleged Iranian agent, Kazem Darabi, and three other suspects are standing trial on murder charges.

Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayati has accused prosecutors of committing sacrilege and insulting Islam. Demonstrators outside the German Embassy called the prosecutors "fascist."

In his letter, Kohl said German courts were independent and appealed to Rafsanjani to ease the tension. He also expressed concern for roughly 500 German residents in Iran.

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

Minister Necmettin Erbakan on Friday dismissed a letter from Turkey's opposition leader

ANKARA, Nov 22 (Reuter) - Prime Minister Necmettin Erbakan on Friday dismissed a letter from Turkey's opposition leader calling for an inquiry into a security scandal that has rocked the Islamist-led government.

Motherland Party leader Mesut Yilmaz had written to Erbakan and other political leaders urging the formation of an all-party commission to investigate the scandal which has raised doubts over links between security officials and organised crime.

"I have no time for that kind of thing," the state-run Anatolian news agency quoted Erbakan as saying when asked if he would reply to the letter from Yilmaz.

A senior policeman, beauty queen and fugitive gangster died in the same car in an traffic accident earlier this month. Government MP Sedat Bucak, who heads an anti-guerrilla Kurdish militia, was also in the vehicle. The scandal forced the interior minister to resign two weeks ago.

Bucak told the HBB television station on Thursday night that the police officer was not aware of the mobster's record as a suspected right-wing hit man and heroin smuggler.

Motherland Party members laid a black wreath at the television channel's headquarters in Ankara to protest at not being allowed to be among phone-in guests who questioned Bucak live on the programme, Anatolian said.

REUTER

embassy in Tehran, pelting it with eggs and tomatoes and calling for the prosecutors to be "executed."

Iran's ambassador Hossein Mousavian warned Germany of a "deep crisis" in ties if the court backs the charges.

There were signs on Friday in Bonn some members of parliament are growing impatient and want tougher action.

"Diplomatic relations must be broken off when prosecutors investigate a case and conclude the Iranian leadership is involved," Wilfried Penner, the chairman of parliament's domestic affairs committee, told Bild daily.

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

(adds more remarks from IRNA and Tehran radio)

Iranian President Akbar Hashemi Rafsanjani said on Friday the German government was

TEHRAN, Nov 22 (Reuter) - Iranian President Akbar Hashemi Rafsanjani said on Friday the German government was under U.S. and Israeli pressure but said he hoped Bonn would prevent tensions in ties with Tehran from spiralling out of control.

Rafsanjani said Iran hoped to continue its friendship with its biggest trade partner despite strains over the trial of five men for the 1992 killing of three Kurdish dissidents and their translator in Berlin. Prosecutors last week accused Tehran of ordering the murders.

"Satan's agents work so hard to change cooperation into conflict," Rafsanjani told worshippers in a prayer sermon at Tehran University.

"We still believe that the German government's policy has nothing to do with the court's action. We should not forget that the German government is under the pressure of the U.S. and Israeli agents," Rafsanjani added.

The crowd chanted "Death to America" and "Death to Israel" during the sermon which was broadcast live on Tehran radio.

Rafsanjani's remarks came one day after German Chancellor Helmut Kohl told Rafsanjani in a letter released on Thursday night that Germany had no intention of injuring the religious feelings of the Iranian people and its spiritual leaders.

"I hope we will be able to continue our friendship and cooperation with the German government," Rafsanjani said.

"We hope that the German government is careful so that this (situation)

does not lead to a point that neither we nor they want...when the leaders of the two countries cannot control it anymore," he said.

The German prosecutors' accusations against Iranian leaders have provoked outrage in Iran. Protesters have rallied outside the German embassy in Tehran, pelting the compound with eggs and tomatoes and calling for the prosecutors to be "executed."

Tehran radio said marches were held on Friday in northern Mazandaran province, in Semnan 200 km (125 miles) east of the capital and in Yazd in central Iran to protest at the charges.

German Foreign Minister Klaus Kinkel assured Ali Akbar Velayati in a telephone call on Sunday that the German judiciary was independent and that Bonn had no right to interfere in court proceedings.

Prosecutors have demanded life sentences for the two main suspects in the murder case, an Iranian and a Lebanese man. The court is expected to announce its verdict in January.

In Bonn, Iran's ambassador Hossein Mousavian warned Germany of a "deep crisis" in ties if the court backs the charges.

"If it comes to a conviction, there will be a deep crisis between Bonn and Tehran," he told the *Sueddeutsche Zeitung* newspaper. "It would be practically impossible to maintain current relations."

In a statement issued in Bonn, Mousavian said: "After comprehensive consultations with legal experts, Iran is to file a complaint at German or international courts against federal prosecutors," the Iranian news agency IRNA said.

Some German deputies criticised Bonn's "critical dialogue" with Tehran and asked for tougher action on Friday:

"Diplomatic relations must be broken off when prosecutors investigate a case and conclude the Iranian leadership is involved," Wilfried Penner, the chairman of parliament's domestic affairs committee, told the *Bild* daily.

But the chairman of parliament's foreign affairs committee, Karlheinz Hornhues, said he opposed his colleagues' calls:

"We have a situation where Iran is obviously trying hard to reduce the tensions and play down the whole thing," he told SWF Radio. "There's no sense in such a reaction (breaking off relations) when we have a situation like this."

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

German Foreign Minister Klaus Kinkel has rejected calls to break relations with Iran,

(Releads with Kinkel interview)

By Erik Kirschbaum

BONN, Nov 22 (Reuter) - German Foreign Minister Klaus Kinkel has rejected calls to break relations with Iran, calling such a move pointless and short-sighted.

Iran was too important a nation to be ignored, he said.

Relations between the two countries have been strained since German prosecutors demanded life sentences for an Iranian and a Lebanese on trial for the killing of three Kurdish dissidents.

The prosecutors last week accused Tehran of ordering the murders.

Kinkel, in an interview in Saturday's Neue Osnabruecker Zeitung newspaper, said he was encouraged by remarks from Iranian President Akbar Hashemi Rafsanjani who had hoped the countries could continue their friendship.

"Diplomatic relations cannot simply be turned on and off like a water faucet," Kinkel said, rejecting calls from some German political leaders to break off ties.

"We should wait for the conclusion of the Mykonos trial and then make a new evaluation. Only four nations have no diplomatic relations with Iran. Should we isolate ourselves in Europe? What would that achieve?"

Kinkel said Bonn has not had any influence in nor would it take any influence over the so-called "Mykonos trial" in Berlin where prosecutors have accused Tehran of ordering a 1992 gangland-style killing of three Kurdish dissidents.

The dissidents and their translator were killed in a hail of bullets when gunmen burst into Berlin's Mykonos restaurant. The court is expected to announce its verdict in January.

"Such an important nation cannot simply be isolated," Kinkel said.

"It would be short-sighted to follow a policy of 'we do not want to talk with you any more.' But the tone is important. And that is where the Iranian side needs to be moderate."

The German prosecutors' accusations against Iranian leaders have provoked outrage in Iran. Protesters have demonstrated outside the German

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

Turkey's best-known living author Yasar Kemal

STOCKHOLM, Nov 23 (Reuter) - Turkey's best-known living author Yasar Kemal is not seeking asylum in Sweden but has a six-month permit to stay while he completes a book, the daily Dagens Nyheter on Saturday quoted him as saying.

Friends of Kemal, who is under suspended jail sentence in Turkey because of an article deemed to have promoted Kurdish separatism, said on Thursday that he had fled Turkey.

"No, it's a misunderstanding to call me a fugitive. Going into exile implies a break with one's country," Kemal said in an interview with the newspaper in a Stockholm hotel.

"I live and operate as a Turk and I am going to return home. And I have not sought asylum in Sweden. But I need some time when I can devote myself completely to my new novel, and it's that tranquillity that I will have here," he said.

A Turkish appeals court in October confirmed a 20-month suspended prison sentence on Kemal for writing an article in a book on freedom of expression. The article was considered to have promoted Kurdish separatism, Kemal said at the time.

Kemal's sentence was suspended for five years on condition that he not repeat the offence.

Dagens Nyheter described the 73-year-old author as "Turkey's most important free-thinker, a political symbolic figure whom the regime's representatives are trying to get out of the way."

The paper said he had taken part in a four-hour documentary on Turkish television earlier this month in which he criticised political violence and argued for a peaceful solution of Kurdish separatist demands.

Kemal and his Belgian wife Mathilde will stay at Sundbyberg near Stockholm while he works on a trilogy of novels, of which the first was called "Report about an Island."

A Swedish embassy spokesman in Ankara said this week that Kemal had been granted a six-month residence permit from November 5.

Kemal, who wrote the acclaimed "Memed, My Hawk," spent two years in exile in Sweden in the 1970s.

REUTER

A.P. — Associated Press- A.P. — Associated Press- A.P. — Associated Press- A.P. — Asso

Hundreds of clergy and religious students rallied Wednesday in the holy city of Qom

By AFSHIN VALINEJAD

Associated Press Writer

TEHRAN, Iran (AP) -- Hundreds of clergy and religious students rallied Wednesday in the holy city of Qom to protest German charges that Iran's leaders ordered the 1992 assassination of Kurdish dissidents in Berlin.

Protesters called the German allegations an insult to Islam and called for the German prosecutors who brought them to be punished, although they did not say how.

German Justice Minister Edzard Schmidt-Jortzig reacted angrily Wednesday to the rally, saying Germany would not tolerate "outside political pressure and threats."

"I decisively reject these threats as well as any insults of the state prosecutors," he said in a statement. "The Federal Prosecutor's Office has acted strictly within the law."

The anti-German protests began Friday, when German prosecutors blamed Iranian intelligence agents for the slaying of the dissidents.

The prosecutors requested a life sentence for Kazem Darabi, an alleged intelligence agent for Tehran, making him the first Iranian official tried in Europe in connection with any of the scores of assassinations of dissidents blamed on Iran.

In addition, four pro-Iranian Lebanese Shiite Muslims are on trial in connection with the September 1992 assassination of Kurdish leader Sadiq Sarafkindi and three of his colleagues in a Berlin restaurant.

German prosecutors have accused Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and President Hashemi Rafsanjani of complicity in the murders. In March, German prosecutors issued an arrest warrant for Iran's intelligence chief, Ali Fallahiyan, on charges that he ordered the assassinations.

Khamenei, Iran's top religious and political authority, tried Wednesday to play down the dispute, saying the United States and Israel remain Iran's main enemies.

"Wherever there is any sign of any enmity, it arises from these two enemies .. Whoever else enters this arena is considered to be secondary and peripheral," he said on Iranian radio, without mentioning Germany by name.

The foreign ministry said it had asked Tehran about media reports that a gathering of clerics in the holy city of Qom had passed a resolution on Wednesday comparing the prosecutors' "insults" to those in Salman Rushdie's "Satanic Verses."

"A deputy foreign minister said the Tehran leadership had no knowledge of the events," ministry spokesman Martin Erdmann said, adding Iran had promised to investigate the matter.

The clerics said the prosecutors should be condemned in the same way as Rushdie unless they apologised, the reports said. The British author has been living under "fatwa," a religious edict condemning him to death, since 1989 for alleged blasphemy.

Erdmann denied a report in the Frankfurter Allgemeine Zeitung daily which said the Iranian ambassador had been to the chancellery and the foreign ministry several times over the last few days to demand an apology for the prosecutors' accusations.

He confirmed there had been frequent contacts with the Iranian ambassador but said he had not demanded an apology.

Hassan Rowhani, the deputy speaker of the Iranian parliament, told reporters during a visit to Madrid that the future of relations with Bonn depended on the verdict of the Berlin court, which is expected in January.

"Everything depends on the final sentence," Rowhani said. Asked what would happen if the court met prosecutors' demands for life in prison for the two main suspects, he said: "In that case we would have to re-examine our relations with Germany."

Germany's intellectual Die Zeit weekly said the row over the Berlin trial could lead, sooner or later, to Bonn and Tehran breaking off diplomatic relations.

"The fact that there was a storm brewing was clear for a long time. Now lightning has struck for the first time. When will the thunder start?" it asked.

REUTER

A.P. — Associated Press- A.P. — Associated Press- A.P. — Associated Press- A.P. — Asso

EDITOR'S NOTE: The United Nations oil-for-food deal with Iraq now moving toward completion is intended partly to aid the Kurds of northern Iraq. An Associated Press reporter recently visited the impoverished region.

By YALMAN ONARAN

Associated Press Writer

IRBIL, Iraq (AP) -- Small children in torn clothes scamper along narrow cobblestone streets, guiding bicycle tires with sticks. Their bare feet splash into milky-colored sewage water in the gutters.

Getting ready for the approaching winter, a woman uses thumbtacks to fasten a transparent sheet of plastic over a broken window.

And this is the best neighborhood in the capital of the Kurdish region in northern Iraq. Such scenes are common throughout the area, which suffers from a double economic embargo.

All parts of Iraq have been barred from world trade by a United Nations embargo imposed after Saddam Hussein sent the Iraqi army into Kuwait six years ago. The Kurdish region has been cut off from internal Iraqi trade since an uprising against Saddam after the Gulf War.

Adding to the region's woes, two Kurdish factions have battled sporadically for two years over control of the enclave. They ended their latest round of fighting last month after Saddam's troops aided one side and the United States retaliated by firing missiles at Iraqi military targets.

There may be some relief in sight. Iraq's government and the United Nations appear headed for final agreement on a deal to let Baghdad sell \$2 billion worth of oil over six months to pay for food and medicine for its people.

Needs are great throughout Iraq, especially in the economically backward Kurdish region.

The Kurds' life worsened as waning international interest in their plight decreased humanitarian aid, all that keeps them alive.

"For many years, most donors gave specifically for northern Iraq," said Robin Mills, deputy coordinator of U.N. operations in the Kurdish region.

Now, donor nations have stopped earmarking aid for the Kurds and instead give to Iraq in general, Mills said.

The United States recently pledged \$11 million for food and medical aid to the Kurds for a 12-month period as part of its effort to encourage an end to the factional fighting. But that amounts to only \$3 for each person in the region.

Meanwhile, other countries have promised only \$1.6 million toward the U.N. goal of \$40 million in aid for the region over a one-year period stretching into 1997.

There is little work in the mountainous region. The terrain leaves little room for agriculture, and there are shortages of fertilizer, seed and farm equipment.

"Until five years ago, everybody was getting paid by Baghdad," Mills said, referring to government jobs in the region that have disappeared since the uprising. "The double embargo has hurt incredibly."

Zerrin Sidik has survived on U.N. handouts and help from relatives since her husband died in the rebellion.

She stops putting up the plastic cover on her window to invite a reporter into the one-room house she shares with her four children.

Three thin mattresses are piled in a corner. A gas stove and a milk crate holding a few pots is the kitchen. A small table near the window is where 10-year-old Muhabbet does her homework and the family eats. A gas lamp sits on the table. There is no electricity or running water.

"If I had lots of money, I'd buy a refrigerator first, so the tomatoes and the cucumbers would be cold and fresh," Muhabbet says.

There are few vegetables in the bazaars -- tomatoes, cucumbers, onions, potatoes, lima beans. Dingy stores stock months-old Turkish crackers, cheap candy and Farsi-Cola from Iran. Stringy goat meat is sold in butcher shops swarming with flies.

Besides humanitarian aid, the only food imported into the region comes on Turkish trucks smuggling a few sacks of flour or sugar. The truckers use the goods to buy cheap gasoline that can be sold back home at a profit.

Halit Hassan, a father of three, sells gasoline in plastic drums by the roadside but earns only \$4 a month. His home near Irbil is in a former jail used to house Iranian POWs during the 1980s Iran-Iraq war.

Each shabby cell with a tiny barred window holds a family of five to 10. The stench of urine fills the dark corridors where a goat romps among playing children.

"There's no land to harvest in my village," Hassan said. "So I came here, hoping I could sell something. But the money I make is not enough to live like a human being. The life of the goat you saw is the level we can sustain."

Leyla Zana, citoyenne d'honneur de Rome

Le ministère turc de la justice a refusé vendredi à une délégation de juristes italiens le droit de visiter Leyla Zana, député d'origine kurde, dans sa cellule de la prison d'Ankara où elle est détenue sous l'accusation de "séparatisme". Le groupe de juristes italiens voulait remettre à Leyla Zana le titre de

citoyenne d'honneur de la ville de Rome, qui lui a été décernée par le conseil municipal de la capitale italienne, a indiqué Dino Frisullo aux journalistes rassemblés devant la prison d'Ankara. Cette distinction lui sera remise par son avocat Yusuf Alatas.

Leyla Zana, qui avait été élue au Parlement de Turquie en 1991, purge actuellement une peine de quinze années d'emprisonnement pour collusion présumée avec le PKK, en même temps que cinq autres députés d'origine kurde. Elle s'était vue décerner en janvier dernier le prix Sakharov du Parlement européen.

gank

25-26 NOVEMBRE 1996

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

Turkey's Justice Ministry stopped a group of Italian lawyers from entering an Ankara prison on Friday to present jailed Kurdish MP

ANKARA, Nov 22 (Reuter) - Turkey's Justice Ministry stopped a group of Italian lawyers from entering an Ankara prison on Friday to present jailed Kurdish MP Leyla Zana with honorary citizenship of the city of Rome.

"The municipality council of Rome...gave honorary citizenship of the city to three women who defend human rights in the world, one of them was Leyla Zana," Dino Frisullo of the lawyer's group told reporters in front of the jail.

Zana, who became a member of Turkey's parliament in 1991, is serving a 15-year jail term for alleged involvement in the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

Frisullo said Zana's lawyer Yusuf Alatas would hand her the award on their behalf.

"I felt honored to take the Rome citizenship certificate. I will go into the prison and give it to her," Alatas said. It was not known if she received the award.

The PKK has waged an armed struggle for self-rule in the southeast of the country since 1984. More than 21,000 people have been killed in their fight with the Turkish military.

Her arrest along with that of five other Kurdish deputies led to an outcry from European parliamentarians and she won the European Parliament's prestigious Sakharov prize in January.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, NOVEMBER 26, 1996

Iraq and UN Reach Agreement on Oil-for-Food Sales

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Iraq and the United Nations announced Monday that they had reached a final agreement on all major points holding up the sale of Iraqi oil for food and other emergency goods for the country's suffering civilian population.

Diplomats say that Iraqi oil could begin flowing again as early as next month, for the first time in six years — if unexpected roadblocks did not arise. The plan has seemed close to implementation before, only to be stalled because of disputes or objections raised by the United States or Iraq.

"I think we made an important step forward today," said an American official who has worked closely with the negotiators.

The plan allowing Iraq to sell \$2 billion worth of oil in a renewable six-month period can go into effect as soon as the Security Council sanctions committee agrees to a formula for determining the price of the oil, and Secretary-General Boutros Boutros Ghali officially starts the clock.

Oil experts also will have to check that oil-metering equipment on the Iraqi-Turkish border is functioning properly. Iraq had removed meters and

has promised to reinstall them.

Most of the oil is expected to flow through a Turkish pipeline. A smaller amount will be exported directly through the Iraq port of Mina al Bakr.

"The United States is very pleased at this action," Madeleine Albright, the United States' representative, said Monday after the agreement was announced. "For the last two years we have been working on a way to make sure that the people of Iraq are able to have additional humanitarian assistance."

She called the news that Iraq had accepted all the stipulations governing the monitoring of the sales and purchases made with the income "especially good news for the people of Iraq."

Iraq has been under sanctions since its invasion of Kuwait in 1990. Although the government is permitted to import food, medicines and other urgently needed commodities, it has not done so.

After international agencies began reporting the deteriorating health and living standards of Iraqi civilians, especially children, the Security Council proposed the oil-for-food plan as a limited exemption to sanctions in the spring of 1995. A year and a half of haggling followed.

It was the second such plan to ameliorate sanctions proposed to Iraq since the 1991 war in the Gulf. Sanctions cannot be lifted until Iraq eliminates or accounts for all its weapons of mass destruction.

Baghdad has consistently stalled or lied about its arsenal to United Nations weapons inspectors, and so the early lifting of sanctions seems likely.

Mrs. Albright denied Monday that the Clinton administration had been holding up the implementation of the new oil-for-food plan. European diplomats had said earlier this fall that it was unlikely the Americans would let the plan go into effect before the presidential election.

Mrs. Albright said that it was President Saddam Hussein who had been responsible for recurring delays in agreeing to the plan's details, following an agreement in principle last May.

In August, the Iraqis put the plan in jeopardy by sending troops into the Kurdish areas of northern Iraq to take sides in a flare-up of an old civil conflict between Kurdish factions under international protection.

The oil-sale plan mandates that about \$130 million to \$150 million in oil-sale purchases must go to the Kurdish areas, to be distributed by independent relief agencies working with the United Na-

tions Department of Humanitarian Affairs. American diplomats now seem confident that the distribution can go ahead without Baghdad's interference. Iraqi officials will distribute goods in the rest of the country, to be observed by international monitors appointed by the United Nations.

One of the disputes with Iraq had been over Baghdad's attempts to control the movements and activities of these monitors as well as of oil-sale overseers who will be stationed along the Turkish pipeline and at the port of Mina al Bakr to check the quantity of oil being exported.

The oil experts, who will also be responsible for approving or rejecting oil contracts, come from the Dutch company Saybol.

Customs inspectors who will oversee Iraqi imports under the plan are being provided under contract by Lloyds of London. Before Iraq can spend any of the money, however, a third of the oil proceeds will be earmarked to go to a compensation fund for victims of the Iraqi invasion of Kuwait.

Claims have been accumulating at the fund's headquarters in Geneva, where there is no money to pay them. The United Nations will control the bank account through which Iraqi sales and purchases are made.

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

Editor Ocak Isik Yurtcu accepted an award for courageous journalism

UNITED NATIONS, Nov 26 (Reuter) - Editor Ocak Isik Yurtcu accepted an award for courageous journalism on Tuesday from a Turkish jail where he was serving a 15-year sentence for challenging government censorship on coverage of Kurdish separatists.

He was one of four editors and reporters honoured by the prestigious New York-based Committee to Protect Journalists, which aims to use the U.S. media on behalf of colleagues threatened abroad.

The award announcements were made at the United Nations and his letter from Turkey's Sakarya prison, east of Istanbul, where he has spent the last two years, was to be read at the group's annual gala dinner on Tuesday.

"We're living through tough times when the powers that be have increased their terrorising pressure around the nation, especially in the region where Kurdish people live, when journalists are killed, lost, put in prison, beaten up, when newspaper offices are burned and bombed, when publications with unorthodox views or news are censored or confiscated," he wrote.

"What a pleasure to be able to dream about the day when peace, democracy, human rights and freedom of the press will become a reality in this country. What a pleasure to see a light of hope despite the surrounding prison walls and the deep darkness here," he said.

Yurtcu was editor of the now-defunct Ozgur Gundem newspaper, which was respected for offering balanced views on the Kurdish separatist issue. Turkey has imprisoned more journalists than any other country under its anti-terror law, which is used to censor reports on the Kurdish rebellion.

His paper has published articles on the systematic torture of political prisoners and hard-hitting reports on the fighting in southeastern Turkey between the military and separatist guerrillas. The paper was forced to close in April 1994 and he started his jail sentence in December 1994.

REUTER

UPI — United Press International - UPI — United Press International - UPI — United Press

Turkey's opposition accused the government Tuesday

By SEVA ULMAN

ANKARA, Nov. 26 (UPI) -- Turkey's opposition accused the government Tuesday of planning draconian curbs on free expression in a yet-to-be-proposed bill to regulate news.

The government denied the accusations, also trumpeted in Turkish newspapers, and said it planned no censorship of news reporting.

Responding to the uproar about censorship fears, the government opened for debate in the National Assembly the question of free expression in Turkish society.

Two opposition spokesmen, Altan Oymen of the leftist Republican People's Party and Ahat Andican of the Motherland Party, said the government intends to seek amendments to the press law that would silence criticism from news organs.

But Kazim Aslan, speaking for the senior member of the government coalition, the Welfare Party, said censorship was not the intention. Rather, the government hoped to curb the tendency of private TV and press reporters to act as police, prosecutor and judge, he said.

But Aslan would not spell out the specifics of what the government means to propose, saying only that it had opened the parliamentary discussion to prepare the public for a new press law.

Turkey's largest newspapers ran prominent articles Tuesday above a joint declaration, signed by hundreds of journalists, that accused the government of ignoring the views of journalistic societies and planning measures that "would distance the country from a free and democratic world."

The declaration urged parliamentarians "to help block this attempt, which would drag Turkey into the darkness of oppressive regimes."

Information has been more tightly controlled through the rest of the Middle East than in secular Turkey. But Welfare, led by ardently Muslim politicians, campaigned for political rule closer to Iran's theocratic model and a distancing of Turkey from Western nations.

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

Deputy Prime Minister Tansu Ciller on Tuesday defended a reputed gangster accused by Turkey's

ANKARA, Nov 26 (Reuter) - Deputy Prime Minister Tansu Ciller on Tuesday defended a reputed gangster accused by Turkey's media of involvement in hit squad killings for the powerful security apparatus.

"I do not know whether he is guilty or not...But those who fire bullets or suffer their wounds in the name of this country, this nation and this state will always be respectfully remembered by us," Ciller said of the far-right fugitive Abdullah Catli.

Catli died in a car accident three weeks ago after being on the run for 18 years as a suspect in the killing of seven leftists in the 1970s. No-one has been convicted for the killing.

Ciller did not directly refer to Turkish media charges that Catli was ordered by Turkish officials to take part in political killings in return for freedom from prosecution.

Catli was carrying a false passport of a type issued only to top officials when he died.

"I don't know Abdullah Catli. But I have investigated. He has no confirmed conviction in Turkey," Ciller, also the foreign minister, told a meeting of her conservative True Path Party.

The Yeni Yuzyil newspaper has said that Catli was involved in the 1988 killing of Armenian guerrilla leader Agop Agopian at Turkey's behest. Agopian, a main member of the anti-Turkish armed group ASALA, was killed in Athens.

Catli's widow Meral alleged in a newspaper interview at the weekend that Turkish security officials helped him in the mid-1980s to escape from jail in Switzerland, where he was serving a seven-year sentence for drug smuggling.

A top policeman and a government MP who heads a Kurdish anti-rebel militia were in the same car in the traffic accident that killed Catli.

The militia is used to protect settlements and fight against Kurdish separatist rebels in the southeast, where hundreds of Kurdish activists and others have been mysteriously murdered over the past few years.

Questions over links between the police and far-right mobsters forced the resignation of the interior minister, a close Ciller aide.

REUTER

UPI — United Press International - UPI — United Press International - UPI — United Press

At least 8,000 Iraqi Kurdish refugees have returned home from Iran in the past few days

By JASPER MORTIMER

LONDON, Nov. 26 (UPI) -- At least 8,000 Iraqi Kurdish refugees have returned home from Iran in the past few days amid allegations that they have been pushed into leaving by such ruses as cutting their tent ropes at night.

The official Iranian news agency reported Tuesday that the refugees, part of some 65,000 Iraqi Kurds who fled to Iran in September to escape Kurdish factional fighting, have gone home because of poor conditions in their refugee camps.

The U.N. High Commissioner for Refugees had failed to provide adequately for the refugees, Abbas Haj-Ali, a senior Iranian official for refugees, told the Islamic Republic News Agency in a report monitored in London.

For example, Haj-Ali said, the UNHCR was supplying only 40,000 litres (10,500 gal.) of heating fuel for Siranband camp where, according to the United Nations, there are about 17,000 refugees.

The UNHCR has also failed to provide winter shelter for the refugees, Haj-Ali said.

In Geneva, UNHCR spokeswoman Maki Shinohara accepted that conditions in the refugee camps were inadequate for the winter, but said the U.N. had been urging the Iranian government to move the Iraqi Kurds out of the mountains to the more hospitable plains.

The UNHCR had negotiated with the authorities for such a move since September, but without success, Shinohara told United Press International.

More than 40,000 refugees had returned home during the past few weeks, Shinohara said.

Returning refugees gave the UNHCR two reasons for their move, she explained.

First, the U.S.-brokered peace between the two rival Iraqi Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, was holding.

Second, the refugees have been put under pressure to return.

Returning refugees told the U.N. of irregularities in the distribution of food and fuel in the camps, Shinohara said.

"At some time, supplies were distributed on condition that the refugees returned," she said.

Further, "the refugees even found that their tent ropes were cut at night," Shinohara said.

The UNHCR had not been to verify these accusations because it does not have a permanent presence in the refugee camps, and it was denied access to the camps at the time of the camps' emptying, she said.

Only 23,700 Iraqi Kurd refugees remained in the Iranian camps by Nov. 20, Shinohara said. Four of the seven camps constructed in September have been emptied.

The refugees' flight to Iran began after the Kurdistan Democratic Party, led by Massoud Barzani, overran the northern Iraqi city of Arbil with the support of Iraqi government forces on Aug. 31. The KDP subsequently seized most of the Kurdish autonomous zone.

In October, the Patriotic Union of Kurdistan, led by Jalal Talabani, regained much of its lost territory, and then accepted a U.S.-brokered cease-fire.

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter -

Six Kurdish rebels and six members of the security forces have died in three days

TUNCELI, Turkey, Nov 27 (Reuter) - Six Kurdish rebels and six members of the security forces have died in three days of clashes in an eastern Turkish province, security officials said on Wednesday.

The officials said the clashes took place in the mountainous province of Tunceli where security forces often clash with Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas.

The PKK abducted an engineer and the manager of Tunceli's only intercity bus company from a lonely road in the province on Sunday, the officials said.

More than 21,000 people have been killed in the conflict between troops and the PKK, fighting for autonomy or independence in the mainly Kurdish southeast.

Security officials said they were not expecting any particular increase in rebel attacks on Wednesday, the 18th anniversary of the PKK's foundation. The group began its armed campaign proper in 1984.

REUTER

Was there really a fight against organized crime?

Turkey's new Interior Minister Meral Akşener taking over office from Mehmet Ağar declared: "Our struggle against organized crime, terrorism and drugs will continue..." This is really interesting because until now we have not really heard of any arrests of leading mobsters or other members of the underground world in Turkey and thus we did not realize that there was a fight against organized crime...

What we have heard, however, are claims that organized crime in Turkey has close links with police officials and leading politicians and thus cannot be defeated.

This has been going on for years. Yet, it took a recent traffic accident where a mobster wanted for political killings and drug dealing died in the same car as a senior security official and a former beauty queen to display the close links between officials in high places and the underground world... Akşener, Turkey's first woman interior minister, says she will "continue" the fight against organized crime. Let's hope this is really the case yet we doubt it.

There are too many people in high places who are in this right up to their necks and who do not want this scandal to blow up beyond manageable proportions... There are allegedly files on all these people which are kept as a state secret. Only someone like Süleyman Demirel, the president, could intervene and force the revelation about the naked truth in this country... There have been claims that former Interior Minister Mehmet Ağar also had links with some underworld figures and that he even stayed in the same hotel as the recent crash victims in the Aegean resort of Kuşadası shortly before the accident. In recent times, another mobster was gunned down in the heart of Istanbul at a cafe while he was sitting with some policemen, all members of Deputy Prime Minister Tansu Çiller's security personnel.

Today, the Parliament is scheduled to discuss the alleged links between organized crime

and the state. We do not expect anything to come out of this debate because all those who are represented in Parliament today have been in charge of running the country at one point or other in the past decade and thus have a share in the mess.

What is really sad is the fact that the official investigation into the mysterious crash is advancing at an extremely sluggish pace. The public feels people in higher places are trying to cover up this scandal and are obstructing any meaningful probe.

We feel the State Supervisory Council which is affiliated to the presidency should intervene and bring out the facts. If this is not done then people may start thinking there is much more in this case than we are being told. That would really hurt the state...

But as the Irish say, "You can't sue the devil if the court sits in hell."

Editorial



By İlınur Çevik



ÇİLLER IN AMMAN- Foreign Minister Tansu Çiller (L) and Jordanian Prime Minister Abdul-Karim al-Kabariiti review a guard of honor at Amman Airport Monday. Çiller arrived in Jordan on Monday for talks with King Hussein on economic development and security cooperation.

Çiller: Turkey-Jordan can cooperate on defense issues

Turkish Daily News

ANKARA- Foreign Minister Tansu Çiller said in Amman on Monday that there were many possibilities for cooperation between Jordan and Turkey on defense issues.

Çiller met with Jordanian Prime Minister Abdul Kerim Al-Kabariiti during her two-day working visit to Amman. Kabariiti noted Turkey's importance in the region and said that Turkey and Jordan were two important Muslim countries who could make many important contributions to democracy and tolerance in the region.

Before her departure, Çiller called Turkey and Jordan the most stable countries in the region and

said that her visit was aimed at improving economic and political relations between the two. She noted the similar outlooks shared by the two countries and said it formed a good basis for cooperation.

The Foreign Minister pointed out that Turkey had always worked for a peaceful and prosperous Middle East and would continue its efforts to achieve this.

Çiller emphasized that Jordan was a key player in the Middle East peace process and that the peace agreement between Jordan and Israel was an essential part of it.

"Turkey believes that the successes in the peace process should be improved upon.

The only way to achieve a durable and just peace is to obey the agreements letter by letter," Çiller said. Çiller also said that Turkey would like to see Lebanon and Syria take part in these developments and

that Turkey was ready to help this come about. State Minister Ufuk Söylemez, Energy and Natural Resources Minister Recai Kutan, Industrv and Trade Minister Yalım Erez and many businessmen accompanied Çiller on her visit.

Jordan wants to buy water

Minister of Energy and Natural resources Recai Kutan after the meetings said that Jordan wished to buy Manavgat River (near Antalya) waters and that Turkey welcomed this idea. Israel also wanted to purchase so-called "peace water" from the Manavgat, but gave up this idea due to the high cost.

Secret not revealed



Members of the Bucak clan follow Sedat Bucak everywhere.

What lies behind the scenes of the Susurluk accident, which has had a shattering effect on Turkish politics, is still unknown despite 10 days having gone by. DYP deputy Sedat Bucak, the only survivor of the accident, which brought alleged state- mafia relations to light, has 'lost his memory'

By Hakan Aslaneli
Turkish Daily News

ISTANBUL- The traffic accident which took place in the Susurluk district on the Izmir-Istanbul highway last Sunday brought to the surface once again alleged relations between the state and the mafia.

The connection between ex-Istanbul security chairman Hüseyin Kocadağ, DYP member of parliament Sedat Bucak, Abdullah Çatlı, hunted under an Interpol "Red" bulletin for 18 years, and his lover Gonca Us, has still not been investigated — despite the pressure of the media and of the opposition parties. Ballistic examination of the guns and silencers found in the wreckage of the car was not done for 10 days, and Sedat Bucak, the only survivor of the accident, who was treated in Istanbul's Capa Medical center, has been released from intensive care, and, according to information given by Bucak's close friends, the member of parliament has lost his memory.

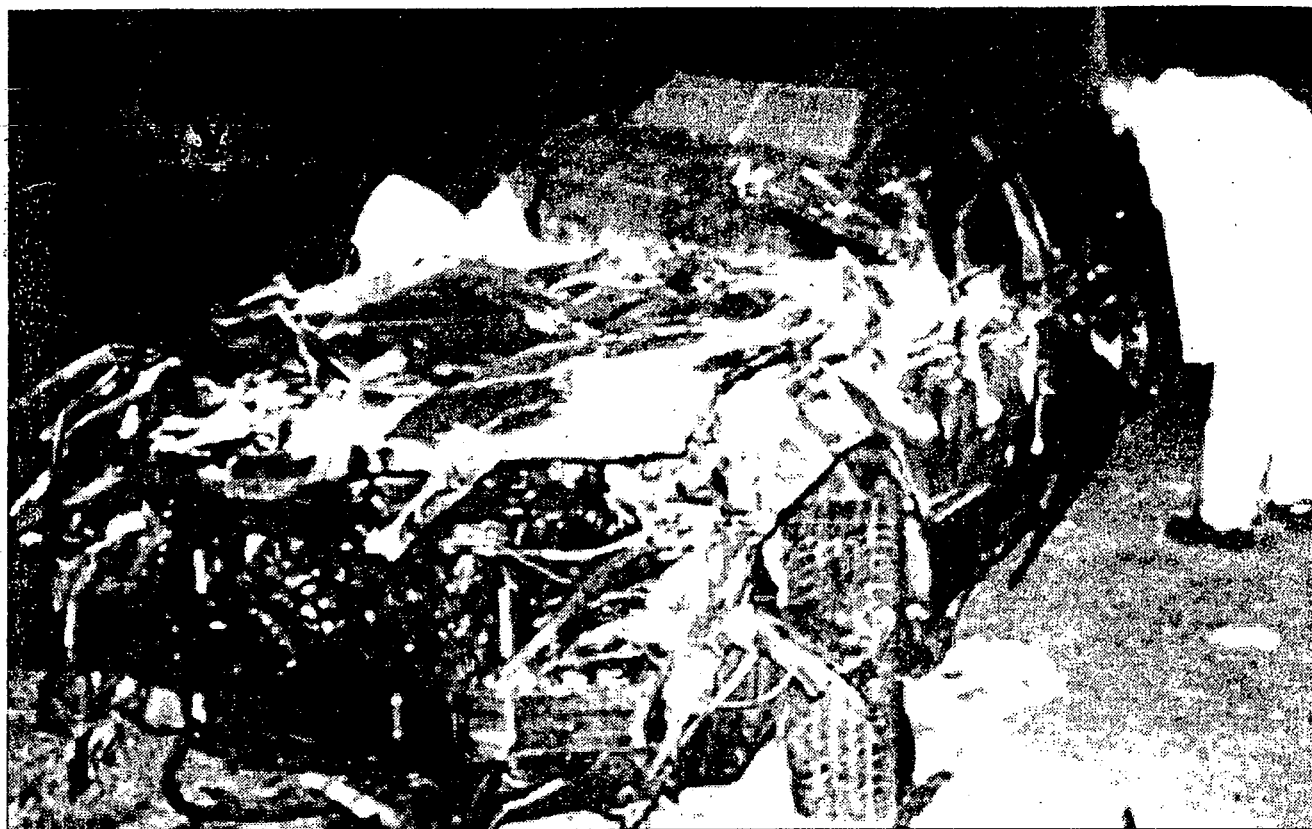
In addition, Bucak, having parliamentary immunity, only has to make a statement if he wants to.

In another development, while Turkey is waiting for an answer to the question as to

what these three people were doing in the same car, an interesting statement emerged from the Söylemez brothers, the leaders of an armed group dubbed the "Söylemez gang," who were arrested earlier this summer. The leader of the Söylemez gang said in a statement issued from Ümraniye prison that the Bucak clan, of which Sedat Bucak was the head and who were the Söylemez brother's enemies, had planned to kill Söylemez using security chairman Kocadağ and Abdullah Çatlı, and that was why they were travelling together with a car full of weapons.

Scenarios increase

While the authorities continue to keep silent over the accident, which has now led to the resignation of the Interior Minister, Mehmet Ağar, the media is getting closer



The Mercedes car driven by Kocadağ, after the accident.

to answering the questions.

Journalists have been investigating the possibilities with the attention of detectives, signalling the fact that the "clean hands" operation, taking its cue from the Italian mafia scandals, has been started by the press.

Currently, there are two scenarios being put forward to explain the mysterious traffic accident. In scenario number one, the ex-security chairman, Hüseyin Kocadağ, after coming to Izmir from Istanbul by plane, met Sedat Bucak in a restaurant. Kocadağ then agreed to return to Istanbul in Sedat Bucak's car, Bucak also returning at the same time. Kocadağ was not aware of the real identity of Abdullah Çatlı, who, it is presumed, was with Bucak, and the presence of these three persons in the same car was just a coincidence.

Even if this coincidence doesn't seem real to many investigators, it is considered as a minor possibility. In scenario number two, Çatlı, Kocadağ and Bucak knew each other beforehand, and came to Izmir to meet with Interior Minister Mehmet Ağar and make plans for some illegal business. The three, whose three-day stay in Kuşadası has been established, are claimed to have made agreements over casinos.

The three, who discussed the new Tourism Ministry law on the prohibition of Turkish citizens entering casinos, talked about a draft law for the location of casinos in Kuşadası.

Sedat Bucak, bringing in Abdullah Çatlı to make an end of the kingdom of the "Casino King," Ömer Lütfü Topal, who was killed a few months ago, was using Ağar and Kocadağ as the state part of the event. This scenario is the most common one, but its reality depends of the memory and will of Sedat Bucak. Bucak clan mem-

bers waited day and night in front of Istanbul's Capa Medical Center, where Sedat Bucak was taken after the accident. Ahmet Bucak, Sedat Bucak's brother, said that the memory loss of his brother was a temporary one and that he would be well soon.

Turkish Daily News FRIDAY, NOVEMBER 15, 1996

Kurdish issue debated on US TV

Turkish Daily News

ANKARA- A TV debate in Washington, attended by North American Associations Assembly director Güler Koknar and Necmeddin Kerim, representing an organization called the North American Kurdish Congress, focussed on the attacks of the

Kurdistan Workers' Party (PKK) in southeastern Turkey and the actions taken against it, the Anatolia news agency reported. Koknar argued that there was not and could not be any problems between people who have lived together through the centuries and established the Turkish Republic together.

Emphasizing that the Southeastern Anatolia Project (GAP) was being carried out with the aim to provide employment and better living standards to the people of the region, Koknar said that all Turkish citizens were equal before the law.

He recalled that Turkey welcomed the Kurdish refugees fleeing from Iraqi leader Saddam Hussein's oppression.

In response to a question on human rights in

Turkey by Paula Doblinsky, formerly of the U.S. State Department, who chaired the debate, Koknar argued that human rights was a long process and that there was not a single country in the world which was without fault with respect to human rights.

He said that the PKK has even murdered babies in the cradle as well as soldiers, police officers and teachers, causing much reaction in the public. "If this goes on, it is very hard to achieve progress in certain fields," he said.

On the other hand, Necmeddin Kerim denied that Turkey opened its borders to Kurdish refugees from Iran, and claimed that Kurds in Turkey did not have any rights.

However, he emphasized that he was not in favor of violence and was not a representative of the PKK.

Noting that if the PKK had not been formed, another group would have emerged, Kerim said: "I do not deny that there are terrorist attacks in Turkey and there will be more in the future." He concluded by saying that no one had the intention of breaking up Turkey.

Turkish Daily News TUESDAY, NOVEMBER 12, 1996

Laws obstruct investigation of state-mafia relationship

No investigation possible unless those in government desire it. There are too many legal arrangements in the Turkish system which can block unwanted investigations:

- Deputies are armed with their constitutional 'parliamentary immunity'
- Starting with the police, all public servants are under the protection of the 'Trial of Public Servants Law' dating from 1913
- Prosecutors and judges investigating people close to the politicians are subject to a system under which they can be dismissed from their posts at any time
- The 'Banking Law' does not permit the investigation of 'hot' money
- Reports of inspection boards may not be put into effect. It takes the courts years to conclude work on parliamentary 'research committee' reports.

Parliamentary investigations, meanwhile, can be initiated only with the approval of an absolute majority in Parliament. That leaves only the State Inspection Board as the sole independent and effective investigative body, and this can be mobilized only by the president of the republic

By Kemal Balci

Turkish Daily News

ANKARA- Abdullah Çatlı, a defendant in a massacre case and an alleged mafia leader who had been sought by the police for years, was finally found — dead — when the posh Mercedes, in which he was traveling in the company of a police chief and a deputy, hit a truck. The incident put on the country's agenda once again the question of why state-mafia relationships cannot be investigated easily.

The traffic accident which took place in Susurluk on Nov. 3, exposing the deputy-police-mafia relationship was the latest in a series of incidents which have plagued Turkey increasingly in recent years. Though it has been more than a week since the accident took place, no substantial progress has been made in the investigation to satisfy the general public. This has bolstered the widely-held conviction that there will be a cover up.

In the past few months the public witnessed many incidents in which the names of police officials and politicians were mentioned together with leading underworld figures. In the incident before the latest a similar relationship could be seen.

In that incident two policemen guarding former prime minister — now Deputy Prime Minister — Tansu Çiller's waterfront mansion in Istanbul were gunned down shortly after meeting with a mafia leader at a nearby cafe. The mafia figure, implicated in many incidents, died, along with one of the policemen in question. The other policeman was wounded seriously. Government figures and the security officials investigating the incident claimed that the incident would be clarified after

the wounded policeman became well enough to talk. But that incident was quickly forgotten in just a few months, just as many others of the kind which had preceded it. Authorities have not even announced whether the wounded policeman has survived, let alone disclosing what he has revealed, if anything.

Abdullah Çatlı, the controversial figure who died in the Susurluk road accident on Nov. 3 had once been an executive of the ultra-rightist Ülkü Ocakları (Idealists' Hearths) association and was implicated in the murdering seven leftist students in what came to be known as the "Bahçelievler massacre".

In its Sept. 22 issue, daily *Aydınlık* made highly serious accusations concerning Çatlı. The incident started a new controversy in the light of these claims. The daily had claimed that after becoming involved in the "Bahçelievler massacre" Çatlı had been given certain "dirty tasks" by the intelligence organization of the state.

The claims made by the daily were based on a report allegedly prepared by the National Intelligence Organization (MIT). The existence of such a report was not confirmed — but not exactly denied either. According to the daily, the "MIT report" made it clear that Abdullah Çatlı was carrying a false identity card and a driving licence, and that he was the holder of a "green passport", the kind of passport issued only to high-ranking state officials.

When he died in a traffic accident in Susurluk on Nov. 3, Çatlı was carrying an identity card drawn to the name specified by daily *Aydınlık* on Sept. 22. He was also carrying a green passport. The identity card was issued by the authorities in

Siverek-Şanlıurfa. And one of the persons who died in the same car with Çatlı was Sedat Bucak, the chief of the Bucak clan who is known as the person who set up a 10,000 strong "army" of village guards in Siverek in the fight against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Clan leader Bucak was a Şanlıurfa deputy of the True Path Party (DYP), that is, the junior partner of the ruling coalition.

Security officials found in the trunk of the crashed Mercedes not only a number of automatic weapons but also silencers which could possibly be used for no purpose other than assassination. Also found in the trunk were listening devices. There were reports which said that immediately after the crash, Bucak's men, who were travelling in another car, spirited away from the wreckage a white bag. All these added to the doubts surrounding the incident.

Why it cannot be investigated

The "relationship" exposed by the traffic accident in Susurluk triggered calls in a louder voice for a penetrating investigation of the "state-mafia links." The press has kept the issue alive despite the fact that many other surprising developments have come up, vying for headline space. Thanks to the attitude of the press, the public's interest in this issue has not waned.

Despite that, many people in Turkey believe that the current investigation too will be inconclusive and will simply fade out of the country's agenda, that there will be a cover up. Mehmet Agar has stepped down as interior minister in an attempt to blunt the public reaction but this has not sufficed to kill the demands for a "penetrating" investigation.

At this point the public has started to question the obstacles stemming from the legal basis of such investigations. In the Turkish system there are so many legal arrangements which render it almost impossible to conduct an investigation on such a matter — unless the government desires it. As seen in the latest instance, no judicial body can start an inquiry when a member of Parliament is implicated in a criminal activity. Under the Constitution, deputies are armed with parliamentary immunity. This cloak of immunity makes any kind of investigation virtually impossible.

For a judicial body to be able to investigate a deputy, Parliament must formally strip that person of his or her immunity. This is not viable in practice since the balance of power in Parliament tips toward the ruling parties. In the past 70 years, Parliament has stripped only a few deputies of their immunity. The last time Parliament did that the deputy in question had caused the death of a fellow deputy in Parliament. The incident had occurred in the presence of many eyewitnesses. And Parliament had felt the need to take such a step.

In the Turkish system there are many legal obstacles which make it almost impossible to put public servants on trial. Even in cases where the fact that a given public servant has committed a crime is public knowledge, the judicial body intending to investigate the matter must first obtain permission from the government. Especially if policemen are implicated, no judicial investigation can be made without securing permission from a committee created by the provincial governor's office. This legal arrangement, which prevents public servants from prosecution, dates from the "Trial of Public Servants Law" which was passed in 1913 by the Ottoman state, that is, before the Turkish Republic was established. Though passed "provisionally", this law has remained in force for nearly a century.

If the person believed to have committed a crime is somebody with clout or somebody close to the political powers, then the prosecutors and the judges, who are supposedly free to bring him or her to the justice, meet with an obstacle in the form of lack of adequate judicial "guarantees." Citing other reasons, the government can take the prosecutor off that particular case and transfer him to a remote part of the country. Standing on such insecure ground, judiciary officials, inevitably, prefer not to initiate action which could mean trouble for them. Members of the board which appoints the judges and the prosecutors include both the justice minister and the Justice Ministry undersecretary. In fact the justice minister is chairman of the board. This is seen as a serious obstacle to the "judicial autonomy". When Ankara's chief prosecutor investigated an irregularity case which upset the Welfare Party (RP), the senior partner of the ruling coalition, he was dismissed from his post by the RP justice minister. The public has seen a cause and effect relationship

between these two developments.

Another factor obstructing investigation of any "state-mafia" relationship is the "Banking Law." The legal arrangements which ensure confidentiality of bank accounts hamper the judiciary's attempts to investigate such issues.

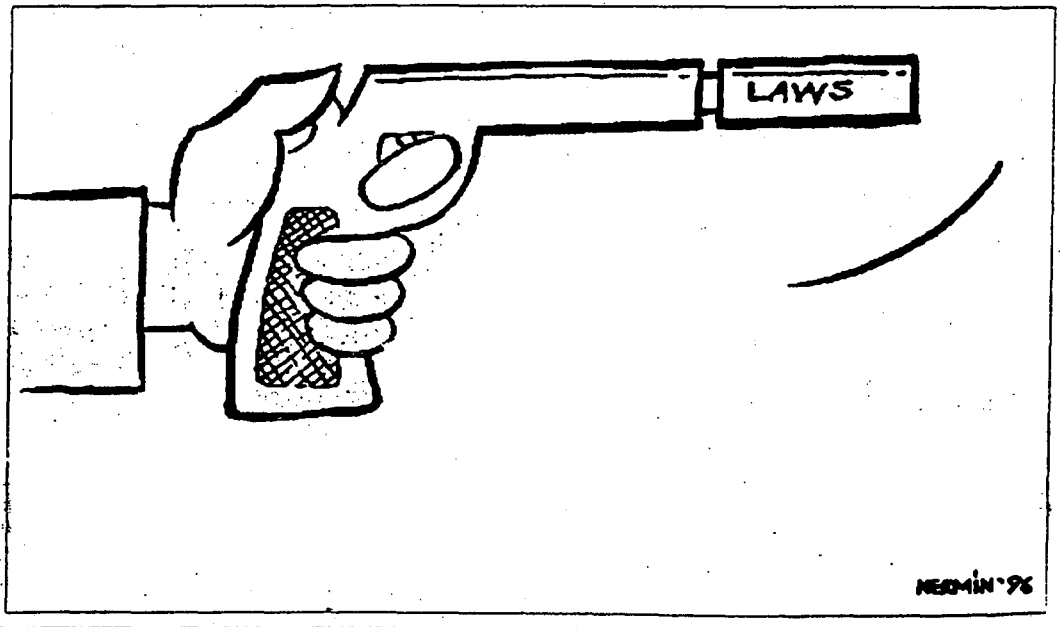
With all these legal obstacles, whether to conduct an administrative inquiry or not becomes a matter to be decided entirely by the government itself. All administrative bodies have an inspection board of their own but it is quite difficult for these boards to initiate probes which the officials higher up find undesirable. Even when an investigation is conducted and an inspection board report is prepared, whether to take action on the basis of such a report is up to the government. Along with the inspection boards of the general directorates and the ministries, there is the Prime Ministry Inspection Board which is the highest-ranking of these boards. But whether the reports of these boards lead to action depends mostly on whether a change of government takes place. Anyway, this involves a trial process which can take years.

Parliament's checking activities do not seem conclusive either. Reports of the parliamentary "research committees" can be stalled in the courts for months, sometimes for years. And for Parliament to take action on the reports of parliamentary "investigation committees," approval from an absolute majority of deputies in Parliament is needed. This rule renders impossible taking action on the reports of the parliamentary "investigation committees". That leaves the State Inspection Board but that body can be mobilized only at the instigation of the president of the republic.

In short, with all these obstacles, it is not possible to conduct a sound investigation unless the government desires it.

THE BOTTOM LINE...

Nermin KESKİN



Turkish Daily News WEDNESDAY, NOVEMBER 13, 1996

Aziz on gate-crashing mission

Interests: Baghdad envoy urges Turkey to push for oil-for food deal, seeks revived trade, raps foreign intervention, finds Ankara 'confused' on Turkmens

tries were vital for the peace and stability of the region and stressed that Turkey had lost over \$30 billion due to U.N. sanctions against Iraq.

Erbakan said Turkey consistently upheld Iraq's territorial unity but lamented that the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists were finding shelter in Iraq's (Kurdish-held) north.

Aziz's meeting with Erbakan coincided with a strongly-worded protest Baghdad lodged against Ankara's alleged violations of its territorial integrity through cross-border strikes against the PKK terrorists.

Baghdad Foreign Minister Mohammed

Saeed al-Sahaf sent a letter to U.N. Secretary-General Boutros Boutros-Ghali saying, "The Turkish troops' shelling of Iraq's villages and towns in the North and entering illegally to its territory represent a flagrant violation of Iraq's sovereignty and territorial integrity."

Sahaf urged Ankara to end the mandate of U.S. and allied forces policing a no-fly zone in northern Iraq.

Emerging from the talks, Aziz told reporters that the two countries should be in regular contact.

"I stress that Iraq and Turkey should always have political consultations to discuss the matters of vital interest to them. Each party should brief the other about its point of view regarding the recent situation and developments," Aziz said. "The transparency and frankness between the two sides will help both sides to reach a better understanding and better cooperation," Aziz added.

Referring to Western aerial protection of the Iraqi Kurds and efforts to prop up the Kurdish administration, Aziz said "What is

also important is that we should keep foreign forces away from our mutual interests and our neighborly relations ... It is in the best interest of Iraq and Turkey to keep foreign forces away in all shapes: whether in military terms or political," the Baghdad official said.

Aziz's visit came against joint Turkish and American efforts to work out a peaceful settlement between Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani.

Bloody fighting erupted between the Iraqi Kurds once again when the KDP drove the PUK out of the Kurdish enclave with Baghdad's military support at the end of August. Last month the PUK counterat-



Prime Minister Necmettin Erbakan greets Iraq's Deputy Prime Minister Tariq Aziz (R) on Tuesday. Aziz was in Ankara on a stopover after visiting Moscow for talks with Foreign Minister Yevgeny Primakov. TDN Ali Fuat Ullay

Turkish Daily News
ANKARA- Iraq's Deputy Prime Minister Tariq Aziz met with Prime Minister Necmettin Erbakan here on Tuesday during a brief visit "to discuss all matters" as Ankara prepared for another attempt to persuade Iraq's autonomy-seeking Kurds to resolve their bloody internal disputes.

"I am visiting a neighbor with which we have good relations," Aziz said, arriving in Ankara on his way back from Moscow. An Iraqi source said the talks centered on the suspended oil-for-food deal between Baghdad and the United Nations allowing limited Iraqi oil sales, the developments in northern Iraq and the trade relations between the two countries. Aziz sought the exertion of pressure by Turkey on the United States for the implementation of U.N. Resolution No. 986, whose terms "Iraq has fully accepted," the source said. The Iraqi deputy prime minister reportedly accused the United States of trying to undermine the deal. Ankara is also keen for the agreement to go through, looking forward to transit fees from the Iraq-Turkey oil pipeline which was closed after Iraq's occupation of Kuwait in 1990.

The sides also discussed the possible opening of another trade route across the border which traverses a shorter Kurdish-held territory than the present one.

Iraq further asked Turkey to keep the foreigners from interfering in the developments in northern Iraq, where the Kurds have set up their own administration under the West's military protection.

Turkey has recently joined efforts with the United States — which frowns on Ankara's efforts to normalize ties with Baghdad — to mediate a power-sharing agreement between Iraq's rival Kurdish factions to end years of internal strife.

Addressing reporters before meeting with Aziz, Erbakan stressed that the two coun-

tacked and regained the bulk of the territory it has been controlling.

Worried that continuing fighting and the KDP's alliance with Baghdad would torpedo its policy of isolating Baghdad, Washington forced the two factions to lay down arms and start negotiating.

The first round of talks between senior envoys of the KDP and PUK held in Ankara on Oct. 31 ended in a loose agreement for a cease-fire and the sharing of power and revenues. But the KDP later qualified its commitment to the terms of the truce, saying it considered itself bound only by the clauses regarding the enforcement of the cease-fire.

A second meeting has been scheduled for Friday although the sides avoided coming together for the required preparatory talks.

Turkey elicited a loose commitment from the Kurdish factions to prevent the activities of the PKK in their enclave and secured a larger say for Iraq's Turkmens in the administration of the area.

After his meeting with Erbakan, Aziz said the future of Turkmens had been among the subjects he discussed with the Turkish prime minister and would take up later Tuesday evening with Foreign Minister Tansu Çiller.

"Turkey's Turkmen policy is a confused policy. Lack of real information is the cause of confusion," Aziz commented. Asked his views about the U.S.- and Turkish-sponsored truce between the Iraqi Kurds he said, "We are unhappy about the final statements because they said that they (the KDP and PUK) should keep away from both Iraq and Iran. But this is our soil."

Turkish Daily News WEDNESDAY, NOVEMBER 13, 1996

Human rights activist Şanar Yurdatapan released

By Zafer F. Yörük
Turkish Daily News

ISTANBUL- The musician and human rights activist Şanar Yurdatapan was released on Monday from Ankara prison, where he has been held for over three weeks.

In the hearing on Monday, Ankara's Second State Security Court (DGM) decreed that Ankara courts had no lawful power to prosecute Yurdatapan given that the accusations brought by the prosecutor were allegedly committed in Istanbul, and that the musician's residence was also in Istanbul.

The court decided to transfer Yurdatapan's file to Istanbul DGM and to release the musician as the nature of the charges did not require his detention during the trial.

Yurdatapan was arrested on October 15 while holding a press conference with the wife of Colonel Rıdvan Özden, who was killed last year in the ongoing conflict in the South East between the Turkish army and Kurdish militants of the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK). Ms. Özden claimed at the press conference that her husband had been killed by security forces, rather than by the PKK, because he advocated peace and disagreed with human rights violations by the security forces in the region.

Yurdatapan was charged with "Assisting and providing shelter for the PKK" by Ankara DGM Prosecutor Nuh Mete Yüksel because he had participated by telephone in a program on the Kurdish Med-TV channel. Another incident to support the charges listed by the prosecutor was Yurdatapan's making of the music for a TV program called "Pencil," and his acting as a narrator on the program.

The TV program "Pencil" was about the journalists who have been assassinated in Turkey — from Abdi İpekçi in the 1970s to Metin Göktepe in 1996. The element of crime in this program, according to the prosecutor, was that it was broadcast on the Kurdish satellite channel Med-TV, which is based in Europe and allegedly controlled by the PKK.

The third incident cited was Yurdatapan's signing

Yurdatapan's sister said mafia and collaborators are praised as 'good patriots' while her brother, whose only crime is to want peace and who does not carry even a pocketknife, was in prison

ing of a press release which was published in the daily Democracy on May 30 which criticized the Secret Service's attempt on PKK chairman Abdullah Öcalan's life in Damascus and asked for peace in the South East.

The musician's brother, Onur Yurdatapan, said to the TDN that the whole affair had begun with Ankara DGM Prosecutor Nuh Mete Yüksel's order to the police to arrest Yurdatapan. He said Şanar Yurdatapan had been arrested by an Anti-terrorism team from Ankara who were sent to Istanbul by the prosecutor to "catch" and bring Yurdatapan to Ankara.

He was then interrogated in Ankara Anti-Terrorism branch and then taken to the prosecutor, who demanded Yurdatapan's detention by Ankara DGM; the court then decided on his detention, upon which the musician was imprisoned on October 17.

Onur Yurdatapan continued by saying that the TV documentary "Pencil" was produced in Istanbul and was later sold abroad by the production company, and then appeared on Med-TV.

Onur Yurdatapan says that his brother's lawyers have been continuously appealing against Şanar Yurdatapan's detention since his imprisonment on the basis that Ankara courts have no power to try him.

The first appeal was refused because the prosecutor who made the decision to detain Yurdatapan, Nuh Mete Yüksel, was requested for his opinion by the court. Yurdatapan says that to ask Yüksel's opinion was unlawful.

The Prosecutor then presented the charges against Yurdatapan to the court last week, to which lawyers objected again. Finally on Monday, Ankara DGM agreed to the lawyers' objections that there was no need to detain the musician when on trial and that by law Ankara courts cannot try him.

Yurdatapan's sister, Lale Mansur, said on a TV show on Saturday, in reference to the recent road accident in Susurluk, that the mafia and their collaborators within state who were caught with

heavy weapons and silencers are praised as "good patriots" while her brother, whose only crime is to want peace and who does not carry even a pocketknife, was in prison.

Şanar Yurdatapan said on his release that his arrest and detention was an attempt to intimidate peace activists. His brother Onur Yurdatapan said to the TDN that the law had been breached with this affair in front of the public's eyes. Şanar Yurdatapan is the founder and an activist of the "Let's Come Together for Peace" initiative which campaigns for an end to the ongoing conflict in the South East.

TL 671 trillion defense budget clears parliamentary committee

The share of defense spending in the total budget is up 1.7 percent to 10.8 percent and this doesn't even include the \$ 6 billion worth of projects being undertaken by the Defense Industry Undersecretariat

By Kemal Balci
TDN Parliament Bureau

ANKARA - Parliament's Plan and Budget Committee passed the Defense Ministry's TL 671,019 billion draft budget, an increase of 106.2 percent on the 1996 figure of TL 325,371 billion. The ministry's share of the consolidated national budget is also up, with defense spending now accounting for 10.8 percent of the budget as a whole, 1.7 percent higher than the figure for last year.

Presenting his ministry's proposed budget to the committee, Defense Minister Turgut Tayan underlined the importance Turkey attached to national defense. He referred to the defense industry accords concluded with "friendly and allied countries." "Defense industry cooperation agreements have been signed with 18 countries, namely, the United States, Pakistan, Italy, Egypt, Belgium, Macedonia, the Russian Federation, France, Romania, Albania, Bulgaria, Jordan, Poland, Israel, Kazakhstan, Hungary, Norway and Tunisia." Tayan stressed that in the defense industry, Turkey attached great importance to cooperation with the Turkic republics in Asia.

The minister listed the major projects being contemplated for modernization of the Turkish armed forces involving equipment and services to be obtained from abroad. "Procurement of cold climate apparel, Rapier modernization, procurement of mobile mine detection radars, F-4 modernization, construction of four heavy duty cargo helicopters, construction of two 1,400 ton submarines, five 400-ton gunboats equipped with guided missiles, construction of four TRAK-11 frigates, procurement of 20 training helicopters, procurement of seven radar approach and control systems (Rapoon) and modernization of seven tanker planes."

F-16 project in second stage

Defense Minister Tayan said that Turkey would buy, under the F-16 procurement and joint pro-

the Ground Forces Command.

- Construction of 13 mobile radars and six Command Control (03) Communications Systems have been completed.

- 2,268 radios have been produced.

- 266 electronic warfare systems have been produced for the F-16 planes.

- Seven naval training planes have been purchased from France.

- A 14-ton "supply at sea and war support ship" has been constructed in Istanbul and delivered.

- 20 transport helicopters have been bought from France.

- Training work has been completed on a U.S. unmanned aircraft system consisting of six planes and two ground stations.

- Three speedboats have been purchased from the Netherlands and placed in the service of the Coastguard Command.

- 2,100 wheeled vehicles have been purchased from the domestic market.

- Three of the CN-235 light transport planes — bring produced in Croatia — will be sold.

- Structural and avionics modernization of 48 F-

5 planes will be achieved.

- A project has been launched to create a high technology institute-aviation center-international airport in Kurtkoy-Istanbul. This will have a "free trade zone" status.

Structural analysis of the budget

Tayan said that TL 192,316 billion of the ministry's budget would go to pay personnel, up 95 percent from the 1996 figure.

Current expenditures — involving the legal rights of armed forces personnel regarding accommodation, food, clothing and consumer goods and services such as transportation and fuel — will be TL 473 trillion, up 120 percent from 1996.

TL 1,254 billion of the defense budget is earmarked for investments.

These funds will be used for repairing military cemeteries, replacing those vehicles which have completed their economic life-span and purchasing ambulances and medical equipment. TL 4,449 billion of the ministry's proposed budget would go to transfer expenditures, a fall of 61.6 percent.

FM Çiller will not present ministry budget

TDN Parliament Bureau

ANKARA -

Foreign Minister Tanşu Çiller will be the first minister in Turkish Parliament's history not to present her own ministry's budget.

Çiller, who was to present the 1997 fiscal year draft budget of the Ministry of Foreign Affairs, which is to be debated at the parliamentary budgetary commission today, has announced that she will not attend the session but that the task has instead been given to Defense Minister Turgut Tayan.

In reply to a question by the

Turkish Daily News, Tayan had confirmed that he had been entrusted by Çiller to present the draft budget of the Defense Ministry on Wednesday (yesterday) and that he would present the Foreign Ministry's budget plan today.

In his reply to the TDN on Wednesday, Tayan also said, "I do not know why she is not coming."

Perhaps she has a very important state duty. As a matter of fact, when she went to Jordan she gave the mandate (as acting foreign minister) to

me for two days."

According to parliamentary practice, when a minister has a very important task the date for debate of his or her ministry budget at the budgetary commission is changed in order to allow him or her to present it in person. If Çiller does not attend today's session at the budgetary commission, this practice will have been violated. It is possible that opposition members of the budgetary commission might protest the situation, taking it as a form of disrespect for the commission.

Iraq's Aziz leaves with reproaches in bag

Turkish Daily News

ANKARA- Iraq's Deputy Prime Minister Tariq Aziz ended a brief visit to Turkey on Wednesday, returning home with a series of reproaches — ranging from mild to serious — from Turkish officials over Baghdad's involvement in the quarrels between the autonomy seeking Kurds in northern Iraq.

During a stopover here on Monday on his way back from Moscow, Aziz met with Prime Minister Necmettin Erbakan and Foreign Minister Tansu Çiller, seeking Turkey's support for the finalization of Baghdad's ill-starred oil-for-food deal with the United Nations.

The world body, enforcing trade sanctions against Iraq to make it comply with the Gulf War cease-fire terms, agreed earlier in the year to allow Baghdad sell limited amounts of oil each year to pay for food imports. But it suspended the deal after Baghdad inter-

vened in the conflict between the rival Kurdish factions in the north, sending tank divisions to help Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) oust its rival, Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) from the Western-protected Kurdish enclave in the north. After initial setbacks, the PUK hit back in October and regained lost ground. The United States later persuaded the Kurdish leaders to stop fighting and start negotiations, the first round of which was held in Ankara on Oct. 31.

In their talks with Aziz, both Erbakan and Çiller said Turkey was actively lobbying for the implementation of U.N. Resolution 986 for the Iraqi oil sales — eager for transit fees from the Iraq-Turkey oil pipeline to be revived and hoping it would pave the way to a gradual lifting of sanctions.

But a source close to the meetings said Erbakan had told Aziz that Iraq had

only itself to blame for the suspension which it triggered by needlessly getting involved in the KDP offensive against the city of Erbil, held by the PUK at the time.

After the Iraqi involvement, Washington officials have publicly complained of pro-Islamist Erbakan's efforts to forge closer ties with Iraq, Iran and Libya, the countries it seeks to isolate, saying it encouraged Iraqi President Saddam Hussein to defy the West.

When Aziz complained about Turkey's cosponsorship of the Kurdish truce and its hosting their peace talks under U.S. auspices, Erbakan reportedly asked whether it would have been more preferable for Iraq if the talks were held in Ireland or another (hostile) European country instead of an Islamic neighbor committed to Iraq's territorial unity.

Foreign Minister Tansu Çiller, just back from an official visit to Jordan, was "less diplomatic" in accusing Baghdad of delaying the oil deal.

An official complaint to the United Nations that Baghdad lodged against Turkey for its cross-border operations against Turkey's Kurdish rebels entrenched in northern Iraq, was seen as having contributed to the iciness of the meeting between Çiller and the Aziz.

Baghdad has strongly opposed Turkish plans to set up a security zone in northern Iraq to deter infiltrations by Kurdistan Workers' Party (PKK) separatists, although Ankara has assured that the plans did not include a permanent troop presence in the projected zone.

While in Ankara, Aziz repeated Iraqi objections to a Turkey-based Western air force enforcing a no-fly zone in northern Iraq.



Iraq's Deputy Prime Minister Tariq Aziz who received bitter sweet messages from Turkish officials on Tuesday.

Turkish Daily News THURSDAY, NOVEMBER 21, 1996

Security forces kill 30 rebels in Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- Security forces on Wednesday killed 30 separatists from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) during operations in several parts of the Southeast. A rebel group is still surrounded near Ciraf mountain in Siirt's Eruh district where at least

19 rebels were killed by the security forces, the Anatolia news agency reported.

According to the office of the emergency rule region, during operations to sweep PKK militants from the region 19 rebels were killed near a mountain in Siirt's Eruh district where operations are continuing, six

near Tunceli's Hozat district, four in rural areas of Bingöl and one in Batman's Gercuş district. Four security force members lost their lives in the operations.

Meanwhile, various types of guns, ammunition, food and illegal documents were seized by the security forces.

Turkish Daily News THURSDAY, NOVEMBER 14, 1996

Turkish Daily News THURSDAY, NOVEMBER 14, 1996

Why the European Parliament is angry with Turkey

Conservative MEP Moorhouse:

- 'The name Çiller is a dirty word in EP. Nobody has respect for her'
- 'The real extend to which the Turkish society is really democratic, though I acknowledge there has been elections, is the real question in our minds'
- 'There could be no question whatsoever of Turkey becoming a member of the EU'

By Orya Sultan Halistemir

Turkish Daily News

LONDON- British Conservative MEP (Member of European Parliament) James Moorhouse drew a gloomy picture of Turkey during an interview with the TDN, where he said that Turkey could be seen as a dictatorship.

Moorhouse, answering questions regarding the relations between Turkey and the European Parliament (EP), said that nobody in the EP had any respect for Foreign Minister Tansu Çiller.

"We are very clear about Mrs. Çiller in the EP. The name Çiller is a dirty word in the EP. Nobody but nobody has any respect for Mrs. Çiller," said Moorhouse.

Referring to the critical view the EP has of Turkey, Moorhouse indirectly said Turkey could be included on a list of countries defined as dictatorships. "I can understand why the socialist group (in the EP) has taken such a critical view," he said. "They have a tradition against countries which they regard as (under a) dictatorship. Maybe Turkey is not a dictatorship but they may regard it as a dictatorship. A dictatorship is where the army is known to play a significant part in politics. I have got extreme examples, such as Argentina and Chile, but there are many other examples."

"In the particular case of the Christian Democrats we have a sizeable number of German members who feel they have a close affinity with the people of Turkey. Whereas other countries, being further away or not having historic connections, view Turkey from different angle. Christian

Democrats and the Conservatives number 181 in the EP. The second most strongest group in the EP. No single party has a majority in the EP, despite the fact that the Socialists are the biggest party. It is all coalition politics," said Moorhouse before going into his group's views of Turkey.

Referring to claims that the center-right has always been more sympathetic to Turkey than the left in the EP, Moorhouse said: "The European People's Party, as it is called in the EP, has, maybe, been inclined to be more sympathetic toward Turkey than socialist groups.

"But in the past year or two members of my group have become more and more uneasy about the policy of the government of Turkey. There has been unease about the Cyprus issue for a long time," he said.

"It is useful to remember, of course, that we also have Greeks in the European People's Party. Things have come to a head over the past two years in the debate over the customs union," he pointed out.

Referring to the customs union agreement, Moorhouse went on: "I suppose at the outset this seemed rather a formality. Because after all, as the European Union, we are making arrangements and having agreements all around the world."

"We became increasingly concerned about the issues of freedom of expression and opinion in Turkey and the lack of it, as we saw it. The arrest of many writers and intellectuals who were saying things which they should be quite able to say, and then also we were told of a great many of human

rights violations not only against Kurdish people but against many straight forward Turkish people. Torture of prisoners, murder, disappearances, and harsh treatments by the police chief in Istanbul so on and so forth, are what we hear about Turkey every day," he added.

"There was a brisk of debates between the Parliament and Turkish authorities. Not a direct debate but an indirect one. We called for changes in the Turkish Constitution, which obviously was not fully appreciated by the Turkish government, but nonetheless, there were changes made — especially in the article eight. Although they were not the changes we wanted but at least they were something."

"We were given undertakings both directly and indirectly that these changes would be achieved by the Turkish Parliament. It appears that few changes were made, perhaps of a cosmetic nature," he recalled.

"At one stage, about September and October a year ago, the majority of members were thinking to reject the customs union agreement with Turkey. But they were, especially some members of the Parliament, put under a great pressure from their own government to support Turkey's customs union. I personally abstained on it," Moorhouse declared.

Asked whether the British government had forced its MEPs to vote in favour of the customs union, he said that the British government was more sophisticated about its approach than many other EU states. "When I want to abstain on something I would not be getting letters from John Major, the prime minister of the UK, pushing me to do so. But that is not the approach other European states take in such matters," he added.

Talking about the EP's approach to Turkey at present, he said that most of those who had voted in favour of the customs union now regret having done so.

"In the past few months, the majority of the Parliament has started to feel that they were severely misled by Mrs. Çiller in particular and also by other ministers... The human rights violations continue much as before, and maybe they are even worse. Yaşar Kemal's case ... does not seem to be acceptable. This is not agreeable in Western democracy's criteria," he said.

"One does wonder about the role of the army. The real extent to which the Turkish society is really fully democratic, though I acknowledge there have been elections, is the real question we must ask," he said with a cynical expression on his face. "The members of the Parliament are also very surprised to see Mrs. Çiller in coalition with the Islamist party, the Welfare Party. She had argued during the customs union debates that if we do not approve the customs union agreement, Turkey would get an Islamist government. It was amazing to see her joining the coalition after all the anti-propaganda she made about the Islamist party. Many parliamentarians, I think, feel very naive in dealing with the situation," Moorhouse expressed excluding himself from the 'naive' group by reminding that he had obtained.

"So this is the reason why the Parliament insists on putting half the money in the MEDA program into reserve. That was a view taken by the Parliament's Foreign Affairs Committee and by the Budget Committee and then by the Parliament as a whole," Moorhouse stated.



"The position at the moment in Turkey is that there could be no question whatsoever of Turkey becoming a member of the EU for all the sort of reasons I just counted. I know that they are also member of the Council of Europe. But I think they also infringe on many of the conventions of the Council of Europe," he said.

"We naturally want to be in good terms with our neighbors but the Turkish government and Parliament has brought about a situation which, in certain respects, we find quite unacceptable in Europe. Though we do appreciate its contribution to NATO — and that was to some extent important during the Gulf War. We also recognize its particular position in the Middle East."

Addressing the argument that Europe's negative approach to Turkey creates anti-European and anti-Western feelings in Turkey, he said that they could not do anything about that. "At the end of the day Turkey has to take its own decision on where its future lies," he pointed out.

When asked how he saw the future of the rela-

tions between the EU and Turkey, Moorhouse claimed: "We in the Parliament say that we want to be a good friend with Turkey but it is difficult for us in this particular political situation to overlook what we feel is wrong in Turkish society. We have certain rules, even with trade agreements signed with the third countries, there is a clause which says democratic rights and human rights must be respected and safeguarded. This is a conditionality clause."

When reminded that despite such clauses, there were many human rights violations in many of the Western countries too, Moorhouse said it did not mean that they were observed by everybody but that its presence in the agreement was important. "It is not only the Parliament, but the Council of Ministers. The EU governments do not want Turkey in the EU before reaching the standard criteria. I do not think Mrs. Çiller will find the courage to do a tour of Europe where she will try to convince us that Turkey is fit for membership," he said. Moorhouse said that MEPs expressed the belief for the need of determined effort to solve the situation in Cyprus. "The reason they ask for this is because the negotiations will start for Cyprus' membership soon and with the divided island it would be very difficult. Mrs. Çiller herself made some rather blood thirsty remarks after the killings of Greek Cypriots in Cyprus," he said.

"This is another problem we face with Mrs. Çiller. The EU was also attacked by some ministers, like Ayvaz Gökdemir who named three women EP parliamentarians 'prostitutes.' Despite the harsh criticism against him, he was kept in the Cabinet by Mrs. Çiller herself."

Asked whether Cyprus could become a member even if there was no solution on the island, he said that the commission was so optimistic it expected the problem to be solved soon. "However, the commission is inclined to speak as such. It is difficult to know whether they are genuine or not. The Parliament has to give the final word, it is hard to see at this stage what the actions of the Parliament would be. But it would not be the same situation, as in Turkey's case, where the government was so anxious of the customs union but where Turkey's business community was so wanted by Europe. You do not have a very big business community in Cyprus. There might not be that much demand for Cyprus by the EU business community," he pointed out.

Asked whether their perception of Turkey had changed after the Welfare-dominated coalition was formed, he said that there was a general unease about the visits paid to Iran, Libya by Prime Minister Necmettin Erbakan.

"We are rather focused on his actions, rather than his words. Our concern is that things are not going as far as we want them to go," he said.

After attacking the Turkish Parliament's failure to enact the changes promised by Çiller before the customs union agreement, Moorhouse said that the major question, "or rather a cynicism" as he put it, was whether there were any major differences between different governments of Turkey in terms of their commitment to democratization.

When asked if there was any difference in the problems that some European countries had with their ethnic minorities and the problem that Turkey has with its Kurdish population, Moorhouse was vague.

"(There are) possibly not many differences. It is just the lack of trust I think," he said

Asked to comment on the view that Turkey's Muslim identity was seen as an obstacle for it becoming a member of the EU, he said that they had to consider everything about a country who wanted to become a member of the EU.

"Because we already have many problems in EU, we do not want to enlarge them. You can think of potential immigration problems, unemployment problems.

We have to think of our people first and think whether they are fully employed or not. "When told that 98 percent of Turkish citizens were Muslim, he said that there is a general unease toward Muslims in the community.

"I think one has to consider the growing fear of Islam. It may or may not be shared by the Parliament. How can you defend the Islamic culture if you have these events in Kabul? Many Muslims argue that (fundamental) Islamists are setting a very bad standard for themselves. So there is a general unease really. I do not think that Islamists have done themselves any good in recent years. This does not help Turkey. There is a growing concern in public opinion in Western Europe about the Islamists," he pointed out.

However, he added, there was no debate during the customs union negotiations about the fundamentalists in Turkey. "It was the 'outside power' threatening us by saying that if we do not vote in favour of the customs union then Turkey might become Islamic," he concluded.

Turkish Daily News THURSDAY, NOVEMBER 14, 1996

Çiller mixes up security reports

The Deputy Prime Minister told journalists that '35 PKK members were killed and Öcalan's brother escaped at the very last moment.' However, the military had reported to her that '35 PKK members were killed in northern Iraq and that information had been received that Osman Öcalan had been spotted 40 kilometers south of the region'

Turkish Daily News

ANKARA- Deputy Prime Minister Tansu Çiller mixed up two different pieces of information and made a false statement when she told reporters that security forces had killed 35 Kurdistan Workers' Party (PKK) members in a raid on a cave in northern Iraq on Nov. 8 and had almost captured PKK leader Abdullah Öcalan's brother, Osman Öcalan, who escaped at the very last moment.

According to military officials, security forces were shifted to the Basian region in northern Iraq after reports came in that a group of PKK militants together with Osman Öcalan had been sighted there. The militants were trapped in a cave by the security forces. Thirty-five PKK members died and 45 of them were injured in the clash, but Osman Öcalan was not among them. There was a second report that Osman Öcalan had been spotted 40 kilometers south of the raided area on the same

day, but this information was not confirmed and no military forces were sent there.

Tansu Çiller was briefed on developments in the region. She then visited DYP deputy Sedat Bucak, who was injured in the Susurluk car crash, in the hospital. She made a statement when she left the hospital: "A big cave was raided in northern Iraq and 35 PKK members were killed while 45 injured ones were captured. Öcalan barely escaped but a person close to him, Ali Göz, was killed."

Çiller's statement surprised military officials, who contacted teams in northern Iraq immediately and confirmed that there were no new developments other than what they had been told earlier. A military source informed the TDN that the statement about Osman Öcalan escaping at the very last moment from security forces was not true and that they thought it was a misunderstanding.

Turkish Daily News SATURDAY, NOVEMBER 16, 1996

Mob-police-politician triangle continues to rattle the public

Yılmaz continues revelations, politicians do not expect parliamentary probe to be conclusive

Turkish Daily News

ANKARA- The alleged links between Turkey's powerful state security apparatus and organized crime continued to keep the public busy as main opposition leader Mesut Yılmaz made fresh charges that state officials were linked to the recent killings of mobsters including the murder of a casino king.

The controversy which may well turn into a full blown scandal started when news came out that a car crash claimed the lives of a gangster wanted for political killings and drug dealing as well as a senior police official and a former beauty queen. True Path Party Şırnak Deputy Sedat Bucak, a warlord from southeastern Turkey, who was also in the car with the gangster and survived the crash, is now the target of an investigation. Bucak, who is now allegedly suffering from amnesia, was discharged from hospital in Istanbul on Thursday night under the heavy guard of

his own tribesmen.

The fact that a parliamentarian, a mobster, and a police official were all in the same car created public uproar and claims that this is part of a massive network of politicians, underworld leaders and police.

Main opposition leader Yılmaz claimed the current mess was created when the state set up an ultrasecret force for covert operations eight years ago but that in recent times this force has been used by political leaders for their own goals. Yılmaz said he had told all this to President Süleyman Demirel. Appearing on Channel D's Arena TV program on Thursday night, Yılmaz said he had information that the state had vital information concerning the recent murder of Omer Lutfi Topal, a famous mobster who was also known as the "king of casinos." Yılmaz said the car crash which killed the mobster along with the senior police official in Susurluk

near Istanbul should not be treated as an isolated case. "It is a part of a chain," he declared.

The main opposition leader said "the events we are experiencing now in Turkey are equal to 100 Watergate scandals. On July 28, 1996 one of the leading casino owners in Turkey (Topal) was murdered. On Sept. 20 the new regulations on casinos were released. On Nov. 3 the car crash occurred. All these events are linked."

At one point of the interview Yılmaz said there is important evidence in state hands that some of assassins involved in the Topal killing were formerly members of a special police squad and were later the bodyguards of Bucak who was involved in the car crash.

Yılmaz stressed he does not have "all the information" that could solve the case but claimed the state possesses enough evidence to get to the bottom of the scandal.

The main opposition leader also said he had called on Demirel to intervene but that the president had told him that he did not have the mechanisms to deal with this case directly. Demirel reportedly told Yılmaz that he would raise the issue with the prime minister and urge him to get to the bottom of this case. Yılmaz said he felt Prime Minister Necmettin Erbakan had acted with indifference about the case. "We feel the prime minister should launch a probe through his special inspection board," Yılmaz said.

On Friday, the Motherland Party (ANAP) parliamentary group claimed in a statement that the recent events had dealt a heavy blow to the democratic and legal principles that make up a state. The statement said the duty of government is to defend the state and called on Prime Minister Erbakan to display the necessary effort to probe and unveil the current mess. The Parliament last week decided to launch an investigation into the claims of mafia-state relations. The Motherland group also called on all concerned parties to contribute to the parliamentary probe.

Meanwhile, opposition leader Bülent Ecevit said he does not expect any substantial results from this probe. Ecevit said his party had made a series of proposals for legal changes that would help to create a clean society and thus prevent links between mobsters and the state.

On the government side Justice Minister Şevket Kazan said the crash in Susurluk would be treated as an ordinary judicial case but stressed the probe into links between the mafia and state officials would be carried out in utmost secrecy.

Meanwhile, Welfare Party Parliamentary Group chief, Salih Kapusuz, said his party supports an extensive probe into the controversy but added "we are against statements and actions that will create chaos and discord among our people." He said it was sad that Mesut Yılmaz had, through his own statements, clearly said he did not trust the state or the Parliament. "This means he is denying his own existence," he declared.



Motherland Party leader Mesut Yılmaz.

Iraqi Kurds to consolidate ceasefire, fail to decide on further peace steps

Turkish Daily News

ANKARA - Rival Iraqi Kurdish factions agreed here on Friday to consolidate the current ceasefire but there were still far apart on vital issues like revenue sharing which was one of the main reasons for the bloody clashes between them.

A statement issued after the meeting co-chaired by Turkey, United States and Britain said sides agreed that the "Supervisory Peace Monitoring Group" would meet in Ankara next week. However, it was obvious that there was serious disagreement between the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) delegations on taking new steps to mend fences because the statement did not set a date for peace talks for a settle-

ment of the outstanding issues and the final communiqué simply stated such talks would be held "in the near future."

The statement of the co-chairmen said all participants confirmed their commitment to strengthening and making permanent the ceasefire between the PUK and the KDP. "Efforts to demarcate the ceasefire line and deploy a Peace

Monitoring Force will be further expedited."

The statement also said "all participants expressed appreciation for recent progress in restoring civilian services, including the flow of electricity and food commodities throughout the area. The KDP and the PUK renewed their commitment not to disrupt civilian services for political reasons. They undertook to

implement earlier commitments to cease media attacks against each other, as well as exchange detainees and the remains of those killed in previous fighting."

In an obvious reference to claims that sides have been seeking help from Iran and Iraq the statement said "the KDP and PUK reiterated their commitment not to seek the intervention of any other forces which could aggravate their conflict or raise tensions."

In what seemed to be yet another move to appease Turkey's deep concern over the presence of the PKK separatist terrorist group in northern Iraq "all participants confirmed their commitment to take into



U.S. assistant secretary of state Robert Pelletreau and Turkish Foreign Ministry Under Secretary Onur Öymen chaired the Friday's meeting in Ankara between the rival Iraqi Kurds. TDN Ali Fuat Uluay

account the legitimate security interests of Turkey, as stated in paragraphs 21 and 22 of the Final Statement of October 31, 1996. They further agreed that none of these commitments, nor efforts related to them, should prejudice the unity or territorial integrity of Iraq, in line with the letter and spirit of the Final Statement's second paragraph." In those sections in the Oct.31 document both the KDP and the PUK agreed not to allow PKK attacks against Turkey and sides pledged to close down the Atrush refugee camp in northern Iraq which Turkey says is a PKK hideout.

The statement also said as the cease-fire is consolidated, the participants will continue to meet periodically to augment their mutual cooperation in order to produce a new stability in the region for the benefit of all of its inhabitants. One of the highlights of the meeting was the fact that one Turkmen factions in northern Iraq refused to participate at the talks because they felt being intimidated by the KDP. Iraqi National Turkmen Party (IMTP) leader Mustafa Kemal Yayçılı earlier announced that his party would not attend the second round, though it did participate in the previous meetings. Yayçılı said the IMTP would not be entering into any new ventures.

Hasan Özmen, secretary general of the IMTP said that the KDP had downplayed the role of Turkmens at the mediation process. "We can mediate between the two Kurdish factions (KDP and PUK) if they approve, but how are we expected to succeed under these circumstances" Özmen said.

With the IMTP having pulled out, another Turkmen party, the Turkmen Front led by Sinan Çelebi assumed

the role of representative for northern Iraq's Turkmen population at the talks. The Front also participated in the first round. Turkish authorities insist that the Turkmens have a more significant role in determining the fate of the region. The KDP which had agreed to the Oct. 31 document later changed its mind and said only the sections relating to the ceasefire were valid...

For the second set of discussions the KDP delegation was headed by Muhammed Salih Cuma, who replaced his counterpart from the first round, Sami Abdurrahman. Analysts regarded this as a sign of rebuff on the part of the KDP since Cuma, a Syrian Kurd, lacked awareness of the recent developments in northern Iraq. According to analysts, the KDP felt intimidated and its participation was a mere formality.

Meanwhile the PUK delegation remained unchanged. Muhammed Tofik, a politburo member, Shazad Saib, PUK's Ankara representative and Adnan Müftü represented the group. U.S. assistant secretary of state, Robert Pelletreau, who presided over the talks on Friday had said at the opening of the talks said that the second round would concentrate on providing humanitarian aid to northern Iraq and restoring services in the region.

During a brief recess from meetings of the Kurdish factions, Pelletreau held a press conference saying that Washington will provide northern Iraq an aid package worth \$11 billion dollars through the U.N. organizations of UNICEF and the World Food Program. He indicated the U.S. aid will continue to northern Iraq until Iraq complies with the resolutions of the United Nations.

Turkish Daily News
MONDAY, NOVEMBER 18, 1996

Human Rights Association protests mystery murders

Turkish Daily News

ANKARA- Members of the Human Rights Association (İHD) carried out a demonstration yesterday in Ankara to protest the failure of the authorities to find those who "disappear" while in custody and those responsible for these disappearances, the Anatolia news agency reported.

Protesting in front of the human rights statue in Yüksel street in Ankara, İHD's Ankara office head Yıldız Temurturkan said the people's trust in the law had run out because the missing could not be

found and those responsible for these crimes remained unpunished. Temurturkan claimed forces responsible for the security of the public threatened the security of the public themselves.

Temurturkan said they have been struggling for years to find out the perpetrators of the "mystery murders." Temurturkan pointed out they have been supporting peace.

Temurturkan concluded that it was urgent that human rights be established and criminals punished.

Turkish Daily News TUESDAY, NOVEMBER 19, 1996

Re-investigation into Diyarbakır prison riot

Turkish Daily News

ANKARA- Justice Minister Şevket Kazan has given orders to open another investigation into clashes between security forces and inmates in Diyarbakır prison which led to the deaths of 11 prisoners, the

Anatolia news agency reported.

Upon learning that there were some points that had been overlooked during the original investigation, Kazan appointed the ministry's chief inspector, who has already started his study in Diyarbakır

prison.

In addition to the 11 inmates who died in the riot on Sept. 24, 24 prison guards and inmates were injured.

Some of the prison guards were suspended from duty.

Turkish Daily News THURSDAY, NOVEMBER 21, 1996

Government's anti-press move draws reactions from journalists associations

Turkish Daily News

ANKARA- A government move seen by the opposition and the media as indicating plans to curb press freedoms in the guise of combating the "media terror" has drawn sharp reaction from journalist associations both in Turkey and Europe.

Can Dündar, the deputy chairman of the Contemporary Journalists' Associations (CGD), said the move intends to bring censorship, the Anatolia news agency reported.

Speaking at a lecture in the Journalism School of the Ege University in Izmir, Dündar also criticized the media's "irresponsible attitude" in recent years, and said it is unable to come up with new ideas.

"By the new press law, government aims to bring censorship. The new bans will increase the pressure on us. Those who prepare this law should know that attempts to bring censorship have never worked and will never work," Dündar said.

Dündar said the press had set up a "Press Council" as a self-control mechanism, but it did not work since the press itself gained full control over the council.

Calling on the media-sector employees and the public to organize themselves, Dündar said readers and viewers should be able to send their complaints about "bad" reports or programs. "It is vital for media-sector

employees to organize themselves too," Dündar added. "They (media-employees) can't even pronounce the word 'unionization'. They don't have no chance of bargaining. The only chance is to unite internal and external reactions together," Dündar said.

Another support from European journalists

The Association of European Journalists (AEJ), a 2,500 member organization, has given its support to Turkish journalists' efforts "of informing the public about the truth." Praising the Turkish media's efforts of informing the public by uncovering some dark relations, the association said in a written statement that democratic governments would not be disturbed by the "last respectable" performance of Turkish media.

"AEJ finds the law proposals of censorship in the Turkish Republic, where integration with the European Union was declared to be a main target, as unacceptable, and strongly protests such proposal" the statement said.

The statement also said the AEJ assured solidarity with the Turkish media and called for the European press to join in with its support. On Tuesday, the parliament decided with a narrow margin for a general debate on the law that aimed to struggle against the so-called "libellous reports."

Turkish Daily News SATURDAY, NOVEMBER 23, 1996

Witnesses called in HADEP case

Turkish Daily News

ANKARA- An Ankara State Security Court (DGM) continues to hear evidence in the case of 42 people charged with tearing down the Turkish flag to replace it with the banner of the Kurdistan Workers' Party (PKK) during the People's Democracy Party (HADEP) party congress this past June 23, the Anatolia news agency reported.

Witnesses in the case, including Human Rights Association (IHD) Chairman Akin Birdal, HADEP Adana Provincial Chairman Eyüp Karagöçü,

and two employees from HADEP headquarters, Savaş Ekinci and Mahmut Polat, said that they had seen the flag torn down by someone wearing a mask during party Chairman Murat Bozlak's speech. Noting that the incident occurred out of the view of Bozlak and the party board, the witnesses said that both Bozlak and the board chairman had voiced several warnings for the flag to be replaced after they became aware of the situation.

Witnesses said that masked individuals had prevented the flag's replace-

ment, at which time a smaller Turkish flag was erected on the podium.

Ankara DGM prosecutor Nuh Mete Yüksel has demanded a prison term of up to 22.5 years for 22 of the accused on charges of forming an illegal armed gang. A term of 15 years was proposed for 17 others, under Turkey's Anti-terror law. Former Muş deputy Sırrı Sakık may face a prison term of three years, while Faysal Akcan, the person charged with physically tearing down the flag, may receive capital punishment.

Turkish Daily News FRIDAY, NOVEMBER 22, 1996

Deputy Sedat Bucak spoke, but not enough...

Bucak, noting that he met Police Chief Hüseyin Kocadağ, a family friend, in İzmir and they were going to Kuşadası together, claimed that the automatic weapons found in the car belonged to him, but said he knew nothing about the silencers

Bucak, who said 'I guarantee their innocence' for his bodyguards who are rumored to be involved in the killing of Ömer Lütfü Topal, the King of Casinos, claimed that the 'politician-police-mafia' accusation was put forward by 'idiots'

Turkish Daily News

ANKARA- Sedat Bucak, True Path Party (DYP) Şanlıurfa Deputy and leader of the Bucak clan, who was injured in a traffic accident near Susurluk on Nov. 3, 1996, resulting in the death of Police Chief Hüseyin Kocadağ, ultranationalist mafia leader Abdullah Çatlı and his girlfriend Gonca Us, broke his silence and spoke to the press for the first time in over two weeks. Bucak answered the questions of the Gözcü newspaper about the accident and the claims following it, but his words did not clarify the obscurity concerning the links between the four people in the car and the reason why they were together at the time.

Speaking at his house in Ankara, Bucak said he remembered the accident to its smallest detail and that he never lost his memory. Noting that in such accidents people often suffered short-term memory loss, Bucak said: "However, I fortunately never lost my

memory."

The DYP deputy said he knew Abdullah Çatlı by his real identity and said he was proud of that. "In my family, the greatest love is the love of a sibling. The love I felt for Abdullah Çatlı was the same as the one I felt for my brother, who passed away. I wish there was another Çatlı and that I was able to find him. I met only one man who had the greatest love for his country and state, and that was Abdullah Çatlı," Bucak said.

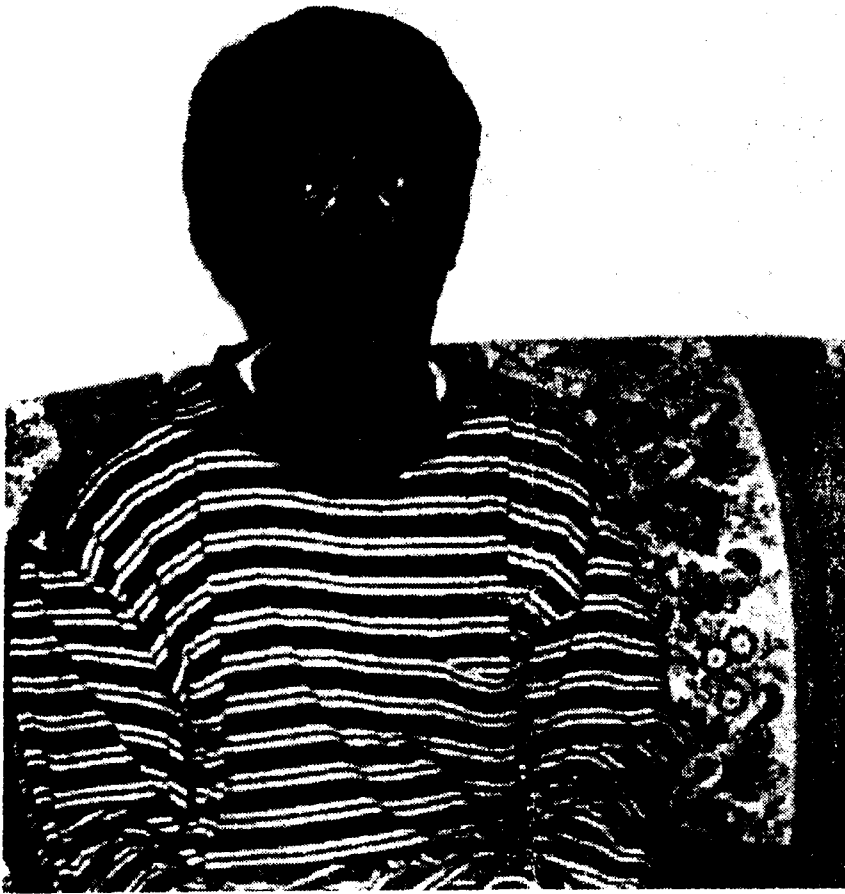
Bucak said he was a longtime friend of Çatlı, but did not reveal how they met.

With respect to Police Chief Hüseyin Kocadağ, Bucak said that he was a family friend and that they had met when Kocadağ was the Siverek police chief. Noting that he had been close enough to Kocadağ to address him as 'Brother Hüseyin,' Bucak said: "I was able to speak to Brother Hüseyin on issues I could not talk about with anyone else."

Now, they are talking about politics-police-mafia. In fact, Hüseyin Kocadağ did not know Abdullah Çatlı as Abdullah Çatlı. He knew Çatlı as my friend Mehmet Özbay."

Asked why he was going to Kuşadası with Kocadağ, Bucak said: "We had come to İzmir to visit a sick friend. We met Hüseyin Kocadağ there. I thought it would be much better to stay in Kuşadası than in İzmir.

Thus, I would also get the chance to see my summerhouse for the first time in five years. That is why we went to Kuşadası. We were going to stay there for a night and then return to Istanbul." However, Bucak did not say a word as to why he had taken Abdullah Çatlı and his girlfriend Gonca Us on a trip to visit a sick friend and why he did not introduce Hüseyin Kocadağ to Abdullah Çatlı by his real identity. In the face of claims that his bodyguards were involved in the killing of Ömer Lütfü Topal, known as



the King of Casinos, and that his trip to Kuşadası was for the purpose of taking over Topal's casinos, Bucak said: "This is a big claim. I am hereby making a call to the Topal family and the managers of the casino group. If they know me, or if I have a tie with anyone of them or the business they are carrying out, they should reveal it. They should either confirm or deny this claim. As long as they do not make a statement, I will always be under suspicion. In that case, I would think that they see me as a target. I personally asked for my bodyguards by their names. It is very natural that some people want to dishonor them since they are my bodyguards. I have evidence, I accept the claim. However, I guarantee the innocence of my bodyguards before they started working for me. after they started working for me, even at the time of their births."

Bucak added that from now on anyone who uttered such claims would have to face him.

Asked about the weapons and silencers found in his private car after the accident, Bucak said: "Everyone knows about my struggle against the Kurdistan Workers' Party (PKK). There might be weapons; there might be long-range, automatic weapons.

There were such weapons. But there were no silencers in my car." With respect to the silencers, Bucak said: "I do not have silencers; I do not need silencers. I do not know where those

silencers came from. Ask the police. Otherwise, I would have to accept that those silencers were placed in my car with bad intentions. Besides, I am a deputy with immunity. We had a traffic accident; we hit a truck. How could my car or bag be searched? It is claimed that the bodyguards who were coming behind us took a bag from the car.

Who saw this? Since the bodyguards took a bag from my car, why did they not take the silencers? They found many things in my car which I would never have guessed would be there. So where did these come from, who will answer these questions?"

Noting that he was angry at the press due to the claims and interpretations following the accident and that the people involved in the accident were discredited, Bucak said: "Who is Abdullah Çatlı? Is he Abdullah Öcalan? He was a man who benefited Turkey. If there is anyone who denies all this, he should commit suicide. Can you call someone who has not been tried in court guilty just because there is an arrest warrant for him? Would it have been better if I had known Abdullah Öcalan instead of Abdullah Çatlı and loved him?"

Bucak, upon being reminded of allegations that Çatlı was a mafia leader involved in narcotics smuggling, said: "Pity, it is a real pity. Those who say this do not know Çatlı." Claiming that no one could provide proof that Çatlı was involved in illegal business, Bucak

added: "If those who say this had just one hundredth of the power Çatlı had, they would have committed all the crimes. However, Çatlı never did such things because I have never seen a greater love and respect for one's country and state than the one Çatlı had. This is why I love Çatlı."

In answer to claims that he is a member of a 'politics-police-mafia gang,' Bucak said: "There are reasons behind this claim and I know them very well. I have one thing to say to the idiots who voice these claims. These people are those who know that the existence of such a gang is not possible. However, they are so mentally retarded that they are not aware of this. Newspapers say I have an army of 10,000. They estimate a very low figure. If now I gather everyone who can use a gun in Bucak — a province of Sanliurfa, it would amount to 25,000-30,000. They might call it a gang, but those idiots know very well that they cannot do that."

Recalling that Motherland Party (ANAP) Chairman Mesut Yilmaz claimed that he had escaped to France, Bucak said: "Even though he is not fit to act as even a district official, he should have known as a person who was once Turkey's prime minister that Sedat Bucak does not take refuge in any country outside the Republic of Turkey. He should know that I have things to reveal when the time comes. Let's see in which country Mesut Yilmaz will take refuge after my words. Yilmaz knows very well what I know. Where will he escape when I reveal what I know? I would also like to clear one point. I sent an invitation to Mesut Yilmaz through my press adviser. I asked him to come and have coffee with me if he was really curious whether I had gone to France or not. However, he still has not come."

Meanwhile, ANAP chairman Mesut Yilmaz, in answer to Bucak's words about him, said: "Right now, he should address the state's prosecutors, not me."

Yilmaz, when reminded that Bucak invited him to have coffee, said: "After he testifies to the prosecutor, I will consider his invitation."

Yilmaz noted that the invitation had not been made directly to him, but had been sent to his first secretary. Asked what he thought of Bucak's statement that he has documents on him, Yilmaz said: "One who has such information and does not reveal it is a coward."

On the other hand, Bucak, with respect to the claim that his bodyguards had planned an assassination attempt on Uğur Dündar, famous journalist and Channel D News Coordinator, said: "Due to the recent incidents, I was very much offended by the press; I was even very angry. However, I was not angry enough to order my bodyguards to kill a journalist who is always on the side of the public."

Turkish Daily News FRIDAY, NOVEMBER 22, 1996

Washington renews support for Azeri-Turkish oil route

Turkish Daily News

ANKARA- The U.S. government has renewed its support for the transportation of Kazakh oil to world markets by means of a pipeline to run between Azerbaijan and Turkey, the Anatolian news agency reported on Thursday.

The announcement concerning the U.S. position was made by James Collins, a senior U.S. State Department official responsible for relations the newly independent states of the former Soviet Union. Collins, spoke after meeting with Kazakhstan President Nursultan Nazarbayev on Wednesday in Almati. He said that the transportation of Kazakh oil to world markets through Turkey was one of the routes supported by Washington.

Collins also said Washington would prefer a number of alternative routes to carry Kazakh oil, in order to reduce dependence on a single route.

He added, however, that the U.S. left the final decision on this topic to the investors concerned with the extracting of Caspian oil and its transportation.

Ankara is currently promoting a project for building a pipeline between Azerbaijan's capital Baku and Turkey's Mediterranean coastal town of Ceyhan in order to carry Azeri oil to world markets. This latest announcement of support from the U.S. will, it is hoped, increase Turkey's chances of realizing this project. If realized this project would also pave the way for transporting Kazakh oil by the same route.

Collins also expressed support for another pipeline connecting Kazakhstan's Tengiz oilfields to Russia's Black Sea port city of Novorossysk.

**AIOC President:
"Baku-Ceyhan is
a good option, but..."**

Terry Adams, the president of the Azerbaijan International Oil Consortium (AIOC), said Turkey's Baku-Ceyhan pipeline project was a good option, but there were some problems remaining, regarding the financing of the project.

Speaking to a Russian newspaper, Adams reportedly said the Baku-Ceyhan route was more preferable, compared to the other options.

Adams said there were currently financial problems remaining before the building of the pipeline and Turkey was expected to handle the financial difficulty.

The Baku-Ceyhan route is considered one of the options to transport Azeri oil to the world markets. It was already decided to export the early Azeri oil through the routes in Russia and Georgia.

Russia wants the main pipeline built within its own territories, instead of the Baku-Ceyhan option.

Meanwhile, Natic Aliyev, the chairman of Azerbaijan's state-owned oil company (SOCAR), said they would pursue a policy without compromise in contracts with foreign oil companies, regarding operation of the country's oil fields.

Aliyev told the journalists that Azerbaijan, which has signed three oil contracts with international companies, will have more shares in the future contracts.

Referring to their talks with the U.S.-based Chevron company over the operation of an oil field beneath the Caspian Sea, Aliyev said the talks were stopped and will not resume until Chevron accepted their conditions.

Aliyev also said the Baku-Novorossysk pipeline will start operating on Dec. 15, adding that the construction of the other pipeline to Georgia will begin in March '97.

Turkish Daily News FRIDAY, NOVEMBER 22, 1996

İncirlik gets U.S. weapon vaults for \$10 million

By Uğur Akinci
Turkish Daily News

WASHINGTON- İncirlik Air Force base near Adana, Turkey, will be getting 25 weapon storage vaults at a total cost of \$10.3 million dollars, according to a Pentagon source. The vaults will be manufactured by Bechtel National, Incorporated, of San Francisco, California.

Bechtel will provide for "prime mission equipment, construction, installation, data, and test support" for the 25

weapon storage vaults in question. The contract is expected to be completed by July 1998.

İncirlik is a NATO base under joint Turkish-U.S. command. U.S. and allied jets stationed at İncirlik enforce a protective air umbrella over northern Iraq as part of Operation Provide Comfort. İncirlik-based allied jets have also participated in numerous bombing raids over Iraq during the Gulf War of 1991 with special permission for such "out of area" mission.

Turkish Daily News
FRIDAY, NOVEMBER 22, 1996

Author Yaşar Kemal denies seeking asylum

Speak out: World famous author, contacted by the TDN, denies he fled the country or sought asylum from Sweden

Turkish Daily News

ANKARA- A Stockholm-based news report indicating that world famous Turkish author Yaşar Kemal had sought asylum in Sweden landed like a bombshell in the Turkish capital on Thursday. The report was however subsequently denied by Yaşar Kemal himself, speaking to the Turkish Daily News from Stockholm by telephone.

Kemal said he had been working on a book in the Mediterranean resort of Antalya but could not concentrate "because of the commotion in Turkey."

He said he had arrived in Sweden to be able to concentrate and had no intention of "fleeing his country."

He will apparently stay in a hotel for two weeks and then move to the summer house of a friend to finish off his book. The Swedish Foreign Ministry, contacted by the Anatolia news agency also denied reports about an asylum request from Kemal saying he had merely sought a six-month residence permit in Stockholm.

The Anatolia news agency, quoting Heliana Gustavsson from the Swedish Foreign Ministry's Information Department, said the request for a residence permit by Kemal and

the granting of this permit did not signify a request for asylum and the granting of this request.

Kemal's own lawyer in Turkey, Enver Nalbant, contacted by Anatolia also denied that Kemal had fled the country or sought asylum in Sweden.

Kemal, in an extensive interview on Turkish television recently, said he was working on a collection of four books of 250 pages each on Istanbul.

Earlier in the day the Reuters news agency reporting from Stockholm said that Kemal, had fled his homeland and sought asylum in Sweden.

Reuters based its report on information obtained from "friends" of Kemal's and the Swedish media.

It said Kemal arrived in Sweden on Saturday and was staying "at a secret address" with his Belgian wife Mathilde. The 73-year-old author received a suspended conviction by a Turkish State Security Court, for his writings in which he defended Kurdish rights in Turkey.

The court said he had promoted Kurdish separatism. "The Kemals are now in a hotel in Stockholm and they intend to stay here for an indefinite period," Reuters quoted Eugene Schulgin, deputy chairman of the Swedish PEN club saying. Kemal was in hiding because he faced murder threats from Turkish extremists, he said.

Schulgin said a Turkish court had passed a suspended jail sentence on Kemal meaning he would go to prison if he renewed his defense of Kurdish rights.

Friends had organized a home for Kemal, where he was seeking peace and quiet to finish a trilogy of novels, he added. Reuters indicated the Swedish Foreign Ministry said it could not confirm Kemal was seeking a Swedish residence permit.

Kemal, who wrote the acclaimed "Memed, My Hawk", spent two years in exile in Sweden in the 1970s.

Turkish Daily News SUNDAY, NOVEMBER 24, 1996

Yaşar Kemal tells Swedish paper he is not seeking asylum

"I live and operate as a Turk and I am going to return home. Kemal tells Dagens Nyheter

Reuters

STOCKHOLM- Turkey's best-known living author Yaşar Kemal is not seeking asylum in Sweden but has a six-month permit to stay while he completes a book, the daily Dagens Nyheter on Saturday quoted

him as saying.

Friends of Kemal, who is under suspended jail sentence in Turkey because of an article deemed to have promoted Kurdish separatism, said on Thursday that he had fled Turkey. "No, it's a misunderstanding to call me a fugitive. Going into exile implies a break with one's country," Kemal said in an interview with the newspaper in a Stockholm hotel.

"I live and operate as a Turk and I am going to return home. And I have not sought asylum in Sweden. But I need some time when I can devote myself completely to my new novel, and it's that tranquillity that I will have here," he said.

A Turkish appeals court in October confirmed a 20-month suspended prison sentence on Kemal for writing an article in a book on freedom of

expression. The article was considered to have promoted Kurdish separatism, Kemal said at the time. Kemal's sentence was suspended for five years on condition that he not repeat the offence.

Dagens Nyheter described the 73-year-old author as "Turkey's most important free-thinker, a political symbolic figure whom the regime's representatives are trying to get out of the way." The paper said he had taken part in a four-hour documentary on Turkish television earlier this month in which he criticised political violence and argued for a peaceful solution of Kurdish separatist demands.

Kemal and his Belgian wife Mathilde will stay at Sundbyberg near Stockholm while he works on a trilogy of novels, of which the first was called "Report about an Island."

A Swedish embassy spokesman in Ankara said this week that Kemal had been granted a six-month residence permit from November 5.

Kemal, who wrote the acclaimed "Memed, My Hawk", spent two years in exile in Sweden in the 1970s.

Turkish Daily News SATURDAY, NOVEMBER 23, 1996

By Zafer F. Yörük
Turkish Daily News

ISTANBUL- One of Turkey's major television channels, ATV, broadcast on Tuesday night a video tape showing the late international criminal Abdullah Çatlı, one of the victims of the recent controversial car crash in Susurluk in which Çatlı, his girlfriend and a senior police officer were killed and a senior member of the government was injured, at a wedding sitting next to the new Minister of Interior, Meral Akşener.

Akşener, who is known with her close relationship to the deputy Prime Minister Tansu Çiller, replaced Mehmet Ağar as Interior Minister following his resignation last week. The reason for Ağar's resignation was officially declared as being due to his daughter's illness, but observers agree that Ağar resigned under pressure from Çiller after his attempts to cover up the controversial dimensions of the road accident failed and suspicion on his links with the alleged secret gangs within the state were revealed by the press.

It is claimed that, by distancing herself from Ağar through forcing him to resign, Çiller hoped to put an end to the scandalous allegations that Ağar and herself were at the top of a secret organization consisting of former ultra-right wing (Ülkücü) murderers, certain police chiefs, a wing of the special units officers on active duty in the southeast, and certain Kurdish tribes manning the pro-state paramilitary force known as "village guards" — best known of these is the Bucak tribe, the head of which is the True Path Party (DYP) parliamentary deputy Sedat Bucak, the only survivor of the road accident at Susurluk. The source of these allegations is claimed to be a Turkish Intelligence Service (MIT) report which was first made public by Doğu Perinçek, the leader of the left wing Workers Party (IP). Perinçek quoted the report which claims that Çiller used hidden funds under her control when prime minister to finance a secret organization to be under her orders.

Have Çiller's plans backfired?

The new Minister of Interior Akşener took the post as Çiller's candidate, but the fact that she is an "outsider", that is, she is alien to the Turkish security forces, unlike Ağar who had served as a police chief for decades. This has resulted in criticism from among police ranks.

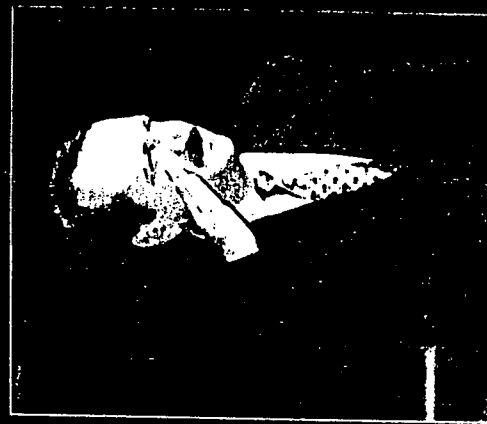
The new evidence that Akşener, some police chiefs and Çatlı had a jolly time together at the same wedding may shorten the life of Akşener as Interior Minister and thwart Çiller's plans to dissociate her name from the "mafia-police-politician triangle". The allegations originating from the recent video tape release do not end with Çiller's involvement in a secret gang though and go as far as to claim that Turkey is sheltering certain criminals wanted under the "red bulletin" alerts of the international policing body Interpol in return to their "services" for Turkish state.

Alaattin Çakıcı is in Turkey!

Abdullah Çatlı was one of these criminals, who was sentenced by Swiss courts in the 1980s to imprisonment for drug charges but then escaped from the prison and disappeared. It is claimed that Çatlı went back to Turkey after his escape and was provided by a new identity card with the name Mehmet Özbay, to be employed in secret operations, including summary executions of left wing and Kurdish activists, the



ANAP Leader Mesut Yılmaz



Former Interior Minister Mehmet Ağar



Kurdish tribal leader and DYP deputy Sedat Bucak with his personal body guards

Silence and silencers in the devil's triangle

A video tape has led to new allegations: Is Turkey a paradise for international criminals?

The gangs are the institutions of the war in the Southeast. They act to secure the continuation of this conflict. Mehmet Ağar, Sedat Bucak and the police officers, paramilitary forces and village guards included in their team are the biggest of all gangs, said Mehmet Sena Söylemez, the head of the uniformed gang, during the court hearing on Wednesday

assassination of Kurdish businessmen and lawyers, and even secret operations beyond Turkey's borders such as the failed coup attempt against Azerbaijan's president Haydar Aliev in March 1994. Çatlı held a green passport with the same false name (Özbay) which allowed him to travel abroad without being



Alaattin Çakıcı

caught by Interpol.

Çatlı's close associate from the 1970s, Alaattin Çakıcı, whose name became prominent in the 1990s through a series of murders and violent incidents in the Turkish underworld, is also claimed to be residing in Turkey with a false ID and green passport. Çakıcı is also being searched for by Interpol on drug smuggling charges. Reports claim that Çakıcı resides in Adapazarı, the scene to a series of "unresolved" murders in 1990s of Kurdish businessmen and lawyers, and a number of left wing and Kurdish activists. The suspicion that former pro-National Movement Party (MHP) Ülkücü militants, who are officially "wanted" by national and international police forces, are based in Turkey and used in extra-judicial secret operations are backed by the statements of former Ülkücü militants who do not want their names to be disclosed.

According to allegations, leading Ülkücü militants of the 1970s, some of whom escaped abroad after the 1980 military coup and were involved in various criminal activities in Europe such as the unsuccessful attempt on Pope's life in 1980 and drug smuggling, returned to Turkey after being charged in European courts and conducted secret missions in the country and abroad. Others, such as Tevfik Ağansoy, who have been released from prisons after becoming "confessors" or under a 1991 amnesty, joined in the ranks of these secret units.

"My husband became a confessor and then was released. We were in financial difficulty at the time and asked the state to help us to survive. But the state gave arms to my husband instead of bread." This is the statement of Hülya Ağansoy, the wife of the deceased mobster Tevfik Ağansoy in early September. It was not known then what the state made Ağansoy do with these arms but recently former Ülkücü members made it clear that Ağansoy, Çakıcı and Çatlı were involved in a number of secret missions for "national interests"

These "missions" include the raid on the Armenian separatist organization ASALA's camp in Lebanon in 1984 (this is claimed to be a joint operation between the Ülkücüs led by Çakıcı and the Turkish secret service); the assassination of the leader of ASALA, Agop

Agopyan, in April 1988, (the names Alaattin Çakıcı and Tevfik Ağansoy are associated with this incident); the assassination of Kurdish businessmen known to be leaders of the Kurdish mafia, Behcet Canturk, Savas Buldan, İnci Baba and Enis Karaduman, and their lawyer Medet Serhat in 1993 (Serhat's assassination is claimed to have been committed personally by Tevfik Ağansoy); and the failed coup attempt in Azerbaijan in March 1994 against President Haydar Aliev (a video tape showing Abdullah Çatlı among the coup-makers has recently been released on a TV program). Most of these operations are officially "unresolved", or they are blamed on internal fighting as in Agopyan assassination. The most famous "unresolved" murders are those of the Kurdish godfathers, and the lawyer Medet Serhat, the bodies of whom were all found in the same area, on the Istanbul-Ankara motorway between İzmit, Düzce and Adapazarı.

From Ülkücü militants to Mafia godfathers

The allegations do not end with the claim that former Ülkücü gunmen were used by the state in secret operations for "national interests". It is alleged that all these gunmen, primarily Abdullah Çatlı, Alaattin Çakıcı and Tevfik Ağansoy were involved in the elimination of the Kurdish mafia for personal interests as well as "national interests". Their titles became "godfathers" since they took over the illegal sector of drug smuggling, land speculation and gambling rents from the "vanished" Kurdish mafia. Through the Ülkücü

Yılmaz: 'There is a special unit which was founded before 1983 for anti-terrorist struggle. But this unit, originally founded to protect the state, has been used for the past two years for political interests, dirty dealings and dirty money, which have nothing to do with state interests. Among them, there are police officers, politicians and government ministers'

gangs, their "comrades in arms" in the secret operations, consisting of police chiefs, members of the special forces, village guards and politicians, also entered the profitable business dealings of the underworld.

This suspicion is supported by another chain of "unresolved" assassinations which cost the lives of General Commander of Gendarmerie Forces Eşref Bitlis, the former chief of Gendarmerie Intelligence (JITEM) Cem Ersever and a number of ex-JITEM officers known as being Ersever's men. All these officials worked in the southeast and saw active duty in the counter-insurgency war against the Kurdish Workers' Party (PKK). Claims suggest that these murders which coincided with the elimination of the Kurdish mafia, amounting to the elimination of a certain wing of the state apparatus in the underworld, to

be replaced with another wing consisting of forces within the state, including police chiefs and top politicians as well as Ülkücü servants of "national interests".

Another profitable item of business of the underworld emerged as "debt collection" in the late 1980s and early 1990s, in which the new state-mafia was heavily involved. In Turkey, where the judicial and policing mechanisms proved impotent in regulating the business dealings, the mafia found a wide field of activity to insert itself into. The most famous case of "debt collection" is certainly the Civangate scandal of 1993, in which the Ülkücü gangs of Tevfik Ağansoy and Alaattin Çakıcı, top businessmen including Selim Edes and the former head of Emlakbank Engin Civan and leading politicians including the wife and son of the late President Turgut Özal were all involved.

Mafia Republic?

"There is a special unit which was founded before 1983 for anti-terrorist struggle. But this unit, which was founded to protect the state, has been used in the past two years for political interests, dirty dealings, dirty money, which have nothing to do with state interests. Among them, there are police officers, politicians and government ministers."

These "speculations" are made by the leader of opposition Motherland Party (ANAP), Mesut Yılmaz, on Wednesday. Yılmaz also claimed that the coming together of Abdullah Çatlı, police chief Hüseyin Kocadağ and DYP deputy Sedat Bucak in Kuşadası prior to the Susurluk accident was related to a project to take over the casinos in Kuşadası. Following another incident before the Susurluk accident, the assassination of Tevfik Ağansoy on the orders of his former boss Alaattin Çakıcı in September this year, it has been claimed that two of Tansu Çiller's bodyguards, who were killed with Ağansoy in the shoot out in Bebek, were there to discuss a land purchase with the mafioso.

The allegations go as far as to suggest that the recent discovery of a uniformed mafia group known as the "Söylemez Gang", consisting of army and police officers, including some police chiefs, was another aspect of the intra-state settling of accounts.

Republican People's Party (CHP) deputy Ercan Karakas said on a TV program that prior to the discovery of the gang, he produced a report on an "unsolved" murder in the Çukurca district of Hakkari, in which he had revealed the Söylemez Gang as responsible for the murder. The report was suppressed by the authorities, and the members of Söylemez Gang were arrested only after they fell into conflict with Sedat Bucak's tribe over the control of casinos in Ankara.

"The gangs are the institutions of the war in the

southeast. They act to secure the continuation of this conflict. Mehmet Ağar, Sedat Bucak and the police officers and paramilitary forces included in their team are the biggest of all gangs." This is the summary of the statement of Mehmet Sena Söylemez, the head of the "uniformed gang", during a court hearing on Wednesday.

Bucak warns Yılmaz

Opposition leader Mesut Yılmaz's claims are backed by the recent revelation that two of Bucak's official bodyguards, Ayhan Çarkın and Ömer Kaplan, have been charged with the murder of the "King of Casinos" Ömer Lütfü Topal two months ago. The same bodyguards are currently on trial for "inappropriate use of violence" in a number of anti-terrorism operations, which are known as "summary executions" of left wing suspects. It was also claimed that Bucak has hashish fields in his lands in Siverek, Urfa, where he has a paramilitary force consisting of 15,000 armed men.

Sedat Bucak who left the hospital on Tuesday and is in Ankara at present spoke to the press for the first time since the accident saying that he was proud of being acquainted with Abdullah Çatlı and warned the opposition leader Yılmaz to stop his "unfounded accusations".

About the same time as this warning on Wednesday, Yılmaz declared that he had been informed of an assassination attempt on his life and listening devices were found in his house. Listening devices were also found in the wreckage of the Mercedes after the Susurluk accident.

There are others who claim to have received threats to their lives since the Susurluk accident. Journalist Uğur Dündar, one of those threatened, says that before the information that he was to be assassinated, Özer Çiller, the husband of deputy prime minister, personally threatened him a number of times over the phone. Dündar also claimed that Mr Çiller wanted his official police guard to be removed.

Silencio!

Özer Çiller's name is not only associated with mafia dealings but it is also claimed that he is the architect of the Refah-led government's recent proposal of a new press law, which is expected to restrict reporting in the press by punishing "false news". Since the Susurluk accident, the Turkish media made an unprecedented leap forward with reports revealing the relations behind the scene of the accident one by one, and it is suspected that Çiller is the most uncomfortable of all parties from these efforts. Silencers along with weapons were discovered in the wreckage of the car carrying the dead and wounded suspects after the Susurluk accident.

Helsinki Commission asks Christopher to reject Turkey's bid for OSCE summit

Cyprus issue brought up once again

By Uğur Akinci
Turkish Daily News

WASHINGTON- U.S. Helsinki Commission, a long-time vocal critic of Turkey's human rights record, and U.S. Congressional representative of Commission on Security and Cooperation in Europe (CSCE), renewed its opposition by asking U.S. Secretary of State Warren Christopher not to support Turkey's bid to host the next OSCE summit in Istanbul.

In a November 22 letter to U.S. Secretary of State Warren Christopher signed by Commission Chairman Rep. Christopher H. Smith (R-NJ) and Co-Chairman Sen.

Alfonse D'Amato (R-NY), Christopher was warned against Turkey's poor human rights record. Smith and D'Amato called for the U.S. to officially reject Turkey's bid until things got better on the human rights front.

"We have recently learned that the Republic of Turkey may offer Istanbul as the venue for the next summit meeting of the Heads of State or Government of the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE)," Smith and D'Amato wrote to Christopher. "We write to urge that the United States reject this proposal. A decision on this important matter is extremely urgent as the OSCE Review Meeting concludes today and drafting for the Summit document will begin next week."

"The privilege of hosting such a prestigious OSCE event should be reserved for participating States that have demonstrated steadfast support for Helsinki principles and standards — particularly respect for human rights — in word and in deed. The U.S. should deny consensus on Turkey's proposal to serve as host of an OSCE summit meeting because of that country's dismal human rights

record," the letter said.

Torture

Helsinki Commission commissioners reminded Christopher incidents of torture in Turkey and said: "The European Committee for the Prevention of Torture has found the incidence of torture and ill-treatment in Turkey to be "wide-spread." The UN Committee on Torture has referred to "systemic" use of torture in Turkey. Earlier this week, Amnesty International released a report documenting the torture of children held in detention in Turkey." Turkish government rejects the allegations that children are systematically tortured in Turkey.

Anti-Terror Law

Smith and D'Amato made clear that they were not impressed with the recent amendments to the Anti-Terror Law either. "Despite revisions in the Anti-Terror Law, its provisions continue to be broadly used against writers, journalists, publishers, politicians, musicians, and students. Increasingly, prosecutors have applied Article 312 of the Criminal Code, which forbids "incitement to racial or ethnic enmity" to suppress expression of dissenting views. Government agents continue to harass human rights monitors. Many human rights abuses have been committed against Kurds who publicly or politically assert their Kurdish identity."

Çiller

The letter also made clear lack of belief in some circles in Washington that Foreign Minister Çiller is in a position to do anything about the situation. "Regrettably, long overdue reforms of Turkey's human rights policies and practices announced in mid-October by the Turkish Deputy Prime Minister and Foreign Minister, Mrs. Çiller, have not materialized and the prospects for genuine

change in the near-term appear remote."

Cyprus

Smith and D'Amato linked the Cyprus standoff to Turkish proposal as well. "Another key factor in our call for rejection of Turkey's proposal to host an OSCE Summit is Turkey's continuing illegal and forcible occupation of Cyprus territory in blatant violation of OSCE principles." Turkey intervened in 1974 as a guarantor power who signed the 1960 international guarantee treaty in order to save Turkish-Cypriots from an ongoing campaign of ethnic cleansing.

"In recent months, we have witnessed the worst violence against innocent civilians along the cease-fire line since the 1974 invasion, resulting in at least 5 deaths." Actually four persons died and one of them was a Turkish-Cypriot soldier. The events occurred when 7,000 Greek bikers attempted to cross into the territory of Turkish Republic of Northern Cyprus despite repeated warnings from the Turkish side.

"In addition, Turkish and Turkish Cypriot authorities have failed to fully account for at least 1,614 Greek Cypriots and five Americans missing since 1974," the letter continued. TRNC President Rauf Denktas already made it public several times that all missing were dead already — like over 800 missing Turkish-Cypriots. "Allowing Turkey to host an OSCE summit based upon an inference of increased leverage to improve Turkish human rights performance, when they are in current, active violation of solemn international commitments would be wrong," the commissioners continued.

"Turkey's desire to host an OSCE Summit must be matched by concrete steps to improve its dismal human rights record, to end its illegal occupation of Cyprus territory, and to contribute to a reduction of tensions in the eastern Mediterranean," the letter ended.

Çiller defends terrorist Abdullah Çatlı

'Those who shoot for the state are as respectable as those who get shot for it'

Turkish Daily News

ANKARA- Tansu Çiller, the foreign minister, deputy prime minister and leader of the government-partner True Path Party (DYP), on Tuesday defended a key figure in the unfolding state-mafia links scandal because of the past services of the late terrorist suspect to the state.

Addressing her party's deputies, Çiller said "those who shoot for the state are as respectable as those who get shot for it"

She was referring to Abdullah Çatlı, the right-wing militant whose death together

with a ranking police chief in a road accident caused a national outcry. A DYP politician in the same car survived the crash. The crash revealed that Çatlı, sought for 18 years for the murder of seven leftist students, had been employed by the security services against the "enemies of the state" and had been involved in "hits" abroad. Çatlı was also the central figure in a secret report attributed to the National Intelligence Organization which pointed to the existence of a private security outfit serving Çiller but heavily involved in drugs trade and shadowy business deals.

Çiller told the DYP deputies that she did not know Çatlı personally but stressed the fact that there was no firm conviction against him in Turkey.

"He is now in God's mercy; like every-

body, he is to be judged by the God," the DYP leader said.

Referring to the recent punching of opposition leader Mesut Yılmaz in Budapest by an unknown assailant, she referred to rumors that the Motherland Party (ANAP) leader had gone to the Hungarian capital for gambling. She also recalled reports that Yılmaz had personal ties with Çatlı. "But I will not mention these because I believe in the honor of every member of the Parliament," Çiller said.

Çiller criticized attacks on personal honors of people without the support of evidence, seeing it as "divine justice" the fact that Yılmaz had become the target for rumors of a gambling problem while she herself had been cleared by a parliament commission from charges of corruption.

Turkish Daily News WEDNESDAY, NOVEMBER 27, 1996

'We respect those who shoot for us'

Until a recent traffic accident near the northwestern township of Susurluk, Abdullah Çatlı was known as a wanted villain who was an underworld figure involved in killings and drug trafficking. Çatlı lost his life along with a senior police official and a former beauty queen in the accident. DYP Şırnak deputy Sedat Bucak was also in the car but survived with a broken leg...

For weeks Turks have been debating this accident which highlighted the relationship between the police, politicians and the mob.

During the debates the right-wing ultranationalists who seem to dominate state offices made declarations that Çatlı in fact was a patriot and a brave gunman who killed for the state... These claims were supported by deputy

Bucak whose tribe is actively involved in fighting separatist Kurdish militants in southeastern Turkey...

Even Mehmet Ali Ağca, who is serving a life sentence in an Italian prison for attempting to kill the Pope, has praised Çatlı.

The authorities apparently used Çatlı to assassinate certain people who they considered as dangerous to state security and thus he was allowed to roam around as a free man despite the fact that he was wanted.

This is shocking for Turkey that villains are being used to "knock off" the adversaries of the state. One shudders to think how many more Çatlıs are roaming our streets ready to kill those that certain officials feel are adversaries of the state. Who decides who is a security hazard for Turkey? If this is the case then how many innocent people are being killed through these arbitrary executions?

Can't the Turkish state deal with its adversaries through laws?

Deputy Prime Minister and Foreign Minister Tansu Çiller has also joined in the "praise Çatlı" campaign. She said she has never met Çatlı but she had found out that this man had not been convicted and added she was not sure if he had committed a crime or not... She, however, added "we respect all those who shoot for the state as well as all those who are shot for the state..." Thus Çiller respects Çatlı, who shot for the state under orders by certain officials. This on its own is shocking.

Editorial



By İlınur Çevik

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, NOVEMBER 27, 1996

TURKEY SAYS NO TO AID TERMS

The customs union with the European Union remains in force.

Turkey's entry into a customs union with the European Union on January 1, 1996 seemed set to unlock sorely needed flows of financial assistance impeded by human rights objections and vetoes, particularly by long-hostile Greece.

Adjustment aid of around \$1 billion was lined up, complementing funding through the EU's Mediterranean Program (MEDA).

Social coloring

The customs union itself and the aid have been threatened by stumbling blocks: Some of them have been overcome, but others remain.

On Oct. 24, the European Parliament voted to veto aid intended to ease entry into the customs union on grounds of lack of progress by Turkey in human rights and democracy.

The EU Parliament in December 1995 had approved the creation of the customs union only after Ankara gave explicit guarantees that it would take positive action on

human rights, democratization, Cyprus and the Kurdish question. At the same time, the Parliament requested that the European Commission review projects to be funded through MEDA on a humanitarian and so-called "social coloring" basis.

Alternative conduit blocked

In fact, the European Commission had already been using MEDA as an alternative conduit through which to start aid until the adjustment financing came through.

"We saw this as a way of getting the funds flowing," says an EU source.

In mid-November, however, Foreign Minister Tansu Ciller of Turkey told the EU foreign affairs commissioner, Hans van den Broek, that Turkey would not accept conditions on aid unless they were the same as those that apply to other non-EU beneficiaries of MEDA.

The aid would be unacceptable, for example, if the EU stipulated that MEDA funds should be spent in the Kurdish southeast, said a Turkish foreign ministry spokesman on Nov. 21.

Adapting to competition

The basic motive for both adjustment financing and MEDA funds is the same: to enable the country to adapt to fiercer competition following the removal of trade barriers.

The main areas of financial assistance lined up already had a "social coloring," which now seems likely to be enhanced to meet with the European Parliament's approval.

One of the primary MEDA areas in Turkey is helping small businesses to adapt to competition. Funds are also going toward environmental-protection projects, laboratory centers for food-inspection services to provide better quality-control monitoring of EU food imports into Turkey, and sending Turkish postgraduate students to study in Europe.

While the customs union is still in force, the question on whether the funding will go through remains, at least temporarily, unresolved.

Jim Bodgener

THURSDAY, NOVEMBER 28, 1996

Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Saddam Has to Comply

Nothing better illustrates Saddam Hussein's obsession to acquire nuclear, chemical or biological weapons than the price he has been willing to pay for them. Not that he or his coterie of supporters has paid, but his hapless people have. By Unicef estimate, 4,500 Iraqi children are dying every month for their leader's refusal to exploit the humanitarian loophole that the United Nations opened in the sanctions it imposed when Iraq invaded Kuwait in 1990.

Saddam Hussein found the Security Council's conditions burdensome and sought to use the children's suffering as leverage on the United Nations to ease up. Fortunately, the Security Council kept the pressure on. The Iraqi strongman has now accepted the previously rejected conditions under which Iraq will be permitted to sell \$2 billion worth of oil every six months

for food, medicine and other emergency supplies. Iraq's children are the principal intended beneficiary.

The conditions are in fact burdensome and intrusive; anything less would be a joke. They provide for international monitoring of the distribution of supplies on Iraqi soil to ensure that these go to relief of the needy rather than to the convenience of the regime. Since Saddam Hussein has cheated on everything else, the prudent expectation has to be that he will try to cheat here as well.

That will require vigilance and toughness from the Security Council in inspections and in the political will to close the oil-for-food loophole if Iraqi performance falls short. No doubt some council members wish to be done with the whole Iraqi vexation. The United States must remind them of the obligations they have taken on.

Even as Iraq is allowed to resume selling some of its oil on the international market, sanctions on the rest of its commerce will stay in effect. Their purpose is to give Baghdad an incentive to yield its remaining, still hidden weapons of mass destruction. The full sanctions are meant not to come off until all these weapons are eliminated or accounted for.

Here is the problem from which most people avert their gaze. The UN commission set up to police Iraq's special weapons programs continues to find ominous signs that Iraq is deliberately hiding illicit missiles, poison gases and germ weapons. Few people want to make the children of Iraq pay further for the regime's deceptions. That sharpens the case for a stiff military response.

— THE WASHINGTON POST.

L'Irak a accepté l'application de la formule « pétrole contre nourriture »

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

De sa longue expérience avec Bagdad, l'ONU a appris à rester prudente. Néanmoins, lundi 25 novembre, sans être catégoriques, les diplomates estimaient que l'on n'avait jamais été aussi proche de l'ouverture du robinet pétrolier irakien après plus de six ans d'embargo.

La journée a commencé par l'annonce de la décision irakienne d'accepter « toutes les conditions » des Nations unies pour l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité, permettant la mise en œuvre de la formule « pétrole contre nourriture ». Se félicitant de cette décision, l'ambassadeur américain, Madeleine Albright, dans un grand sourire, estimait que grâce aux efforts inlassables de Washington, la décision de Bagdad était « la meilleure nouvelle pour le peuple irakien depuis six ans ». Les Etats-Unis, a-t-elle dit, sont tout à fait prêts à coopérer de manière « très positive » avec le secrétariat de l'ONU. Mardi

26 novembre, Boutros Boutros-Ghali devait présenter au Conseil de sécurité un rapport intérimaire sur les préparatifs de la vente du pétrole, qui pourrait commencer vers la mi-décembre, pour une première période de six mois.

LES BESOINS DE LA POPULATION

La formule dite « pétrole contre nourriture », agréée entre l'Irak et l'ONU en mai, vise à répondre aux besoins les plus urgents de la population irakienne. Une levée pure et simple des sanctions imposées à Bagdad en août 1990 – notamment l'embargo pétrolier – est en effet liée au désarmement total de l'Irak, auquel le régime ne cesse de résister. Cette formule permettra à l'Irak d'exporter du pétrole à hauteur de deux milliards de dollars par semestre, pour importer des produits alimentaires et pharmaceutiques, l'exportation du brut et la distribution des vivres et médicaments devant se faire sous la surveillance de l'ONU. Jusqu'à lundi, les discussions butaient sur les divergences entre Bagdad et Was-

hington quant aux modalités d'application de la résolution 986.

La voie est désormais ouverte à la vente du pétrole, mais les choses demeurent floues quant à la distribution de l'aide humanitaire. Dans sa lettre au secrétaire général, Bagdad annonce sa volonté de « coopérer immédiatement avec le secrétariat sur la base de l'accord entre les deux parties », mais précise que cela se fera « dans le cadre du plein engagement du secrétariat, pour ce qui concerne la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak ».

C'est une vague allusion à l'obstacle essentiel que sont le nombre et la liberté de mouvement des observateurs. L'ONU, à la demande de Washington, exige le déploiement de cent cinquante observateurs internationaux, mais l'Irak n'en accepte que cinquante. Le fait que la question du nombre d'observateurs ait été passée sous silence, lundi, aurait deux sortes d'explications: d'une part, les revenus pétroliers versés directement dans le compte-séquestre des Nations unies permettraient

d'alimenter le fonds de compensation des victimes de la guerre et de couvrir les frais de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak. Bagdad aurait décidé, supposent les diplomates, d'accepter dans un premier temps la vente du pétrole pour ensuite commencer une guerre d'usure à propos du personnel de l'ONU.

D'autre part, en pleine campagne électorale pour le renouvellement de son mandat aux Nations unies, M. Boutros-Ghali ne peut que tirer profit d'un accord avec l'Irak sur les questions humanitaires. Visant ouvertement le poste de secrétaire d'Etat à Washington, M^{me} Albright saura, elle aussi, parfaitement rentabiliser le fait d'avoir réussi à « arracher » l'accord de Bagdad. Il reste à savoir si le département des affaires humanitaires de l'ONU, qui devra gérer à jour le jour l'application de la résolution 986, donnera son accord définitif, sans avoir tiré au clair la question des observateurs.

Afsané Bassir Pour

USA-TURQUIE

La candidature d'Ankara pour un prochain sommet de l'OSCE critiquée au Congrès



JEUDI, 28 NOVEMBRE 1996
12^e ANNEE, N° 3050

La Commission sur la sécurité et la coopération en Europe a rendu public lundi le texte d'une lettre adressée au secrétaire d'Etat américain Warren Christopher dans laquelle elle s'indigne de la candidature de la Turquie pour un prochain sommet de l'OSCE. Les auteurs de la lettre, les président et co-président de la Commission, respectivement Christopher Smith et Alfonso D'Amato, ont invoqué le bilan peu fameux de la Turquie en matière de droits de l'homme pour appeler le gouvernement américain à rejeter la tenue dans ce pays



du prochain sommet après celui de Lisbonne qui doit se dérouler les 2 et 3 décembre. La lettre souligne que l'accueil d'un tel sommet est un "privilège" censé récompenser la bonne conduite du pays hôte pour ce qui concerne le respect des droits de l'homme, ce qui n'est manifestement pas le cas de la Turquie. Elle en veut pour preuve les entorses aux principes des droits de l'homme, y compris la pratique de la torture, auxquels obéit l'OSCE, qu'a pu constater la délégation américaine au sein de l'OSCE. Elle souligne également les effets toujours négatifs sur les droits de l'homme de la loi anti-terreur, en dépit des amendements qui y ont été appor-

tés, et les dérives provoquées par la lutte contre la guérilla kurde. Évoquant les promesses non tenues par le gouvernement turc et singulièrement par Mme Ciller en matière de droits de l'homme, ainsi que l'occupation du nord de Chypre par les forces turques depuis plus de vingt ans, les auteurs de la lettre doutent de l'argument avancé par certains selon lequel la tenue d'un tel sommet pourrait avoir une influence encourageante et bénéfique sur le gouvernement turc; ils font état de précédents sans aucun effet sur la politique suivie par les autorités turques qui devraient selon eux faire la démonstration de progrès concrets si elles veulent se montrer digne d'accueillir un sommet de l'OSCE.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, NOVEMBER 28, 1996

Germany Striving to Maintain Ties to Iran Despite Slaying Case

By John Schmid

International Herald Tribune

FRANKFURT — It takes more than allegations of terrorism and riots at the German Embassy in Tehran to shake Germany's policy of using century-old trade ties as the centerpiece of its diplomacy with Iran.

For the last two weeks, Germany has been on a diplomatic offensive to repair

NEWS ANALYSIS

its strained relationship with Iran after German federal prosecutors demanded life sentences for an Iranian and a Lebanese on trial in Berlin for the 1992 killing of three Kurdish dissidents from Iran.

Tehran hard-liners called for a review of Iran's ties with Bonn, and rioters massed at the embassy after the Berlin prosecutors asserted that senior Tehran government officials knew in advance of the killings.

Now tensions appear to have subsided.

Moderates in Tehran responded positively to a letter from Chancellor Helmut Kohl to President Hashemi Rafsanjani, which assured Tehran that Bonn did not mean any offense to the religious feelings of the Iranian people.

Mr. Kohl reminded his counterpart that the German government operated separately from the judiciary. In return, Mr. Rafsanjani has tried to free Bonn from blame and urged restraint by Iranian conservatives.

The situation could erupt anew in January when a verdict is expected in the gangland-style slaying in a Berlin restaurant.

Foreign Minister Klaus Kinkel said this week that the government would have to rethink its ties to Iran if the court

implicated Iran's leadership in the murders.

Until then, the German government's policy of "critical dialogue" and open channels of trade and diplomacy remain unwavering.

Because Germany ranks as Iran's biggest trading partner, government officials here and German industry lobbyists see little alternative but to keep open the import-export flow of Iran's oil and Germany's machinery.

"Wandel durch Handel" or "change through trade" is the only realistic way to keep channels open to the pro-business moderates in Iran and for Europe to have any influence in one of the biggest nations in the Middle East, argues Stefan Caspari, a Middle East expert at the DIHT German Federation of Industry and Trade, an industry lobby group.

Another industry lobbyist said: "We Europeans feel you should not cut ties, knowing there are forces in their ranks who are moderates."

"We do not believe that letting them down will help. The worse their industry gets, the more fundamentalists will gain."

Echoing some human-rights campaigners in the United States, scattered members of the German Parliament have criticized Bonn's "business as usual" stance and called for a break in diplomatic relations.

Those voices, however, remain in a distinct minority.

At a special parliamentary hearing in Bonn on Tuesday, both the center-right government coalition and the Social Democratic opposition endorsed the government's approach, reflecting broad political support for Germany's ties to Iran.

Critics like Helmut Lippelt, a Green Party politician in the Bundestag who coordinates foreign policy issues, said

the critical dialogue was only "window dressing" that effectively put business ahead of human rights.

If the allegations by Berlin prosecutors prove accurate, the charges represent "the first time that state terrorism has been exposed" in Germany, said Mr. Lippelt, who wants to scale back diplomatic ties immediately.

In their allegations, the German prosecutors have accused Iranian leaders, including the political and spiritual leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, of involvement in the slayings.

"One cannot simply turn diplomatic relations on and off like a water faucet," Mr. Kinkel said in defense of Bonn's policy. Only four countries have cut their ties to Iran, he said, adding: "Should Europe be isolated?"

German politicians speak with pride of the country's age-old relationship to Iran.

Open any telephone book, they say, and you will find long lists of doctors with Iranian names who studied at German universities and stayed here. In the 1930's, Iran even adopted Germany's centuries-old apprenticeship job training system.

Some think the Mykonos affair, in reference to the name of the restaurant where the killings took place, has been blown out of proportion in Iran. Although the German Embassy was engulfed in riots and was pelted with tomatoes and eggs, Iranian policemen protected German staff members. Iran's debt to Germany, of 13 billion Deutsche marks, ranks as another factor behind Bonn's efforts to maintain relations, the Foreign Ministry conceded.

Annual debt servicing payments of 1 billion DM, faithfully paid until now, could be in jeopardy if ties were severed.

A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France

UNHCR ready to assist return of Kurd refugees into Turkey

ANKARA, Nov 28 (AFP) - The UN refugee agency said Thursday that it was ready to assist the return of thousands of Turkish Kurd civilians currently living in a refugee camp in northern Iraq.

"The United Nations High Commissioner For Refugees (UNHCR) has prepared a notice informing the Turkish refugees in Atrush camp that all necessary assistance will be provided by the UNHCR and the government of Turkey for them to return home," the UNHCR office here said in a statement.

More than 10,000 civilian Turkish Kurds have fled to the Atrush camp, 160 kilometers (100 miles) south of the Turkish border, since 1983 to evade violent clashes between government troops and separatist Kurdish rebels.

However, the refugees, mostly women and children, have been suffering from bad living conditions in the camp. The Turkish government has recently asked the refugees to return home but was also complaining that the separatist Kurds were dissuading them from doing so. Still, several hundred of them have returned to Turkey.

"The government of Turkey has officially announced that all Turkish citizens in Atrush can return home safely without fear of recrimination or legal action taken against them because of their departure and stay in the camp," the UNHCR said.

"The UNHCR has visited the first group of returnees in their home village and in a transit camp in Silopi (in Turkey). After talking to them and observing what is being done for them, the UNHCR is satisfied that the local authorities are treating them well and assisting them adequately," it said.

The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has been waging a separatist war against the Turkish government since 1984.

Fighting has claimed the lives of more than 23,000 people, including PKK fighters, members of the security forces and civilians.

ue/hc/job

A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France

Turkey-mafia

Dead mobster was working for Turkish state: report

ANKARA, Nov 28 (AFP) - A man who recently attacked former Turkish premier Mesut Yilmaz said Thursday that a mobster who died in a car crash was working for the government, fueling a growing scandal over alleged mafia-state links.

Veysel Ozerdem, quoted by the Turkish press Thursday, said: "Abdullah Catli was a man totally dedicated to the State ... He was one of the State's civil servants. Mesut Yilmaz ... used this affair to political ends."

Yilmaz, Turkey's main conservative opposition leader who heads the Motherland Party, was punched in the face by Ozerdem as he was drinking coffee in a hotel in the Hungarian capital on Sunday evening.

The former premier, who suffered a bloody nose and facial scratches, identified Ozerdem as his attacker.

Catli, a former ultra-rightwing militant sought for 18 years by Turkish police on charges of murder and by Interpol on drug trafficking charges, was killed in a road accident on November 3 in northwest Turkey. He was accompanied by a police chief and a Kurdish parliamentary deputy from the conservative True Path Party of Foreign Minister Tansu Ciller.

Only the deputy survived the accident, despite serious injuries.

The incident, which exposed links among some police, politicians and organised crime, created a furore in Turkey and led to the resignation of Interior Minister Mehmet Agar.

Ozerdem's statement was the first clear indication that Catli had ties with the Turkish government.

Ozerdem said that he had punched Yilmaz to "avenge Abdullah Catli's" death.

Earlier this week, Yilmaz denounced the state's mafia connections, saying that Catli and some other members of an ultra-rightwing movement of the 1970s were likely to have formed an "alternative state security organisation with the participation of some police chiefs and politicians."

Police found a special passport restricted to civil servants and a gun licence on Catli's body after the crash.

According to unconfirmed reports, Catli was recruited by the Turkish government for operations abroad, notably against leaders of the extremist Armenian organisation Asala which claimed responsibility for the murder of some 40 Turkish officials in the 1970s and 1980s.

A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France

Turkey-Kurds

Ankara extends state of emergency in Kurdish area

ANKARA, Nov 28 (AFP) - The Turkish parliament Thursday extended by four months the state of emergency in nine southeastern provinces, scene of the uprising by a separatist Kurds, the Anatolia news agency said.

The parliamentary ruling lifted the state of emergency in the province of Mardin, but extended it in the other nine provinces of the troubled region, it said.

Government officials said there was a decline in "terrorist incidents" in Mardin province within the past several months, which prompted the move to lift the state of emergency there.

"Our target is to get rid of terrorism and subsequently lift the state of emergency in the whole region," Defense Minister Turhan Tayan told deputies.

Introduced in 1987, the state of emergency provides government officials and security forces in the region with additional powers and has also led to widespread allegations of human rights violations.

In a related development, the Turkish army has launched a military campaign against separatist Kurdish rebels in the southeastern province of Hakkari where the Turkish, Iranian and Iraqi borders converge, security sources said on Thursday.

No casualty figures were immediately available.

More than 23,000 people have been killed in violence in southeastern Turkey since 1984 when the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) launched an armed campaign for a homeland.

ue/hc/jkb

AFP 281758

A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Grèce-Turquie : Incendies dans des îles grecques: Athènes interroge Ankara

ATHENES, 28 nov (AFP) - La Grèce "va demander des explications à la Turquie" après des informations diffusées à Ankara selon lesquelles des services turcs seraient impliqués dans des incendies commis dans des îles grecques de la mer Egée, a indiqué jeudi le porte parole du gouvernement Dimitri Reppas.

De son côté le ministre adjoint aux Affaires étrangères Georges Papandréou a souligné que la Grèce allait faire le nécessaire "pour clarifier" ces "inquiétantes" affaires d'incendies qui ont "dévasté" ces dix dernières années les forêts des îles grecques, notamment à Rhodes, Samos et Icarie.

Selon les médias grecs, qui ont reproduit jeudi des extraits de la presse turque sur cette affaire, celle-ci aurait été révélée récemment par un extrémiste turc, Haluk Kirci, à la chaîne de télévision privée turque "HBB".

Il aurait indiqué qu'il était le collaborateur d'Abdullah Catli, un responsable du mouvement extrémiste des "Loups gris", qui a été récemment tué dans un accident de la route à Bursa (centre-ouest de la Turquie). Toujours selon Haluk Kirci, Catli aurait été chargé "par l'Etat" d'effectuer "différentes missions dont des incendies dans des îles grecques".

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turkish Daily News THURSDAY, NOVEMBER 28, 1996

Northern Iraq cease-fire committee meets

Turkish Daily News

ANKARA- The committee monitoring the cease-fire in northern Iraq met here on Tuesday with the rival Iraqi Kurds, Turkish Foreign Ministry deputy spokesman Sermet Atacanli said on Wednesday at the weekly press conference. The meeting was held under the sponsorship of the United States, Great Britain and Turkey.

Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani agreed on a cease-fire at meetings in Ankara in October and mid-November after bitter clashes. Both parties also accepted the participation of Turkmens in these meetings.

"They discussed the establishment of a peace-keeping force in the region," Atacanli said. The Ankara agreement called for the establishment of the force.

Discussing the Etrus camp in northern Iraq that houses Turkish refugees, Atacanli said that efforts to secure the voluntary return of these people were continuing.

Turkey claims that this camp is under pressure

from the Kurdistan Workers' Party (PKK). At the Ankara meetings the parties agreed on the evacuation of this camp but nothing has been done yet. The United Nations High Commission for Refugees (UNHCR) said that the camp's inhabitants first needed to find out what would happen to them if they returned voluntarily.

"These people are Turkish citizens. And it is not necessary to give guarantees for the security of these people in Turkey because the state is the greatest source of security for them," Atacanli said.

In reply to a question about the U.S. decision to evacuate 5,000 local people from northern Iraq who had worked for American nongovernmental organizations, Atacanli said that Turkey's policy was based on humanitarian concerns and that it would help the United States as it had in the past.

After the bitter fighting in northern Iraq, the United States evacuated some Kurds from the region and sent them to the island of Guam until they could be resettled elsewhere.

Le Monde

VENDREDI 29 NOVEMBRE 1996

Des organisations non gouvernementales craignent pour l'avenir de leur programme humanitaire dans le Kurdistan irakien

ELLES se faisaient discrètes parce que, pour reprendre l'expression d'un membre de Médecins du monde, « aussi longtemps que le robinet coulait un peu, et dans la mesure où la priorité était d'aider les populations vulnérables du nord de l'Irak, mieux valait ne pas parler trop fort, de crainte d'arrêter carrément le flux ». Mais certaines organisations non gouvernementales (ONG) françaises, qui opèrent dans le Kurdistan irakien, ont décidé aujourd'hui de se faire entendre, parce que les difficultés qu'elles connaissent vont s'aggravant. Elles ont le sentiment que les Occidentaux ont laissé tomber l'opération « Provide comfort », lancée en avril 1991 et destinée à protéger les populations kurdes irakiennes au nord du 36^e parallèle.

Réunis, mardi 26 novembre, dans les locaux de France Libertés à Paris, des représentants de Pharmaciens sans frontières, d'Aide médicale internationale, de Médecins du monde, de France Libertés et de Triangle Dia Consortium, ont exposé leurs problèmes. La difficulté première tient à la Turquie, mais l'Union européenne (UE) et le gouvernement français sont aussi écornés parce qu'ils ne font rien, disent ces ONG, pour assurer la pérennité de l'assistance humanitaire aux Kurdes irakiens.

Bien qu'elles soient partie pre-

nante au dispositif de protection des Kurdes au nom du droit d'ingérence humanitaire, et alors que le passage des personnels et de l'aide humanitaires a été négocié entre le programme Echo d'aide humanitaire d'urgence de l'Union européenne (UE) et Ankara, les autorités turques, affirment ces ONG, ont toujours été méfiantes envers les « humanitaires ». Elles les suspectent, à tort, de favoriser les rebelles du Parti turc des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui ont des bases dans le nord de l'Irak.

REPLI SUR LA SYRIE

Le matériel dit « sensible », tels les équipements de communication, ou même de laboratoire, n'a ainsi pratiquement jamais pu passer la frontière, alors même que le comité des sanctions de l'ONU, chargé de surveiller tout ce qui entre en Irak et en sort, avait donné son accord. Les restrictions ont encore été renforcées en septembre, et s'appliquent aussi aux produits pharmaceutiques et aux personnels expatriés.

Les ONG se replient de plus en plus sur la Syrie, qui accorde aux personnels certaines autorisations de passage en territoire irakien. Avec, à la clé, le risque, qu'avec la multiplication des demandes, les autorités de Damas mettent un terme à cette relative liberté de transit.

Un autre problème est celui du financement des activités des ONG. Dans la mesure où les coordinateurs de l'aide humanitaire que le programme Echo de l'UE exige d'avoir sur le terrain subissent les mêmes contraintes en Turquie, les ONG affirment craindre de ne plus être financées en 1997. Il y a bien le programme DG 1 A (direction générale de l'UE qui s'occupe des relations extérieures), mais il est uniquement destiné aux projets de développement à long terme, dans les domaines éducatif et agricole notamment. Les financements qu'il accorde sont sans commune mesure avec ceux d'Echo.

La protection des « humanitaires » expatriés ou locaux est aussi une question extrêmement sensible. Les ONG françaises admettent que le fait que leurs homologues américaines aient pu servir de « couverture » à la CIA dans le Kurdistan - comme l'a montré la guerre inter-kurde d'août - a jeté un certain discrédit sur la communauté humanitaire. Elles admettent aussi qu'aucune ONG n'est à l'abri d'une infiltration par quelque service.

Elles n'en saluent pas moins l'initiative prise par les Etats-Unis de protéger non seulement les expatriés, mais les personnels kurdes - dont près de 2 100 ont déjà été évacués et 5 000 sont sur le point de l'être -, d'autant que

toutes les personnes évacuées sont loin d'être des « agents » à la solde de la CIA.

Même si elles reconnaissent qu'il n'y a pas de chasse aux sorcières dans le nord de l'Irak, depuis que les forces irakiennes y ont repris pied en volant au secours du Parti démocratique du Kurdistan, en septembre, les ONG voudraient prévenir le pire, parce que leurs personnels kurdes ont été exclus de l'amnésie annoncée par le régime de Saddam Hussein. « Nous avons demandé dès la fin septembre un entretien au ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, pour sonder la disponibilité de la France à accueillir des Kurdes qui se sentiraient éventuellement exposés », affirme un membre de Médecins du monde. La demande est restée vaine.

Dans la mesure où les agences humanitaires des Nations unies ne peuvent répondre, seules, à tous les aspects de l'« humanitaire » en Irak, la présence des ONG demeurera indispensable lorsque la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU, dite « pétrole contre nourriture », sera mise en application. Mais le problème sera posé de savoir s'il faudra passer par les fourches caudines de l'Irak, qui pose ses conditions au travail des ONG sur son territoire.

Mouna Naim

A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France

Denmark-Turkey

Danish FM wants explanation for MP's name on Ankara black list

COPENHAGEN, Nov 29 (AFP) - Denmark demanded Friday that Turkey hand over a "black list" of its nationals considered undesirable by Ankara, after a Danish deputy was expelled from the country.

Soeren Soendergaard of the extreme-left List of Unity party was detained for several hours by police in Ankara after attending the trial of a Dane of Kurdish origin, Kemal Koc, on charges of supporting the Kurdistan Workers' Party (PKK) which is outlawed in Turkey.

Soendergaard's name figured on a list of people banned from the country.

The Turkish ambassador to Copenhagen, Turan Morali, was summoned to the Danish foreign ministry for an explanation.

"According to the Turkish ambassador, the Danish parliamentarian had been declared persona non grata because he had participated in March in Copenhagen at a completely legal and peaceful meeting of the Kurdish parliament in exile," Foreign Minister Niels Helveg Petersen said, cited by the Ritzau agency.

Petersen said Soendergaard's presence at the meeting was in line with his parliamentary activities and in no way justified his presence on the black list.

"We have asked for an explanation from the Turkish government on the detention of the Danish deputy, and were going to pursue this affair very closely," the minister added.

Denmark does not recognise the PKK, which it considers a terrorist organisation, but has authorised the opening in Copenhagen of an office for its political wing.

sa/cm/job

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Danemark-Turquie : Le Danemark exige de la Turquie la liste rouge de Danois "indésirables"

COPENHAGUE, 29 nov (AFP) - Le ministre danois des Affaires étrangères, Niels Helveg Petersen, a exigé vendredi que le gouvernement turc remette rapidement "une liste rouge" de ressortissants danois jugés indésirables par Ankara.

Cette exigence fait suite à l'expulsion, vendredi à Ankara, d'un député danois d'extrême-gauche jugé indésirable par les autorités, et dont le nom figurait sur une liste de personnes interdites de séjour en Turquie.

L'ambassadeur turc à Copenhague, Tükan Morali, a été tenu de s'expliquer au ministère danois des Affaires étrangères sur le cas de ce député, Soeren Soendergaard, du parti d'extrême gauche La Liste de l'Unité, retenu pendant quelques heures vendredi matin par la police des frontières alors qu'il s'apprêtait à quitter la Turquie après avoir assisté à un procès d'un Danois d'origine kurde, Kemal Koc.

"Selon l'ambassadeur turc, le parlementaire danois était déclaré persona non grata car il avait participé au mois de mars à Copenhague à une réunion complètement légale et tout à fait pacifique du parlement kurde en exil" a indiqué M. Petersen à l'agence Ritzau.

"La participation de M. Soendergaard à cette réunion entre dans le cadre normal du travail d'un député au Danemark et ne justifie en aucun cas qu'il soit placé sur une liste rouge" a-t-il souligné.

Kemal Koc avait été arrêté en juillet à Ankara, accusé de soutenir au Danemark le mouvement séparatiste kurde PKK. Il avait été libéré en août à la suite de pressions danoises. Mais son procès, en dépit de son absence, s'était poursuivi ces derniers jours en présence de personnalités danoises.

"Nous avons demandé des explications au gouvernement turc sur cette interpellation du député danois, et nous allons suivre de près cette affaire" a ajouté le ministre.

Le Danemark ne reconnaît certes pas le PKK qu'il considère comme une organisation terroriste, mais a autorisé l'ouverture à Copenhague d'un bureau de ERNK, la branche politique du PKK.

Deux parlementaires européens danois, Freddy Blak et Kirsten Jensen (sociaux-démocrates), ont demandé que cette affaire soit soulevée rapidement à l'assemblée de Strasbourg.

"Ce cas est encore un argument pour geler les quelque 2,5 milliards de couronnes (425 millions de dollars) promis à la Turquie dans le cadre des accords douaniers entre ce pays et l'Union européenne" a déclaré M. Blak à l'agence danoise Ritzau.

"Je suis convaincu, a-t-il dit, qu'il est possible de rassembler une majorité de députés pour le gel de ce montant lorsque le Parlement débattera la semaine prochaine du budget de l'UE".

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Israël-torture :

Amnesty International inquiet par "l'aménagement médical" de la torture

PARIS, 30 nov (AFP) - Amnesty International se dit particulièrement inquiète par "l'aménagement médical et réglementaire" de la torture, en prenant pour exemple Israël et la Turquie, deux pays "géopolitiquement proches de l'Europe".

"Dans ces deux pays, sur un mode différent, des médecins sont sollicités pour couvrir la torture, la rendre invisible ou tolérable à l'opinion internationale", a affirmé samedi la commission médicale de l'organisation de défense des droits de l'homme à l'occasion de son congrès annuel à Paris.

En Israël et en Turquie, "la guerre contre des peuples +minoritaires+ (Palestiniens et Kurdes) justifie cette torture" souligne le dossier de l'organisation des droits de l'homme intitulé "Ethique et torture".

En Turquie, on compte "cent médecins qui participent à la torture, et établissent de faux certificats médicaux" sous la pression des autorités, a affirmé à cette occasion le Dr Ata Soyer, président de l'Association médicale turque (TMA), dans une conférence de presse.

Depuis plusieurs années, cette association --qui représente les deux tiers de la profession en Turquie --mène une action en faveur des détenus dans les prisons du pays où "une famille sur douze a connu la torture au cours des deux dernières décennies", selon lui.

D'autre part, "trente médecins ont trouvé la mort, et 600 autres ont été arrêtés depuis 1991 pour avoir porté secours à des personnes soupçonnées d'appartenir à des organisations illégales", a révélé ce médecin.

Amnesty, qui a accusé la Turquie de commettre des "violations massives des droits de l'Homme au nom de la sûreté de l'Etat", a lancé le mois dernier une campagne mondiale sur les "atteintes aux droits fondamentaux" dans ce pays.

En ce qui concerne Israël, le Dr Ruchana Marton, présidente d'une association regroupant médecins israéliens et des territoires palestiniens, a dénoncé la distinction qui est faite par les autorités entre "pressions physiques modérées" qui sont admises et les "pressions aggravées".

Selon elle, "nul ne peut dire avec exactitude la différence entre les deux car cela relève du secret d'Etat". Les limites de ces pressions sont en effet définies par un code de directives des services de sécurité intérieure, le Shin Bet, et qui est tenu secret, selon Amnesty.

L'organisation a dénoncé le mois dernier la "pratique de la torture sous contrôle médical" en Israël, et s'est dit préoccupée par la "caution médicale apportée aux mauvais traitements" qui lui est apparue "comme une grave perversion pour l'éthique médicale".

Le gouvernement israélien vient de prolonger l'autorisation donnée au Shin Beth (sécurité intérieure) d'user de pressions physiques renforcées contre des détenus palestiniens. Il a justifié par des "menaces terroristes" sa décision de permettre aux interrogateurs d'employer des moyens "exceptionnels".

Une note envoyée ces derniers jours à la presse par les services de l'ambassade israélienne à l'étranger souligne que le "code pénal israélien de 1977 interdit l'usage de la force ou de la violence contre un individu dans le but de lui extorquer un aveu quelconque".

Cependant, "il convient de considérer que des individus arrêtés, jugés ou condamnés peuvent prétendre avoir été maltraités" afin de se "présenter comme un +martyr+ pour des raisons idéologiques et médiatiques afin de saper l'image d'Israël sur la scène internationale", affirme cette note.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Parliament extends emergency rule excluding Mardin

Emergency rule: Unending headache for Refahiyol government

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Parliament on Thursday passed a motion presented by the ruling Welfare Party (RP) - True Path Party (DYP) coalition government calling for the extension of the emergency rule in nine southeastern provinces excluding Mardin.

Thus the emergency rule will continue to be in effect for another four months as of the end of this month in the provinces of Batman, Bingöl, Bitlis, Diyarbakır, Hakkari, Tunceli, Siirt, Şırnak and Van.

The senior coalition partner RP, which had always displayed the harshest opposition to the emergency rule practice has once again faced the fact that it is now in power and has to be the party taking action.

In line with the recommendation of the National Security Council, the RP-DYP coalition government has applied to Parliament with the request that the emergency rule be extended for another four months in nine provinces except Mardin. Thus the RP has asked for the extension of the emergency rule for the second time since it came to power in July. However the southeastern RP deputies, who were hardly convinced during the previous voting, are once again adversely reacting to the request for the extension of the emergency rule.

Right after he came to power in early July, RP leader and Prime Minister Necmettin Erbakan had barely persuaded his party's parliamentary group to be in favor of the extension of the emergency rule. In order to make his group warm up to the idea of an extension, Erbakan presented a motion to Parliament on July 15 for opening a general debate on the extension of emergency rule. In line with Erbakan's preliminary view, the National Security Council, which convened on July 25, obtained a decision of recommendation for the extension of the emergency rule for another four months in 10 provinces to be effective as of July 31. However, in that decision it was stressed for the first time that the extension was demanded only until legal and administrative changes were carried out.

However the RP's southeastern deputies opposed the extension of the emergency rule, to maintain continuity with their vote prior to being in the party that was in power. The warning made by around 30 RP deputies that they would cast "no" votes has pan-

icked the RP administration. The RP parliamentary group had convened two times in order to convince the deputies. During the first session, it was Justice Minister Şevket Kazan, one of the leading figures of the RP, who had undertaken the task to persuade his colleagues. However when such effort yielded negative results, it was Erbakan who assumed the same task in the second gathering.

Erbakan said that the existing practise would be removed in steps after certain laws, which would set an alternative to emergency rule, were passed. Pointing out that emergency rule would first be removed in provinces other than those on the borders, Erbakan said he and his colleagues would ask for an emergency parliamentary gathering for the passage of the alternative laws prior to the expiration of the period.

Upon such a commitment by Erbakan, the emergency rule could be extended for another four months to be effective as of July 31. Despite Erbakan's pledge, some southeastern RP deputies had not attended the parliamentary session.

In August, the RP administration called for an emergency parliamentary session and carried out amendments to six laws. Those laws had been determined during the meeting of the National Security Council on Oct. 10 1985 where they were described as mandatory laws necessary to narrow the emergency rule.

The content of the alternative law

The package containing changes to six alternative laws was passed in Parliament on August 29. They were namely, the law governing the administration of provinces, the anti-terrorism law, the law regulating the soldiers' rations, the law regulating fire arms and knives, and the law requiring declaration of identity.

The package which was presented to Parliament by the government was criticized both by some RP deputies and the opposition parties on the grounds that it would ensure a veiled continuation of the emergency rule.

The post-emergency rule legislation calls for the increase of the governors' powers in all provinces and the maintenance of the village guard system. It also calls for a limited amnesty for village guards and the civilians in the region. Under the new package, governors may ask for help from military units to intervene in security incidents in their respective regions.

Depending on the characteristics of the incident, the commander of the relevant military unit through coordination with the governor will determine the size of the required military force and the period of their assignment.

The Interior Ministry may temporarily appoint one of the relevant governors as a coordinator governor in incidents which cover more than one province.

Upon the governor's request, cross-border hot pursuit can be carried out in the event that incidents take place in the border provinces or in neighboring regions to these provinces and if it is determined that those involved in the incidents have taken shelter in the territory of the neighboring countries. However, in any case this operation will be carried out through the Office of the Chief of General Staff with the permission of the government provided that the consensus of the neighboring countries is obtained.

A competent local authority assigned by the governors will be present at civilian airports, seaports and border gates to ensure security.

Security forces will have the power to open fire directly without hesitation on suspects who fail to comply with an order to halt.

The new legislation calls for a limited amnesty for village guards and civilians in the region who are on trial for bearing weapons without licenses. Village guards who return the weapons in their possession to competent local authorities within 45 days will not be subject to any action.

Difficult decision for RP

Thus the RP passed the alternative law for the removal of the emergency rule containing provisions which it had objected to when it was in the opposition. However while waiting for the emergency rule would be removed in the provinces other than those on the borders, the RP parliamentary group once again faced the decision of extension.

While demanding that the emergency rule be in effect for another four months as of the end of this month in provinces of Batman, Bingöl, Bitlis, Diyarbakır, Hakkari, Tunceli, Siirt, Şırnak and Van, the government has excluded only Mardin from the scope of the provinces under emergency rule.

The RP which had faced difficulty in persuading its group during the previous voting, this time caused the RP deputies to face a fait accompli without allowing the issue to be debated by the group. By securing a vote right after the day when Parliament received the government letter requesting the extension of the emergency rule, the RP has tried to prevent the reactions within the RP from growing any further.

While some southeastern RP deputies said that they would cast no vote during the parliamentary voting of the extension of the emergency rule, some

sought ways to find an amicable solution in regard to the matter. They attempted to present a motion excluding more provinces from the scope of the emergency rule.

RP Bingöl Deputy Hüsametkin Korkutata told the Turkish Daily News that he would back his party during the voting however he noted that he and his colleagues had been trying to find a constructive way for the region. He said he and his colleagues had assessed among themselves the idea of excluding Diyarbakır, Siirt and Batman from the scope of the area under emergency rule.

Korkutata said he and his colleagues believed in Erbakan's good intention in regard to the removal of the emergency rule and that Erbakan had earlier proposed the lifting of the emergency rule in Bitlis, Muş, Bingöl and Mardin.

However he said when Erbakan's proposal was not favored, only Mardin was left outside of the area under emergency rule.

RP Diyarbakır Deputy Ömer Vehbi Hatipoğlu and Bitlis Deputy Abdulhaluk Mutlu said they would cast a no vote during the voting. Bingöl Deputy Mahmut Sönmez said he would not attend the voting due to his excuse.

RP Parliamentary Group Deputy Chairman Salih Kapusuz maintained that there existed no serious problem in his party group regarding the extension of the emergency rule. Kapusuz said he and his colleagues would see the results of the implementation of the alternative laws. He said if the emergency rule lasted this winter, he hoped that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) would come to an end.

Kapusuz continued that at the end of the coming period, the removal of the emergency rule would come into existence in steps. He added that depending on the results of the application of the alternative laws, the government may ask for the removal of the emergency rule prior to its expiration.

Meanwhile, Interior Minister Meral Akşener, who addressed her colleagues in Parliament, said until the PKK was no longer a problem for Turkey, it would be wrong to loosen the existing measures. She said she and her colleagues favored the lifting of the emergency rule and that removal of the practise in Mardin was a first step in that respect.

The stance of the opposition

The Motherland Party (ANAP) Chairmanship Board held a meeting at party leader Mesut Yılmaz's residence to determine a stance in regard to the voting on the extension of the emergency rule. ANAP decided to cast a yes vote.

Other opposition parties, the Democratic Left Party (DSP) and the Republican People's Party (CHP) maintain their opposition stance against the extension of the emergency rule.

Turkish Daily News SATURDAY, NOVEMBER 30, 1996

US, Turkey seeking arrangement to replace Operation Provide Comfort

Unwanted: Ankara is happy that Americans are withdrawing U.S.-linked NGOs and their relatives from N. Iraq

By Ilnur Çevik/ Turkish Daily News
ANKARA- Turkey and the United States are discussing new "arrangements to provide security for the Iraqi Kurds," after it became apparent that Operation Provide Comfort (OPC) may end in the new year, government

sources told the Turkish Daily News on Friday. The mandate of Operation Provide Comfort (OPC) will end on December 31, 1996, and will have to be renewed by the Turkish Parliament in December.

However, the TDN has learned that there is a strong possibility that the

issue will not even come before the Parliament and Provide Comfort will die a natural death at the end of December.

Provide Comfort was set up jointly by Turkey, the United States, Britain, and France at the end of the Gulf War to protect the Kurds living in northern Iraq against President Saddam Hussein's forces.

American pilots at Incirlik will need a new frame to patrol northern Iraq.



The Iraqi army launched an offensive against the Kurds following the Gulf war to punish them for collaborating with the coalition forces which drove Iraq out of Kuwait.

In 1991 the allies led by the U.S. declared northern Iraq a safe haven and prohibited Saddam's forces from entering the Kurdish controlled northern sector of Iraq above the 36th parallel. Jet fighters attached to Provide Comfort and based at Turkey's Incirlik Air Base enforced a no-fly zone in northern Iraq.

However, as time went by Turks started hearing that some elements attached to the Provide Comfort force were being used to help the Kurds set up a separate state of their own in northern Iraq. There were also claims that Provide Comfort was aiding the Kurdish separatist PKK terrorists who were launching attacks against Turkey from bases in northern Iraq. This created anger in Turkey, and over the years there have been increasing calls among Turks to

end Operation Provide Comfort all together.

Now, officials say Provide Comfort may well be on the way out. The National Security Council, which met in Ankara Friday afternoon, took up the issue, along side other developments in Iraq, like the implementation of the oil for food deal, and the American announcement that it is withdrawing 5,000 more people who had served the U.S. in northern Iraq.

Turkish officials told the TDN that the news that the U.S. is pulling out more people who served it in northern Iraq is welcome for Ankara.

"The 5,000 people being withdrawn are employees of U.S.-linked nongovernmental organizations (NGOs) and include members of their families. We always felt the presence of these people in northern Iraq did not suite Turkey's interests, and wanted them out of the region. So their departure is a very positive development for Turkey," a leading government

source told the TDN.

The State Department, while announcing the withdrawal of these 5,000 people, said Washington feared they may face a security risk in the hands of Iraqi forces who are still allegedly roaming in northern Iraq.

Turkish officials confirmed this and said there are rumors that some Iraqi security agents are in the area. An officials told the TDN, "if they (Iraqi agents) killed 20 people affiliated with the Americans that would create an uproar back in the U.S. and no body wants that."

Turkish government sources however, said they do not share the view that the U.S. is "getting out" of the region and that these withdrawals are a sign of this.

Turkish military sources told the TDN that while Provide Comfort will go, American fighter jets, which are currently in this force, may stay on in Turkey, and be a part of a new security arrangement for northern Iraq.

Turkish Daily News FRIDAY, NOVEMBER 29, 1996

UNHCR to help repatriate Turkish Kurds from Atrush

UN High Commission for Refugees says it had visited refugees who returned to Turkey, had seen Turkish reception facilities and was satisfied refugees would be treated fairly

Reuters

ANKARA- The U.N. refugee agency announced on Wednesday it would help up to 15,000 Turkish Kurds return to their homes from a refugee camp in northern Iraq.

"Turkey and the Kurdistan Democratic Party (KDP) have agreed to support the work for the voluntary repatriation for the refugees, which would be carried out by us," Metin Corabatir, a UNHCR official told Reuters.

"We know that there are some refugees who want to return. A notice of their repatriation conditions was made known by us a short time ago," he said. "But our plan is at an early stage." The camp, Atrush, was founded in 1994 in KDP-controlled northern Iraqi territory for Kurds fleeing Turkey. The refugees accused Turkish forces of forcing them from their villages to deny food and shelter to the Kurdistan Workers Party (PKK). Turkish authorities have long sought the camp's closure, saying it was

used as a base for operations by the PKK. "Our contacts and work is continuing for the closing of the camp totally and returning of our citizens to Turkey soon," foreign ministry spokesman Sermet Atacanli told a news briefing. U.N. security sources and foreign aid workers have said PKK members often stayed in the camp and refugees admitted close ties to the PKK, but denied it was a PKK base.

A statement by the UNHCR said it had become increasingly difficult to help refugees there because "the neutral and humanitarian nature of the camp is not being respected."

The UNHCR said it had visited refugees who returned to Turkey, had seen Turkish reception facilities and was satisfied refugees would be treated fairly.

The agency said it would transport refugees wishing to return.

A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

Turquie-Kurdes : 57 rebelles kurdes et un soldat turc tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 30 nov (AFP) - Cinquante-sept rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et un soldat turc ont été tués lors d'opérations militaires et combats dans l'est et le sud-est de la Turquie, a annoncé samedi la super-préfecture de Diyarbakir.

47 de ces maquisards ont été tués lors d'opérations aéroterrestres de l'armée dans la région de Cukurca, située à la frontière avec l'Irak, contre une groupe du PKK qui s'apprétaient à s'infiltrer en territoire turc depuis le nord de l'Irak, selon un communiqué de cette préfecture.

Dix autres maquisards kurdes ont été tués lors d'opérations dans d'autres zones du sud-est anatolien à majorité kurde, selon le document qui ne précise pas la date exacte de ces opérations.

Ce bilan vient s'ajouter à un autre bilan cumulatif de 52 tués dans les rangs du PKK annoncé mercredi par cette préfecture.

L'armée a multiplié ses opérations, notamment depuis début septembre, contre le PKK, lui infligeant de lourdes pertes, selon les autorités.

Début novembre, le ministre de l'Intérieur Meral Aksener avait annoncé que 2.523 rebelles du PKK, 558 membres des forces de sécurité turques et 167 civils avaient été tués lors des dix premiers mois de 1996 dans les combats contre le PKK ou dans les attaques rebelles contre des villages.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait près de 23.000 morts en douze ans.

A.F.P.- Agence France Presse · A.F.P.- Agence France Presse-A.F.P.- Agence France Presse

LES ALEVIS TOLÉRANTS NON TOLÉRÉS

DANS UN PAYS QUI SUPPORTE MAL LES DIFFÉRENCES, SES TRADITIONS LAÏQUES ET LIBÉRALES DÉSIGNENT LA MINORITÉ CHIITE DES ALÉVIS AUX PERSÉCUTIONS.

QUAND, LA NUIT TOMBÉE, une brutale coupure d'électricité obscurcit le quartier alévi de Gazi, dans la banlieue d'Istanbul, ses habitants sont sur leur garde. La coupure n'est généralement pas due à la précarité des installations électriques de cette zone en chantier permanent tant les nouveaux arrivants y sont nombreux. Elle n'est pas davantage la faute des branchements sauvages d'habitants ayant pris l'habitude de n'attendre rien d'un État qui oublie de leur construire trottoirs, adductions d'eau ou canalisations

de Sivas et Tunceli, dans le centre-est anatolien, ils vivent aujourd'hui dispersés dans tout le pays. Minorité religieuse, ils sont apparentés au chiisme, et n'ont jamais à ce titre été réellement admis par la majorité sunnite de Turquie. Le 2 juillet 1994, des fidèles alévis rendant hommage, à Sivas, à un poète alévi du 16^e siècle, se sont vus attaqués par une foule intégriste fanatisée. Trente-sept Alévis, pour la plupart des artistes et intellectuels, ont été alors brûlés vifs par ces fanatiques. Aujourd'hui encore, des responsables du Refah, le parti

quelques jours. Chez les Alévis, la femme est l'égal de l'homme et reçoit une éducation stupéfiante aux yeux de tout traditionaliste turc.

Autant de pratiques les ayant désignés comme hérétiques et justifiant tant les pogroms du XVI^e siècle que les massacres de Karamamarach, dans le sud-est anatolien en 1978, où l'holocauste de Sivas. De telles persécutions expliquent que les Alévis aient dans leur grande majorité appuyé les principes laïcs du kémalisme, et basculent dans leur majorité plutôt à gauche, voire, ces dernières années, à l'extrême-gauche qui leur offre un cadre d'organisation politique. Ce d'autant, que la Direction des affaires religieuses de Turquie ne leur reconnaît - à la différence des sunnites, des juifs et des chrétiens - aucune existence légale, et donc aucune des subventions correspondantes. Les Alévis demandent un traitement égal ou la suppression de cette Direction.

Depuis l'embrasement des provinces kurdes du Centre et de l'Est dans les années quatre-vingt, les villages alévis de la région de Tunceli ont été parmi les plus touchés par les destructions systématiques de l'armée. D'où une émigration considérable de paysans alévis vers les villes, Diyarbakir, Ankara ou Istanbul.

Le phénomène des "disparitions" touche plus encore les militants, ou les simples citoyens alévis que les autres. Car dans la Turquie d'aujourd'hui, lorsqu'un "suspect" est de surcroît alévi, on a vite fait de le considérer dans les commissariats comme un "terroriste". De même, qu'une femme alévie interpellée sera rapidement taxée d'être une "putain" et, de ce fait, plus facilement sujette aux sévices sexuels que les associations de droits de l'Homme dénombrent quotidiennement dans les commissariats.

Le 1^{er} juillet 1995, quarante jours après l'enterrement de Hasan Ocak, le premier fils "disparu" à l'origine de la manifestation hebdomadaire des "folles d'Istanbul", sa famille, alévie, se rendait comme le veut la tradition au cimetière de Gozi. La police y attendait la famille. Bilan : quarante-deux interpellations et mauvais traitements, y compris pour Emine Ocak, la maman sexagénaire du "disparu". Non loin du cimetière, le 16 mars, la police avait tiré à vue sur la foule. Seize Alévis de Gozi étaient tombés sous les balles.

BERNARD DEBORD

CAMPAGNE TURQUIE
REGARD



Etre interpellé par la police laisse des traces.

d'égouts. Elle signifie plutôt une probable descente de police assortie d'arrestations, ou la possible intimidation à l'arme à feu d'un commando jamais identifié.

Les Alévis ne sont pas une petite minorité arrivée de fraîche date. Encore moins des fanatiques cherchant à imposer leurs croyances et modes de pensée. Au nombre de 15 millions, Turcs ou Kurdes, ils constituent environ un quart de la population de la Turquie. A l'origine situés dans la région

islamiste (sunnite) récemment parvenu au pouvoir, n'hésitent pas à évoquer "la glorieuse émeute de Sivas".

AUCUNE EXISTENCE LÉGALE

A la différence du chiisme iranien, l'alévisme n'est pas dogmatique. Influencé par le chamanisme, voire le christianisme, il constitue un islam sans mosquée, sans tenue vestimentaire imposée au ramadan réduit à

YACHAR KEMAL ENTRE LIVRES ET PROCÈS

IL Y A VINGT MOIS, LA COUR DE SÛRETÉ D'ISTANBUL ORDONNAIT UNE ENQUÊTE JUDICIAIRE À L'ENCONTRE DE L'ÉCRIVAIN TURC YACHAR KEMAL, ET DÉCIDAIT D'OUVRIR UN PROCÈS À SON ENCONTRE.

acquitté par la Cour de Sûreté de l'Etat du chef d'accusation de propagande séparatiste, mais l'écrivain, candidat au prix Nobel de littérature depuis 1973 (*), continue à camper sur ses positions. Il y a à peine un an, le quotidien *Hurriyet* publia une lettre appelant à aller creuser un fossé autour de la maison de Kemal pour y brûler ses livres. L'écrivain en a vu d'autres, puisqu'il a affronté quatre procès pour ses écrits, ses engagements politiques, lesquels, depuis sa jeunesse, lui ont valu condam-

DANS UN ARTICLE PUBLIÉ par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, le romancier Yachar Kemal dénonçait, en 1994, la répression d'Ankara contre la minorité kurde. Il faisait remonter le début de cette politique au 29 octobre 1923, date de la révolution kemaliste qui instaura la république, allant jusqu'à dire que la Turquie n'aspire maintenant qu'à retrouver le système autocratique de l'ancien empire ottoman : "Jusqu'à l'introduction du système multipartite, en 1946, il n'est pas un seul villageois, pas une fille, pas une femme, pas un Kurde, Turc ou Laze, qui n'ait eu à goûter de la matraque du gendarme. Comme un ouragan balayant tout sur son passage, le pouvoir républicain a soufflé violemment sur l'Anatolie. Comment la population de Turquie a-t-elle pu supporter autant de brutalité et de torture, autant de pauvreté et de famines pendant plus de soixante-dix ans ?" Yachar Kemal expliquait là que la population avait d'autant moins résisté aux rigueurs du système de Kemal Pacha qu'elle avait été pendant un millénaire opprimée, piétinée, torturée, projetée d'une guerre dans l'autre.

frères kurdes en faisant manger aux prisonniers des excréments humains. Maintenant on brûle des villages", dit Yachar Kemal. Des massacres ont été commis, des centaines de milliers

CAMPAGNE TURQUIE
PORTRAIT



Yachar Kemal, depuis longtemps dans la ligne de mire.

Lorsqu'en 1950 le Parti Démocratique prit le pouvoir en Turquie, les Occidentaux s'empressèrent de lui délivrer un label démocratique - affirme encore Kemal - parce qu'ils avaient besoin d'alliés contre l'URSS. Mais la résistance populaire commença à se développer et d'abord du côté kurde. On accusa alors les Kurdes de diviser la patrie et on constitua contre eux une milice turque. Partisans kurdes et miliciens s'affrontèrent violemment !

BRÛLER LES LIVRES...

"Pour prendre du poisson, il faut assécher l'étang", aurait déclaré le chef de l'état-major turc, Dogan Güres, pour justifier la guerre à outrance qu'il mena alors aux Kurdes. "Jusqu'ici l'armée turque humiliait ses

de personnes ont été précipitées sur les routes et Diyarbakir a vu sa population passer de 450.000 âmes à 1.500.000. Ces réfugiés, sans logement, souffrent de la faim. "Les habitants de l'est de l'Anatolie avaient fondé un parti, obtenu des députés", ajoute l'écrivain. Huit d'entre eux ont été arrêtés, menacés de mort et lourdement condamnés. Et Kemal de conclure son plaidoyer en affirmant qu'au XXIe siècle on ne peut refuser les droits de l'homme à aucun peuple, à aucun groupe ethnique. "La République turque ne doit pas entrer dans le XXIe siècle comme un pays maudit du fait de cette guerre".

Le 1er décembre 1995, Yachar Kemal fut

nations, prison et torture : rappelons qu'il avait dix-sept ans lorsqu'il a été arrêté pour la première fois pour sympathie communiste. Aujourd'hui encore il répète qu'il combattra jusqu'au bout pour arrêter cette guerre qui mène la Turquie à la division. "Appelons tout le monde à faire ce qu'il peut pour sauver ce présent et l'avenir de la Turquie. Sinon nous serons humiliés au sein de l'humanité jusqu'à l'apocalypse", ajoute-t-il.

ANTOINE SPIRE

(*) Vingt-neuf livres de Yachar Kemal ont été traduits et publiés en France par Gallimard. Pour ne citer que les derniers : *La Voix de Sana* (1995), *Tu écraseras le serpent* (1995), *La Grotte* (1992), *Entretiens avec Alain Bosquet* (1992)...

DES AVOCATS

DERRIÈRE LES BARREAUX



EN TURQUIE, LES AVOCATS SONT DES OBSTACLES PERMANENTS À L'ARBITRAIRE. À CE TITRE, ILS SONT, AVEC LES JOURNALISTES ET LES MEMBRES D'ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME, DES CIBLES TOUTES DÉSIGNÉES POUR LES POLICIERS ET LES JUGES.

C LE 1ER JUILLET 1995, les geôliers de la prison de Sagmaçilar sont dubitatifs. Qu'à faire, face à l'avalanche de bouquets de fleurs que déchargent les camionnettes d'Interflora à l'intention de la prisonnière Eren Keskin ?

Comment accepter d'introduire des fleurs pour une prisonnière politique - fût-elle avocate, jeune et jolie - alors que toute visite de sa famille et de ses proches lui est interdite ? Certes, les responsables de la prison savent que le règlement lui autorise les livres et journaux. Mais rien, vraiment rien, sur les bouquets de fleurs.

La cause est vite entendue : impossible. Eren Keskin ne respirera jamais le parfum de ses fleurs. Pas plus qu'elle ne pourra prendre connaissance des messages de soutien qui y sont épinglés. Ils viennent de tous les coins du globe et sont signés de membres d'Amnesty International.

"PROPAGANDE SÉPARATISTE"

Une idée originale, trouvée par la section britannique d'AI, pour manifester la désapprobation des défenseurs des droits de l'homme à la condamnation de cette jeune femme, vice-présidente de la section d'Istanbul de l'Association turque des droits de l'homme (IDH), à une peine de deux ans et six mois de prison en vertu de l'article 8 de la loi anti-terroriste.

Eren avait été condamnée à l'issue du huitième procès qui lui était intenté sur la base de l'article 8. "Tous ces procès", dit-elle, "uniquement pour des articles et des prises de parole dans diverses réunions. Une révision de l'article 8 en octobre 1995, sous la pression de la Communauté européenne, a permis que je sois libérée au bout de cinq mois. De nouveaux procès m'ont accordé le sursis, mais je ne suis pas au bout de mes peines, car le pro-

cessureur a immédiatement fait appel, et de nouveaux procès m'attendent".

Ces déclarations, Eren Keskin, nous les a faites en juin 1996, vêtue de sa robe pro-



Eren Keskin, avocate en sursis.

fessionnelle, sur le parvis de la Cour de sûreté de l'État d'Istanbul, où dit-elle alors avec humour, "je suis aujourd'hui en tant qu'avocate avant de m'y retrouver comme accusée". Ce jour-là, les avocats - dont Eren - viennent d'annoncer publiquement qu'ils se mettent en grève, pour protester contre l'impossibilité qui leur est faite d'intercéder en faveur de leurs clients, grévistes de la faim dans les prisons.

C'est justement parce que nombre d'avocats utilisent tous les moyens légaux pour défendre leurs clients qu'ils sont harcelés par le pouvoir. Leurs plaidoiries, ainsi que leurs déclarations publiques, lors de meetings, dans les médias, des articles de presse, des communications devant des organismes aussi reconnus que le Parlement de Strasbourg, sont méticuleusement relevées et analysées, pour y rechercher le fameux chef d'accusation de "propagande séparatiste" défini par l'article 8 de la loi anti-terroriste. Certes, depuis la révision de cette loi, l'expression "qu'elles qu'en soient la méthode, l'intention ou les idées", auparavant liée au terme de "séparatisme kurde" a été supprimée et la peine maximale ramenée de cinq à trois ans de prison, souvent assortis du sursis. Mais dans les faits, la plupart des avocats, journalistes, ou défenseurs des droits de l'Homme rejugés après cette révision, ont de nouveau été condamnés. Des dizaines d'avocats sont dans l'attente de jugements, d'autres sous le coup de sursis pouvant à tout moment les ramener en prison. D'autres n'ont pas été libérés et verront de leur cellule le siècle se terminer. C'est probablement le cas de Esber Yagmurdereli, un avocat aveugle condamné le 15 décembre 1995 pour un discours concernant la minorité kurde prononcé à Istanbul (en 1991), à l'occasion de la Journée des droits de l'Homme. S'il est débouté de son appel, une peine de détention à perpétuité avec sursis prononcée contre lui en 1980, sous la dictature, par un tribunal militaire, à l'issue d'un procès inéquitable, sera ajoutée à son temps de détention. Il ne reverra alors la liberté qu'en 2018, au mieux !

Le chef d'état-major adjoint de l'armée turque a déclaré l'an dernier : "Nous aurons raison du terrorisme, mais la démocratie et les droits de l'homme nous empêchent d'aller plus vite". Un point de vue sans doute partagé par les gendarmes de Diyarbakir, qui lors d'un interrogatoire, en décembre 1993, ont giflé et frappé à coups de pied, l'avocate Meral Danis Bestas, non sans avoir omis de l'asperger d'eau glacée après l'avoir, de force, mise nue. Car dans de telles gendarmeries, une robe d'avocat ne génère guère de respect.

BERNARD DEBORD
JOURNALISTE

CAMPAGNE TURQUIE
RECORD